

Rapport annuel 2025

SOMMAIRE

1.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise 3

1.1	Présentation de la banque	4
1.2	Le capital social	5
1.3	Les organes d'administration, de direction et de surveillance	7
1.4	Politique et pratiques de rémunération	22
1.5	Les assemblées générales	35
1.6	Les Commissaires aux comptes	36
1.7	Révision coopérative	36

2.

Rapport d'activité 37

2.1	Environnement économique	38
2.2	Stratégie de la banque de Proximité et Assurance	40
2.3	Banque de Financement et d'Investissement	53
2.4	Banque à l'International et Collectivités d'Outre-mer	54
2.5	Gestion Consolidée des Investissements	61
2.6	Situation financière	63
2.7	Les procédures de contrôle et de gestion relatives à l'information comptable et financière	74
2.8	Événements post-clôture	75
2.9	Perspectives	75
2.10	Informations sur les implantations	75
2.11	Dépenses non déductibles fiscalement	75
2.12	Délais de règlement des fournisseurs et clients	76
2.13	Informations relatives aux comptes inactifs ouverts dans nos livres	76

3.

Rapport de durabilité 77

3.1	Informations générales	78
3.2	Informations environnementales	111
3.3	Informations sociales	140
3.4	Informations en matière de gouvernance et d'éthique des affaires (G1)	178
3.5	Informations quantitatives : indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables	187
3.6	Glossaire	240
3.7	Rapport de certification des informations en matière de durabilité et de contrôle des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 de BRED Banque Populaire	242

4.

Gestion et contrôle de la conformité et des risques du groupe Bred Banque Populaire 247

4.1	Risques de crédit et de contrepartie	272
4.2	Risques de marché	284

4.3	Risques de bilan	289
4.4	Risques opérationnels	293
4.5	Risques de non-conformité	296
4.6	Protection des données	303
4.7	Risques de sécurité et résilience opérationnelle	305
4.8	Lutte contre la fraude externe	308
4.9	Risque de réputation	309
4.10	Risques environnementaux, sociaux et de gouvernance	312
4.11	Risques de modèles	322

5.

Comptes consolidés annuels 325

5.1	Compte de résultat consolidé	326
5.2	Résultat global	327
5.3	Bilan consolidé	328
5.4	Tableau de variation des capitaux propres	330
5.5	Tableau des flux de trésorerie	332
5.6	Annexe aux comptes consolidés	333
5.7	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	484

6.

Comptes individuels annuels 489

6.1	Compte de résultat	490
6.2	Bilan et hors bilan	490
6.3	Annexe aux comptes individuels	492
6.4	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes individuels annuels	530

7.

Assemblées générales 537

7.1	Assemblée générale ordinaire du 27 mai 2026	538
7.2	Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale ordinaire	539
7.3	Projet de résolutions	541
7.4	Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	544
7.5	Assemblée générale extraordinaire du 27 mai 2026	547
7.6	Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale extraordinaire	548
7.7	Projet de résolutions	549
7.8	Renouvellement du mandat de huit administrateurs	550
7.9	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'augmentation du capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise (suppression du droit préférentiel de souscription)	552
7.10	Attestation du responsable des informations contenues dans le rapport	553

Message de la présidente du Conseil d'administration

« Nous construisons avec nos clients et nos sociétaires une relation qui s'inscrit dans la durée, fondée sur l'utilité concrète des projets que nous finançons. »

Isabelle Gratiant, présidente du conseil d'administration

L'année 2025 s'inscrit dans la continuité d'une histoire, notre histoire, qui se construit patiemment, au rythme des projets de nos clients et de nos sociétaires. Les transformations que nous avons engagées ces dernières années se lisent désormais plus nettement dans nos résultats financiers, dans la qualité de la relation avec nos clients et nos sociétaires, et dans les liens que nous entretenons au quotidien avec les acteurs de nos territoires. L'élan que nous avons collectivement donné à notre plan stratégique se prolonge aujourd'hui dans une dynamique solide, portée par la confiance, la continuité et la détermination.

Cette progression intervient dans un environnement économique et financier qui demeure instable et exigeant. Les incertitudes, les transitions rapides, les tensions géopolitiques imposent aux banques une vigilance de chaque instant. BRED Banque Populaire y répond par la robustesse de son modèle, par une discipline de gestion assumée et par une approche prudente du risque, au service du temps long. Notre résilience repose sur une gouvernance attentive et sur des choix cohérents avec notre vocation de banque coopérative de proximité, au service des projets de ses clients et de ses sociétaires, et du développement de ses territoires.

Dans ce contexte, notre modèle coopératif constitue un atout décisif dans le paysage bancaire. Il donne du sens à notre action, éclaire nos arbitrages, oriente nos priorités. Parce que notre capital appartient à nos sociétaires, qui sont aussi nos clients, nous construisons une relation qui s'inscrit dans la durée, fondée sur l'utilité concrète des projets que nous finançons. Le modèle coopératif nous relie intimement

à nos territoires, nous oblige à rester proches de l'économie réelle et à écouter les attentes de ceux qui vivent et entreprennent autour de nous. Les projets significatifs font l'objet d'une véritable coconstruction avec nos parties prenantes ; leur voix est intégrée aux grandes décisions de notre banque.

L'année 2025 a montré combien cette identité coopérative reste actuelle. Elle s'exprime dans la manière dont nous accompagnons les transitions économiques, sociales et environnementales, dans la place que nous tenons auprès des acteurs locaux, dans la façon dont nous partageons la création de valeur avec nos clients, nos sociétaires et nos collaborateurs. Elle nourrit la confiance que vous nous accordez et renforce notre volonté de rester une banque utile, lisible et engagée.

BRED Banque Populaire aborde les prochaines étapes de son plan stratégique « Aligner les énergies – Ambitions BRED 2027 » avec un état d'esprit fait de constance et de clarté. Constance, parce que nous poursuivrons le chemin engagé sans renoncer à ce qui fait notre identité : la proximité, la responsabilité, l'engagement. Clarté, parce que nous savons où nous voulons aller, avec un horizon de long terme : faire de BRED Banque Populaire une banque remarquable aux yeux de ses clients, de ses sociétaires et de ses territoires.

Je tiens à remercier chaleureusement nos clients et sociétaires qui nous font confiance, et à saluer l'engagement de toutes les équipes de BRED Banque Populaire. C'est par la rencontre de ces énergies que nous continuons, jour après jour, à faire grandir notre banque et à construire ensemble vos plus belles histoires.

Message du Directeur général



« Nous voulons être, dans la durée, un partenaire de confiance pour celles et ceux qui entreprennent, investissent et vivent dans nos territoires. »

Jean-Paul Julia, directeur général

L'année 2025 s'achève dans un environnement marqué par l'incertitude et les tensions géopolitiques. Dans ce contexte, le message que je souhaite adresser à nos clients et à nos sociétaires est un message de sérénité et de confiance dans l'avenir. BRED Banque Populaire est solide, performante et dispose d'équipes compétentes et engagées sur l'ensemble de ses territoires.

En 2025, nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre plan stratégique « Aligner les énergies – Ambitions BRED 2027 ».

Nous avons d'abord réaffirmé votre importance et notre envie de mieux vous écouter et vous accompagner, avec une relation plus fluide, des interlocuteurs clairement identifiés, des réponses plus rapides et mieux adaptées à vos projets. La progression de notre satisfaction client en 2025 en est le meilleur indicateur.

Nous avons également fait évoluer nos métiers pour mieux couvrir la diversité de vos besoins. La réorganisation de notre Banque de financement et d'investissement a rendu notre offre plus cohérente et plus lisible pour les entreprises et les acteurs institutionnels, et renforce notre capacité à accompagner leurs projets dans la durée, en France comme à l'international.

En parallèle, nous avons accéléré le développement de nos parcours digitaux ; le lancement d'un crédit à la consommation que nos clients peuvent simuler puis souscrire en autonomie dans notre application illustre cette volonté de proposer des parcours simples lorsque vous souhaitez agir à votre rythme, tout en maintenant la possibilité d'un échange approfondi avec votre conseiller. Avec l'intelligence artificielle, nous sommes parvenus à fiabiliser certaines analyses et à rendre vos parcours plus fluides, sans jamais perdre de vue que chaque décision entraîne des conséquences dans votre vie et appelle notre responsabilité.

En 2025, nous avons travaillé sur la manière d'exprimer notre identité. La nouvelle plateforme de marque et la signature « *BRED Banque Populaire, et vos projets se réalisent* » visent à mieux refléter ce que nous voulons être à vos côtés : une banque coopérative, proche de ses territoires, engagée dans l'économie réelle et orientée vers la concrétisation de vos projets, qu'ils soient personnels, professionnels, entrepreneuriaux ou associatifs. Notre partenariat premium avec la Transat Café L'Or s'inscrit dans cette même volonté : soutenir un projet exigeant, fondé sur l'engagement, l'esprit d'équipe et le lien aux territoires maritimes, qui font partie de notre histoire. Notre ambition est que cette promesse se retrouve dans votre expérience, au quotidien.

Se projeter vers 2026, c'est poursuivre cette trajectoire avec détermination. Nous continuerons à renforcer la qualité de la relation humaine qui fait la singularité de BRED Banque Populaire, à simplifier, à préciser nos offres, à développer des services plus rapides et plus accessibles. Notre modèle coopératif nous y invite : il nous impose d'articuler performance et responsabilité, exigence et proximité, innovation et prudence. C'est ainsi, par un travail régulier, exigeant et utile, que nous donnerons tout son contenu à cette ambition de devenir, aux yeux de nos clients et de nos sociétaires, une banque véritablement remarquable.

Je souhaite conclure en remerciant chaleureusement nos clients et nos sociétaires pour la confiance qu'ils nous accordent, ainsi que l'ensemble de nos collaborateurs pour leur engagement. L'exercice 2025 témoigne de la solidité de notre banque et de la progression de nos résultats, et témoigne surtout de notre volonté constante d'être, dans la durée, un partenaire de confiance pour celles et ceux qui entreprennent, investissent et vivent dans nos territoires.

1.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

1.1	Présentation de la banque	4	1.3	Les organes d'administration, de direction et de surveillance	7
1.1.1	État civil	4	1.3.1	Le Conseil d'administration	7
1.1.2	Forme juridique et législation applicable	4	1.3.2	La direction générale et le comité exécutif	20
1.1.3	Objet social	4	1.4	Politique et pratiques de rémunération	22
1.1.4	Exercice social	5	1.4.1	Description de la politique de rémunération en vigueur dans l'entreprise	22
1.1.5	Le Groupe BPCE et la place de BRED Banque Populaire au sein du Groupe BPCE	5	1.4.2	Processus décisionnel	22
1.1.6	Participations et prises de contrôle	5	1.4.3	Description de la politique de rémunération de la population régulée	23
1.2	Le capital social	5	1.5	Les assemblées générales	35
1.2.1	Évolution du capital social	5	1.5.1	Mode de convocation	35
1.2.2	Les parts sociales	6	1.5.2	Conditions d'admission	35
1.2.3	La rémunération des parts sociales	6	1.5.3	Conditions d'exercice du droit de vote	35
1.2.4	L'autocontrôle	6	1.6	Les Commissaires aux comptes	36
1.2.5	Délégations accordées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital	6	1.7	Révision coopérative	36

Établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce, le présent rapport a été élaboré en tenant compte des travaux du Conseil d'administration et de ses différents comités, des réunions avec les présidents des comités du Conseil, la Direction générale et les auditeurs extérieurs. Il a fait l'objet d'une approbation en Conseil d'administration le 30 mars 2026.

1.1 Présentation de la banque

1.1.1 État civil

Dénomination sociale et siège social

BRED Banque Populaire (sigle : BRED)
18, quai de la Rapée - 75604 PARIS

Immatriculation

552 091 795 RCS Paris
LEI NICH5Q04ADUV9SN3Q390

Durée de la société

La durée de la société, antérieurement fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter du 7 octobre 1919, a ensuite été prorogée de quatre-vingt-dix-neuf années à compter du 21 mai 2010.

1.1.2 Forme juridique et législation applicable

BRED Banque Populaire est une société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital fixe régie par les articles L. 512-2 et suivants du Code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires, la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les titres I à IV du livre II du Code de commerce, le chapitre I^{er} du titre I et le titre III du livre V du Code monétaire et financier, les textes pris pour leur application, ainsi que par les présents statuts.

La société est, en outre, soumise aux décisions de caractère général et notamment à celle relative au système de garantie du réseau des Banques Populaires, édictées par BPCE dans le cadre des compétences dévolues à cette dernière par les articles L. 511-30, L. 511-31, L. 511-32, L. 512-12, L. 512-106 et L. 512-107 du Code monétaire et financier.

Les documents juridiques relatifs à BRED Banque Populaire (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des contrôleurs légaux) peuvent être consultés au siège social ou au greffe du tribunal de commerce de Paris.

1.1.3 Objet social

Aux termes de l'article 3 des statuts, la société a pour objet :

1. de faire toutes opérations de banque avec les entreprises commerciales, industrielles, artisanales, agricoles ou libérales, à forme individuelle ou de société, et plus généralement, avec toute autre collectivité ou personne morale, sociétaires ou non, d'apporter son concours à sa clientèle de particuliers, de participer à la réalisation de toutes opérations garanties par une société de caution mutuelle constituée conformément à la section 3 du chapitre V du titre I du livre V du Code monétaire et financier, d'attribuer aux titulaires de comptes ou plans d'épargne-logement tout crédit ou prêt ayant pour objet le financement de leurs projets immobiliers, de recevoir des dépôts de toute personne ou société et plus généralement d'effectuer toutes les opérations de banque, visées au titre I du livre III du Code monétaire et financier ;

2. la société peut aussi effectuer toutes opérations connexes visées à l'article L. 311-2 du Code monétaire et financier, fournir les services d'investissement prévus aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du code précité et exercer toute autre activité permise aux banques par les dispositions légales et réglementaires. À ce titre, elle peut notamment effectuer toutes opérations de courtage d'assurance et, plus généralement, d'intermédiation en assurance ;

Elle peut également exercer l'activité d'intermédiaire ou d'entremise dans le domaine immobilier et à ce titre effectuer pour le compte de tiers toutes transactions immobilières et mobilières, ainsi que l'activité de conseil en gestion de patrimoine et en investissement et ce conformément à la réglementation en vigueur ;

3. la société peut effectuer tous investissements immobiliers ou mobiliers nécessaires à l'exercice de ses activités, souscrire ou acquérir pour elle-même tous titres de placements, prendre toutes participations dans toutes sociétés, tous groupements ou associations, et plus généralement, effectuer toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

1.1.4 Exercice social

L'exercice social a une durée de 12 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre.

1.1.5 Le Groupe BPCE et la place de BRED Banque Populaire au sein du Groupe BPCE

Le Groupe BPCE exerce tous les métiers de la banque et de l'assurance en s'appuyant sur ses deux grands réseaux coopératifs, Banque Populaire et Caisse d'Épargne, ainsi que sur ses filiales.

La description et l'organigramme du Groupe BPCE sont disponibles sur le site internet de BPCE, notamment dans le document d'enregistrement universel et ses actualisations en suivant le lien ci-après :

<https://groupebpce.com/investisseurs/resultats-et-publications/documents-de-reference>.

BRED Banque Populaire est affiliée à BPCE. Organe central au sens du Code monétaire et financier, et établissement de crédit agréé, BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et à Conseil de surveillance dont le capital est détenu à hauteur de 50 % par les Banques Populaires. BRED Banque Populaire en détient 4,95 % au 31 décembre 2025.

1.1.6 Participations et prises de contrôle

En application des dispositions de l'article L. 233-6 du Code de commerce, les franchissements à la hausse de seuils significatifs de participations ou prises de contrôle dans les sociétés ayant leur siège social en France (en %) sont les suivants :

	1 ^{er} janvier 2025	31 décembre 2025
Décider.AI	0 %	21,21 %
Positive Solutions	11,85 %	33,34 %
Erigea Loisirs	0 %	7,55 %
Parella Strategy II	0 %	6,5 %

1.2 Le capital social

Au 31 décembre 2025, le capital social de BRED Banque Populaire s'élève à 1 988 587 092,70 euros. Il est divisé en 185 849 261,00 parts sociales de valeur nominale de 10,70 euros, toutes entièrement libérées, obligatoirement nominatives.

1.2.1 Évolution du capital social

	Montant du capital social	Nombre de parts sociales	Valeur nominale de la part sociale	Nombre de sociétaires
Au 31 décembre 2025	1 988 587 092,70 €	185 849 261	10,70	236 792
Au 31 décembre 2024	1 962 341 211,60 €	184 430 565	10,64	206 128
Au 31 décembre 2023	1 893 934 238,40 €	178 841 760	10,59	196 678
Au 31 décembre 2022	1 681 431 905,79 €	159 680 143	10,53	190 581
Au 31 décembre 2021	1 495 866 772,29 €	142 871 707	10,47	181 849

En application de l'article L. 512-5 du Code monétaire et financier, aucun sociétaire ne peut disposer dans les assemblées, par lui-même ou par mandataire, au titre des droits de vote attachés aux parts qu'il détient directement et/ou indirectement et aux pouvoirs qui lui sont donnés, de plus de 0,25 % du nombre total de droits de vote attachés aux parts de la société. Cette limitation ne concerne pas le Président de l'assemblée émettant un vote en conséquence des procurations reçues conformément à l'obligation légale qui résulte

de l'article L. 225-106 du Code de commerce. Le nombre de droits de vote détenus directement ou indirectement s'entend notamment de ceux qui sont attachés aux parts qu'un sociétaire détient, à titre personnel, aux parts qui sont détenues par une personne morale qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce et aux parts assimilées aux parts possédées, telles que définies par les dispositions des articles L. 233-7 et suivants dudit code.

1.2.2 Les parts sociales

Les parts sociales de BRED Banque Populaire sont nominatives et inscrites en comptes individuels tenus dans les conditions réglementaires. Elles ne sont pas cotées. Les cessions, qui ont lieu essentiellement entre les clients de la banque, sont effectuées à la valeur nominale par virement de compte à compte.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'Assemblée générale.

1.2.3 La rémunération des parts sociales

Les parts sociales donnent droit à un intérêt annuel dont le taux est fixé par l'Assemblée générale annuelle. Conformément à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, ce taux ne peut dépasser la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'Assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points.

L'intérêt versé aux parts sociales a été de :

- 0,265 euro au titre de l'exercice 2024 ;
- 0,317 euro au titre de l'exercice 2023 ;
- 0,263 euro au titre de l'exercice 2022 ;
- 0,157 euro au titre de l'exercice 2021 ;
- 0,140 euro au titre de l'exercice 2020.

1.2.4 L'autocontrôle

Au 31 décembre 2025, 2 007 663 parts sociales de BRED Banque Populaire étaient auto-détenues de manière indirecte.

1.2.5 Délégations accordées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital

Date de l'Assemblée générale	Plafond global de l'autorisation	Durée de l'autorisation	Augmentation de capital réalisée sur la base de cette autorisation
Assemblée générale du 30 mai 2024	500 000 000 € par émission de parts sociales	26 mois	<p>Augmentation de capital en numéraire, <u>réalisée le 17 décembre 2025</u>, d'une somme de 15 094 925,44 €, par émission au pair de 1 418 696 nouvelles parts sociales de 10,64 €.</p> <p>Consécutivement, une incorporation de réserves d'un montant de 11 150 955,66 € a permis d'élever le nominal des parts anciennes et nouvelles de 0,06 €. Le capital social de la société est ainsi passé de 1 962 341 211,60 € à 1 988 587 092,70 €.</p> <p>Augmentation de capital en numéraire <u>réalisée le 18 décembre 2024</u>, d'une somme de 59 185 444,95 € par émission au pair de 5 588 805 nouvelles parts sociales de 10,59 €.</p> <p>Consécutivement, une incorporation de réserves d'un montant de 9 221 528,25 € a permis d'élever le nominal des parts anciennes et nouvelles de 0,05 €. Le capital social de la société est ainsi passé de 1 893 934 238,40 € à 1 962 341 211,60 €.</p>

1.3 Les organes d'administration, de direction et de surveillance

1.3.1 Le Conseil d'administration

1.3.1.1 La composition du Conseil

1.



De gauche à droite :

Isabelle PASTORET

Administratrice

Camille BOUGON

Administratrice

Patricia LEWIN

Administratrice

Raphaël POCHET

Administrateur

Laurence DUGELAY

Administratrice représentant
les salariés

Jean-Paul JULIA

Directeur général

Benoît BAS

Secrétaire adjoint

Pascal DROUHAUD

Administrateur

Isabelle GRATIANT

Présidente du Conseil
d'administration

Gérard KUSTER

Secrétaire adjoint

Leïla TURKI

Administratrice

Bruno BLANDIN

Secrétaire du Conseil

Nathalie BRIOT

Administratrice

Stève GENTILI

Vice-Président délégué

Anne BAY

Administratrice

François MARTINEAU

Vice-Président

Bruno GIORGIANNI

Administrateur

Pascal MARTIN DE FRÉMONT

Administrateur représentant
les salariés

Stéphane QUENNET

Délégué du CSEC

Cyril BARTH

Administrateur

Laurent RONIS-LE MOAL

Administrateur

Édouard DELMON

Délégué BPCE

Au 31 décembre 2025, le Conseil d'administration était composé de vingt administrateurs, dont deux administrateurs représentant les salariés.

| Président du Conseil d'administration

Isabelle GRATIANT

Fonction principale : Président du Conseil d'administration de BRED Banque Populaire

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2028 Nombre de parts sociales détenues : 22 261 Date de naissance : 8 avril 1960	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Président du Conseil d'administration de BRED Banque Populaire. • Président du Conseil d'administration de BRED COFILEASE SA et de BRED GESTION SA. • Administrateur de PREPAR COURTAGE SA, PREPAR IARD SA, COFIBRED SA. • Administrateur de la Fondation d'entreprise BRED Banque Populaire. • Membre du Conseil de surveillance de PREPAR VIE SA. • Gérant de la SCI Entreprise et Développement. Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Professeur (Université).
--	---

| Vice-Président délégué

Stève GENTILI

Fonction principale : Vice-Président délégué du Conseil d'administration de BRED Banque Populaire

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026 Nombre de parts sociales détenues : 38 494 Date de naissance : 5 juin 1949	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur et Vice-Président délégué du Conseil d'administration de BRED Banque Populaire. • Président du Conseil d'administration de COFIBRED SA, BIC BRED SA, BIC BRED Suisse SA, IRR INVEST SA, NRJ INVEST SA et de SPIG SA. • Président du Conseil d'administration de la Fondation d'entreprise BRED Banque Populaire. • Administrateur de PROMEPAR ASSET MANAGEMENT SA, BRED GESTION SA, BCI MER ROUGE SA, PREPAR IARD SA, BRED COFILEASE SA et EPBF SA. • Membre du Conseil de surveillance de PREPAR VIE SA. Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de FINANCIERE HOCHES LES BAINS SA.
---	--

| Vice-Président

François MARTINEAU

Fonction principale : Avocat à la Cour

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026 Nombre de parts sociales détenues : 2 438 Date de naissance : 11 juin 1951	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur et Vice-Président de BRED Banque Populaire. Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Avocat à la Cour au sein de la SCP LUSSAN. • Administrateur de CONSERVATEUR FINANCE SA. • Membre du Conseil de surveillance et Vice-Président des sociétés d'assurances suivantes : AMC LES ASSURANCES MUTUELLES LE CONSERVATEUR et LES ASSOCIATIONS MUTUELLES LE CONSERVATEUR. • Président du conseil d'administration de la Fondation d'entreprise LE CONSERVATEUR. • Vice-Président du Conseil d'administration de l'association SAMA (Société des Amis du Musée de l'Armée).
---	---

Secrétaires

Bruno BLANDIN

Fonction principale : Gérant des établissements Claude Blandin et fils SARL

<p>Date de fin de mandat : Assemblée générale 2030</p> <p>Nombre de parts sociales détenues : 3 595</p> <p>Date de naissance : 7 octobre 1952</p>	<p>Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur et Secrétaire du Conseil d'administration de BRED Banque Populaire. • Administrateur de BRED COFILEASE. <p>Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gérant des établissements Claude Blandin et fils SARL (ECB), holding tête de groupe de sociétés commerciales. • Gérant de TRIDOM SARL, holding tête de groupe de sociétés immobilières et de CARAIBES MARCHAND DE BIENS SARL. • Gérant de B6 SARL, de SCI ATHENAIS, de SCI TAMARINE, de SCI AQUILA-CURIE, CARAIBES, de SCI DE L'ANGLE, de SCI du TREGOR LANNION. • Administrateur de GIE C2B, du GIE CBI et de la SEM PATRIMONIALE RÉGION GUADELOUPE. • Représentant permanent des établissements Claude Blandin et fils en qualité de membre du Comité de direction de CANAL+ ANTILLES. • Président de la SAS BEB.
--	--

Gérard KUSTER

Fonction principale : Consultant Éthique des affaires chez Ethics Premium

<p>Date de fin de mandat : Assemblée générale 2028</p> <p>Nombre de parts sociales détenues : 4 858</p> <p>Date de naissance : 20 décembre 1948</p>	<p>Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur et Secrétaire adjoint du Conseil d'administration de BRED Banque Populaire. • Administrateur de PROMEPAR ASSET MANAGEMENT SA et de PREPAR COURTAGE SA. <p>Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consultant Éthique des Affaires chez Ethics Premium. • Membre du Comité d'éthique d'Aéroports de Paris (ADP). • Administrateur de l'association « Forum francophone des affaires ».
--	--

Benoît BAS

Fonction principale : Directeur des affaires générales et de la communication au sein de JT International

<p>Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026</p> <p>Nombre de parts sociales détenues : 379</p> <p>Date de naissance : 16 janvier 1975</p>	<p>Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur et Secrétaire adjoint du Conseil d'administration de BRED Banque Populaire. • Administrateur de la Fondation d'Entreprise BRED Banque Populaire. <p>Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Directeur des affaires générales et de la communication au sein de JT International. • Administrateur de la société ALCOME (éco-organisme).
---	---

| Administrateurs

Cyril BARTH**Fonction principale :** Président de CYRALAB, Centre de formation professionnelle**Date de fin de mandat :**
Assemblée générale 2029**Nombre de parts sociales détenues :** 1 171**Date de naissance :**
11 mars 1971**Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire**

- Administrateur et Secrétaire adjoint du Conseil d'administration de BRED Banque Populaire.
- Administrateur de la Fondation d'entreprise BRED Banque Populaire.

Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire

- Président de CYRALAB SAS, de COHÉRENCE SAS, de SCYFCONSEIL SAS et de SCYFCO SAS.
- Gérant de la SCI SCYFC'HOME.
- Administrateur du fonds de dotation ESPRIT DE CORPS.

Anne BAY**Fonction principale :** Co-gérante - Directeur administratif et financier à l'Agence de communication NOSTROMO**Date de fin de mandat :**
Assemblée générale 2028**Nombre de parts sociales détenues :** 101**Date de naissance :**
25 janvier 1962**Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire**

- Administrateur de BRED Banque Populaire.

Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire

- Gérante - Directeur administratif et financier de l'Agence de communication NOSTROMO SARL.

Camille BOUGON**Fonction principale :** Directrice pôle immobilier France d'une holding d'investissement international - Consultante indépendante d'Associés en Gouvernance**Date de fin de mandat :**
Assemblée générale 2031**Nombre de parts sociales détenues :** 4 748**Date de naissance :**
4 avril 1981**Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire**

- Administrateur de BRED Banque Populaire.

Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire

- Directrice du pôle immobilier France de GAI GP, société coopérative
- Consultante indépendante d'ASSOCIES EN GOUVERNANCE SAS.
- Présidente de CAMERO SAS.
- Gérante de IPC SARL
- Gérante de SC JEANJO, de SC MINIE, de SCI DES MARAIS.

Nathalie BRIOT**Fonction principale :** Consultante en relations institutionnelles et lobbying**Date de fin de mandat :**
Assemblée générale 2026**Nombre de parts sociales détenues :** 101**Date de naissance :**
11 juillet 1954**Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire**

- Administrateur de BRED Banque Populaire.
- Administrateur de la Fondation d'Entreprise BRED Banque Populaire.

Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire

- Consultante en relations institutionnelles et lobbying.
- Co-gérante de SCI LA TERRASSE et de SCI RABATAU 59.

Nadine CALVES

Fonction principale : Chargée de gestion au Secrétariat Général du ministère des Finances

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026 Nombre de parts sociales détenues : 496 Date de naissance : 6 avril 1965	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de BRED Banque Populaire. • Administrateur de la Fondation d'Entreprise BRED Banque Populaire. Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Chargée de gestion au Secrétariat Général du Ministère des Finances. • Adjointe au maire de Parmain.
---	--

Pascal DROUHAUD

Fonction principale : Gérant de l'EURL International consulting Strategy.

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2031 Nombre de parts sociales détenues : 206 Date de naissance : 3 juillet 1964	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de BRED Banque Populaire. Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Gérant de l'EURL International Consulting Strategy ICP.
---	--

Bruno GIORCIANNI

Fonction principale : Directeur des affaires publiques et de la Sûreté et Directeur du cabinet du Président-Directeur Général de Dassault Aviation

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2031 Nombre de parts sociales détenues : 100 Date de naissance : 17 avril 1966	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de BRED Banque Populaire. • Administrateur de COFIBRED SA. Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Directeur des affaires publiques et de la sûreté et Directeur du cabinet du Président-Directeur Général de Dassault Aviation SA. • Administrateur de la Fédération professionnelle GIFAS.
--	---

Patricia LEWIN

Fonction principale : Déléguée au rayonnement de la DGRIS au ministère des Armées

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026 Nombre de parts sociales détenues : 749 Date de naissance : 24 novembre 1960	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de BRED Banque Populaire. Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Déléguée au rayonnement de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) au ministère des Armées.
---	---

Isabelle PASTORET

Fonction principale : Contrôleur général au ministère des Finances, du Commerce et de l'industrie

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026 Nombre de parts sociales détenues : 672 Date de naissance : 29 avril 1962	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de BRED Banque Populaire. Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Contrôleur général au ministère des Finances, du Commerce et de l'Industrie. • Membre du Conseil économique et social de la Région Île de France (CESER).
--	---

Raphaël POCHET**Fonction principale :** Consultant en conseil et formation de cadres des métiers de la sécurité

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire
Nombre de parts sociales détenues : 1 220	• Administrateur de BRED Banque Populaire.
Date de naissance : 3 février 1953	Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire
	• Consultant en conseil et formation de cadres des métiers de la sécurité.

Laurent RONIS-LE MOAL**Fonction principale :** Directeur général des services de la Communauté d'agglomération du Cotentin

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2027	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire
Nombre de parts sociales détenues : 100	• Administrateur de BRED Banque Populaire.
Date de naissance : 26 novembre 1971	Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire
	• Directeur général des services de la Communauté d'agglomération du Cotentin.

Leïla TURKI**Fonction principale :** Responsable au sein d'une société de gestion d'actifs

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2031	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire
Nombre de parts sociales détenues : 3 021	• Administrateur de BRED Banque Populaire.
Date de naissance : 25 octobre 1972	

| Administrateurs représentant les salariés**Pascal MARTIN DE FRÉMONT****Fonction principale :** Agent de back-office chez BRED Banque Populaire

Date de fin de mandat : 17/06/2030	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire
Nombre de parts sociales détenues : 358	• Administrateur représentant les salariés de BRED Banque Populaire.
Date de naissance : 30 août 1965	• Agent de <i>back office</i> chez BRED Banque Populaire.

Laurence DUGELAY**Fonction principale :** Chargée de portefeuille au sein de la Direction des Financements d'actifs et de Projets chez BRED Banque Populaire

Date de fin de mandat : 12/09/2030	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire
Nombre de parts sociales détenues : 7	• Administratrice représentant les salariés de BRED Banque Populaire.
Date de naissance : 23 février 1969	• Chargée de portefeuille « actifs et projets » chez BRED Banque Populaire.

Le mode de désignation et la durée de mandat des administrateurs

Les administrateurs, nécessairement sociétaires de la Banque, sont nommés par l'Assemblée générale pour une durée de six ans, sur proposition du Conseil d'administration et après examen par le Comité des nominations.

Les deux administrateurs représentant les salariés ont été désignés ou renouvelés au cours de l'exercice 2024, pour une durée de six ans, par les deux organisations syndicales majoritaires.

Une représentation équilibrée

La composition du Conseil vise l'équilibre entre :

- l'expérience, les connaissances, la compétence requises pour l'exercice des fonctions de membre du Conseil d'administration ; et
- une représentation harmonieuse des différentes catégories socioprofessionnelles constituant la clientèle de la Banque et des différentes régions de sa circonscription territoriale.

Au 31 décembre 2025, le Conseil d'administration était composé de huit femmes et dix hommes (soit 44 % de femmes et 56 % d'hommes), en excluant du calcul les deux administrateurs représentant les salariés conformément à la réglementation. BRED Banque Populaire respecte donc la proportion minimum de 40 % de membre de chaque sexe au sein de son Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 225-18-1 du Code de commerce.

Par ailleurs, les statuts prévoient que le nombre d'administrateurs âgés de plus de 68 ans ne peut excéder le tiers du nombre des administrateurs en fonction, étant entendu que les deux administrateurs représentant les salariés ne sont pas concernés par cette disposition.

La déontologie des administrateurs

Les administrateurs sont tenus de respecter les exigences de la réglementation française et européenne en matière de disponibilité, d'assiduité, de compétences, de connaissances, d'honorabilité et de confidentialité qui incombent aux administrateurs d'un établissement de crédit.

Les personnes assistant aux séances du Conseil d'administration

La Direction générale, le Secrétaire général, le représentant du Comité social et économique et le délégué de l'organe central (BPCE), assistent, sans voix délibérative, aux séances du Conseil d'administration. Enfin, chaque fois que cela s'avère nécessaire, les Commissaires aux comptes ainsi que des responsables opérationnels ou fonctionnels de la société interviennent lors des réunions.

1.3.1.2 Le fonctionnement du Conseil

1.3.1.2.1 Les missions du Conseil

Le Conseil d'administration est un organe collégial qui détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées générales et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns et consacre un temps suffisant à ses missions.

Les statuts lui donnent notamment le pouvoir de :

- définir les orientations et les objectifs généraux de la société ;
- autoriser les engagements excédant les limites de délégation interne conférées au Directeur général ;
- examiner puis arrêter les comptes annuels et consolidés, et établir le rapport sur la gestion de la société ;
- proposer la fixation, dans la limite du plafond légal, de l'intérêt annuel à servir aux parts sociales ;
- statuer sur les admissions et exclusions de sociétaires ;
- convoquer les assemblées générales ;
- arrêter un règlement intérieur qui précise ses règles de fonctionnement ainsi que celles des comités spécialisés.

En complément des statuts, le Conseil d'administration a adopté un règlement intérieur périodiquement mis à jour afin d'être en conformité avec les lois, règlements en vigueur, ainsi que les meilleures pratiques de gouvernement d'entreprise.

Le Conseil exerce également le rôle et les attributions qui lui sont dévolus par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement, soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ci-après « arrêté du 3 novembre 2014 »). Dans ce cadre, il est notamment conduit à examiner l'activité et les résultats du contrôle interne sur la base des rapports des responsables des contrôles permanents et périodiques, à fixer les limites globales de risques, les critères et seuils de significativité des incidents, à arrêter la politique de rémunération en tenant compte de son incidence sur les risques et, plus généralement, à s'assurer que la Banque se conforme aux obligations de l'arrêté précité et de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires régissant la gestion des risques et le contrôle d'un établissement de crédit.

Le Conseil se conforme également aux orientations EBA/GL/2021/05 sur la gouvernance interne émises par l'Autorité bancaire européenne (ci-après « Orientations sur la gouvernance interne »). Ces orientations précisent les dispositifs, les processus et les mécanismes en matière de gouvernance interne que les établissements de crédit doivent mettre en œuvre afin de garantir une gestion efficace et prudente de l'établissement. Dans ce cadre, le Conseil d'administration, en sa qualité d'organe de direction dans sa fonction de surveillance, doit notamment :

- superviser et suivre la prise de décisions et les actions de la Direction ;
- assurer une surveillance efficace de l'organe de direction dans sa fonction exécutive ;
- remettre en cause de manière constructive et examiner d'un œil critique les propositions et les informations fournies par les membres de l'organe de direction dans sa fonction exécutive, ainsi que ses décisions ;
- évaluer périodiquement l'efficacité du cadre de gouvernance interne de l'établissement et prendre des mesures appropriées afin de remédier aux éventuelles faiblesses détectées.

1.3.1.2.2 Les missions spécifiques du Président du Conseil

Les missions du Président sont rappelées dans les statuts et le règlement intérieur. Il doit notamment :

- organiser et diriger les travaux du Conseil d'administration ;
- s'assurer que les questions stratégiques sont discutées prioritairement ;
- rendre compte de ces travaux à l'Assemblée générale ;
- préparer avec la Direction générale, les orientations et les objectifs généraux proposés au Conseil d'administration ;
- veiller que les administrateurs soient en mesure de remplir leur mission.

1.3.1.2.3 L'activité du Conseil en 2025

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son Président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins six fois par an.

Au cours de l'exercice 2025, le Conseil s'est réuni à six reprises. Chaque séance a duré en moyenne quatre heures, et le taux de présence des administrateurs s'est élevé à 92,5 %. Les sujets ci-après, regroupés par thématique ont été examinés par le Conseil.

Gouvernance

- Le Conseil a validé le programme de formation destiné aux administrateurs représentant les salariés et a pris connaissance du programme de formation des autres membres du Conseil.
- Il a décidé de la répartition des indemnités compensatrices de temps passé des membres du Conseil.

- Il a pris connaissance des travaux du Comité des nominations.
- Il a pris acte du départ du second Dirigeant effectif et a nommé un nouveau second dirigeant effectif.
- Il a approuvé la mise à jour des politiques de gouvernance.
- Il a examiné les résultats de l'évaluation annuelle des membres de l'organe de direction.
- Il a élaboré et arrêté les résolutions soumises à l'Assemblée générale annuelle.

Responsabilité sociale de l'entreprise et révision coopérative

- Le Conseil d'administration a examiné la politique et les actions de responsabilité sociale et environnementale (RSE) de la Banque, ainsi que le rapport quinquennal de révision coopérative.

Capital social

- Après examen par les membres du Bureau, les administrateurs ont approuvé les transferts de parts sociales. Ils ont également été régulièrement tenus informés des dépassements du plafond de détention de parts sociales.
- En utilisant la délégation de compétence accordée par l'Assemblée générale, le Conseil d'administration a procédé à une augmentation de capital, afin de renforcer l'activité, la stabilité, et l'autonomie financière de la Banque. Depuis le 17 décembre 2025, le capital social s'élève à 1 988 587 092,70 euros.

Ressources humaines et rémunération

- Le Conseil d'administration a pris connaissance des travaux du Comité des rémunérations.
- Sur recommandation de ce Comité, il a établi les principes et critères pour la détermination, la répartition et l'attribution des éléments de rémunération du Directeur général. De plus, il a approuvé la politique de rémunération variable applicable aux opérateurs de marché, aux contrôleurs de risques, et aux dirigeants effectifs.

Stratégie, activité et opérations

- Le Conseil d'administration a été informé de la mise en œuvre du plan stratégique du Groupe BRED.
- Il a été régulièrement informé de la situation économique en France, en Europe et à l'international, en mettant un accent particulier sur les marchés bancaires et financiers. L'évolution des taux d'intérêt et son impact sur le secteur bancaire, ainsi que sur BRED Banque Populaire, ont constitué un sujet d'attention continue pour les membres du Conseil.
- Le Conseil a écouté les responsables des principales directions de la banque concernant l'activité et l'évolution des résultats, tant pour la banque commerciale en France et à l'international que pour la Banque de financement et d'investissement, ainsi que la Gestion consolidée des investissements.
- Le Conseil a également pris connaissance des données chiffrées illustrant l'amélioration de la satisfaction de la clientèle.

Information comptable et financière

- Le Conseil d'administration a régulièrement pris connaissance des travaux du Comité d'audit et des comptes.
- Il a examiné et arrêté les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2024 et il a pris connaissance des résultats trimestriels, de l'actualisation des perspectives de fin d'année, du plan à moyen terme et du budget pour l'exercice 2025.
- Les membres du Conseil ont échangé avec les Commissaires aux comptes.
- Le Conseil a procédé à l'examen annuel des engagements et conventions réglementés, conclus et autorisés lors d'exercices antérieurs, qui se sont poursuivis au cours de l'exercice 2024.
- Il a validé le projet de rapport du Conseil d'administration établi pour l'exercice 2024 ainsi que le rapport Pilier 3.
- Le Conseil a renouvelé les autorisations d'émission de titres subordonnés ainsi que des Euro-Notes à Moyen Terme (EMTN).

Contrôle interne, risques, conformité

- Le Conseil d'administration a régulièrement reçu le compte rendu des travaux du Comité des risques, incluant notamment sur les résultats des missions de l'Inspection générale de BRED Banque Populaire et le suivi des recommandations émises par divers émetteurs.
- Il a été informé du changement du Directeur de la conformité.
- Le Conseil a approuvé le dispositif d'appétence aux risques présenté par la Direction générale et la Direction des risques, et a été régulièrement informé de son suivi et de sa mise à jour.
- Il a pris connaissance du bilan des missions de l'Inspection générale et du plan pluriannuel d'audit.
- Le rapport annuel sur le contrôle interne pour l'exercice 2024, ainsi que les rapports de contrôle interne concernant les dispositifs de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT) et le gel des avoirs, ont été approuvés par le Conseil.

- Les administrateurs ont veillé à contrôler le cadre de gouvernance des risques et du contrôle interne de la Banque. Ils ont régulièrement entendu le Directeur des risques, de la protection et du contrôle, notamment sur la synthèse des contrôles permanents de 2024, la revue périodique des tableaux de bord et des cartographies consolidées des risques, ainsi que l'approbation des politiques et des procédures.
- Le Conseil a pris connaissance d'une étude sur le suivi des poches présentant un risque élevé et des stratégies associées.
- Il a examiné les travaux du Comité des risques relatifs aux risques informatiques, les résultats des tests de sécurité du système d'information, et les conclusions de la mission de l'Inspection générale de BRED Banque populaire sur la cybersécurité.
- Il a pris connaissance du dispositif de résilience opérationnelle numérique à mettre en œuvre dans le cadre des dispositions du règlement DORA.
- Enfin, il a pris connaissance des mécanismes de solidarité, de garantie des dépôts, et de résolution.

1.3.1.2.4 Les comités spécialisés du Conseil

Le Conseil d'administration a créé quatre comités spécialisés, dont les membres sont tous des administrateurs de la Banque.

Chaque Comité est composé d'au moins trois membres choisis parmi les administrateurs et qui n'exercent pas de fonctions de direction au sein de la Banque.

Les membres des comités disposent, à titre individuel et collectif, de connaissances, de l'expérience professionnelle et de compétences adaptées à l'exercice des missions du Comité auquel ils participent.

Les membres des comités sont désignés par le Conseil sur proposition du Président pour la durée de leurs fonctions d'administrateurs.

Le Comité d'audit et des comptes

Composition au 31 décembre 2025

Membres ⁽¹⁾	Date de 1 ^{re} nomination au Comité
Benoît BAS - Président	22/02/2021
Bruno BLANDIN	27/05/2015
Gérard KUSTER	27/05/2015
François MARTINEAU	27/05/2015
Isabelle PASTORET	03/10/2016
Leïla TURKI	27/05/2015

(1) Conformément à l'article L. 823-19 du Code de commerce, un membre au moins du Comité d'audit et des comptes présente des compétences particulières en matière financière ou comptable. C'est M. Gérard KUSTER qui a été choisi par le Conseil d'administration comme membre indépendant et compétent en matière financière et comptable.

5 réunions en 2025

73 % d'assiduité

Thématique	Principales missions et responsabilités	Principaux travaux en 2025
Informations comptables et financières	<ul style="list-style-type: none"> Assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières. Suivre le processus d'élaboration de l'information financière et formuler des recommandations visant à en garantir l'intégrité. 	<ul style="list-style-type: none"> Examen des comptes annuels sociaux et consolidés ainsi que des situations comptables intermédiaires. Prise de connaissance de la cartographie anti-corruption en matière de procédures et de contrôles comptables.
Contrôle interne et gestion des risques	<ul style="list-style-type: none"> Suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. 	<ul style="list-style-type: none"> Examen du processus d'élaboration de l'information comptable et financière. Examen des résultats des contrôles réalisés au cours de l'année 2024 par la Direction du contrôle financier. Examen du plan de contrôle pour 2025.
Commissariat aux comptes	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à l'indépendance des Commissaires aux comptes et examiner leur programme d'intervention ainsi que leurs recommandations et les suites données par la Direction générale. Assumer la responsabilité de la procédure de sélection des Commissaires aux comptes et émettre une recommandation sur leur désignation, leur rémunération, leur renouvellement et leur révocation. 	<ul style="list-style-type: none"> Entretien à huis clos avec les Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice 2024, et prise de connaissance de leurs rapports. Examen de la déclaration d'indépendance des Commissaires aux comptes, et prise de connaissance de leur plan d'audit pour 2025. Examen des services confiés aux Commissaires aux comptes en dehors de la certification des comptes.
Durabilité	<ul style="list-style-type: none"> Revoir et valider les résultats intermédiaires et livrables finaux relatifs à l'exercice CSRD (y compris la DMA) 	<ul style="list-style-type: none"> Examen approfondi de l'analyse de double matérialité dans le cadre de la préparation du premier rapport de durabilité de BRED Banque Populaire. Implications de la réglementation CSRD pour BRED Banque Populaire. Points sur l'avancement des travaux relatifs au rapport de durabilité.

Le Comité des risques

Composition au 31 décembre 2025

Membres	Date de 1 ^{re} nomination au Comité
Gérard KUSTER - Président	27/05/2015
François MARTINEAU	27/05/2015
Isabelle PASTORET	03/10/2016
Leïla TURKI	27/05/2015

6 réunions en 2025

100 % d'assiduité

Thématique	Principales missions et responsabilités	Principaux travaux en 2025
Audit, contrôle interne et conformité	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer les recommandations des auditeurs internes ou externes et suivre la mise en œuvre appropriée des mesures adoptées. 	<ul style="list-style-type: none"> Prise de connaissance régulière des résultats des missions de l'Inspection générale de BRED Banque Populaire, de l'Inspection générale de BPCE et des autorités de tutelle. Suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées. Examen du plan d'audit 2025 et le plan pluriannuel d'audit de l'Inspection générale de BRED Banque Populaire. Prise de connaissance du rapport annuel sur le contrôle interne, du rapport du Directeur de la conformité et de la Charte du contrôle interne du Groupe BRED.
Gestion des risques	<ul style="list-style-type: none"> Superviser la mise en œuvre des stratégies de la Banque en matière de gestion des fonds propres et de liquidité ainsi que des autres risques pertinents, afin d'évaluer leur adéquation par rapport à l'appétit pour le risque et à la stratégie en matière de risque qui ont été approuvés. Examiner différents scénarios possibles, y compris des scénarios de tensions, afin d'évaluer la manière dont le profil de risque de la Banque réagirait à des événements externes et internes. 	<ul style="list-style-type: none"> Examen périodique du dispositif de maîtrise des risques (y compris le respect des seuils et des limites), en particulier des risques de crédit, des risques de marché, des risques de bilan, des risques de non-conformité, des risques pays et des risques opérationnels. Suivi de l'évolution des indicateurs en matière d'appétence au risque, et de la cartographie consolidée trimestrielle des risques - y compris des risques de non-conformité.
Stratégie et activités du Groupe	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à l'adéquation entre la stratégie globale de la Banque et l'appétence en matière de risques, tant actuels que futurs. Superviser l'adéquation des prix des produits et services proposés aux clients avec le modèle d'entreprise et la stratégie en matière de risque de la Banque. 	<ul style="list-style-type: none"> Suivi des mises à jour périodiques des politiques, notamment en matière d'engagements, d'investissements, de liquidités, de trésorerie, de gestion de bilan, de conformité, de risques opérationnels, de risques pays et de conformité des services d'investissement. Prise de connaissance des procédures relatives au pilotage et à la supervision des filiales d'une part, aux opérations de croissance et aux transactions exceptionnelles d'autre part. Entretiens réguliers avec les responsables de plusieurs directions de la Banque, dont notamment la Direction des affaires juridiques, la Direction des ressources humaines, la Direction de la Gestion consolidée des investissements, la Direction de la sécurité des systèmes d'information, la Direction de la sécurité des personnes et des biens.

Le Comité des rémunérations

Composition au 31 décembre 2025

Membres	Date de 1 ^{re} nomination au Comité
Raphaël POCHET - Président	03/10/2022
Pascal DROUHAUD	22/02/2021
Stève GENTILI	28/05/2020
Patricia LEWIN	03/10/2016
Pascal MARTIN DE FREMONT	10/12/2018

2 réunions en 2025

100 % d'assiduité

Thématique	Principales missions et responsabilités	Principaux travaux en 2025
Politique de rémunération	<ul style="list-style-type: none"> Procéder à un examen annuel : <ul style="list-style-type: none"> de la politique de rémunération de la Banque, des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de la Banque, de la politique de rémunération des preneurs de risques, des personnes exerçant une fonction de contrôle ainsi que tout salarié qui, au vu de ses revenus globaux, se trouve dans la même tranche de rémunération, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Banque ou du Groupe. 	<ul style="list-style-type: none"> Examen du dispositif de rémunération variable du Directeur général. Revue annuelle de la politique de rémunération. Informations relatives à l'évolution de la population régulée et sa rémunération variable. Examen des rémunérations des responsables des fonctions de contrôle de BRED Banque Populaire. Préparation des projets de résolutions concernant les rémunérations, qui ont été soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.
Risques et alignement stratégique	<ul style="list-style-type: none"> Préparer les décisions que le Conseil d'administration arrête concernant les rémunérations, notamment celles qui ont une incidence sur le risque et la gestion des risques dans la Banque. Évaluer les mécanismes et les systèmes adoptés afin de veiller : <ul style="list-style-type: none"> que le système de rémunération tienne dûment compte de tout type de risque et des niveaux de liquidité et de fonds propres, que la politique de rémunération globale soit cohérente et promeut une gestion saine et efficace des risques, et qu'elle est conforme à la stratégie économique, aux objectifs, à la culture et aux valeurs d'entreprise et aux intérêts à long terme de la Banque. 	<ul style="list-style-type: none"> Prise de connaissance des conclusions de la mission d'audit visant à vérifier la correcte application des dispositions réglementaires concernant les preneurs de risques (conformément à l'article L. 511-74 du Code monétaire et financier).

Le Comité des nominations

Composition au 31 décembre 2025

Membres	Date de 1 ^{re} nomination au Comité
Stève GENTILI - Président	28/05/2020
Nathalie BRIOT	22/02/2021
Nadine CALVES	22/02/2021
Patricia LEWIN	03/10/2016
Raphaël POCHET	03/10/2022

3 réunions en 2025

100 % d'assiduité

Thématique	Principales missions et responsabilités	Principaux travaux en 2025
Composition des organes de direction	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier et recommander au Conseil d'administration des candidats aptes à l'exercice des fonctions d'administrateur en vue de proposer leur candidature à l'Assemblée générale. • Examiner périodiquement les politiques du Conseil d'administration en matière de sélection et de nomination des dirigeants effectifs et formuler des recommandations à l'attention du Conseil d'administration. • Fixer un objectif à atteindre en ce qui concerne la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'administration. 	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation individuelle et collective des membres de l'organe de direction (conformément à la politique d'évaluation de l'aptitude des membres de l'Organe de direction et des titulaires de postes clés) pour s'assurer : <ul style="list-style-type: none"> • que les règles de cumul des mandats sont respectées, • qu'un temps suffisant est consacré à leur mandat d'administrateur au sein de BRED Banque Populaire, • qu'ils possèdent l'expérience, les connaissances et les compétences nécessaires, • qu'aucun élément ne remet en cause leur honorabilité, honnêteté et intégrité, • qu'il n'existe aucune situation de conflit d'intérêts à déclarer. • Évaluation individuelle d'un candidat aux fonctions de dirigeant effectif.
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Procéder à l'évaluation : <ul style="list-style-type: none"> • de la structure, la taille, la composition et l'efficacité du Conseil d'administration au regard des missions qui lui sont assignées et lui soumettre toutes recommandations utiles, • des connaissances, compétences et de l'expérience des membres du Conseil d'administration, tant individuellement que collectivement, et lui en rendre compte. 	<ul style="list-style-type: none"> • Examen des politiques de gouvernance mises à jour.

1.3.1.2.5 La gestion des conflits d'intérêts et engagements réglementés

Tout administrateur doit informer le Conseil de toute situation de conflit d'intérêts même potentiel et s'abstient de participer au vote de la délibération correspondante.

En application des orientations EBA/ESMA sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés, le Conseil d'administration a adopté une politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts visant à identifier et encadrer les situations pouvant potentiellement entraver la capacité des dirigeants ou du Conseil d'administration à adopter des décisions objectives et impartiales visant à répondre au mieux aux intérêts de la Banque et à exercer leurs fonctions de manière indépendante et objective.

Par ailleurs, il est rappelé que toute convention intervenant directement ou indirectement entre BRED Banque Populaire et son Directeur général, et plus généralement toute personne visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'administration.

Il en est de même pour toute convention intervenant entre BRED Banque Populaire et une autre entreprise si le Directeur général ou l'un des administrateurs de BRED Banque Populaire est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du Conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

L'autorisation préalable du Conseil d'administration est motivée en justifiant de l'intérêt de la convention pour BRED Banque Populaire, notamment en précisant les conditions financières qui y sont attachées.

1.3.2 La direction générale et le comité exécutif

1.3.2.1 La direction générale

La direction générale de BRED Banque Populaire est composée d'un directeur général et de deux directeurs généraux adjoints au 31 décembre 2025.

Directeur général

- Son mode de désignation

Le Conseil d'administration nomme, sur proposition du Président, un Directeur général qui exerce ses fonctions pendant une durée de cinq ans. Le directeur général est choisi en dehors du Conseil d'administration. Son mandat est renouvelable.

En application de l'article L. 512-107 du Code monétaire et financier, la nomination et le renouvellement du mandat du directeur général sont soumis à l'agrément de BPCE.

Jean-Paul JULIA est Directeur général de BRED depuis le 1^{er} juin 2023.

- Son rôle et ses pouvoirs

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social, sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées et au Conseil d'administration. Il gère la société dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Il doit obtenir l'accord préalable du Conseil d'administration pour les projets :

- de prise ou de cession de participations significatives ou entraînant une modification significative du périmètre de consolidation ;
- d'acquisition ou de cession des immeubles des sièges.

Directeurs généraux adjoints

Les directeurs généraux adjoints assistent le Directeur général.

Au cours de l'exercice 2025, les directeurs généraux adjoints ont été les suivants : Éric MONTAGNE (jusqu'au 15/04/2025), Baltasar GONZALEZ-COLLADO (à compter du 16/04/2025) et Simone DE OLIVEIRA.

Dirigeants effectifs

BRED Banque Populaire, en conformité avec la réglementation bancaire, a désigné des dirigeants effectifs.

Au cours de l'exercice 2025, la Direction effective était assurée par Jean-Paul JULIA, Eric MONTAGNE (jusqu'au 15/04/2025) et Baltasar GONZALEZ-COLLADO (à compter du 16/04/2025).

Les dirigeants effectifs sont garants et assument la pleine et entière responsabilité vis-à-vis des autorités de tutelle et notamment de l'ACPR, des activités suivantes :

- la détermination effective de l'orientation de l'activité de l'établissement ;
- l'information comptable et financière ;
- le contrôle interne ;
- la détermination des fonds propres.

1.3.2.2 La liste des mandats et fonctions exercés par le directeur général

Jean-Paul JULIA

Fonction principale : Directeur général de BRED Banque Populaire

Date de fin de mandat : Assemblée générale 31 mai 2028	Mandats ou fonctions au sein du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Directeur général de BRED Banque Populaire. • Directeur général de COFIBRED SA. • Administrateur de BANQUE FRANCO LAO (BFL), BRED BANK FIJI LIMITED, BRED BANK CAMBODIA SA, BRED MADAGASIKARA Banque Populaire, BIC BRED Suisse SA, BANQUE INTERNATIONAL DU COMMERCE BRED SA, BRED GESTION SA, PROMEPAR ASSET MANAGEMENT SA. • Président du conseil d'administration de BCI MER ROUGE SA. • Membre du conseil de surveillance de PREPAR VIE SA. • Représentant permanent de BRED Banque Populaire au conseil d'administration de BCI NOUVELLE-CALÉDONIE SA. Mandats ou fonctions en dehors du Groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Censeur au sein du conseil de surveillance de BPCE.
---	---

1.3.2.3 Le comité exécutif

Le comité exécutif se compose de la direction générale ainsi que de 12 autres membres, responsables de direction. Il se réunit une fois par semaine. Au 31 décembre 2025, les membres du comité exécutif étaient les suivants :

1.



JEAN-PAUL JULIA
Directeur général



SIMONE DE OLIVEIRA
Directrice générale adjointe
en charge des technologies,
services et opérations



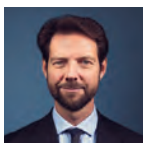
**BALTASAR
GONZALEZ-COLLADO**
Directeur général adjoint
en charge du pôle
commercial



RÉGIS BARRIAC
Directeur de l'international



**AGNÈS
CIRON-CAVOIZY**
Directrice financière



ARNAUD DELAUNAY
Directeur de l'impact
et du développement



AURÉLIEN PENNERAT
Directeur de l'inspection
générale et de l'audit interne



JÉRÔME PERRIN
Directeur du réseau
Outre-mer



MATHIEU PIEROTTI
Directeur de la
conformité



LEILA SALIMI
Directrice de la
communication



LAURENT SAMSOEN
Directeur du réseau
commercial métropole



CHRISTIAN SCHELLINO
Directeur des
engagements



**VALÉRIE
SCLAVON-PERRONNET**
Directrice des
ressources humaines



LUC VIENNET
Directeur de la Banque
de financement
et d'investissement



ARNAUD VIRICEL
Directeur des risques,
de la protection
et du contrôle

1.4 Politique et pratiques de rémunération

Rapport prévu à l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement, soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Politique et pratiques de rémunération des personnes définies à l'article L.511-71 du code monétaire et financier
- Exercice 2025 -

1.4.1 Description de la politique de rémunération en vigueur dans l'entreprise

De manière générale, la rémunération fixe est adaptée au niveau de compétences, de responsabilité et d'expertise de chacun des collaborateurs et aux niveaux de rémunération par métier du marché du travail du secteur bancaire au regard de minima par classification fixés par la convention collective de la Banque. Elle tient compte de la réalisation des objectifs associés à la fonction (cf. appréciations régulières et formalisées de l'ensemble des collaborateurs requises par les procédures internes).

Les collaborateurs peuvent bénéficier en outre d'une part variable potentielle liée à l'atteinte d'objectifs collectifs et/ou individuels.

Au niveau de BRED Banque Populaire, le rapport entre la somme des rémunérations variables individuelles et celle des rémunérations fixes est limité à 20 % maximum.

Les collaborateurs bénéficient, en fonction des résultats de la Banque, d'un dispositif d'intéressement et de participation.

Par ailleurs, s'agissant des filières de contrôle périodique et permanent, il est rappelé que les rémunérations sont fixées indépendamment de celles des métiers contrôlés. Les rémunérations doivent permettre d'employer des personnels à même de mener à bien les missions qui leur sont confiées.

La politique et la pratique de rémunération sont fondées sur le principe de l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes pour un même travail ou un travail de même valeur. BRED Banque Populaire porte en effet une attention particulière à l'égalité hommes-femmes, notamment en matière de politique salariale et de réduction des inégalités, dès l'embauche des salariés par l'attribution d'un niveau de salaire et de classification identique entre les femmes et les hommes pour un même métier, niveau de responsabilité, formation et expérience professionnelle puis tout au long de la carrière, en s'assurant de l'équité des propositions effectuées lors de la revue annuelle des rémunérations. Un accord relatif à l'égalité professionnelle a été signé par l'ensemble des organisations syndicales représentatives / un plan d'action relatif à l'égalité professionnelle a été déployé. Il comporte notamment une enveloppe spécifique à la résorption des écarts de salaire entre les femmes et les hommes. Cet engagement se retrouve dans le calcul de l'index égalité Hommes-Femmes (décret n° 2019-15 du 8 janvier 2019), pour lequel BRED Banque Populaire obtient 87 points sur un maximum de 100 points au titre de l'année 2025.

Le dispositif de rémunération variable est en conformité avec les textes relatifs à la politique de rémunération issus du Code monétaire et financier, de l'arrêté relatif au contrôle interne du 3 novembre 2014 et du règlement délégué 2021/923 du 25 mars 2021 complétant la directive CRD IV et la directive CRD V.

1.4.2 Processus décisionnel

L'organe de surveillance, en l'occurrence le Conseil d'administration de BRED Banque Populaire, adopte les principes de la politique de rémunération sur avis du Comité des rémunérations. Il examine en outre les infractions recensées et les décisions finales prises au titre du 1^{er} alinéa de l'article L. 511-84 du Code monétaire et financier relatives aux rémunérations variables des preneurs de risques.

1.4.2.1 Composition du Comité des rémunérations

Le Comité des rémunérations est présidé par M. Raphaël Pochet. Il est par ailleurs composé de M. Stève Gentili, M. Pascal Drouhaud, Mme Patricia Lewin et M. Pascal Martin de Frémont (administrateur représentant les salariés).

Sa composition est conforme à la réglementation applicable :

- le Comité est composé de membres de l'organe de surveillance n'exerçant pas de fonction de direction au sein de l'entreprise ;
- le Président et la majorité des membres présentent les qualités requises pour être considérés comme indépendants ;
- le Comité inclut un représentant des salariés.

Le Comité des rémunérations est ainsi composé majoritairement de membres indépendants, au sens des critères définis pour les administrateurs indépendants par le code AFEP-MEDEF, et de membres de l'organe de surveillance n'exerçant pas de fonctions de direction au sein de l'entreprise, conformément aux articles L.511-90 et suivants du Code monétaire et financier.

En outre, les membres du Comité des rémunérations disposent collectivement des connaissances, de l'expertise et de l'expérience professionnelle appropriées concernant les politiques et pratiques de rémunération, les activités de gestion et de contrôle des risques.

1.4.2.2 Mandat du Comité des rémunérations

Le Comité des rémunérations, qui s'est réuni les 19 mars 2025 et 19 décembre 2025, dispose d'un dossier assemblé sous le contrôle de la Direction générale. Ce dossier comprend notamment le rapport transmis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) en application de l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'ACPR. Il intègre aussi les contributions de la Direction des ressources humaines, de la Direction des risques de la protection et du contrôle Direction de la Conformité, (avis sur le respect des limites et des procédures internes, ainsi que sur le comportement éthique des preneurs de risques ; avis sur l'application des principes de la politique de rémunération des preneurs de risques et des dirigeants).

Ce comité procède à un examen annuel :

- des principes de la politique de rémunération de l'entreprise ;
- des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de l'entreprise ;
- des rémunérations des responsables des fonctions de contrôle (Directeur des Risques, de la Protection et du Contrôle / Directeur de la Conformité, / Directeur de l'Audit).

Le Comité des rémunérations exprime son avis sur les propositions de la Direction générale concernant la population régulée et propose à l'organe de surveillance les principes de la politique de rémunération pour ladite population. Il est informé des éventuelles remarques de l'ACPR et des autres corps de contrôle le cas échéant.

Il s'assure également de la conformité de la politique de rémunération avec les réglementations SRAB et la Volker Rule.

Le Comité des rémunérations prend connaissance chaque année du compte-rendu du comité des preneurs de risques reprenant les infractions recensées et des décisions finales prises au titre du 1^{er} alinéa de l'article L. 511- 84 relatives aux attributions des rémunérations variables des preneurs de risques.

1.4.3 Description de la politique de rémunération de la population régulée

1.4.3.1 Composition de la population des preneurs de risques

Conformément à la directive CRD 5, ont été identifiés les « MRT groupe 1 », c'est-à-dire les preneurs de risques identifiés par BRED Banque Populaire, établissement de grande taille au regard de son bilan.

Le règlement délégué 2021/923 définit un ensemble de 17 critères permettant d'identifier les membres de la population régulée. Il existe quinze critères qualitatifs et deux critères quantitatifs.

Ainsi, ont été inclus dans le périmètre des MRT groupe 1, l'ensemble des collaborateurs répondant à l'un des critères établis dans le Règlement Délégué du 25 mars 2021.

Identification par les critères qualitatifs

1. Membre de l'organe de direction dans sa fonction exécutive (mandataires sociaux - hors Président du Conseil d'administration et dirigeants effectifs salariés) ;
2. Membre de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance (Président et membres du Conseil D'administration) ;
3. Membre de la Direction générale (Comité exécutif) ;
4. Responsable des activités de la fonction indépendante de gestion du risque, de la fonction de conformité ou de la fonction d'audit interne à l'égard de l'organe de direction ;

5. Responsable global de la gestion du risque au sein d'une « unité opérationnelle importante » au sens de la réglementation européenne : unité organisationnelle ou filiale (établissement de crédit, société de financement, entreprise d'investissement) à laquelle une allocation de capital interne représentant au moins 2 % a été attribuée) ;
6. Responsable d'une « unité opérationnelle importante ». Dans le cas d'une filiale, il s'agit, selon la Forme juridique, du Directeur général ou du Président du directoire ;
7. Responsable managérial dans l'une des fonctions visées au point 4) ou dans une unité opérationnelle Importante ;
8. Responsable managérial dans une unité opérationnelle importante faisant rapport directement au membre du personnel qui dirige cette unité ;
9. Responsable d'une fonction chargée des affaires juridiques, des finances, y compris la fiscalité et l'établissement du budget, des ressources humaines, de la politique de rémunération, des technologies de l'information ou de l'analyse économique ;
10. Responsable d'un comité chargé de la gestion d'une catégorie de risque autre que le risque de crédit ou le risque de marché ou membre décisionnaire d'un tel comité ;

11. Personnels et membres de comités de crédit disposant d'une délégation d'exposition au risque de crédit d'un montant nominal par transaction représentant 0,5 % des fonds propres de base de catégorie 1 de l'établissement et s'élevant au moins à 5 millions d'euros ;
12. Personnels et membres d'un comité ayant le pouvoir de prendre, d'approuver ou d'opposer leur veto à une décision portant sur des transactions du portefeuille de négociation qui atteignent, au total – lorsque l'approche standard est utilisée – 0,5 % ou plus des fonds propres de base de catégorie 1 de l'établissement ;
13. Responsable managérial à l'égard d'un groupe de membres du personnel qui ont individuellement le pouvoir d'engager l'établissement pour des transactions dont la somme est supérieure ou égale aux conditions des points 11) ou 12) ;
14. Personnels et membres d'un comité ayant le pouvoir d'approuver ou d'opposer un veto à l'introduction de nouveaux produits ;
15. Membre responsable d'unité SRAB/Volker.

Identification par les critères quantitatifs

- a) Personnel s'étant vu accorder une rémunération totale égale ou supérieure à 750 milliers d'euros au cours de l'exercice précédent ; et personnel d'une Unité Opérationnelle Importante (UOI) dont la rémunération est au minimum égale à 500 milliers d'euros et est supérieure à la moyenne des rémunérations des membres identifiés au titre des critères 1, 2 et 3 ;
- b) Personnel faisant partie des 0,3 % des membres du personnel (nombre arrondi à l'entier supérieur) auxquels la rémunération totale la plus élevée a été accordée au cours de l'exercice précédent.

Modalités d'application des critères d'identification

Le processus d'identification est conduit au niveau du Groupe BRED et de chaque entreprise du Groupe, sous réserve du principe de proportionnalité. Pour l'application de ce principe, un seuil à 10 milliards d'euros de total de bilan a été défini par le règlement délégué.

Un établissement est soumis à l'identification de sa population régulée dès lors que son total de bilan dépasse ce seuil. Le principe de proportionnalité exclut également les sociétés qui ne sont pas établissements de crédit, sociétés de financement ou entreprises d'investissement tant qu'elles ne présentent pas un risque significatif pour leur groupe.

Ainsi, pour le Groupe BRED, l'identification de la population régulée repose sur une approche consolidée Groupe BRED et sur une approche individuelle BRED.

Par ailleurs, 51 collaborateurs sont identifiés comme « MRT groupe 2 » par les filiales du groupe BRED situées dans l'Union européenne, qui appliquent la directive CRD 5 sur base individuelle. Il est précisé que même si un certain nombre de principes relatifs à la politique de rémunération sont applicables à l'ensemble des collaborateurs du groupe BRED et ses filiales, les éléments détaillés ci-après ne portent que sur les collaborateurs identifiés MRT groupe 1.

La liste des collaborateurs identifiés est présentée en Comité des rémunérations. Elle fait l'objet d'une revue collégiale annuelle à laquelle participent la Direction des risques, de la protection et du contrôle permanent ainsi que la DRH sous l'autorité de la Direction générale. La Direction des risques, de la protection et du contrôle permanent et la DRH valident formellement la méthodologie d'identification de la population régulée.

1.4.3.2 Principes généraux de la politique de rémunération applicables à la population régulée

1.4.3.2.1 Président

BRED Banque Populaire ayant opté pour la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, le Président perçoit des indemnités compensatrices de temps passé à l'administration de la coopérative.

1.4.3.2.2 Membres du Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration perçoivent des indemnités compensatrices de temps passé à l'administration de la coopérative.

1.4.3.2.3 Dirigeants effectifs

1.4.3.2.3.1 Directeur général

Le montant de la rémunération fixe du Directeur général (comprenant une majoration spécifique égale à 20 % de la rémunération fixe au titre du dispositif de retraite supplémentaire article 82 déployé au sein du Groupe BPCE) n'a pas été modifié en 2025.

Le montant de la rémunération variable annuelle attribuée au titre de 2025 est arrêté par le Conseil d'administration, et calculé, comme chaque année, selon les critères et modalités définies par BPCE.

À chaque exercice, BRED Banque Populaire se conforme à la réglementation mise à jour et envoyée par BPCE.

La part variable comporte 2 composantes :

- une composante Groupe (20 %) exprimant la solidarité des Banques et Caisses avec les résultats consolidés du Groupe BPCE et de chacun des deux réseaux ;
- une composante « Entreprise » (80 %) répondant aux objectifs de développement et de la performance de BRED Banque Populaire.

La composante « Entreprise » est elle-même composée, pour 30 %, de critères communs nationaux définis au niveau BPCE et, pour 50 %, de critères locaux définis au niveau de BRED Banque Populaire.

Les critères communs nationaux reposent sur des données propres à BRED Banque Populaire illustrant ses réalisations au cours de l'exercice écoulé, présentées en comparaison avec les réalisations des autres Banques populaires. Ils obéissent à des règles prédéfinies et sont également calculés par BPCE.

Dans les critères locaux, deux sont obligatoires : le RAF (Risk Appetite Framework) et NPS client.

Pour cela, le Comité se base sur les informations qui sont communiquées par la Direction des Risques ainsi que sur l'avis du Comité des Risques du Conseil d'Administration. Ces éléments permettent au Comité des rémunérations d'apprécier :

- le correct déploiement annuel dans l'entreprise du dispositif d'appétence au risque (mise en place, déclinaison des indicateurs en nombre et seuils selon la méthodologie Groupe) ;
- la bonne prise en charge selon la procédure Groupe d'éventuels dépassements de seuils.

En cas de qualité du dispositif d'appétence au risque insatisfaisante, le Directeur général pourra voir sa part de variable diminuée jusqu'à 10 % par rapport au montant proposé de variable, dès lors que ce dernier est au maximum égal au variable obtenu l'année précédente.

Le montant de la rémunération variable annuelle du Directeur général est égal à 80 % de la rémunération fixe lorsque le taux de performance atteint 100 %. En tout état de cause, en cas de surperformance, la rémunération variable annuelle allouée au titre de l'exercice ne peut dépasser 100 % de la rémunération fixe conformément aux règles du groupe BPCE

Pour le NPS client c'est la Direction du Développement qui fournit l'indicateur pour intégration à la DRH

Conformément à la réglementation applicable aux dirigeants effectifs, une partie de la rémunération variable du Directeur Général est différée de façon linéaire sur 5 ans (cf. paragraphe 3.2.3.3).

Par ailleurs, le directeur général est éligible à un Plan d'Intéressement Long Terme attribué en 2024 par le Conseil d'Administration BRED du 25 mars 2024, qui récompense la création organique de CET1 de l'établissement pour 75 % et celle du Groupe BPCE pour 25 %. Cette rémunération pluriannuelle, dont le montant final peut représenter jusqu'à 30 % de la rémunération fixe (y compris la majoration spécifique).

Si l'objectif est atteint elle peut atteindre au maximum 60 % en cas de surperformance. Ce plan est sur trois ans et son bénéfice sera versé à compter de 2027 en s'étalant jusqu'en 2031. Ce plan est conforme à la réglementation CRDV applicable aux dirigeants effectifs et aux normes en vigueur au moment du déploiement du PILT au sein du groupe (différé, indexation, période de report et critère de déclenchement).

1.4.3.2.3.2 Modalités de versement de la rémunération variable annuelle du directeur général

S'agissant du PILT le taux de différé applicable à la rémunération variable annuelle 2025 est fonction de l'agrégat rémunération variable annuelle attribuée au titre de 2025 + montant PILT acquis au titre de 2025 (PV+PILT).

Le montant PILT acquis pourrait faire passer l'agrégat PV+PILT au-dessus de 500 k€ et le taux de différé passer de 40 % à 50 %.

D'autre part, en cas de mobilité d'un dirigeant MRT, il faut faire masse des rémunérations variables annuelles et des montants PILT acquis au titre de l'exercice le cas échéant des deux établissements.

À partir du seuil de 50 milliers d'euros de la rémunération variable attribuée au titre de l'année N ou excédant le tiers de la rémunération totale (rémunération annuelle fixe plus la rémunération variable annuelle attribuée), le versement de la rémunération variable annuelle des dirigeants effectifs obéit aux règles de différé définies dans la norme du groupe.

En particulier, la rémunération variable annuelle du Directeur général est soumise au principe de proportionnalité et aux taux de différé applicables (40 %, 50 % ou 60 % selon le niveau de la rémunération variable, y compris le montant de PILT acquis).

Le calendrier de versement des rémunérations variables annuelles attribuées au titre des exercices antérieurs à 2023, à titre d'exemple pour les dirigeants effectifs BRED et les membres du CDG est le suivant :

| Différé sur 5 ans pour les dirigeants effectifs

	À compter de mars N	À compter de mars N+1 Indexé	Octobre N+1 Indexé	Octobre N+2 Indexé	Octobre N+3 Indexé	Octobre N+4 Indexé	Octobre N+5 Indexé
	Non indexé	Pas de condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance
Pour les rémunérations variables différées à 40 % (var. attribué entre 50 k€ et 500 k€)	50 %	10 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %
Pour les rémunérations variables différées à 50 % (var. attribué entre 500 k€ et 1 000 k€)	50 %		10 %	10 %	10 %	10 %	10 %
Pour les rémunérations variables différées à 60 % (var. attribué supérieur à 1 000 k€)	40 %		12 %	12 %	12 %	12 %	12 %

Le calendrier de versement des rémunérations variables annuelles attribuées au titre de l'exercice 2024, à titre d'exemple pour les dirigeants effectifs BRED et les membres du CDG est le suivant :

	À compter de mars 2025	À compter de mars 2026 Indexé	Mars 2027 Indexé	Mars 2028 Indexé	Mars 2029 Indexé	Mars 2030 Indexé	Mars 2031 Indexé
	Non indexé	Pas de condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance
Condition de performance pour l'acquisition			Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Date acquisition	CS arrêté des comptes 2024	CS arrêté des comptes 2024	CS arrêté des comptes 2025	CS arrêté des comptes 2026	CS arrêté des comptes 2027	CS arrêté des comptes 2028	CS arrêté des comptes 2029
Date de versement	mars 2025	mars 2026	Mars 2027	Mars 2028	Mars 2029	Mars 2030	Mars 2031
Durée de rétention		12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
Pour les rémunérations variables différées à 40 % (var. attribué ⁽¹⁾ entre 50 k€ et 500 k€)	50 %	10 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %
Pour les rémunérations variables différées à 50 % (var. attribué ⁽¹⁾ entre 500 k€ et 1 000 k€)	50 %		10 %	10 %	10 %	10 %	10 %
Pour les rémunérations variables différées à 60 % (var. attribué ⁽¹⁾ supérieur à 1 000 k€)	40 %		12 %	12 %	12 %	12 %	12 %

(1) Yc PILT le cas échéant.

Le calendrier de versement des rémunérations variables annuelles attribuées au titre de l'exercice 2025, à titre d'exemple pour les dirigeants effectifs BRED Banque Populaire et les membres du CDG est le suivant :

	À compter de mars 2026 Non-indexé	À compter de mars 2027 indexé	Mars 2028 Indexé	Mars 2029 Indexé	Mars 2029 Non-Indexé	Mars 2030 Indexé	Mars 2030 Non-Indexé	Mars 2031 Non-Indexé
		Pas de condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance
Condition de performance pour l'acquisition			Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Date acquisition	CS arrêté des comptes 2025	CS arrêté des comptes 2025	CS arrêté des comptes 2026	CS arrêté des comptes 2027	CS arrêté des comptes 2028	CS arrêté des comptes 2028	CS arrêté des comptes 2029	CS arrêté des comptes 2030
Date de versement	mars 2026	mars 2027	mars 2028	Mars 2029	Mars 2029	Mars 2030	Mars 2030	Mars 2031
Durée de rétention		12 mois	12 mois	12 mois	non	12 mois	non	non
Pour les rémunérations variables différées à 40 % (var. attribué ⁽¹⁾ entre 50 k€ et 500 k€)	30 %	30 %	8 %	8 %	4 %	4 %	8 %	8 %
Pour les rémunérations variables différées à 50 % (var. attribué ⁽¹⁾ entre 500 k€ et 1 000 k€)	25 %	25 %	10 %	10 %	5 %	5 %	10 %	10 %
Pour les rémunérations variables différées à 60 % (var. attribué ⁽¹⁾ supérieur à 1 000 k€)	20 %	20 %	12 %	12 %	6 %	6 %	12 %	12 %

(1) Yc PILT le cas échéant.

Pour chaque fraction différée, l'acquisition définitive est subordonnée aux critères de performance et de solidité financiers visés au paragraphe 3.3.1, ainsi qu'à une condition de présence.

En cas de départ volontaire ou de licenciement pour faute, les sommes différées et non acquises sont perdues ; en cas de départ en retraite ou de mobilité Groupe BPCE, les sommes différées sont systématiquement conservées et payées aux échéances normales, selon les conditions (performance, malus...) et la forme prévue à l'origine.

Par exception, en cas de **décès et d'invalidité 2^e et 3^e catégories** (au sens de la sécurité sociale) uniquement du preneur de risques, **les fractions différées sont soldées immédiatement.**

Les fractions de différés de la rémunération variable sont indexées suivant la formule du Groupe BPCE depuis la décision prise lors du conseil d'administration du 25 mars 2024 : celle-ci repose sur un indicateur représentatif de l'évolution de la valeur du Groupe BPCE pour 50 % et de l'évolution de la valeur de BRED Banque Populaire pour 50 %. Ces coefficients sont communiqués chaque année par BPCE.

Ces nouvelles modalités d'indexation s'appliquent également aux parts variables différées non encore versées, attribuées en 2021, 2022, 2023 et 2024.

1.4.3.2.4 Autres membres de la population régulée

Les parts variables des collaborateurs membres de la population régulée sont déterminées dans le cadre général d'attribution annuelle des primes et des règles fixées dans la NAO. Des modalités spécifiques, reprises ci-dessous, visent les opérateurs de la Salle de marchés. Si des membres de la population régulée hors Salle de marchés bénéficient d'un montant de rémunération variable dépassant le seuil qui détermine l'application de modalités particulières d'attribution et de versement (parts différées) ils y sont également soumis.

À partir du seuil de 50 milliers d'euros de la rémunération variable attribuée au titre de l'année N ou excède le tiers de la rémunération totale (rémunération annuelle fixe plus la rémunération variable annuelle attribuée), le versement de la rémunération variable annuelle obéit aux règles des différés suivantes :

Au titre de l'exercice 2023, le calendrier de versement des rémunérations variables annuelles attribuées est le suivant :

Différé sur 4 ans pour les autres preneurs de risques

	À compter de mars N	À compter de mars N+1 Indexé	Octobre N+1 Indexé	Octobre N+2 Indexé	Octobre N+3 Indexé	Octobre N+4 Indexé
	Non indexé	Pas de condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance
Pour les rémunérations variables différées à 40 % (var. attribué entre 50 k€ et 500 k€)	50 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %

Au titre de l'exercice 2024, le calendrier de versement des rémunérations variables annuelles attribuées est le suivant :

	À compter de mars 2025	À compter de mars 2026 Indexé	Mars 2027 Indexé	Mars 2028 Indexé	Mars 2029 Indexé	Mars 2030 Indexé
	Non indexé	Pas de condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance
Pour les rémunérations variables différées à 40 % (var. attribué entre 50 k€ et 500 k€)	50 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %

Au titre de l'exercice 2025, le calendrier de versement des rémunérations variables annuelles attribuées est le suivant :

	À compter de mars 2026	À compter de mars 2027 Indexé	Mars 2028 Indexé	Mars 2029 Indexé	Mars 2029 Non-Indexé	Mars 2030 Non-Indexé
	Non-indexé	Pas de condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance	Condition de performance
Pour les rémunérations variables différées à 40 % (var. attribué entre 50 k€ et 500 k€)	30 %	30 %	10 %	10 %	10 %	10 %

Pour chaque fraction différée, l'acquisition définitive est subordonnée aux critères de performance et de solidité financiers visés au paragraphe 3.3.1, ainsi qu'à une condition de présence.

En cas de départ volontaire ou de licenciement pour faute, les sommes différées et non acquises sont perdues ; en cas de départ en retraite ou de mobilité Groupe BPCE, les sommes différées sont systématiquement conservées et payées aux échéances normales, selon les conditions (performance, malus...) et la forme prévue à l'origine.

Par exception, en cas de décès et d'invalidité 2^e et 3^e catégories (au sens de la sécurité sociale) uniquement du preneur de risques, les fractions différées sont soldées immédiatement.

Les fractions de différés de la rémunération variable sont indexées suivant la formule du Groupe BCPE depuis la décision prise lors du conseil d'administration du 25 mars 2024 : celle-ci repose sur un indicateur représentatif de l'évolution de la valeur du Groupe BPCE pour 50 % et de l'évolution de la valeur de BRED Banque Populaire pour 50 %. Ces coefficients sont communiqués chaque année par BPCE.

Ces nouvelles modalités d'indexation s'appliquent également aux parts variables différées non encore versées, attribuées en 2021, 2022, 2023 et 2024.

Pour l'ensemble de la population régulée, l'attribution d'une rémunération variable est conditionnée au respect des règles de risques et de conformité. Les responsables de ces fonctions sont amenés à se prononcer sur les variables des collaborateurs concernés et à proposer l'application de malus le cas échéant.

1.4.3.2.5 Opérateurs de la Salle de marchés

Les principes et modalités ci-dessous concernent spécifiquement la population régulée de la Salle de marchés de BRED Banque Populaire.

Les principales caractéristiques de la politique de rémunération variable des opérateurs de marchés peuvent être détaillées comme suit :

- détermination d'une enveloppe de primes indépendante des budgets de la NAO par les responsables de la salle des marchés. La direction générale valide ainsi une enveloppe de rémunération variable potentielle maximale fondée notamment sur la mesure de la performance financière de la Salle de marchés ;
- proposition d'attribution individuelle par le responsable hiérarchique de la Salle de marchés pour les opérateurs, fondée sur une appréciation écrite qualifiant la contribution à la rentabilité et l'atteinte des objectifs (contribution au développement des activités, comportement, etc.) formalisée sur une fiche individuelle ;
- **plafonnement** individuel de rémunération variable attribuable à **200 %** de la rémunération fixe avec un maximum maintenu à 900 milliers d'euros pour les opérateurs de marchés ;
- avis formalisé du Comité Preneurs de risques sur le respect des politiques de conformité et de risque par les opérateurs de marchés ;
- lien fort entre la rémunération et la performance financière à moyen terme des activités grâce à une rémunération variable conditionnée à la présence des opérateurs et au maintien de la performance financière dans le temps et dans le respect de l'appétit aux risques. La rémunération conditionnelle attribuée en 2025 fait l'objet du « Plan de Performance et de Fidélisation dans la Durée 2025 » ;
- à partir du seuil de **50 milliers d'euros de la rémunération variable attribuée au titre de l'année N ou excède le tiers de la rémunération totale (rémunération annuelle fixe plus la rémunération variable annuelle attribuée)**, versements différés des primes potentielles soumises à conditions de présence et de performance ultérieures devant représenter, au niveau individuel, au minimum 40 % du montant total de la rémunération variable attribuée au cours d'un exercice ;
- totalité des primes potentielles soumises à conditions de présence et de performance ultérieures permettant un alignement d'intérêt avec la banque et concourant ainsi à la maîtrise des risques, avec une période de détention de 12 mois avant liquidation et mise en paiement ;
- interdiction des rémunérations variables garanties, sauf transitoirement dans le cas d'une embauche tel qu'autorisé par la réglementation.

Enfin, l'ensemble du dispositif de contrôle interne applicable à la Salle des Marchés doit être respecté par les opérateurs. L'évaluation du respect de la politique de risque dépend notamment de la bonne application

des obligations réglementaires, du respect des procédures, de la correcte instruction des dossiers incombant à la Salle des Marchés, du respect des limites, de la bonne coopération des opérateurs avec les équipes de la Direction des risques, de la protection et des contrôles permanents et de la Direction de la Conformité (réactivité, qualité des échanges, etc.).

Il en est rendu compte semestriellement au responsable de la Salle de marchés et à la Direction des ressources humaines, à un niveau individuel.

Au besoin, le Directeur des ressources humaines, le Directeur des risques, de la protection et du contrôle permanent et le Directeur de la conformité émettent des alertes à la Direction générale concernant la bonne prise en compte d'éventuels manquements (aux règles internes et externes relevant de leur domaine de compétence) dans les propositions de primes et préconisent, le cas échéant, un impact sur les montants de rémunération variable dont l'attribution est sollicitée.

La Direction des risques, de la protection et du contrôle et la Direction Conformité valident formellement la politique de rémunération applicable à la population régulée.

1.4.3.3 Politique en matière de paiement des rémunérations variables de la population des preneurs de risques

En conformité avec les articles L511-71 à L511-85 du Code monétaire et financier, la politique en matière de paiement des rémunérations variable est la suivante :

1.4.3.3.1 Critères de solidité et de performance financières applicables à l'ensemble de la population régulée

Seul le Conseil d'administration peut déroger à l'application des critères généraux de solidité ou de performance financières ou encore à toute autre règle de la politique de rémunération applicable à la population régulée, y compris en matière de malus.

Critères de solidité et de performance financières BRED Banque Populaire

En application de l'article L. 511-83 du Code monétaire et financier, il a été décidé par le Conseil d'administration sur proposition du Comité des rémunérations, que les rémunérations variables des membres de la population régulée, différées ou non, ne pourraient être mises en paiement qu'à la condition que la banque présente un niveau de fonds propres (ratio CET1) conforme aux exigences réglementaires lors de l'arrêté des comptes (critère général de solidité financière). À défaut, ces rémunérations sont annulées.

De même, il est défini un critère général de performance financière : la population régulée ne peut se voir attribuer de rémunération variable au titre d'un exercice présentant un résultat net part du groupe BRED négatif. Les éventuels versements de parts différées devant intervenir au cours d'un tel exercice sont également annulés.

Critère de solidité financière BPCE

Pour l'attribution des parts variables des preneurs de risques au titre de l'exercice 2025, un seuil minimum de fonds propres pour le Groupe BPCE, qui doit être respecté au 31 décembre de l'exercice, est fixé au début de l'exercice par le Conseil de surveillance de BPCE, sur proposition du Comité des rémunérations de BPCE. Ce seuil est établi par référence à l'exigence minimum au titre du pilier 2, définie par l'autorité de contrôle, pour le ratio CET1.

Enfin, en application du 4ème alinéa de l'article L. 511-77, dans le cas où le ratio réglementaire minimum (ratio CET1) du Groupe BPCE n'est pas atteint au 31 décembre de l'exercice, le Conseil de Surveillance de BPCE propose une réfaction de la part variable attribuée au titre de l'exercice, et des fractions différées de parts variables non encore échues, des preneurs de risques, par application d'un taux qui doit être au minimum de 50 %. Le taux de réfaction proposé peut ne pas atteindre 100 % si son application permet, éventuellement combinée à d'autres mesures, d'atteindre le seuil minimum fixé au début de l'exercice considéré.

La décision finale d'appliquer le taux de réfaction proposé par le Conseil de surveillance de BPCE est du ressort de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance, pour les preneurs de risques de BRED Banque Populaire. Toute dérogation à la proposition faite par le Conseil de surveillance de BPCE doit être approuvée par le Conseil d'administration et assortie d'éléments expliquant le choix retenu.

1.4.3.3.2 Dispositif de malus de comportements

Conformément à l'article L511-84 du Code monétaire et financier, BRED Banque Populaire a mis en place des critères de minoration de la part variable des membres de la population régulée en cas de manquement grave en matière de gestion des risques et de conformité.

Comité des Preneurs de Risques

Le comité, dit « preneurs de risques », pilote le dispositif de suivi des critères de malus et statue annuellement sur les propositions de malus à présenter au Comité des Rémunérations.

Présidé par le Directeur Général, ce Comité se compose de responsables de la Direction des ressources humaines et de la Direction des risques, de la protection et des contrôles permanents et de la Direction de la Conformité.

Les missions de ce Comité sont les suivantes :

- valider la politique de rémunération des preneurs de risques, ensuite soumise à l'approbation du Conseil d'administration après examen par le comité des rémunérations. Cette politique précise notamment les critères d'identification des preneurs de risques ;
- veiller à l'application des normes réglementaires et des normes du Groupe BPCE en matière d'identification et de rémunération des preneurs de risques ;

- statuer sur les éventuelles propositions de décote sur les rémunérations variables demandées par les fonctions de contrôle ;
- pour les opérateurs de marché, qualifier la significativité des dépassements actifs, identifiés et notifiés par la Direction des risques, de la protection et du contrôle permanent.

Critères de malus applicables

Les dispositifs de malus de comportements applicables aux parts variables des preneurs de risques recensent

Les types d'infractions suivants :

- infraction importante à une règle de conformité ou de risque, y compris en matière de limite, de délégation et de mandat, ayant donné lieu à un rappel à l'ordre individuel par écrit de la part d'un dirigeant ou d'un directeur en charge d'une filière de conformité, de contrôle permanent ou de risques. Une infraction importante est une infraction ayant conduit à la survenance d'un incident dont l'impact potentiel ou avéré est supérieur au seuil d'incident grave tel que défini pour le Groupe par la norme « risques opérationnel », soit un seuil de 300 k€ ;
- infraction significative à une règle de conformité ou de risque, y compris en matière de limite, de délégation et de mandat, **ayant donné lieu à un rappel à l'ordre individuel par écrit de la part d'un dirigeant ou du Directeur des risques, de la protection et du contrôle permanent du Groupe BRED**. Le pourcentage de réduction peut atteindre 100 % sur proposition du comité compétent et approbation par l'organe de direction dans sa fonction de surveillance. Une infraction significative est une infraction ayant conduit à la survenance d'un incident dont l'impact potentiel ou avéré est supérieur au seuil d'incident significatif applicable au niveau du Groupe BRED, soit 0,5 % des fonds propres de l'établissement ;
- **non-réalisation des formations réglementaires obligatoires malus de 5 % par FRO non réalisée de la rémunération variable sur proposition du comité compétent et approbation par l'organe de direction dans sa fonction de surveillance**, sauf justification approuvée par la DRH en lien avec le(s) Directeur(s) des risques, de la protection et du contrôle permanent et la Conformité (décision C.A mars 2025) ;
- le non-respect du mandat de risques par un opérateur de marché est susceptible de constituer une infraction significative, même s'il n'a pas conduit à la survenance d'un incident dont l'impact potentiel ou avéré est supérieur au seuil d'incident significatif applicable. Le mandat de risques précise quels sont les événements susceptibles d'être qualifiés comme infraction importante ou infraction significative. Notamment, une prise de position directionnelle ou d'arbitrage pure de la part d'un opérateur de marché est considérée comme une infraction significative et implique une réduction de 100 % de la rémunération variable.

1.4.3.3.3 Plafonnement de la rémunération variable

Enfin, les rémunérations variables attribuées à l'ensemble des preneurs de risques CRD sont conformes aux règles de plafonnement de la rémunération variable par rapport à la rémunération fixe définies par la réglementation.

Pour rappel, la CRD plafonne la composante variable à 100 % de la composante fixe de la rémunération totale des preneurs de risques CRD sauf approbation par l'assemblée générale d'un ratio supérieur qui ne peut excéder 200 %. **L'assemblée générale de BRED Banque Populaire a validé en 2015 le plafonnement** de la composante variable à 200 % de la composante fixe de la rémunération des preneurs de risques CRD pour l'exercice 2015 et les exercices suivants.

1.4.3.3.4 Informations quantitatives agrégées concernant les rémunérations de la population des preneurs de risques

Rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2025 – Tableau REM1

Attribution au titre de l'exercice 2025 – hors charges patronales – en €		Organe de direction Fonction de surveillance	Organe de direction Fonction de gestion	Autres membres de la direction générale	Autres membres du personnel identifiés	Total
Rémunération fixe	Nombre de membres du personnel identifiés ayant une rémunération fixe	20	3	20	77	120
	Rémunération fixe totale	908 500	1 286 000	3 473 531	9 111 396	14 779 428
	dont numéraire	908 500	1 286 000	3 473 531	9 111 396	14 779 428
	dont actions ou droits de propriété équivalents	0	0	0	0	0
	dont instruments liés	0	0	0	0	0
	dont autres instruments	0	0	0	0	0
	dont autres formes	0	0	0	0	0
Rémunération variable	Nombre de membres du personnel identifiés ayant une rémunération variable	0	3	17	71	91
	Rémunération variable totale	0	1 159 200	1 781 000	5 233 300	8 173 500
	dont numéraire	0	515 500	918 000	2 978 300	4 411 800
	dont différé	0	233 000	345 200	902 000	1 480 200
	dont actions ou droits de propriété équivalents	0	0	0	0	0
	dont différé	0	0	0	0	0
	dont instruments liés	0	480 500	863 000	2 255 000	3 598 500
	dont différé	0	233 000	345 200	902 000	1 480 200
	dont autres instruments	0	163 200	0	0	163 200
	dont différé	0	163 200	0	0	163 200
	dont autres formes	0	0	0	0	0
	dont différé	0	0	0	0	0
	RÉMUNÉRATION TOTALE	908 500	2 445 200	5 254 531	14 344 696	22 952 928

| Sommes versées au titre des embauches et des ruptures au cours de l'exercice 2025 – Tableau REM2

Montants en € - hors charges patronales	Organe de direction Fonction de surveillance	Organe de direction Fonction de gestion	Autres membres de la direction générale	Autres membres du personnel identifiés	Total
Rémunérations variables garanties octroyées en 2025					
Nombre de collaborateurs preneurs de risques ayant bénéficié d'une rémunération variable garantie octroyée en 2025 à l'occasion de leur recrutement	0	0	0	0	0
Montant des rémunérations variables garanties octroyées en 2025 à l'occasion d'un recrutement d'un preneur de risques	0	0	0	0	0
<i>dont rémunérations variables garanties qui ont été versées en 2025 et qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes</i>	0	0	0	0	0
Indemnités de départ attribuées les années précédentes et versées en 2025					
Nombre de collaborateurs ayant bénéficié du versement en 2025 d'indemnités de rupture octroyées sur des exercices antérieurs à 2025	0	0	0	0	0
Montant des indemnités de rupture octroyées avant 2025 et versées en 2025	0	0	0	0	0
Indemnités de départ attribuées en 2025					
Nombre de collaborateurs ayant bénéficié d'indemnités de rupture octroyées en 2025	0	0	0	0	0
Montant des Indemnités de rupture octroyées en 2025	0	0	0	0	0
<i>dont montant versé en 2025</i>	0	0	0	0	0
<i>dont montant différé</i>	0	0	0	0	0
<i>dont indemnités de départ versées en 2025 qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes</i>	0	0	0	0	0
<i>dont montant le plus élevé octroyé à une seule personne</i>	0	0	0	0	0

1.4.3.4 Politique en matière de paiement des rémunérations variables de la population agent de marché

Avec l'ambition de rester compétitif dans l'attraction et la rétention des talents, BRED Banque Populaire a mis en place un statut spécifique de « agent de marché » à destination de certains opérateurs de la Salle de marchés qui ne sont pas identifiés comme preneurs de risques au sens de la directive CRD (MRT).

Ce dispositif constitue une politique interne propre à BRED Banque Populaire, complémentaire à la politique de rémunération applicable aux preneurs de risques décrite au chapitre 3.3.

1.4.3.4.1 Critères d'éligibilité des collaborateurs

L'éligibilité au statut d'agent de marché repose sur la combinaison des trois critères suivants :

- le collaborateur doit être identifié comme « Opérateur de Marché » ;
- le mandat de risque du collaborateur ne doit pas excéder le seuil de 0,5 % des fonds propres CET1 ;
- le collaborateur ne doit pas être identifié en qualité de preneur de risques.

Un collaborateur est considéré comme agent de marché après 3 mois de présence continue sur une fonction remplissant les critères énumérés ci-dessus.

L'éligibilité est revue annuellement, notamment en cas de changement de périmètre MRT, de mobilité ou de changement de fonction, afin de s'assurer que le statut d'agent de marché demeure cohérent avec les critères ci-dessus.

1.4.3.4.2 Versement des parts variables différées des agents de marché

Les agents de marché bénéficient d'une part variable déterminée selon les mêmes principes généraux que ceux applicables aux autres collaborateurs de la Salle de marchés (prise en compte de la performance individuelle, de la performance collective et du respect des règles de risques et de conformité), tout en étant assortie de modalités de différé spécifiques lorsqu'elle atteint un certain niveau.

En deçà d'un montant de rémunération variable annuelle attribuée de **100 k€**, la rémunération variable des agents de marché est versée selon les règles de droit commun applicables à la population concernée.

À partir d'un montant de rémunération variable annuelle attribuée supérieure ou égal à **100 k€**, la rémunération variable des agents de marché obéit au schéma de versement et de différé suivant :

- 70 % de la rémunération variable attribuée au titre de l'exercice N-1 sont versés en numéraire (cash) au cours de l'année N, sans indexation ;
- 30 % de la rémunération variable attribuée au titre de l'exercice N sont différés et versés par tiers, sous forme de cash indexé, au plus tôt au titre des années N+1, N+2 et N+3, sous réserve de la réalisation des conditions de performance et de présence décrites ci-après.

Schématiquement, pour les rémunérations variables attribuées supérieures ou égales à **100 k€** :

- année N : 70 % en cash non indexé, versés à l'attribution ;
- année N+1 : 10 % en cash indexé, sous condition de performance et de présence ;
- année N+2 : 10 % en cash indexé, sous condition de performance et de présence ;
- année N+3 : 10 % en cash indexé, sous condition de performance et de présence.

Au titre de l'exercice 2025, le calendrier de versement des rémunérations variables attribuées aux agent de marché est le suivant :

	CASH payé mars 2026 Non-indexé	Différé mars 2027 Indexé	Différé mars 2028 Indexé	Différé mars 2029 Indexé
Conditions de performance pour l'acquisition		OUI	OUI	OUI
Règles de différé pour les rémunérations variables attribués ≥ 100 k€	70 %	10 %	10 %	10 %

Les fractions différées à percevoir sont indexées sur la même base de calcul que celles applicables aux MRT, à savoir un indicateur représentatif de l'évolution de la valeur du Groupe BPCE pour 50 % et de l'évolution de la valeur de BRED Banque Populaire pour 50 %, conformément aux règles d'indexation décrites au paragraphe .

Pour chaque fraction différée, l'acquisition définitive est subordonnée aux critères de solidité et de performance financières visés au paragraphe 1.4.3.3.1, ainsi qu'à une condition de présence dans le groupe, selon les modalités précisées ci-après au paragraphe « Autres membres de la population régulée ».

1.4.3.4.3 Obligations des agents de marché et comitologie

Comme pour les preneurs de risques, les agents de marché sont tenus à un niveau d'exigence élevé en matière de comportement, de maîtrise des risques et de conformité.

À ce titre, ils doivent notamment :

- respecter en permanence les politiques et limites de risques applicables à la Salle de marchés et, plus généralement, chez BRED Banque Populaire ;
- respecter les règles et procédures de conformité, notamment les règles de déontologie, de prévention des conflits d'intérêts et de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- suivre et valider l'ensemble des formations réglementaires obligatoires (FRO) dans les délais définis par l'établissement.

Afin de s'assurer du respect de ces obligations, un comité agent de marché est mis en place.

Ce comité :

- est adossé au comité des preneurs de risques (comité MRT) ;
- se réunit au moins une fois par an, à l'issue de l'exercice, pour examiner la situation des agents de marché ;
- est composé *a minima* de représentants de la Direction des risques, de la protection et du contrôle, de la Direction de la conformité, de la Direction des ressources humaines et de la Direction des opérations de marchés.

Sur la base des éléments fournis par les fonctions de contrôle (risques, conformité, contrôle permanent, audit), le comité agent de marché apprécie :

- le respect par chaque agent de marché des obligations de risques, de conformité et de formation réglementaire ;
- la significativité éventuelle de tout manquement identifié.

Le comité agent de marché peut décider l'application d'un malus sur la part variable des collaborateurs concernés, portant sur la part non différée et/ou sur les fractions différées, pouvant aller jusqu'à 100 % de la rémunération variable attribuée en cas de manquement grave ou significatif aux obligations susmentionnées (manquement aux règles de risques ou de conformité, dépassement de limites, absence de réalisation des formations obligatoires, etc.), dans le respect des règles internes de gouvernance et de validation.

Les décisions de malus prises par le comité agent de marché sont formalisées et communiquées au Comité des rémunérations, notamment à l'occasion de l'examen annuel des rémunérations de la Salle de marchés.

1.4.3.4.4 Conditions de non-versement

Les fractions différées de rémunération variable attribuées aux agents de marché sont soumises aux mêmes principes généraux que ceux applicables aux MRT en matière de maintien ou de perte des droits en cas de fin de contrat ou de mobilité au sein du Groupe.

Ainsi :

- en cas de démission ou de licenciement pour faute, les fractions différées non encore acquises sont perdues et ne sont pas versées ;
- en cas de décès ou d'invalidité (au sens des 2^e et 3^e catégories définies par la sécurité sociale), les fractions différées sont acquises et versées aux ayants droit, selon les modalités fixées par BRED Banque Populaire ;
- en cas de départ en retraite ou de mobilité au sein du Groupe BPCE, les fractions différées sont conservées et versées aux échéances prévues initialement, sous réserve de la réalisation des conditions de performance et d'absence de malus.

En outre, l'ensemble des fractions différées est susceptible d'être impacté par les mécanismes de malus prévus au paragraphe 3.3.2 et par les critères de solidité et de performance financières décrits au paragraphe 3.3.1, en cohérence avec l'objectif de maîtrise des risques et d'alignement des intérêts des agents de marché avec ceux de BRED Banque Populaire et du Groupe BPCE.

1.5 Les assemblées générales

1.5.1 Mode de convocation

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration dans les conditions fixées par la loi. Les parts sociales étant nominatives, la convocation peut être faite par lettre ordinaire adressée à chaque sociétaire.

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans tout autre lieu précisé dans la convocation. Le délai entre l'envoi de la lettre de convocation et la date de l'Assemblée est d'au moins quinze jours.

1.5.2 Conditions d'admission

Tout sociétaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il possède.

Le mandataire n'a pas la faculté de se substituer à une autre personne. Pour toute procuration d'un sociétaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Le Conseil d'administration régulièrement convoqué pour le jour de l'Assemblée peut, lors d'une suspension de séance, statuer sur les amendements proposés au cours de l'Assemblée.

Les personnes morales participent aux Assemblées par leurs représentants légaux ou par toute personne dûment et régulièrement habilitée par ces derniers.

La procuration n'est valable que pour une seule Assemblée ; elle peut cependant être donnée pour l'Assemblée générale ordinaire et l'Assemblée générale extraordinaire tenues le même jour, ou dans un délai de sept jours. Le mandat donné pour une Assemblée vaut pour les Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Tout sociétaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à BRED Banque Populaire dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires.

Les sociétaires peuvent, dans les conditions fixées par les lois et les règlements, adresser leur formule de procuration et de vote par correspondance, concernant toute Assemblée générale, soit sous forme papier, soit sur décision du Conseil d'administration publiée dans la convocation, par télétransmission.

1.5.3 Conditions d'exercice du droit de vote

Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des parts sociales composant le capital social, déduction faite des parts sociales privées de droit de vote en vertu des dispositions légales. Chaque part donne droit à une voix. En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par BRED Banque Populaire au plus tard la veille de la réunion de l'Assemblée, dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

En application de l'article L. 512-5 du Code monétaire et financier et des statuts de la Banque, aucun sociétaire ne peut disposer dans les Assemblées, par lui-même ou par mandataire, au titre des droits de vote attachés aux parts qu'il détient directement et/ou indirectement et aux pouvoirs qui lui sont donnés, de plus de 0,25 % du nombre total de droits de vote attachés aux parts de la Banque.

1.6 Les Commissaires aux comptes

Le contrôle des comptes de la Banque est exercé par deux Commissaires aux comptes nommés pour six exercices par l'Assemblée générale ordinaire et exerçant leur mission dans les conditions prévues par la loi.

Leur mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Les honoraires des Commissaires aux comptes sont fixés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Les Commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les dispositions légales et réglementaires. Ils sont convoqués à toute assemblée de sociétaires au plus tard lors de la convocation des sociétaires.

Les Commissaires aux comptes doivent être convoqués à la réunion du Conseil d'administration au cours de laquelle sont arrêtés les comptes de l'exercice. Ils peuvent être convoqués à toute autre réunion du Conseil d'administration où leur présence paraît opportune.

Commissaires aux comptes titulaires

Cabinet DELOITTE et ASSOCIES
(Date de première nomination 31 mai 2023)

KPMG
(Date de première nomination 24 mai 2005)

Associés signataires

Mme Charlotte VANDEPUTTE

Mme Sophie MEDDOURI

1.7 Révision coopérative

En application des dispositions des articles 25-1 à 25-5 de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, BRED Banque Populaire est soumise au contrôle de révision coopérative créé par la loi 2014-856 du 31 juillet 2014.

Ce contrôle, effectué par un réviseur indépendant, est destiné à vérifier la conformité de l'organisation et du fonctionnement des sociétés coopératives aux principes et aux règles de la coopération et à l'intérêt des adhérents, ainsi qu'aux règles coopératives spécifiques qui leur sont applicables et, le cas échéant, à leur proposer des mesures correctives.

La révision coopérative est un acte positif de la gouvernance coopérative. Elle offre aux sociétaires de BRED Banque Populaire les moyens de confirmer que leur société reste fidèle aux principes de

fonctionnement garantissant sa pérennité. Elle se présente aussi, pour les dirigeants, comme un dispositif d'aide à la gouvernance et à la cohérence du projet coopératif qui prend en compte les exigences du statut coopératif et les réglementations propres à son secteur d'activité.

L'Assemblée générale du 29 mai 2018 a nommé Étienne Madranges en qualité de réviseur coopératif. Il a présenté son premier rapport sur la révision coopérative lors de l'Assemblée générale du 28 mai 2019. Son mandat a été renouvelé à l'occasion de l'Assemblée générale du 31 mai 2023.

Son second rapport quinquennal, émis en février 2024, a été présenté aux sociétaires lors de l'Assemblée générale du 30 mai 2024.

2. Rapport d'activité

2.1 Environnement économique	38	2.5 Gestion Consolidée des Investissements	61
2.1.1 Quel nouveau monde en 2026 ?	38	2.6 Situation financière	63
2.1.2 Tendances et défis du secteur bancaire	39	2.6.1 Résultat consolidé	63
2.2 Stratégie de la banque de Proximité et Assurance	40	Présentation analytique des résultats	65
2.2.1 Une Banque dont la stratégie repose sur un socle de valeurs partagées par tous	40	2.6.2 Retour sur fonds propres des pôles d'activité	66
2.2.2 Positionnement stratégique	40	2.6.3 Bilan consolidé	67
2.2.3 Une banque organisée pour répondre aux besoins de ses clients	43	2.6.4 Solvabilité et liquidité	69
2.2.4 Chiffres clés de la Banque de Proximité et Assurance	46	2.7 Les procédures de contrôle et de gestion relatives à l'information comptable et financière	74
2.2.5 Résultats des principales filiales et entités contrôlées françaises	50	2.8 Événements post-clôture	75
2.3 Banque de Financement et d'Investissement	53	2.9 Perspectives	75
2.3.1 Stratégie	53	2.10 Informations sur les implantations	75
2.3.2 Chiffres clés de la Banque de Financement et d'Investissement	53	2.11 Dépenses non déductibles fiscalement	75
2.4 Banque à l'International et Collectivités d'Outre-mer	54	2.12 Délais de règlement des fournisseurs et clients	76
2.4.1 Stratégie de développement	54	2.13 Informations relatives aux comptes inactifs ouverts dans nos livres	76
2.4.2 Océanie	55		
2.4.3 Asie du Sud-Est	57		
2.4.4 Afrique	59		
2.4.5 Europe	60		

2.1 Environnement économique

2.1.1 Quel nouveau monde en 2026 ?

Dans notre rapport annuel de 2024, nous écrivions ces conclusions : « Tant en matière de défense que de technologie ou d'énergie, l'Europe peut et doit se mobiliser pour éviter qu'un modèle qu'elle n'a pas choisi lui soit imposé. S'éloigner des États-Unis et se rapprocher de nouveaux partenaires qui à leur tour subissent des mesures de rétorsion, est un autre axe de cette stratégie de rééquilibrage. Cette dernière reste encore en construction. Elle est riche de nombreuses opportunités. Elle restera néanmoins imprégnée des décisions prises de l'autre côté de l'Atlantique ».

Cette stratégie de rééquilibrage, encore en construction, ouvre des perspectives en matière d'investissements, d'innovations et de coopération. Elle demeure cependant influencée par les décisions prises par les principales puissances économiques, dont les États-Unis, dans un environnement international marqué par une intensification des tensions commerciales et réglementaires. L'environnement géopolitique reste caractérisé par une instabilité accrue. Le conflit en Ukraine demeure sans solution durable à ce stade, et continue de peser sur la sécurité européenne et sur certains équilibres économiques, notamment énergétiques. Parallèlement, les choix économiques et monétaires américains – en matière de commerce international, de droits de douane et de politique de change – s'imposent comme un paramètre structurant pour l'Union Européenne, qui doit adapter sa stratégie en conséquence.

Malgré cette profonde incertitude, l'économie de l'Union Européenne a poursuivi son redressement post Covid. La phase désinflationniste que nous traversons en constitue un soutien majeur. En revanche, l'instabilité géopolitique, les difficultés à parvenir à une issue au conflit en Ukraine et les réajustements des politiques économiques internationales constituent autant de facteurs qui pourraient, selon les scénarios, soit peser sur la croissance, soit accélérer les initiatives visant à consolider l'autonomie de l'Union Européenne. Cette volonté d'autonomie devient un facteur de cohésion pour l'économie européenne. Trois axes majeurs ont été identifiés afin de réorienter ses priorités : l'énergie qui passe par la poursuite de la décarbonation de nos économies. Même si les panneaux solaires ou les éoliennes sont importés, une fois installés, ils produisent une énergie qui nous permet de réduire notre dépendance aux hydrocarbures et plus récemment au gaz américain. La France a un avantage indéniable en la matière, son énergie nucléaire lui permettant d'avoir l'un des taux d'électrification décarbonée les plus élevés de l'Union. La question du réarmement s'impose aussi avec acuité face au conflit existant aux portes de l'Europe. Elle s'intensifie avec les exigences de notre allié américain de l'Otan pour que nous y consacrons une part plus importante de nos budgets. Le plan « ReArm Europe » de mars dernier et ses quelques 150 Mds€ de prêts au profit des entreprises de nos territoires va accélérer ce mouvement dans un cadre plus européen. Investir dans les technologies clés accompagne et complète ce dispositif, car notre sécurité ne se limite

pas seulement à des aspects d'ordre militaire. Elle est autant technologique et à ce titre fragile. Ainsi, près de 80 % des technologies numériques utilisées en Europe proviennent de pays tiers. Elles ont aujourd'hui le pouvoir de perturber ou de paralyser nos chaînes de valeurs mais aussi nos circuits financiers. Progresser dans ces deux domaines au profit d'infrastructures de marchés et de productions européennes, c'est renforcer un levier central de souveraineté et de croissance.

L'Union Européenne s'est historiquement construite sur un modèle ouvert, pour accueillir de nouveaux membres et développer nos échanges. Ce modèle est aujourd'hui en cours d'adaptation pour tenir compte de pratiques et de politiques de certains partenaires qui ne s'inscrivent pas toujours dans les mêmes cadres réglementaires.

Dans ce contexte, la diversification des sources d'approvisionnement et des débouchés commerciaux devient un objectif prioritaire, avec un double enjeu : réduire certaines dépendances et sécuriser les chaînes de valeur. Au même titre qu'en matière énergétique, les accords de commerce bilatéraux que l'Union négocie avec de nouveaux clients en Asie, Inde ou Corée, ou en Amérique latine, intègrent parfaitement cette nouvelle vision. Malgré des divergences d'approche, une trajectoire commune se dessine en faveur d'une plus grande robustesse et diversification du modèle économique européen.

L'Union Européenne et la France doivent composer avec un environnement international marqué par des tensions récurrentes. Dans la durée, l'objectif est de poursuivre la transition énergétique et numérique, de renforcer les capacités de défense et consolider le rapprochement avec de nouveaux partenaires.

La nouvelle ambition de l'Union Européenne d'une indépendance réelle peut s'appuyer sur les forces de son économie de marché et de ses politiques économiques fiscales ou monétaires et pourra conduire à un nouvel épisode de croissance modeste, 1,3 % dans l'Union Européenne, mais sur une trajectoire plus solide car plus indépendante.

Le conflit que les États-Unis et Israël ont engagé contre l'Iran à partir du 28 février dernier a brutalement déstabilisé le marché des hydrocarbures portant le prix du gaz et du pétrole à des niveaux inconnus depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. A court terme, ces hausses se traduisent par des pressions sur les prix des produits issus de ces ressources. Elles s'accompagnent d'une incertitude grandissante sur la trajectoire de l'économie mondiale et de sa capacité à amortir ce choc. La multiplication des mesures de décarbonation dans l'Union Européenne constitue la meilleure des réponses que notre région peut y apporter.

Face à ces défis, BRED Banque Populaire fait le choix de consolider son modèle de banque coopérative, proche de ses clients et de ses territoires et de se recentrer sur ses valeurs et ses fondamentaux et de s'occuper généreusement de ses clients.

2.1.2 Tendances et défis du secteur bancaire

En 2025, la France a évolué dans un environnement économique et géopolitique, marqué par une croissance modérée contrainte par un déficit public élevé et par l'héritage des crises récentes - Covid, guerre en Ukraine, guerre commerciale, tensions sur les approvisionnements - qui pèsent sur le pouvoir d'achat et l'investissement.

Sur le plan interne, l'exécutif doit arbitrer entre rigueur budgétaire, maintien de la cohésion sociale et poursuite des réformes de gouvernance, dans un contexte de polarisation politique et de défiance persistante envers les institutions.

S'agissant du climat et de l'environnement, 2025 s'inscrit dans la continuité d'un réchauffement rapide, avec des impacts croissants sur les écosystèmes, les ressources en eau, l'agriculture et la santé humaine.

Dans ce contexte, le marché bancaire fait face à des tendances de fonds qu'il lui faut appréhender et intégrer :

- la révolution de l'intelligence artificielle, l'accélération de la transformation numérique, et une demande croissante de services personnalisés, rapides et accessibles ;
- des attentes renforcées en termes de pratiques durables et socialement responsables, en intégrant des critères ESG dans leurs stratégies d'investissement et leurs opérations ;
- une concurrence accrue avec la montée en puissance des fintechs et néobanques qui offrent des services financiers innovants et disruptifs ;

- un environnement réglementaire de plus en plus complexe, avec des exigences strictes en matière de conformité, de transparence et de gestion des risques ;
- la nécessité impérieuse de renforcer la sécurité des données et des systèmes contre les cybermenaces ;
- les évolutions de la démographie, enfin, tels que le vieillissement de la population et le poids plus important des générations Z et millénials parmi les clients.

Ces éléments façonnent le paysage bancaire, et poussent les banques, à s'adapter et à repenser leurs stratégies pour répondre aux défis et opportunités du marché actuel.

Face à ces défis, BRED Banque Populaire fait le choix de consolider son modèle de banque coopérative, proche de ses clients et de ses territoires et de se recentrer sur ses valeurs et ses fondamentaux et de s'occuper généreusement de ses clients.

Concrètement, les conseillers s'emploient au quotidien à :

- rencontrer tous leurs clients, les connaître et comprendre leurs besoins ;
- les équiper, capter les flux, domicilier les salaires et l'épargne ;
- développer durablement leur fonds de commerce ;
- être irréprochable dans leur rôle de banquier coopératif et en être fier.

2.2 Stratégie de la banque de Proximité et Assurance

2.2.1 Une Banque dont la stratégie repose sur un socle de valeurs partagées par tous

Face à la fragmentation sociale et à la finance de court terme, notre modèle coopératif qui fait du sociétaire l'acteur des décisions, nous permet d'adopter une vision à long terme axée sur un développement durable, responsable et l'utilité sociale.

Nos valeurs guident nos actions et interactions avec nos clients. Ces valeurs sont notamment : intégrité, transparence, éthique, qualité de service, sécurité, excellence, priorité aux besoins des clients, responsabilité sociétale et environnementale.

En complément, nous avons collectivement adopté des valeurs propres à l'identité unique de BRED Banque Populaire :

1. humaine ;
2. conquérante ;
3. engagée.

Ces valeurs reflètent notre identité et notre histoire. Elles sont le socle du plan stratégique de développement que nous avons bâti avec pour cible de faire de BRED Banque Populaire une banque remarquable.

2.2.2 Positionnement stratégique

L'ambition de BRED Banque Populaire d'être une banque remarquable se fonde sur des piliers clés pour assurer développement durable, stabilité et capacité à répondre aux besoins de nos clients.

Engagement envers nos clients et sociétaires : la satisfaction et la fidélisation de nos clients est au cœur de notre stratégie grâce à des services de haute qualité et des solutions adaptées et sur mesure.

Proximité : nous mettons l'accent sur la proximité avec nos clients et sociétaires, en maintenant un réseau dense d'agences locales (Agences, Centre de Banque Privée et Centre d'affaires) pour un contact direct et humain, et pour offrir des services personnalisés et adaptés aux besoins spécifiques de nos clients particuliers, professionnels et entreprises.

Engagement envers nos territoires : nous nous engageons fortement dans le soutien des projets locaux et le développement économique régional. Notre organisation régionalisée procure aux conseillers une connaissance et une maîtrise parfaite de leur territoire et de leur écosystème.

Innovation et amélioration continue : nous nous engageons dans l'amélioration continue des processus et des services offerts, en tenant compte des retours clients, collaborateurs et des évolutions technologiques.

Responsabilité sociale et environnementale : nous intégrons des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans notre stratégie, en soutenant des projets durables et en réduisant notre propre empreinte écologique.

2.2.2.1 Une organisation alignée avec nos ambitions stratégiques

En 2025, afin d'aligner son organisation avec ses ambitions stratégiques, la **Direction de l'Exploitation a pris le nouveau nom de Banque de Proximité et Assurance**. Cette évolution traduit :

1. l'affirmation de notre rôle de banque de proximité, au plus près des particuliers, des professionnels et des entreprises de nos territoires ;
2. l'intégration pleine et entière de l'assurance comme composante incontournable de la réponse globale que nous apportons à nos clients-sociétaires.

À ce titre, la Banque de Proximité et Assurance :

- Supervise et anime l'activité commerciale des fronts :
 - agences, Centre de Banque Privée et CAF des réseaux métropole et Outre-mer,
 - la banque en ligne Bred Espace,
 - l'agence du personnel,
 - les filiales spécialisées ultramarines (Sofider et Cofilease) ;
- Assure la supervision des filiales d'assurance et d'expertise patrimoniale Prépar et Promépar mais également de la SBE.

Afin de mieux servir ses clients-sociétaires, la Banque de Proximité et Assurance s'est dotée d'une Direction des Synergies Commerciales qui a pour mission de coordonner les actions d'appui au service au réseau. Celle-ci est structurée autour de plusieurs pôles d'expertises :

- les directions dédiées à l'animation des marchés : Particuliers, Professionnels, Banque Privée, PME ;
- la Direction de la Transformation et de l'Expertise commerciale, chargée de diffuser sur le terrain des méthodes commerciales au service d'un accompagnement personnalisé ;
- des pôles transverses en charge des pilotages commercial et transversal, du pilotage des risques et de la conformité, et du pilotage des projets.

Cette organisation a pour objectif de fluidifier la communication et les circuits de décision au sein de la Banque de Proximité et Assurance, avec les autres directions du siège et avec les filiales, afin d'apporter davantage de réactivité, de cohérence et de valeur à l'ensemble du réseau et à nos clients-sociétaires.

2.2.2.2 Modèle relationnel BRED

BRED Banque Populaire entretient une relation de long terme et de proximité avec tous ses clients : particuliers, artisans, commerçants, professions libérales, agriculteurs, clients patrimoniaux, PME, ETI, grandes entreprises et institutionnels. BRED Banque Populaire se définit comme un partenaire de vie qui accompagne ses clients dans toutes les grandes étapes de sa vie personnelle et professionnelle.

La vocation de nos conseillers est de soutenir et faire aboutir les projets de leurs clients, qu'ils soient petits ou grands. Ils mettent tout en œuvre pour prendre en charge la totalité de leurs besoins et bâtir des solutions personnalisées et adaptées.

Notre réseau est structuré autour de :

- secteurs ou grands secteurs regroupant les agences de proximité en charge de la clientèle retail ;
- centres de Banque Privée en charge de la clientèle patrimoniale ;
- centres d'affaires entreprises accompagnant les clients PME / ETI et entreprises ;
- d'une entité dédiée à la gestion des clients fortunés.

Le réseau BRED Banque Populaire est présent en France métropolitaine (Paris, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne, Aisne et Normandie) et en Outre-mer (Martinique, Guyane, Guadeloupe, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, La Réunion et Mayotte).

Notre réseau d'agences est une composante essentielle de notre stratégie de proximité avec nos clients et de banque engagée sur ses territoires. Il déploie dans chacune de ses agences des conseillers dédiés experts sur leur marché. Pour apporter conseil et expertise adaptés à chaque typologie de clientèle, celle-ci est segmentée par marché : particuliers, privés et professionnels.

La présence d'un manager de proximité dans chaque agence favorise un environnement de travail serein et motivant et permet d'animer et développer les équipes, de piloter l'activité commerciale au plus près du terrain et de sécuriser les risques au quotidien.

Les conseillers rencontrent et conseillent leurs clients dans le cadre de rendez-vous programmés ou spontanés en agence, par téléphone, en visio-conférence ou sur site pour la clientèle professionnelle. Leur appartenance à une banque régionale à taille humaine favorise par ailleurs une bonne connaissance des spécificités des territoires et des écosystèmes. Cette proximité permet de prendre des décisions rapides.

En complément, notre site internet et notre application mobile BREDConnect permettent à nos clients de consulter leur compte et de réaliser leurs opérations en toute autonomie 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Nos centres de relation clients basés à Joinville, Caen, Fort de France et Saint Denis de la Réunion offrent une accessibilité élargie à tous nos clients sous toutes les latitudes (métropole, Antilles, Guyane, Océan Indien). Ils interviennent en support des agences pour renseigner les clients, gérer et résoudre rapidement les problématiques du quotidien.

Avec ces divers canaux, BRED Banque Populaire déploie un modèle de banque multicanal qui offre une expérience client cohérente et flexible, permettant de passer d'un canal à l'autre. Cela répond aux attentes modernes des clients en matière de commodité et d'accessibilité.

2.2.2.3 Une banque détenue par ses clients-sociétaires et engagée dans le développement durable de ses territoires

Sociétariat

Plus de 235.000 clients de BRED Banque Populaire sont devenus sociétaires de leur banque et détiennent ainsi une partie de son capital social, en ayant souscrit des parts sociales. Il s'agit de titres financiers, non cotés, d'une valeur nominale de 10,70 € au 31/12/2025, qui peuvent être détenus dans un compte titre ordinaire ou un plan d'épargne en actions, à titre individuel ou au titre d'une entreprise ou d'une association.

Le capital social de BRED Banque Populaire et la mise en réserve de ses résultats constituent les fonds propres de la banque, indispensables à son développement, à sa croissance et à son autonomie. Les parts sociales n'étant pas cotées en bourse, elles assurent l'indépendance de BRED Banque Populaire par rapport aux marchés financiers. Ainsi, l'entreprise, pilotée selon une approche privilégiant le moyen-long terme, reste au seul service de ses clients et de ses territoires, « résolument coopérative et innovante, elle accompagne dans une relation durable et de proximité tous ceux qui vivent et entreprennent dans chaque territoire » conformément à la raison d'être des banques du réseau Banque Populaire.

Les parts sociales confèrent à leurs détenteurs le pouvoir de voter les résolutions de l'Assemblée générale annuelle de BRED Banque Populaire. Ainsi les sociétaires ont la possibilité de s'impliquer dans la gouvernance de leur banque et notamment de choisir leurs représentants au sein du Conseil d'Administration qui sont chargés de valider les orientations stratégiques. La détention de ces parts sociales ouvre droit au versement d'un intérêt annuel, voté par l'Assemblée générale annuelle, ce qui associe étroitement les clients sociétaires au partage de la réussite de BRED Banque Populaire, dans une vision à long terme.

Un lien permanent est entretenu avec les sociétaires au moyen de réunions d'information, durant lesquelles interviennent des experts de banque sur des sujets de gestion de patrimoine ou de fiscalité, par exemple, et le témoignage d'entrepreneurs sociétaires accompagnés par la banque dans la conduite de leur projet professionnel. On relèvera également l'intervention d'un lauréat ou d'une association partenaire pour illustrer l'engagement sociétal de BRED Banque Populaire. Une lettre est adressée trimestriellement aux sociétaires pour suivre l'actualité de la dimension coopérative de la banque. Par ailleurs, sur le site institutionnel internet « bred.fr » rubrique « Banque Coopérative » sont publiées de nombreuses informations sur le sociétariat, illustrées par des témoignages et sur l'engagement sociétal de BRED Banque Populaire.

Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) et impact

BRED Banque Populaire inscrit l'impact au cœur de son plan stratégique « Aligner les énergies – Ambitions BRED 2027 ». Elle structure sa démarche autour de la double matérialité : mesurer à la fois ses impacts sur l'environnement et la société, et les risques/opportunités que ces enjeux font peser sur son modèle économique. Cette logique irrigue ses activités commerciales, ses politiques de financement et d'investissement, ainsi que sa présence territoriale et ses engagements sociétaux.

Impact environnemental et transition climatique

Sur le plan environnemental, BRED Banque Populaire combine réduction de son empreinte propre et orientation de ses financements et investissements vers la transition.

Sur son fonctionnement interne, elle met en œuvre un plan d'action autour de bâtiments responsables, de la mobilité durable et du numérique responsable : audits énergétiques, systèmes de gestion technique pour optimiser la consommation des immeubles, projets solaires, réduction et recyclage du parc informatique, sensibilisation aux écogestes. Le périmètre de calcul des émissions de GES est progressivement élargi à de nouvelles entités, avec une amélioration continue des données et de la méthodologie.

Sur ses émissions financées, BRED Banque Populaire élabore un plan de transition climatique structuré qui cible en particulier les secteurs les plus émetteurs (immobilier, énergie, transport, agriculture / agroalimentaire...). Elle contribue à la décarbonation de son portefeuille de crédit grâce à l'intégration de critères ESG dans le processus d'octroi de crédit et en accompagnant ses clients dans leur propre décarbonation au moyen d'une offre de services et de financements adaptés. BRED Banque Populaire finance la production d'énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments à usages professionnels et d'habitation. Une politique de crédit restrictive a été adoptée concernant le financement du charbon thermique. Avec le programme « BRED Impact Entreprises », la banque structure un accompagnement spécifique des entreprises dans leur trajectoire de décarbonation et de transformation. Via Promepar Asset Management et PREPAR-VIE, BRED Banque Populaire renforce aussi l'impact de ses investissements : intégration systématique de critères ESG, sortie progressive du charbon thermique, promotion des obligations vertes et durables, calcul de l'empreinte carbone des portefeuilles et développement d'outils de centralisation des données ESG.

Impact social et territorial pour une économie durable

Fidèle à son ADN de banque coopérative, BRED Banque Coopérative place son impact territorial, social et sociétal au centre de son modèle. Elle se positionne comme un acteur clé du financement de l'économie locale et de l'économie sociale et solidaire (ESS), en soutenant ménages, entreprises, collectivités et bailleurs sociaux.

Elle finance notamment : la rénovation énergétique du logement social et des parcs immobiliers ; les collectivités locales et établissements publics sur des projets d'eau, de déchets, d'infrastructures et d'efficacité énergétique ; l'enseignement supérieur et la formation professionnelle ; les professionnels de santé.

En matière d'inclusion financière, BRED Banque Populaire met en place des offres spécifiques pour les clients en situation de fragilité et soutient le microcrédit professionnel. Le réseau d'agences physiques est doté d'un accès adapté aux personnes en situation de handicap, complété par des canaux de communication à distance, favorisant ainsi l'accès à ses services, y compris aux clients les plus vulnérables, fragiles ou les plus âgés.

À l'écoute de ses clients, BRED Banque Populaire met en œuvre un dispositif complet d'écoute et d'enquêtes, pour mesurer la qualité de service à la clientèle. En complément, un ensemble de moyens, en perpétuelle amélioration, est destiné à assurer la protection des données personnelles des clients.

L'activité de BRED Banque Populaire, centrée sur le financement des projets de vie et professionnels de ses clients, contribue au soutien de l'économie, au niveau local, notamment en tissant des relations solides avec les acteurs locaux, de l'ESS, établissements publics, collectivités locales, entreprises et professionnels.

Engagement sociétal, mécénat et solidarité

L'activité d'impact sociétal de BRED Banque Populaire se traduit aussi par une politique structurée de mécénat et de partenariats, pilotée par la Direction de l'Impact. La banque concentre ses moyens sur trois axes : entrepreneuriat, égalité des chances et environnement, avec des projets locaux de restauration d'écosystèmes, des soutiens à des programmes d'inclusion et d'accompagnement de création d'entreprises.

À l'international, BRED appuie des projets de développement durable dans les pays où elle est implantée (éducation au Laos et au Cambodge, projets agricoles durables à Madagascar, initiatives locales en Thaïlande, etc.). Promepar Asset Management contribue également à l'impact sociétal via un fonds ISR de partage, qui reverse 25 % de ses frais de gestion à des associations engagées sur le développement durable et l'égalité femmes-hommes.

Engagement auprès de ses collaborateurs

BRED Banque Populaire mène également une politique responsable envers ses collaborateurs, fondée sur la qualité de vie au travail, le développement des compétences, un dialogue social soutenu et une protection sociale solide (santé, prévoyance, retraite), en France comme à l'international. Elle déploie des actions fortes en matière de diversité, d'égalité professionnelle femmes hommes et d'inclusion des personnes en situation de handicap, en renforçant la prévention des risques psychosociaux et en luttant activement contre toute forme de discrimination ou de harcèlement.

BRED Banque Populaire adhère, par la voie de BPCE, au « Global Compact » depuis 2012. Ce programme vise à respecter des standards internationaux dans les domaines des droits humains, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption, ainsi que de prendre des mesures pour faire progresser les objectifs de développement durable. BRED Banque Populaire veille ainsi au respect de l'ensemble des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), sur l'ensemble de ses territoires.

Par ailleurs, BRED Banque Populaire mesure son « empreinte coopérative et sociétale » et qualifie ses actions de responsabilité sociétale et coopérative envers ses sociétaires, ses administrateurs, ses collaborateurs, ses consommateurs, ses fournisseurs et sous-traitants, l'environnement et la société civile. Ces actions, qui vont au-delà des obligations réglementaires, concernent principalement les domaines de l'éducation, de la recherche, de la culture, de l'environnement et de la solidarité. En 2025, l'Empreinte Coopérative et Sociétale s'est élevée à plus de 250 actions valorisées à plus de 12,3 millions d'euros.

Reconnaissance des efforts de BRED Banque Populaire en matière d'impact

En 2025, BRED Banque Populaire a amélioré sa notation extra-financière en obtenant un ESG Risk Rating de 21,6 attribué par Sustainalytics, ce qui reflète une maîtrise solide des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Cette note représente une amélioration significative par rapport à l'année précédente (26,6) et classe la banque parmi les mieux notées de son sous-secteur « Banques diversifiées » au niveau mondial.

Cette amélioration découle notamment de la publication de son premier rapport de durabilité 2024, conforme à la directive européenne CSRD, qui met en avant une gouvernance renforcée, des engagements en faveur de la diversité et de l'inclusion, un reporting plus transparent, ainsi qu'une meilleure intégration des enjeux climatiques et sociaux.

Sustainalytics souligne la qualité supérieure de la gestion des risques de BRED Banque Populaire par rapport à la moyenne de son sous-secteur. Cette notation renforce la crédibilité de la banque auprès des investisseurs ESG, facilite l'accès aux financements et soutient le développement de solutions de finance responsable.

Les actions de BRED Banque populaire en matière de RSE sont présentées et analysées en détail dans le cadre du rapport de durabilité joint au présent rapport de gestion.

2.2.3 Une banque organisée pour répondre aux besoins de ses clients

2.2.3.1 BRED Banque Privée : une banque privée qui cultive l'excellence

Un dispositif d'accompagnement sur le temps long

BRED Banque Privée met à la disposition de tous ses clients, particuliers, professionnels et dirigeants entreprises, l'expertise de ses conseillers pour répondre à leurs attentes en matière de structuration et de gestion de leur patrimoine. Elle les guide au quotidien sur les aspects fiscaux et juridiques, dans la gestion de leurs actifs financiers et dans le financement de leurs projets de vie.

Elle est organisée pour offrir un accompagnement adapté aux typologies de clients :

- douze directions Banque Privée réparties sur le territoire de BRED Banque Populaire, accueillent les clients dont les avoirs financiers sont supérieurs à 300 000 €. Chaque client se voit, au sein de chacun des cercles en région, Île-de-France, Normandie et Outre-mer, proposer une double relation avec l'appui quotidien d'un attaché commercial pour la gestion de ses opérations bancaires courantes, et celui de son conseiller en banque privée, interlocuteur privilégié, pour le conseil à valeur ajoutée et la gestion de ses actifs ;

- une entité Banque Privée à BRED Espace, adaptée aux spécificités patrimoniales des non-résidents ;
- BRED Gestion de fortune, composée d'une équipe de banquiers privés, d'assistants et d'analystes crédit, accompagne les familles dont les actifs financiers sont supérieurs à 3 M€ et dont les structures de patrimoine, complexes et à dimension internationale pour certaines, nécessitent une expertise et un suivi particuliers.

En cours d'année 2025, l'Agence du personnel s'est, à son tour, dotée d'un portefeuille dédié banque privée dont la gestion a été confiée à un conseiller spécialisé.

Les directions Banque Privée en région sont généralement implantées sur le même site que les centres d'affaires dédiés aux PME. Cette proximité favorise les synergies entre les équipes et un accompagnement global des dirigeants d'entreprise qui peuvent aborder aussi les sujets de valorisation, transmission ou cession de leur outil professionnel, partie intégrante de leur patrimoine.

BRED Banque Privée dispose également d'un département d'ingénieries regroupant quatre activités : patrimoniale, cession-transmission, immobilière et nouvellement allocation d'actifs. Ces experts appuient les équipes commerciales en rendez-vous.

Les ingénieurs patrimoniaux apportent analyse et technicité et élaborent des stratégies intégrant des solutions sur mesure. Ils participent au quotidien à l'actualisation des connaissances des conseillers. Les experts cession-transmission accompagnent les dirigeants actionnaires d'entreprises dans les opérations relatives au capital de leur société (valorisation des titres, M&A). L'activité de l'ingénierie immobilière recoupe la valorisation de biens et la transaction.

Tous les trimestres se réunit un comité stratégique d'allocations d'actifs qui élabore des stratégies d'investissement revues périodiquement pour s'adapter aux évolutions conjoncturelles et aux tendances des marchés. Le responsable allocation d'actifs de la banque privée, spécialiste des techniques et des produits des marchés financiers, met à disposition, avec son équipe, la pertinence de ses analyses pour optimiser le rendement des actifs de clients ciblés dans le cadre de niveau de risque donné.

Une offre en architecture ouverte

L'offre de gestion d'actifs est composée de solutions d'investissement proposées par les filiales de BRED Banque Populaire : Prépar Vie, Promepar Asset Management et Adaxtra Capital, prioritairement. La Banque Privée défend aussi un modèle en architecture ouverte en enrichissant régulièrement son offre de solutions d'investissement et de services de partenaires externes, reconnus sur le marché.

Promepar AM, filiale de gestion d'actifs, met à la disposition des clients une palette complète de modes de gestion financière, sous mandat, d'arbitrage en assurance-vie, et, pour la clientèle fortunée, un service de gestion conseillée active. Chaque client géré sous mandat a un accès direct à son gérant. Promepar AM sélectionne les meilleurs fonds de la place mais dispose également de ses propres fonds et déploie une offre d'investissement socialement responsable.

Un cadre et des prestations événementielles haut de gamme

Pour accueillir ses clients, en France Hexagonale et en Outre-mer, les espaces Banque Privée ont été pensés pour le dialogue et la proximité relationnelle. Ces clients sont conviés à des manifestations événementielles en étroite collaboration avec les filiales ou les partenaires. Ils reçoivent régulièrement des actualités sous forme de newsletter. BRED Banque Privée a reçu en 2025 un label « forte notoriété » récompensant son engagement constant aux côtés de ses clients.

2.2.3.2 Une banque partenaire des entreprises

En 2025, sur le marché des entreprises, BRED Banque Populaire a poursuivi ses actions d'optimisation de l'organisation et des parcours clients, d'élargissement de l'offre, et de montée en compétences des collaborateurs.

Les Centres d'Affaires sont organisés pour prendre en charge trois segments de clientèle : Petites entreprises, PME et ETI afin de déployer les compétences en fonction des besoins de ses 20.000 clients entreprises sur tous ses territoires.

BRED Banque Populaire se positionne en tant que banque partenaire des entreprises et de leurs dirigeants.

- Banquier Conseil de 1^{er} cercle, elle anticipe les besoins des chefs d'entreprises, les conseille et les accompagne sur le long terme. Tant sur le plan entrepreneurial que patrimonial, elle agit en synergie avec les différentes structures d'expertises de la banque, pour proposer des opérations à forte valeur ajoutée.
- Le positionnement des équipes en amont des projets, et une large palette d'expertises nous permettent de faire la différence auprès de la clientèle entreprises et notamment dans les domaines des financements, du conseil en fusions et acquisitions, du Private Equity, de l'international, du cash-management et des activités de la salle des marchés.

BRED Banque Populaire poursuit son développement sur les thématiques du Financement structuré avec un accompagnement de ses clients : LBO (financement du rachat d'entreprises), croissance externe et investissements, financements d'actifs et de projets avec un service d'Agent du crédit dédié à ces opérations.

En 2025, les Centres d'affaires ont financé 1700 projets pour un volume de 1,7 milliard d'euros de crédits.

Par ailleurs, BRED Banque Populaire a réalisé 92 opérations de financements structurés dont 69 avec un mandat MLA, et 30 avec un rôle d'agent du crédit et des sûretés.

Les collaborateurs des centres d'affaires bénéficient d'un parcours de formation d'excellence pour que chacun d'entre eux soit en mesure d'apporter un regard expert sur la situation financière des entreprises clientes et la faisabilité de leurs projets, d'accompagner les clients dans leurs réflexions stratégiques et d'avoir la capacité de construire, avec l'appui des directions expertes, des solutions sur mesure.

2.2.3.3 Une banque résolument tournée vers l'international

BRED Banque Populaire répond aux besoins de ses clients ayant une activité à l'international grâce à une large palette de produits et de services. Ses clients entreprises ou institutionnels peuvent notamment bénéficier de la gestion de crédits documentaires et de garanties bancaires ainsi que de services de gestion de flux à l'international.

Par ailleurs, BRED Banque Populaire est présente à travers ses filiales de banque commerciale dans le Pacifique Sud, en Asie du Sud-Est et dans l'Océan Indien, notre présence en Afrique a été renforcée par l'acquisition des activités de la Société Générale actée de manière définitive le 20 décembre 2024.

Son activité de financement du négoce international pour les matières premières est exclusivement exercée par la BIC BRED Suisse à Genève et sa succursale de Dubaï.

Enfin une activité spécifique sur les Institutions financières Internationales est développée à Paris et Genève avec une approche régionale des banques à l'international. Cette activité couvre toute la gamme des produits et services dédiés aux banques : Correspondant Banking, change et taux, réémission et confirmation.

2.2.3.4 BRED Espace : la banque en ligne de BRED Banque Populaire

BRED Espace offre à ses 48 000 clients le meilleur des deux mondes : les avantages d'une banque à distance et la qualité de relation d'une banque de proximité.

Loin des modèles low-cost, BRED Espace n'a pas vocation à concurrencer le réseau d'agences de BRED Banque Populaire. Elle en est l'alternative 100 % à distance : pleinement intégrée à BRED Banque Populaire, elle propose un accompagnement à forte valeur ajoutée à ses clients.

Ses atouts différenciants :

- une capacité à proposer, à distance, une offre aussi large que celle du réseau d'agences, pour toutes les typologies de clientèle : particuliers, clients patrimoniaux, professionnels, associations ;
- un conseiller dédié, joignable par téléphone, WhatsApp, mail ou visioconférence, pouvant s'exprimer dans la langue du client lorsque nécessaire.

BRED Espace a développé au fil du temps un véritable modèle affinitaire et une expertise reconnue auprès de plusieurs segments de clientèle spécifiques :

- les étudiants, avec une agence dédiée aux grandes écoles et universités partenaires ;
- les ultramarins en mobilité ;
- l'international : personnes physiques (non-résidents, expatriés, mais aussi impatriés) et institutions/acteurs de l'économie locale (ambassades, consulats, alliances françaises à l'étranger, etc.) ;
- les professions libérales ;
- les majeurs sous tutelle professionnelle ;
- l'agence du personnel de BRED Banque Populaire, qui gère les comptes des collaborateurs, des retraités ainsi que des conjoints et enfants de nos salariés, rattachée elle aussi à la banque en ligne.

Ces clientèles, très diverses, ont un point commun : une forte appétence pour la gestion à distance. Chacune est accompagnée par une équipe dédiée, disposant d'une connaissance fine de ses besoins et de ses problématiques spécifiques.

En 2025, BRED Espace a poursuivi sa dynamique de conquête sur ses cibles affinitaires et a renforcé les synergies avec les autres Fronts de BRED Banque Populaire : Réseaux Métropole et Outre-mer, la Banque de Financement ou encore la Direction de l'Internationale. Le volet international a été renforcé suite à la centralisation des clients non-résidents du réseau au sein de BRED Espace.

Enfin, l'agence du personnel a confirmé sa montée en puissance commerciale et s'est vue décerner, pour la deuxième année consécutive, la plus belle des distinctions : le trophée Agence Or.

2.2.4 Chiffres clés de la Banque de Proximité et Assurance

Compte de résultat : vision de gestion, hors éléments exceptionnels, IFRS

En millions d'euros	2024	2025	2025-2024
Produit net bancaire	680,5	847,6	24,6 %
Charges d'exploitation	- 489,8	- 515,0	5,2 %
Résultat brut d'exploitation	190,7	332,6	74,4 %
Coût du risque	- 87,3	- 127,5	46,0 %
Autres éléments	0,0	- 2,8	NA
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	103,4	202,3	95,6 %

Le produit net bancaire de la Banque de Proximité et Assurance, hors éléments exceptionnels, a augmenté de 24,6 %. La marge nette d'intérêts (MNI) est en progression de 59,1 %, les commissions progressent elles de 2,2 %.

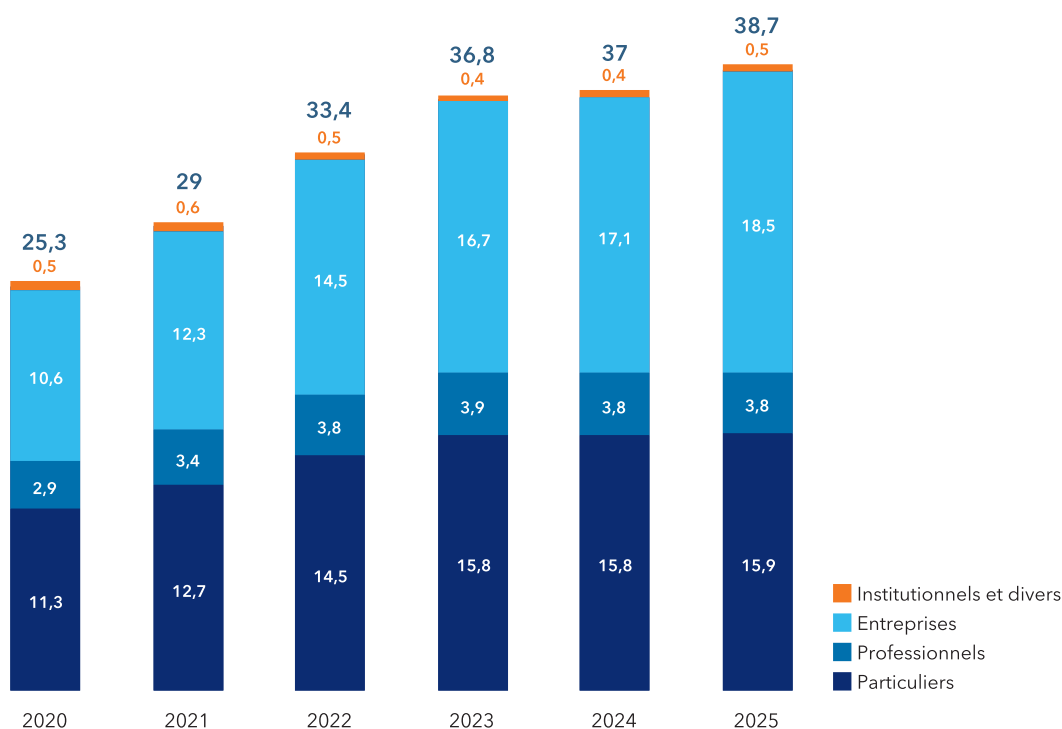
À fin 2025, le réseau Banque de Proximité et Assurance de BRED Banque Populaire compte 351 implantations (agences, cercles, centres d'affaires).

Le pôle Banque de Proximité et Assurance intègre les activités des filiales dont les métiers sont connexes à la banque commerciale (assurance, prévoyance, gestion d'actifs, etc.).

Emplois de la Banque de Proximité et Assurance et de ses filiales

(en milliards d'euros, valeur moyenne annuelle)

Hors clientèle financière

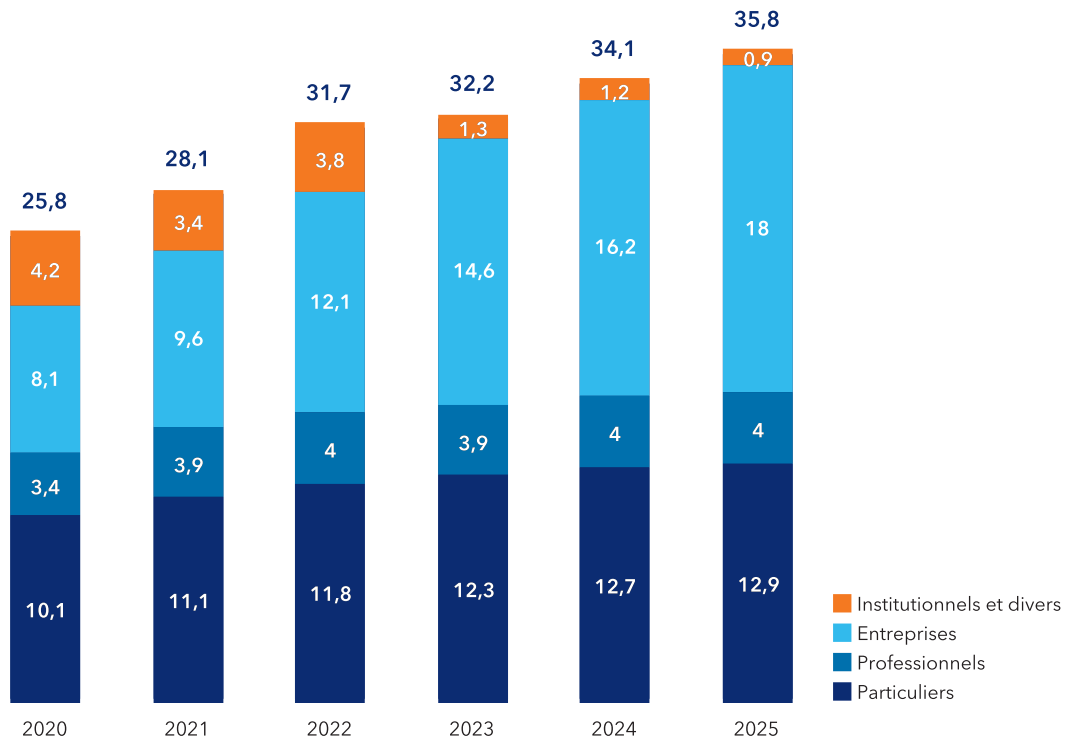


Les encours aux entreprises ont progressé de 9 % sur l'exercice pour s'établir à 18,5 Md€, la croissance étant notamment portée par les crédits de trésorerie et d'équipement.

Dépôts de la Banque de Proximité et Assurance et de ses filiales

(en milliards d'euros, valeur moyenne annuelle)

Hors clientèle financière

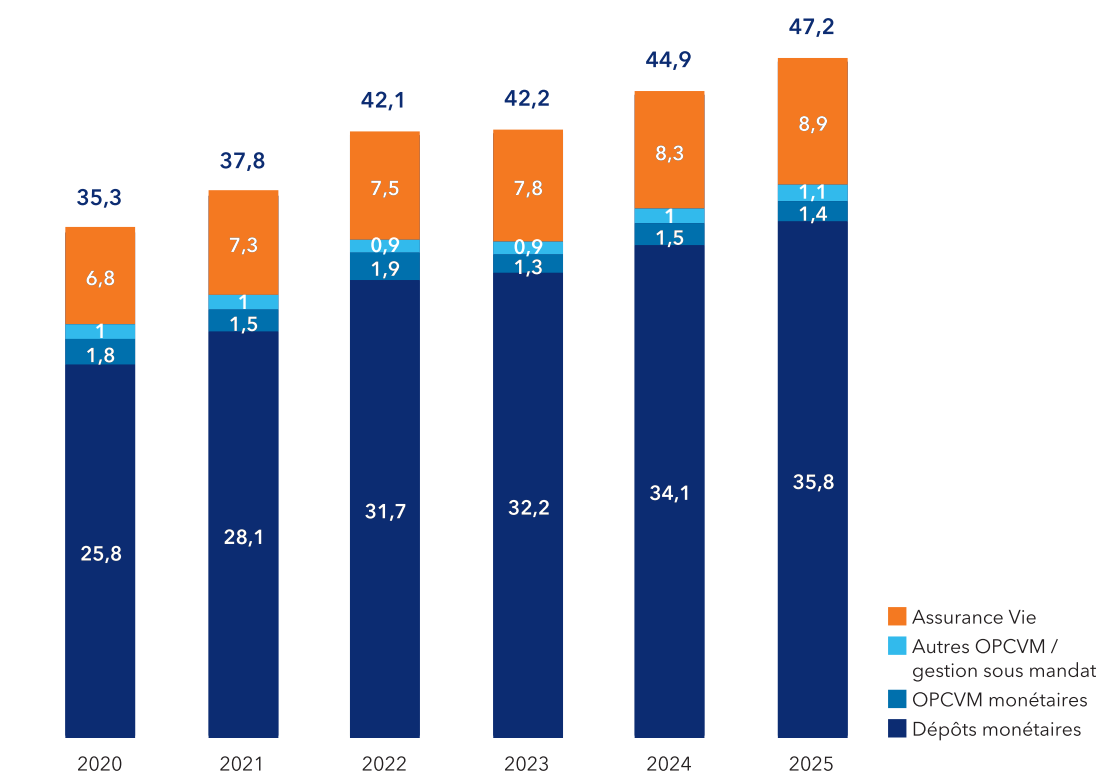


Les dépôts monétaires collectés auprès de la clientèle de la Banque de Proximité et Assurance s'élèvent à 35,8 Md€, en hausse de 5 % portée essentiellement par une collecte auprès des entreprises (+ 1,8 Md€) et des particuliers (+ 0,2 Md€).

Ressources clientèle de la Banque de Proximité et Assurance et de ses filiales

(en milliards d'euros, valeur moyenne annuelle ⁽¹⁾)

Hors clientèle financière



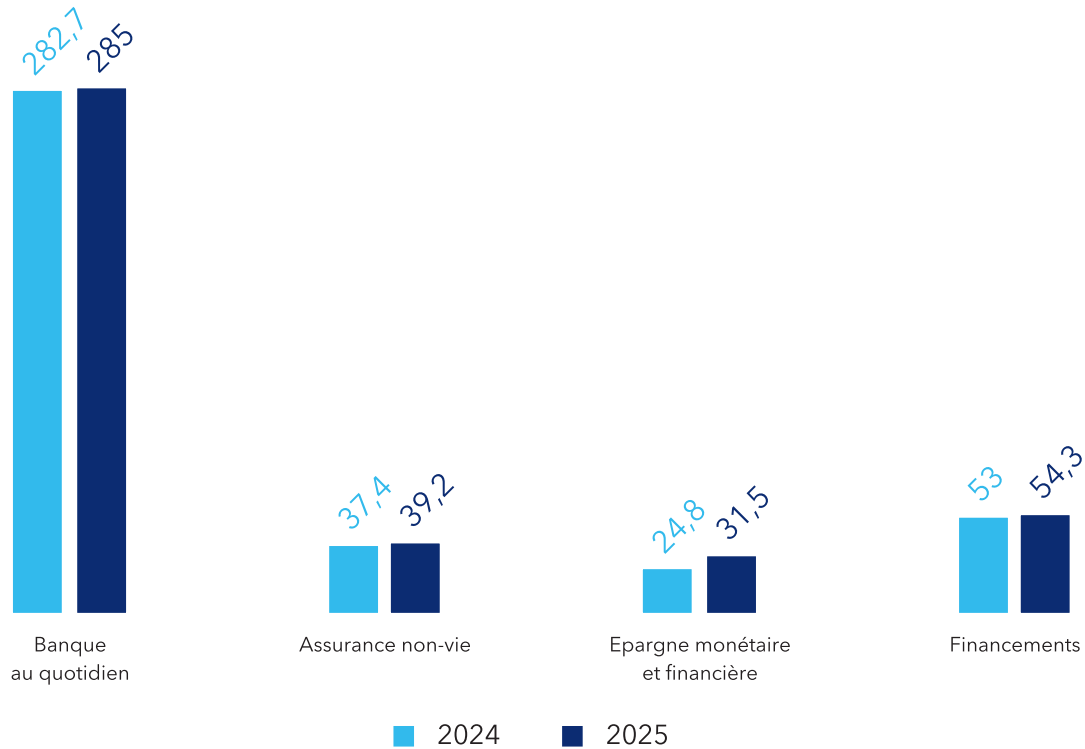
(1) À l'exception des encours d'OPCVM et d'assurance vie, en valeur fin de période

Les encours d'assurance vie se montent à 8,9 Md€, dont 1,8 Md€ d'encours hors groupe BRED, en hausse de 6 % sur la période.

Commissions de la Banque de Proximité et Assurance

(en millions d'euros)

Hors filiales, hors éléments exceptionnels



Les charges de la Banque de Proximité et Assurance hors éléments exceptionnels sont en hausse de 5,2 %.

Le coût du risque s'établit à 130,6 M€.

En conséquence, le résultat courant avant impôt s'établit à 202,3 M€ en hausse de 95,6 %.

Les comptes de résultat synthétiques des principales filiales du pôle Banque de Proximité et Assurance sont présentés ci-après non retraités des éléments exceptionnels.

2.2.5 Résultats des principales filiales et entités contrôlées françaises

Prépar Vie (filiale à 100 %)

Assurance vie et prévoyance

| Compte de résultat : vision comptable IFRS

En millions d'euros	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	84,7	85,7	1 %
Charges d'exploitation	- 37,7	- 34,9	- 7 %
Résultat brut d'exploitation	46,1	49,4	7 %
Impôt sur les sociétés	- 13,9	- 15,6	12 %
RÉSULTAT NET	32,2	33,8	5 %

Prépar Vie conçoit et gère des produits d'épargne assurance et de prévoyance vie pour les clients de BRED Banque Populaire et d'autres partenaires.

Le PNB de Prépar Vie s'établit à 85,7 M€ à fin décembre 2025, en hausse de 1 % par rapport à 2024, due à une très bonne collecte d'épargne en 2025 mais à une hausse de la sinistralité des contrats Emprunteurs.

Les frais généraux ayant augmenté en 2024 du fait de charges non récurrentes, ils sont en baisse (- 7 %) en 2025 pour se normaliser.

Le résultat net s'établit à 33,8 M€, en hausse de 5 % malgré la surtaxe en 2025.

Prépar IARD (filiale à 100 %)

Assurance non-vie

| Compte de résultat : vision comptable IFRS

En millions d'euros	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	15,1	25,6	69 %
Charges d'exploitation	- 4,2	- 5,2	22 %
Résultat brut d'exploitation	10,9	20,4	87 %
Impôt sur les sociétés	- 2,7	- 5,9	115 %
RÉSULTAT NET	8,2	14,5	77 %

Prépar IARD dispose d'un portefeuille de plus 1 600 000 contrats à fin 2025 contre plus de 1 500 000 en 2024, couvrant essentiellement la santé, les pertes pécuniaires et les décès accidentels.

Le PNB de Prépar IARD s'établit à 25,6 M€ à fin décembre 2025, en hausse de 69 %, hausse essentiellement due :

- à la baisse de la sinistralité des produits commercialisés ;
- à une charge de frais d'acquisition en 2024 qui ne se retrouve pas en 2025.

Les frais généraux sont en hausse en 2025 de 22 % du fait des taxes et de développements informatiques.

Le résultat net s'établit à 14,5 M€ en hausse de 77 %.

Promepar Asset Management (filiale à 100 %)

Gestion privée et gestion collective

| Compte de résultat : vision comptable IFRS

En millions d'euros	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	18,6	20,3	9 %
Charges d'exploitation	- 11,3	- 12,3	9 %
Résultat brut d'exploitation	7,3	8,0	10 %
Impôt sur les sociétés	- 1,9	- 2,0	5 %
RÉSULTAT NET	5,4	5,9	9 %

Promepar Asset Management, pôle d'expertise en gestion d'actifs, propose des solutions d'investissement à travers des fonds ouverts ou sur mesure, et en gestion sous mandat ou conseillée (compte titres, PEA, contrats d'assurance vie, solutions ESG/ISR). Elle met son expertise au service des conseillers BRED et de ses clients institutionnels, entreprises, associations et clients privés

Le portefeuille d'encours sous gestion s'élève à 3,8 Md€ à fin 2025, en hausse de + 11 % sur l'année, avec une collecte nette annuelle de + 185 M€.

2025 a encore été une excellente année pour Promepar Asset Management, avec de belles réussites commerciales et en gestion, et des commissions de surperformance toujours bien présentes.

Le résultat net ressort à 5,9 M€, en hausse de 9 %. Promepar Asset Management a de nouveau cette année reçu de belles distinctions sur ses fonds et sur la société de gestion, et a étoffé son offre notamment en assurance vie. Le fonds Bred Sélection ISR a de nouveau obtenu son label ISR, dans sa nouvelle version.

Sofider (filiale à 100 %)

Financement des particuliers, des professionnels et du logement social à la Réunion

Compte de résultat : vision comptable IFRS

En millions d'euros	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	23,5	23,5	0 %
Charges d'exploitation	- 7,5	- 10,6	42 %
Résultat brut d'exploitation	16,0	12,9	- 20 %
Coût du risque	- 5,3	- 8,7	62 %
Résultat net d'exploitation	10,6	4,2	- 61 %
Impôt sur les sociétés	- 2,4	- 0,8	- 64 %
RÉSULTAT NET	8,3	3,4	- 59 %

Historiquement spécialisée dans le Crédit Immobilier, Sofider déploie depuis 2021 son nouveau modèle basé sur le crédit à la consommation sur lieu de vente. Précédemment implantée uniquement à la Réunion, Sofider est depuis ces dernières années également présente à Mayotte ainsi qu'aux Antilles à travers Crédit Chrono. Sur ces territoires, Sofider est d'ores et déjà un acteur de référence du crédit à la consommation.

En 2026, la Direction lance un nouveau produit Crédit Chrono - de 3 000 euros recourant à l'agrégation bancaire, et implante l'offre Sofider Auto aux Antilles.

La stratégie vise à positionner Sofider en qualité de première société de crédit à horizon 5 ans, leader dans les DOM.

Outre le crédit à la consommation, Sofider maintient et développe quelques niches d'activité très rentables telles que la promotion immobilière ou encore le financement en schéma de défiscalisation.

Le PNB 2025 s'inscrit à l'équilibre après un exercice 2024 en forte hausse. Pénalisée par un pouvoir d'achat des ménages sous pression, les suites du cyclone Chido à Mayotte, ainsi que par les conséquences des mouvements sociaux aux Antilles, la production de crédit à la consommation s'est inscrite en retrait en 2025. Les produits d'intérêts facturés aux clients ressortent néanmoins en hausse de 7 %, dans un contexte de hausse de 9 % du coût de refinancement sur l'exercice.

Les commissions marquent un recul de 9 %, lié notamment au report de plusieurs programmes de promotion immobilière.

Les charges d'exploitation progressent fortement suite à la refacturation de frais de personnel mis à disposition, incluant une correction du montant refacturé au titre de 2024 initialement sous-évalué. Les charges de développement des outils informatiques s'inscrivent également en hausse, au regard du nombre important de projets en phase de lancement, vecteurs de développement sur les prochaines années.

Impacté en 2024 par une dotation exceptionnelle de 1 M€ sur Mayotte en lien avec les événements climatiques, le coût du risque affiche une progression de 62 %. Celle-ci est imputable d'une part à un effet comptable en lien avec la décision du groupe BRED de changer de logiciel de gestion des provisions, et d'autre part à des dotations en hausse significative sur les Antilles. Un plan d'action a été mis en œuvre visant à renforcer le recouvrement des impayés, rationaliser l'octroi et développer le recours à l'agrégation. Une amélioration significative du coût du risque est attendue dès 2026.

Compte tenu de ces éléments, le résultat net ressort en recul de 59 % à 3,4 M€.

BRED Cofilease (filiale à 100 %)**Crédit-bail****| Compte de résultat : vision comptable IFRS**

En millions d'euros	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	9,5	10,8	13 %
Charges d'exploitation	- 3,9	- 4,6	17 %
Résultat brut d'exploitation	5,6	6,2	11 %
Coût du risque	- 2,7	- 2,9	9 %
Résultat net d'exploitation	2,9	3,3	13 %
Impôt sur les sociétés	- 0,6	- 1,8	NS
RÉSULTAT NET	2,3	1,5	- 33 %

La production 2025 s'élève à 193,4 millions d'euros, en hausse de 15,4 % par rapport à 2024.

Ce bon score s'explique principalement :

- par l'envol de la Métropole qui a plus que doublé sa production ;
- et à la reprise de l'activité en Guadeloupe qui enregistre une forte hausse de sa production de 61 %.

En conséquence, notre encours progresse de 14,9 % et dépasse la barre symbolique des 400 M€ pour atteindre 404 M€ au 31/12/2025 contre 352 M€ au 31/12/2024.

Le PNB IFRS enregistre une hausse de 13 % et notre MNI progresse de 17 %, sous l'effet :

- de l'inversion de la courbe des taux de refinancement ;
- et de l'activité LOA qui réalise une forte augmentation (+ 63 % de MNI).

Les charges générales d'exploitation globales augmentent de 17 % en raison du rattrapage de facturation de 5,25 ETP depuis 2024 (782 k€). Notre coefficient d'exploitation s'élève à 43 % (contre 41 % en 2024).

Le coût du risque IFRS augmente de 9 %, en raison principalement de l'augmentation de notre encours contentieux (+ 9,4 %), et de l'impact des pertes nettes sous déduction des reprises de provisions.

L'augmentation de la provision sectorielle inflation (- 298 k€) est neutralisée par la reprise du stock Mayotte (+ 314 k€).

SBE (participation à 50 %)**Banque de détail****| Compte de résultat : vision comptable IFRS**

En millions d'euros	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	10,3	5,5	- 47 %
Charges d'exploitation	- 10,1	- 13,1	+ 29 %
Résultat brut d'exploitation	0,2	- 7,6	NS
Coût du risque	0,3	- 1,6	NS
Résultat net d'exploitation	0,5	- 9,2	NS
Impôt sur les sociétés	- 0,1	0,0	- 121 %
RÉSULTAT NET	0,3	- 9,1	NS

La SBE est spécialiste du service bancaire au personnel de Grandes Entreprises en France depuis 1988. Elle propose tous les services de banques et d'assurances pour les particuliers et les associations : financements, gestion de compte, épargne, assurances IARD et prévoyance.

Fin décembre 2025, le PNB s'établit à 5,5 M€, soit un recul de 47 % lié à la contraction de la MNI (- 4,8 M€) qui pâtit de la hausse du coût de refinancement (+ 1,55 M€)

et de l'absence de produits sur opérations de couverture (produit de 3,3 M€ en 2024 ; charge de 500 k€ en 2025). Les commissions nettes sont en retrait de - 6,7 % par rapport à l'exercice antérieur.

Retraitées de l'exceptionnel (dépréciation du fonds de commerce pour 2,8 M€), les charges d'exploitation demeurent globalement stables.

Le CDR se situe à 1,6 M€ pour cet exercice. En conséquence, le résultat net est négatif à - 9,1 M€.

2.3 Banque de Financement et d'Investissement

2.3.1 Stratégie

En 2025 la Banque de Financement et Investissement (BFI) a poursuivi le développement de ses activités sur ses différents marchés (clientèle des institutionnels, des professionnels de l'immobilier, des ETI et des grandes entreprises). En tant que partenaire de ses clients, la BFI renforce son accompagnement en lien avec les dernières évolutions de l'environnement économique et social : opportunités de croissance externe, enjeux de transition écologique, financement du besoin en fonds de roulement (BFR) et besoin de couverture taux et change.

Chaque client « Grand Compte » est accompagné par un binôme constitué d'un banquier senior, gérant les problématiques de haut de bilan, de financements structurants et d'offre de solutions via les marchés de capitaux (en lien avec les experts métiers) et d'un chargé d'affaires plus particulièrement en charge de l'activité Banque au quotidien ; flux et trésorerie. Point d'entrée pour le client au sein de la banque, ils assurent une relation de confiance qui s'inscrit dans la durée.

L'expertise reconnue des équipes de financements (financement corporate, et/ou sécurisé par un actif ou un projet) permet d'accompagner les clients de manière

individualisée : conseils dans la structuration et la syndication de leur dette au regard de leurs projets, de leur modèle économique et, le cas échéant, de leur stratégie en matière environnementale et sociale.

Banquier de premier cercle, grâce à sa grande proximité avec ses clients et sa capacité de financement accrue, la BFI s'est vue attribuer des rôles d'arrangeur, d'agent et de coordinateur dans des opérations de place. Le rapprochement de la Banque de Grande Clientèle et de la Direction des marchés de capitaux de BRED Banque Populaire, initiée en 2024, a permis, de plus, en 2025 d'accroître l'offre de solutions proposées à la clientèle entreprises tant sur le marché des dérivés, de financements sécurisés par des actifs financiers ou la distribution d'émission de dette.

Dans un monde en pleine mutation, la BFI continuera d'investir dans le développement de solutions innovantes pour servir au mieux ses clients : dématérialisation du parcours client, offre de cash management au meilleur niveau du marché, financements à impact..., avec l'appui de tous les métiers de la banque.

2.3.2 Chiffres clés de la Banque de Financement et d'Investissement

Compte de résultat : vision de gestion, hors éléments exceptionnels, IFRS

En millions d'euros	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	394,5	500,0	26,7 %
Charges d'exploitation	- 151,2	- 169,1	11,9 %
Coût du risque	- 12,8	- 39,5	209,7 %
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	230,6	291,4	26,4 %

La Banque de Financement et d'Investissement (BFI), créée en 2024, intègre les activités de financement et de couverture commerciale des grandes entreprises ainsi que de la Direction des Marchés de Capitaux. La Banque de Financement et d'Investissement réalise une excellente année 2025 avec un résultat courant avant impôts de 291,4 M€ en progression remarquable de 26,4 %.

Le PNB de l'exercice qui s'inscrit à 500 M€ en hausse de 26,7 % illustre l'intensification de la relation commerciale de la BFI vis-à-vis de ses clients sur tous ses domaines d'expertise, et est également porté par un contexte de taux favorable.

Le coût du risque est en augmentation du fait d'une approche de provisionnement prudente sur quelques dossiers bien identifiés et ne traduit ainsi pas une dégradation générale de la qualité du portefeuille.

La Direction des Marchés de Capitaux affiche une nouvelle fois en 2025 des résultats en hausse comparés aux résultats établis en 2024. Le PNB de 2025 dépasse son plus haut niveau historique et s'établit à 240 M€ en hausse de 42 % par rapport à 2024. Elle poursuit l'ancrage de sa franchise commerciale auprès d'une clientèle toujours plus diversifiée. Les volumes de supports de placement monétaire fournis aux clients se sont maintenus à des niveaux élevés à plus de 1 200 Md€ et la part de marché s'est maintenue au-dessus de 14 %. Les dépôts courts des clients monétaires ont continué à être remplacés, en titres souverains liquides, en prises en pension, en actions couvertes ou à la Banque Centrale selon une répartition conforme aux règles internes de cantonnement. L'activité sur le change et les taux en lien avec le réseau commercial est restée élevée avec en son sein, une progression marquée des activités tournées vers l'international.

2.4 Banque à l'International et Collectivités d'Outre-mer

Compte de résultat : vision de gestion, hors éléments exceptionnels, IFRS

En millions d'euros	2024	2025	2025-2024
Produit net bancaire	302,8	313,4	3,5 %
Charges d'exploitation	- 157,9	- 170,1	7,7 %
Résultat brut d'exploitation	144,9	143,3	- 1,1 %
Coût du risque	- 9,7	- 8,7	- 10,3 %
Résultat des sociétés mises en équivalence	17,1	26,2	53,7 %
Gains ou pertes sur autres actifs	0,2	- 7,5	NA
Autres éléments	- 10,7	0,0	NA
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	141,8	153,3	8,2 %

Le pôle Banque à l'International et Collectivités d'Outre-mer regroupe :

- les activités de banque commerciale à l'étranger, concentrées sur des zones géographiques à forte croissance : BCI Mer Rouge, BRED Vanuatu et sa succursale aux îles Salomon, Banque Franco Lao, BRED Bank Fiji, BRED Bank Cambodia. La BIC BRED intervient en financements internationaux dans les régions d'intérêt pour BRED Banque Populaire, en particulier dans les zones d'implantation de ses filiales ;
- les participations dans des banques à l'étranger et dans les Collectivités d'Outre-mer : Banque Calédonienne d'Investissement (49,9 %), Acleda au Cambodge (12,13 %), BCEL Public au Laos (10 %) et la Socredo à Tahiti (15 %). Ces participations sont traitées par mise en équivalence des résultats ;
- une activité de financement du négoce international exercée essentiellement depuis Genève (BIC BRED Suisse) ;
- une activité de banque correspondante.

L'année 2025 a été marquée par la poursuite du développement de l'activité de l'ensemble des filiales internationales entrant dans le périmètre de consolidation. Le produit net bancaire progresse de 3,5 % pour atteindre 313,4 M€ au titre de l'exercice.

Le coût du risque est en baisse par rapport à 2024, pour s'établir à 8,7 M€, reflétant un niveau plus modéré de dotations nettes.

Le résultat des sociétés mises en équivalence est en forte progression, en hausse de 9,1 M€ pour atteindre 26,2 M€, après la baisse enregistrée en 2024.

Au total, le résultat courant avant impôt du pôle reste solide et s'établit à 153,3 M€, en hausse de 8,2 % par rapport à 2024.

En 2025, l'évolution du pôle international a été marquée par l'acquisition de 70 % du capital d'une banque leader de marché à Madagascar et son arrimage à BRED Banque Populaire.

2.4.1 Stratégie de développement

BRED Banque Populaire répond aux besoins de ses clients ayant une activité à l'international grâce à une large palette de produits et de services. Ses clients entreprises ou institutionnels peuvent notamment bénéficier de la gestion de crédits documentaires et de garanties bancaires ainsi que de services de gestion de flux à l'international.

Par ailleurs, BRED Banque Populaire est présente à travers ses filiales de banque commerciale dans le Pacifique Sud, en Asie du Sud-Est et dans l'Océan Indien. Sa présence en Afrique a aussi été renforcée par l'acquisition des activités de la Société Générale à Madagascar, actée de manière définitive le 20 décembre 2024.

Son activité de financement du négoce international pour les matières premières est exclusivement exercée par la BIC BRED Suisse à Genève et sa succursale de Dubaï.

Enfin une activité spécifique sur les Institutions financières Internationales est développée à Paris et Genève avec une approche régionale des banques à l'international. Cette activité couvre toute la gamme des produits et services dédiés aux banques : correspondent Banking, change et taux, réémission et confirmation.

2.4.2 Océanie

Banque Calédonienne d'Investissement (participation à 49,9 %)

| Compte de résultat : vision comptable, normes IFRS, taux de change constant (taux moyen 2025)

En millions de XPF	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	9 691,8	9 098,3	- 6 %
Charges d'exploitation	- 6 205,5	- 6 324,7	2 %
Résultat brut d'exploitation	3 486,3	2 773,6	- 20 %
Coût du risque	- 4 355,7	- 1 698,3	- 61 %
Résultat net d'exploitation	- 869,4	1 075,2	NS
Autres éléments	204,6	- 2,3	- 101 %
Résultat courant avant impôts	- 664,8	1 072,9	NS
Impôt sur les sociétés	200,1	- 78,0	- 139 %
RÉSULTAT NET	- 464,7	994,9	NS
RÉSULTAT NET À CHANGE CONSTANT (en millions d'euros)	- 3,9	8,3	NS

Sur le plan économique, l'année 2025 a subi pleinement les conséquences des émeutes de 2024 qui ont conduit à la destruction directe d'un millier d'entreprises et des emplois liés. Les fermetures d'entreprises et la baisse générale de la consommation se sont poursuivies, et la Calédonie n'a dû sa sortie de crise qu'à l'aide massive de l'État pour soutenir les régimes sociaux, chômage et retraite, et aux dispositifs de soutien aux entreprises encore en activité, au 1^{er} rang desquels le dispositif SOGEFOM de consolidation et de reconstruction.

Si la fin de l'année a vu un projet d'accord politique, Bougival puis Élysée / Oudinot, être validé par les partis politiques calédoniens à l'exception du FLNS nouveau, nous semblons encore loin d'un accord qui définirait un nouveau statut de la Calédonie.

Toutefois ces avancées mêmes insuffisantes redonnent de l'espoir et agissent positivement sur le baromètre de confiance des entrepreneurs et des populations calédoniennes, et se sont matérialisées par un frémissement sur l'investissement professionnel et immobilier et sur la consommation de fin d'année.

Dans ce contexte la BCI a été résiliente et a atteint ses objectifs budgétaires.

Même si son PNB accuse encore une baisse de 6 %, la décroissance de sa MNI s'est considérablement ralentie, - 15 % au 31/12/2025 contre - 25 % en septembre et ses commissions nettes progressent de 3 % au global et de plus de 7 % sur les opérations avec la clientèle.

La croissance de 2 % des charges d'exploitation est à considérer en prenant en compte le retour de l'intéressement qui était à 0 en 2024, la croissance imposée de 0,7 % de la masse salariale via l'ancienneté automatique, et la reprise d'activités interrompues pendant plusieurs mois pendant les émeutes de 2024.

Dans ces conditions la BCI renoue avec les bénéfices et affiche un résultat net de 8,3 M€ qui permet d'effacer en totalité les pertes de 2024.

Le coût du risque, bien qu'encore significatif, est dans le budget à 14,2 M€ en baisse 61 % par rapport à 2024.

Le point d'attention fort reste la production de crédit qui s'est établie à 293 M€ dans le budget, mais insuffisante pour inverser la tendance de réduction constante de nos encours. Pour mémoire la production était avant émeutes de l'ordre de 500 M€ par an.

Les perspectives 2026, compte tenu des multiples échéances électorales, risquent d'être encore relativement atones sur le 1^{er} semestre, mais la validation du budget de l'État, et donc des aides annoncées pour la Nouvelle-Calédonie, devrait permettre un début de relance via la reconstruction de bâtiments publics sur le 4^e trimestre.

Commercialement la BCI relance pleinement son activité commerciale au travers d'actions fortes autour du crédit à la consommation, de l'assurance et de l'épargne.

Dans le même temps les projets de simplification au travers de la digitalisation et de la banque en ligne se poursuivent dans le cadre de la nouvelle stratégie CAP 29.

BRED Vanuatu (filiale à 85 %)

Compte de résultat : vision comptable, normes IFRS, taux de change constant (taux moyen 2025)

En millions de VUV	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	3 239,1	3 734,1	15 %
Charges d'exploitation	- 1 655,3	- 1 937,5	17 %
Résultat brut d'exploitation	1 583,8	1 796,5	13 %
Coût du risque	- 269,4	- 59,1	- 78 %
Résultat net d'exploitation	1 314,4	1 737,5	32 %
Autres éléments	10,9	0,3	- 97 %
RÉSULTAT NET	1 325,2	1 737,8	31 %
RÉSULTAT NET À CHANGE CONSTANT (en millions d'euros)	9,7	12,7	31 %

BRED Banque Populaire au Vanuatu a fait preuve de résilience en 2025 dans un environnement marqué par le séisme de 7,3 (sur l'échelle de Richter) du 17 décembre 2024, qui a entraîné la fermeture du centre-ville de la capitale durant plusieurs mois.

L'activité économique du pays s'est nettement reprise sur le second semestre de l'année grâce notamment au tourisme et à la construction. Le PIB du Vanuatu devrait enregistrer une croissance d'environ 1,7 % en 2025, tandis qu'une progression proche de 3 % est anticipée pour 2026.

En 2025, BRED Banque Populaire a renforcé sa position de leader sur le marché bancaire du Vanuatu avec une part de marché au 31 décembre 2025, de 43,9 % dans les crédits et de 32,5 % dans les dépôts.

Ainsi, elle a enregistré une hausse de son produit net bancaire de 15 % et affiché un résultat net de 12,7 M€, marquant une augmentation de 31 % par rapport à l'année précédente.

Ces résultats attestent de la solidité des fondamentaux de BRED Banque Populaire Vanuatu ainsi que sa faculté à créer de la valeur au service d'une croissance durable.

BRED Bank Salomon (succursale de BRED Vanuatu)

Compte de résultat : vision comptable, normes IFRS, taux de change constant (taux moyen 2025)

En millions de SBD	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	104,7	125,4	20 %
Charges d'exploitation	- 63,0	- 67,1	7 %
Résultat brut d'exploitation	41,7	58,2	40 %
Coût du risque	- 12,3	- 2,1	- 83 %
Résultat net d'exploitation	29,4	56,2	91 %
Impôt sur les sociétés	- 10,3	- 19,7	91 %
RÉSULTAT NET	19,1	36,5	91 %
RÉSULTAT NET À CHANGE CONSTANT (en millions d'euros)	2,0	3,9	91 %

BRED Banque Populaire Bank Solomon (BBS) a connu une nouvelle année exceptionnelle, en enregistrant une croissance de l'ensemble de ses sources de revenus. Les départements les plus performants ont été les opérations de trésorerie, dont les revenus ont augmenté de 23 % d'une année sur l'autre, et les prêts commerciaux, dont les intérêts perçus ont progressé de 17 % sur un an. BBS a ainsi enregistré une hausse de son produit net bancaire de 20 % par rapport aux prévisions et un Résultat Net supérieur de 54 % aux objectifs.

BBS a réduit son ratio coûts/revenus à 54 %.

Alors que l'ensemble du secteur de la banque commerciale aux Îles Salomon est resté stagnant, BBS a inversé cette tendance en ouvrant plus de 1 500 nouveaux comptes clients, soit une augmentation de plus de 14 %, en augmentant le total des dépôts de 26 % et les encours de crédits de 16 %.

BBS est devenue la plus grande institution de crédits des Îles Salomon en 2025, atteignant 40 % de part de marché, une réalisation extraordinaire pour une banque aussi jeune, face à des concurrents présents sur le marché depuis plus de 60 ans.

BBS est désormais la banque de référence aux Îles Salomon, avec une excellente réputation en matière de service client.

BRED Bank Fiji (filiale à 90 %)

Compte de résultat : vision comptable, normes IFRS, taux de change constant (taux moyen 2025)

En millions de FJD	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	70,8	84,0	19 %
Charges d'exploitation	- 36,4	- 46,0	26 %
Résultat brut d'exploitation	34,3	38,1	11 %
Coût du risque	- 11,4	- 5,6	- 50 %
Résultat net d'exploitation	22,9	32,4	41 %
Autres éléments	0,2	- 0,4	NS
Résultat courant avant impôts	23,2	32,0	38 %
Impôt sur les sociétés	- 4,4	- 5,7	30 %
RÉSULTAT NET	18,8	26,3	40 %
RÉSULTAT NET À CHANGE CONSTANT (en millions d'euros)	7,3	10,2	40 %

Créée fin 2012, BRED Bank Fiji compte 7 agences et 238 employés à fin 2025. Elle porte 2 milliards de FJD de ressources (15 % de parts de marché) et 1,8 milliards de FJD d'emplois (16,6 % de parts de marché). En 2025, la banque a continué sa conquête pour atteindre 50 000 clients particuliers, professionnels et entreprises (+ 7,5 %).

Le produit net bancaire s'établit à 84 millions de FJD (+ 19 %), porté notamment par une progression du profit sur l'activité de change. Les charges d'exploitation sont portées par une hausse des coûts d'investissement

immobiliers et informatiques, pour atteindre 46 millions de FJD (+ 26 %). Le résultat brut d'exploitation progresse pour atteindre 38,1 millions de FJD (+ 11 %), pour un coefficient d'exploitation qui s'élève à 54,7 %.

Le coût du risque s'établit à 5,6 millions de FJD, avec une augmentation des provisions collectives (9,4 millions de FJD), et des reprises de provisions sur encours douteux (- 3,8 millions de FJD).

Le résultat net est un profit de 26,3 millions de FJD, en augmentation de 40 % par rapport à l'exercice précédent.

2.4.3 Asie du Sud-Est

Banque Franco Lao (filiale à 70 %)

Compte de résultat : vision comptable, normes IFRS, taux de change constant (taux moyen 2025)

En millions de KIP	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	215 984,6	213 420,6	- 1 %
Charges d'exploitation	- 139 562,0	- 161 327,0	16 %
Résultat brut d'exploitation	76 422,6	52 093,6	- 32 %
Coût du risque	20 693,9	- 10 147,4	- 149 %
Résultat net d'exploitation	97 116,4	41 946,1	- 57 %
Autres éléments	- 53,6	- 66 617,0	NS
Résultat courant avant impôts	97 062,8	- 24 670,9	- 125 %
Impôt sur les sociétés	- 39 300,2	- 7 797,2	- 80 %
RÉSULTAT NET	57 762,6	- 32 468,1	NS
RÉSULTAT NET À CHANGE CONSTANT (en millions d'euros)	2,4	- 1,3	NS

En 2025, l'économie laotienne s'est stabilisée : devise locale globalement stable, inflation ramenée à environ 7,7 % (après plus de 20 %, les années précédentes) et amélioration de la note souveraine (de CCC à CCC+), dans un contexte de baisse de la dette publique (à 88 % du PIB vs 99 % en 2024). Ce cadre plus prévisible a restauré la confiance des investisseurs et facilité le financement de l'économie réelle.

Dans ce contexte, BFL a poursuivi sa transformation : gouvernance renforcée, forte croissance de l'activité (doublement du portefeuille de crédits à environ LAK 3 150 Md, dépôts + 53 %, loan to deposit ratio < 85 %),

solidité financière confirmée (capital adequacy ratio > 30 %) et nette amélioration de la qualité d'actifs (NPL à 6,48 % vs 11,34 %). Le résultat net sous-jacent ressort à LAK 31,2 Md (\approx 1,2 M€), en recul du fait de la baisse des gains de change. L'application d'IAS 29 (hyperinflation 2024) conduit à un ajustement comptable exceptionnel, transformant ce résultat en perte publiée d'environ LAK 32,5 Md (\approx - 1,3 M€), sans impact sur la liquidité, la solvabilité ni la trajectoire opérationnelle. Le renforcement des fondamentaux (encours doublés, revenus plus récurrents, recentrage sur le core banking) place la BFL sur une trajectoire de croissance plus résiliente à partir de 2026.

BRED Bank Cambodia (filiale à 100 %)

Compte de résultat : vision comptable, normes IFRS, taux de change constant (taux moyen 2025)

En millions de USD	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	16,6	18,5	12 %
Charges d'exploitation	- 19,9	- 20,2	1 %
Résultat brut d'exploitation	- 3,4	- 1,7	- 51 %
Coût du risque	- 0,5	- 2,5	NS
Résultat net d'exploitation	- 3,9	- 4,2	8 %
Autres éléments	0,0	- 1,7	NS
Impôt sur les sociétés	- 1,4	0,9	NS
RÉSULTAT NET	- 5,2	- 5,0	- 4 %
RÉSULTAT NET À CHANGE CONSTANT (en millions d'euros)	- 4,6	- 4,4	- 4 %

Avec un PIB de 49 milliards de dollars, le Cambodge a connu une hausse de 4,8 % de son PIB en 2025. Le pays, qui compte 17 millions d'habitants et un revenu par habitant de 2 200 dollars, se classe parmi les 5 PRITI (Pays à Revenu Intermédiaire Tranche Inférieure) en Asie du Sud-Est. Les prévisions de croissance pour 2026 se situent entre 4 % et 4,5 %, en retrait par rapport aux deux dernières années, et s'expliquent en partie par la résurgence d'un ancien conflit avec la Thaïlande concernant les frontières terrestres et maritimes entre les deux pays, ayant des répercussions économiques de chaque côté de la frontière.

L'industrie textile, les services et l'agriculture, plus spécifiquement les secteurs du riz et du caoutchouc, ont porté la croissance du Cambodge en 2025. Malgré des droits de douane en hausse pour les exportations vers les États Unis, l'industrie textile a connu un rebond important de 16 % en 2025. Le secteur du tourisme avait retrouvé, au premier semestre 2025, les résultats de 2019, mais le conflit avec la Thaïlande a perturbé cette reprise au second semestre.

Le secteur bancaire a connu en 2025 une troisième année de ralentissement de sa croissance, principalement due à une hausse significative du coût du risque, avec un taux de NPL passant de 8 % à fin 2024 à 10 % estimé à fin 2025. La croissance des crédits n'est plus que de 0,5 % (estimation fin 2025). La concurrence s'est encore durcie en 2025 avec un marché du refinancement hyperactif.

Dans ce contexte, BRED Bank Cambodia a lancé en 2025 son nouveau plan stratégique axé sur quatre piliers :

1. un repositionnement sur ses clients cibles ;
2. le redimensionnement et l'organisation de son réseau pour plus d'agilité et une optimisation de sa structure de coûts ;
3. un alignement plus pertinent de son offre de services, en phase avec les cibles clients ;
4. un alignement sur le plan stratégique du groupe BRED Banque Populaire, fondé sur le développement, les équipes, les valeurs et la RSE.

En 2025, notre portefeuille de clients particuliers a progressé de 15 % et de 2 % pour les clients professionnels et corporate. Nos dépôts ont augmenté de 4 %, avec pour la seconde année consécutive un ratio prêts/dépôts inférieur à 100 %. Nos encours ont diminué de 10 % sous la pression d'une très forte concurrence, et ce malgré une forte hausse de notre production brute de prêts (+ 87 % en montant). Le produit net bancaire a augmenté de 12 % pour atteindre 18,5 millions de dollars en 2025. Le résultat net ressort en perte de 5 millions de dollars. À noter qu'une provision de 2,7 millions de dollars a été passée au mois de décembre 2025 dans le cadre de la mise en place de notre nouveau plan stratégique. Hors provision, le résultat net ressort avec une perte de 2,3 millions de dollars, soit une réduction de 55 % par rapport à 2024. À noter également que, depuis octobre 2025, le résultat net mensuel est positif.

2.4.4 Afrique

BCI Mer Rouge (filiale à 51 %)

| Compte de résultat : vision comptable, normes IFRS, taux de change constant (taux moyen 2025)

En millions de DJF	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	6 655,7	6 502,2	- 2 %
Charges d'exploitation	- 3 828,3	- 3 823,6	0 %
Résultat brut d'exploitation	2 827,4	2 678,6	- 5 %
Coût du risque	724,8	264,6	- 63 %
Résultat net d'exploitation	3 552,2	2 943,2	- 17 %
Autres éléments	5,7	31,9	NS
Résultat courant avant impôts	3 557,9	2 975,1	- 16 %
Impôt sur les sociétés	- 974,4	- 758,9	- 22 %
RÉSULTAT NET	2 583,4	2 216,3	- 14 %
RÉSULTAT NET À CHANGE CONSTANT (en millions d'euros)	12,8	11,0	- 14 %

En 2025, la Banque pour le Commerce et l'Industrie – Mer Rouge (BCI MR), filiale du groupe BRED détenue à 51 %, enregistre une performance solide dans un environnement moins favorable que l'exercice précédent.

Le produit net bancaire s'établit à 6 502 M DJF, en léger recul de 2 % par rapport à 2024, traduisant de l'effet de la baisse des taux en dollars et une pression plus marquée sur les marges après la forte dynamique observée en 2024.

Les charges d'exploitation, quasiment stables à 3 824 M DJF, témoignent de la maîtrise des coûts dans un contexte de poursuite des investissements, notamment dans les systèmes d'information et le renforcement des infrastructures opérationnelles. Dans ce cadre, le résultat brut d'exploitation ressort à 2 679 M DJF.

Le coût du risque recule nettement à 265 M DJF (- 63 %) mais reste positif, illustrant la bonne qualité du portefeuille de crédits et des reprises de provisions importantes sur contentieux. Le résultat courant avant impôts s'élève ainsi à 2 975 M DJF tandis que le résultat net atteint 2 216 M DJF par rapport à 2024, soit 11,0 M€ à change constant.

Malgré ce repli, BCI MR maintient un niveau de rentabilité satisfaisant et confirme son rôle d'acteur bancaire de référence à Djibouti, au service du financement de l'économie locale et de l'accompagnement de ses clients particuliers, professionnels et entreprises.

BRED Madagasikara Banque Populaire (filiale à 70 %)

| Compte de résultat : vision comptable, normes IFRS, taux de change constant (taux moyen 2025)

En millions de MGA	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	467 080,8	503 045,0	8 %
Charges d'exploitation	- 201 866,9	- 279 274,0	38 %
Résultat brut d'exploitation	265 213,8	223 771,1	- 16 %
Coût du risque	- 51 831,8	- 43 247,0	- 17 %
Résultat net d'exploitation	213 382,1	180 524,1	- 15 %
Autres éléments	938,0	- 21 626,9	NS
Résultat courant avant impôts	214 320,1	158 897,2	- 26 %
Impôt sur les sociétés	- 46 167,4	- 54 674,6	18 %
RÉSULTAT NET	168 158,7	104 222,6	- 38 %
RÉSULTAT NET À CHANGE CONSTANT (en millions d'euros)	32,8	20,4	- 38 %

L'exercice 2025, 1ère année sous les couleurs de BRED Banque Populaire, a connu une activité commerciale dynamique, générant une croissance de 9 % de la taille du bilan de la banque. Le portefeuille de crédits a ainsi cru de + 24 %, quand le portefeuille de dépôts a progressé de + 12 %.

Le produit net bancaire de la banque s'établit à 503,0 milliards MGA, en progression de + 7,7 % par rapport à 2024.

Les charges d'exploitation retraitées des coûts d'arrimage au groupe BRED (programme Miaraka) sont en progression de + 5,1 %.

Le coefficient d'exploitation s'élève facialement à 55,5 %. En le retraitant des coûts d'arrimage, il s'établit à 42,2 %, en baisse d'un point par rapport à 2024 (43,2 %).

Le coût du risque total s'établit à 43,3 milliards MGA pour l'exercice, dont 11,6 milliards MGA de provisions sur encours sains.

Le résultat net atteint 104,2 milliards MGA, et comprend des éléments exceptionnels au niveau des « autres éléments » et de l'impôt sur les sociétés. En le retraitant des éléments non récurrents, principalement liés au programme Miaraka, il s'élève à 195,8 milliards MGA, en progression de + 16,4 % par rapport à 2024.

2.4.5 Europe

BIC BRED Suisse (filiale à 100 %)

Compte de résultat : vision comptable, normes IFRS, taux de change constant (taux moyen 2025)

En millions de CHF	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	50,4	49,7	- 2 %
Charges d'exploitation	- 25,0	- 27,1	8 %
Résultat brut d'exploitation	25,4	22,6	- 11 %
Coût du risque	- 0,3	- 0,3	- 11 %
Résultat net d'exploitation	25,1	22,3	- 11 %
Impôt sur les sociétés	- 4,5	- 3,7	- 17 %
RÉSULTAT NET	20,6	18,6	- 10 %
RÉSULTAT NET À CHANGE CONSTANT (en millions d'euros)	22,0	19,9	- 10 %

BIC BRED Suisse est un acteur de référence en Suisse sur le marché du financement du négoce international, également présent à Dubaï avec une succursale ouverte à l'été 2022. La Banque a réalisé en 2025 d'excellentes performances commerciales, avec une progression de son nombre de clients de 6 % et une hausse de ses encours en dollar américain de 13 %.

Toutefois, la performance en termes de produit net bancaire est en recul de 2 % en 2025 à CHF 49,7 millions, consécutivement à la forte dépréciation de l'USD contre CHF et à un renchérissement de son coût de refinancement.

Les charges d'exploitation progressent de 8 % afin d'accompagner la croissance de l'activité, en partie sous l'effet de charges non récurrentes.

Il en résulte un résultat net de CHF 18,6 millions, en recul de 10 %.

BIC BRED (filiale à 100 %)

Compte de résultat : vision comptable, normes IFRS

En millions d'euros	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	11,2	6,8	- 39 %
Charges d'exploitation	- 0,6	- 1,0	63 %
Résultat brut d'exploitation	10,6	5,8	- 46 %
Coût du risque	1,1	1,5	+ 41 %
Résultat net d'exploitation	11,6	7,3	- 38 %
Impôt sur les sociétés	- 1,8	- 1,9	3 %
RÉSULTAT NET	9,8	5,4	- 45 %

L'année 2025 a été marquée par un repositionnement stratégique de BIC BRED Paris, se traduisant par une forte baisse des encours de crédits. Le nombre de dossiers confiés à BIC BRED a diminué, notamment en raison de la prise en charge d'une partie des dossiers bancaires par la DRBCI BRED SA.

Les encours hors bilan au titre des « garanties habitat » s'amortissent également progressivement.

L'activité commerciale est repartie au quatrième trimestre 2025, avec l'appui des équipes d'origination et de structuration basées en Asie, dans l'Océan Indien et dans le Pacifique.

Désormais, BIC BRED privilégie les opérations situées dans des géographies pertinentes pour BRED Banque Populaire, permettant de développer des synergies de groupe, sur des secteurs porteurs et avec un angle marqué ESG.

2.5 Gestion Consolidée des Investissements

Compte de résultat : vision de gestion, hors éléments exceptionnels, IFRS

En millions d'euros	2024	2025	2025-2024
Produit net bancaire	171,0	66,4	- 61,2 %
Charges d'exploitation	- 57,4	- 54,7	- 4,7 %
Résultat brut d'exploitation	113,6	11,8	- 89,6 %
Coût du risque	- 6,4	- 10,2	NA
Gains ou pertes sur autres actifs	- 22,4	0,2	- 101,0 %
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0,0	1,2	NA
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	84,8	2,4	- 97,2 %

Le pôle de la Gestion Consolidée des Investissements est constitué des activités d'investissement (y compris NJR et IRR) et du fonds de roulement (incluant l'immobilier d'exploitation, COFIBRED et la participation dans BPCE).

L'exercice 2025 a été marqué par un repli des performances du private equity, avec le segment du capital risque toujours en manque d'opérations permettant de générer des retours de capitaux pour les investisseurs, et le segment du capital développement-transmission produisant des taux de rendement internes légèrement supérieurs au taux monétaire. À cela s'ajoute le secteur de l'immobilier qui s'est une nouvelle fois contracté face aux besoins de liquidité des investisseurs.

Par rapport à l'année 2024, les investissements immobiliers ont été le principal facteur discriminant en termes de contribution au résultat.

NJR (filiale à 100 %)

Compte de résultat : vision comptable, normes IFRS

En millions d'euros	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	28,9	24,7	- 14 %
Charges d'exploitation	- 1,1	- 1,2	12 %
Résultat brut d'exploitation	27,8	23,5	- 15 %
Coût du risque	- 0,1	- 0,1	- 11 %
Résultat net d'exploitation	27,7	23,4	- 16 %
Impôt sur les sociétés	- 6,9	- 5,9	- 15 %
RÉSULTAT NET	20,8	17,5	- 16 %

Filiale basée en Belgique, NJR gère un portefeuille essentiellement investi dans des ABS (Asset Backed Securities) liquides (91 % éligibles à la BCE). La stratégie de NJR consiste à se concentrer sur des actifs seniors très bien notés et à financer l'achat de ces actifs par des mises en pension.

NJR a investi en 2025 pour un montant supérieur à 1 Md€, ce qui s'est traduit par l'augmentation de la taille de son portefeuille, de 2,3 Md€ à 2,5 Md€ tout en ayant maintenu la stratégie défensive adoptée depuis de nombreuses années. La durée de son portefeuille demeure courte à 1,9 an et le spread moyen en hausse à 54 points. La valorisation du portefeuille est également en légère hausse à + 2 M€.

NJR a réalisé en 2025 une solide performance, avec un PNB de 24,7 M€, en baisse de 14 % par rapport à 2024, uniquement liée à la baisse des taux directeurs de la BCE.

Au total, le résultat net atteint 17,5 M€, en baisse de 16 % par rapport à 2024 qui était une année record.

IRR (filiale à 100 %)

Compte de résultat : vision comptable, normes IFRS

En millions d'euros	2024	2025	2025 vs 2024
Produit net bancaire	- 13,3	- 30,3	128 %
Charges d'exploitation	- 0,6	- 0,8	35 %
Résultat brut d'exploitation	- 13,9	- 31,1	124 %
Coût du risque	13,7	0,0	- 100 %
Résultat net d'exploitation	- 0,2	- 31,1	NS
Autres éléments	0,0	0,0	NS
Résultat courant avant impôts	- 0,2	- 31,1	NS
Impôt sur les sociétés	- 1,8	0,0	- 100 %
RÉSULTAT NET	- 2,0	- 31,1	NS

Filiale basée en Belgique, IRR gère un portefeuille investi dans des fonds immobiliers en défaisance.

Le portefeuille immobilier de type commercial a continué de souffrir du niveau élevé des taux longs et de la surcapacité sur les actifs de bureaux. Une provision de 20 M€ a été passée sur un investissement réalisé avant 2016. Le reste du portefeuille immobilier d'IRR s'est, dans l'ensemble, montré nettement plus résilient.

Après imputation des charges de structure, le résultat net s'élève à - 31,1 M€.

2.6 Situation financière

2.6.1 Résultat consolidé

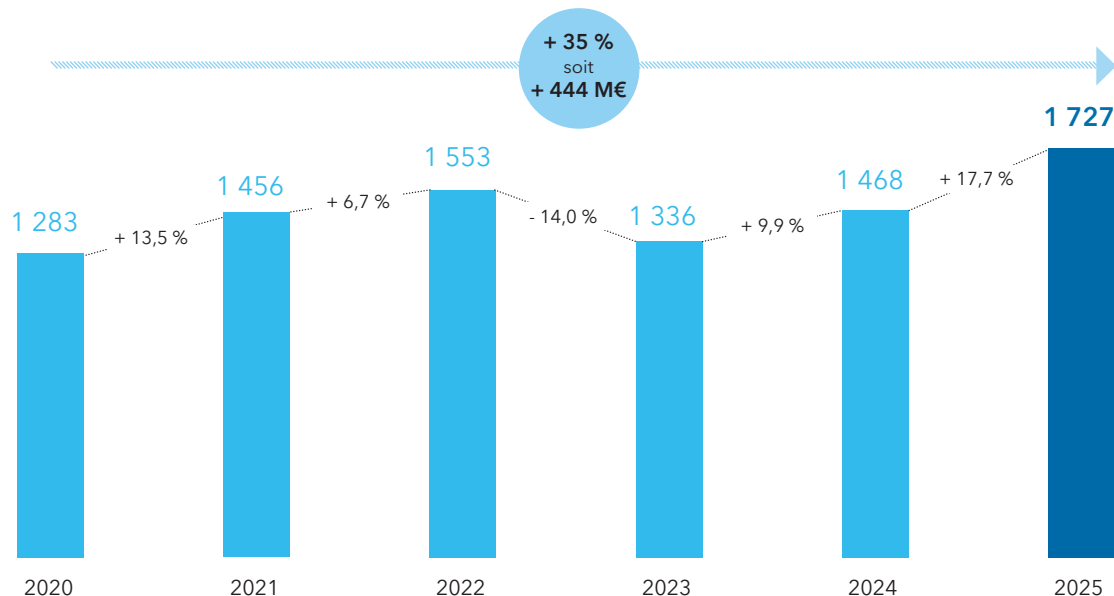
Compte de résultat consolidé : vision comptable et de gestion, IFRS

En millions d'euros	2024	2025	2025-2024	Hors éléments exceptionnels		
				2024	2025	2025-2024
Marge nette d'intérêts et divers	915,5	1 133,8	+ 23,8 %			
Commissions nettes	490,8	528,4	+ 7,7 %			
Produits et charges des autres activités	61,7	65,3	+ 5,8 %			
Produit net bancaire	1 468,0	1 727,5	+ 17,7 %	1 467,1	1 727,5	+ 17,8 %
Frais de personnel	- 551,7	- 600,2	+ 8,8 %			
Services extérieurs - hors cotisation BPCE	- 157,0	- 177,6	+ 13,1 %			
Impôts et taxes - hors FRU	- 27,0	- 33,9	- 25,6 %			
Dotations aux amortissements des immobilisations	- 66,7	- 72,8	+ 9,0 %			
Charges d'exploitation hors FRU et cotisation BPCE	- 802,5	- 884,5	+ 10,2 %	- 794,9	- 871,0	+ 9,6 %
Fonds de résolution unique (FRU)	1,1	0,0	NA			
Cotisation BPCE	- 33,9	- 37,8	+ 11,7 %			
Charges	- 835,2	- 922,3	+ 10,4 %	- 827,7	- 908,8	+ 9,8 %
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	632,7	805,2	+ 27,3 %	639,4	818,6	+ 28,0 %
Coefficient d'exploitation	56,9 %	53,4 %	- 3,5 pt	56,4 %	52,6 %	- 3,8 pt
Coût du risque sur encours sains (strates 1 et 2)	- 79,3	- 8,3	NA			
Coût du risque sur encours dépréciés (strate 3)	- 116,2	- 186,6	+60,6 %			
Coût du risque	- 195,5	- 194,9	- 0,3 %	- 185,3	- 194,9	+5,2 %
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	437,2	610,3	+39,6 %	454,1	623,7	+ 37,4 %
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	17,1	26,2	+ 53,7 %			
Gains ou pertes sur autres actifs et variation de valeurs des écarts d'acquisition	33,9	7,3	NA			
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0,0	- 1,6	NA			
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	488,2	642,2	+ 31,6 %	449,0	641,1	+ 42,8 %
Impôts sur les bénéfices	- 90,8	- 211,1	+ 132,6 %			
RÉSULTAT NET	397,4	431,1	+ 8,5 %	355,6	474,7	+ 33,5 %
Intérêts minoritaires	- 6,4	- 7,7	+ 20,1 %			
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	391,0	423,4	+ 8,3 %	347,4	467,0	+ 34,4 %

Le produit net bancaire consolidé de BRED Banque Populaire s'établit à 1 727 millions d'euros (+ 17,7 %) en hausse de 260 millions d'euros sur un an.

| Progression du produit net bancaire consolidé comptable de BRED Banque Populaire

(en millions d'euros)



BRED Banque Populaire enregistre un produit net bancaire (PNB) historique à 1 727 M€, en hausse de 17,6 % par rapport à 2024.

La Banque de proximité et assurances enregistre une hausse de son PNB de plus de 20 %. La marge d'intérêt a connu une remontée sensible sur l'année 2025, portée par un effet taux favorable et une augmentation des volumes. La production de crédits a cru de 54 % dans notre réseau métropolitain et de 25 % au sein de notre réseau ultra marin, traduisant la volonté d'accompagner la concrétisation des projets de nos clients. Ces résultats en hausse sont portés par toutes les lignes de nos forces commerciales, en Métropole comme en Outre-mer.

La Banque de financement et d'investissement (BFI) présente un PNB en hausse en 2025 de plus de 25 %, qui illustre la montée en gamme des équipes qui accompagnent de plus en plus de clients dans des opérations structurantes. La hausse est également portée par un effet taux favorable. La BFI est, pour la quatrième année consécutive, le premier acteur en Europe pour le placement de la dette court terme des entreprises.

Le pôle Banque à l'international et collectivités d'Outre-mer affiche une progression de son PNB de 6,6 % à change constant en vision proforma et hors exceptionnel. Pour son premier exercice, BRED Madagasikara Banque Populaire a enregistré un PNB consolidé de 99 M€ en légère croissance.

Le pôle de la Gestion Consolidée des Investissements a pâti d'une moindre contribution du fonds de roulement, liée à des taux plus faibles que l'an passé, d'une baisse des performances sur le capital-investissement (« private equity »), ainsi que du provisionnement d'un actif immobilier pénalisé par l'environnement de marché.

Les charges d'exploitation augmentent de plus de 10 %, reflétant les investissements inscrits dans le cadre du plan stratégique, en moyens humains comme en moyens informatiques, pour accompagner le développement et améliorer les process. Le fort développement des filiales contribue également à la croissance des charges d'exploitation du Groupe.

Porté par la progression du PNB le coefficient d'exploitation s'établit à 53,4 % en ligne avec le plan stratégique.

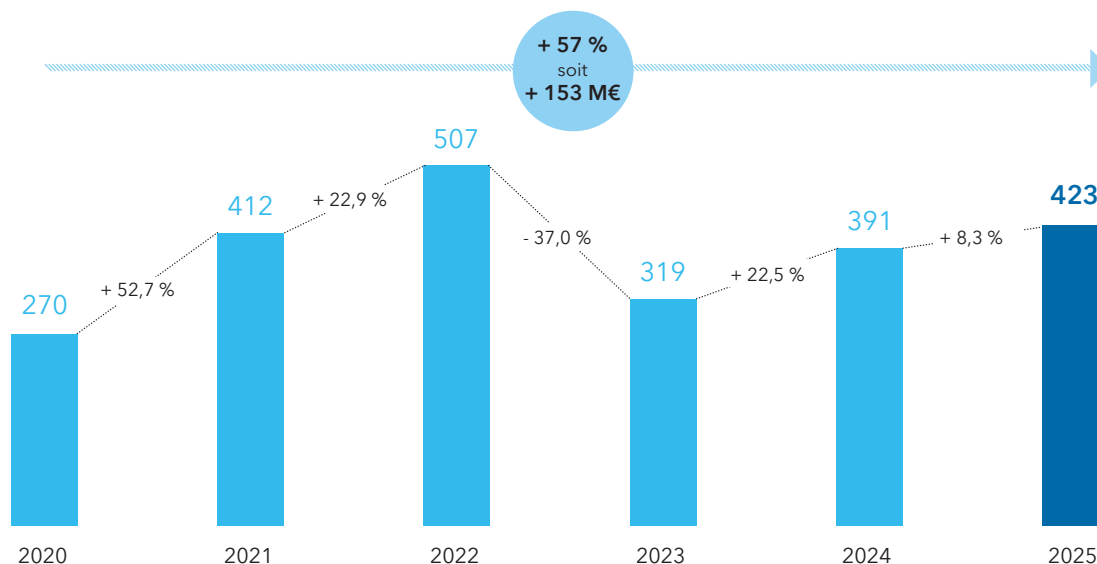
Le coût du risque global reste stable (- 0,3 %) et s'établit à 194,9 M€.

Le résultat net part du groupe BRED atteint 423 M€ (+ 8,3 %), deuxième meilleur résultat de l'histoire de la banque.

Les fonds propres comptables s'établissent à 7,7 Md€, en progression de 8,0 % sur l'exercice.

Le ratio de solvabilité CET1 ressort au très bon niveau de 18,0 %. Le ratio de liquidité LCR (Liquidity Coverage Ratio) s'élève à 146 % au 31 décembre 2025 pour une exigence minimale réglementaire de 100 %. Le NSFR (Net Stable Funding Ratio) de BRED Banque Populaire ressort à 121 % au 31 décembre 2025 pour une exigence minimale réglementaire de 100 % également.

Progression du résultat net consolidé comptable de BRED Banque Populaire (en millions d'euros)



Présentation analytique des résultats

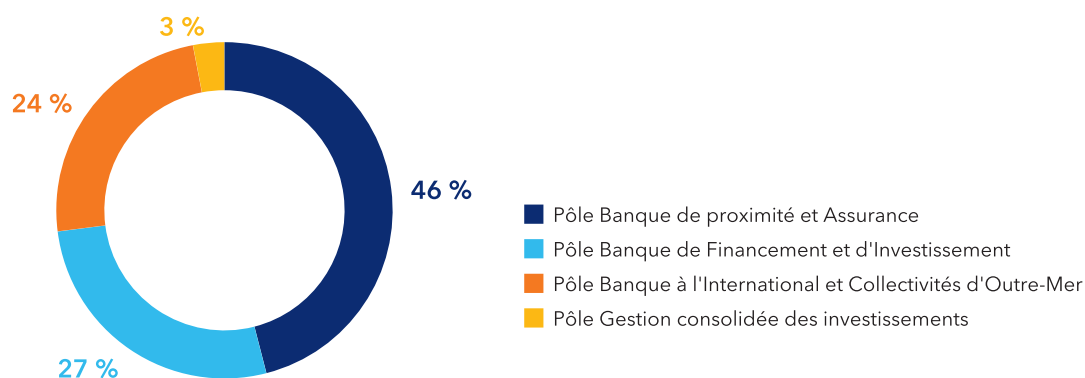
Le Groupe, que forment BRED Banque Populaire et ses filiales, est organisé en quatre pôles d'activité :

- la Banque de Proximité et Assurance qui rassemble les activités des agences, des cercles patrimoniaux, des centres d'affaires et des filiales commerciales liées à ces métiers ;
- la Banque à l'International et Collectivités d'Outre-mer qui comprend les différentes filiales à l'international, les activités de financement du négoce international (BIC BRED) et de banque correspondante ;

- la Banque de Financement et d'Investissement ;
- la Gestion Consolidée des Investissements.

La contribution de chacun des pôles d'activité au produit net bancaire consolidé IFRS du groupe BRED est présentée ci-dessous, après retraitement des éléments exceptionnels. Le PNB des filiales et des participations est ici traité en fonction du pourcentage de contrôle indépendamment du mode de traitement comptable.

Répartition du produit net bancaire (PNB) hors exceptionnels par pôle d'activité



2.6.2 Retour sur fonds propres des pôles d'activité

Le rendement sur fonds propres réglementaires consommés du groupe BRED ressort à 9,2 % (hors éléments exceptionnels). Rapporté à l'ensemble des fonds propres, le résultat net réalisé par le groupe BRED génère un rendement de 6,2 %.

En millions d'euros	Résultat net ⁽¹⁾ 2025	Fonds propres	Retour sur fonds propres ⁽²⁾
Banque de Proximité et Assurance ⁽³⁾ et filiales rattachées	142,1	1 577,4	9,0 %
Banque de Financement et d'Investissement ⁽⁴⁾	222,2	1 143,1	19,4 %
Banque à l'International et Collectivités d'Outre-mer	113,4	957,6	11,8 %
Gestion Consolidée des Investissements ⁽⁵⁾	- 10,6	1 396,1	- 0,8 %
TOTAL (FONDS PROPRES AFFECTÉS)	467,0	5 074,2	9,2 %
Fonds propres non consommés		2 473,9	
TOTAL BRED	467,0	7 548,2	6,2 %

(1) Résultat net part du Groupe hors éléments exceptionnels.

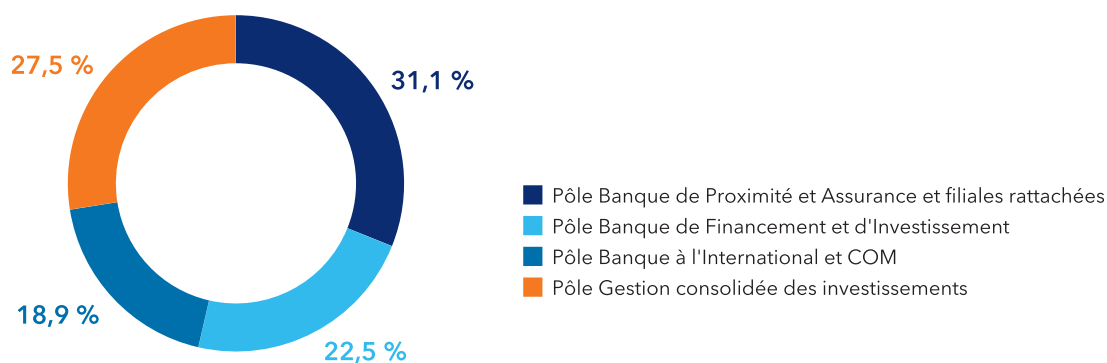
(2) Exigence en fonds propres calculée au 31/12/2025.

(3) Y compris ALM.

(4) Directions Grands Comptes et Marché des Capitaux.

(5) Y compris participation dans BPCE.

Répartition de la consommation de fonds propres



2.6.3 Bilan consolidé

Actif – IFRS 9

Actif (en Md€)	2024	2025
Caisse, Banques Centrales	11,2	24,7
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	15,0	13,0
Instruments dérivés de couverture	0,4	0,2
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	22,9	25,1
Titres au coût amorti	2,6	2,8
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	9,5	9,4
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	43,7	47,5
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,0	0,0
Placements financiers des activités d'assurance	9,7	10,3
Contrats d'assurance émis - Actif	0,0	0,0
Contrats de réassurance cédée - Actif	0,1	0,1
Actifs d'impôts courants	0,0	0,0
Actifs d'impôts différés	0,2	0,2
Comptes de régularisation et actifs divers	1,3	1,6
Participations dans les entreprises mises en équivalence	0,4	0,4
Immeubles de placement	0,0	0,1
Immobilisations corporelles	0,3	0,3
Immobilisations incorporelles	0,1	0,1
Écarts d'acquisition	0,1	0,0
TOTAL ACTIF	117,5	136,1

2.

Passif – IFRS 9

Passif (en Md€)	2024	2025
Banques Centrales	0,0	0,0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2,0	1,2
Instruments dérivés de couverture	0,3	0,3
Dettes représentées par un titre	7,8	8,5
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	24,0	30,8
Dettes envers la clientèle	65,6	76,2
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,0	0,0
Passifs d'impôts courants	0,0	0,0
Passifs d'impôts différés	0,0	0,0
Comptes de régularisation et passifs divers	1,3	1,4
Passifs relatifs aux contrats d'assurance émis	9,1	9,8
Contrats de réassurance cédée – Passif – IFRS 17	0,0	0,0
Provisions	0,1	0,1
Dettes subordonnées	0,0	0,0
Capitaux propres	7,1	7,7
Capitaux propres part du Groupe	7,0	7,5
Capital et primes liées	2,0	2,0
Réserves consolidées	4,7	5,1
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	- 0,1	0,1
Résultat de la période	0,4	0,4
Participations ne donnant pas le contrôle	0,1	0,1
TOTAL PASSIF	117,5	136,1

Au 31 décembre 2025, le total du bilan consolidé du groupe BRED s'élève à 136,1 Md€, en hausse de 16 % par rapport au 31 décembre 2024.

Cette progression de 18,5 Md€ provient à hauteur de 10,5 Md€ de dépôts exceptionnels de fin d'année réalisés par de grands clients remettants de BRED, notamment des caisses de retraite et de grands corporates. Ces mouvements s'inscrivent dans une démarche d'amélioration des ratios de liquidité NSFR et LCR du Groupe, dans un contexte d'incertitudes politiques, économiques et internationales. Le solde de la hausse s'explique principalement par l'augmentation des limites de la salle des marchés et par la croissance de la production de crédits du réseau et du pôle des crédits syndiqués.

De fait, les dépôts à la Banque Centrale sont en forte hausse de 13,6 Md€ par rapport au 31 décembre 2024, soit une progression de 122 %.

À l'actif, on note une progression des prêts et créances sur la clientèle au coût amorti, à hauteur de 1,8 Md€, notamment des crédits de trésorerie (+ 0,6 Md€) et des crédits à l'équipement (+ 0,6 Md€).

Les prêts et créances sur les établissements de crédit sont en baisse alors que ceux auprès de la clientèle sont en hausse.

Les actifs à la juste valeur par résultat reculent de 1,9 Md€ (- 13 %), du fait d'une moindre exposition actions des portefeuilles de la salle des marchés.

Les postes d'actifs à la juste valeur par capitaux propres sont en hausse de 2,2 Md€, soit + 10 %, tirés par la hausse des effets publics en lien avec l'activité de la salle des marchés.

Au passif, les emprunts au jour le jour envers les établissements de crédit sont en hausse de 0,2 Md€. Les emprunts à terme auprès des établissements de crédit sont en hausse de 5,9 Md€.

Les dépôts à vue de la clientèle augmentent de 6,8 Md€ et les comptes à terme de 3,7 Md€.

Les capitaux propres du groupe BRED s'élèvent à 7,7 Md€ contre 7,1 Md€ au 31 décembre 2024. Cette évolution résulte d'incorporation de réserves pour 360 M€ et de l'intégration du résultat et de la variation des plus ou moins values latentes pour 179 M€.

Compte tenu du résultat consolidé de l'exercice 2025 de 423,0 M€ et d'un total de bilan de 136,1 Md€, le ratio de rendement des actifs s'élève à 0,31 %.

2.6.4 Solvabilité et liquidité

2.6.4.1 Capitaux propres et ratios prudentiels

Depuis le 1^{er} janvier 2025, la réglementation CRR3 est entrée en vigueur. Le ratio de solvabilité est ainsi présenté selon cette réglementation pour l'exercice 2025. Les définitions ci-après sont issues de la réglementation Bâle III dont les dispositions ont été reprises dans la directive européenne 2013/36/EU (CRDIV) et le règlement n°575/2013 (CRR) du Parlement européen et du Conseil, amendé par le règlement (UE) 2019/876 (le « CRR2 »). Tous les établissements de crédit de l'Union Européenne sont soumis au respect des exigences prudentielles définies dans ces textes depuis le 1^{er} janvier 2014. Ces dispositions ont été complétées par le Règlement (UE) 2024/1623 (CRR3), dont certaines dispositions font l'objet d'un calendrier d'application progressif.

Les établissements de crédit assujettis sont tenus de respecter en permanence :

- un ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (ratio CET1) ;
- un ratio de fonds propres de catégorie 1 (ratio T1), correspondant au CET1 complété des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) ;
- un ratio de fonds propres globaux, correspondant au Tier 1 complété des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2).

Auxquels viennent s'ajouter les coussins de capital soumis à discrétion nationale du régulateur. Ils comprennent :

- un coussin de conservation ;
- un coussin contra cyclique ;
- un coussin pour les établissements d'importance systémique.

À noter, les deux premiers coussins cités concernent tous les établissements sur base individuelle ou consolidée.

Les ratios sont égaux au rapport entre les fonds propres et la somme :

- du montant des expositions pondérées au titre du risque de crédit et de dilution ;
- des exigences en fonds propres au titre de la surveillance prudentielle des risques de marché et du risque opérationnel multipliées par 12,5.

Ces différents niveaux de ratio de solvabilité indiquent la capacité de l'établissement à faire face aux risques générés par ses activités. Il met en rapport les différents niveaux de fonds propres et une mesure de ses risques.

Les établissements de crédit sont tenus de respecter les niveaux minimums de ratio suivants :

- ratios de fonds propres avant coussins : depuis 2015, le ratio minimum de fonds propres de base de catégorie 1 (ratio CET1) est de 4,5 %. De même, le ratio minimum de fonds propres de catégorie 1 (ratio T1) est de 6 %. Enfin, le ratio minimum de fonds propres globaux (ratio global) est de 8 % ;
- coussins de fonds propres : leur mise en application fut progressive depuis 2016 pour être finalisée en 2019 :
 - le coussin de conservation de fonds propres de base de catégorie 1 est désormais égal à 2,5 % du montant total des expositions au risque,
 - le coussin contra cyclique est égal à une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement. Le taux du coussin contra cyclique de la France, fixé par le Haut Conseil de stabilité financière, est de 1 % depuis le 02 Janvier 2024,
 - le taux spécifique de coussin contra cyclique applicable à BRED Banque Populaire est de 0,83 % au 31/12/2025,
 - pour l'année 2025, les ratios minimums de fonds propres à respecter sont ainsi de 7,83 % pour le ratio CET1, 9,33 % pour le ratio Tier 1 et 11,33 % pour le ratio global de l'établissement.

Responsabilité en matière de solvabilité

En premier lieu, en tant qu'établissement de crédit, BRED Banque Populaire est responsable de son niveau de solvabilité, qu'elle doit maintenir au-delà de la norme minimale réglementaire. Elle dispose à cette fin de différents leviers : émission de parts sociales, mises en réserves lors de l'affectation du résultat annuel, emprunts subordonnés, gestion des risques pondérés.

En second lieu, du fait de son affiliation à l'organe central du Groupe, sa solvabilité est également garantie par BPCE SA (cf. code monétaire et financier, art. L511-31). Ainsi, le cas échéant, un établissement affilié peut bénéficier de la mise en œuvre du système de garantie et de solidarité propre au groupe BPCE (cf. code monétaire et financier, art. L512-107 al. 6), lequel fédère les fonds propres de l'ensemble des établissements des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

2.6.4.2 Fonds propres

Les fonds propres globaux sont, selon leur définition réglementaire, ordonnancés en trois catégories : des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1), des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) et des fonds propres de catégorie 2 (T2) ; catégories desquelles sont déduites des participations dans d'autres établissements bancaires (pour l'essentiel, la participation au capital de BPCE SA).

Au 31 décembre 2025, les fonds propres globaux du groupe BRED s'établissent à 6 559,2 millions d'euros.

	2024	2025
	Bâle 3 ⁽¹⁾	Bâle 4 ⁽¹⁾
<i>En millions d'euros</i>		
Capital et primes liées ⁽²⁾	1 969,4	1 995,7
Réserves consolidées	4 724,4	5 054,3
Impact IAS/IFRS sur réserves consolidées	- 104,1	74,7
Résultat de l'exercice	391,0	423,4
Projet de distribution de dividendes	- 48,8	- 44,5
Capitaux propres consolidés	6 931,9	7 503,7
Immobilisations incorporelles et autres déductions	- 61,0	- 105,8
Instruments de fonds propres détenus dans des entités du secteur financier à déduire des fonds propres de base ⁽¹⁾	- 410,5	- 523,6
Différence négative entre la somme des ajustements de valeur et des dépréciations collectives afférentes aux expositions IRB et les pertes attendues	- 38,2	- 0,9
Gains et pertes en juste valeur relatifs au risque de crédit propre de l'établissement lié aux instruments dérivés au passif du bilan	0,0	- 0,1
Corrections de valeur supplémentaires au titre de l'évaluation prudente des positions du portefeuille de négociation	- 81,2	- 88,8
Autres ajustements sur déductions	4,4	1,5
Minoritaires	11,8	9,1
Excédent de couv. IFC - passifs sociaux (net d'ID)	- 4,7	- 8,1
Engagements de paiement irrévocables (EPI)	- 54,8	- 54,7
Impact <i>backstop</i> pilier 1	- 29,8	- 33,2
Impact <i>backstop</i> pilier 2	- 68,4	- 54,6
Goodwill inclus dans les immobilisations incorporelles	- 57,8	- 42,9
Goodwill sur investissements importants	- 17,8	- 17,8
Éléments de déduction d'AT1 excédant les fonds propres additionnels de catégorie 1	- 110,4	- 98,6
Common Equity Tier 1 (CET1) / B2 Tier 1	6 013,6	6 485,2
Instruments additionnels de catégorie 1 (Tier 1)	0,0	0,0
Fonds propres complémentaires de catégorie 2 (Tier 2) avant déductions	0,0	0,0
Instruments de fonds propres détenus dans des entités du secteur financier à déduire des fonds propres complémentaires ⁽¹⁾	- 2,2	- 4,1
Provisions collectives méthode standard	0,0	78,1
Autres ajustements	2,2	0,0
Fonds propres complémentaires de catégorie 2 (Tier 2)	0,0	74,0
TOTAL FONDS PROPRES PRUDENTIELS	6 013,6	6 559,2

(1) Les règles de déduction des instruments de fonds propres détenus dans des entités du secteur financier ont subi des évolutions significatives entre Bâle 2 et Bâle 3.

(2) Les fonds propres surcomplémentaires ne sont plus éligibles dans le réglementaire Bâle 3.

NB : les participations dans des sociétés d'assurance sont traitées en compromis Danois dans le réglementaire Bâle 3.

Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)

Les fonds propres de base de catégorie 1 « Common Equity Tier 1, CET1 » correspondent pour l'essentiel au capital social et aux primes d'émission associées, aux réserves et aux résultats non distribués. Ils tiennent compte des déductions liées notamment aux actifs incorporels, aux impôts différés dépendant de bénéfices futurs, aux filtres prudentiels, aux montants négatifs résultant d'un déficit de provisions par rapport aux pertes attendues et aux participations sur les institutions bancaires, financières et assurances éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

À fin 2025, les fonds propres CET1 après déductions s'élèvent à 6 485,2 M€ :

31/12/2024 (en millions d'euros)	6 013,6
Augmentation de capital	26,2
Résultat net de distribution prévisionnelle	378,9
Autres éléments	66,4
31/12/2025	6 485,2

- le capital social s'élève à 1 988,6 M€ en progression de 26 M€ sur l'année du fait de l'augmentation de capital, et les primes d'émission à 7,1 M€ ;
- les réserves s'élèvent à 5 054,3 M€ avant affectation du résultat 2025, en hausse de 330 M€ par rapport à 2024 ;
- les plus ou moins-values latentes et autres réserves recyclables sont en hausse de 179 M€ ;
- les déductions s'élèvent à 1 018 M€ à fin 2025. La déduction nette de franchise sur les titres de participation s'élève à 524 M€, en hausse de 113 M€. BRED Banque Populaire étant actionnaire de BPCE SA, le montant des titres détenus vient en déduction de ses fonds propres au motif qu'un même euro de fonds propres ne peut couvrir des risques dans deux établissements différents. La juste valeur des titres de participation BPCE a connu une hausse de 126 M€ sur l'année 2025, ce qui explique l'augmentation de ces déductions.
Les participations d'assurance sont traitées selon le compromis danois et à ce titre ne sont pas déduites des fonds propres de base mais pondérées en risque à 250 %.

Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 « Additional Tier 1, AT1 » sont composés des instruments subordonnés émis respectant les critères restrictifs d'éligibilité, les primes d'émission relatives aux éléments de l'AT1 et les déductions des participations sur les institutions bancaires, financières et assurances éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

À fin 2025, BRED Banque Populaire ne dispose pas de fonds propres AT1. La souscription à l'émission d'AT1 BPCE impacte donc le CET1 pour un montant de 98,6 M€ net de franchise.

Fonds propres de catégorie 2 (T2)

Les fonds propres de catégorie 2 correspondent aux instruments de dette subordonnée d'une durée minimale de 5 ans. Depuis la fin 2018, BRED Banque Populaire ne dispose plus de fonds propres Tier 2 constitués par des prêts subordonnés. Pour l'année 2025, BRED Banque Populaire détient des fonds propres Tier 2 pour un montant de 74 M€. Ces derniers sont constitués de la différence positive entre la perte attendue « Expected Loss » et les provisions comptables sur encours sains ou douteux.

2.6.4.3 Exigence de fonds propres et risques pondérés

Pour les besoins du calcul réglementaire de solvabilité, trois types de risques doivent être mesurés : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels. Ces risques sont calculés respectivement à partir des encours de crédit, du portefeuille de négociation et du produit net bancaire de l'établissement.

En appliquant à ces données des méthodes de calcul réglementaires, on obtient des montants de risques dits « pondérés ». Les exigences en fonds propres sont égales à 8 % du total de ces risques pondérés.

À fin 2025, les risques pondérés du groupe BRED sont de 36 057 M€ selon la réglementation CRR3 (soit 2 884,6 M€ d'exigences de fonds propres), en diminution de 1,2 G€. Cette baisse s'explique principalement par l'impact de CRR3.

La réglementation Bâle 3 a introduit un montant d'exigences en fonds propres supplémentaire, notamment :

- 11,7 M€ au titre de la Crédit Value Adjustment (CVA) : la CVA est une correction comptable du Mark to Market des dérivés pour intégrer le coût du risque de contrepartie qui varie avec l'évolution de la qualité de crédit de la contrepartie (changement de spreads ou de ratings). La réglementation Bâle 3 prévoit une exigence supplémentaire de fonds propres destinée à couvrir le risque de volatilité de l'évaluation de crédit ;
- au titre des Chambres de Compensation Centralisées (CCP) : afin de réduire les risques systémiques, le régulateur souhaite généraliser l'utilisation des CCP sur le marché des dérivés de gré à gré tout en encadrant la gestion des risques de ces CCP avec des pondérations relativement peu élevées.
Les établissements sont exposés aux CCP de deux manières :
 - pondération de 2 % pour les opérations qui passent par les CCP (pour les produits dérivés et IFT),
 - pour les entités membres compensateurs de CCP, exigences en fonds propres pour couvrir l'exposition sur le fonds de défaillance de chaque CCP ;
- 128,5 M€ au titre des franchises relatives aux IDA correspondant aux bénéfices futurs liés à des différences temporelles et aux participations financières supérieures à 10 %. Les éléments couverts par la franchise sont pondérés à 250 %.

2.6.4.4 Ratio de solvabilité

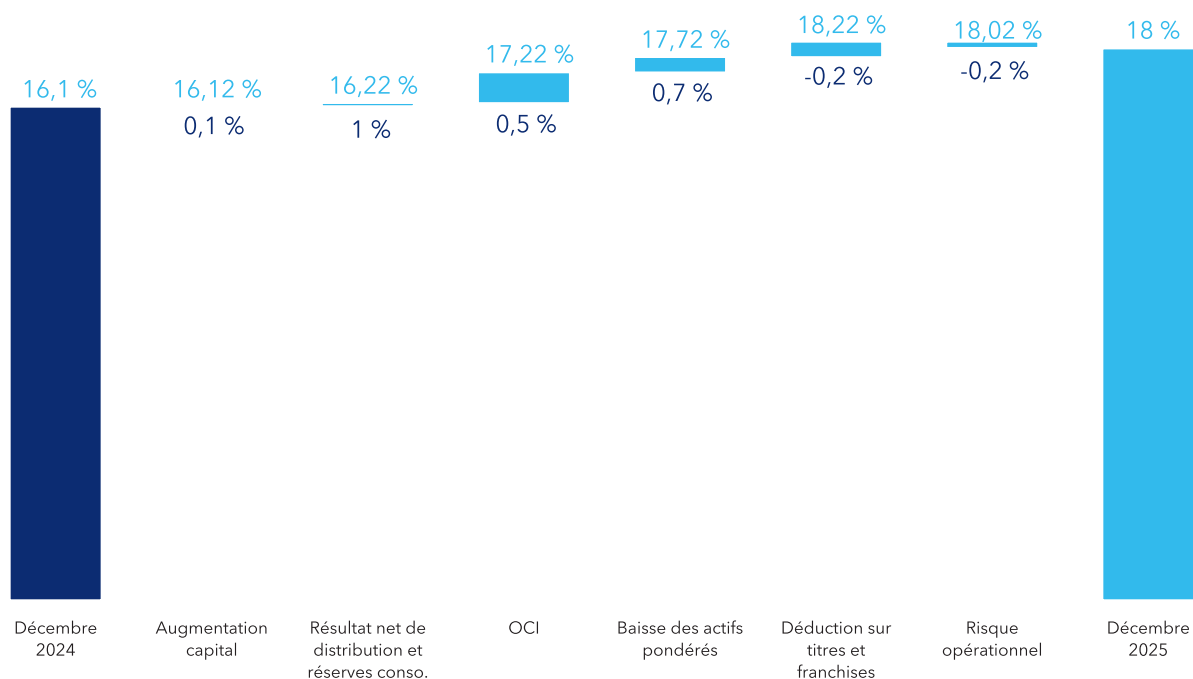
Les fonds propres prudentiels du groupe BRED étant majoritairement constitués de fonds propres durs CET1 au 31/12/2025, son ratio de solvabilité dit global est légèrement supérieur à son ratio de solvabilité CET1.

Il ressort à un bon niveau de 18,19 % en fin d'exercice (supérieur au minimum réglementaire applicable en 2025), en hausse de 2,07 points sur un an.

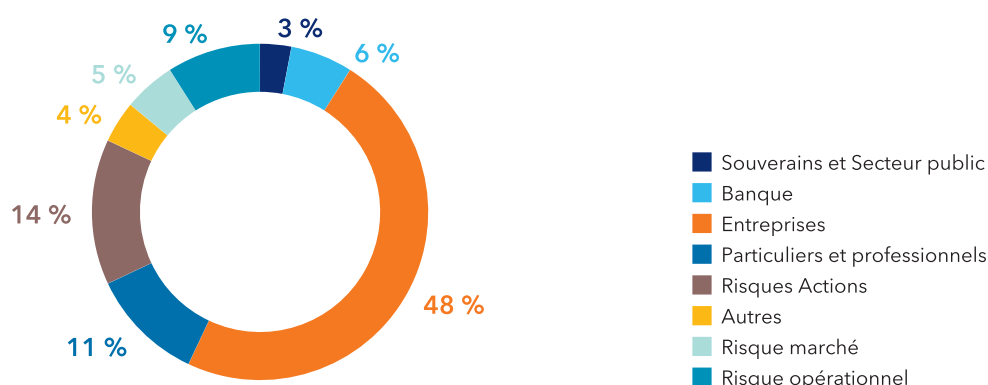
En millions d'euros	2024	2025
	Bâle 3	Bâle 4
Fonds propres de base - <i>Common Equity Tier One</i> (CET1)	6 013,6	6 485,2
Instruments additionnels catégorie 1 (AT1)	0,0	0,0
Fonds propres complémentaires après déductions (Tiers 2)	0,0	74,0
FONDS PROPRES PRUDENTIELS	6 013,6	6 559,2
Risque de crédit et de contrepartie	32 899,6	31 172,9
Risque de marché	1 593,6	1 737,3
Risque opérationnel	2 808,7	3 146,7
TOTAL DES EXPOSITIONS EN RISQUE	37 301,8	36 057,0
RATIO GLOBAL	16,12 %	18,19 %
Dont <i>Ratio Common Equity Tiers One</i>	16,12 %	17,99 %

La hausse du ratio est consécutive à une augmentation des capitaux propres, comprenant une augmentation de capital pour 26 M€ et une hausse des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, ainsi qu'une baisse des actifs pondérés. Le bon niveau de ce ratio démontre la forte capacité de BRED Banque Populaire à créer des fonds propres au travers de la mise en réserves de résultats et de l'émission de parts sociales auprès de ses clients sociétaires.

Ratio de solvabilité CET1 : évolution de 2024 à 2025



Risques pondérés hors franchise ratio solvabilité Bâle 3



2.6.4.5 Ratio de levier

Le ratio de levier a pour objectif principal de servir de mesure de risque complémentaire aux exigences en fonds propres. L'article 429 du règlement CRR, précisant les modalités de calcul relatives au ratio de levier, a été modifié par le règlement délégué (UE) 2015/62 de la commission du 10 octobre 2014.

L'entrée en vigueur du Règlement sur les exigences en capital, appelé « CRR2 », fait du ratio de levier une exigence contraignante applicable depuis le 28 juin 2021. L'exigence minimale de ce ratio à respecter à tout moment est de 3 %. Ce règlement autorise certaines exemptions dans le calcul des expositions, notamment concernant :

- l'épargne réglementée transférée à la Caisse des Dépôts et Consignations pour la totalité de l'encours centralisé ;

- les opérations réalisées avec d'autres établissements du groupe BPCE bénéficiant d'une pondération de 0 % dans le calcul des risques pondérés.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et les expositions, qui correspondent aux éléments d'actifs et de hors bilan, après retraitements sur les instruments dérivés, les opérations de financement sur titres et les éléments déduits des fonds propres.

Au 31 décembre 2025, le ratio de levier sur la base des fonds propres de catégorie 1 est de 5,54 %.

La baisse du ratio pour 0,55 points s'explique principalement par l'augmentation de la taille du bilan consolidé.

En millions d'euros

	2024	2025
	Bâle 3	Bâle 4
Fonds propres de base Tier 1	6 013,6	6 485,2
Expositions ratio de levier	98 719,7	117 089,8
RATIO DE LEVIER	6,09 %	5,54 %

2.6.4.6 Liquidité

Le modèle économique de la banque commerciale France s'appuie sur le maintien d'une structure prudente en termes d'équilibre emplois-ressources clientèle. Le coefficient emplois-ressources hors clientèle financière bénéficie de la bonne tenue des levées des ressources et s'établit à 93 % au 31 décembre 2025.

Le LCR (*Liquidity Coverage Ratio*) de BRED Banque Populaire ressort à 146 % au 31 décembre 2025 pour une exigence minimale réglementaire de 100 %.

Le NSFR (*Net Stable Funding Ratio*) de BRED Banque Populaire ressort à 121 % au 31 décembre 2025 pour une exigence minimale réglementaire de 100 %.

2.7 Les procédures de contrôle et de gestion relatives à l'information comptable et financière

Rôles et responsabilités dans l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière

L'organisation comptable de BRED Banque Populaire est décentralisée.

Comptes sociaux

Le système d'information comptable de BRED Banque Populaire est structuré de manière suffisamment granulaire pour permettre un suivi régulier des opérations et de satisfaire l'ensemble des exigences comptables et réglementaires.

Les services de production bancaire déterminent les schémas comptables de leurs opérations, avec l'aide de la Direction comptable, et demandent l'ouverture des comptes qu'ils jugent nécessaires. La Comptabilité générale du groupe BRED est responsable du plan de comptes dont elle préserve l'intégrité et veille à la qualité de la description du fonctionnement des comptes ainsi qu'à leur cohérence.

La production de l'information comptable et financière est confiée à plusieurs intervenants, indépendants les uns des autres et coordonnés par le Directeur financier, opérationnel, conformément à l'organisation comptable décentralisée du groupe BRED. Les états financiers sont produits par la Comptabilité générale. Les comptes, qui sont le fondement des états financiers, sont suivis et contrôlés en premier niveau par les services de production.

Comptes consolidés

Dans le cadre de la production des états consolidés du groupe BRED d'une part, et de sa contribution aux comptes du groupe BPCE d'autre part, les informations comptables sont remontées dans l'outil de consolidation commun à toutes les entités du groupe BPCE.

La Comptabilité générale assure la cohérence interne des périmètres, des plans de comptes, des traitements et des analyses pour l'ensemble du périmètre consolidé de BRED Banque Populaire dans le respect des normes du groupe BPCE.

États réglementaires et fiscaux

La production des états réglementaires et fiscaux relève majoritairement de la Comptabilité générale. Certains états réglementaires portant sur les ratios de liquidité ou les grands risques relèvent respectivement de la Direction de l'ALM et de la Direction des risques.

États de synthèse

Les états de synthèse sont communiqués à la Direction générale et sont la base de la présentation des comptes faite au Conseil d'administration par le Directeur financier.

Les processus de contrôle des données comptables et financières

Le processus de contrôle des données comptables et financières suit l'organisation générale du dispositif de contrôle interne du groupe BRED en conformité avec les exigences légales et réglementaires qui résultent, notamment, du Code monétaire et financier et de l'arrêté du 25 février 2021 relatif au contrôle interne.

Contrôle financier

Filière de contrôle permanent de deuxième niveau, le Contrôle financier a pour mission de contribuer à la fiabilisation de l'information comptable et financière du groupe BRED. Le Contrôle financier applique le Cadre du contrôle de la qualité de l'information comptable et financière du groupe BPCE validé par le Comité de coordination du contrôle interne Groupe (3CIG du 30 septembre 2022). Le Contrôle financier contribue ainsi à :

- fiabiliser et améliorer l'efficacité des processus de production et de contrôle de premier niveau de l'information comptable et financière (comptes sociaux, comptes consolidés, déclarations fiscales) ;
- mettre en qualité les données et indicateurs comptables et financiers figurant dans les reports réglementaires ou dans les reports de pilotage, en lien avec les autres acteurs de contrôles permanents de deuxième niveau ;
- participer à la prévention et à la détection de la fraude et des faits de corruption ou du trafic d'influence (axé sur le domaine comptable) en lien avec la fonction Conformité qui en assure la surveillance et la coordination globale.

Le périmètre d'intervention du Contrôle financier est le groupe BRED, soit BRED SA et ses filiales et participations. Le suivi des filiales et participations porte notamment sur celles identifiées comme entrant dans le périmètre des entités matérielles conformément aux critères et seuils définis par le groupe BPCE.

L'équipe centrale du Contrôle financier est responsable de l'animation du lien fonctionnel avec les contrôleurs permanents rattachés aux filiales ou aux directions opérationnelles concernées. Ce lien fonctionnel se traduit notamment par une remontée régulière des contrôleurs permanents selon des formats, une méthodologie et des instructions déterminés en fonction des différentes exigences du groupe BPCE.

Pour mener à bien ses missions, le Contrôle financier s'appuie sur les travaux de contrôles réalisés au sein de la Direction financière ainsi que sur les travaux d'autres filières de risques lorsque nécessaire.

Les travaux du Contrôle financier sont réalisés selon un plan de contrôle annuel. Ce plan de contrôle s'appuie sur le résultat des cartographies des risques relatifs à la production de l'information comptable et financière, selon une méthodologie prenant en compte le caractère significatif, le risque inhérent et le risque de contrôle interne. Le Contrôle financier assure également, dans le cadre de ses travaux, un rôle de communication interne vis-à-vis de la gouvernance et des différents acteurs du contrôle du groupe BRED dont

le Comité d'audit et des comptes. Elle assure la communication sur les sujets de contrôle comptable et financier auprès de BPCE, des Commissaires aux comptes et des autorités de tutelle. Le Contrôle financier a également la charge du suivi des nominations et renouvellements des Commissaires aux comptes, selon les règles définies par les normes BPCE.

Le Contrôle financier est rattaché hiérarchiquement au Directeur financier opérationnel et fonctionnellement au Directeur des risques, de la protection et du contrôle.

2.8 Événements post-clôture

Néant

2.9 Perspectives

Fort de ses performances, le groupe BRED dispose de tous les atouts pour répondre à ses ambitions. Il affiche un PNB et un résultat net à des niveaux élevés en 2025, venant ainsi renforcer ses capitaux propres. En outre, la confiance accordée à BRED Banque Populaire par ses clients sociétaires est un atout supplémentaire pour répondre à ses ambitions.

2.10 Informations sur les implantations

Les informations relatives aux implantations par pays en application de l'article L. 511-45 du Code monétaire et financier figurent dans le document d'enregistrement universel du groupe BPCE.

2.11 Dépenses non déductibles fiscalement

Communication des dépenses somptuaires

Conformément aux dispositions de l'article 223 *quater* du Code des impôts, les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 prennent en charge une somme de 258 203 euros, correspondant à des dépenses somptuaires non déductibles fiscalement.

Par conséquent, l'impôt supporté en raison desdites dépenses et charges s'élève à 66 694 euros sans surtaxe, et à 94 537 euros avec surtaxe.

Ces dépenses somptuaires correspondent à la fraction non déductible des loyers et amortissements sur les véhicules de service de BRED Banque Populaire.

2.12 Délais de règlement des fournisseurs et clients

Délais de règlement des fournisseurs

En euros	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre de factures concernées					921
Montant total des factures concernées T.T.C	3 939 322	3 842 947	702 906	547 198	9 032 373
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées					
Nombre des factures exclues					Néant
Montant total des factures exclues					Néant
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)					
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement				Délais contractuels : 30 jours date de facture	

Délais de règlement des clients

Les seules factures émises par BRED Banque Populaire qui ne sont pas relatives à des opérations bancaires sont celles relatives à des opérations intra-groupes qui sont majoritairement prélevées. Les factures non encaissées au 31 décembre 2025 sont non significatives.

2.13 Informations relatives aux comptes inactifs ouverts dans nos livres

En application des articles L. 312-19, L. 312-20 et R. 312-21 du Code monétaire et financier, les informations relatives aux comptes inactifs ouverts dans nos livres sont les suivantes.

	Au 31/12/2025
Nombre de comptes inactifs ouverts dans les livres de l'établissement	28 354
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur les comptes inactifs dénombrés	93 969 901,00 €
Nombre de produits dont les avoirs sont déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations	5 435
Montant total des fonds déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations	15 698 845,43 €

3.

Rapport
de durabilité

3.1 Informations générales	78	3.4 Informations en matière de gouvernance et d'éthique des affaires (C1)	178
3.1.1 Base d'établissement des déclarations	78	3.4.1 Rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance	178
3.1.2 Dimension coopérative	80	3.4.2 Synthèse des incidences, risques et opportunités	178
3.1.3 Stratégie	82	3.4.3 Sociétariat et gouvernance	179
3.1.4 Gouvernance	90	3.4.4 Politiques en matière d'éthique des affaires	179
3.1.5 Gestion des Impacts, Risques et Opportunités (IRO-1)	95	3.4.5 Prévention et détection de la corruption et des pots-de-vin	181
3.1.6 Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique (SBM-3)	100	3.4.6 Gestion des relations avec les fournisseurs	184
3.2 Informations environnementales	111	3.5 Informations quantitatives : indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables	187
3.2.1 Changement Climatique (E1)	111	3.6 Glossaire	240
3.2.2 Indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables	130	3.7 Rapport de certification des informations en matière de durabilité et de contrôle des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 de BRED Banque Populaire	242
3.3 Informations sociales	140		
3.3.1 Droits Humains	140		
3.3.2 Capital humain et évolution des effectifs (S1)	142		
3.3.3 Communautés affectées (S3)	160		
3.3.4 Clients et utilisateurs finaux (S4)	169		

3.1 Informations générales

3.1.1 Base d'établissement des déclarations

3.1.1.1 Base générale pour la préparation des états de durabilité (BP-1)

BRED Banque Populaire publie pour la deuxième année son rapport de durabilité, tel que défini dans la Directive (UE) 2022/2464 dite « Directive CSRD ⁽¹⁾ » et conformément aux normes européennes de reporting en matière de durabilité (European Sustainability Reporting Standards ou ESRS). Ces normes fournissent un cadre complet pour la publication d'informations extra-financières, traitant des questions environnementales, sociales et de gouvernance.

Le rapport de durabilité de BRED Banque Populaire repose sur une analyse de double matérialité, qui prend en compte à la fois l'impact de BRED Banque Populaire sur l'environnement et la société, et l'influence des évolutions de l'environnement et de la société sur les performances de l'entreprise. Cette approche intègre les attentes des parties prenantes, notamment les employés, les clients, les sociétaires et les communautés au sein desquelles la Banque opère. Cette analyse aboutit à une liste d'impacts induits par l'activité de BRED Banque Populaire et de risques et opportunités (IRO) liés aux évolutions environnementales et sociétales.

Le présent rapport de durabilité fait l'objet d'un audit, comme l'exige la réglementation avec un niveau d'assurance limité.

Périmètre du rapport de durabilité

Pour préparer ce rapport, BRED Banque Populaire a recueilli des données sur une base consolidée et provenant de sa chaîne de valeur. Le périmètre de consolidation retenu pour ce rapport de durabilité est identique à celui des états financiers consolidés de BRED Banque Populaire. La composition de ce périmètre figure au chapitre 5 - Comptes consolidés annuels, note 14 des annexes du rapport annuel, qui détaille le périmètre de consolidation. Le principal changement en termes de périmètre porte sur l'intégration de la filiale BRED Madagasikara.

3.1.1.2 Publication d'informations relatives à des circonstances particulières (BP-2)

3.1.1.2.1 Horizons temporels

Les impacts, les risques et les opportunités matériels ont été évalués à court, moyen et long terme, ou bien à un horizon invariable (dans le cas où la matérialité est la même à court, moyen ou long terme). Pour obtenir ces informations prospectives de BRED Banque Populaire dans les états de durabilité, les principes généraux tels qu'ils sont définis dans la section 6.4 de la partie ESRS 1 de la Directive CSRD, ont été retenus :

- 1 an comme court terme (période de présentation des états financiers annuels) ;
- entre 1 an et 5 ans à moyen terme ;
- plus de 5 ans à long terme.

Lorsque les horizons temporels s'écartent de ces principes directeurs généraux, il en est fait mention en même temps que les informations pertinentes relatives au sujet matériel spécifique. Lors de la préparation de ce rapport de durabilité, des estimations et des hypothèses sur l'avenir ont été formulées. Les résultats observés peuvent différer de ces estimations et hypothèses.

3.1.1.2.2 Estimations concernant la chaîne de valeur

Les indicateurs doivent couvrir l'ensemble du périmètre consolidé. Cependant, pour le cas du calcul des émissions de gaz à effet de serre au titre de l'ESRS E1-6 (émissions de gaz à effet de serre), l'indicateur est calculé sur un périmètre élargi. En effet, les émissions du scope 3, catégorie 15, portent sur la chaîne de valeur, en particulier les émissions financées.

Pour le calcul des émissions du scope 3 catégorie 15, définie par le GHG Protocol, sur le portefeuille bancaire, les données de gaz à effet de serre proviennent de plusieurs sources :

- achat de données fournisseurs (Carbone4, Trucost, CDP) ;
- données collectées auprès des clients de la Banque (DPE) ;
- bases de données publiques (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment).

Lorsque les données ne sont pas disponibles, le Groupe BPCE a recours à des estimations d'intensités sectorielles : extrapolation ou proxy PCAF.

3.1.1.2.3 Sources d'incertitude associées aux estimations et aux résultats

Le présent rapport, appelé « rapport de durabilité de BRED Banque Populaire » a été établi dans le cadre des exigences légales et réglementaires résultant de la transposition de la Directive CSRD. Cette deuxième année d'application est caractérisée par des incertitudes sur l'interprétation des textes, qui sont généralistes pour couvrir l'ensemble des secteurs d'activités mais ne précisent pas de cadre spécifique aux modèles d'affaires bancaires et financiers, l'absence de pratiques établies ainsi que par l'absence de certaines données, en particulier au sein de la chaîne de valeur.

Dans ce contexte, BRED Banque Populaire s'est attachée à appliquer les exigences normatives fixées par les ESRS, telles qu'applicables à la date d'établissement de l'état de durabilité, sur la base des informations disponibles dans les délais de sa préparation, en appliquant les meilleurs efforts pour refléter son métier de banquier assureur universel, ainsi que ses différents modèles d'affaires.

(1) CSRD : Corporate Sustainability Reporting Directive.

Pour l'analyse de la double matérialité et, notamment, celle relative à sa chaîne de valeur, BRED Banque Populaire a rencontré des limitations relatives à la maturité des méthodologies d'évaluation ainsi qu'à la disponibilité des données. Tel que présenté dans la partie 3.2.1 sur la thématique Environnement (E), seul l'enjeu d'atténuation et d'adaptation lié au changement climatique a été évalué matériel au sens de la norme. Les limitations relatives aux informations et aux méthodologies de place disponibles à ce stade n'ont pas permis de caractériser la matérialité des ESRS Nature au sens de la norme, ce qui a amené la Banque à évaluer ses enjeux liés à l'environnement comme non matériels. Cette évaluation a été réalisée en s'appuyant sur les définitions de la norme, et les méthodologies disponibles pour évaluer et réaliser les exercices de cotation. Cette appréciation s'explique notamment par l'absence de consensus sur des méthodologies robustes développées sur les thématiques en question, de données pertinentes et adaptées qui permettraient d'établir un lien d'impact ou de risques pour BRED Banque Populaire sur ces thématiques à travers sa chaîne de valeur. Compte tenu de la démarche d'amélioration continue de BRED Banque Populaire sur ces thématiques environnementales, des travaux et des évolutions en cours des méthodologies internationales, des référentiels qui se mettent en place, des bonnes pratiques de place qui émergent, ainsi que des informations et des données de ses clients qui devraient être progressivement disponibles, cette analyse de double matérialité pourrait évoluer au cours des prochains exercices. L'analyse de double matérialité dont les résultats sont présentés dans le présent rapport vise à qualifier les impacts, risques et opportunités tels que décrits dans la norme CSRD : cette analyse répond aux seuls besoins du reporting de durabilité et non à l'analyse des facteurs de risques présentés au chapitre sur la gestion des risques.

Pour les points de données présentés dans ce rapport, BRED Banque Populaire a utilisé des options méthodologiques qu'elle a jugées pertinentes et des estimations pour de nombreuses données, notamment concernant les différentes activités de sa chaîne de valeur. Les données, les analyses et études menées ne sont pas des garanties que les anticipations et les cibles seront atteintes : elles sont basées sur des objectifs, des engagements, des estimations, des hypothèses, des standards et des méthodologies en développement et sur les données actuellement disponibles, qui continuent d'évoluer et de se développer. Certaines des informations contenues dans ce document ont été obtenues auprès de sources publiques ou auprès de sources qui semblent fiables ou de références de place : BRED Banque Populaire ne les a pas vérifiées de manière indépendante. Par ailleurs, BRED Banque Populaire relève que les informations attendues en matière de durabilité s'appuient sur les normes européennes (ESRS) dites « agnostiques », c'est-à-dire généralistes, et ne reflétant pas les spécificités du secteur financier. Ainsi certains points de données jugés non pertinents ou non applicables compte tenu du modèle d'affaires et de la chaîne de valeur de BRED Banque Populaire, ne sont pas produits. Il en va de même pour certains points de données relatifs au règlement Taxonomie. Dans un contexte international marqué par la diversité des réglementations, des outils

et des lignes d'activité, l'harmonisation des données constitue un enjeu stratégique pour BRED Banque Populaire. La convergence des données, notamment au niveau des filiales, s'appuie sur des plans d'actions, déployés de manière progressive et priorisés selon des critères de significativité. Les limitations observées sur la qualité de la donnée reportée sont présentées en annexe de chaque section.

Pour le bilan des émissions de gaz à effet de serre, en tant qu'entreprise de service, BRED Banque Populaire émet un niveau de CO₂ limité au titre de son propre fonctionnement, y compris en intégrant la chaîne de valeur amont (achats, dont ceux liés à l'informatique et aux investissements technologiques, à la mobilité dont les trajets professionnels...), et les déplacements de ses clients vers ses agences ou centres d'affaires. L'essentiel des émissions de GES de BRED Banque Populaire provient des émissions financées, et relève d'un calcul normatif pour la catégorie 15 des émissions de la chaîne de valeur aval « investissement » autrement nommée « émissions financées » visant à attribuer à l'établissement financier une portion des émissions de CO₂ de ses clients financés ou des titres dans lesquels l'établissement investit. Ce calcul prend en compte les scopes 1-2-3 des clients qui incluent donc aussi les émissions de leur chaîne de valeur et conduit à un calcul maximaliste. Il est estimé que les émissions financées peuvent en moyenne compter trois fois la même émission de gaz à effet de serre pour des portefeuilles d'exposition à des entreprises d'une même chaîne de valeur. Pour cet état de durabilité, la Banque a considéré au titre du calcul des émissions financées, les catégories matérielles obligatoires d'actifs financiers prévues par le *Greenhouse Gas (GHG) protocol*. Les périmètres, les méthodologies utilisées et les principales hypothèses et sources de données sont détaillés au paragraphe 3.2.1.7 relatif aux émissions brutes de GES.

S'agissant de la Taxonomie, les hypothèses retenues et les limitations sont détaillées dans la section 3.2.2 Indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables

BRED Banque Populaire estime raisonnables les anticipations reflétées dans ces déclarations prospectives, celles-ci sont soumises à de nombreux risques et incertitudes, elles sont difficilement prévisibles, généralement en dehors du contrôle de BRED Banque Populaire, parfois inconnues et susceptibles d'aboutir à des résultats ou de donner aux événements une tournure significativement différente de ceux qu'expriment, sous-entendent ou prévoient lesdites informations et déclarations prospectives.

3.1.1.2.4 Changement dans la préparation ou la présentation des informations en matière de durabilité

Aucun changement significatif n'a été effectué dans la définition ou le calcul des métriques, y compris celles utilisées pour fixer les cibles et suivre la progression vers leur réalisation n'est à déclarer.

3.1.1.2.5 Signalement d'erreurs dans des périodes antérieures

Aucune erreur significative liée à la période antérieure n'a été identifiée.

3.1.1.2.6 Publication d'informations issues d'autres actes législatifs ou de déclarations généralement acceptées en matière d'information sur la durabilité

En ce qui concerne la gestion des risques, BRED Banque Populaire définit le risque de durabilité comme un facteur de risque. Le chapitre 4.10 sur les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance du rapport annuel, décrit la façon dont la Banque définit et gère ces risques. Ce chapitre contient également un aperçu de l'impact des risques climatiques et environnementaux sur d'autres types de risques tels que le risque de crédit, le risque de marché, le risque opérationnel et le risque de liquidité.

En outre, les éléments relatifs à l'éligibilité et l'alignement des portefeuilles de la Banque tel qu'il est défini dans le règlement (UE) 2020/852 et complété par les règlements délégués (UE) 2021/2178, 2021/2139 et 2023/2486 sont inclus dans la section 3.2.2 Indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables.

3.1.1.2.7 Incorporation d'informations par référence

Dans le but d'éviter les répétitions, l'ESRS 1 permet l'incorporation de parties élaborées dans d'autres documents, tels que le rapport de gestion ou le document d'enregistrement universel, par le biais d'une simple mention, à condition que ces informations présentent des caractéristiques équivalentes, notamment en matière de fiabilité. Cela concerne généralement les parties relatives à la description des activités et de la stratégie de l'entreprise, à sa gouvernance, aux politiques de rémunération, aux facteurs de risque et au devoir de vigilance. Les ESRS rendent obligatoire de garantir et d'expliquer la cohérence entre le rapport de durabilité et les états financiers, en portant une attention particulière aux montants, aux hypothèses et aux projections significatives. Les montants considérés comme matériels issus des états financiers doivent être accompagnés d'une référence, bien que la présentation d'une réconciliation sous forme de tableau comparatif entre les montants du rapport de durabilité et ceux des états financiers demeure optionnelle.

À l'échelle de BRED Banque Populaire, les informations suivantes sont incorporées par référence :

Nom de l'exigence de publication	Point de donnée	Document de référence	Section du document de référence
Informations transmises aux organes d'administration, de direction et de surveillance de l'entreprise et enjeux de durabilité traités par ces organes	ESRS GOV-2, Par. 26 (a) & (b)	Rapport annuel	Chapitre 3 Section 3.1.4.2
Publication d'informations relatives à des circonstances particulières	ESRS BP-2 Par. 15	Rapport annuel	Chapitre 3 Section 3.1.1.2
Rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance	ESRS 2 GOV-1 Par. 19 & 21	Rapport annuel	Chapitre 1 Sections 1.3.1 & 1.3.2
Périmètre du rapport de durabilité	ESRS 2 BP 1	Rapport annuel	Chapitre 5 Note 14 des annexes
Gestion des risques et contrôles internes de l'information en matière de durabilité	ESRS 2 GOV-5 Par. 36 (a)	Rapport annuel	Chapitre 3 Section 3.1.4.5

3.1.2 Dimension coopérative

Plus de 110 ans d'histoire

Aux origines, la création de BRED Banque Populaire repose sur une aspiration humaniste au cœur de l'ADN de l'institution depuis ses débuts : offrir à tous les moyens d'épargner ou de financer leurs projets et être pionnier dans le développement des territoires.

À la suite d'une loi du 13 mars 1917 instituant la possibilité de créer des « banques populaires », 233 sociétaires (commerçants, industriels et artisans) se réunissent le 7 octobre 1919 pour fonder, à Vincennes, la Banque Populaire Industrielle et Commerciale de la Banlieue Est de Paris. Il s'agit de l'une des premières banques populaires à voir le jour, qui deviendra la Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts, surnommée BRED Banque Populaire, en 1942. À partir des années 50, la Banque accélère son développement par la conquête de nouveaux territoires, en Île-de-France puis en Normandie. Plus de 80 agences sont ainsi inaugurées entre 1960 et 1970.

La loi bancaire de 1984 entraînant le décloisonnement et la déréglementation des marchés financiers, BRED Banque Populaire témoigne d'une forte volonté de diversifier ses activités : elle prend par exemple le contrôle d'une société de bourse, crée une filiale d'assurance spécialisée, se dote d'une salle des marchés. La Banque réalise parallèlement ses premiers pas dans les Outre-mers par une première implantation à la Réunion, en 1985. Elle s'établit ensuite en Guadeloupe (1987) et en Martinique (1990), puis poursuivra son développement dans les années 2000 avec le rachat du Crédit Martiniquais, puis de quatre sociétés de crédit aux Antilles, en Guyane et à la Réunion. Elle devient par ailleurs actionnaire de la Banque Calédonienne d'Investissement (BCI) en 2005 et entre au capital de la Socredo, premier réseau bancaire polynésien, en 2007.

Cette même année, BRED Banque Populaire se diversifie à l'international dans des pays bénéficiant de fortes dynamiques de croissance par l'acquisition de la BCI Mer Rouge à Djibouti (2007) et fonde BRED Bank Vanuatu un an plus tard. Cette ouverture sur l'international se poursuivra dans les années 2010 en Océanie et en Asie du Sud Est. BRED Banque Populaire ouvre notamment la Banque Franco-Lao en 2010, BRED Bank Fiji en 2012 ainsi que BRED Bank Cambodia et BRED Bank Solomon en 2017. Cet état d'esprit de développement permanent au service de la croissance des territoires s'est à nouveau exprimé en 2024 avec l'acquisition de la première banque de Madagascar.



Le sociétariat, un des piliers du modèle coopératif

BRED Banque Populaire, créée en 1919, a toujours privilégié une approche de moyen-long terme dont la mise en œuvre est facilitée par les règles de gestion de son capital et de ses réserves, décrites ci-dessous :

- la rémunération des parts sociales est plafonnée : les sociétaires n'ont donc pas pour objectif de soutenir des décisions dont le seul intérêt serait de maximiser leur rendement ;
- les droits de vote sont plafonnés à 0,25 %, pouvoir inclus : il n'est donc pas possible de s'organiser pour prendre le contrôle de la société ;
- les parts sociales ne sont pas cotées et leur valeur (fixée statutairement) ne dépend pas des marchés financiers : il est impossible de spéculer sur le cours de la part sociale ou de l'influencer ;

- les réserves sont impartageables : les bénéfices sont prioritairement destinés au développement futur. La pérennité des fonds propres conforte la prise en compte du moyen-long terme dans les décisions.

En tant que banque coopérative, BRED Banque Populaire n'a pas d'actionnaire. Ce sont les 235 000 clients sociétaires qui, en détenant son capital social, en sont les propriétaires. Ils permettent à BRED Banque Populaire d'être une banque autonome financièrement, en évitant de faire appel aux marchés pour assurer la croissance de son capital. Ils contribuent à son engagement au cœur de la société, au profit du financement de l'économie réelle et du développement des territoires sur lesquels elle opère.

Ainsi, l'activité de la Banque reste au seul service de ses clients et de ses territoires.

Les décisions importantes sont soumises à l'approbation des sociétaires lors des Assemblées générales à l'occasion desquelles ils nomment les administrateurs qui les représentent au Conseil d'administration.

Pour répondre aux exigences réglementaires d'évaluation annuelle du fonctionnement du Conseil d'administration, BRED Banque Populaire a mis en place un dispositif d'évaluation supervisé par le Comité des nominations (évaluation individuelle et collective des compétences des membres de l'organe de direction et questionnaire d'autoévaluation annuel, voir section 3.1.4 Gouvernance).

La loi du 10 septembre 1947, portant le statut de la coopération, pose le principe selon lequel les coopératives se soumettent tous les cinq ans à une procédure de révision coopérative. Cette obligation, appliquée auparavant aux coopératives agricoles, a été étendue par la loi Économie Sociale et Solidaire (ESS) du 31 juillet 2014 à toutes les coopératives, quel que soit leur secteur d'activité. Cette révision, effectuée par un réviseur indépendant, est destinée à vérifier la conformité de leur organisation et de leur fonctionnement aux principes et aux règles de la coopération. La révision coopérative est un acte positif de la gouvernance coopérative.

En 2018, BRED Banque Populaire a nommé son réviseur coopératif, qui a présenté, en mai 2019, son rapport, lors de l'Assemblée générale annuelle des sociétaires de la Banque. En mai 2022, le réviseur a présenté une actualisation de son rapport lors de l'Assemblée générale annuelle.

3.1.3 Stratégie

3.1.3.1 Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur (SBM-1)

3.1.3.1.1 Stratégie en matière de durabilité

Le plan stratégique « Aligner les énergies – Ambitions BRED 2027 » de BRED Banque Populaire, lancé en 2024, est un projet au service de ses clients et de ses territoires pour permettre un développement responsable et durable. L'un des axes principaux de ce plan est l'impact positif sur les clients, les collaborateurs et les territoires.

La démarche de BRED Banque Populaire est fondée sur son modèle coopératif qui associe ancrage dans les territoires et engagement dans la société, au service du financement d'une économie durable.

Les principales ambitions identifiées pour atteindre ces objectifs sont :

- accompagner les clients de BRED Banque Populaire dans leur décarbonation et transition environnementale ;
- incarner la stratégie RSE de BRED Banque Populaire en interne et la déployer à l'échelle de ses territoires ;
- mieux faire connaître l'impact positif de BRED Banque Populaire.

Favoriser un impact environnemental positif

BRED Banque Populaire s'inscrit dans l'ambition climatique du Groupe BPCE VISION 2030 en faisant du climat un axe prioritaire de sa stratégie d'impact et de son plan de transition.

La Banque se fixe trois objectifs structurants :

- prioriser la décarbonation de ses portefeuilles sur les secteurs les plus émetteurs ;
- accompagner ses clients dans leur transition et leur adaptation au changement climatique ;
- réduire sa propre empreinte carbone sur l'ensemble de ses métiers et filiales.

Pour l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (GES), la Banque entend faire évoluer l'allocation de ses financements et investissements afin de soutenir davantage les projets et acteurs les plus sobres en carbone, notamment dans les énergies renouvelables, et de contribuer à la décarbonation de l'économie. Elle prévoit aussi de développer et de mettre sur le marché des offres dédiées de financement et d'accompagnement pour soutenir la décarbonation de ses différentes typologies de clients et faire émerger des pratiques plus durables dans tous les secteurs. La Banque ambitionne d'accompagner ses clients notamment à travers le dialogue ESG dans leur stratégie de décarbonation, en développant des dispositifs de mesure des émissions carbone et en identifiant les partenaires et acteurs locaux (voir section 3.2.1.8 Stratégie commerciale contribuant à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique).

Pour l'adaptation aux effets du changement climatique, BRED Banque Populaire entend proposer des solutions spécifiques aux contreparties les plus exposées aux

risques climatiques, physiques et de transition, afin de renforcer leur résilience face à ces impacts matériels et économiques.

Au travers de cette stratégie articulée autour de l'allocation de portefeuille, de la transformation et de l'adaptation, la Banque affirme sa volonté de jouer un rôle moteur dans la transition climatique tout en veillant à une transition juste pour ses territoires et ses clients.

Enfin, BRED Banque Populaire vise à réduire de manière significative sa propre empreinte carbone sur l'ensemble de ses métiers et filiales, en diminuant en valeur absolue ses émissions de gaz à effet de serre (hors scope 3 catégorie 15) et en agissant dans le numérique responsable, la mobilité durable et les bâtiments durables.

Renforcer l'impact sociétal en interne et à l'échelle des territoires

Aux origines de BRED Banque Populaire, banque coopérative, se place une aspiration humaniste : mettre l'humain au cœur. Par sa marque centenaire nativement à impact positif au plus près des territoires, des besoins de la société et des clients, BRED Banque Populaire joue un rôle sociétal. Investie dans la société civile, acteur du développement économique des territoires, banque inclusive et solidaire, acheteur responsable et soutenant des initiatives locales et nationales, BRED Banque Populaire agit au plus près des besoins de ses clients, y compris les plus fragiles. BRED Banque Populaire est un acteur incontournable dans la vie des territoires.

BRED Banque Populaire assume son rôle de financeur de tous les acteurs économiques (entreprises, professionnels, collectivités, ménages, opérateurs de l'économie sociale et solidaire). Le réseau Banque Populaire, qui inclut BRED Banque Populaire, est pour la 16^e année consécutive, 1^{er} réseau bancaire des Entreprises (source Baromètre KANTAR 2025). Il intervient en proximité dans tous les territoires. Il est le partenaire bancaire de référence de près d'une entreprise sur deux en France.

Détenue par ses clients-sociétaires et engagée dans le développement durable de ses territoires, BRED Banque Populaire joue un rôle crucial dans le financement durable des entreprises de l'économie sociale et solidaire, ainsi que dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'emploi. En tant que banque coopérative, elle réinvestit ses bénéfices dans le développement économique local et soutient des initiatives régionales à fort impact social et environnemental. Par sa stratégie de proximité, elle contribue à structurer cet écosystème grâce à des partenariats et des relations établies avec des acteurs clés de ses territoires.

BRED Banque Populaire s'engage également dans des actions de mécénat qui soutiennent des projets éducatifs, culturels et sportifs, et participe à des initiatives humanitaires et de solidarité, renforçant ainsi son engagement en matière de responsabilité sociétale et de développement durable de ses territoires.

Améliorer la notation extra-financière de BRED Banque Populaire

En 2025, BRED Banque Populaire a amélioré sa notation extra-financière en obtenant un ESG Risk Rating de 21,6 attribué par *Sustainalytics*, ce qui reflète une maîtrise solide des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance. Cette note représente une amélioration significative par rapport à l'année précédente (26,6) et classe la Banque parmi les mieux notées de son sous-secteur « Banques diversifiées » au niveau mondial.

Cette amélioration découle notamment de la publication de son premier rapport de durabilité 2024, conforme à la directive européenne CSRD, qui met en avant une gouvernance renforcée, des engagements en

faveur de la diversité et de l'inclusion, un reporting plus transparent, ainsi qu'une meilleure intégration des enjeux climatiques et sociaux. *Sustainalytics* souligne un positionnement de BRED Banque Populaire supérieur à la moyenne de son sous-secteur en matière de gestion des risques ESG.

Cette notation renforce la crédibilité de la Banque auprès des investisseurs ESG, facilite l'accès aux financements et soutient le développement de solutions de finance responsable. Elle s'inscrit dans une dynamique d'amélioration continue des pratiques ESG de la Banque, qui souhaite orienter sa stratégie de reporting autour d'un objectif d'amélioration de sa notation extra-financière dans les prochaines années.

3.1.3.1.2 Modèle économique

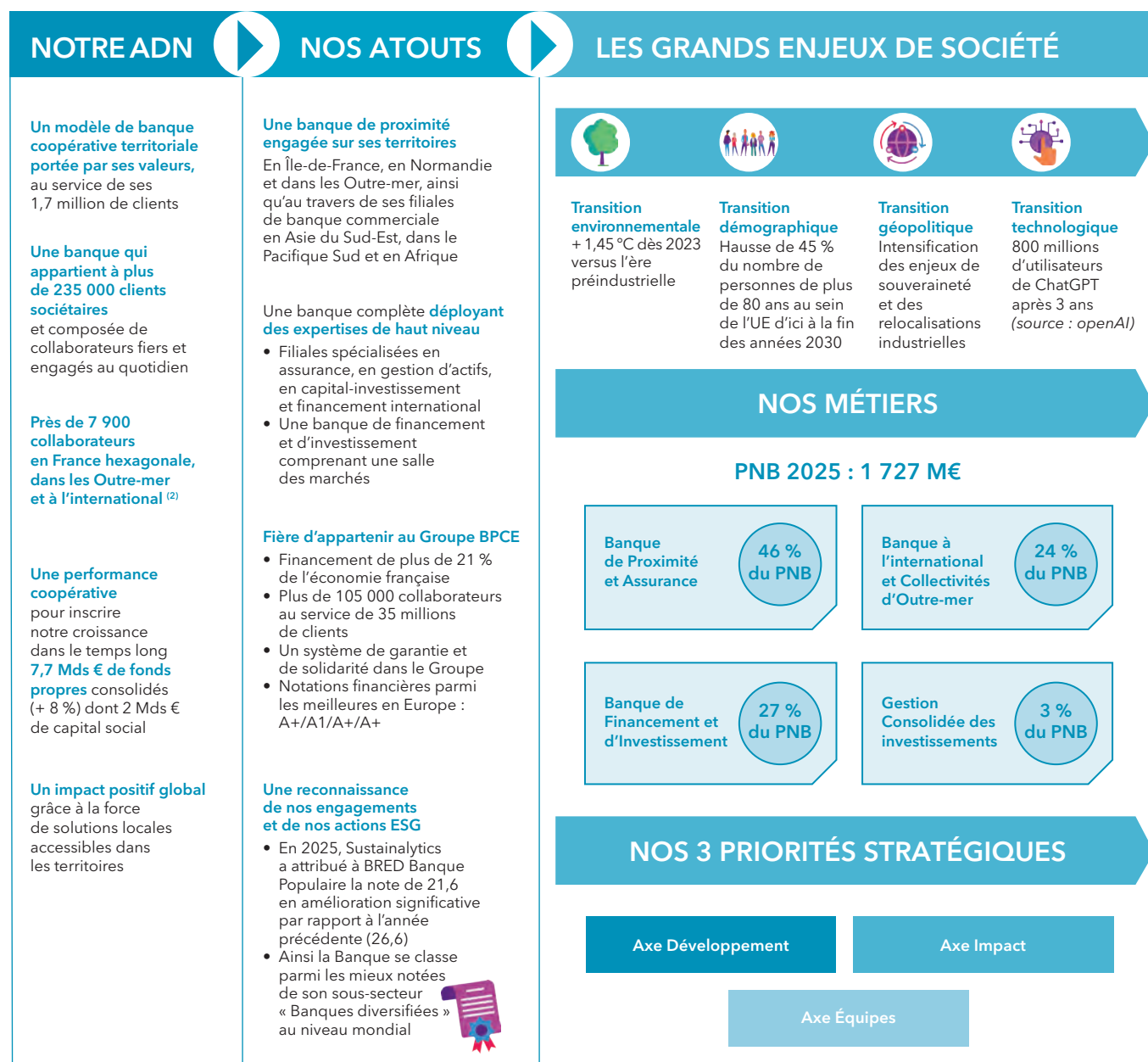
La dimension coopérative de BRED Banque Populaire est le socle de son modèle d'affaires. Dans le cadre de son développement stratégique, la Banque mobilise différents atouts et ressources pour créer de la valeur pour ses parties prenantes internes (collaborateurs) ou externes (clients, territoires, société civile, investisseurs, ...) :

- son capital humain, composé de collaborateurs et sociétaires ;
- sa marque au plus près des territoires ;

- des modèles relationnels offrant le meilleur de l'humain et du digital, augmentés par l'intelligence artificielle générative (IA) ;

- sa solidité financière, avec un niveau de fonds propres élevé et des réserves de liquidité importantes.

BRED Banque Populaire considère son capital humain, sa marque et son organisation, reposant sur son modèle coopératif territorial, comme des ressources incorporelles essentielles, telles que définies par la réglementation ⁽¹⁾.



⁽¹⁾ Les ressources incorporelles essentielles sont définies comme celles qui sont « dépourvues de substance physique dont dépend fondamentalement le modèle commercial de l'entreprise et qui constituent une source de création de valeur pour l'entreprise. » C. com. art. L. 232-1, II-7° et L. 22-10-35 modifiés par ord. 2023-1142.

NOS LIGNES DE FORCE

BRED Banque Populaire est une banque...

Conquérante

Humaine

Engagée

Qui rend possible

Qui protège

Qui simplifie

Fière et forte de ses visages multiples

À impact positif

Avec une stratégie de proximité

NOTRE CRÉATION DE VALEUR

Un employeur responsable

- 87/100 index égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- 37 % de femmes parmi les cadres supérieurs
- 22 % de collaborateurs de moins de 30 ans et 20 % de plus de 50 ans, illustrant un bon **équilibre générationnel**

Un acteur essentiel du financement durable de ses territoires

- Acteur majeur du financement du secteur social public et de l'économie sociale et solidaire
- Partenaire historique et important du paiement des retraites des Français (1 retraite sur 2)
- Solutions de financement innovantes pour les collectivités et institutions
- Financement de la rénovation énergétique des logements sociaux

Une banque mobilisée pour décarboner l'économie en rendant l'impact accessible à tous

- Plan de transition en cours de construction pour décarboner les secteurs les plus émissifs dans son portefeuille
- Financements de projets et d'infrastructures d'envergure dans la mobilité durable
- Signature d'un accord avec la BEI pour 800 millions d'euros de financement des entreprises ultramarines, avec 20 % minimum alloués des projets à impact environnemental positif
- Gestionnaire d'actifs adhérent aux Principes pour l'Investissement Responsable (PRI)
- Une politique d'investissements réaffirmée dans les fonds ESG de la GCI : **+ 8 %** en 2025

Une banque qui se transforme pour réduire son empreinte propre sur 3 piliers, avec une baisse de 7% en valeur absolue en 1 an

- Bâtiments responsables par l'efficacité énergétique de ses sièges et agences
- Numérique responsable avec l'allongement de la durée de vie et l'optimisation du parc informatique
- Mobilité durable grâce à l'électrification du parc de véhicules et la promotion des initiatives durables

Une banque qui contribue pour la société et l'environnement

- 235 actions coopératives et sociétales valorisées à plus de **12,3 M€** dont 46 % alloués à l'engagement sociétal
- Financeur des territoires en France et à l'international
- Acteur bancaire reconnu auprès des personnes protégées et de l'inclusion sociale

Grands groupes de produits et services proposés

Banque universelle, coopérative et territoriale, BRED Banque Populaire offre des services de banque de proximité et d'assurance ainsi que des métiers spécialisés, de grande clientèle et de gestion d'actifs en Île-de-France, Normandie, dans l'Aisne et les Outre-mer, mais également à l'international. Elle fait partie des principaux financeurs des entreprises et des structures de l'économie sociale sur ses territoires ⁽¹⁾, en France et à l'international.

BRED Banque Populaire regroupe des activités diversifiées, de banque de détail, banque d'investissement et de financement, compagnie d'assurance, société de gestion d'actifs. Les synergies entre ces différents métiers en font une banque complète offrant des solutions d'investissements et de placements pertinents.

Le modèle coopératif de BRED Banque Populaire, qui place le client au cœur de sa gouvernance, lui assure une vision de long terme de la relation bancaire, une connaissance fine des enjeux régionaux et une proximité relationnelle forte avec ses clients, sur chacun de ses territoires, dans l'Hexagone, dans les Outre-mer.

BRED Banque Populaire exerce tous les métiers de la banque et de l'assurance. C'est sur la base de ses offres de services – portées par les collaborateurs, ses filiales et les métiers que BRED Banque Populaire tire ses revenus : en 2025, elle réalisait un PNB de 1,7 milliard d'euros. De manière plus détaillée, la proposition de valeur de BRED Banque Populaire se décline comme suit :

- Banque de Proximité et Assurance : 46 % du PNB ;
- Banque à l'international et dans les Collectivités d'Outre-mer : 24 % du PNB ;
- Banque de Financement et d'Investissement : 27 % du PNB ;
- Gestion Consolidée des Investissements : 3 % du PNB.

Les métiers de BRED Banque Populaire et les principaux marchés / clients sont détaillés au sein du chapitre 2 rapport d'activité du rapport annuel.

Grands marchés et groupes de clients cibles

BRED Banque Populaire a été créé par et pour des entrepreneurs. Son modèle d'affaires est caractérisé par un positionnement fort sur le marché des professionnels et par un rôle de premier plan vis-à-vis du secteur de l'économie sociale et solidaire, des collectivités locales, des PME, des artisans, des commerçants, et des particuliers.

La solidité financière de BRED Banque Populaire ainsi que la détention de son capital par ses sociétaires lui permettent de se maintenir aux côtés de ses clients et de contribuer au dynamisme économique et social de ses territoires d'implantation. Cela se traduit par un réseau d'agences, rénové et densifié, et un travail en proximité avec les acteurs économiques locaux et les particuliers.

Groupe bancaire international, BRED Banque Populaire est au service de plus de 1,7 million de clients dans le monde. Ses offres de produits et services s'adressent à une large typologie de clients, dont les grands groupes cibles sont :

- **les professionnels** : le marché des professionnels comprend notamment les artisans et commerçants, les agriculteurs, les associations et les professions libérales ;
- **les entreprises et les institutionnels** : ce segment couvre les entreprises de toutes les tailles – PME, PMI, ETI et grandes entreprises et institutionnels ;
- **les particuliers** : BRED Banque Populaire, en tant que banque coopérative ancrée dans ses territoires, propose un accompagnement dédié aux particuliers.

Par ailleurs, la Salle des marchés de BRED Banque Populaire travaille avec un très grand nombre de mutuelles (régies par le livre 2 du Code de la mutualité), et leur fournit des solutions d'investissements qui s'orientent de plus en plus vers les actifs ESG.

Produits et services interdits sur certains marchés

La politique de crédit aux professionnels et aux entreprises de BRED Banque Populaire s'inscrit dans les politiques RSE du Groupe BPCE applicables aux industries du charbon, du pétrole et du gaz. Ces politiques RSE comportent des critères d'exclusion sur les secteurs ciblés (voir section 3.2.1.6 Politiques et actions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique du présent rapport). Les décisions de financement sont prises localement et l'épargne collectée sur un territoire sert à financer les projets sur ce même territoire. Cependant, un comité de crédit est tenu pour traiter les dossiers les plus importants.

Labels et engagements

BRED Banque Populaire, au travers du Groupe BPCE, a pris de longue date plusieurs engagements pour amplifier ses actions et accélérer les transformations positives auxquelles elle contribue.

Global Compact

Depuis 2003, le Groupe BPCE est membre participant du Global Compact (Pacte Mondial des Nations unies) qui définit dix principes relatifs au respect des droits humains, des normes du travail, de la protection de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

Principes pour l'investissement responsable (PRI)

Depuis 2019, via Promepar Asset Management, BRED Banque Populaire adhère aux PRI qui accompagnent les investisseurs institutionnels pour incorporer les considérations environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise dans le processus décisionnel d'investissement.

Principes pour une banque responsable, UNEP Finance Initiative

Le Groupe BPCE a signé les principes pour une banque responsable et s'engage à aligner stratégiquement ses activités sur les Objectifs du Développement Durable (ODD) des Nations unies et l'Accord de Paris sur le climat.

(1) Île-de-France, Aisne, Normandie, La Réunion, Mayotte, Guadeloupe et Îles du Nord, Martinique, Guyane.

Net Zero Banking Alliance - Cadre méthodologique

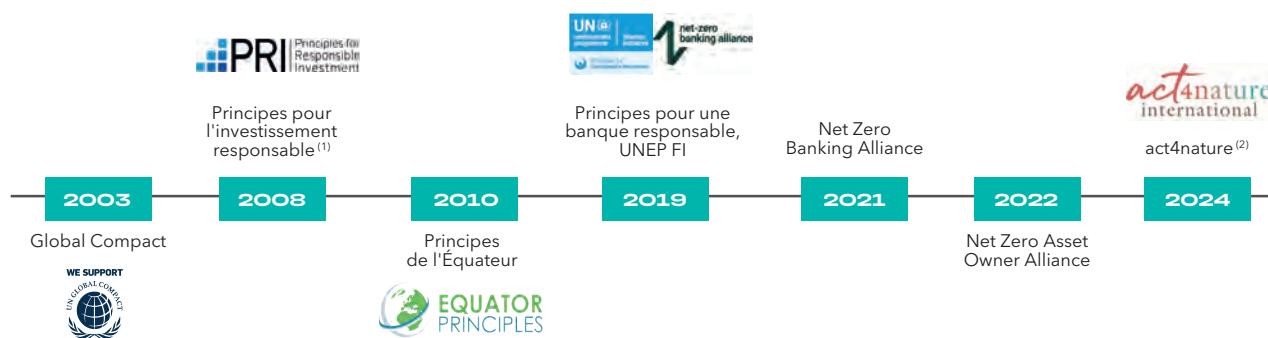
Le Groupe BPCE s'est appuyé à partir de 2021 sur les travaux de la *Net Zero Banking Alliance* (NZBA), initiative de l'UNEP-FI qui a permis d'établir un cadre méthodologique pour l'alignement des portefeuilles bancaires sur les objectifs de l'Accord de Paris. Ce cadre méthodologique, fondé sur la science a déjà été utilisé par plus de 100 banques à l'international permettant une mobilisation collective sans précédent. Cette alliance a depuis fait évoluer ses statuts, ne compte plus de membres, mais conserve le cadre de référence qu'elle a construit. Ainsi, le Groupe BPCE a publié ses positions portant sur les onze secteurs de l'économie, les plus émissifs en carbone (production d'électricité, pétrole et gaz, automobile, acier, ciment, aluminium, aviation, immobilier commercial, immobilier résidentiel, transport maritime et agriculture).

Net Zero Asset Owner Alliance

BPCE Assurances (depuis 2022) et CEGC (depuis 2023) sont membres de la *Net Zero Asset Owner Alliance* (NZAOA), un groupe international d'investisseurs engagés pour la transition de leur portefeuille d'investissements dans l'objectif de contribuer à la neutralité carbone d'ici à 2050.

act4nature

Le Groupe BPCE renforce son engagement en faveur de l'environnement en renouvelant le partenariat porté par Natixis depuis 2018. En rejoignant en 2024 act4nature international, coalition qui mobilise entreprises, pouvoirs publics, scientifiques et associations environnementales en faveur de la protection, de la valorisation et de la restauration de la biodiversité, le Groupe BPCE s'est fixé 24 objectifs volontaristes dans le cadre de ses activités de banquier, d'assureur et d'investisseur.



3.1.3.1.3 Chaîne de valeur

En tant qu'institution financière, BRED Banque Populaire reçoit des fonds sous forme de dépôts des clients ou d'achats d'instruments financiers par les investisseurs et accorde des prêts à ses clients (fonction de transformation bancaire).

La chaîne de valeur en amont comprend les fournisseurs ⁽¹⁾ de produits ou services (prestataires IT, transport de fonds et sécurité, logiciel bancaire).

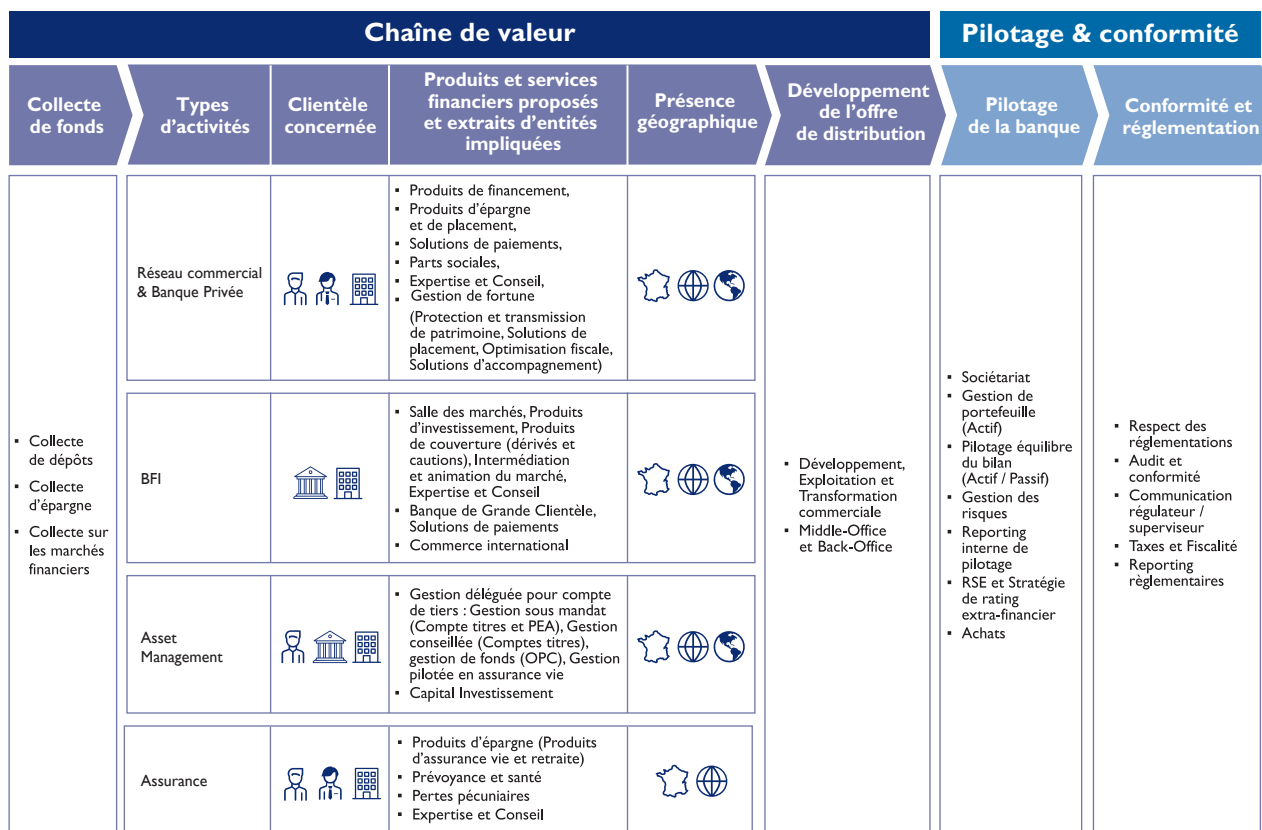
La chaîne de valeur en aval comprend les clients qui bénéficient des produits ou services de BRED Banque Populaire, notamment les prêts.

Les opérations propres concernent les ressources (ex. employés, informatique, locaux, etc.).

La chaîne de valeur de BRED Banque Populaire a servi de base à l'identification des impacts, risques et opportunités (IRO) dans le cadre de l'analyse de double matérialité.

(1) Les fournisseurs comprennent deux catégories i) les fournisseurs standards, ii) les fournisseurs critiques.

Chaîne de valeur – Pilotage et conformité (1)



Fonctions transversales qui soutiennent les activités
<ul style="list-style-type: none"> Ressources humaines IT (matériel, réseau et data centers) Locaux et immobilier et achats propres (Énergie et assimilés, Prestations intellectuelles, Licences) Secrétariat Général

Type de clientèle : Particuliers Professionnels (Professions libérales) Entreprises Institutionnels

Présence géographique : France hexagonale Outre-Mer International

3.1.3.2 Intérêts et points de vue des parties intéressées (SBM-2)

La prise en compte des parties prenantes est un exercice essentiel pour mieux identifier et évaluer ses impacts en matière de durabilité. Le processus de consultation des parties prenantes au sein de BRED Banque Populaire repose sur un grand nombre de dispositifs qui ont pour objet de coconstruire et d'associer ses parties prenantes à sa dynamique d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités mais aussi des leviers d'amélioration de son impact à la fois sur les thèmes environnementaux et sociétaux.









Le modèle coopératif de BRED Banque Populaire place le dialogue avec les parties prenantes au cœur de ses actions. L'ancrage territorial de BRED Banque Populaire lui permet d'être à l'écoute de tous et toutes et de saisir les attentes de la société, en favorisant les écosystèmes locaux et le dialogue avec ses parties prenantes.

En détenant le capital de l'entreprise au travers de parts sociales, les clients deviennent sociétaires et participent activement à la vie, aux orientations et notamment sur le développement durable de leur banque. Les membres du Conseil d'administration représentent les clients sociétaires, les territoires et la société civile au cœur de la gouvernance de leur banque.

Partout sur les territoires en France et dans les régions du monde où la Banque est présente, les attentes des parties prenantes sont identifiées et prises en compte au travers des relations régulières avec les dirigeants de la Banque, les Instances Représentatives du Personnel, les investisseurs, les rencontres avec les agences de notations et les ONG. Enfin, les échanges avec les régulateurs, les enquêtes d'image ou de prospectives sont autant de sources d'identification de l'évolution des attentes des parties prenantes.

(1) Sur le schéma apparaissent en violet les opérations de la chaîne de valeur clientèle, en vert les opérations administratives et en bleu les fonctions régaliennes qui constituent le fonctionnement propre de la Banque.

Synthèse du dialogue avec les parties prenantes

Parties prenantes	Modalités et objectifs du dialogue
Parties prenantes affectées	
Sociétaires	
	<ul style="list-style-type: none"> Participation aux assemblées générales Élection des représentants Réunions dédiées et lettres d'information Club de sociétaires <p>Objectif : participer à la vie de la Banque, valoriser et promouvoir le modèle coopératif</p>
Membres du Conseil d'administration	
	<ul style="list-style-type: none"> Participation au Conseil d'administration Participation aux comités spécialisés Groupes de réflexion Programmes de formation et séminaires Site administrateurs dédié <p>Objectif : représenter les intérêts des sociétaires dans la gouvernance et participer à la définition des orientations stratégiques</p>
Collaborateurs	
	<ul style="list-style-type: none"> Baromètre social (enquête interne mesurant le climat social) et baromètre satisfaction métiers Entretiens annuels Formations Communication interne Réseaux associatifs Droit d'alerte des collaborateurs Consultation des représentants du personnel et des organisations syndicales représentatives <p>Objectif : améliorer la qualité de vie au travail, de la santé et sécurité au travail, fidéliser les collaborateurs et faire participer les représentants du personnel aux grandes thématiques stratégiques</p>
Clients	
	<ul style="list-style-type: none"> Entretiens Dialogue stratégique pour intégrer les enjeux ESG Événements clients Enquêtes de satisfaction NPS Partenariats institutionnels et commerciaux Politiques de vote <p>Objectif : définir des offres et accompagner les clients, améliorer la satisfaction client, contrôler le respect des règles de conformité et déontologiques dans les politiques commerciales, procédures et parcours de vente</p>
Associations et ONG	
	<ul style="list-style-type: none"> Mécénat Contributions à des questionnaires de Place Sièges dans les conseils de fondations ou d'associations <p>Objectif : soutenir des associations selon trois causes alignées à l'ADN de BRED Banque Populaire (entrepreneuriat, égalité des chances et protection de l'environnement)</p>
Fournisseurs et sous-traitants	
	<ul style="list-style-type: none"> Politique d'achats responsables Enquête « Voix des fournisseurs » Dispositif d'écoute et enquêtes de satisfaction Droit d'alerte des fournisseurs <p>Objectif : mettre en place des mesures de vigilance, identifier des plans de progrès pour mieux connaître les attentes des fournisseurs, améliorer le niveau de satisfaction et la relation</p>
Parties prenantes utilisatrices du rapport de durabilité	
Acteurs institutionnels, fédérations et régulateurs	
	<ul style="list-style-type: none"> Rencontres régulières Réponses aux consultations publiques Transmissions d'informations et de documents
Agences de notation, et investisseurs et tiers indépendants	
	<ul style="list-style-type: none"> Dialogue régulier, participations à des réunions Transmission d'information et de documents pour les besoins de la notation ou de l'audit Publication de documents officiels : rapport annuel, résultats trimestriels, communiqués de presse, site internet investisseurs

3.1.4 Gouvernance

3.1.4.1 Le rôle des organes d'administration et de direction (GOV-1)

3.1.4.1.1 Composition et diversité des organes d'administration et de direction de BRED Banque Populaire

Les différents organes sont le Conseil d'administration, la Direction générale et le Comité exécutif.

Le Conseil d'administration

La composition du Conseil d'administration et ses différents comités spécialisés est décrite dans la section 1.3.1 du rapport annuel.

La Direction générale et le Comité exécutif

La composition de la Direction générale et du Comité exécutif est décrite dans la section 1.3.2 du rapport annuel. La répartition de genre est la suivante : 28,57 % de femmes et 71,43 % d'hommes⁽¹⁾.

3.1.4.1.2 Rôle de la direction dans les processus, contrôles et procédures en matière de gouvernance utilisés pour contrôler, gérer et surveiller les incidences, risques et opportunités

Les membres du Comité exécutif de BRED Banque Populaire ont participé à la revue de l'analyse de double matérialité. L'ensemble des IRO matériels et des résultats de matérialité ont été présentés au Directeur général, Comité d'audit et Conseil d'administration, pour revue et validation.

3.1.4.1.3 Expertise et compétences en matière de durabilité du Conseil d'administration

Les compétences sont appréciées collectivement au sein du Conseil d'administration, qui privilégie la complémentarité de celles-ci. Les compétences des membres sont reportées dans une matrice des compétences collectives du Conseil d'administration figurant au chapitre 1 Rapport sur le gouvernement d'entreprise.

BRED Banque Populaire a mis en place un dispositif d'évaluation supervisé par le Comité des nominations (évaluation individuelle et collective des compétences des membres de l'organe de direction et questionnaire d'autoévaluation annuel). Le rôle du Comité des nominations est décrit dans la section 1.3.1.2.4 du chapitre 1 du rapport annuel.

L'expertise et les compétences du Conseil d'administration en matière de durabilité sont évalués sur la base des thématiques suivantes :

- connaissances et expérience en matière de risques liés au climat et à l'environnement : cette compétence porte sur la compréhension du risque climatique et environnemental et ses enjeux pour un groupe bancaire, du contexte réglementaire général sur l'environnement et les attentes spécifiques envers le secteur bancaire et de la mesure de ce risque et ses principaux indicateurs ;
- modèle coopératif / évolution sociale et solidaire.

Cette compétence porte sur la connaissance des spécificités des sociétés coopératives, propriété des sociétaires. En tant qu'établissement bancaire coopératif, le fonctionnement et les missions de BRED Banque Populaire sont régis par la loi : gouvernance participative, proximité territoriale, missions légales de mise en œuvre des principes de solidarité et de lutte contre les exclusions, de promotion et de collecte de l'épargne, de développement de la prévoyance et de contribution à la protection de l'épargne populaire, au financement du logement social, à l'amélioration du développement économique local et régional et à la lutte contre l'exclusion bancaire et financière de tous les acteurs de la vie économique, sociale et environnementale. C'est sur la connaissance de ces spécificités, essence même du modèle du Groupe, que porte la compétence « expérience du modèle coopératif ».

Programme de formation

Afin de renforcer les compétences du Conseil d'administration, des formations assurées par des intervenants internes et/ou externes, sont proposées aux membres, notamment sur les sujets de durabilité. Le programme de formation tient compte de la diversité des expériences et des besoins des membres du conseil, ainsi que des propositions faites dans le cadre de l'évaluation annuelle du conseil.

Le programme annuel de formation des administrateurs intègre systématiquement des modules sur la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) ainsi que sur les thématiques Environnementales, Sociales et de Gouvernance (ESG).

Les formations proposées en 2025 en matière de durabilité, tant dans le cadre de la formation initiale réglementaire que de la formation continue ont été les suivantes :

- les risques liés au climat et à l'environnement : formation délivrée par des intervenants externes ayant pour objectif de comprendre ce qu'est le risque climatique, le contexte réglementaire général de l'environnement et les attentes spécifiques envers le secteur bancaire ;
- ESG et CSRD : formation délivrée par des intervenants externes, ayant pour objectif de préparer la mise en application de la directive CSRD et comprendre les attentes du régulateur en matière de risques ESG ;
- les évolutions réglementaires ESG : formation délivrée par des intervenants externes pour appréhender le cadre et l'impact de la taxonomie européenne sur la finance durable, la stratégie ESG, la mesure du risque ESG et ses principaux indicateurs, ainsi que l'évolution du cadre prudentiel autour du risque ESG ;

(1) Le Directeur Général en tant que mandataire social n'a pas été comptabilisé.

- la gouvernance et l'éthique des affaires : formation délivrée par des intervenants externes ayant pour objectifs d'acquérir une vision de l'environnement des affaires et de l'éthique, et appréhender les responsabilités afférentes, ainsi d'organiser la gouvernance pour piloter les risques éthiques (gouvernance corruption, concurrence, CSRD, etc.) ;
- le Conseil et la RSE : formation délivrée par des intervenants externes, qui vise à permettre aux administrateurs de comprendre les enjeux et thématiques de la RSE, de s'adapter au cadre législatif et réglementaire en évolution, d'intégrer les attentes des parties prenantes, d'évaluer l'impact de ces enjeux sur leurs responsabilités et diligences, et de contribuer à la mobilisation du Conseil ainsi qu'à un dialogue constructif avec les dirigeants exécutifs.

3.1.4.2 Sujets de durabilité traités par les organes d'administration et de direction (COV-2)

Organisation de la gouvernance relative aux enjeux de durabilité de BRED Banque Populaire

Le Conseil d'administration supervise et met en perspective la stratégie ESG de la Banque. Le Comité exécutif valide la stratégie ESG, s'assure de sa mise en œuvre et supervise la gestion des risques de la Banque.



Au niveau du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société et les dispositions légales et réglementaires l'exigent. Plusieurs comités spécialisés ont été institués par le Conseil d'administration et exercent leur activité sous sa responsabilité. Le Président de chacun de ces comités dresse un rapport au Conseil d'administration des travaux du comité sous la forme d'un compte rendu.

Les principaux sujets ESG traités en 2025 par chacun des comités sont les suivants :

Instance	Missions sur les sujets ESG	Principaux sujets ESG traités en 2025
Comité d'audit et des comptes	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre le processus d'élaboration de l'information en matière de durabilité et le processus mis en œuvre pour déterminer les informations à publier conformément aux normes pour la communication d'informations en matière de durabilité • Suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière de l'information en matière de durabilité • Suivre la réalisation des missions de commissariat aux comptes et de certification des informations en matière de durabilité et s'assurer du respect des conditions d'indépendance requises des intervenants pour l'exercice des missions de certification des comptes et de certification des informations en matière de durabilité • Rendre compte régulièrement au Conseil d'administration de l'exercice de ses missions. Il rend également compte des résultats de la mission de certification des comptes, de la mission de certification des informations en matière de durabilité ainsi que de la manière dont ces missions ont contribué à l'intégrité de l'information financière et de l'information en matière de durabilité. Il rend compte du rôle qu'il a joué dans ce processus 	<ul style="list-style-type: none"> • Examen de l'état de durabilité dans le cadre des travaux préparatoires à l'approbation du rapport annuel • Rôle du Comité d'audit quant au choix de l'auditeur externe qui sera chargé de la certification des informations en matière de durabilité • Implications de la réglementation CSRD pour la Banque • Points sur l'avancement des travaux du rapport de durabilité
Comité des nominations	<ul style="list-style-type: none"> • Fixer un objectif à atteindre en ce qui concerne la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'administration • Procéder à l'évaluation de la gouvernance du Conseil en termes de compétences ESG 	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation individuelle et collective des dirigeants notamment sur les risques liés au climat et à l'environnement, sur le modèle coopératif et l'économie sociale et solidaire
Comité des rémunérations	<ul style="list-style-type: none"> • Procéder à un examen annuel de la politique des rémunérations de la Banque y compris sur les critères ESG • Évaluer les mécanismes et les systèmes adoptés afin de veiller à la cohérence, la conformité et la gestion des risques 	<ul style="list-style-type: none"> • Examen des critères de rémunération variable du Directeur général, dont 20 % de la part déterminée par l'entreprise sont liés au respect de critères de management durable
Comité des risques	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques • Accompagner la gestion des risques • Évaluer et examiner la mise en œuvre de la stratégie opérationnelle en matière de gestion des risques climatiques et environnementaux de BRED Banque Populaire et formuler au Conseil d'administration toute proposition, avis ou recommandation en la matière. • Examiner l'exposition globale des activités de BRED Banque Populaire aux risques climatiques et environnementaux tant actuels que futurs (en s'appuyant sur les travaux du comité des risques ESG du Groupe BPCE) 	<ul style="list-style-type: none"> • Revue de la cartographie des risques • Rapport annuel de contrôle interne relatif à la lutte anti-blanchiment • Politique de protection des données personnelles • Enjeux RH de BRED Banque Populaire • Rapport de Contrôle Interne - Partie risques ESG

L'analyse de double matérialité a été présentée au comité d'audit et des comptes du 20 novembre 2025. Les impacts, risques et opportunités matériels se concentrent sur les thèmes : changement climatique, employés, communautés affectées, clients et utilisateurs finaux et conduite des affaires.

Au niveau du Comité exécutif

Le comité de direction générale supervise les projets liés à la mise en œuvre la stratégie « Aligner les énergies - Ambitions BRED 2027 » sur les thématiques ESG pour la Banque, avec une revue régulière du portefeuille de projets structurants. Il valide la stratégie « Aligner les énergies - Ambitions BRED 2027 » en matière d'ESG et

s'assure de son exécution. En complément, il supervise la gestion des risques ESG.

Une démarche pilotée par la Direction de l'Impact

La Direction de l'Impact et du Développement, rattachée à la Direction générale, propose, fait valider et porte la stratégie ESG de la Banque. Elle joue un rôle transverse et s'assure de la bonne exécution opérationnelle des projets par les parties prenantes internes permettant de décliner la stratégie « Aligner les énergies - Ambitions BRED 2027 » sur les dimensions Environnementales, Sociales et de Gouvernance (ESG), assurant une coordination globale.

3.1.4.3 Intégration des performances en matière de durabilité dans les mécanismes d'incitation (GOV-3)

Concernant les instances dirigeantes de BRED Banque Populaire

BRED Banque Populaire ayant opté pour la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, le Président perçoit des indemnités compensatrices de temps passé à l'administration de la coopérative.

Les membres du Conseil d'administration perçoivent des indemnités compensatrices de temps passé à l'administration de la coopérative.

Dispositif de rémunération variable du Directeur général

Conformément à l'article L. 511-83 du Code monétaire et financier, la rémunération variable du Directeur général est tout d'abord conditionnée au respect de critères de performance et de solidité financières. Le montant de rémunération variable du Directeur général est arrêté par le Conseil d'administration et calculé selon les critères et modalités définies par BPCE. La part variable comporte 2 composantes :

- une composante « Groupe » pour 20 % du montant maximum, exprimant la solidarité des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne avec les résultats consolidés du Groupe BPCE et de chacun des deux réseaux ;

- une composante « Entreprise » pour 80 % du montant maximum, répondant aux objectifs de développement et de performance de BRED Banque Populaire.

Les 80 % de la composante « Entreprise » se décomposent comme suit : 30 % de critères communs nationaux définis au niveau de BPCE, et 50 % de critères locaux définis au niveau de BRED Banque Populaire, dont 20 % de critères relatifs au management durable.

S'agissant des critères de management durable, le Comité des rémunérations a proposé au Conseil d'administration d'arrêter les 4 critères suivants au titre de la rémunération variable de l'exercice 2025 :

- la qualité du dispositif d'appétit au risque ;
- le maintien ou la progression de l'indice de satisfaction et de recommandation de la clientèle ;
- la mise en œuvre opérationnelle des valeurs de BRED Banque Populaire ;
- la réalisation des deux actions suivantes en matière de responsabilité sociale et environnementale :
 - le respect de la loi Rixain du 24 décembre 2021 sur la représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les postes de cadres dirigeants et dans les instances dirigeantes,
 - la remontée des stress tests climatiques à BPCE dans les délais requis.

3.1.4.4 Déclaration sur la diligence raisonnable (GOV-4)

Le tableau ci-dessous cartographie les informations concernant la procédure de diligence raisonnable incluses dans le rapport de durabilité de BRED Banque Populaire.

Éléments essentiels de la diligence raisonnable	Paragraphes dans la déclaration relative à la durabilité
Intégrer la diligence raisonnable dans la gouvernance, la stratégie et le modèle économique	3.1.3.1, 3.1.4.2
Dialoguer avec les parties prenantes affectées à toutes les étapes du processus de diligence raisonnable	3.1.3.2
Identifier et évaluer les impacts négatifs	3.1.5
1. Agir pour remédier à ces impacts négatifs	3.3, 3.4, 3.5
2. Suivre l'efficacité de ces efforts et communiquer	3.3, 3.4, 3.5

3.1.4.5 Gestion des risques et contrôles internes de l'information en matière de durabilité (GOV-5)

3.1.4.5.1 Principales caractéristiques du système de gestion des risques et de contrôle permanent lié à la procédure d'information en matière de durabilité

Élaboration et publication des informations en matière de durabilité

Au sein de BRED Banque Populaire, l'élaboration et le traitement de l'information en matière de durabilité relèvent principalement de la direction de l'Impact et de la Direction financière. Le Groupe BPCE joue son rôle d'organe central en fournissant des données clés

provenant principalement de la Direction de l'impact Groupe et de la Direction Finance Groupe. En complément le Groupe BPCE produit une veille réglementaire qui permet à BRED Banque Populaire de bien appliquer les exigences en matière de durabilité.

Organisation du dispositif de contrôle permanent

BRED Banque Populaire s'inscrit dans le dispositif de contrôle interne défini par le Groupe BPCE. Ce dispositif concourt à la maîtrise des risques de toute nature et est encadré par une charte faitière - la charte du contrôle interne Groupe BPCE - qui précise que ce dispositif est, notamment, destiné à garantir « [...] la fiabilité des informations financières et non-financières déclarées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Groupe ».

Pour le rapport de durabilité, le dispositif de contrôle interne s'assure notamment du respect des exigences définies par la Directive CSRD (*Corporate Sustainability Reporting Directive*) et par le Groupe BPCE dans le cadre d'élaboration et de publication des rapports et des indicateurs de pilotage et qui vise à harmoniser les pratiques de reporting au sein du Groupe BPCE.

Pour assurer une stricte indépendance dans la mise en œuvre des contrôles, le dispositif de contrôle permanent s'articule, comme pour l'ensemble des reportings faisant l'objet d'un contrôle permanent, autour de deux niveaux de contrôles.

Dispositif de contrôle de premier niveau

Les contrôles de premier niveau sont exercés par l'ensemble des acteurs participant aux processus de production et de publication du rapport de durabilité. Ils sont constitués de procédures d'autocontrôle et de contrôle mises en place par chaque unité ou entités participant aux processus qui formalise ses résultats de contrôles en identifiant, le cas échéant, les anomalies identifiées et les plans de remédiation à mettre en œuvre.

Ces contrôles de premier niveau comportent notamment :

- la rédaction d'un corpus documentaire, dédié à la production du rapport de durabilité, décrivant le processus de production et contrôles de premier niveau envisagé ;
- le contrôle du respect de la réglementation sur les données à publier qui intègre notamment :
 - des rapprochements avec les états financiers, le cas échéant,
 - des analyses de variations,
 - une revue de la qualité des données collectées auprès de fournisseurs externes, le cas échéant ;
- un procès-verbal de validation associé à chaque indicateur.

Par ailleurs, et conformément aux exigences de la réglementation CSRD (MDR-M ⁽¹⁾), les méthodes et principales hypothèses sous-jacentes des indicateurs, ainsi que les limitations associées ont été documentées en interne et restituées dans le rapport de durabilité pour donner au lecteur l'ensemble des éléments de contexte permettant d'appréhender les indicateurs publiés.

Dispositif de contrôle de second niveau : revue indépendante du rapport de durabilité

Pour s'assurer que les principaux reportings publiés au sein du Groupe BPCE respectent l'ensemble des exigences définies par le Groupe ou par la réglementation, le Groupe a défini une démarche d'évaluation des reportings dite revue indépendante des reports reposant sur la mise en œuvre de critères stricts et réalisée par des fonctions indépendantes.

Au sein de BRED Banque Populaire, cette revue est coordonnée par la Direction des Risques, de la Protection et du Contrôle, et mise en œuvre conjointement avec le Contrôle financier. Ce dispositif se déroule principalement en **quatre grandes phases** :

1. une **phase d'évaluation des risques** visant à identifier les informations et indicateurs à contrôler. Cette évaluation est réalisée en s'appuyant principalement sur le résultat de la cotation des IRO (Impacts Risques et Opportunités) réalisée par les métiers sur les indicateurs retenus dans le rapport de durabilité et en analysant le dispositif de contrôle interne mis en place sur les différents processus de production de ces indicateurs ;
2. une **phase de mise en œuvre des contrôles de niveau 2** qui s'articulent autour de six axes d'analyses portant sur la qualité de la documentation (y compris sur l'analyse de la double matérialité - DMA), la robustesse de l'organisation portant sur la production et la publication du report, la qualité de la piste d'audit des données et/ou des indicateurs figurant dans le reporting, l'efficacité du dispositif de contrôles de niveau 1, l'exactitude des données et/ou indicateurs publiés et leur cohérence avec les informations figurant dans d'autres publications et la clarté des informations ;
3. une **phase de restitution des contrôles** : les résultats des contrôles sont formalisés et restitués, au Comité d'audit du Groupe BPCE dans une note de synthèse qui présente les travaux menés et leurs conclusions précisant notamment les anomalies relevées et, le cas échéant, les préconisations émises (ou plans d'action ou mesures correctrices). Au sein de BRED Banque Populaire, les conclusions sont partagées avec les unités révisées, les acteurs de contrôle externe (Commissaires aux comptes) ainsi qu'auprès du Comité d'audit et des comptes ;
4. une **phase de suivi des actions correctrices (préconisations émises) et/ou des axes d'améliorations identifiés** : ce suivi est réalisé en lien avec les métiers et postérieurement à la publication du rapport de durabilité du Groupe BPCE afin de renforcer le dispositif pour les publications suivantes.

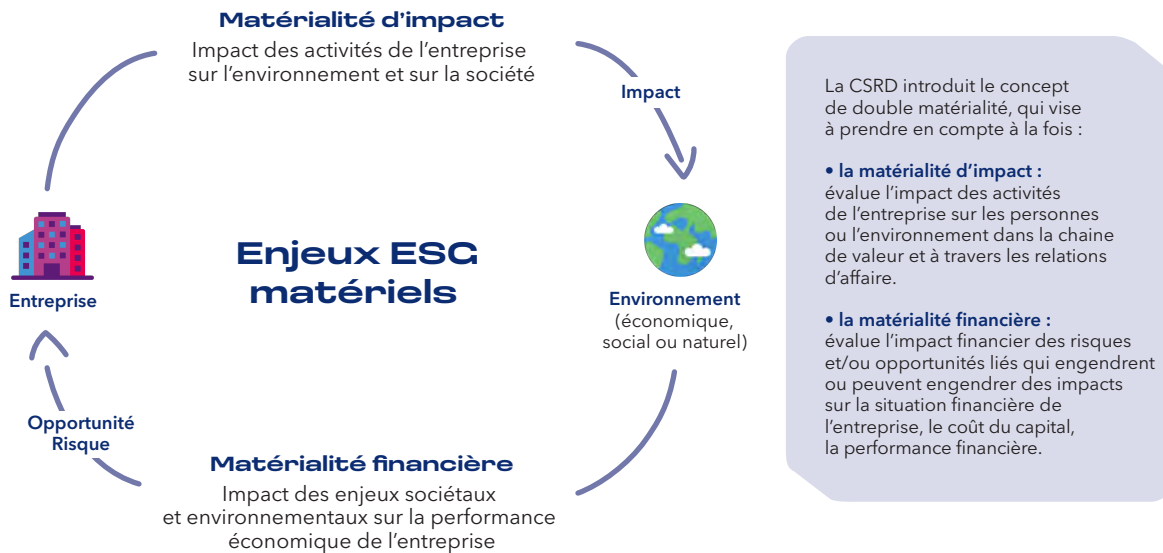
(1) Minimum Disclosure Requirement - Metrics.

3.1.5 Gestion des Impacts, Risques et Opportunités (IRO-1)

3.1.5.1 Rappel : l'analyse de double matérialité

L'exercice de double matérialité constitue le point de départ de l'élaboration du rapport de durabilité.

La double matérialité comporte deux dimensions : i) la matérialité d'un point de vue de l'impact et ii) la matérialité d'un point de vue financier.



Les impacts, risques et opportunités identifiés comme matériels sont les enjeux sur lesquels se fonde le contenu du rapport de durabilité.

3.1.5.2 Résultats de l'analyse de double matérialité

3.1.5.2.1 ESRS matériels en 2025

Norme ESRS	Sous-thème	Matérialité financière	Matérialité d'impact
E1 - Changement climatique	Atténuation du changement climatique - empreinte propre	x	x
	Atténuation et adaptation au changement climatique - financements et investissements	x	x
S1 - Effectifs	Conditions de travail	x	x
	Egalité de traitement et égalité des chances pour tous	x	x
	Attractivité, fidélisation et engagement des collaborateurs	x	x
S3 - Communautés affectées	Droits économiques, sociaux et culturels des communautés		x
S4 - Clients et utilisateurs finaux	Impacts liés aux informations des consommateurs et des utilisateurs finaux	x	
	Inclusion financière et accessibilité de l'offre	x	x
G1 - Conduite des affaires	Éthique et culture d'entreprise	x	
	Gestion des relations avec les fournisseurs, y compris les pratiques en matière de paiement		x

Évolutions 2024/2025

Lors de la revue de l'analyse de double matérialité effectuée en 2025, des regroupements d'IRO ont été réalisés dans l'objectif d'éviter la redondance du narratif dans le rapport de durabilité. Lorsque cela était pertinent, les mêmes sous-thèmes ou sous-sous-thèmes ont été regroupés (voir Annexes - Informations générales).

Par ailleurs, entre 2024 et 2025, l'ESRS S2 (Travailleurs de la chaîne de valeur) est devenu non matériel pour BRED Banque Populaire comme pour le Groupe BPCE. L'analyse qui a conduit à ce résultat est présentée ci-après en annexe des informations générales.

3.1.5.2.2 Gouvernance de l'analyse de double matérialité

Rôle des directions de l'Impact et des directions des Risques ESG

La direction de l'Impact Groupe BPCE a établi pour le compte du Groupe la méthodologie de cotation des impacts et opportunités. La direction des Risques ESG Groupe a établi pour le compte du Groupe BPCE la méthodologie de cotation des risques. Les deux directions ont coordonné et supervisé le chantier de cotation des IRO pour le compte du Groupe BPCE.

Au sein de BRED Banque Populaire, la direction de l'Impact a coordonné et supervisé les travaux de cotation des IRO pour la Banque, avec la participation du département des risques ESG.

Les IRO ont été évalués et validés par l'ensemble des participants, dont des membres du Comité exécutif.

Mode opératoire de la cotation des IRO

La direction de l'Impact et la direction des Risques ESG du Groupe BPCE ont proposé les modalités de la démarche méthodologique relative à la cotation des IRO dans le cadre du « Projet CSRD ». Plusieurs directions fonctionnelles ont été sollicitées dans le cadre de la cotation des IRO.

Au niveau de BRED Banque Populaire, plusieurs directions ont été sollicitées. Il s'agit notamment de :

- la direction financière ;
- la direction de l'Impact et du Développement ;
- la direction des Ressources humaines ;
- la direction des Risques et du Contrôle Permanent ;
- la direction des Technologies, Services et Opérations ;
- la Banque de Financement et Investissement ;
- la Banque de Proximité et Assurance ;
- la direction de l'International ;
- la direction des Engagements ;
- la direction de la Communication.

Processus de validation des cotations des impacts, risques et opportunités

La validation des IRO a été effectuée par le Comité de Projet CSRD, puis le Comité exécutif de BRED Banque Populaire.

Contrôle interne

En 2025, le dispositif de contrôle interne de second niveau a été étendu à l'analyse de double matérialité. Les travaux ont porté sur la revue de la documentation au regard de l'analyse menée aux bornes du groupe BPCE et des précédentes publications, ainsi que sur la cohérence de cette déclinaison avec la taille, les activités et les implantations de BRED Banque Populaire.

3.1.5.2.3 Processus de révision

Le rapport de durabilité est établi à une fréquence annuelle. Si BRED Banque Populaire conclut, sur la base d'éléments probants, que les résultats de l'exercice de double matérialité relatif à l'année précédente sont toujours pertinents à la date de reporting, il pourra utiliser les conclusions obtenues précédemment dans le cadre de la préparation du rapport de durabilité.

BRED Banque Populaire vérifiera chaque année les éléments qui peuvent déclencher une révision de la liste des IRO matériels, par exemple, une opération importante de fusion-acquisition conduisant à une nouvelle activité, une entrée dans un nouveau secteur ou un changement significatif dans les opérations, un événement mondial (pandémie, catastrophe naturelle...), une évolution des preuves scientifiques qui pourraient affecter les critères de gravité.

3.1.5.3 Liste des IRO matériels

Environnement

| Changement climatique (ESRS E1)

Sous sous-thème	Type d'IRO	Libellé IRO	Chaîne de valeur	Horizon temporel
Atténuation et adaptation au changement climatique				
Atténuation du changement climatique - empreinte propre	Impact négatif	Impact négatif sur le climat dû aux émissions de gaz à effet de serre des opérations propres de BRED Banque Populaire	Opérations propres	Long terme
	Impact négatif	Impact négatif sur le climat dû aux financements et aux investissements de BRED Banque Populaire dans des secteurs émetteurs de gaz à effet de serre	Aval	Invariable
	Opportunité	Opportunités commerciales liées aux solutions de financements pour accompagner les clients dans leur transition, et adaptation au changement climatique ainsi qu'aux produits d'épargne durable investis dans les entreprises permettant de soutenir leur transition	Aval	Long terme
	Risque physique	Risque de pertes financières découlant d'un risque de crédit ou de marché liées à des opérations de financement ou d'investissement dans des contreparties, activités ou projets sensibles à des facteurs de risques climatiques physiques	Aval	Long terme
	Risque de transition	Risque de pertes financières découlant d'un risque de crédit ou de marché liées à des opérations de financement ou d'investissement dans des contreparties, activités ou projets sensibles à des facteurs de risque climatique de transition	Aval	Moyen terme
	Risque de transition	Risque de pertes financières découlant d'un risque de réputation ou d'un risque juridique / de sanction liées à des opérations de financement ou d'investissement dans des contreparties, activités ou projets à forte intensité d'émissions de gaz à effet de serre	Aval	Court terme
	Risque de transition ⁽¹⁾	Risque de pertes financières découlant d'un risque de revenu lié à l'occurrence d'une évolution du mix sectoriel du portefeuille de financement et d'un accroissement de la concurrence, et à un risque de taux provenant de l'évolution générale des taux et de l'inflation en cas d'accélération de la transition	Aval	Moyen terme
	Impact positif	Impact positif sur le déploiement des énergies renouvelables grâce aux financements / investissements	Aval	Long terme

(1) Nouvel IRO matériel.

Social

| Effectifs propres (ESRS S1)

Sous sous-thème	Type d'IRO	Libellé IRO	Chaîne de valeur	Horizon temporel
Attractivité, fidélisation et engagement des collaborateurs				
Écoute et engagement des collaborateurs	Risque	Risque financier d'éloignement des attentes des collaborateurs dû à l'absence et/ou l'insuffisance de dispositifs d'écoute et de plans d'action visant à renforcer leur engagement	Opérations propres	Invariable
Intégration des nouveaux entrants et fidélisation des collaborateurs	Impact positif	Impact positif de l'expérience collaborateur contribuant à un environnement accueillant pour les employés de BRED Banque Populaire (préboarding, onboarding, parcours d'intégration et parcours de formation individualisé)	Opérations propres	Invariable
Stratégie de recrutement et marque employeur	Opportunité	Opportunité financière pour BRED Banque Populaire de renforcer son image de marque employeur et son attractivité sur le marché de l'emploi avec une stratégie de recrutement digitale et inclusive	Opérations propres	Moyen terme
Conditions de travail				
Dialogue social (liberté syndicale et négociation collective)	Impact positif	Impact positif sur l'engagement et la performance des collaborateurs via un dialogue social soutenu et constructif au niveau Groupe, branche et entreprise (réunions régulières des RIP et conclusion d'accords collectifs)	Opérations propres	Invariable
Confidentialité et protection de la vie privée	Risque ⁽¹⁾	Risques de pertes financières découlant d'un risque juridique et/ou de réputation en cas de défaillance des mesures de protection des données personnelles des collaborateurs	Opérations propres	Invariable
Qualité de vie au travail et prévention des risques et sécurité au travail	Risque	Risques financiers découlant d'un risque opérationnel lié au turnover, à l'absentéisme et à un désengagement des collaborateurs (coûts de recrutement et de formation, baisse de la performance, perte de talent)	Opérations propres	Invariable
	Risque	Risques financiers découlant d'un risque opérationnel pour BRED Banque Populaire en cas de mise en danger de la santé et de la sécurité des collaborateurs	Opérations propres	Invariable
	Impact positif	Impact positif sur la qualité de vie au travail des collaborateurs de conditions de travail et d'un environnement de travail sécurisés et adaptés au bien être des collaborateurs (temps de travail, télétravail, aménagement des locaux, équilibre des temps de vie professionnelle / personnelle, etc.)	Opérations propres	Invariable
Rémunération et protection sociale décentes	Impact positif	Impact positif pour les collaborateurs d'une rémunération claire, bien comprise par les employés, équitable dépassant les minima légaux et une protection solide dépassant les obligations légales	Opérations propres	Invariable
Égalité de traitement et des chances				
Formation et développement des compétences	Impact positif	Impact positif sur les collaborateurs grâce à un dispositif de gestion des compétences, de gestion des carrières et de mobilités professionnelles	Opérations propres	Invariable
	Opportunité	Opportunité financière pour BRED Banque Populaire de favoriser le développement des compétences en interne et de capitaliser sur les expertises et les sachants afin de renforcer l'engagement des collaborateurs (réduction du taux de turnover, réduction du risque opérationnel, ...)	Opérations propres	Invariable
Diversité & inclusion (mixité, handicap, discrimination & harcèlement)	Impact positif	Impact positif concernant la diversité, l'inclusion, l'égalité professionnelle et l'accompagnement des personnes en situation de handicap	Opérations propres	Invariable

(1) Nouvel IRO matériel.

Communautés affectées (ESRS S3)

Sous sous-thème	Type d'IRO	Libellé IRO	Chaîne de valeur	Horizon temporel
Droits économiques, sociaux et culturels des communautés				
Financer l'économie et les acteurs du territoire	Impact positif	Impact positif sur les communautés <i>via</i> les financements / investissements dans des projets répondant aux besoins sociétaux et à l'accessibilité aux équipements (éducation, santé, sport, ...)	Aval	Invariable
	Impact positif	Impact positif sur le développement économique local et l'attractivité régionale en créant des emplois, soutenant les entreprises des territoires, les collectivités et bailleurs sociaux et en favorisant la croissance économique, y compris l'amélioration des conditions de vie des parties prenantes impactées par les politiques d'ancrage territorial de BRED Banque Populaire	Aval	Invariable
Engagement philanthropique, actions de solidarité et mécénat	Impact positif	Impact positif sur les territoires <i>via</i> les activités de mécénat, de dons et de sponsoring et <i>via</i> le financement d'initiatives locales, associations caritatives et/ou événements culturels, contribuant à renforcer le tissu social, économique, culturel et sportif	Aval	Invariable

Clients et utilisateurs finaux (ESRS S4)

Sous sous-thème	Type d'IRO	Libellé IRO	Chaîne de valeur	Horizon temporel
Impacts liés aux informations des consommateurs et des utilisateurs finaux				
Protection des données personnelles et cybersécurité	Risque	Risque de pertes financières découlant d'un risque juridique et/ou de réputation en cas de défaillance dans la mise en œuvre des mesures de protection des données personnelles des clients	Aval	Moyen terme
Accès à l'information	Risque ⁽¹⁾	Risque de pertes financières découlant d'un risque de réputation ou d'un risque juridique / de sanction en cas de pratique marketing non responsable (discours, support, communication, etc.)	Aval	Invariable
Inclusion sociale des consommateurs et/ou des utilisateurs finaux				
Accès aux produits et services, Pratiques de commercialisation responsables	Opportunité	Opportunité financière liée au développement de nouveaux produits et services innovants ouvrant de nouveaux marchés et segments de clients	Aval	Long terme
	Impact positif	Impact positif sur les clients en proposant des produits et services adaptés aux besoins de l'ensemble des clients et acteurs économiques, y compris ceux en situation de fragilité financière et en assurant une couverture géographique globale et des solutions numériques adaptées	Aval	Invariable
Non-discrimination	Impact négatif	Impact négatif potentiel sur les clients en cas de défaillance de BRED Banque Populaire dans l'application des mesures visant à lutter contre la discrimination (choix des clients, accès au financement ou services essentiels)	Aval	Invariable

(1) Nouvel IRO matériel.

Gouvernance et éthique des affaires

| Conduite des affaires (ESRS G1)

Sous sous-thème	Type d'IRO	Libellé IRO	Chaîne de valeur	Horizon temporel
Éthique et culture d'entreprise				
Lutte contre la corruption et les versements de pots-de-vin	Risque	Risque de pertes financières découlant d'un risque de réputation ou d'un risque juridique / de sanction liés à une défaillance dans la mise en œuvre des obligations en matière de lutte contre la corruption ou de comportement non-éthique	Opérations propres	Invariable
Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et respect des mesures de sanctions (nationales, européennes ou internationales), des embargos et gels des avoirs	Risque	Risque de pertes financières découlant d'un risque juridique / de sanction liés à une défaillance dans la mise en œuvre des obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et plus largement de prévention et de détection des comportements financiers délictueux des clients, et en matière de mise en œuvre des sanctions (embargos, sanctions sectorielles, gels d'avoirs)	Opérations propres	Invariable
Gestion des relations avec les fournisseurs, y compris les pratiques en matière de paiement				
Gestion des relations avec les fournisseurs, y compris les pratiques en matière de paiement	Impact positif	Impact positif sur les fournisseurs via des politiques d'engagement de BRED Banque Populaire en matière d'achats responsables notamment sur la gestion des délais de paiement	Amont	Invariable

3.1.6 Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique (SBM-3)

Les interactions entre les impacts, risques et opportunités matériels, le modèle d'affaires et la stratégie de la Banque, incarnée par le projet stratégique Aligner les énergies – Ambitions 2027, ainsi que la manière dont les impacts matériels positifs ou négatifs influent sur la société (clients, acteurs du territoire ou collaborateurs) ou l'environnement sont présentées au sein de chaque ESRS thématique.

Les effets financiers actuels des risques matériels sont reconnus dans les comptes de BRED Banque Populaire sous forme de dépréciations au titre des effets des risques physiques et de transition sur le risque de crédit. Des pertes de crédit attendues sur les risques climatiques ont également été constituées. Ces provisions viennent en anticipation de pertes directes, par secteur ou par zone géographique, causées par les phénomènes climatiques extrêmes ou chroniques entraînant un risque accru de défaut à la suite d'une cessation ou diminution de l'activité. Les risques de transition peuvent également être pris en compte dans ces pertes de crédit attendues. Les modalités de détermination de ces dépréciations sont détaillées dans les comptes consolidés de BRED Banque Populaire note 7.

En ce qui concerne le risque climatique, BRED Banque Populaire contribue aux travaux du Groupe BPCE d'analyse de la résilience du modèle économique sur ses trois activités (financement, assurances, gestion d'actifs) au travers de stress tests climatiques au sein des processus d'autoévaluation de l'adéquation de ses fonds propres (ICAAP) et de sa liquidité (ILAAP) au regard des risques auxquels il peut être confronté. Cette analyse est présentée au sein du chapitre 4 Gestion et contrôle de la conformité et des risques du rapport annuel.

Annexes – Informations générales

Méthodologie de cotation appliquée à l'ensemble des impacts, risques et opportunités (IRO)

Différentes étapes mènent à l'identification des IRO (impacts, risques et opportunités) :

1. identification des thèmes et sous-thèmes : l'identification a été effectuée en utilisant les thèmes, sous-thèmes et sous-sous-thèmes selon les exigences de l'ESRS 1 (AR 16). Cette identification a été menée en mobilisant des sources internes chez BRED Banque Populaire ainsi qu'au Groupe BPCE, tels que les enjeux ESG identifiés dans le rapport de durabilité 2024 de la Banque, les cartographies des risques existantes, complétées par des sources externes, telles que l'analyse d'un benchmark sectoriel avec un focus sur les enjeux les plus pertinents pour des acteurs bancaires. En 2025, la pertinence de la liste de ces thèmes, sous-thèmes et sous-sous-thèmes a été questionnée. Au regard du benchmark et des enjeux de BRED Banque Populaire, cette liste n'a pas évolué ;
2. formulation des impacts, risques et opportunités (IRO) : un travail d'identification des IRO au sein de chaque thème a été réalisé afin de couvrir à la fois la matérialité d'impact et la matérialité financière. Plusieurs sources internes et externes ont été utilisées pour identifier les IRO. Dans le cadre de l'analyse de double matérialité, les risques et opportunités résultent généralement d'un impact positif ou négatif, ou de la dépendance de la Banque vis-à-vis des ressources et des personnes ;
3. pertinence des IRO : La pertinence de chaque IRO a été vérifiée pour que les IRO cotés reflètent effectivement un risque, une opportunité ou un impact pour BRED Banque Populaire, pour qualifier les impacts comme positifs ou négatifs pour un même sous-sous-thème et pour éviter la redondance entre des IRO similaires.

En 2025, la pertinence des IRO identifiés en 2024 a été revue et un travail de regroupement des IRO a été réalisé dans l'objectif d'éviter la redondance du narratif dans le cadre du rédactionnel du rapport de durabilité. En effet, en 2024, de nombreux impacts en particulier étaient couverts par les mêmes politiques, actions, indicateurs et objectifs. Dans un effort de synthèse afin d'améliorer la lisibilité du rapport, lors de la première étape de la mise à jour de l'analyse de double matérialité (la revue de la pertinence des IRO), la question du regroupement s'est posée : au sein de chaque thème, la liste des IRO organisée par sous-sous-thème a été passée en revue ; s'il apparaissait que certains IRO au sein du même sous-sous-thème pouvaient apparaître comme redondants, alors ils ont été regroupés ;

4. caractéristiques des IRO : Pour chaque IRO identifié, une préqualification a été effectuée, en vue de leur cotation. Cette préqualification a consisté à :
 - a) positionner chaque IRO dans la chaîne de valeur de BRED Banque Populaire, à savoir en amont, au sein des activités propres, ou en aval,
 - b) définir le caractère potentiel ou réel des impacts négatifs et positifs.

Comment la chaîne de valeur a été prise en compte dans l'identification des IRO de BRED Banque Populaire

Les activités de BRED Banque Populaire et de l'ensemble de sa chaîne de valeur amont et aval ont été prises en considération dans l'analyse de double matérialité. La Banque s'est appuyée sur les travaux du Groupe BPCE, qui au regard de la spécificité de son secteur d'activité a retenu les orientations suivantes :

- cartographier les activités du Groupe BPCE et les acteurs de la chaîne de valeur afin d'identifier quels acteurs se trouvent dans des zones à risques ;
- réaliser une analyse par grandes familles d'acteurs : clients, fournisseurs, sous-traitants, etc. ;
- élargir l'analyse au-delà des relations d'affaires de premier niveau et directes : les métiers ont pris en considération, en complément des grandes familles d'acteurs directs de la chaîne de valeur, tout l'environnement qui les entoure, notamment à travers les analyses sectorielles.

Organisation en matière d'identification des impacts, risques et opportunités

L'identification des IRO a été coordonnée par et sous la responsabilité de la direction de l'Impact de BRED Banque Populaire, avec l'appui des Risques ESG. Les directions Impact & Développement, financière, Ressources Humaines, Banque de Proximité et Assurance, International, Direction des risques, de la protection et du Contrôle, Engagements, DTSO (Direction des Technologies, Services et Opérations), Communication ainsi que la BFI ont contribué à évaluer ces IRO.

Processus d'identification et d'évaluation des risques climatiques

Le processus d'identification et d'évaluation de la matérialité des risques climatiques et environnementaux mis en place par le Groupe BPCE vise à structurer la compréhension des risques auxquels il est exposé à court, moyen et long terme et à identifier les axes prioritaires de renforcement du dispositif de maîtrise des risques.

Ce processus est coordonné par le département Risques ESG, sous la supervision du comité des Risques ESG et du conseil de surveillance du Groupe BPCE. Il fait l'objet d'une revue annuelle permettant d'actualiser les connaissances scientifiques et les méthodologies sous-jacentes.

Ce processus est constitué de quatre étapes principales :

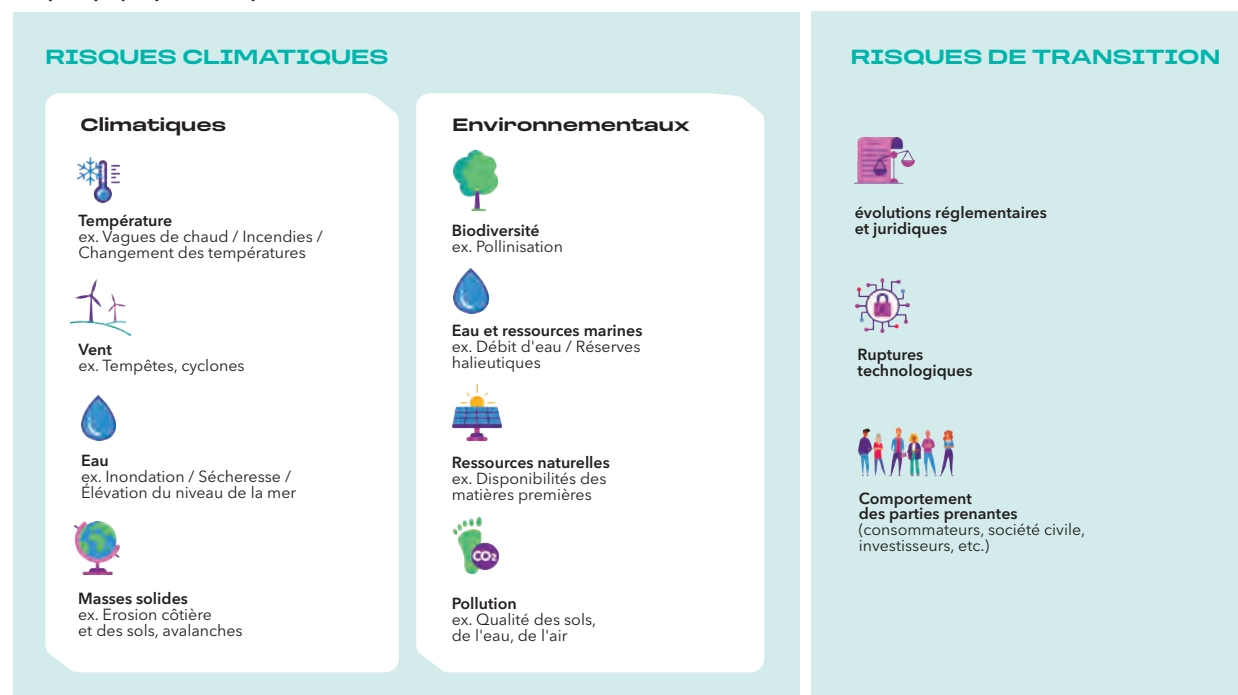
- constitution du référentiel des risques ;
- documentation des canaux de transmission des risques ;
- évaluation de la matérialité des risques climatiques en regard des autres catégories de risque ;
- alimentation des exercices transverses de gestion des risques (dispositif d'appétit au risque, ICAAP, ILAAP).

Le département des risques ESG de BRED Banque Populaire s'est appuyé sur les travaux du Groupe BPCE afin de déterminer ses propres risques ESG.

Référentiel des risques Groupe BPCE

Le Groupe BPCE a mis en place un référentiel des risques climatiques et environnementaux permettant de définir les aléas couverts par les risques climatiques et environnementaux. Ce référentiel s'appuie sur les connaissances scientifiques actuelles et les textes réglementaires de référence (ex. taxonomie européenne) et vise une représentation la plus exhaustive possible des aléas. Il doit faire l'objet d'une mise à jour annuelle.

Les risques climatiques intégrés dans le référentiel des risques définis actuellement par le groupe sont présentés ci-après :

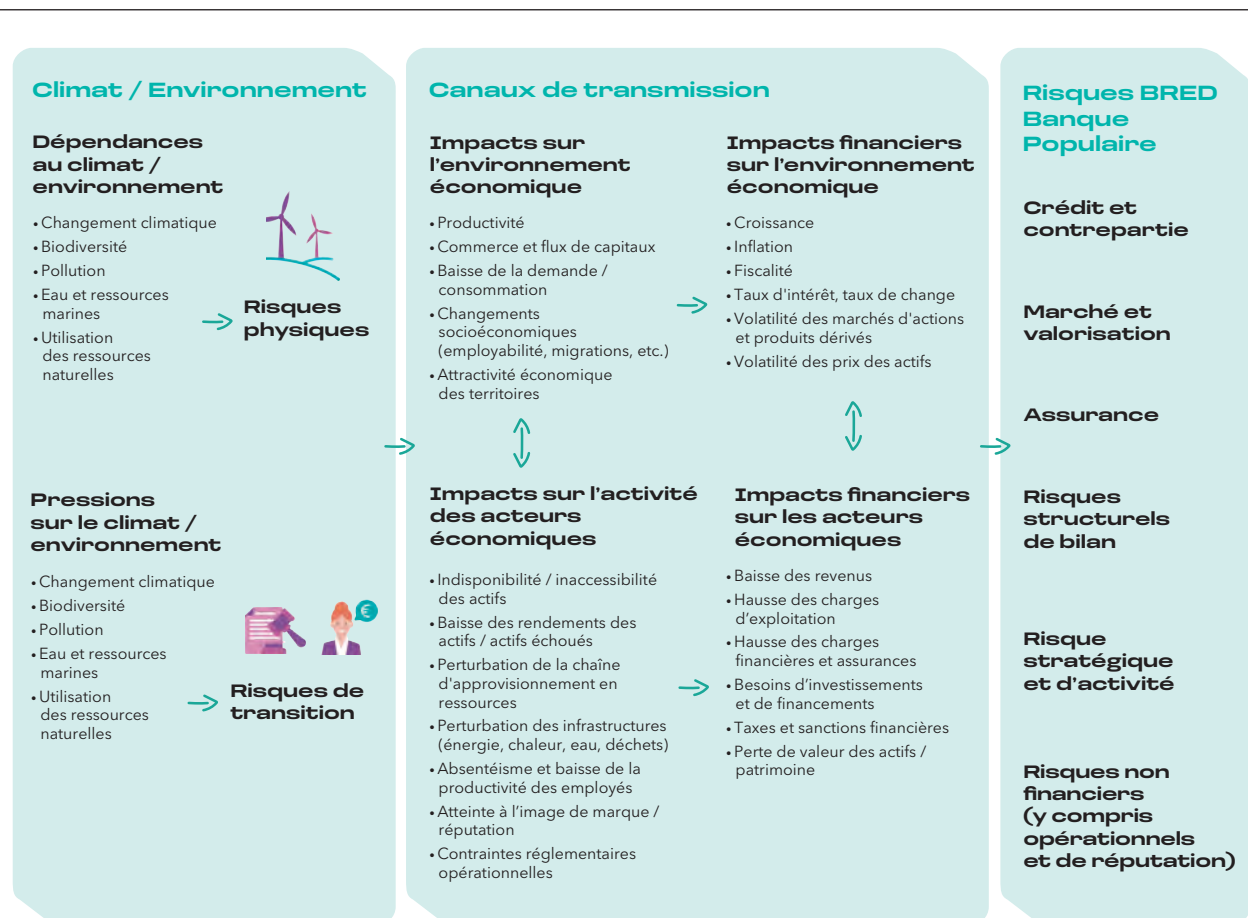
Risques physiques / Risques de transition**Référentiel des risques BRED Banque Populaire**

BRED Banque Populaire a adapté le référentiel des risques ESG du Groupe BPCE afin de constituer un référentiel propre à la Banque avec des échelles de risques adaptées.

Canaux de transmission des risques

Les risques climatiques et environnementaux constituent des facteurs de risque sous-jacents aux autres catégories de risque auxquelles BRED Banque Populaire est exposée, soient les risques de crédit et de contrepartie, les risques de marché et de valorisation, les risques d'assurance, les risques structurels de bilan, les risques stratégiques et d'activité et les risques non-financiers (risques opérationnels, risques de réputation, risques de non-conformité, risques d'assurance, etc.), tels qu'identifiés dans la taxonomie des risques du Groupe BPCE.

Ces canaux de transmission passent par les impacts des aléas climatiques sur les activités et les modèles d'affaires, qui se traduisent dans les variables financières à l'échelle macroéconomique ou microéconomique et *in fine* modifient l'exposition aux risques de BRED Banque Populaire. Ils peuvent se matérialiser de manière directe, en lien avec les activités propres de la Banque, ou indirecte, par le biais des contreparties auxquelles BRED Banque Populaire est exposée dans le cadre de ses activités de financement ou d'investissement. Ils sont présentés de manière synthétique dans le schéma.



Focus : IRO Nature

La démarche d'identification des impacts relatifs aux enjeux environnementaux, hors climat, au niveau de BRED Banque Populaire a été menée sur l'ensemble de la chaîne de la valeur. En effet, des impacts sont identifiés sur les opérations propres et sur les opérations de financement et de gestion d'actifs. La cotation de l'ampleur de ces impacts a été menée grâce aux ressources présentées ci-après dans la partie « Cotation de la matérialité d'impact ». Concernant les risques, la cotation a été réalisée en s'appuyant notamment sur une analyse sectorielle des expositions du Groupe BPCE appliquée à BRED Banque Populaire.

Le processus d'identification et d'évaluation des risques environnementaux, hors climat, s'inscrit dans le même dispositif d'évaluation de la matérialité que les risques environnementaux climatiques mis en place par BRED Banque Populaire.

Concernant les opportunités, le processus d'identification et d'évaluation a été mené à dire d'experts en tenant compte des évolutions économiques liées aux enjeux environnementaux, hors climat, et des perspectives de BRED Banque Populaire pour adapter son modèle d'affaires, en s'appuyant sur les travaux du Groupe BPCE.

Méthodologie de cotation des IRO









Après cette première étape d'identification, parmi l'ensemble des IRO identifiés comme pertinents, la cotation des impacts, risques et opportunités a conduit à désigner ceux qui sont matériels du point de vue de l'impact ou du point de vue financier, et qui sont exposés dans le présent rapport de durabilité.

Échelles de cotation

Les ESRS imposent les critères de mesure de la matérialité des IRO. Ces critères peuvent être différents selon qu'il s'agit d'un impact (négatif ou positif), d'un risque ou d'une opportunité. Les échelles de cotation ne sont pas prescrites par les ESRS. Elles ont été définies par et pour le Groupe BPCE. BRED Banque Populaire a appliqué les mêmes critères que le Groupe. Chaque critère de cotation a été évalué sur une échelle de 1 à 4.

Critères de cotation

Chaque impact, risque et opportunité a fait l'objet d'une cotation, sur la base des critères et échelles décrites ci-après.

IRO	Critères	Cotation & Notation associée /4			
		1	2	3	4
Impact négatif	 Ampleur Importance de la gravité de l'impact négatif sur les personnes ou l'environnement	Pas ou très peu d'impact	Significatif	Fort	Très fort
	 Étendue Portée de l'impact	Limité	Moyen	Large	Global / Total
	 Caractère irrémédiable Si et dans quelle mesure les impacts négatifs peuvent être réparés	Très facile à corriger	Relativement facile à corriger	Très difficile à corriger à long terme	Non remédiable
	 Probabilité (impact potentiel)	Rare / Peu probable	Possible	Probable	Quasi-certain
Impact positif	 Ampleur Importance de l'effet bénéfique sur les personnes ou l'environnement	Pas ou très peu d'impact	Significatif	Fort	Très fort
	 Étendue Dans quelle mesure les impacts positifs sont répandus	Limité	Moyen	Large	Global / Total
	 Probabilité (impact potentiel)	Rare / Peu probable	Possible	Probable	Quasi-certain
Risque et opportunité	 Ampleur Potentiel des effets financiers	Pas ou très peu d'impact	Significatif	Fort	Élevé
	 Probabilité d'occurrence	Rare / Peu probable	Possible	Probable	Quasi-certain

Important : dans le cas d'un impact négatif potentiel sur les droits humains, la gravité de l'impact l'emporte sur sa probabilité. Tous les IRO ont fait l'objet de cotation en brut, c'est-à-dire sans prise en considération des plans d'action actuels et futurs mis en œuvre par BRED Banque Populaire pour les prévenir, les atténuer ou les réparer.

Cotation de la matérialité d'impact

La cotation des impacts est réalisée par les contributeurs Groupe BPCE identifiés pour chaque thème et la revue est réalisée de manière transverse par la Direction de l'Impact. Elle est ensuite revue par la Direction de l'Impact de BRED Banque Populaire, en cohérence avec les travaux réalisés en 2024 et les évolutions 2025 dans la chaîne de valeurs de la Banque.

Pour certains thèmes, des ressources particulières ont été utilisées :

- pour la cotation des impacts climatiques via les financements et les investissements, le Groupe BPCE s'est appuyé sur le bilan carbone 2024 du Groupe afin d'évaluer l'ampleur (E1) ;
- pour la cotation des impacts Nature (couvrant les ESRS E2 à E5) via les financements et les investissements, en 2025, la cotation de ces impacts à dire d'experts a été complétée d'analyses quantitatives menées en utilisant les bases de données ENCORE et MSCI.

Ces ressources ont été déclinées à l'échelle de BRED Banque Populaire.

Cotation de la matérialité financière

La cotation des risques est réalisée par les contributeurs identifiés pour chaque sujet et revue de manière transverse par le département Risques ESG. En 2025, la méthodologie de cotation des risques pour l'analyse de double matérialité a évolué par rapport à 2024. La cotation des risques s'effectue en cohérence avec les exercices d'évaluation de la matérialité des risques réalisés au sein du Groupe BPCE, en particulier l'évaluation de matérialité des risques réalisée dans le cadre du dispositif d'appétit aux risques du Groupe. Elle s'appuie notamment sur :

- l'analyse de matérialité des risques climatiques et environnementaux (ESRS E1 à E5) ;
- la cartographie des risques ressources humaines (ESRS S1) ;
- le suivi des événements médiatiques touchant le Groupe BPCE (ESRS E1 à E5, S1 à S4 et G1 - IRO en lien avec les risques de réputation et juridique) ;
- le dispositif d'évaluation des risques de conformité (ESRS G1).

Ces travaux de référence sont complétés à dire d'expert dans le cadre de l'évaluation de double matérialité afin de qualifier spécifiquement les risques retenus (selon les échelles de probabilité et d'ampleur définies précédemment).

Le département des risques ESG de BRED Banque Populaire a défini des échelles de cotation adaptées aux activités et risques de la Banque.

Focus : risques climatiques

En s'appuyant sur les canaux de transmission identifiés, le Groupe BPCE évalue la matérialité des risques climatiques et environnementaux en regard des principales catégories de risque auxquelles il est exposé. Cette évaluation distingue les risques physiques et les risques de transition pour les risques climatiques d'une part et les risques environnementaux d'autre part. Elle est effectuée selon trois horizons de temps : court-terme (1 à 3 ans, horizon de planification financière), moyen terme (horizon de planification stratégique, 5 à 7 ans) et long terme (~2050).

Cette évaluation s'appuie sur des indicateurs quantitatifs ou qualitatifs, permettant d'apprécier les expositions aux risques du point de vue sectoriel et géographique, lorsque ceux-ci sont disponibles, ainsi que sur des appréciations à dire d'expert. Les experts internes mobilisés dans le cadre de ces évaluations regroupent le département des Risques ESG, les autres filières de la direction des Risques, ainsi que des représentants des autres directions (Impact, Conformité, Juridique) et des pôles métiers concernés.

Dans le cadre de l'évaluation de la matérialité financière des risques, l'évaluation de matérialité des risques climatiques et environnementaux a été croisée avec l'évaluation de matérialité de chacun des risques « traditionnels » réalisée annuellement dans le cadre des travaux du *Risk Appetite Framework* afin d'obtenir une évaluation de la matérialité intrinsèque pour chaque risque sur les mêmes critères appliqués sur d'autres risques (probabilité d'occurrence / magnitude de l'impact financier), permettant de garantir la cohérence entre les différents exercices. Un contrôle de cohérence global a été effectué à dire d'expert pour valider les niveaux de matérialité obtenus.

BRED Banque Populaire qui travaille conjointement avec la direction des Risques ESG du Groupe BPCE a appuyé ses travaux sur la matérialité financière et le *Risk Appetite Framework* en adaptant sa propre échelle de risques, en cohérence avec les activités de la Banque. Ainsi les risques climatiques et environnementaux ont été évalués à l'échelle de BRED Banque Populaire.

Méthodologie de calcul

Chaque impact, risque et opportunité a fait l'objet d'une cotation, sur la base des critères et échelles décrites ci-dessus.

Impacts

La note finale des impacts est calculée selon la formule suivante :

Note finale Impact = Probabilité d'occurrence x Max (ampleur ; étendue ; caractère irréversible)

Les éléments décrits ci-dessous sont appliqués à cette étape :

- impacts positifs : lorsque l'impact est positif, le caractère irréversible n'est pas évalué et n'est donc pas pris en compte pour le calcul ;
- impacts réels et potentiel : la probabilité d'occurrence est calculée lorsque l'impact est potentiel. Dans la quasi-totalité des impacts identifiés par le Groupe BPCE, les impacts se sont réalisés au cours de l'exercice écoulé mais ne sont pas systématiquement au niveau majorant (évaluée à un niveau 4) ;
- cotation finale : la note finale de l'impact est située dans une fourchette allant de 1 à 16, avec 16 comme note maximale. Pour ramener la note finale de l'impact au même niveau de l'échelle de cotation des critères, soit à 4, la note finale de l'impact est ensuite divisée par 4. Elle est alors appelée cotation finale.

Risques

La cotation des risques s'apprécie selon le couple formé par les deux axes (probabilité, ampleur). En cohérence avec l'approche retenue dans le cadre du dispositif d'appétit aux risques, la cotation finale des risques s'effectue sur une échelle de 0 à 3 selon la matrice ci-dessous définie selon le couple (probabilité, ampleur).

Opportunités

La note finale des opportunités est calculée selon la formule suivante :

Note finale Opportunité = Probabilité d'occurrence * Ampleur de l'impact financier

L'élément décrit ci-dessous est appliqué à cette étape :

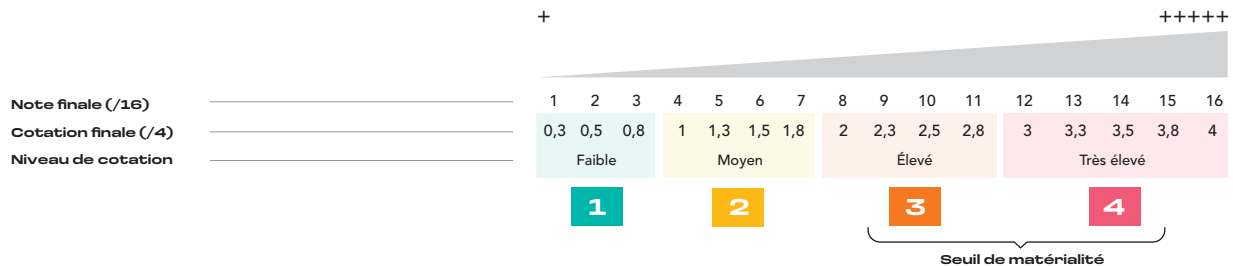
- Cotation finale : la note finale de l'opportunité est située dans une fourchette allant de 1 à 16, avec 16 comme note maximale. Pour ramener la note finale de l'opportunité au même niveau que l'échelle de cotation des critères, soit à 4, la note finale de l'opportunité est ensuite divisée par 4. Elle est alors appelée cotation finale.

Détermination des seuils de matérialité

Par seuil de matérialité, on entend la note ou la cotation à partir de laquelle les impacts, risques et opportunités sont matériels. Les seuils de matérialité du Groupe BPCE sont définis par le comité de pilotage du Projet CSRD. BRED Banque Populaire a appliqué les mêmes seuils, en cohérence avec la méthodologie du Groupe BPCE.

Seuil de matérialité pour les impacts et opportunités

Un impact ou opportunité est matériel lorsque le niveau de cotation est supérieur ou égal à 3, correspondant à un niveau élevé ou très élevé :

**Seuil de matérialité pour les Risques**

En 2025, le seuil de matérialité des risques a été modifié afin de s'aligner avec le dispositif d'appétit au risque du groupe.

Dans l'analyse de double matérialité, tout risque ayant une note de 1, 2 ou 3 dans la matrice (présentée ci-dessus partie Méthodologie de calcul - risques) est considéré comme matériel.

		Ampleur			
		Faible	Significatif	Fort	Élevé
Probabilité	Quasi-certain	0	2	3	3
	Probable	0	1	3	3
	Possible	0	1	2	3
	Rare	0	0	2	3

Changements dans les résultats de l'analyse de double matérialité

Pour la cotation des impacts négatifs concernant l'ESRS S2, BRED Banque Populaire s'est appuyée sur une analyse géographique de ses expositions (UE et hors UE) ainsi que sur une analyse sectorielle de ses expositions (secteurs sensibles selon l'OCDE) réalisée par le Groupe BPCE. S'agissant de l'analyse géographique de sa chaîne de valeur aval, BRED Banque Populaire a considéré la part de ses expositions en France et dans l'UE, en tenant compte du cadre législatif européen dans l'évaluation de la probabilité d'impact négatif sur les droits humains. Concernant sa chaîne de valeur amont, BRED Banque Populaire collabore majoritairement avec des fournisseurs ancrés sur le territoire français (ex. : TPE/PME), en considérant la probabilité d'impact négatif sur les droits humains d'entreprises dont l'activité se produit en France relativement aux fournisseurs opérant dans les pays hors de l'UE. Cette analyse géographique a été complétée par une analyse sectorielle. Pour sa chaîne de valeur aval, en s'appuyant sur les premières versions de la CSDDD ainsi que sur les guides sur le devoir de vigilance de l'OCDE, le Groupe BPCE a considéré les secteurs suivants comme sensibles : l'agriculture, la sylviculture, la pêche, la construction, l'électricité, le gaz, l'alimentation en vapeur et climatisation, l'industrie manufacturière, l'extraction minière et de carrière. Pour sa chaîne de valeur amont, le Groupe BPCE a considéré dans quelle mesure il nécessitait des ressources issues de secteurs sensibles.

Entre 2024 et 2025, l'ESRS S2 (Travailleurs de la chaîne de valeur) est devenu non matériel pour BRED Banque Populaire comme pour le Groupe BPCE. En effet, en 2025, l'analyse a été complétée pour mieux prendre en compte le modèle d'affaires du groupe. Compte tenu de son activité fortement ancrée dans les territoires (résultats de l'analyse géographique) et de sa faible exposition aux secteurs sensibles (résultats de l'analyse sectorielle), les impacts portent surtout sur les conditions de travail plutôt que sur les droits humains. Cette compréhension a conduit à réévaluer la probabilité et l'ampleur de ces impacts à la baisse pour BRED Banque Populaire comme pour le Groupe BPCE.

Exigences de publication au titre des ESRS couvertes par la déclaration relative à la durabilité de l'entreprise (IRO-2)

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence SFDR ⁽¹⁾	Référence Pilier 3 ⁽²⁾	Référence règlements sur les indices de référence ⁽³⁾	UE Loi européenne sur le climat	Section du rapport
ESRS 2 GOV-1 Mixité au sein des organes de gouvernance paragraphe 21, point d)	Indicateur n° 13, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		3.1.4.1.1
ESRS 2 GOV-1 Pourcentage d'administrateurs indépendants paragraphe 21, point e)			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		3.1.4.1.1
ESRS 2 GOV-4 Déclaration sur la vigilance raisonnable paragraphe 30	Indicateur n° 10, tableau 3, annexe I				3.1.4.4
ESRS 2 SBM 1 Participation à des activités liées aux combustibles fossiles paragraphe 40, point d) i)	Indicateur n° 4, tableau 1, annexe I	Article 449 bis du règlement (UE) n° 575/2013 ; Règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, tableau 1 : Informations qualitatives sur le risque environnemental et tableau 2 : Informations qualitatives sur le risque social	Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		Non applicable
ESRS 2 SBM 1 Participation à des activités liées à la fabrication de produits chimiques paragraphe 40, point d) ii)	Indicateur n° 9, tableau 2, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		Non applicable
ESRS 2 SBM 1 Participation à des activités liées à des armes controversées paragraphe 40, point d) iii)	Indicateur n° 14, tableau 1, annexe I		Article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818, annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816		Non applicable
ESRS 2 SBM 1 Participation à des activités liées à la culture et à la production de tabac paragraphe 40, point d) iv)			Règlement délégué (UE) 2020/1818, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II.		Non applicable
ESRS E1-1 Plan de transition pour atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 paragraphe 14				Article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/1119	3.2.1.4
ESRS E1-1 Entreprises exclues des indices de référence « Accord de Paris » paragraphe 16, point g)		Article 449 bis Règlement (UE) n° 575/2013, règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, modèle 1 : Portefeuille bancaire – Risque de transition lié au changement climatique : Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et échéance résiduelle	Article 12, paragraphe 1, points d) à g), et article 12, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2020/1818		Non applicable
ESRS E1-4 Cibles de réduction des émissions de GES paragraphe 34	Indicateur n° 4, tableau 2, annexe I	Article 449 bis Règlement (UE) n° 575/2013, règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, modèle 3 : Portefeuille bancaire – Risque de transition lié au changement climatique : indicateurs d'alignement	Article 6 du règlement délégué (UE) 2020/1818		Non applicable à date - travaux en-cours sur la détermination des cibles
ESRS E1-5 Consommation d'énergie produite à partir de combustibles fossiles ventilée par source d'énergie (uniquement les secteurs ayant un fort impact sur le climat) paragraphe 38	Indicateur n° 5, tableau 1, et indicateur n° 5, tableau 2, annexe I				Non matériel
ESRS E1-5 Consommation d'énergie et mix énergétique paragraphe 37	Indicateur n° 5, tableau 1, annexe I				Non matériel
ESRS E1-5 Intensité énergétique des activités dans les secteurs à fort impact climatique paragraphes 40 à 43	Indicateur n° 6, tableau 1, annexe I				Non matériel

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence SFDR ⁽¹⁾	Référence Pilier 3 ⁽²⁾	Référence règlements sur les indices de référence ⁽³⁾	UE Loi européenne sur le climat	Section du rapport
ESRS E1-6 Émissions brutes de GES des scopes 1, 2 ou 3 et émissions totales de GES paragraphe 44	Indicateurs n° 1 et n° 2, tableau 1, annexe I	Article 449 bis du règlement (UE) n° 575/2013, règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, modèle 1 : Portefeuille bancaire – Risque de transition lié au changement climatique : Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et échéance résiduelle	Article 5, paragraphe 1, article 6 et article 8, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818		3.2.1.7.2
ESRS E1-6 Intensité des émissions de GES brutes paragraphes 53 à 55	Indicateur n° 3, tableau 1, annexe I	article 449 bis du règlement (UE) n° 575/2013, règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, modèle 3 : Portefeuille bancaire – Risque de transition lié au changement climatique : indicateurs d'alignement	Article 8, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818		Non applicable
ESRS E1-7 Absorptions de GES et crédits carbone paragraphe 56				Article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/1119	Non applicable
ESRS E1-9 Exposition du portefeuille de l'indice de référence à des risques physiques liés au climat paragraphe 66			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1818, Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816		Phase-in
ESRS E1-9 Désagrégation des montants monétaires par risque physique aigu et chronique paragraphe 66, point a) ESRS E1-9 Localisation des actifs importants exposés à un risque physique matériel paragraphe 66, point c)		Article 449 bis du règlement (UE) n° 575/2013, règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, paragraphes 46 et 47, modèle 5 : Portefeuille bancaire – Risque physique lié au changement climatique : expositions soumises à un risque physique.			Phase-in
ESRS E1-9 Ventilation de la valeur comptable des actifs immobiliers de l'entreprise par classe d'efficacité énergétique paragraphe 67, point c)		Article 449 bis du règlement (UE) n° 575/2013, règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, paragraphe 34, modèle 2 : Portefeuille bancaire – Risque de transition lié au changement climatique : Prêts garantis par des biens immobiliers – Efficacité énergétique des sûretés			Phase in
ESRS E1-9 Degré d'exposition du portefeuille aux opportunités liées au climat paragraphe 69			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission		Phase-in
ESRS E2-4 Quantité de chaque polluant énuméré dans l'annexe II du règlement E-PRTR (registre européen des rejets et des transferts de polluants) rejetés dans l'air, l'eau et le sol, paragraphe 28	Indicateur n° 8, tableau 1, annexe I ; indicateur n° 2, tableau 2, annexe I, indicateur n° 1, tableau 2, annexe I ; indicateur n° 3, tableau 2, annexe I				Non matériel
ESRS E3-1 Ressources hydriques et marines, paragraphe 9	Indicateur n° 7, tableau 2, annexe I				Non matériel
ESRS E3-1 Politique en la matière paragraphe 13	Indicateur n° 8, tableau 2, annexe I				Non matériel
ESRS E3-1 Pratiques durables en ce qui concerne les océans et les mers paragraphe 14	Indicateur n° 12, tableau 2, annexe I				Non matériel
ESRS E3-4 Pourcentage total d'eau recyclée et réutilisée paragraphe 28, point c)	Indicateur n° 6.2, tableau 2, annexe I				Non matériel

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence SFDR ⁽¹⁾	Référence Pilier 3 ⁽²⁾	Référence règlements sur les indices de référence ⁽³⁾	UE Loi européenne sur le climat	Section du rapport
ESRS E3-4 Consommation d'eau totale en m3 par rapport au chiffre d'affaires généré par les propres activités de l'entreprise paragraphe 29	Indicateur n° 6.1, tableau 2, annexe I				Non matériel
ESRS 2- SBM 3 - E4 paragraphe 16, point a) i	Indicateur n° 7, tableau 1, annexe I				Non matériel
ESRS 2- SBM 3 - E4 paragraphe 16, point b)	Indicateur n° 10, tableau 2, annexe I				Non matériel
ESRS 2- SBM 3 - E4 paragraphe 16, point c)	Indicateur n° 14, tableau 2, annexe I				Non matériel
ESRS E4-2 Pratiques ou politiques foncières/agricoles durables paragraphe 24, point b)	Indicateur n° 11, tableau 2, annexe I				Non matériel
ESRS E4-2 Pratiques ou politiques durables en ce qui concerne les océans/mers paragraphe 24, point c)	Indicateur n° 12, tableau 2, annexe I				Non matériel
ESRS E4-2 Politiques de lutte contre la déforestation paragraphe 24, point d)	Indicateur n° 15, tableau 2, annexe I				Non matériel
ESRS E5-5 Déchets non recyclés paragraphe 37, point d)	Indicateur n° 13, tableau 2, annexe I				Non matériel
ESRS E5-5 Déchets dangereux et déchets radioactifs paragraphe 39	Indicateur n° 9, tableau 1, annexe I				Non matériel
ESRS 2- SBM 3 - S1 Risque de travail forcé paragraphe 14, point f)	Indicateur n° 13, tableau 3, annexe I				Non matériel
ESRS 2- SBM 3 - S1 Risque d'exploitation d'enfants par le travail paragraphe 14, point g)	Indicateur n° 12, tableau 3, annexe I				Non matériel
ESRS S1-1 Engagements à mener une politique en matière des droits de l'Homme paragraphe 20	Indicateur n° 9, tableau 3, et indicateur n° 11, tableau 1, annexe I				3.3.1
ESRS S1-1 Politiques de vigilance raisonnable sur les questions visées par les conventions fondamentales 1 à 8 de l'Organisation internationale du travail, paragraphe 21			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		3.3.1
ESRS S1-1 Processus et mesures de prévention de la traite des êtres humains paragraphe 22	Indicateur n° 11, tableau 3, annexe I				3.3.1
ESRS S1-1 Politique de prévention ou système de gestion des accidents du travail paragraphe 23	Indicateur n° 1, tableau 3, annexe I				3.3.2.3.2
ESRS S1-3 Mécanismes de traitement des différends ou des plaintes paragraphe 32, point c)	Indicateur n° 5, tableau 3, annexe I				3.3.2.3.3
ESRS S1-14 Nombre de décès et nombre et taux d'accidents liés au travail paragraphe 88, points b) et c)	Indicateur n° 2, tableau 3, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		3.3.2.3.2
ESRS S1-14 Nombre de jours perdus pour cause de blessures, d'accidents, de décès ou de maladies paragraphe 88, point e)	Indicateur n° 3, tableau 3, annexe I				3.3.2.3.2
ESRS S1-16 Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé paragraphe 97, point a)	Indicateur n° 12, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816		3.3.2.3.3
ESRS S1-16 Ratio de rémunération excessif du Directeur général paragraphe 97, point b)	Indicateur n° 8, tableau 3, annexe I				3.3.2.3.1
ESRS S1-17 Cas de discrimination paragraphe 103, point a)	Indicateur n° 7, tableau 3, annexe I				3.3.2.3.3

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence SFDR ⁽¹⁾	Référence Pilier 3 ⁽²⁾	Référence règlements sur les indices de référence ⁽³⁾	UE Loi européenne sur le climat	Section du rapport
ESRS S1-17 Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des principes directeurs de l'OCDE paragraphe 104, point a)	Indicateur n° 10, tableau 1, et indicateur n° 14, tableau 3, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818		3.3.2.3.3
ESRS S3-1 Engagements à mener une politique en matière de droits de l'Homme paragraphe 16	Indicateur n° 9, tableau 3, annexe I, et indicateur n° 11, tableau 1, annexe I				3.3.3.1 3.3.3.2
ESRS S3-1 Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme, des principes de l'OIT ou des principes directeurs de l'OCDE paragraphe 17	Indicateur n° 10, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818		Non applicable
ESRS S3-4 Problèmes et incidents en matière de droits de l'Homme paragraphe 36	Indicateur n° 14, tableau 3, annexe I				Non applicable
ESRS S4-1 Politiques relatives aux consommateurs et aux utilisateurs finaux paragraphe 16	Indicateur n° 9, tableau 3, et indicateur n° 11, tableau 1, annexe I				3.3.4.1 3.3.4.2
ESRS S4-1 Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme et des principes directeurs de l'OCDE paragraphe 17	Indicateur n° 10, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818		Non applicable
ESRS S4-4 Problèmes et incidents en matière de droits de l'Homme paragraphe 35	Indicateur n° 14, tableau 3, annexe I				Non applicable
ESRS G1-1 Convention des Nations unies contre la corruption paragraphe 10, point b)	Indicateur n° 15, tableau 3, annexe I				3.4.5
ESRS G1-1 Protection des lanceurs d'alerte paragraphe 10, point d)	Indicateur n° 6, tableau 3, annexe I				3.4.4
ESRS G1-4 Amendes pour infraction à la législation sur la lutte contre la corruption et les actes de corruption paragraphe 24, point a)	Indicateur n° 17, tableau 3, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816		3.4.5
ESRS G1-4 Normes de lutte contre la corruption et les actes de corruption paragraphe 24, point b)	Indicateur n° 16, tableau 3, annexe I				3.4.5
<p>(1) Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (JO L 317 du 9.12.2019, p. 1).</p> <p>(2) Règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 (règlement sur les exigences de fonds propres ou règlement « CRR ») (JO L 176 du 27.6.2013, p. 1).</p> <p>(3) Règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n° 596/2014 (JO L 171 du 29.6.2016, p. 1).</p>					

3.2 Informations environnementales

3.2.1 Changement Climatique (E1)

3.2.1.1 Les enjeux climatiques de BRED Banque Populaire

Lors du processus d'identification des impacts, risques et opportunités matériels se rapportant aux sujets de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique, le modèle d'affaires et les implantations diverses et variées de BRED Banque Populaire ont été pris en compte. Sur cette thématique, huit IRO ont été identifiés comme étant matériels.

Enjeux matériels		Atténuation et adaptation au changement climatique - financements et investissements			
Types d'IRO		IRO 1	IRO 2	IRO 3	IRO 4
		Risque	Risque	Risque	Risque
Impacts / Risques / Opportunités		Risque de pertes financières découlant d'un risque de réputation ou d'un risque juridique / de sanction liées à des opérations de financement ou d'investissement dans des contreparties, activités ou projets à forte intensité d'émissions de gaz à effet de serre	Risque de pertes financières découlant d'un risque de crédit ou de marché liées à des opérations de financement ou d'investissement dans des contreparties, activités ou projets sensibles à des facteurs de risques climatiques physiques	Risque de pertes financières découlant d'un risque de crédit ou de marché liées à des opérations de financement ou d'investissement dans des contreparties, activités ou projets sensibles à des facteurs de risque climatique de transition	Risque de pertes financières découlant d'un risque de revenu lié à l'occurrence d'une évolution du mix sectoriel du portefeuille de financement et d'un accroissement de la concurrence, et à un risque de taux provenant de l'évolution générale des taux et de l'inflation en cas d'accélération de la transition
Politiques		Politiques sectorielles ESG (charbon thermique, industrie pétrolière et gazière)			
Actions		Accompagnement des clients personnes morales (analyse plan de transition / produits et solutions pour entreprises, investisseurs...)			
Cibles et indicateurs		Émissions financées de GES			

Enjeux matériels		Atténuation et adaptation au changement climatique - financements et investissements			Atténuation au changement climatique - empreinte propre
Types d'IRO		IRO 5	IRO 6	IRO 7	IRO 8
		Opportunité	Impact positif	Impact négatif	Impact négatif
Impacts / Risques / Opportunités		Opportunités commerciales liées aux solutions de financement pour accompagner les clients dans leur transition, et adaptation au changement climatique ainsi qu'aux produits d'épargne durable investis dans les entreprises permettant de soutenir leur transition	Impact positif sur le déploiement des énergies renouvelables grâce aux financements / investissements	Impact négatif sur le climat dû aux financements et aux investissements de BRED Banque Populaire dans des secteurs émetteurs de gaz à effet de serre	Impact négatif sur le climat dû aux émissions de gaz à effet de serre des opérations propres du Groupe
Politiques		Politiques sectorielles ESG (charbon thermique, industrie pétrolière et gazière)			Politique Achats Responsables
Actions		Accompagnement des clients personnes morales (analyse plan de transition / produits et solutions pour entreprises, investisseurs...)			Réduction de l'empreinte propre sur immobilier, mobilité, numérique, achats

3.2.1.2 Stratégie climatique

Le groupe BPCE a formalisé une ambition en matière de lutte contre le changement climatique dans son plan stratégique 2021-2024 et initié l'adaptation de ses activités afin de contribuer à la décarbonation de l'économie. En 2024, avec le projet stratégique VISION 2030, le groupe BPCE inscrit son action dans la durée.

Le groupe BPCE accélère la transformation de ses activités avec pour ambition d'accompagner tous les acteurs de l'économie dans leurs transitions et renforcer ainsi leur impact positif sur la société et sur l'environnement.

BRED Banque Populaire s'inscrit pleinement dans cette ambition. Banque ancrée au plus près de ses territoires d'implantation, des besoins de la société et de ses clients face aux enjeux des transitions en général et à l'urgence environnementale en particulier, elle intègre le climat parmi les axes prioritaires de sa stratégie d'Impact, se plaçant dans une posture de transition en tant qu'entreprise et en tant qu'actrice du financement de l'économie.

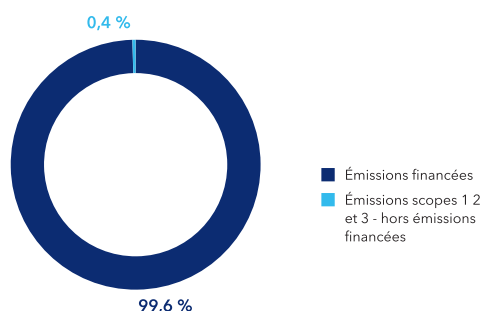
Les engagements de BRED Banque Populaire s'inscrivent en cohérence avec ces attentes et ces enjeux. À l'instar du plan stratégique du groupe BPCE, dans lequel le climat est placé comme priorité d'action, BRED Banque Populaire s'est fixé trois objectifs pour contribuer à l'atténuation et l'adaptation au changement climatique :

- prioriser la décarbonation de ses portefeuilles sur les secteurs les plus émetteurs ;
- accompagner ses clients dans leur transition et leur adaptation au changement climatique ;
- réduire sa propre empreinte sur l'ensemble de ses métiers et filiales.

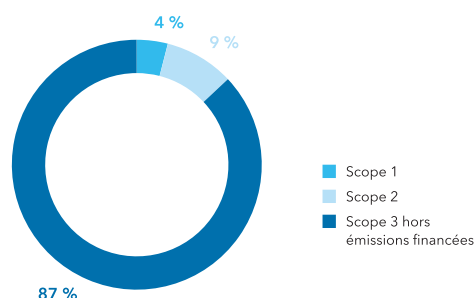
3.2.1.3 Empreinte carbone globale BRED Banque Populaire

En tant qu'acteur bancaire, BRED Banque Populaire porte une empreinte carbone majoritairement liée aux émissions générées par les activités qu'elle finance. En effet, la banque contribue indirectement aux émissions de gaz à effet de serre à travers les projets et les entreprises qu'elle accompagne par le financement.

Répartition des émissions totales de GES en % au 31/12/2025



Émissions de GES scopes 1, 2 et 3 – hors émissions financées au 31/12/2025



3.2.1.4 Plan de transition pour l'atténuation du changement climatique (E1-1)

La transition climatique s'est imposée comme une priorité stratégique pour les acteurs économiques, et particulièrement pour le secteur bancaire, dont le rôle d'accompagnement et de financement de l'économie est essentiel pour répondre aux défis environnementaux.

Avec l'ambition de rendre l'impact accessible à tous, le groupe BPCE a défini des axes d'action précis :

- accompagnement de tous les clients dans leur transition environnementale ;
- alignement de ses portefeuilles de financement et d'assurance sur des trajectoires basées sur des scénarios scientifiques compatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris ;

- des trajectoires de décarbonation proposées par les sociétés de gestion d'actifs européennes à leur clientèle d'investisseurs ;
- extension de la stratégie de refinancement durable afin de disposer des ressources nécessaires à l'atteinte de ses objectifs ;
- accélération de la réduction de son empreinte propre.

Le groupe BPCE accélère la transformation de ses activités avec pour ambition d'étendre à tous ses clients son offre de solutions à impact sur les enjeux liés au changement climatique et plus largement sur les enjeux de durabilité⁽¹⁾.

(1) Voir Rapport de durabilité de BPCE, section 1.3.1 Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur.

Démarche du plan de transition de BRED Banque Populaire

S'inscrivant dans cette démarche, en 2025, BRED Banque Populaire a initié un travail de définition de son plan de transition climat qui n'est pas encore conforme au sens de la directive CSRD. Cette démarche clé qui repose sur l'analyse de son bilan carbone au 31/12/2024 et sur deux principes fondateurs :

- **exemplarité** : en réduisant de manière significative ses propres émissions de gaz à effet de serre (GES) hors scope 3 catégorie 15, avec un objectif de réduction des émissions en valeur absolue, démontrant ainsi son engagement à être un acteur responsable et proactif (voir section 3.2.1.7.2 Cibles et progrès : actions d'atténuation du changement climatique par la décarbonation du présent rapport) ;
- **responsabilité** : en identifiant les actions à mener pour diminuer l'intensité des émissions liées aux financements octroyés par BRED Banque Populaire, représentant la majeure partie de son empreinte carbone (scope 3 catégorie 15).

Cette approche globale répond à une double exigence : contribuer aux objectifs climatiques fixés par le groupe BPCE tout en développant une stratégie spécifique et adaptée aux enjeux propres à BRED Banque Populaire.

Explorer de nouveaux leviers de décarbonation

Dans le cadre de la stratégie climatique du groupe BPCE, les émissions de BRED Banque Populaire concernées par un objectif d'alignement sur une trajectoire Net Zero représentaient 1,5 MteqCO₂ en 2024, soit 1,3 % des émissions de GES financées par l'activité « banque » du groupe BPCE. S'il peut sembler modeste, ce pourcentage nécessite une attention particulière, car il englobe des secteurs et des contreparties ayant un impact significatif en matière d'émissions de Gaz à Effet de Serre (GES).

Quant aux encours de BRED Banque Populaire, ceux concernés par des objectifs d'alignement sur une

trajectoire Net Zero du groupe BPCE représentaient en 2024 environ 48 % du portefeuille Entreprises, soit 23 % des émissions de GES financées au sein de ce portefeuille. Cette proportion souligne l'importance de cibler ces activités, sans pour autant se limiter à ce seul périmètre pour la banque.

Ainsi, BRED Banque Populaire entend agir au-delà de ce périmètre, en concentrant ses efforts sur les émissions les plus matérielles de son portefeuille. Cette ambition traduit une volonté de maximiser l'impact de ses actions en ciblant les secteurs et les entreprises les plus émetteurs, tout en s'assurant de contribuer de manière cohérente aux engagements collectifs du groupe BPCE. En s'appuyant sur une analyse fine de son portefeuille, BRED Banque Populaire vise à élaborer une stratégie de décarbonation solide, réaliste et opérationnelle, capable de répondre aux enjeux climatiques tout en soutenant le développement économique des secteurs en transition.

Analyser les émissions financées et prioriser les efforts

L'analyse des émissions des GES financées au 31/12/2024, menée en 2025 par BRED Banque Populaire révèle des données clés pour orienter son plan de transition. En 2024, les émissions de GES financées par le portefeuille global de la banque s'élevaient à 9,6 MteqCO₂, dont 67 % étaient liées à l'activité de financement des entreprises ⁽¹⁾ (voir infographie *Émissions de GES financées et encours en % au 31/12/2024*)

L'analyse détaillée de la structure du portefeuille Entreprises a permis d'identifier quatre filières prioritaires :

1. Agriculture & Agroalimentaire ;
2. Énergie ;
3. Immobilier commercial ;
4. Transports.

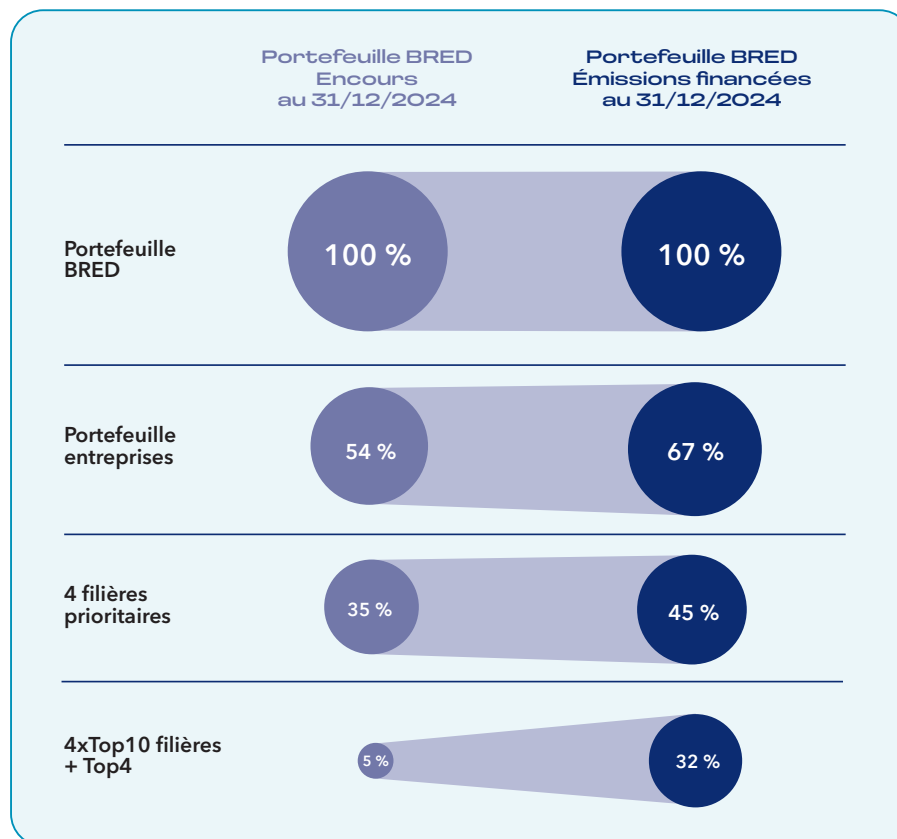
Composition du portefeuille Entreprises ⁽¹⁾ - Année de référence 2024	Encours (%)	Émissions financées (MteqCO ₂)	Émissions financées (%)
Transports	8,6 %	1,2	18,3 %
Energie	4,2 %	0,7	11,5 %
Agriculture & Agroalimentaire	2,7 %	0,6	9,7 %
Immobilier commercial & construction	46,8 %	0,6	9,4 %
Top 4 acteurs émetteurs (hors filières prioritaires)	1,9 %	1,1	17,3 %
Autres	35,6 %	2,2	33,9 %
TOTAL GÉNÉRAL	100 %	6,4	100 %

⁽¹⁾ Données au 31/12/2024. Les filières prioritaires définies dans le plan de transition s'entendent comme des chaînes de valeur regroupant la production, le commerce et l'usage. Les périmètres couverts par ces filières sont ainsi disjointes de la nomenclature des codes NACE.

Ces quatre filières concentraient à elles seules, en 2024, près de 49 % des émissions financées du portefeuille Entreprises. En complément, l'étude du portefeuille a mis en lumière quatre contreparties spécifiques qui représentaient 17 % des émissions financées en 2024, pour moins de 2 % des encours. Ces contreparties et secteurs, particulièrement carbo-intensifs, nécessitent une intervention prioritaire pour garantir une efficacité maximale des efforts de décarbonation. Cette priorisation stratégique permet à BRED Banque Populaire de concentrer ses ressources sur les zones d'impact les plus significatives avant d'élargir progressivement ses actions au reste du portefeuille.

⁽¹⁾ Le portefeuille Entreprises comprend les crédits et titres de créances inscrits au bilan de BRED S.A., SBE, SOFIDER, SOREDOM pour les contreparties de ses activités Corporate et Professionnels, hors contreparties financières conformément au GHG Protocole qui ne couvre pas ces expositions dans le calcul des émissions financées.

Émissions de GES financées et encours en % au 31/12/2024 – Année de référence



Méthodologie adoptée pour le plan de transition

La construction du plan de transition repose sur une méthodologie rigoureuse et structurée, conçue pour garantir la pertinence et l'efficacité des actions mises en œuvre. Cette méthodologie inclut plusieurs étapes, certaines réalisées en 2025, d'autres programmées pour 2026-2027 :

1. identification des contreparties les plus contributrices (2025) : pour chacune des quatre filières prioritaires, BRED Banque Populaire a analysé les données des contreparties afin de déterminer leur impact carbone et d'identifier les 10 contreparties les plus contributrices et les plus matérielles. Les contreparties ainsi identifiées, une quarantaine d'entreprises au total, représentent à elles seules plus de 30 % des émissions financées au sein du portefeuille Entreprises en 2024, pour seulement 5 % du volume des encours ;
2. construction d'un scénario tendanciel (2025-2026) : pour chaque filière, BRED Banque Populaire a initié un travail de projection des émissions associées sur la base de ses perspectives commerciales et des trajectoires d'émissions des contreparties les plus matérielles du portefeuille. Lorsque les trajectoires de décarbonation de ces contreparties sont disponibles

(engagements publiés), elles sont intégrées aux projections ; à défaut, une modélisation est réalisée sur la base des scénarios STEPS (Stated Policies Scenario) de l'Agence Internationale de l'Énergie (IEA) ou sur la base de la mise en œuvre des réglementations européennes (normes de performance des véhicules, etc.). L'établissement de ces scénarios, initié en 2025, se poursuit en 2026 et fournit une base solide pour projeter une trajectoire tendancielle crédible d'évolution de l'intensité carbone du portefeuille BRED ;

3. détermination d'objectifs (2026) : à partir du scénario tendanciel, et en prenant l'année 2024 pour *baseline*, BRED Banque Populaire souhaite fixer des objectifs mieux-disants, crédibles et atteignables, tenant compte des ambitions du groupe BPCE, tout en répondant aux spécificités de son portefeuille ;
4. détermination de moyens (2026-2027) : pour atteindre ses objectifs, BRED Banque Populaire prévoit de déployer les leviers et dispositifs de pilotage appropriés, en établissant ses propres objectifs en matière d'offres d'accompagnement à la transition, de financement de solutions de décarbonation, de diversification ou d'allocation du portefeuille, et d'accompagnement à l'adaptation de ses clients.

Définition des cibles de décarbonation

En cohérence avec la stratégie du groupe BPCE et les évolutions réglementaires sectorielles, BRED Banque Populaire entend privilégier des cibles en intensité carbone pour ses secteurs prioritaires. Cette approche consiste à fixer des objectifs de réduction des émissions par unité de financement, permettant ainsi de tenir compte des évolutions économiques et climatiques tout en maintenant un soutien actif aux secteurs en transition.

Gouvernance et perspectives

La mise en œuvre du plan de transition repose sur une gouvernance solide, orchestrée par un Comité de pilotage « Plan de Transition ». Ce comité, composé de la Direction de l'impact et du Développement ainsi que des principales directions de la BFI et de la banque de proximité, veille à la coordination et au suivi des avancées de la stratégie climatique.

BRED Banque Populaire s'engage à publier l'ensemble des cibles et leviers mobilisés pour son plan de transition dans le cadre de publication de son état de durabilité (CSRD 2027) qui sera publié en 2028. Ce document détaillera les objectifs fixés, les trajectoires de décarbonation et les actions concrètes mises en œuvre pour répondre aux enjeux climatiques. Des objectifs portant sur une partie du portefeuille (4 filières clés – voir section 3.2.1.4 Plan de transition pour l'atténuation du changement climatique) pourront être révélés dans la CSRD 2026 publiée en 2027. En adoptant cette démarche progressive et néanmoins ambitieuse, BRED Banque Populaire réaffirme son rôle de banque responsable, déterminée à accompagner ses clients et partenaires dans leur transition climat.

3.2.1.5 Gouvernance climatique

Approbation du plan de transition par les organes d'administration, de direction et de surveillance de l'entreprise

Les premières phases du plan de transition BRED Banque Populaire ont été soumises à l'approbation des membres des organes d'administration et de direction de BRED Banque Populaire.

Intégration des performances en matière de durabilité dans les mécanismes d'incitation

Cette exigence de publication est traitée au sein de la section 3.1.4.3 Intégration des performances en matière de durabilité dans les mécanismes d'incitation.

3.2.1.6 Politiques et actions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique

BRED Banque Populaire est mobilisée pour décarboner l'économie, en rendant l'impact accessible à tous les acteurs économiques de la société et dans tous ses domaines d'expertise. Cela se traduit par un accompagnement accru de ses clients et des actions sur son fonctionnement propre à travers de nombreux leviers. L'accompagnement de la clientèle est différencié selon les implantations, qui peuvent induire des exigences et des contraintes différentes dans l'hexagone, dans les Outre-mer et à l'international.

Les politiques sectorielles ESG encadrent les activités du groupe BPCE dans des secteurs jugés les plus sensibles d'un point de vue environnemental, social et de gouvernance (ESG). La définition de ces politiques est coordonnée par la direction de l'Impact au sein du groupe BPCE, en prenant en compte les attentes de la société civile, les exigences réglementaires et les meilleures pratiques ESG. Elles sont régulièrement mises à jour pour refléter les nouveaux enjeux des secteurs concernés et sont validées au niveau de la direction générale du groupe BPCE.

La direction des Risques est responsable de l'insertion opérationnelle de ces politiques dans les processus de BRED Banque Populaire. À fin 2025, les politiques sectorielles ESG publiées par le groupe BPCE qui contiennent des éléments spécifiques aux enjeux climatiques concernent l'industrie du charbon thermique d'une part et l'industrie pétrolière et gazière. Ces politiques sectorielles ESG sont accessibles sur le site internet du groupe BPCE.

3.2.1.6.1 Champ d'application des politiques sectorielles ESG

Les politiques sectorielles ESG applicables aux activités du groupe BPCE dans le monde entier, s'appliquent à ce titre à BRED Banque Populaire.

Les politiques s'appliquent aux activités de crédit, aux activités de marché (en dette et capital), aux garanties et aux prestations de conseil (incluant les activités de fusion et acquisition), ainsi qu'aux investissements au titre des réserves de liquidité.

En revanche, elles ne s'appliquent pas à la gestion de portefeuille pour le compte de tiers et à la gestion collective. Pour ces activités, BPCE Assurances et les sociétés de gestion européennes filiales de Natixis Investment Managers ainsi que Promepar Asset Management ont leurs propres politiques sectorielles ESG, qui sont publiées sur leurs sites internet respectifs. Celles-ci concernent, sans s'y limiter, les secteurs à fort impact climatique tels que le charbon ou les combustibles fossiles non conventionnels.

3.2.1.6.2 Politique sectorielle ESG - Industrie du charbon thermique

Première source de Gaz à Effet de Serre (GES), la combustion du charbon représente 40 % des émissions mondiales de CO₂, contre 32 % pour le pétrole et 19 % pour le gaz naturel ; les 10 % restants sont liés aux procédés industriels (hors combustion d'énergie).

En 2021, le groupe BPCE s'est engagé à réduire à zéro son exposition financière au charbon thermique d'ici à 2030 pour les pays de l'Union Européenne et de l'OCDE, et d'ici à 2040 pour le reste du monde. Cet engagement soutient notamment les objectifs de réduction de l'empreinte carbone financée pour le secteur de la production d'électricité.

La politique sectorielle ESG applicable à l'industrie du charbon thermique couvre les activités d'extraction, de stockage, de transport, de négoce, de transformation du charbon thermique, ainsi que la production et distribution d'électricité produite à partir de charbon thermique.

Cette politique comprend des critères d'exclusion et d'évaluation pour les entreprises et les projets de ce secteur. Par exemple, le groupe BPCE ne finance pas d'entreprise qui développerait de nouvelles capacités charbon, ou dont 25 % ou plus des revenus seraient liés à la production d'électricité à partir de charbon. Des exceptions peuvent être accordées uniquement pour des transactions visant à soutenir la transition bas-carbone.

De même, le groupe BPCE ne finance pas les projets liés au charbon, tels que les centrales thermiques au charbon ou les mines de charbon thermique.

La politique inclut également des critères d'évaluation pour apprécier la performance environnementale et sociale des entreprises, couvrant notamment les problématiques de pollution, les conditions de travail et l'adoption des bonnes pratiques ESG.

Pour plus de détails, veuillez consulter le document public disponible à l'adresse suivante :

<https://www.groupebpce.com/rse/ratings-standards-internationaux/>

3.2.1.6.3 Politique sectorielle ESG - Industrie pétrolière et gazière

Le groupe BPCE s'est engagé à réduire les émissions carbone financées liées à l'utilisation finale de l'extraction et de la production de pétrole et de gaz entre 2020 et 2030, conformément au scénario Net Zero Émissions by 2050 de l'Agence Internationale de l'Énergie.

La politique sectorielle ESG applicable à l'industrie pétrolière et gazière couvre les activités suivantes dans la chaîne de valeur de l'industrie : exploration et production, transport (pipelines), traitement (raffineries, terminaux de liquéfaction, etc.), stockage et autres activités connexes. La politique couvre les ressources pétrolières et gazières conventionnelles et non conventionnelles.

Cette politique comprend également des critères d'exclusion pour les entreprises et projets de ce secteur. Par exemple, le groupe BPCE ne participe à aucun financement non dédié (c'est-à-dire lorsque les fonds sont utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise) pour une société dont l'activité repose à 25 % ou plus sur l'exploration - production de pétrole et gaz de schiste, de pétrole provenant de sables bitumineux ou de pétrole extra-lourd.

De plus, le groupe BPCE ne finance pas les installations pétrolières et gazières dont les risques et impacts environnementaux et sociaux sont jugés trop élevés, comme les nouveaux champs de pétrole et de gaz de schiste, les projets dédiés à la seule mise en production d'un nouveau champ de pétrole, ainsi que les projets situés dans la région arctique.

Pour les entreprises et les projets, la politique détaille des critères d'évaluation pour apprécier leur performance environnementale et sociale, couvrant notamment les problématiques de pollution, les conditions de travail et l'adoption des bonnes pratiques ESG.

Pour plus de détails, veuillez consulter le document public disponible à l'adresse suivante :

<https://www.groupebpce.com/rse/ratings-standards-internationaux/>

3.2.1.7 Trajectoire de décarbonation

3.2.1.7.1 Leviers de décarbonation, plans d'action et accompagnement des clients (E1-1-16)

Pour concrétiser ses ambitions climatiques et mettre en œuvre son plan de transition, BRED Banque Populaire ambitionne de mobiliser trois principaux leviers d'action : l'allocation, la transformation et l'adaptation. Ces axes stratégiques sont conçus pour répondre efficacement aux enjeux de décarbonation, en ciblant d'abord les secteurs prioritaires et les contreparties les plus émettrices, tout en garantissant une approche équilibrée entre réduction des émissions et soutien aux acteurs en transition. Ces leviers donnent lieu à un travail de conception en partenariat avec les équipes commerciales de la Banque, afin de garantir leur bonne intégration aux pratiques des métiers.

Le premier levier, **l'allocation**, repose sur un pilotage stratégique du portefeuille financier de la banque. L'objectif est de diversifier le portefeuille et d'augmenter la part des contreparties à faible intensité carbone, en favorisant les entreprises et projets alignés avec les trajectoires de décarbonation. Le désengagement progressif des contreparties fortement émettrices, qui ne présenteraient pas de perspectives crédibles de décarbonation, pourra être envisagé en dernier recours, dans le cadre d'une gestion responsable du portefeuille. Par ailleurs, la banque souhaite mettre en place un suivi rigoureux des trajectoires d'émissions lors des décisions d'octroi de financement, garantissant ainsi que les projets soutenus respectent les engagements climatiques fixés.

Le deuxième levier, la **transformation**, vise à accompagner les contreparties dans leurs démarches de décarbonation. BRED Banque Populaire entend jouer un rôle actif en proposant des solutions adaptées aux besoins spécifiques de ses clients, notamment dans les filières prioritaires identifiées. Elle souhaite financer

les initiatives de transition énergétique, soutenant ainsi les entreprises dans la mise en œuvre de projets visant à réduire leur empreinte carbone.

En parallèle, la Banque souhaite développer et mettre sur le marché des offres de financement et d'accompagnement dédiées, conçues pour répondre aux enjeux spécifiques de ses différentes typologies de clients. Cette approche doit permettre non seulement de soutenir les efforts de décarbonation des contreparties, mais aussi de favoriser l'émergence de pratiques durables dans l'ensemble des secteurs d'activité.

Enfin, le troisième levier, **l'adaptation**, se concentre sur le développement de solutions pour aider les contreparties les plus exposées aux risques climatiques. BRED Banque Populaire reconnaît que, au-delà de la réduction des émissions, il est essentiel d'accompagner ses clients dans leur adaptation aux nouvelles conditions environnementales et à leurs conséquences matérielles, sanitaires ou économiques. En soutenant ses contreparties dans cette adaptation, la Banque se propose de contribuer à renforcer leur résilience face aux impacts du changement climatique.

Grâce à cette stratégie articulée autour de l'allocation, de la transformation et de l'adaptation, BRED Banque Populaire affirme son engagement à jouer un rôle clé dans la transition climatique, tout en accompagnant ses clients vers un avenir plus durable et résilient.

Évaluation qualitative des émissions de GES potentielles verrouillées [E1-1-16]

À ce stade, ce point de donnée n'est pas couvert car BRED Banque Populaire part du postulat que la notion d'émissions de GES verrouillées n'est pas prégnante compte tenu de la nature des actifs exploités. Cette exigence sera revue plus en détail lors de la formalisation du plan de transition de BRED Banque Populaire ainsi qu'à la mise en conformité au DR E1-9.

3.2.1.7.2 Cibles et progrès : actions d'atténuation du changement climatique par la décarbonation (E1-1-16)

Le tableau ci-dessous vise à représenter l'ensemble des activités de BRED Banque Populaire sur le périmètre de consolidation comptable avec des limitations décrites dans les MDR-M en annexe de la section Informations environnementales. Les émissions du portefeuille présentées ci-dessous pour les expositions Banque, Assurance et Asset Management, agrègent les émissions scope 1, 2 et 3 des entreprises financées.

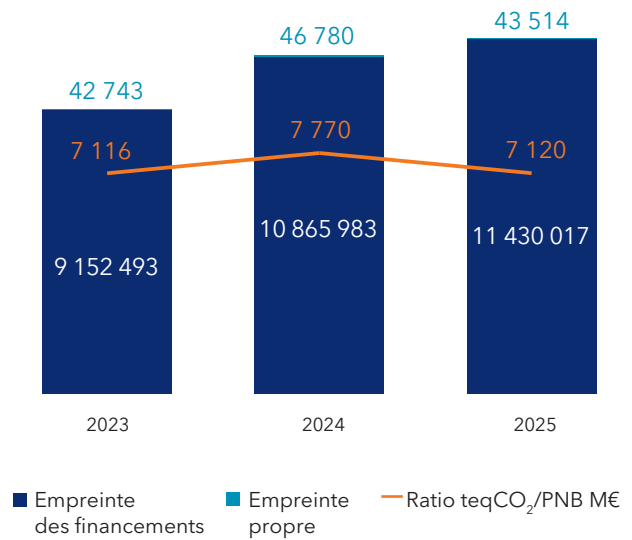
Total des émissions brutes de GES de périmètres 1, 2, 3 et émissions totales de GES (AR48)

	Données rétrospectives			Jalons et années cibles		
Année de référence	Année de référence	Données comparatives (N-1)	N	% N/N-1	2030	Cible annuelle (en %) / Année de référence
Émissions de GES de périmètre 1						
Émissions brutes de GES de périmètre 1 - Émissions [teqCO ₂]	31/12/2023	1 775,03	1 540,58	- 13 %		
Pourcentage d'émissions de GES de périmètre 1 résultant des systèmes d'échange de quotas d'émission réglementés (en %)		-				
Émissions de GES de périmètre 2						
Émissions brutes de GES de périmètre 2 fondées sur la localisation (en teqCO ₂)	31/12/2023	4 087,92	3 896,29	- 5 %		
Émissions brutes de GES de périmètre 2 fondées sur le marché (en teqCO ₂)	31/12/2023	2 514,85	1 970,41	- 22 %		
Émissions significatives de GES de périmètre 3						
Émissions totales brutes indirectes de GES de périmètre 3 (en teqCO ₂)	31/12/2023	40 917,51	38 076,77	- 7 %		
1. Biens et services achetés		23 402,82	20 824,36	- 11 %		
[Sous-catégorie facultative : Services d'informatique en nuage et de centre de données]						
2. Biens d'investissement		6 384,35	5 955,47	- 7 %		
3. Activités relevant des secteurs des combustibles et de l'énergie (non incluses dans les périmètres 1 et 2)		1 564,23	1 453,66	- 7 %		
4. Transport et distribution en amont						
5. Déchets produits lors de l'exploitation		511,88	447,25	- 13 %		
6. Voyages d'affaires		1 529,36	1 470,29	- 4 %		
7. Déplacements domicile-travail des salariés		3 541,68	4 411,10	25 %		
8. Actifs loués en amont						
9. Acheminement en aval		3 983,19	3 514,64	- 12 %		
10. Transformation des produits vendus		-	-			
11. Utilisation des produits vendus		-	-			
12. Traitement en fin de vie des produits vendus		-	-			
13. Actifs loués en aval		-	-			
14. Franchises		-	-			
Émissions totales de GES - hors périmètre 3 catégorie 15						
Émissions totales de GES (fondées sur la localisation) (en teqCO ₂) - hors périmètre 3 catégorie 15	31/12/2023	46 780,47	43 513,64	- 7 %		
Émissions totales de GES (fondées sur le marché) (en teqCO ₂) - hors périmètre 3 catégorie 15	31/12/2023	45 207,40	41 587,76	- 8 %		
Émissions du portefeuille						
15. Investissements (Banque)		7 841 659,03	7 754 767,68	- 1 %		
15. Investissements (Assurance)		2 242 863,45	2 669 088,94	19 %		
15. Investissements (Asset Management)		781 460,51	1 006 160,45	29 %		
Émissions totales de GES						
Émissions totales de GES (fondées sur la localisation) (en teqCO ₂)		10 912 763,46	11 473 530,72	5 %		
Émissions totales de GES (fondées sur le marché) (en teqCO ₂)		10 911 190,39	11 471 604,84	5 %		

Les données comparatives N-1 ont été ajustées en vision proforma par rapport à la publication 2024 (9,6 MteqCO₂), afin d'assurer une lecture cohérente des résultats 2025 et des trajectoires associées. Les ajustements principaux concernent :

- l'intégration de BRED Madagasikara sur l'ensemble des 3 scopes ;
- l'élargissement du périmètre de calcul des émissions financées à 4 autres entités bancaires internationales ⁽¹⁾ portant le taux de couverture à 96 % en 2025, soit 10 points de plus que lors de la précédente publication ;
- la mise à jour de certains facteurs d'émission en conformité avec les méthodologies du groupe BPCE.

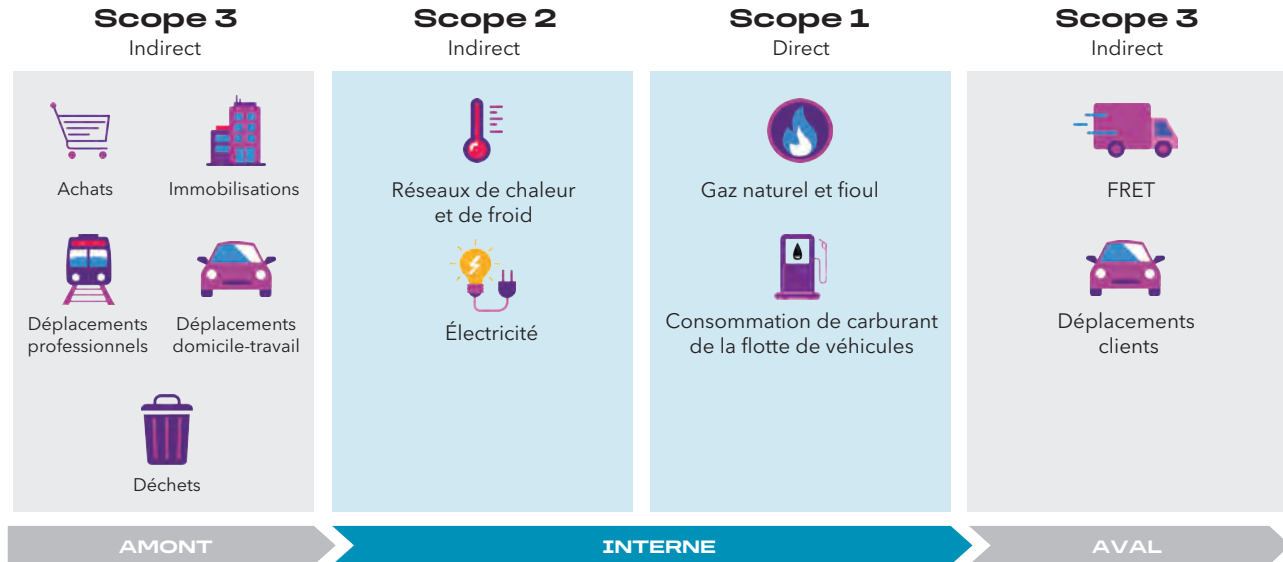
Émissions totales brutes de GES rapportées au PNB



Sous l'effet de la croissance des activités de la Banque, les émissions totales de GES de BRED Banque Populaire ont augmenté par rapport à l'année de référence. Toutefois, cette hausse reste inférieure à celle du PNB de la Banque traduisant une amélioration de l'intensité carbone de son modèle économique.

Empreinte carbone et actions de réduction sur le périmètre des activités propres

Périmètre des émissions de GES de l'empreinte propre ⁽²⁾



Évolution des émissions de carbone - Périmètre consolidé ⁽³⁾

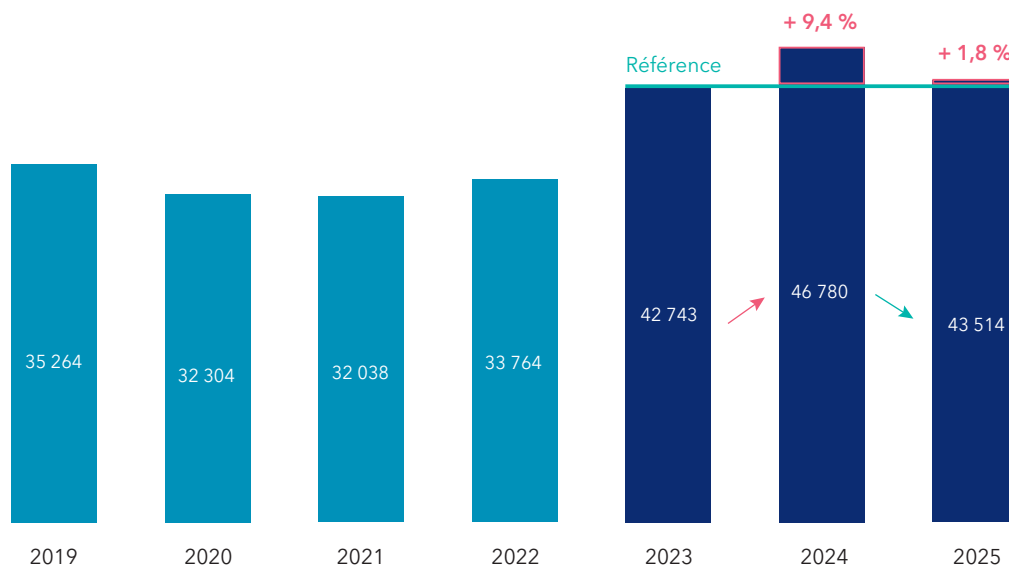
En 2025, le périmètre de BRED Banque Populaire intègre BRED Madagasikara, une vision proforma 2024 permet d'apprécier l'évolution des émissions de carbone à périmètre constant, soit - 7 % entre 2024 et 2025. Comparativement à l'année de référence 2023, les efforts réalisés cette année permettent de limiter la progression des émissions carbone à + 1,8 % (versus + 9,4 % en 2024).

(1) BIC BRED Suisse, BCI Mer Rouge (Djibouti), BRED Cambodia, BFL (Laos).

(2) Empreinte propre de fonctionnement.

(3) France + Madagascar en 2025. Avec un objectif d'intégration des autres entités étrangères en 2026 selon les modalités du Groupe BPCE.

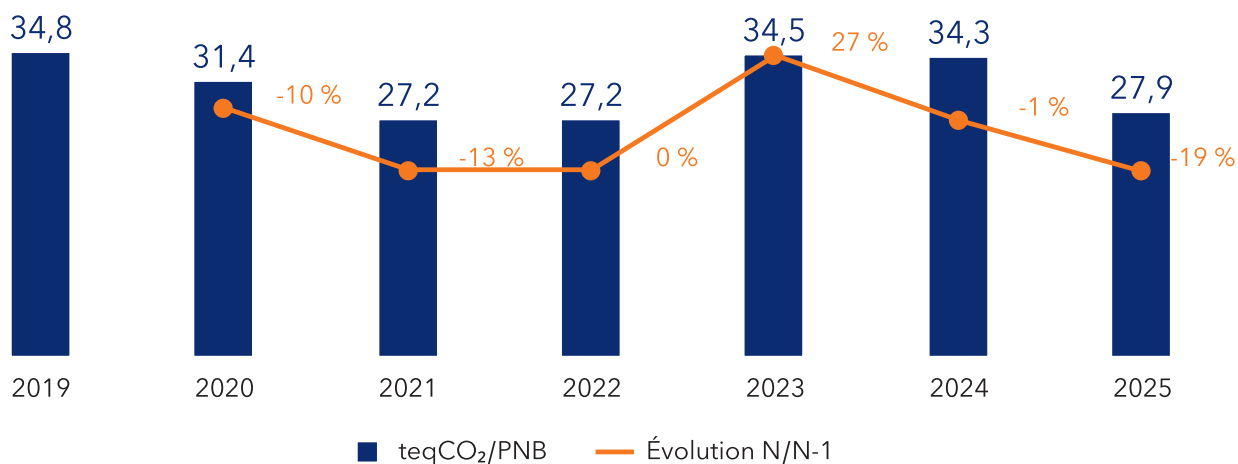
Évolution des émissions de GES de l'empreinte propre – Périmètre consolidé



Évolution des émissions de GES de l'empreinte propre rapportées au PNB – Périmètre consolidé

BRED Banque Populaire, poursuivant son développement sur l'ensemble de son territoire, il est pertinent de comparer l'évolution de ses émissions de GES avec celle de son PNB. Ainsi, en 2025, les émissions rapportées au PNB s'élèvent, à 27,9 teqCO₂ par millions d'euros, en diminution de 19 % par rapport à la période de référence 2023. Cette diminution s'explique aussi bien par la baisse de 7 % des émissions en valeur absolue entre 2024 et 2025 (numérateur) que par une hausse significative du PNB de la Banque sur le périmètre retenu + 14 % (dénominateur).

Évolution des émissions de GES de l'empreinte propre rapportées au PNB – Périmètre consolidé



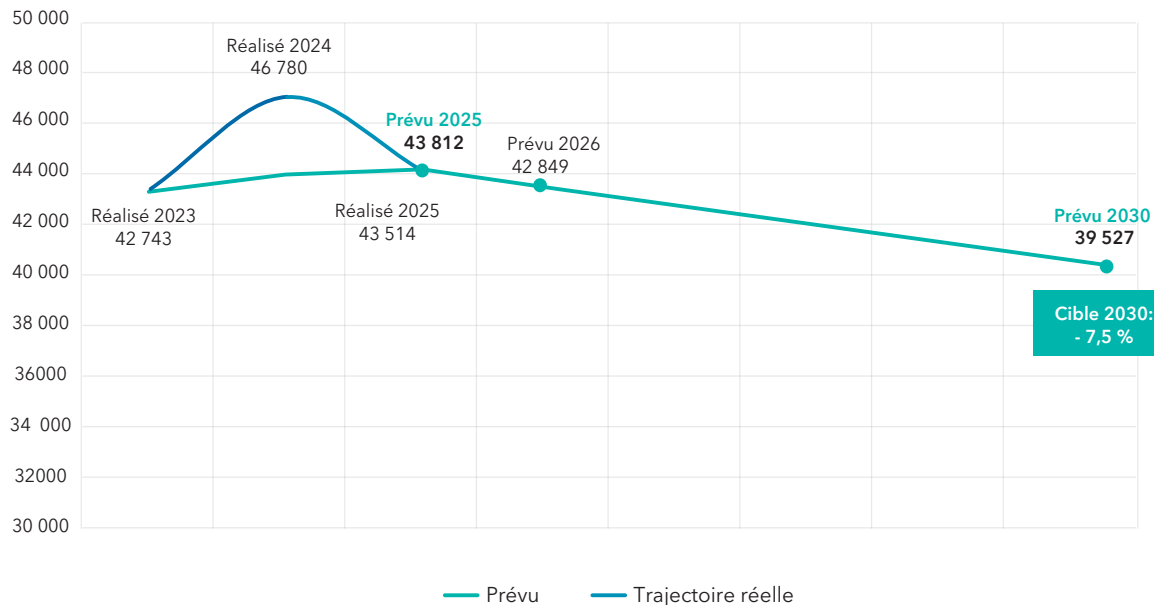
En 2025, la maîtrise des émissions a permis de diminuer l'intensité carbone, alors que le PNB augmentait dans le même temps.

Description des évolutions constatées sur les émissions de GES de l'empreinte propre – Périmètre consolidé

En 2025, BRED Banque Populaire a amélioré et étendu la collecte de ses indicateurs carbone sur le périmètre consolidé. Ces travaux de mise en qualité ont permis de définir des objectifs de réduction de l'empreinte carbone sur la période 2025-2030.

Compte tenu du développement de l'activité à l'international, avec notamment l'intégration de BRED Madagasikara, des objectifs progressifs de réduction de l'empreinte ont été définis. Les résultats liés à l'atteinte de ces objectifs sont présentés ci-après :

Description des évolutions constatées sur les émissions de GES de l'empreinte propre – Périmètre consolidé



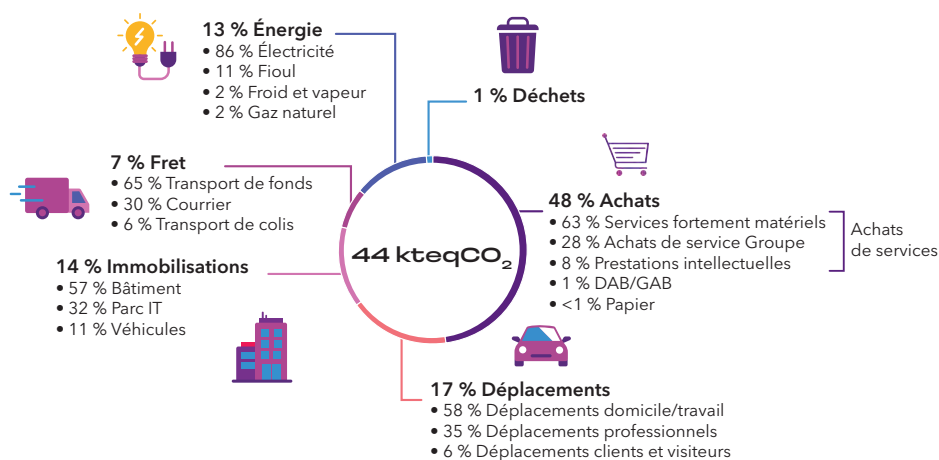
Progrès réalisés sur l'empreinte propre par rapport à la date de référence 2023

2025

Variation d'émissions en teqCO ₂ scope 1, 2 réalisée	- 2
Variation d'émissions en teqCO ₂ scope 1, 2 attendue	136
Variation d'émissions absolues en teqCO ₂ scope 3 (catégories 1 à 9 définies par le GHG Protocol) réalisée	773
Variation d'émissions en teqCO ₂ scope 3 (catégories 1 à 9 définies par le GHG Protocol) attendue	933
TOTAL	

La Banque avait prévu une trajectoire légèrement haussière entre 2023 et 2025, puis une baisse entre 2025 et 2030. Cette projection a été faite initialement sur un périmètre hors Madagascar. BRED Banque Populaire est alignée à cette trajectoire en tenant compte de l'intégration de Madagascar, ce qui constitue une performance satisfaisante.

Répartition de l'empreinte propre par postes d'émissions



Dans le cadre de la réduction de l'empreinte environnementale relative à son fonctionnement propre, BRED Banque Populaire a mis en place un plan d'action ambitieux, portant sur trois thématiques, pour réduire son empreinte carbone. Ce plan de transformation portant sur les 3 piliers bâtiments responsables, mobilité durable et numérique responsable fait ressortir les résultats décrits ci-après.

Bâtiments responsables (21 % de l'empreinte propre)**Actions et résultats sur le périmètre France**

BRED Banque Populaire dispose d'un pôle Environnement au sein de la Direction de l'immobilier, de la sécurité, de la logistique et de l'environnement (DISLE) pour la France. La référente « énergie et environnement » y pilote la réduction des consommations énergétiques du parc immobilier, avec un schéma directeur visant une baisse de 40 % des consommations d'énergie d'ici 2030. Pour y parvenir, la banque déploie des systèmes de gestion technique du bâtiment (GTB) dans ses immeubles et agences afin d'optimiser les consommations, le confort et la maintenance, et ambitionne d'améliorer l'étiquette énergétique de l'ensemble de ses sites d'ici 2030. En complément, BRED Banque Populaire a commencé à installer des solutions de production d'électricité solaire et d'autoconsommation collective sur certains sites clés pour continuer à améliorer son mix énergétique et réduire son empreinte carbone, entraînant une baisse de 10 % de ses émissions de GES par rapport à 2024.

Actions et résultats sur le périmètre international

À l'international, BRED mène une stratégie immobilière responsable fondée sur l'efficacité énergétique et le solaire. En Europe, Afrique et dans le Pacifique, des installations photovoltaïques et la labellisation des bâtiments réduisent l'empreinte carbone de la banque. En Asie, des actions combinées de sobriété et de rénovation ont permis de réduire les consommations d'électricité (Cambodge).

Numérique responsable (4 % de l'empreinte propre, hors utilisation de l'énergie)**Actions et résultats sur le périmètre France**

BRED Banque Populaire s'inscrit dans la démarche Numérique Responsable du groupe BPCE autour de trois axes : la réduction du parc informatique, l'allongement de la durée de vie des équipements et la sensibilisation aux écogestes numériques. Les PC fixes, tablettes, téléphones fixes et imprimantes individuelles sont fortement réduits au profit d'équipements portables, mutualisés et de solutions collaboratives, tandis que les serveurs sont optimisés. Le matériel est réparé, recyclé ou réemployé via des partenaires externes, et des actions de formation et de sensibilisation sont déployées auprès des établissements. Ces actions ont permis de réduire les émissions liées au parc IT de 5 % entre 2024 et 2025.

Actions et résultats sur le périmètre international

À l'international, BRED déploie progressivement le numérique responsable. BIC BRED Suisse prolonge la durée de vie des téléphones professionnels pour limiter le renouvellement des équipements et les déchets électroniques. Enfin, à Madagascar, le numérique responsable est à un stade initial et vient en relais des priorités actuelles centrées sur l'énergie, les bâtiments et la mobilité.

Mobilité durable (19 % de l'empreinte propre)**Actions et résultats sur le périmètre France**

Membre du groupe de travail BPCE sur l'électrification de la flotte, BRED Banque Populaire a lancé dès 2019 un plan de décarbonation et de réduction de ses véhicules. Fin 2025, la flotte a diminué de 15 % en un an et compte 16,5 % de véhicules électriques, 20 % d'hybrides rechargeables et 63,5 % de thermiques. La Banque vise, d'ici 2027, 25 % de véhicules électriques, 30 % d'hybrides rechargeables et 45 % de thermiques, et déploie un programme d'installation de bornes, avec 46 points de charge sur les sièges sociaux et deux directions régionales. En 2024, une politique de déplacements professionnels privilégiant le train a été définie, avec un objectif de réduction des kilomètres en avion de 28 % et des trajets en voiture de 26 % sur la période 2019-2025. Ainsi les émissions de GES liées aux déplacements professionnels en avion ont baissé de 7 % en un an et de 6 % pour les déplacements professionnels en voiture personnelle.

Actions et résultats sur le périmètre international

Sur le périmètre international, BRED Banque Populaire déploie une stratégie de mobilité durable adaptée aux contextes locaux, combinant verdissement des flottes, sobriété des déplacements et mobilité douce. À Madagascar et dans le Pacifique, la Banque introduit progressivement des véhicules hybrides pour réduire la consommation de carburant. En Asie du Sud-Est, BRED Bank Cambodia teste la mobilité électrique avec des scooters pour la messagerie, et Franco-Lao Bank hiérarchise les déplacements en privilégiant les réunions virtuelles, puis le train et les transports partagés, en dernier recours l'avion. En Europe, BIC BRED Suisse encourage les mobilités actives en participant à l'initiative « Bike to work » pour les trajets domicile-travail.

La décarbonation dans l'activité d'investissement pour compte propre

BRED Banque Populaire dispose d'une activité historique de placement à moyen et long terme de ses excédents de fonds propres : la Gestion Consolidée des Investissements (GCI voir section 2.5 Gestion Consolidée des investissements du rapport annuel). Le pôle GCI est constitué des activités d'investissement et du fonds de roulement. En 2025, la Gestion Consolidée des Investissements représente 3 % du PNB de BRED Banque Populaire, c'est-à-dire 66,4 millions d'euros.

L'équipe de la Gestion Consolidée des Investissements investit dans différentes classes d'actifs. Elle a intégré dans sa politique d'investissement des règles relatives aux critères ESG depuis plusieurs années.

La part des investissements dans des supports ayant défini une politique ESG affiche une progression constante depuis plusieurs années, s'élevant à 23 % du total des investissements en 2025, pour un montant total de plus de 700 millions d'euros en 2025, en progression de 8 % par rapport à l'année précédente. Parmi les investissements, ceux qui concernent la transition énergétique et environnementale représentent 7,3 % des investissements à fin décembre 2025.

La GCI poursuit l'amélioration de son dispositif ESG que ce soit pour les actifs cotés ou non cotés. L'approche se veut évolutive et se réalise en partie en collaboration avec le groupe BPCE, BRED Banque Populaire étant un acteur influant au sein des échanges initiés et pour la mise en place du dispositif utilisé.

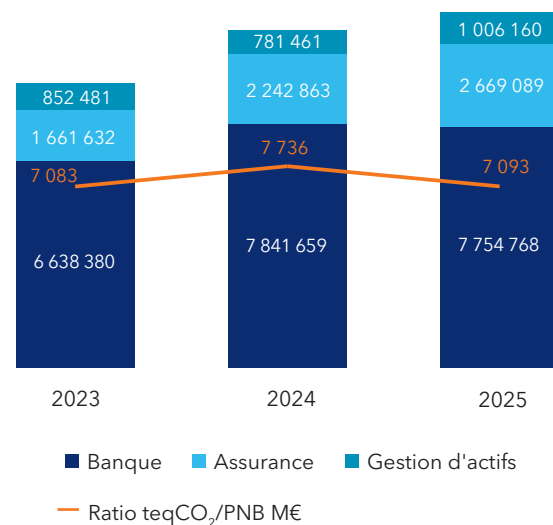
La GCI intègre des critères ESG dans une part croissante de ses décisions d'investissement pour l'ensemble de ses actifs financiers (actions, obligations, ABS, private equity, infrastructures et non cotés en direct) :

- sur les actifs cotés, la notation extra-financière des émetteurs est assurée par ISS ESG, permettant de comparer les portefeuilles de la GCI aux grands indices de marché ;
- pour les ABS, Bloomberg permet d'identifier les transactions labellisées « green » ou « social » ; en 2025, la GCI a ainsi investi dans 4 ABS green bonds pour 95 M€ ;
- sur les actifs non cotés (private equity, infrastructures et investissements en direct), la GCI utilise un questionnaire ESG propriétaire et la méthodologie du groupe BPCE, incluant notamment la politique d'exclusion charbon. Ainsi, en 2025, la GCI a investi dans 11 véhicules non cotés (hors immobilier) pour 60 M€, dont 64 % en fonds SFDR article 9 ou 8, avec intégration de l'ESG dans l'analyse et la décision d'investissement ;
- pour les participations directes non cotées, la GCI vise explicitement l'amélioration de l'impact environnemental et sociétal : accompagnement au premier bilan carbone, définition et suivi annuel de critères ESG intégrés dans les pactes, éventuelle réduction du taux d'intérêt en cas de progrès ESG, et promotion de l'actionnariat salarié.

3.2.1.7.3 Activités de financement

BRED Banque Populaire s'inscrit dans une démarche de responsabilité environnementale en déployant progressivement un ensemble cohérent d'offres de produits et de services - notamment à travers le développement de financements et d'investissements durables, qui contribuent à mitiger les émissions de gaz à effet de serre qu'elle finance et, plus largement, à réduire son empreinte environnementale.

Total des émissions de GES financées rapportées au PNB - Périmètre consolidé



3.

Total des émissions de GES financées par filière

Composition du portefeuille Entreprises ⁽¹⁾ au 31/12/2025	Encours (%)	Émissions de GES financées (MteqCO ₂)	Émissions financées (%)
Transports	8,00 %	1,1	15,60 %
Énergie	3,40 %	0,8	11,10 %
Agriculture & Agroalimentaire	3,40 %	1,0	15,10 %
Immobilier & construction	48,70 %	0,7	10,80 %
Top 4 acteurs émetteurs (hors filières prioritaires)	1,50 %	0,7	9,80 %
Autres	35,00 %	2,5	37,60 %
Total général	100 %	6,8	100 %

(1) Données au 31/12/2025 sur les émissions des entreprises non financières (hors crédits immobiliers résidentiels). Les filières prioritaires définies dans le plan de transition s'entendent comme des chaînes de valeur regroupant la production, le commerce et l'usage. Les périmètres couverts par ces filières sont ainsi disjoints de la nomenclature des codes NACE.

Analyse ESG

Intégrer les critères ESG dans les décisions d'investissement et de crédit

BRED Banque Populaire a mis en place un processus pour piloter la décarbonation de son portefeuille de crédits, en intégrant des critères ESG dans le processus d'octroi de crédit. La Direction de l'Impact effectue ses analyses ESG sur les dossiers de crédit des entreprises présentés en Comité de Crédit plénier.

Cette analyse repose sur :

- une analyse sectorielle des risques ESG élaborée par la Direction des Risques de BPCE, prenant en compte tous les aspects de la taxonomie verte européenne. Cette analyse permet de déterminer une classification sectorielle environnementale, mettant en évidence des points d'attention spécifiques à chaque secteur d'activité. Une classification sectorielle environnementale résulte de cette appréciation, identifiant des points d'attention particuliers ;
- une analyse ESG des entreprises afin d'évaluer leurs pratiques et la manière dont elles se prémunissent ou limitent ces risques et impacts ESG propres à leurs secteurs d'activité. La performance extra-financière de chaque entreprise est ainsi qualifiée par rapport aux meilleures pratiques de son secteur d'activité. 18 indicateurs clés répartis sur trois axes (environnement, social et gouvernance) servent de base à cette évaluation ;
- une analyse des controverses sur les sept axes de l'ISO 26000.

Cette analyse aboutit à une évaluation du niveau de risque ESG de l'entreprise mesurée sur une échelle à trois niveaux : faible, moyen, élevé. Les entreprises présentant un risque élevé font l'objet d'une attention particulière dans le cadre de l'étude des demandes de financement, afin de garantir une approche équilibrée et responsable.

Les données utilisées proviennent des rapports publiés par les entreprises dans le cadre de la directive CSRD (*Corporate Sustainability Reporting Directive*), garantissant une base d'informations solide et vérifiable. Lorsque l'entreprise ne publie pas d'état de durabilité, des publications ESG (rapports, sites internet, etc.) sont utilisées pour l'analyse.

L'actualisation de l'évaluation ESG des entreprises est réalisée dans le cadre de la présentation des dossiers de crédit au Comité de Crédit.

Ce dispositif, validé par le COMEX et le Comité des risques exécutif, est mentionné dans la Politique de crédit Entreprises de BRED Banque Populaire.

Activités de financement bancaire

En 2025, BRED Banque Populaire a continué à démontrer un fort engagement à soutenir la transition énergétique à travers plusieurs initiatives clés.

Financer des projets d'énergies renouvelables

BRED Banque Populaire est active dans le financement du développement des énergies renouvelables ⁽¹⁾. Elle se positionne notamment sur des projets dans les Outre-mer, pour soutenir ses clients historiques.

En 2025, la banque a continué à soutenir ses clients dans le financement de projets liés au développement de centrales de géothermie et de centrales électriques à biomasse. Les projets sont essentiels pour diversifier les sources d'énergie et réduire la dépendance aux combustibles fossiles et sont essentiellement déployés dans les départements et régions d'Outre-mer (DROM), où BRED Banque Populaire a une forte implantation.

Financer des projets dans le transport « propre »

Au cours de l'année 2025, BRED Banque Populaire a continué à soutenir des projets qui répondent aux critères de la Taxonomie européenne, particulièrement dans la catégorie du « Transport propre ». La banque a ainsi participé aux financements d'acquisition de locomotives électriques et de trains. Ces initiatives contribuent à la réduction des émissions de carbone dans le secteur des transports.

Partenaire de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, BRED Banque Populaire accompagne ses clients professionnels dans leur transition écologique, notamment à travers l'électrification de leur parc automobile.

BRED Banque Populaire est le premier distributeur européen de dette court terme. Dans le cadre de cette activité, sa Salle des marchés est un partenaire historique des acteurs du financement du rail français.

Au-delà des projets en rapport avec la transition énergétique, la volonté de BRED Banque Populaire est de s'impliquer et d'apporter son soutien au financement des projets à fort impact ESG.

Lutter contre la fracture numérique

Dans le cadre du programme national visant le démantèlement du cuivre d'ici à 2030, BRED Banque Populaire a financé des projets de déploiement de la fibre optique. Cette transition vers la fibre optique est essentielle pour améliorer l'efficacité des infrastructures de communication, permettre l'accès à la fibre optique à tous et réduire l'empreinte écologique associée à l'ancien réseau cuivre.

Ces actions illustrent la volonté de BRED Banque Populaire de jouer un rôle actif dans la transition vers une économie plus durable, en soutenant des projets qui ont un impact positif sur l'environnement et la société.

(1) Solaire, éolien, géothermie, biomasse et méthanisation.

Financement des projets à impact positif à l'international

Outre son implantation historique en France hexagonale et dans les régions d'Outre-mer, BRED Banque Populaire possède également des filiales à l'étranger où chaque entité agit à son échelle contre le changement climatique, la préservation de l'environnement, ainsi que les enjeux sociaux et de gouvernance.

En Afrique

À Madagascar, la banque intègre les risques environnementaux dans ses décisions de crédit, à l'aide d'analyses environnementales et sociales, sur les grandes entreprises et les secteurs sensibles. Elle soutient également une agriculture plus durable à travers des financements ciblés, contribuant à moderniser et sécuriser les filières agricoles locales.

La Banque pour le Commerce et l'Industrie - Mer Rouge (BCIMR) se positionne comme un acteur de la transition énergétique, en cohérence avec le projet stratégique Vision 2030 du groupe BPCE et l'objectif d'une autonomie énergétique 100 % verte. Elle travaille à la mise en place de financements dédiés à l'achat et à l'installation d'équipements en énergies renouvelables pour les particuliers et les entreprises, et soutient le développement de projets solaires et éoliens portés par des producteurs indépendants, en ciblant des projets bien structurés, économiquement viables et disposant de débouchés identifiés.

En Asie

Au Cambodge, BRED Bank Cambodia a aligné sa politique de crédit sur les politiques vertes et sectorielles du groupe BPCE, en y intégrant une section dédiée au financement vert et en nouant un partenariat avec l'Alliance for Green Commercial Banks. Elle finance des projets à fort impact environnemental, notamment d'infrastructures énergétiques, dans la filière riz et dans le secteur de l'éducation en finançant plusieurs établissements scolaires, pour un total de 10,35 M\$ en 2025. En 2026, 29,5 M\$ de nouveaux projets durables sont déjà prévus.

Franco-Lao Bank s'appuie sur le soutien de plusieurs institutions financières de développement pour accroître des financements verts et des crédits durables aux PME. Un axe concret est le financement de la mobilité électrique, avec plus de 180 prêts automobiles accordés en 2025, dont près de 80 % pour des véhicules électriques, ce qui contribue directement à la décarbonation du parc automobile local.

En Océanie

BRED Fiji applique les politiques du groupe BPCE sur les secteurs sensibles et se positionne progressivement comme financeur de la transition énergétique. Elle accompagne des acteurs clés de l'énergie solaire et des projets d'infrastructures cofinancées avec l'IFC ⁽¹⁾ et la Banque Asiatique de Développement, contribuant à l'essor des énergies renouvelables dans le pays.

Aux Îles Salomon, la contribution environnementale via les financements clients est encore limitée. La dynamique environnementale porte aujourd'hui principalement sur la transition énergétique des propres bâtiments de la banque à travers un projet solaire pilote, qui pourra inspirer et soutenir à terme des offres de financement vert.

Enfin, BIC BRED Suisse applique les politiques sectorielles du groupe BPCE dans sa politique de crédit, intégrant ainsi ses exigences environnementales, en particulier pour les secteurs sensibles.

Décarbonation par l'activité de gestion d'actifs

Promepar Asset Management est la société de gestion de BRED Banque Populaire. Elle gère plus de 3,9 milliards d'euros d'encours à travers plusieurs solutions en titres vifs et/ou en multigestion : OPCVM ouverts, mandats compte titres et PEA, fonds dédiés et gestion conseillée. Elle met en place un cadre de vigilance sur son empreinte extra-financière et ainsi contribue à l'orientation des capitaux vers les entreprises qui contribuent positivement aux enjeux de développement durable.

Tous les collaborateurs, en particulier les gérants, sont sensibilisés à l'ISR/ESG, et une équipe de 4 experts est dédiée à l'intégration ESG dans l'ensemble de la gestion.

Signataire des PRI (Principes pour l'Investissement Responsable), Promepar Asset Management est engagée dans le développement de la finance durable : elle tisse des liens avec des organismes engagés dans la finance responsable (Association Éthique et Investissement, AFG, FIR et le CDP) et a mis en place une politique de sortie du charbon thermique afin de contribuer aux objectifs de l'Accord de Paris. En complément, elle a développé une méthodologie interne d'analyse des plans de transition climat (cibles, leviers, gouvernance) des émetteurs dans lesquels la société de gestion investit.

La prise en compte des risques et opportunités ESG, y compris climatiques, repose sur le suivi des notes ESG, des controverses et la notation interne des fonds/mandats/OPC externes. Pour le fonds BRED Sélection ISR, cela se traduit par un objectif d'empreinte carbone meilleure que l'indice et l'analyse systématique des plans de transition climat des titres, avec engagements conformes au label ISR.

Politique de sortie du charbon thermique de Promepar Asset Management ⁽²⁾

Promepar Asset Management s'engage à limiter ses investissements dans le charbon thermique à travers une politique de sortie progressive du charbon thermique. Cette politique initiée en 2020, consiste à diminuer régulièrement les seuils d'exposition au charbon thermique des entreprises dans lesquelles elle pourra investir. Une révision plus contraignante peut être mise en place, en fonction des évolutions réglementaires, des évolutions des pratiques, des engagements des entreprises et à la discrétion de chaque gérant.

(1) IFC : International Finance Corporation.

(2) Lien vers la politique ESG de Promepar AM : <https://www.promepar.fr/uploads/Rapport-LEC-29-Promepar-Am-juin-2025-VF.pdf>

Investissement durable

La politique d'investissement durable de Promepar Asset Management repose sur le respect du cadre SFDR, des exclusions normatives et sectorielles, le principe *Do No Significant Harm* (seuils d'activités controversées), de bonnes pratiques de gouvernance et d'un score interne de double matérialité ESG.

Les titres des émetteurs souverains ou supranationaux sont considérés comme durables si ce sont des green bonds ou s'ils respectent des exigences strictes en matière de désarmement, de fiscalité, de corruption, d'absence de sanctions internationales et une notation ESG interne respectant un seuil minimal.

Suivi des controverses

Concernant le processus d'analyse et de suivi, comme pour la notation ESG des titres, il est réalisé via un fournisseur de données externe (MSCI ESG Research). Mensuellement, le score de controverse des émetteurs est revu sur 3 critères (sévérité, implication de l'entreprise, statut). En fonction des résultats, les émetteurs peuvent être exclus de l'univers d'investissement ou mis sous surveillance graduée (standard, élevé, renforcé). Un comité controverse passe en revue au moins une fois par an les émetteurs sous surveillance renforcée.

Engagement actionnarial

Promepar Asset Management entend intensifier ses engagements auprès des émetteurs en multipliant les rencontres via des engagements individuels et/ou collaboratifs avec d'autres acteurs de l'ISR nationaux et internationaux, afin de promouvoir l'ESG, l'ISR et les bonnes pratiques RSE auprès de la sphère financière et des clients. Elle exerce également ses droits de vote selon une politique exigeante ; l'ensemble de ces engagements et votes est présenté dans son rapport d'engagement⁽¹⁾ disponible sur son site.

Décarbonation par l'activité d'assurance

Afin de contribuer à la réduction des impacts climatiques de ses investissements, Prépar Vie s'appuie sur un cadre ESG clair combinant, l'intégration des critères ESG dans ses processus d'investissements, la mise en place de politiques sectorielles et l'engagement actionnarial.

Analyse ESG

Prépar Vie cartographie et évalue ses risques ESG selon leur impact et leur fréquence, avec une analyse à dire d'experts présentée en Conseil de surveillance. Le processus d'évaluation, fondé sur les trois piliers ESG, est centré sur le risque environnemental et climatique (risques physiques et de transition) et intègre un stress test climatique dans l'ORSA 2024. Les critères environnementaux sont intégrés à la stratégie d'investissement, en particulier sur le portefeuille obligataire en direct, en complément de l'analyse financière traditionnelle. Au 31/12/2025, ce portefeuille représente 4 524 M€, soit 57 % des actifs (hors unités de compte). La stratégie d'investissement repose sur trois leviers :

- investissements à impact environnemental et social, alignés sur les réglementations de durabilité⁽²⁾ ;
- exclusions sectorielles ;
- stratégie d'engagement ESG auprès des émetteurs et des fonds.

Des investissements à impact environnemental et social positif

L'investissement dans les obligations vertes, durables et sociales constitue un axe fort : Prépar Vie vise 10 % des investissements obligataires en direct consacrés à ces catégories, les achats d'obligations à impact atteignant 25,20 % en 2024 (par rapport à 20,37 % en 2023 et à 10,17 % en 2022)⁽³⁾. Les green bonds représentent 10,44 % des encours obligataires et 5,6 % des encours totaux hors unités de compte. Une part significative des investissements est classée SFDR articles 8 et 9 (1 234 M€, soit 54 % des OPC en 2024, en hausse de 4 % par rapport à 2024).

Enfin, Prépar Vie mesure le niveau d'alignement à la taxonomie des émetteurs par rapport à leur chiffre d'affaires. Cette estimation exclut les obligations d'État. Suivant cette approche, 3,0 % de l'actif de Prépar Vie est aligné à la taxonomie européenne en 2024. Cela représente 5,6 % du portefeuille obligataire.

Des règles d'exclusion de certains secteurs

Deux séries d'exclusions sont appliquées :

- liste des pays exclus par le groupe BPCE (« liste noire ») ;
- exclusions du tabac (producteurs) et de l'extraction de charbon.

Une stratégie d'engagement ESG auprès des émetteurs et des fonds

Prépar Vie utilise des notations ESG, réalisées par Sustainalytics, pour évaluer l'exposition aux risques environnementaux et leur gestion⁽⁴⁾. Prépar Vie évalue les critères ESG des émetteurs et des fonds qu'elle sélectionne pour réaliser ses investissements.

La notation ESG établie par Sustainalytics permet aux investisseurs d'identifier les enjeux ESG présentant les risques les plus importants sur la valeur d'une entreprise.

La notation est basée sur deux dimensions :

- l'exposition aux risques ESG auxquels une entreprise est exposée ;
- le management de l'entreprise et sa capacité à gérer lesdits risques.

Le score de risque (notation sur une échelle de 0 à 100 - la note de 0 étant attribuée aux meilleurs émetteurs) est absolu et permet de comparer des entreprises de secteurs différents.

Prépar Vie étudiera sur les périodes à venir la mise en place d'une stratégie qui intègre l'objectif d'une trajectoire de température inférieure à + 2 °C à l'horizon 2100 et des étapes pour viser la neutralité des émissions de CO₂ de son portefeuille à horizon 2050.

(1) <https://www.promepar.fr/uploads/Rapport-dengagement-2025.pdf>

(2) Taxonomie pour les obligations gérées en direct, classification SFDR pour les investissements dans les OPC.

(3) Rapport-Article-29_PREPARVIE_EXERCICE-2024.pdf

(4) Rapport-Article-29_PREPARVIE_EXERCICE-2024.pdf

3.2.1.8 Stratégie commerciale contribuant à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique

Faisant de l'Impact l'un de ses axes stratégiques prioritaires, BRED Banque Populaire intègre de manière structurée les attentes et préoccupations environnementales de ses parties prenantes dans l'ensemble de sa stratégie et réaffirme sa volonté d'accompagner ses clients, sociétaires et territoires dans leurs trajectoires de décarbonation.

Dans cette perspective, la Direction de l'Impact et du Développement élabore, avec les équipes commerciales de la Banque de proximité comme de la BFI, une stratégie commerciale destinée à répondre aux enjeux de transition de l'ensemble des clientèles, en intégrant progressivement les dimensions environnementales et sociales dans l'offre de produits et de services.

Pour les clients particuliers, BRED Banque Populaire soutient la transition énergétique des ménages en finançant les travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements, notamment via les prêts ECO-PTZ et PREVAIR. La Banque propose également des solutions d'épargne responsables, telles que le livret territorial ou les placements « BRED Sélection ISR », contribuant au financement de projets et d'entreprises à impact positif.

BRED Banque Populaire renforce ainsi ses leviers de proximité avec ses clients sur les enjeux de transition, en particulier autour du logement, de l'épargne et de l'accompagnement des entreprises. Elle souhaite développer une gamme complète d'offres liées au logement intégrant une dimension ESG, afin de répondre aux besoins d'adaptation des actifs immobiliers de ses clients et de contribuer à la préservation de la valeur de leur patrimoine.

Parallèlement, BRED Banque Populaire conduit des travaux visant à orienter l'épargne placée sur le Livret Territorial vers des projets vertueux au sein des territoires. Cette démarche a pour objectif de mieux mettre en lumière les initiatives locales financées grâce à cette épargne et d'en renforcer l'impact au service du développement durable des régions.

Concernant les clients professionnels et les entreprises, BRED Banque Populaire a identifié, dans le cadre de la définition de son plan de transition, les clients et les filières dont les émissions sont les plus fortes au sein de son portefeuille. Afin de piloter ses émissions financées et d'atteindre ses cibles de décarbonation, elle souhaite concevoir des offres favorisant la transition de ses clients, en visant plus particulièrement les filières les plus émissives de son portefeuille : énergie, transports, immobilier, agriculture et agroalimentaire. BRED Banque Populaire prévoit ainsi d'accompagner la transition de ses clients professionnels et entreprises avec des offres dédiées. Afin de concevoir les outils de financement les plus pertinents, la banque a entrepris d'étudier les besoins et projections d'investissements de ses plus grands comptes, en tirant parti du Dialogue ESG établi avec ses clients pour identifier leurs besoins et enjeux ESG.

Une première étape a ainsi consisté pour BRED Banque Populaire à développer des solutions de financement adaptées aux enjeux de transformation des modèles d'affaires, notamment à travers l'offre BEI Outre-mer à taux bonifié et le crédit-bail. La Banque met en place des partenariats de conseil, par exemple avec EPSA Innovation pour la recherche de subventions. Elle complète cet accompagnement par une gamme d'investissements responsables via les solutions Promepar (gestion sous mandat et fonds ISR) et par une offre de partage de la valeur avec les salariés, notamment au travers des dispositifs de Natixis Interépargne. Enfin, l'accompagnement des entreprises est enrichi grâce au déploiement, durant l'année 2025, du Programme « BRED Impact Entreprises » pour l'accompagnement ESG des clients, notamment dans leur plan de transition.

Programme « BRED Impact Entreprises » pour la réduction des émissions des GES financées

Lancé en 2025, le Programme « BRED Impact Entreprises » vise à accompagner les clients dans leur transition ESG et en particulier vers la neutralité carbone.

L'approche repose sur trois axes majeurs :

- engager un dialogue avec les clients de BRED Banque Populaire sur les enjeux de transition environnementale ;
- mesurer et piloter l'empreinte carbone des financements, liant crédit et émissions de GES ;
- enrichir la connaissance clients avec des données extra-financières pour vérifier l'intégration des enjeux ESG.

Le Programme requiert une approche harmonisée et synchronisée, intégrant les Front, les Engagements, les Risques ESG et la Direction Impact BRED Banque Populaire. Il se décompose en cinq éléments clés :

- le dialogue ESG : utiliser des questionnaires pour identifier l'appétence et la trajectoire ESG des clients ;
- le fléchage Green : collecter des données pour évaluer la nature verte d'un projet ;
- les fiches Sous-sectorielles ESG : comprendre les enjeux sectoriels de transition ;
- l'analyse des performances ESG des contreparties : intégrer les critères ESG dans le processus d'octroi ;
- les formations dédiées : offrir des formations spécifiques.

Un outil « dialogue ESG » a été construit en interne et déployé auprès des équipes commerciales afin d'aborder les principaux enjeux et engagements des clients Entreprises sur les sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance. Cet outil permet d'enrichir la connaissance client sous l'angle des enjeux et des risques ESG et de dégager des éléments complémentaires à l'analyse financière pouvant être pris en compte dans l'évaluation du dossier de crédit. Le déploiement de cet outil se poursuivra en 2026 pour atteindre un objectif de couverture de 100 % des clients Entreprises éligibles à fin 2027.

3.2.1.9 Gestion des risques liés au changement climatique

Ce programme est détaillé dans la section Informations générales du présent rapport de durabilité (sections 3.1.5 et 3.1.6).

Le département des Risques ESG du groupe BPCE coordonne le renforcement progressif du dispositif de gestion des risques ESG au travers d'un plan d'action dédié, en ligne avec les engagements climatiques et environnementaux du groupe BPCE dans le cadre du projet stratégique VISION 2030. L'exécution de ce plan d'action est suivie par le comité risques ESG et le comité des risques du conseil de surveillance du groupe BPCE. BRED Banque Populaire s'appuie sur les processus d'identification et d'évaluation des risques climatiques déployés au niveau du groupe BPCE.

3.2.1.9.1 Risques de crédit

La prise en compte des risques ESG dans le contexte des décisions de crédit se fait sous deux angles complémentaires, en fonction des enjeux propres à chaque opération :

- l'évaluation des risques ESG auxquels la contrepartie ou le projet est exposé et de leurs impacts sur le profil de risque de crédit de la contrepartie ou du projet ;
- l'évaluation du risque de réputation lié aux enjeux ESG associés aux activités de la contrepartie ou du projet.

Les politiques crédit de BRED Banque Populaire intègrent une documentation des enjeux ESG sectoriels et des points d'attention permettant de guider l'analyse des dossiers de financement sur ces aspects lorsque ceux-ci sont pertinents pour le secteur. Ces éléments sont constitués à partir de la base de connaissance sectorielle ESG et sont revus et enrichis, en coordination avec les entités et les établissements du groupe BPCE, dans le cadre de la mise à jour régulière des politiques crédit.

Lorsque cela est pertinent, les politiques crédit du groupe BPCE font référence aux engagements volontaires du groupe BPCE (en particulier, aux politiques ESG sur les secteurs charbon et pétrole / gaz), imposant la prise en considération des critères d'exclusion fixés dans le contexte des décisions crédit.

Les politiques sectorielles ESG font l'objet d'une description détaillée en section 3.2.1 Politiques et actions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

3.2.1.9.2 Risques financiers liés à la réserve de liquidité

BRED Banque Populaire intègre des critères ESG dans la gestion de la réserve de liquidité afin d'assurer à la fois la maîtrise des risques ESG associés aux investissements et du risque de réputation associé.

Ces critères ESG sont définis selon deux axes : un objectif est fixé sur la proportion de titres « durables » (Green, Social, ou *Sustainable*) et une exclusion sur les émetteurs de titres présentant une notation extra-financière dégradée.

Par ailleurs, les critères définis dans les politiques ESG s'appliquent également aux titres détenus dans la réserve de liquidité.

3.2.1.9.3 Résilience de la stratégie et du modèle économique [ESRS2-SBM3]

Au titre des risques climatiques, le groupe BPCE analyse la résilience de son modèle économique sur ses trois activités (financement, assurance, gestion d'actifs) au travers de stress tests climatiques au sein des processus d'autoévaluation de l'adéquation de ses fonds propres (ICAAP ⁽¹⁾) et de sa liquidité (ILAAP ⁽²⁾) au regard des risques auxquels il peut être confronté.

BRED Banque Populaire contribue à l'ICAAP du groupe BPCE. Ce dernier prend en compte le risque climatique physique à travers l'application de scénarios adverses comprenant des aléas climatiques (ex : sécheresse, inondation...). Le risque de transition a également été quantifié dans le cadre de l'ICAAP 2025 BPCE. BRED Banque Populaire contribue aussi à l'ILAAP du groupe BPCE qui intègre les risques physiques et de transition. La quantification du risque s'appuie sur la modélisation de l'impact d'un risque physique sur la surface financière des clients, la capacité des assureurs à replacer de la liquidité auprès du groupe BPCE et le comportement des investisseurs.

De plus, BRED Banque Populaire pilote son appétit aux risques ESG à travers un tableau de bord présenté trimestriellement lors du Comité des risques exécutif par le Directeur du Département des Risques ESG qui présente :

- répartition des encours Corporate / Professionnel suivant le risque environnemental sectoriel [Corefi] ;
- répartition des encours Corporate/Professionnel suivant le risque Physique climatique en fonction du secteur d'activité et de la localisation du siège social de la contrepartie ;
- répartition des encours Corporate/Professionnel suivant le risque de transition Climat et environnement en fonction du niveau de sensibilité du secteur d'activité de la contrepartie au risque de transition ;
- répartition des encours Corporate / Professionnel sur les secteurs sensibles définis par l'ACPR en 2020 ⁽³⁾ ;
- ventilation DPE des Crédits habitat (sur stock, sur production totale, sur Production Locative) ;
- répartition des allocations de la réserve de liquidité par notation ESG.

(1) Internal Capital Adequacy Assessment Process.

(2) Internal Liquidity Adequacy Assessment Process.

(3) Les Secteurs sensibles au risque de transition correspondent aux 7 secteurs ou groupes de secteurs NACE dont la valeur ajoutée se dégrade fortement dans les scénarios fournis par la Banque de France / ACPR. Pour exemple : Culture et production animale chasse et services annexes (AO I), Industries extractives (B), collecte et traitement des eaux usées, collecte, traitement et élimination des déchets).

3.2.1.9.4 Gestion des risques climatiques physiques et de transition liés à l'adaptation au changement climatique

Le département Risques Climatiques de BPCE coordonne la mise en place du cadre de gestion des risques climatiques au travers d'un programme dédié. Ce programme en ligne avec les engagements climatiques et environnementaux du Groupe, adresse des objectifs précis pour tous les métiers et toutes les filières. Le dispositif proposé s'attache à garantir la couverture la plus exhaustive des 13 piliers proposés par la BCE dans son guide relatif aux risques liés au climat et à l'environnement de novembre 2020. Il s'applique également à y intégrer les perspectives réglementaires nationales ou internationales faisant aujourd'hui référence. Ce programme est régulièrement actualisé des points d'attention précisés par la BCE, dans un premier temps dans son retour au sujet du questionnaire d'auto-évaluation, formalisé au travers des échanges fin 2021, puis au travers de la revue thématique réalisée début 2022. Concrètement, ce dispositif s'organise autour de neuf chantiers majeurs (la gouvernance, le

cadre d'appétit aux risques, le stress test, les risques financiers et de marché, les risques opérationnels, les risques de crédit, le dispositif de contrôle des risques, le tableau de bord, et les données).

Pour plus de détails, veuillez consulter le chapitre 4 Gestion et contrôle de la conformité et des risques du rapport annuel de BRED Banque Populaire.

3.2.1.9.5 Processus d'identification et d'évaluation des opportunités

Les enjeux d'atténuation et d'adaptation au changement climatique génèrent des opportunités de développement en accompagnant les acteurs économiques concernés et en déployant des leviers de transformation pour ses métiers.

Afin d'identifier, d'évaluer et de concrétiser les opportunités pour accompagner la transition environnementale de ses clients, BRED Banque Populaire dispose d'équipes métiers dont la mission est d'étudier les opportunités de marché, d'élaborer des plans d'affaires et de lancer des offres utiles pour accompagner la transition environnementale de ses clients.

3.2.2 Indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables

3.2.2.1 Cadre réglementaire

Afin de favoriser les investissements durables, le règlement UE 2020/852 du 18 juin 2020 (règlement Taxonomie) a établi un système de classification commun à l'Union européenne permettant d'identifier les activités économiques considérées comme durables sur le plan environnemental. Les éléments détaillant les attendus de ce règlement Taxonomie sont précisés en annexe de cette section dans les informations environnementales.

Politique d'alignement (exigences de l'annexe XI du règlement délégué 2021/2178) avec la réglementation taxonomie

Le recensement des activités alignées ou contribuant substantiellement à au moins l'un des objectifs de la taxonomie contribue à l'identification des actifs financiers apportés en garantie des obligations vertes du groupe BPCE dans lequel BRED Banque Populaire s'inscrit. Dans le cadre de sa stratégie, BRED Banque Populaire poursuivra la prise en compte de la taxonomie européenne à travers son approche commerciale, des partenariats/financements de projets et des lignes de crédit alignées à la taxonomie.

3.2.2.2 Green Asset Ratio (GAR) obligatoire

Le GAR de BRED Banque Populaire établi au 31 décembre 2025 comporte les données d'alignement à la taxonomie sur l'ensemble du périmètre de durabilité. Il est présenté suivant les formats tabulaires imposés par la réglementation de la version actuelle en vigueur. Celle-ci exige de le présenter une fois sur la base de l'ICP (Indicateur Clé de Performance) « Chiffre d'affaires » et une fois sur la base de l'ICP « CapEx » (dépenses d'investissement) des contreparties soumises à la CSRD.

Le GAR de BRED Banque Populaire établi au 31 décembre 2024 recensait les informations d'alignement à 2 objectifs environnementaux climatiques (Atténuation et Adaptation). Pour cette année 2025, BRED Banque Populaire intègre dans le calcul du GAR les informations d'alignement aux 4

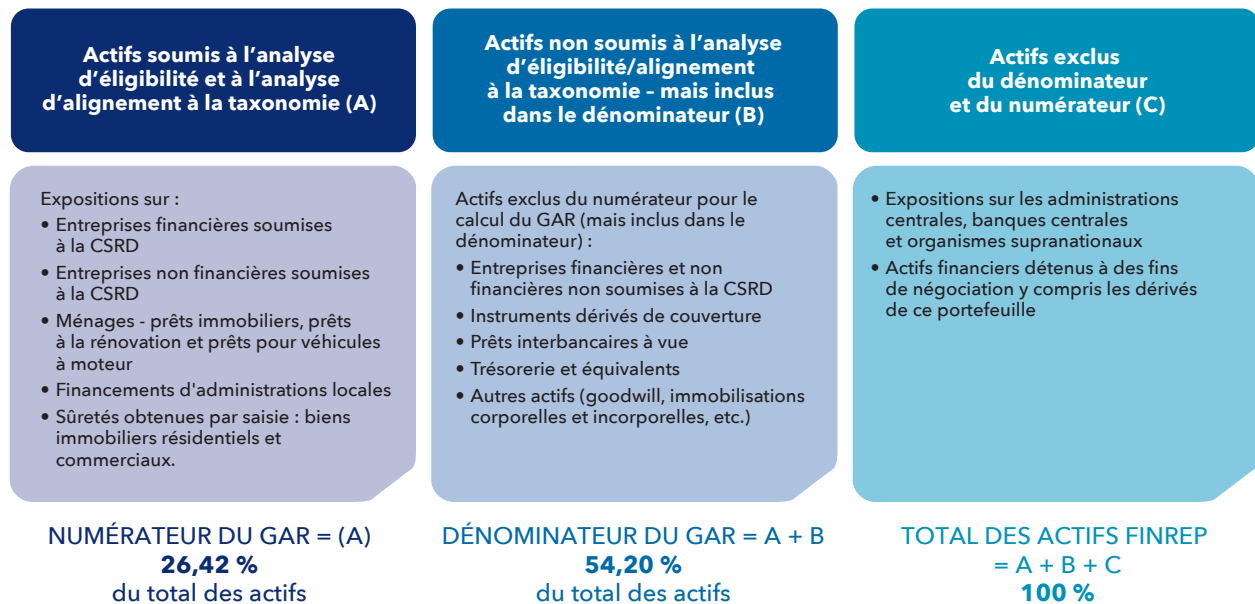
autres objectifs (utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines ; transition vers une économie circulaire ; prévention et contrôle de la pollution ; protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes). Les données sur des actifs alignés sont publiées dès lors qu'elles sont disponibles sur Bloomberg.

Les informations concernant l'éligibilité aux quatre objectifs autres que climatiques (utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines, transition vers une économie circulaire, prévention et réduction de la pollution, protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes) reposent sur les données publiées par les entreprises non financières. Ainsi, au 31 décembre 2025, ces informations sont communiquées par BRED Banque Populaire et les colonnes des tableaux réglementaires portant sur ces informations sont présentées.

L'ICP GAR Flux présente la part d'actifs alignés sur la part des actifs couverts par le GAR uniquement pour les nouveaux encours de prêts & avances et titres de créances reconnus au bilan depuis le début de la période (dans le cas de BRED Banque Populaire, le 1^{er} janvier 2025). Les encours sont retenus en valeur brute comptable (avant dépréciation, provision et amortissement) et sans déduction des remboursements ou ventes d'actifs intervenus sur la période. Compte tenu de leur caractère non significatif, les ICP GAR Flux et GAR Encours ne sont pas calculés sur les instruments de capitaux propres (p.ex. actions). Les ICP flux garanties financières et actifs sous gestion relatifs aux expositions hors bilan n'ont pas été publiés compte tenu de l'absence de tableau dédié dans l'annexe 6 du règlement délégué. Les autres principes de calcul restent identiques à ceux appliqués pour le calcul des encours.

Le principal indicateur applicable aux établissements de crédit est le Green Asset Ratio (GAR). Formulé en pourcentage, il indique la part des actifs qui financent ou sont investis dans des activités économiques alignées sur la taxonomie par rapport au total des actifs couverts.

Périmètre des actifs financiers soumis à l'analyse d'éligibilité et d'alignement



3.

Sur la base du périmètre prudentiel établi conformément à la réglementation FINREP, les participations dans les entreprises d'assurance contrôlées par le groupe BPCE sont consolidées suivant la méthode de la mise en équivalence, les actifs sont présentés pour leur valeur brute, c'est-à-dire avant dépréciation, provision et amortissement.

L'analyse d'éligibilité et d'alignement s'applique sur un périmètre d'actifs déterminé à la suite d'une série d'exclusions précisées par la réglementation.

Les expositions ci-dessus soumises à analyse d'éligibilité et d'alignement comprennent ainsi des actifs présentés au bilan parmi les catégories comptables suivantes :

- actifs financiers au coût amorti, actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres, actifs financiers désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et actifs financiers détenus à des fins autres que de négociation obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- participations dans des filiales co-entreprises et entreprises associées (les entreprises d'assurance contrôlées étant présentées suivant une méthode de consolidation par mise en équivalence pour la présentation du périmètre prudentiel) ;
- immobilisations, en ce qui concerne les sûretés immobilières obtenues par prise de possession.

Méthodologie retenue

Suivant les principes de la réglementation, l'éligibilité et l'alignement des encours des actifs soumis à analyse d'éligibilité et d'alignement sont déterminés :

- pour les contreparties financières et non financières soumises à la réglementation CSRD, telles qu'identifiées à partir de la base de données fournie par Bloomberg ;
- pour les financements non affectés, en appliquant au montant brut des encours les taux d'alignement et d'éligibilité à la taxonomie (base ICP Chiffres d'affaires et base ICP CapEx) disponibles dans Bloomberg, ces données correspondent aux indicateurs publiés par ces contreparties l'année précédente (déterminés conformément aux critères des règlements délégués Climat et Environnement). Le groupe BPCE utilise uniquement les données Bloomberg correspondant aux données exactes de la contrepartie. Le groupe BPCE n'utilise en revanche pas les données estimées de Bloomberg. Enfin, en l'absence de données disponibles distinguant les taux d'éligibilité et d'alignement par objectif environnemental, le choix a été fait de les affecter à l'objectif d'atténuation du changement climatique ;
- pour les financements affectés, il convient d'analyser les critères de la taxonomie tels que définis par la Commission européenne sur la base des informations communiquées par les contreparties. Pour l'exercice 2025, le groupe BPCE n'a pas mené ces analyses *ad hoc*,

L'éligibilité et l'alignement ont été mesurées uniquement à partir des données disponibles dans Bloomberg. Ces données ne sont pas toujours exhaustives en particulier pour les données relatives à l'alignement des entreprises financières. Le ratio d'alignement du groupe BPCE, et par conséquent celui de BRED Banque Populaire est pénalisé par ce manque de données ;

- pour la clientèle de détail (ou ménages) :
 - les encours soumis à analyse sont : les prêts garantis par un bien immobilier résidentiel (y compris prêts cautionnés); les prêts à la rénovation ainsi que les prêts pour véhicules à moteur accordés à compter du 1^{er} janvier 2022,
 - l'alignement des prêts garantis par un bien immobilier résidentiel (ou cautionnés) est déterminé au regard des critères fixés par la réglementation et des interprétations admises par la Place. La contribution substantielle au premier objectif de la taxonomie d'atténuation du changement climatique est documentée au regard des critères suivants :
 - biens financés dont la consommation d'énergie primaire est inférieure à 135 kWh/m² par an (correspond aux biens ayant un Diagnostic de Performance Énergétique DPE noté A, B et pour partie C). Le groupe BPCE part d'une approche méthodologique où la collecte des données DPE de prêts garantis par des biens immobiliers s'appuie sur les DPE collectés auprès des clients, complétée des DPE fournis par le CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) et collectés dans la base de données de l'ADEME pour les logements individuels pour lesquels il a une certitude sur l'adresse du bien financé. Pour les logements collectifs, en l'absence de DPE clients émis après 2021, le groupe BPCE recourt aux DPE calculés par le CSTB, conformément à la réforme de 2021, à partir des caractéristiques des bâtiments concernés et de la notation de ses différents lots,
 - à défaut de disponibilité de DPE pour les financements de biens à construire, le groupe BPCE détermine la consommation d'énergie primaire en retenant les normes de construction applicables (réglementation RT 2012 applicable aux constructions entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2020 et RE 2020 applicable aux constructions à compter du 1^{er} janvier 2022). En l'absence d'information sur la date de dépôt du permis de construire des biens financés, le groupe BPCE réalise son identification à partir de la date d'octroi du financement en appliquant une marge de deux années. Pour l'année de construction 2021, en l'absence d'information, aucune exposition n'a été considérée comme alignée.

L'analyse d'alignement aux critères de la taxonomie doit ensuite être complétée des critères techniques permettant de démontrer que l'activité ne porte pas de préjudice important aux autres objectifs de la taxonomie (critère DNSH) :

- pour les prêts immobiliers de la clientèle de détail, cette analyse repose sur l'analyse du risque physique. La méthode d'évaluation du risque physique s'appuie sur un modèle externe prenant en compte la localisation individuelle des biens (lorsque celle-ci est

disponible) et couvrant l'aléa inondation et l'aléa RGA (retrait gonflement des sols argileux). Ainsi, dès lors qu'un risque élevé a été identifié pour un bien financé, l'encours correspondant ne sera pas retenu comme aligné bien qu'il respecte les critères de performance énergétique décrit ci-dessus.

L'analyse d'alignement doit également vérifier le respect des garanties minimales sociales. Pour les prêts immobiliers aux ménages ce critère n'a pas été vérifié pour chacun des prêts.

Le groupe BPCE et BRED Banque Populaire considèrent que le respect des garanties minimales sociales est vérifié pour les prêts immobiliers dès lors que les biens financés se situent en France ou dans l'Espace économique européen (EEE). Cette position repose sur un cadre juridique où des directives européennes et des lois nationales garantissent des droits sociaux fondamentaux, notamment en matière de conditions de travail et de protection sociale. En France, le Code du travail établit des normes claires qui assurent des protections aux travailleurs et aux ménages.

L'analyse d'alignement des prêts à la rénovation n'a pas été réalisée en l'absence de données disponibles pour documenter le respect des critères de la taxonomie.

L'analyse d'alignement des prêts pour véhicules à moteur n'a pas été réalisée en l'absence de données disponibles (émission de CO₂/km) :

- pour les administrations locales :
 - les financements de logement sont considérés comme éligibles. Ne s'agissant pas d'une activité de promotion immobilière, l'analyse d'alignement doit être réalisé, lorsqu'il est possible d'établir un lien entre le financement et le bien financé, de manière identique à celle indiquée ci-dessus pour le financement de biens immobiliers auprès de la clientèle de détail. Toutefois, pour des contraintes opérationnelles l'alignement n'a pas pu être mesuré cette année,
 - pour les autres financements, en l'absence de données d'analyse disponibles aucun encours n'a été considéré ni éligible ni aligné ;
- les sûretés immobilières obtenues par prise de possession n'ont pas été analysées au regard de leurs montants non matériels.

Les activités d'assurance sont prises en compte au travers des titres mis en équivalence des filiales, présentés sur la ligne « instruments de capitaux propres ». Compte tenu de leur impact non significatif sur le ratio du GAR, l'éligibilité et l'alignement relatifs à la valeur de mise en équivalence des filiales d'assurance n'ont pas été pris en compte au 31 décembre 2025.

Dans le cadre de l'engagement de BRED Banque Populaire envers la transparence et le respect des normes de durabilité, La Banque souhaite tenir ses parties prenantes informées des récents changements relatifs à la taxonomie européenne. Le 4 juillet 2025, un amendement a été adopté afin de simplifier l'application de cette taxonomie. En attendant sa publication au Journal Officiel, le groupe BPCE et BRED Banque Populaire ont décidé de conserver l'ancienne réglementation pour la publication de ses résultats de l'année 2025.

Le calcul du Green Asset Ratio (GAR) pour l'année 2025 est effectué selon la méthodologie en vigueur pour la publication du rapport de 2024. Cette décision a été prise au regard de l'incertitude entourant le calendrier réglementaire et vise à garantir la continuité et la comparabilité des données. En parallèle, le groupe BPCE et BRED Banque Populaire ont déjà engagé des travaux d'adaptation pour se conformer aux nouvelles exigences introduites par le règlement délégué taxonomie de juillet 2025 en vue de la publication des résultats de l'exercice 2026.

Conformément aux exigences de la taxonomie amendée, le périmètre des actifs pris en compte pour le calcul du GAR sera révisé. Dans cette nouvelle approche, le GAR englobera les mêmes catégories d'actifs tant dans le numérateur que dans le dénominateur, c'est-à-dire les actifs soumis aux critères d'éligibilité ou d'alignement avec la taxonomie. Ce changement dans la méthode de calcul entraînera nécessairement une augmentation du GAR.

Calcul du GAR – base Chiffre d'affaires – comparaison méthode actuelle -nouvelle méthode

En millions d'euros, au 31/12/2025

GAR (pourcentage d'actifs alignés sur la taxonomie)	Méthode actuelle		Nouvelle méthode ⁽¹⁾	
	2,23 %		6,91 %	
	Numérateur	Dénominateur	Numérateur	Dénominateur
	Actifs alignés	Actifs couverts par le GAR	Actifs alignés	Actifs couverts par le GAR
Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	1 549	33 840	1 543	22 313
Entreprises financières	83	9 925	83	9 925
Entreprises non financières	281	2 602	274	2 329
Ménages ⁽²⁾	1 185	20 319	1 185	9 065
Financement d'administrations locales		994		994
Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux				
Actifs inclus dans le dénominateur pour le calcul du GAR (ancienne méthode)		35 591		
Entreprises financières et non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la CSRD		31 130		
Instruments dérivés de couverture		201		
Prêts interbancaires à vue		822		
Trésorerie et équivalents		363		
Autres actifs (goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles, etc.)		3 076		
TOTAL DÉNOMINATEUR		69 431		22 313

(1) La nouvelle méthode présente des données issues d'une simulation basée sur les critères du nouvel acte délégué publié le 4 juillet 2025.

(2) Dans le cadre de la nouvelle méthode de calcul du GAR, sont retenus au titre des encours 'ménages' uniquement les encours éligibles, c'est-à-dire les prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels, les prêts à la rénovation et les prêts pour véhicules à moteurs.

BRED applique pour le rapport 2025 l'ancienne méthode de calcul conformément au règlement taxonomie 2020/852.

Synthèse du GAR obligatoire

GAR - Synthèse	31/12/2025			31/12/2024			Variation depuis le 31/12/2024
	Montant en M€	% total des actifs	% total actifs du GAR (dénominateur)	Montant en M€	% total des actifs	% total actifs du GAR (dénominateur)	
Total des actifs	128 104	100,00 %		110 123	100,00 %		0 %
Actifs n'entrant pas dans le calcul du GAR	58 673	45,80 %		45 552	41,36 %		4,44 %
Total des actifs du GAR	69 431	54,20 %	100,00 %	64 571	58,64 %	100,00 %	- 4,44 %
Actifs exclus du numérateur pour le calcul du GAR (mais inclus dans le dénominateur)	35 591	27,78 %	51,26 %	33 737	30,64 %	52,25 %	- 2,86 %
GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur : actifs soumis à analyse d'éligibilité et d'alignement	33 840	26,42 %	48,74 %	30 835	28,00 %	47,75 %	- 1,58 %
(base Chiffre d'affaires des contreparties CSRD)							
Dont vers des secteurs pertinents pour la taxonomie (éligibles à la taxonomie)	9 880		14,23 %	9 653		14,95 %	- 0,72 %
Dont durables sur le plan environnemental (alignés à la taxonomie)	1 549		2,23 %	1 581		2,45 %	- 0,22 %
(base CapEx des contreparties CSRD)							
Dont vers des secteurs pertinents pour la taxonomie (éligibles à la taxonomie)	10 150		14,62 %	9 908		15,34 %	- 0,72 %
Dont durables sur le plan environnemental (alignés à la taxonomie)	1 693		2,44 %	1 739		2,69 %	- 0,25 %

Détail du GAR – base Chiffre d'affaires

Détail du GAR - Chiffres d'affaires	31/12/2025					31/12/2024					Variation des encours alignés (depuis le 31/12/2024)
	En millions d'euros			En % du total des encours		En millions d'euros			En % du total des encours		
	Encours	dont éligibles	dont alignés	dont éligibles	dont alignés	Encours	dont éligibles	dont alignés	dont éligibles	dont alignés	
GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur : actifs soumis à analyse d'éligibilité et d'alignement	33 840	9 880	1 549	14,23 %	2,23 %	30 835	9 653	1 581	14,95 %	2,45 %	- 0,22 %
Dont expositions sur :											
• entreprises financières soumises à CSRD	9 925	97	83	0,14 %	0,12 %	7 914	102	81	0,16 %	0,13 %	- 0,01 %
• entreprises non financières soumises à CSRD	2 602	721	281	1,04 %	0,40 %	2 791	813	282	1,26 %	0,44 %	- 0,04 %
• ménages	20 319	9 061	1 185	13,05 %	1,71 %	19 396	8 737	1 218	13,53 %	1,89 %	- 0,18 %
• financement d'administrations locales	994	1	0	0,00 %	0,00 %	733	1	0	0,00 %	0,00 %	0,00 %
• sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	-	0	0	0,00 %	0,00 %	-	0	0	0,00 %	0,00 %	0,00 %

Détail du GAR – base CapEx

Détail du GAR – CapEx	31/12/2025					31/12/2024					Variation des encours alignés (depuis le 31/12/2024)
	En millions d'euros			En % du total des encours		En millions d'euros			En % du total des encours		
	Encours	dont éligibles	dont alignés	dont éligibles	dont alignés	Encours	dont éligibles	dont alignés	dont éligibles	dont alignés	
GAR – Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur : actifs soumis à analyse d'éligibilité et d'alignement	33 840	10 150	1 693	14,62 %	2,44 %	30 835	9 908	1 739	15,34 %	2,69 %	- 0,25 %
Dont expositions sur :											
• entreprises financières soumises à CSRD	9 925	114	91	0,16 %	0,13 %	7 914	121	101	0,19 %	0,16 %	- 0,03 %
• entreprises non financières soumises à CSRD	2 602	974	417	1,40 %	0,60 %	2 791	1 049	419	1,62 %	0,65 %	- 0,05 %
• ménages	20 319	9 061	1 185	13,05 %	1,71 %	19 396	8 737	1 218	13,53 %	1,89 %	- 0,18 %
• financement d'administrations locales	994	1	0	0,00 %	0,00 %	733	1	0	0,00 %	0,00 %	0,00 %
• sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	-	0	0	0,00 %	0,00 %	-	0	0	0,00 %	0,00 %	0,00 %

3.2.2.2.3 Indicateurs hors bilan : garanties financières données et actifs sous gestion

Principes

Depuis le 31 décembre 2023, conformément à la section 1.2.2 de l'annexe V du règlement délégué 2021/2178, les établissements de crédit publient des indicateurs complémentaires sur les expositions non comptabilisées à l'actif du bilan relatives :

- aux garanties financières accordées ;
- aux actifs sous gestion ⁽¹⁾.

Méthodologie retenue

La méthodologie de calcul des ICP garanties financières données consiste à appliquer aux expositions les taux d'éligibilité et d'alignement des contreparties soumises à la CSRD.

Détail du GAR sur les expositions hors bilan – Chiffre d'affaires

Détail du hors-bilan – Chiffre d'affaires	31/12/2025					31/12/2024					Variation des encours alignés (depuis le 31/12/2024)
	En millions d'euros		En % du total des actifs			En millions d'euros		En % du total des actifs			
	Encours	dont éligibles	dont alignés	dont éligibles	dont alignés	Encours	dont éligibles	dont alignés	dont éligibles	dont alignés	
Garanties financières	3 981	930	252	23,36 %	6,34 %	3 590	755	213	21,03 %	5,94 %	0,40 %

Détail du GAR sur les expositions hors bilan – CapEx

Détail du hors-bilan - CapEx	31/12/2025					31/12/2024					Variation des encours alignés (depuis le 31/12/2024)
	En millions d'euros		En % du total des actifs			En millions d'euros		En % du total des actifs			
	Encours	dont éligibles	dont alignés	dont éligibles	dont alignés	Encours	dont éligibles	dont alignés	dont éligibles	dont alignés	
Garanties financières	3 981	795	232	19,97 %	5,82 %	3 590	644	181	17,95 %	5,04 %	0,78 %

3.2.2.2.4 Activités liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile

Principes

Des informations complémentaires sont requises pour les entreprises qui exercent, financent ou sont exposées aux activités spécifiques liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile (règlement délégué 2022/1214). Le format tabulaire est imposé par la réglementation. Celle-ci demande la publication de ces tableaux, pour chaque ICP applicable.

Au 31 décembre 2025, BRED Banque Populaire présente ces informations pour l'ICP principal - le GAR établi en stock, une fois sur la base de l'ICP Chiffre d'affaires des contreparties et une fois sur la base de l'ICP CapEx des contreparties. Cinq tableaux doivent être communiqués.

Ces informations ne sont en revanche pas présentées pour le GAR en vision flux, ainsi que pour les ICP de hors bilan : garanties financières données et actifs sous gestion.

Méthodologie retenue

La publication du modèle 1 est obligatoire. Ce modèle permet d'identifier les activités spécifiques du secteur du gaz et du nucléaire visées par l'acte délégué 2022/1214 du règlement Taxonomie.

Les modèles 2 à 5, sont présentés en pondérant les expositions sur les contreparties concernées des données communiquées par celles-ci dans leur document de référence de l'année précédente, collectées à partir de la base de données Bloomberg.

L'ensemble des tableaux requis par la réglementation Taxonomie conformément aux modèles de tableaux applicables aux établissements de crédit de l'annexe VI du règlement sont présentés à la section 3.5 (Tableaux à publier conformément à l'article 8 du règlement taxonomie) de ce rapport de durabilité.

(1) Le calcul des ICP actifs sous gestion n'est pas déployé dans la présente publication compte tenu de leur matérialité.

Annexes – Informations environnementales

MDR-M Émissions financées de BRED Banque Populaire – Activités bancaires**Périmètre**

Le périmètre des gaz à effet de serre liés aux activités de financement (Scope 3 catégorie 15 Investissements (Banque)) correspond aux périmètres des financements des entreprises et financements dédiés du portefeuille bancaire. Il inclut également les financements de crédit habitat. Les financements crédit habitat correspondent aux prêts immobiliers accordés⁽¹⁾ aux particuliers et aux entrepreneurs.

Méthodologie de calcul

Le calcul des mesures carbone financées suit la méthodologie *Partnership for Carbon Accounting Financials* (PCAF) conforme aux exigences du GHG Protocol pour les financements de crédit des entreprises (dans son guide « *The Global GHG Accounting and Reporting Standard Part A : Financed Emissions* » publié en 2022). Ces mesures sont fondées sur des méthodologies connues à date et qui pourraient évoluer dans le futur.

Le calcul est réalisé sur le scope 1, scope 2 et scope 3 des clients financés, alignés avec les exigences réglementaires et enjeux de matérialité des scopes. Les sources de données carbone utilisées pour les financements d'entreprise reposent essentiellement sur celles de fournisseurs (carbone 4, CDP, Trucost) : lorsque la donnée n'est pas disponible au niveau de l'entreprise, la donnée carbone de son Groupe est utilisée. À noter que les données carbone utilisées peuvent avoir une année de décalage par rapport à la date d'arrêt des encours, sans mise à jour l'année suivante.

En l'absence d'information, des proxy sectoriels sont utilisés : pour les entreprises ou projets appartenant à des secteurs disposant d'une bonne couverture en données fournisseurs, les données carbone sectorielles sont extrapolées. Pour les entreprises liées aux autres secteurs, les proxy sectoriels fournis par PCAF sont appliqués. La couverture par proxy PCAF étant significatif (appliqué à plus de 54 % des encours) sur la base des encours en lien notamment avec les expositions aux petites et moyennes entreprises, le caractère estimatif des mesures est à souligner pour ce segment.

Les mesures carbone utilisées pour les financements crédit habitat correspondent aux émissions carbone liées à l'usage du bâtiment. Les sources de données reposent sur les Diagnostics de Performance Énergétique (DPE) lorsque celles-ci sont disponibles. Sinon des proxy sont utilisés en s'appuyant notamment sur les données du Centre scientifique et technique du bâtiment.

Au 31/12/2025, le score PCAF de la qualité moyenne de la donnée des émissions financées de l'empreinte financée est de 3,54 (sur une échelle de qualité décroissante de 1 à 5 liée à la disponibilité de la donnée).

MDR-M – Émissions financées au titre des activités d'assurance (scope 3 – catégorie 15)**Périmètre**

Le périmètre des gaz à effet de serre liés aux activités assurancielles (Scope 3 catégorie 15 Investissements (Assurance)) comprend les activités de Prépar Vie.

Le périmètre retenu pour mesurer le scope 3 catégorie 15 du portefeuille d'investissement de Prépar Vie est composé des obligations gérées en direct.

Méthodologies de calcul

La méthodologie retenue pour le calcul des émissions de gaz à effet de serre est alignée avec celle de l'indicateur des Principales Incidences Négatives (PAI) 1.1 défini par le règlement SFDR. Ainsi, les émissions de GES brutes attribuées aux investissements prennent en compte les émissions des scopes 1, 2, et 3 des entreprises composant les portefeuilles d'actifs détenus. Le coefficient d'attribution pour une entreprise donnée correspond à la valeur de l'investissement divisée par la valeur totale de cette entreprise (*Enterprise Value Including Cash* (EVIC)).

L'indicateur E1-122 correspond au PAI 1, évalué sur le portefeuille d'obligations gérées en direct, sur la base des données produites par la société ISS ESG. Les émissions sont pondérées par les investissements de Prépar Vie dans l'indicateur E1-122.

Les PAI sont évalués avec les données produites par la société ISS, en utilisant l'outil Sequantis STM.

Limitations et plans d'actions

Le périmètre retenu représente 57 % des investissements hors unité de compte de Prépar Vie au 31/12/2025 (versus 54 % au 31/12/2024). Le taux de couverture des données ISS utilisées pour mesurer les émissions de CO₂ des obligations gérées en direct est de 76 % (versus 74 % au 31/12/2024). À date, aucune extrapolation du périmètre via l'utilisation de proxy n'est réalisée.

L'objectif est de continuer de rechercher des solutions en vue d'étendre l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre aux fonds investis dans des stratégies cotées. Par ailleurs, Prépar Vie continue de travailler sur des trajectoires de réduction des émissions de GES associées aux investissements obligataires gérés en direct.

(1) Prêts accordés et décaissés

MDR-M - Émissions financées au titre des activités de gestion d'actifs (scope 3 - catégorie 15)

Périmètre

Le périmètre des gaz à effet de serre liés aux activités d'Asset Management (Scope 3 catégorie 15 Investissements (Asset Management)) comprend les activités de Promepar Asset Management.

Promepar Asset Management gère plus de 3,9 milliards d'euros d'encours à travers plusieurs solutions en titres vifs et/ou en multigestion : OPCVM ouverts, mandats compte titres et PEA, fonds dédiés, gestion conseillée.

Méthodologies de calcul

Promepar Asset Management a choisi MSCI comme fournisseur de données extra-financières relatives aux impacts environnementaux et aux émissions de gaz à effet de serre (GES) publiées par les entreprises.

L'empreinte carbone est consolidée en sommant les émissions de GES « attribuées » à chaque position en portefeuille, sur des entreprises. L'émission attribuée correspond aux émissions de carbone (scopes 1, 2 & 3) de l'entreprise multiplié par le montant réel en cours des titres de sociétés détenues en portefeuille divisé par la valeur de l'entreprise incluant le cash (EVIC).

Limitations et plans d'actions

L'analyse menée couvre l'intégralité des titres vifs détenus en direct par Promepar Asset Management (la multigestion n'est pas incluse). Au 31/12/2025, cela représente 55 % du total des actifs sous gestion de Promepar Asset Management hors encours en gestion pilotée en Assurance VIE chez Prépar Vie (versus 57 % au 31/12/2024).

L'objectif est d'élargir le périmètre de calcul de cet indicateur à la multigestion via les *European ESG Template* (EET). À moyen/long terme, Promepar Asset Management se donne pour objectif de systématiser le calcul de l'empreinte carbone (PAI 1) de chacun de ses produits financiers.

À cet effet, Promepar Asset Management travaille depuis plusieurs mois sur l'élaboration d'une plateforme centralisatrice des données ESG. Ce projet permettra d'automatiser plusieurs missions, dont i) la définition d'univers d'investissement selon des contraintes ESG spécifiques de certaines solutions ; ii) l'amélioration du suivi ESG des titres et des portefeuilles ; iii) le traitement et l'analyse d'un plus grand nombre de données ESG, tant en gestion de titres vifs qu'en multigestion, via les EET.

MDR-M Empreinte propre

Périmètre

Les émissions de GES liées à l'empreinte propre comprennent l'ensemble des scopes 1, 2 et les catégories 1 à 9 du scope 3.

Méthodologie de calcul

Deux sommes sont présentées en fin du tableau AR48 qui couvrent le périmètre spécifique de l'empreinte propre :

- total des émissions empreinte propre (avec les émissions scope 2 calculées selon la méthode location based) ;
- total des émissions empreinte propre (avec les émissions scope 2 calculées selon la méthode market based).

Les émissions des gaz à effet de serre sont calculées pour chacun des postes présentés dans le tableau AR48 selon la répartition des postes du GHG Protocol sur les 3 scopes d'émissions.

La méthodologie appliquée au poste Immobilisations repose sur les principes de la réglementation française concernant l'élaboration d'un Bilan de Gaz à Effet de Serre (BEGES V5), qui répond aux exigences réglementaires inscrites à l'article L. 229-25 du code de l'environnement. Cette méthodologie est également cohérente avec la norme ISO 14064-1 : 2018. Plus précisément, le calcul des émissions associées aux immobilisations est basé sur la collecte des données issues des inventaires des différents parcs (parc informatique, immobilier, véhicules, etc.) et sur l'application de coefficients d'amortissement permettant de répartir les émissions sur la durée de vie des biens concernés.

Des travaux sont menés en lien avec le groupe BPCE afin de permettre à BRED Banque Populaire de calculer également son empreinte carbone selon les principes méthodologiques du GHG Protocol, c'est-à-dire en comptabilisant l'ensemble des émissions associées à la fabrication des biens immobilisés lors de l'année d'acquisition.

Limitation de périmètre

Le périmètre de calcul de l'empreinte propre couvre vingt entités dont les CDI représentent 72 % des CDI de BRED Banque Populaire. Ce périmètre est progressivement étendu chaque année. BRED Madagasikara Banque Populaire, entité acquise en décembre 2024, a ainsi été intégré sur cet exercice 2025.

MDR-M E1-3**Définition**

Calcul des émissions de carbone induites par les activités propres de BRED Banque Populaire selon la méthodologie commune au groupe BPCE. Dans le cadre de la production des indicateurs liés à l'univers de données « empreinte propre », BRED Banque Populaire inclut les périmètres suivants :

1. scope 1 : émissions directes de l'entreprise ;
2. scope 2 : émissions indirectes liées à la production d'électricité ;
3. scope 3 : catégories 1 à 9, conformément à la classification du *GHG Protocol*. À noter que la catégorie 15 du scope 3 n'est pas incluse dans le périmètre de l'empreinte propre, car elle est traitée séparément dans l'univers « émissions financées ».

Méthode de calcul

Les émissions de gaz à effet de serre sont calculées pour chacun des scopes et pour chaque poste, conformément à la répartition définie par le *GHG Protocol*.

Les facteurs d'émission utilisés sont révisés chaque année. Ils sont principalement fournis par la base Empreinte administrée par l'ADEME, nationale citée par l'article L229-25 du Code de l'Environnement (décret BEGES). Cette base est gérée par un comité de gouvernance regroupant des acteurs publics et privés (Ministères, Organismes techniques, Associations, MEDEF). Dans une logique d'amélioration continue et pour renforcer le pilotage de la décarbonation des achats, le groupe BPCE a calculé des facteurs d'émissions monétaires spécifiques pour trois catégories : Conseil, Conseil en stratégie et Prestations intellectuelles informatiques. Ces facteurs d'émission sont calculés à partir des empreintes carbone réelles des fournisseurs, rapportées au chiffre d'affaires réalisé avec le groupe BPCE, notamment les facteurs d'émission monétaires utilisés pour trois catégories d'achats : « Prestations intellectuelles informatiques », « Conseil », « Conseil en stratégie ». Ces facteurs d'émissions spécifiques ont été calculés sur la base des empreintes carbone des fournisseurs de l'ensemble du groupe BPCE dans ces secteurs d'activité, rapportées au chiffre d'affaires réalisé avec le groupe BPCE sur l'année 2024. Des facteurs d'émission spécifiques au transport de fonds ont également été définis avec les fournisseurs concernés.

Un nouvel indicateur a par ailleurs été introduit pour prendre en compte la consommation en kWh des véhicules professionnels électriques : les données kilométriques ou monétaires sont automatiquement converties en kWh selon le pays, assurant ainsi une prise en compte exhaustive des émissions liées à la mobilité électrique.

La collecte des indicateurs pour le calcul de l'empreinte carbone consolidée de BRED Banque Populaire repose sur 54 % d'indicateurs physiques et 46 % d'indicateurs monétaires (exprimés en tonnes de CO₂e). L'automatisation des circuits d'information s'est poursuivie en 2025 pour fiabiliser la collecte des indicateurs qui entrent dans le calcul des scopes 1, 2 et 3. Des contrôles systématiques de variation (+/- 15 %) entre deux années sont intégrés dans l'outil de collecte, imposant la justification des écarts par les contributeurs.

Périmètre couvert

Le périmètre de calcul de l'empreinte carbone consolidée de BRED Banque Populaire est élargi chaque année, avec une ouverture progressive à l'international. À chaque extension du périmètre, les émissions de l'année de référence (2023) ainsi que celles des années ultérieures sont recalculées, et un « pro forma » est réalisé en cas de modification des indicateurs.

Règlement Taxonomie (Article 8)

Le règlement Taxonomie (Article 8) comporte, pour les entreprises assujetties à la directive CSRD (*Corporate Sustainability Reporting Directive* publiée le 16 décembre 2022), une obligation d'information, déclinée dans le rapport de durabilité, sur la manière et la mesure dans laquelle les activités de l'entreprise sont associées à des activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental.

Une activité est considérée comme « éligible » à la Taxonomie si elle est incluse dans la liste évolutive de la Commission européenne. Il s'agit d'activités susceptibles d'apporter une contribution substantielle à au moins l'un des six objectifs environnementaux suivants :

- l'atténuation du changement climatique ;
- l'adaptation au changement climatique ;
- l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- la prévention et la réduction de la pollution ;
- la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Pour être effectivement considérée comme durable sur le plan environnemental, une activité éligible doit être « alignée » sur la Taxonomie, c'est-à-dire qu'elle doit respecter les trois conditions cumulatives suivantes :

- démontrer sa contribution substantielle à l'un des six objectifs environnementaux conformément aux critères d'examen techniques définis dans les actes délégués ;
- démontrer qu'elle ne cause pas de préjudice important à aucun des autres objectifs environnementaux (*Do Not Significant Harm* ou DNSH) conformément aux critères d'examen techniques définis dans les actes délégués ;
- être exercée dans le respect des garanties minimales sociales prévues dans le règlement (i.e. dans le respect des droits sociaux garantis par le droit international).

Les critères techniques à respecter pour documenter le caractère durable sur le plan environnemental d'une activité sont fixés dans un premier temps par le cadre réglementaire Taxonomie verte (UE) 2020/852 puis modifié au moyen d'actes délégués :

- le règlement délégué sur le Climat du 4 juin 2021 (2021/2139), comprenant les critères d'examen technique pour les activités économiques qui contribuent de manière substantielle aux deux premiers objectifs environnementaux : l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Il s'applique depuis le 1^{er} janvier 2022.

Celui-ci a été amendé une première fois le 9 mars 2022, par le règlement délégué 2022/1214 incluant, dans des conditions strictes, des activités spécifiques liées à l'énergie nucléaire et au gaz sur la liste des activités économiques couvertes par la taxonomie de l'Union. Il s'applique depuis le 1^{er} janvier 2023.

Un second amendement a été publié le 27 juin 2023 (règlement délégué 2023/2485) complétant les critères d'examen technique pour certaines activités qui n'étaient initialement pas recensées comme éligibles (notamment, fabrication d'équipements essentiels destinés aux transports bas-carbone ou à du matériel électrique). Il est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2024 :

- le règlement délégué Environnement du 27 juin 2023 (2023/2486) fixe les critères d'examen technique des activités économiques considérées comme apportant une contribution substantielle à un ou plusieurs des quatre autres objectifs environnementaux (autres que climatiques) : l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines, la transition vers une économie circulaire, la prévention et réduction de la pollution, la protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes. Il entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2024.

Le contenu des indicateurs de durabilité (Indicateurs Clés de Performance ou ICP) et les informations devant être publiées par les entreprises non financières et financières (gestionnaires d'actifs, établissements de crédit, entreprises d'investissement et entreprises d'assurance et de réassurance) soumises à ces obligations de transparence, sont précisés, pour chacun de ces acteurs économiques, dans le règlement délégué article 8 du 6 juillet 2021 (2021/2178). Le format des tableaux publiables relève du règlement délégué Environnement 2023/2486.

Des informations complémentaires sont requises pour les entreprises qui exercent, financent ou sont exposées aux activités spécifiques liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile (règlement délégué 2022/1214).

Par ailleurs, les communications de la Commission européenne parues au journal officiel du 20 octobre 2023 visent à interpréter certaines dispositions relatives à la mise en œuvre de l'Article 8 du règlement Taxonomie (C/2023/305) et de l'acte délégué relatif au volet climatique de la taxonomie (C/2023/267).

Le 21 décembre 2023, la Commission a publié une communication sur l'interprétation et la mise en œuvre de l'Article 8 Taxonomie qui vient préciser les informations à fournir. Elle a été publiée au journal officiel de l'Union européenne le 8 novembre 2024 sous la référence C/2024/6691. Le 29 novembre 2024, la Commission a publié un nouveau projet de communication. Compte tenu de sa publication tardive et des travaux de mise en œuvre induits, l'analyse de ce texte est en cours et certaines dispositions seront appliquées pour la période à venir.

La réglementation Taxonomie prévoit une entrée en application progressive des exigences de transparence d'information selon les acteurs économiques. BRED Banque Populaire, en tant qu'entreprise du secteur financier, est notamment soumise à des exigences de publication décalées d'une année par rapport aux entreprises non financières. Ce principe permet aux entreprises financières d'utiliser les données d'éligibilité et d'alignement communiquées par les contreparties elles-mêmes soumises à ces exigences de publication (contreparties soumises à la CSRD) afin de pondérer leurs investissements, financements et autres expositions.

BRED Banque Populaire publie les informations à fournir applicables aux entreprises financières – établissements de crédit. La Banque publie les tableaux requis par la réglementation sous les formats tabulaires présentés à l'annexe VI du règlement délégué 2023/2486.

BRED Banque Populaire n'applique pas cette année l'acte délégué provisoire publié le 4 juillet 2025 modifiant le règlement taxonomie conformément aux dispositions prévues en la matière par le texte.

3.3 Informations sociales

3.3.1 Droits Humains

3.3.1.1 Politique de droits humains de BRED Banque Populaire

BRED Banque Populaire est engagée pour le respect et la promotion des droits humains, qui constituent un des socles fondamentaux de l'exercice de sa responsabilité sociétale d'entreprise. En tant que banque coopérative, elle a pris, dès sa création, des engagements forts relatifs aux droits humains en particulier en faveur de la cohésion sociale et de la lutte contre les exclusions.

La Direction générale de BRED Banque Populaire est garante du respect de la charte des droits humains du groupe BPCE. La Banque a décliné ses convictions sous forme de Principes dans son Code de conduite : « Promouvoir le respect des droits de l'homme dans toutes nos activités ». Ces principes sont ainsi ancrés dans le référentiel des valeurs de la Banque.

BRED Banque Populaire adhère, par la voie du groupe BPCE, au Global Compact (Pacte Mondial), dont la signature, renouvelée annuellement depuis 2012, vient prolonger l'engagement initié par le réseau des Banques Populaires. Ce code de bonne conduite est reconnu sur le plan international. Les références sur lesquelles il s'appuie (ONU, OCDE, OIT...) permettent à BRED Banque Populaire de poursuivre sa politique de développement durable dans le respect des standards internationaux.



La Banque prend par ailleurs l'engagement de nouer des relations de confiance durables avec ses clients, ses partenaires et ses fournisseurs, en respectant les meilleurs standards comportementaux de transparence et de confidentialité. Dans le cadre de ses activités, BRED Banque Populaire s'attache au respect des stipulations des conventions de l'Organisation Internationale du Travail, dans le respect de la réglementation locale :

- respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective ;
- élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession ;

À travers le groupe BPCE, la Banque adhère à ses Dix principes, dont les deux premiers afférents aux droits humains :

- « Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans ses domaines d'activité et dans sa sphère d'influence ».
- « Veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme ».

La Banque s'attache également à appliquer les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits humains définis dans le cadre de référence « Protéger, respecter et réparer » des Nations unies.

BRED Banque Populaire s'engage à promouvoir le respect d'un certain nombre de principes et de normes qui constituent le fondement de ses activités, tels que les Objectifs de Développement Durable des Nations unies (ODD) et les normes définies par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Ainsi, 11 des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) sont impactés positivement par l'action de BRED Banque Populaire au travers notamment de son management interne et de ses activités de financement.

- dans le cadre de ses activités à l'international, chaque entité de BRED Banque Populaire veille au respect des règles relatives à la liberté d'association et aux conditions de travail ;
- élimination du travail forcé ou obligatoire et abolition effective du travail des enfants.

Ces règles sont précisées dans les contrats avec les fournisseurs et sous-traitants de BRED Banque Populaire et dans la charte des sites internet des filiales à l'étranger.

3.3.1.2 Les droits humains liés au personnel de BRED Banque Populaire

BRED Banque Populaire déploie sa démarche de responsabilité sociétale en cohérence avec les standards internationaux dans les domaines des droits humains et syndicaux ou des conditions de travail.

En France et à l'international, les directions des Ressources Humaines mettent en œuvre des mesures visant à garantir des standards de référence en matière de politiques RH. Elles s'appuient également sur la politique RH du groupe BPCE, qui respecte les droits et la dignité de ses collaborateurs et partenaires sociaux. En particulier, le groupe BPCE :

- s'attache à créer un environnement inclusif, respectueux, sans distinction ni discrimination, qui favorise le bien-être de ses collaborateurs et offre une rémunération valorisant l'engagement des collaborateurs ;
- s'assure de la mise en place d'un dispositif adéquat de prévention et de protection pour garantir la santé et la sécurité au travail et s'engage à protéger la vie privée de ses collaborateurs et la confidentialité de leurs données conformément à la réglementation applicable ;
- respecte les droits de ses collaborateurs à la liberté d'association et à la négociation collective.

BRED Banque Populaire veille au respect des règles relatives à la liberté d'association et aux conditions de travail au sens des conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Cette liberté d'association est un droit humain fondamental proclamé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948). Avec le droit à la négociation collective, elle fait l'objet de deux des huit conventions fondamentales de l'OIT.

BRED Banque Populaire s'engage dans son Code de conduite et d'éthique à respecter plusieurs principes :

- l'interdiction du recours au travail forcé ou obligatoire et aux mauvais traitements de leurs employés. Ceci incluant l'interdiction de toute pratique d'esclavage moderne et de traite d'êtres humains ;
- l'élimination du travail des enfants ;
- l'absence de discrimination : aucune distinction, exclusion ou préférence ne doit être fondée sur la couleur, le sexe, l'âge, la langue, la religion, l'orientation ou l'identité sexuelle, l'origine nationale ou sociale, l'opinion, ou le handicap ;
- le respect de la liberté d'expression, de la liberté syndicale et du droit de négociation collective ;
- l'attribution d'un salaire et d'un temps de travail décents en versant un salaire minimum satisfaisant les besoins fondamentaux, et respectant les réglementations des pays où ils exercent, en termes d'heures de travail et de temps de repos.

3.3.1.3 Mécanisme d'alerte ouvert à tous

Les entreprises du groupe BPCE disposent d'une plateforme destinée à recueillir les signalements relatifs à un manquement sérieux au Code de conduite, à une loi, à la sécurité, en cas d'impact environnemental, ou à tout comportement inapproprié sur le lieu de travail. Ce dispositif d'alerte est ouvert à tous les collaborateurs ainsi qu'aux tiers de l'entreprise, qui peuvent ainsi s'exprimer via un outil accessible par lien URL, quel que soit le pays d'implantation (Europe, États-Unis...) et quel que soit le métier (Banque de détail, Banque de grande clientèle...). Pour plus de détails sur le dispositif de lanceurs d'alerte, voir section 3.4.4 Politiques en matière d'éthique des affaires.

Le mécanisme d'alerte permet à BRED Banque Populaire d'avoir connaissance des manquements au Code de conduite et d'éthique, et d'engager les contrôles nécessaires. Des dispositifs de contrôle permanent sont mis en place pour veiller à la bonne exécution des règles du Groupe.

3.3.2 Capital humain et évolution des effectifs (S1)

BRED Banque Populaire dialogue en continu avec ses parties prenantes. Le processus de consultation des parties prenantes repose sur des dispositifs qui associent ses parties prenantes à sa dynamique d'identification et d'évaluation des impacts, risques, opportunités et des leviers d'amélioration, à la fois sur les thèmes environnementaux, sociaux et sociétaux.

3.3.2.1 Synthèse - Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique

Lors du processus d'identification des impacts, risques et opportunités matériels se rapportant aux sujets des effectifs propres (S1), le modèle d'affaires et les implantations diverses et variées de BRED Banque Populaire ont été pris en compte. Sur cette thématique, douze enjeux ont été identifiés comme étant matériels.

| Attractivité, fidélisation et engagement

Enjeux matériels	Écoute et engagement des collaborateurs	Intégration des nouveaux entrants et fidélisation des collaborateurs	Stratégie de recrutement et marque employeur
Types d'IRO	IRO 1	IRO 2	IRO 3
	Risque	Impact positif	Opportunité
Impacts / Risques / Opportunités	Risque financier d'éloignement des attentes des collaborateurs dû à l'absence et/ou l'insuffisance de dispositifs d'écoute et de plans d'action visant à renforcer leur engagement	Impact positif de l'expérience collaborateur contribuant à un environnement accueillant pour les employés de BRED Banque Populaire (préboarding, onboarding, parcours d'intégration et parcours de formation individualisé)	Opportunité financière pour BRED Banque Populaire de renforcer son image de marque employeur et son attractivité sur le marché de l'emploi avec une stratégie de recrutement digitale et inclusive
Politiques	• Accord Gestion Prévisionnelle des emplois et des compétences (GEPP)	• Accord Gestion Prévisionnelle des emplois et des compétences (GEPP)	• Diversification des recrutements • Jeunes talents • Favoriser la Mobilité interne et dans le groupe BPCE • Préparation opérationnelle à l'emploi individuel (POEI) et reconversion des sportifs
Actions	• Baromètre « Diapason »	• Parcours d'intégration, suivi et parrainage • Portail de formation personnalisé • Outils de pré et on-boarding	• Collaborateurs ambassadeurs • Cooptation • Site BPCE recrutement
Cibles et indicateurs	• Résultats Baromètre « Diapason »	• Répartition des effectifs par type de contrat • Intégration alternants (CFA) • Nombre d'heures de formation	• Répartition des effectifs par type de contrat • Objectif de % de personnes en situation de handicap

| Dialogue social et conditions de travail

Enjeux matériels	Dialogue social (Liberté syndicale et négociation collective)		Privacy et protection de la vie privée
Types d'IRO	IRO 4	IRO 5	IRO 6
	Impact positif	Risque	Risque
Impacts / Risques / Opportunités	Impact positif sur l'engagement et la performance des collaborateurs via un dialogue social soutenu et constructif au niveau Groupe, branche et entreprise (réunions régulières des RIP et conclusion d'accords collectifs)	Risques financiers en cas de dialogue social conflictuel, de délits d'entrave vis-à-vis des IRP ou de blocage des instances qui ralentissent les transformations de l'entreprise via des contentieux, une baisse de l'engagement et des difficultés à adapter rapidement l'organisation	Risques de pertes financières découlant d'un risque juridique et/ou de réputation en cas de défaillance des mesures de protection des données personnelles des collaborateurs
Politiques	• Accord Gestion Prévisionnelle des emplois et des compétences (GEPP)		• Politique de protection des données • Notice d'information sur les données personnelles • RGPD
Actions	• Stratégie de négociation à 3 niveaux : groupe BPCE, branche et entreprise • 3 CSE régionaux et un CSE central		• Revue des contrats et des dossiers avec le DPO
Cibles et indicateurs	• Taux de couverture des salariés par conventions collectives		• Formation obligatoire RGPD

Dialogue social et conditions de travail

Enjeux matériels	Qualité de vie au travail et prévention des risques et sécurité au travail		Rémunération et protection sociale décentes
Types d'IRO	IRO 7	IRO 8	IRO 9
	Risque	Impact positif	Impact positif
Impacts / Risques / Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> Risques financiers découlant d'un risque opérationnel lié au turnover, à l'absentéisme et à un désengagement des collaborateurs (coûts de recrutement et de formation, baisse de la performance, perte de talent) Risques financiers découlant d'un risque opérationnel pour BRED Banque Populaire en cas de mise en danger de la santé et de la sécurité des collaborateurs 	Impact positif sur la qualité de vie au travail des collaborateurs de conditions de travail et d'un environnement de travail sécurisés et adaptés au bien-être des collaborateurs (temps de travail, télétravail, aménagement des locaux, équilibre des temps de vie professionnelle/personnelles, etc.)	Impact positif pour les collaborateurs d'une rémunération claire, bien comprise par les employés, équitable dépassant les minima légaux et une protection solide dépassant les obligations légales
Politiques	<ul style="list-style-type: none"> Politique santé et sécurité Accords de branche sécurité et incivilité 	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernance filière QVCT Accords QVCT Politique de Sécurité de Personnes et des Biens 	<ul style="list-style-type: none"> Politique de rémunération Dialogue social (NAO)
Actions	<ul style="list-style-type: none"> Règle « Prévention des risques professionnels » Bilan annuel des incivilités et agressions 	<ul style="list-style-type: none"> Programme de formation Guide manager Animation des référents QVCT et harcèlement 	<ul style="list-style-type: none"> Baromètre « Diapason »
Cibles et indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'absentéisme (bilan social) Accidents du travail Maladies professionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> Indicateurs d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée 	<ul style="list-style-type: none"> Négociation collective et dialogue social Salaires décents Indicateurs de rémunération (écarts et rémunération totale)

Égalité des chances et lutte contre les discriminations

Enjeux matériels	Formation et développement des compétences		Diversité & Inclusion (mixité, handicap, discrimination et harcèlement)
Types d'IRO	IRO 10	IRO 11	IRO 12
	Impact positif	Opportunité	Impact positif
Impacts / Risques / Opportunités	Impact positif sur les collaborateurs grâce à un dispositif de gestion des compétences, de gestion des carrières et de mobilités professionnelles	Opportunité financière pour le Groupe de favoriser le développement des compétences en interne et de capitaliser sur les expertises et les sachants afin de renforcer l'engagement des collaborateurs (réduction du taux de turnover, réduction du risque opérationnel,...)	Impact positif concernant la diversité, l'inclusion, l'égalité professionnelle et l'accompagnement des personnes en situation de handicap
Politiques	<ul style="list-style-type: none"> Accord Gestion Prévisionnelle des emplois et des compétences (GEPP) Politique de développement des compétences 	<ul style="list-style-type: none"> Accord Gestion Prévisionnelle des emplois et des compétences (GEPP) 	<ul style="list-style-type: none"> Politique Rémunération Politique Recrutement Accords groupe BPCE en matière de handicap et d'égalité professionnelle
Actions	<ul style="list-style-type: none"> Portail Personnalisé formation 	<ul style="list-style-type: none"> Mobilité interne Webinaire connaissance métiers 	<ul style="list-style-type: none"> Rémunérations : enveloppe de rattrapage entre F&H Recrutement : sourcing forum Handicap
Cibles et indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> Rotation des salariés Évaluation de la performance Heures de formation réalisées Parcours de développement personnalisé 100 % des collaborateurs formés à l'Impact/ESG 	<ul style="list-style-type: none"> Métrique/ variation du taux de turnover 	<ul style="list-style-type: none"> 50 % de femmes manager/ leader en 2026 Composition des effectifs (F/H) Taux d'emploi des personnes en situation de handicap Répartition par tranche d'âge

3.3.2.2 Notre capital humain

BRED Banque Populaire compte 7900 collaborateurs et collaboratrices au 31 décembre 2025. Elle comprend une Unité économique et sociale, l'UES BRED SA, des filiales françaises et des filiales internationales. Les salariés de l'UES représentent 60,5 % de l'effectif total et bénéficient d'une convention collective commune. Les salariés hors UES bénéficient d'une convention collective propre à leur filiale d'appartenance.

Les politiques sont déclinées par entité juridique (UES et filiales internationales).

Les indicateurs sont produits sur le périmètre consolidé financier (France et international) ⁽¹⁾. Ils peuvent comporter des limitations liées à ce premier exercice de collecte sur la totalité du périmètre consolidé (voir Annexes - Informations sociales). Les équipes de BRED Banque Populaire sont mobilisées afin d'homogénéiser ces pratiques et renforcer le contrôle interne.

Répartition des effectifs par genre ⁽²⁾

Genre	Nombre de salariés	
	31/12/2025	31/12/2024
Féminin	4 432	3 853
Masculin	3 468	3 088
Autre	-	-
Non déclaré	-	-
TOTAL SALARIÉS	7 900	6 941

Répartition du nombre de salariés dans les pays où l'entreprise compte au moins 50 salariés représentant au moins 10 % de son nombre total de salariés – Effectifs

Pays	Nombre de salariés	
	31/12/2025	31/12/2024
France	4 895	4 765
Madagascar	1 250	néant

Répartition du nombre de salariés par type de contrat, ventilées par genre – Effectifs ⁽³⁾

	31/12/2025				
	Femme	Homme	Autres	Non déclaré	TOTAL
Nombre de salariés	4 432	3 468	-	-	7 900
Nombre de salariés permanents	4 048	3 167	-	-	7 215
Nombre de salariés temporaires	384	301	-	-	685
Nombre de salariés au nombre d'heures non garanti	-	-	-	-	0
Nombre de salariés à temps plein	3 878	3 259	-	-	7 137
Nombre de salariés à temps partiel	554	209	-	-	763

	31/12/2024				
	Femme	Homme	Autres	Non déclaré	TOTAL
Nombre de salariés	3 853	3 088	-	-	6 941
Nombre de salariés permanents	3 614	2 890	-	-	6 504
Nombre de salariés temporaires	239	198	-	-	437
Nombre de salariés au nombre d'heures non garanti	-	-	-	-	-
Nombre de salariés à temps plein	3 360	2 889	-	-	6 249
Nombre de salariés à temps partiel	493	199	-	-	692

(1) Pour plus de précisions sur le périmètre couvert et les détails de calcul, se référer à l'annexe - Informations sociales.

(2) Genre tel que spécifié par les salariés eux-mêmes.

(3) La distinction entre salariés à temps plein et salariés à temps partiel est facultative.

Répartition de travailleurs non-salariés - Effectifs ⁽¹⁾

	31/12/2025				
	Femme	Homme	Autres	Non communiqué	TOTAL
Nombre de travailleurs non-salariés	-	-	-	-	118

Répartition du nombre de salariés par type de contrat, ventilées par région – effectifs ⁽²⁾

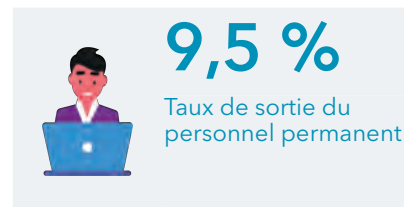
	31/12/2025				
	France	EMEA ⁽¹⁾	AMER	APAC ⁽²⁾	TOTAL
Nombre de salariés	4 895	1 627	-	1 378	7 900
Nombre de salariés permanents	4 596	1 333	-	1 286	7 215
Nombre de salariés temporaires	299	294	-	92	685
Nombre de salariés au nombre d'heures non garanti	-	-	-	-	0
Nombre de salariés à temps plein	4 320	1 458	-	1 359	7 137
Nombre de salariés à temps partiel	575	169	-	19	763

	31/12/2024				
	France	EMEA ⁽¹⁾	AMER	APAC ⁽²⁾	TOTAL
Nombre de salariés	4 765	361	-	1 815	6 941
Nombre de salariés permanents	4 415	358	-	1 731	6 504
Nombre de salariés temporaires	350	3	-	84	437
Nombre de salariés au nombre d'heures non garanti	-	-	-	-	-
Nombre de salariés à temps plein	4 144	343	-	1 762	6 249
Nombre de salariés à temps partiel	621	18	-	53	692

(1) EMEA : Europe (hors France), Moyen-Orient & Afrique.

(2) APAC : zone Asie-Pacifique.

Rotation des salariés au cours de la période de référence



(1) Travailleurs non-salariés présents au 31 décembre de l'année de référence.

(2) La distinction entre salariés à temps plein et salariés à temps partiel est facultative.

3.3.2.3 Une politique de ressources humaines à trois dimensions

BRED Banque Populaire inscrit sa politique sociale dans une logique de création de valeur durable pour ses collaborateurs, en visant à la fois le développement des compétences, la qualité de vie au travail et l'engagement des équipes.

En France, la politique ressources humaines de BRED Banque Populaire contribue ainsi directement à la performance et à la compétitivité de l'entreprise en s'appuyant sur :

- le développement et la valorisation des compétences ;
- le renforcement de l'engagement et de la satisfaction au travail, appuyé par des actions ciblées en matière de bien-être et de qualité de vie au travail ;
- la mise en place de dispositifs de reconnaissance individuelle et collective.

Cette politique qui s'articule autour de la valorisation de tous les talents, dans le respect des différences et de l'égalité des chances, soutenue par un dialogue social de qualité, constitue par ailleurs un axe fort de la politique RSE de BRED Banque Populaire.

3.3.2.3.1 Attractivité, fidélisation et engagement

L'attractivité, la fidélisation et l'engagement des collaborateurs sont des enjeux essentiels de la stratégie RH de BRED Banque Populaire qui influencent directement sa performance durable.

Attirer les talents commence par la communication de messages forts au moment du recrutement, qui mettent en avant les valeurs d'entreprise authentiques, des opportunités de développement professionnel continu et des conditions de travail favorables qui répondent aux attentes des candidats sur le marché et notamment des nouvelles générations. La fidélisation des employés, quant à elle, repose sur la mise en place de programmes de rétention efficaces, tels que des politiques de mobilité dynamiques, des politiques de reconnaissance individuelles et collectives et des outils de feedback réguliers et constructifs.

Politique de recrutement

La politique de recrutement de BRED Banque Populaire s'articule autour de la **valorisation de tous les talents**, dans le respect des différences, de **l'égalité des chances** et de la **diversité des profils**, qu'il s'agisse de recrutements externes ou de **mobilité interne**. Les décisions d'embauche et d'évolution reposent sur des critères objectifs **liés aux compétences**, au potentiel et à l'adéquation au poste, excluant toute forme de discrimination. BRED Banque Populaire veille à rédiger ses offres sans distinction de genre, à respecter des processus de sélection structurés visant à limiter les biais.

La politique de recrutement de BRED Banque Populaire s'inscrit au cœur de sa responsabilité sociale, au service d'une croissance durable, responsable et inclusive.

Intégration renforcée des nouveaux entrants

En France, BRED Banque Populaire déploie un dispositif d'onboarding structuré visant à sécuriser la prise de fonction, à faciliter l'appropriation de la culture de l'entreprise et à renforcer la fidélisation des nouveaux entrants. Ce dispositif repose sur :



Faire des collaborateurs de BRED Banque Populaire des ambassadeurs

Les collaborateurs de BRED Banque Populaire prennent la parole sur les réseaux sociaux pour promouvoir leurs métiers, partager les coulisses de leur quotidien et valoriser leurs engagements. Ils contribuent au recrutement en participant à des actions de promotion auprès des écoles partenaires et en cooptant des candidats.

En faisant de ses collaborateurs de véritables ambassadeurs, BRED Banque Populaire renforce son attractivité employeur, consolide la confiance dans sa marque et déploie une stratégie de recrutement fondée sur l'équité, l'engagement et le bien-être de ses collaborateurs.

Développer les interactions entre entreprises du groupe BPCE

BRED Banque Populaire participe aux réunions de filières entre responsables RH du groupe BPCE afin de partager et capitaliser sur les bonnes pratiques des entreprises du groupe BPCE, mais également dans une logique de référentiel commun (logiciel de candidatures, techniques d'entretiens, ...). Les prestataires externes font l'objet d'accords et de partenariats mutualisés, donnant lieu à des comparatifs et retours d'expérience qui dynamisent et harmonisent la gestion des recrutements au niveau du Groupe.

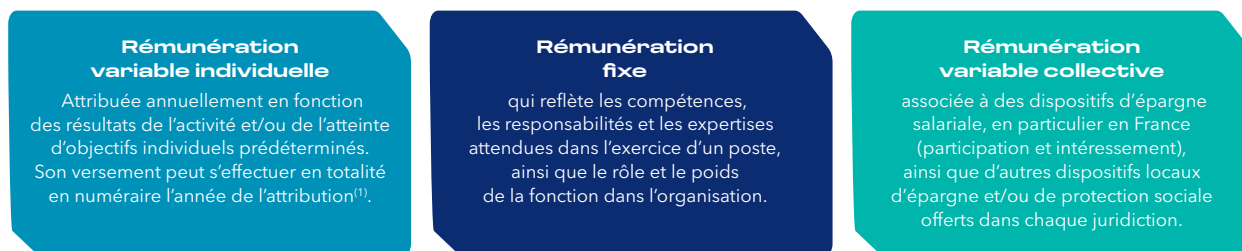
Politique de rémunération

La politique de rémunération est structurée pour favoriser l'engagement des collaborateurs sur le long terme et renforcer l'attractivité de l'entreprise. Elle reflète la performance individuelle et collective des métiers et des collaborateurs.

Au sein de l'UES, pour s'assurer que sa politique de rémunération reste alignée avec les pratiques du marché, BRED Banque Populaire compare ses pratiques à celles d'autres banques comparables en France en utilisant des outils de benchmark reconnus. Ces études permettent d'assurer que la politique de rémunération reste compétitive et adaptée pour chacun des métiers et entités de BRED Banque Populaire.

La politique de rémunération intègre également les objectifs fondamentaux d'égalité professionnelle et de non-discrimination. À ce titre, BRED Banque Populaire veille notamment à l'équité de traitement en matière de rémunération entre les femmes et les hommes.

La rémunération des collaborateurs de BRED Banque Populaire se structure autour des trois composantes suivantes :



(1) Dans une logique de maîtrise des risques et pour se conformer à la réglementation CRD V⁽¹⁾, pour certains collaborateurs ayant le statut MRT (material risk taker, preneur de risque), le paiement peut aussi être en partie différé, indexé sur un instrument financier et soumis à conditions.

Les objectifs et grands principes de la politique de rémunération de BRED Banque Populaire s'appliquent à l'ensemble de ses collaborateurs dans l'Union Économique Sociale (UES ⁽²⁾). Cette politique est déclinée au sein de toutes les lignes métiers, directions fonctionnelles et entités de BRED Banque Populaire selon leurs spécificités et pratiques de marché, et dans le respect des législations locales et des réglementations qui s'appliquent à elles. Les collaborateurs hors union économique et sociale (UES) et les filiales étrangères, qui sont soumises à des réglementations spécifiques, disposent d'une politique de rémunération en propre.

Dans le cadre de la NAO (négociation annuelle obligatoire), les partenaires sociaux négocient pour aboutir à des budgets qui permettront d'agir sur les rémunérations individuelles et collectives. Par ailleurs, d'autres éléments constituant des périphériques de rémunérations peuvent être négociés dans ce cadre. À titre d'exemple, on peut y trouver des mesures liées à la stratégie RSE, comme l'augmentation de la prise en charge des abonnements aux sociétés de transports collectifs.

Enfin, les mécanismes d'épargne salariale (incluant la participation et l'intéressement), ainsi que les dispositifs de protection sociale (frais de santé, prévoyance) sont par ailleurs encadrés par des accords collectifs négociés avec les partenaires sociaux. En matière de retraite, les salariés de BRED Banque Populaire peuvent bénéficier de régimes de retraite supplémentaire, dont les caractéristiques sont fixées conformément aux législations locales et selon les pratiques et politiques RH définies localement.

Salaires décents

Tous les collaborateurs de BRED Banque Populaire perçoivent un salaire décent conformément aux indices de référence applicables. Le salaire décent se réfère aux salaires minimums sociaux fixés par la législation ou par les négociations collectives ou aux indices de référence applicables. Des contrôles sont effectués en interne et par le groupe BPCE pour s'assurer que les rémunérations respectent bien les minimums par classifications définies dans la convention collective.

(1) Règlement CRD V : la directive « CRD V » est centrée sur les questions d'agrément, de gouvernance, de supervision, d'exigences complémentaires de fonds propres (« pilier 2 »), de coussins de fonds propres, de surveillance consolidée, de rémunération, de sanctions et d'échange d'informations.

(2) Les entités intégrées dans l'UES et comportant des salariés sont : BRED S.A., Adaxtra, Cofilease, Promepar Asset Management, Soredom, Sofider.

Index d'égalité professionnelle

Il s'agit d'un outil visant à calculer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes dans l'entreprise. Il est obligatoire pour toute entreprise présentant au moins 50 salariés au cours de l'année écoulée.



Note globale	Score 2025	Score 2024
Écart de rémunération	2,74 %	2,72 %
Écart de répartition des augmentations individuelles	- 4,36 %	- 5,17 %
Écart de répartition des promotions	- 0,32 %	- 2,86 %
Taux de salariés augmentés au retour de congés maternité/adoption	100,00 %	100,00 %
Répartition par genre des 10 salariés ayant les + hautes rémunérations	1	3

Ratio de rémunération totale annuelle⁽¹⁾

	31/12/2025	31/12/2024
BRED Banque Populaire	16,15	13,60

Le développement des compétences au cœur des politiques RH

BRED Banque Populaire s'investit dans l'employabilité à long terme de ses collaborateurs en leur offrant la possibilité de s'enrichir de nouvelles expériences via des opportunités de carrière valorisantes et le développement en continu de nouvelles compétences. La politique de développement des compétences de BRED Banque Populaire s'inscrit dans un contexte évolutif de ses métiers et de forte concurrence. Cela concerne tant les compétences nouvelles à développer, que les compétences qui méritent d'être renforcées en vue de faciliter le parcours professionnel des salariés.

Par ailleurs, BRED Banque Populaire interagit avec les effectifs de ses filiales dans le cadre du déploiement des formations obligatoires. Les DRH de chaque filiale s'assurent du respect des réglementations locales (voir section 3.3.2.4 Entités hors UES en France et à l'International).

Un plan de développement des compétences aligné sur la stratégie

Les orientations de la formation au sein de BRED Banque Populaire répondent aux orientations stratégiques du plan stratégique 2027 « Aligner les énergies » qui s'articule autour de trois grands axes : développement, RSE et équipes.

Dans ce cadre, quatre orientations de formation ont été identifiées comme prioritaires :

- accompagner la nouvelle organisation du réseau ;
- développer les compétences managériales ;
- soutenir l'évolution des métiers d'expertise et des fonctions supports ;
- renforcer la pédagogie des formations réglementaires.

BRED Banque Populaire s'appuie lorsque possible sur les propositions de formation du Campus BPCE.

Ventilation par genre des salariés ayant participé à des évaluations régulières de leur performance et du développement de leur carrière⁽²⁾

Sexe	31/12/2025		31/12/2024	
	Nombre de salariés	%	Nombre de salariés	%
Masculin	2 082	59,88	1 706	59,03
Féminin	2 424	65,74	2 498	69,12
Autre	-	-	-	-
Non déclaré	-	-	-	-
TOTAL SALARIÉS	4 506	62,45	4 204	64,64

(1) L'indicateur porte sur les salariés en CDI à temps plein sur la période de référence.

(2) Cet indicateur porte sur les entretiens relatifs à la performance, au développement de carrière et à l'évaluation professionnelle des salariés en CDI et toujours présents à la fin de la période de référence.

Nombre moyen d'heures de formation par type de contrat et par genre

	31/12/2025				
	Femme	Homme	Autres	Non déclaré	TOTAL
Nombre moyen d'heures de formation ⁽¹⁾	30,29	31,14	-	-	30,66
Salariés permanents	31,05	32,88	-	-	31,85
Salariés temporaires	22,22	12,87	-	-	18,11
Salariés au nombre d'heures non garanti	-	-	-	-	-

	31/12/2024				
	Femme	Homme	Autres	Non déclaré	TOTAL
Nombre moyen d'heures de formation	44,00	49,00	-	-	46,00
Salariés permanents	27,00	28,00	-	-	27,00
Salariés temporaires	14,47	20,44	-	-	16,79
Salariés au nombre d'heures non garanti	-	-	-	-	-

(1) Le calcul est effectué sur la base des heures de formations réalisées sur l'année de référence. L'évolution à la baisse des heures de formation est majoritairement due au décalage à début 2025 de la date limite pour compléter certaines formations.

Accompagner la nouvelle organisation du réseau

Dans le cadre de la réorganisation du réseau, il a été convenu de mettre en place un dispositif de formation pour accompagner et sécuriser la prise de poste des managers. L'objectif est de développer les compétences managériales autour d'un modèle uni. Dans le prolongement des trois valeurs choisies pour porter l'ambition de BRED Banque Populaire – CONQUÉRANT, HUMAIN, ENGAGÉ – le modèle managérial de la Banque a été repensé en 2025 et sera partagé puis décliné en 2026 afin de répondre aux objectifs de son plan stratégique.

BRED Banque Populaire répond à ses obligations réglementaires en termes de formation pour s'assurer de l'appropriation par l'ensemble des équipes concernées des règles qui s'imposent à l'activité de banque-assurance. Une cartographie des formations réglementaires obligatoires (FRO) qui mentionne les obligations, les sources réglementaires, les emplois concernés est rédigée par le Campus BPCE et transposée par BRED Banque Populaire. À ce titre BRED Banque Populaire travaille à renforcer la pédagogie des formations réglementaires obligatoires. Elle assure également la mise en œuvre d'un dispositif complet de formation couvrant plusieurs aspects essentiels liés à la conformité, l'éthique professionnelle, la lutte contre la corruption, la protection des données, etc. Une attention particulière est portée au suivi de la réalisation des FRO en prenant appui sur la ligne hiérarchique.

Baromètre d'écoute et d'engagement collaborateurs

Le baromètre d'écoute collaborateurs « Diapason », administré par un organisme externe et indépendant IPSOS, est devenu un outil d'écoute clé des collaborateurs.

Le baromètre, adressé aux collaborateurs sous forme de questionnaire, permet de mesurer le niveau d'information, d'adhésion, de confiance des collaborateurs autour du projet stratégique de BRED Banque Populaire et de mesurer l'engagement des collaborateurs.

En 2025, les résultats du baromètre Diapason chez BRED Banque populaire :

- 4 736 répondants ;
- 65,9 % de taux de participation ;
- 84 % de taux d'engagement ;
- 90 % de collaborateurs confiants dans l'avenir de leur entreprise.

Au-delà de permettre un dialogue constructif dans une logique de progrès continu, les résultats du baromètre fournissent des indicateurs de performance sociale, des outils de soutien à la ligne managériale et contribuent à renforcer l'innovation RH et le dialogue social.

Mobilité interne et accompagnement des projets et parcours des collaborateurs

BRED Banque Populaire fait de la mobilité interne l'une de ses priorités pour développer la fidélisation et l'engagement de ses talents. Des dispositifs sont mis à la disposition des collaborateurs pour dynamiser la mobilité interne :

- un espace mobilité interne sur l'intranet de l'entreprise, pour faciliter l'accès aux opportunités disponibles à l'ensemble des collaborateurs des entreprises de BRED Banque Populaire ;
- des webinaires organisés pour favoriser la meilleure connaissance des métiers.

BRED Banque Populaire déploie une politique volontariste de mobilité interne, sur l'ensemble de ses territoires en France comme à l'international, permettant aux collaborateurs de construire des trajectoires professionnelles diversifiées, de développer leurs compétences et de sécuriser leur employabilité dans la durée.

BRED Banque Populaire s'appuie également sur les dispositifs de mobilité du groupe BPCE afin d'élargir les perspectives de carrière de ses collaborateurs. Les passerelles entre entités et métiers, favorisent la mobilité des talents, le partage de compétences et d'expertises, contribuant ainsi à la performance collective du groupe BPCE et au développement de son image employeur.

3.3.2.3.2 Dialogue social et conditions de travail

Dialogue social dynamique

Le dialogue social repose sur un ensemble d'interactions tant au sein de la filière Ressources Humaines / Relations Sociales de la DRH de BRED Banque Populaire qu'avec les Représentants du Personnel de la branche ou du groupe BPCE.

Les Représentants du Personnel sont des interlocuteurs de proximité BRED Banque Populaire permettant de remonter les préoccupations et questions que les collaborateurs se posent et d'obtenir des réponses. La négociation des accords collectifs ⁽¹⁾ (4 accords collectifs pour 2025) est menée avec les délégués syndicaux. Lors de la signature des accords, une communication est faite auprès de l'ensemble des salariés concernés.

Au sein de BRED Banque Populaire, il existe quatre comités sociaux et économiques régionaux et un comité social et économique central (CSE central). Cette modalité permet de positionner le dialogue social au plus près de ses territoires puisque les implantations à La Réunion, en Martinique et en Guadeloupe disposent de leurs propres instances.

Couverture des négociations collectives et dialogue social



Taux de couverture des négociations collectives et du dialogue social

Taux de couverture	31/12/2025		
	Couverture des négociations collectives		Dialogue social
	Salariés - EEE (pour les pays > 50 salariés représentant > 10 % du total des salariés)	Salariés - non EEE (estimation pour les régions avec > 50 salariés représentant > 10 % du total des salariés)	Représentation sur le lieu de travail (EEE uniquement) (pour les pays avec > 50 salariés représentant > 10 % du total des salariés)
0-19 %	-	-	-
20-39 %	-	-	-
40-59 %	-	-	-
60-79 %	-	APAC	-
80-100 %	France	EMEA	France

Taux de couverture	31/12/2024		
	Couverture des négociations collectives		Dialogue social
	Salariés - EEE (pour les pays > 50 salariés représentant > 10 % du total des salariés)	Salariés - non EEE (estimation pour les régions avec > 50 salariés représentant > 10 % du total des salariés)	Représentation sur le lieu de travail (EEE uniquement) (pour les pays avec > 50 salariés représentant > 10 % du total des salariés)
0-19 %	-	-	-
20-39 %	-	-	-
40-59 %	-	-	-
60-79 %	-	APAC	-
80-100 %	France	-	France

(1) Pour 2025 Égalité Hommes Femmes, Intéressement, dons de jours / proches aidants et renouvellement QVCT.

(2) Les salariés couverts par une convention collective sont les CDD, CDI, Alternants et VIE présents à la fin de la période de référence.

En matière de protection sociale (santé et prévoyance)

En France, l'ensemble des collaborateurs dispose d'une protection sociale couvrant les cinq événements majeurs de la vie : maladie, chômage, accident du travail et handicap, congé parental et départ à la retraite. Pour l'international, selon les dispositifs légaux et les pratiques locales des pays dans lesquels la Banque est implantée, tous les collaborateurs bénéficient d'une couverture sociale en santé et/ou en prévoyance⁽¹⁾.

Dans les différents pays d'implantation, les dispositifs de protection sociale et d'avantages sociaux ouverts aux collaborateurs tiennent compte, non seulement des législations et réglementations applicables, mais aussi des pratiques de marché. À travers les dispositifs en place, BRED Banque Populaire s'assure que les collaborateurs ou leurs ayants droit, bénéficient d'une couverture en cas, par exemple, de situation de santé pouvant entraîner une perte de revenus, telle que la maladie, la maternité ou l'accident du travail, ou en cas de décès. Au-delà des dispositifs légaux et conventionnels, selon les réglementations et pratiques des pays dans lesquels BRED Banque Populaire est implantée, les collaborateurs peuvent bénéficier d'une couverture sociale complémentaire en prévoyance et/ou en santé.

En France, BRED Banque Populaire, en vertu du code de la sécurité sociale, offre à l'ensemble de ses collaborateurs une couverture de protection sociale complémentaire complète au travers de régimes collectifs de remboursement de frais de santé et de prévoyance incapacité, invalidité et décès. La politique en matière de protection sociale est directement pilotée par la direction des Ressources Humaines. Par ailleurs du fait de l'appartenance à la Branche Banque Populaire, les collaborateurs sont couverts en prévoyance par un régime négocié au niveau de la Branche Banque Populaire, leur régime santé étant quant à lui négocié au niveau de chaque Banque Populaire. S'agissant des avantages sociaux dont bénéficient les collaborateurs, BRED Banque Populaire s'applique à mettre en œuvre un dispositif de pilotage adapté et respectueux de la réglementation, destiné à limiter au maximum les risques notamment URSSAF. En matière de retraite, les salariés du groupe BPCE peuvent bénéficier de régimes de retraite supplémentaire, dont les caractéristiques sont fixées conformément aux législations locales et selon les pratiques et politiques RH définies localement. Chez BRED Banque Populaire, il existe un dispositif de cotisation majorée de retraite complémentaire.

Qualité de vie au travail, prévention des risques et sécurité au travail

LA QVCT une dynamique d'action collective

La qualité de vie et des conditions de travail est une dynamique d'action collective et concertée des salariés, des managers, des dirigeants, des acteurs de la santé au travail et de l'assistance sociale, et des partenaires sociaux.

Chez BRED Banque Populaire, la création d'une mission de référent QVCT (qualité de vie et conditions de travail) permet une définition et une réalisation des actions au plus près du terrain selon le contexte propre aux entreprises.

Sur le périmètre de l'Unité Économique et Sociale, un accord sur la QVCT (Qualité de Vie et des Conditions de Travail) a été renouvelé avec les partenaires sociaux. C'est une déclinaison de l'accord de branche, renforcé avec des engagements plus formels pour l'entreprise. Le sujet de la charge de travail y est abordé comme la libre expression des salariés dans le cadre d'entretiens de managements participatifs.

Des accords sont partagés au niveau national avec les délégués syndicaux de branche au niveau des Branches Banque Populaire (BP). Ils font l'objet d'une diffusion aux entreprises adhérentes avec pour objectif d'informer leurs services chargés de la mise en œuvre de l'accord (directions immobilière, commerciale, service sécurité...), des représentants du personnel et des personnels concernés. En 2025, un accord a été signé sur la gestion des emplois et des parcours professionnels en entreprise (GEPP).

Dans le cadre de sa politique sociale et de gestion responsable des emplois, BRED Banque Populaire applique les dispositions de l'accord de Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) du groupe BPCE conclu pour la période 2025-2028. Cet accord de groupe fixe un cadre commun que BRED Banque Populaire décline au niveau de l'entreprise, en matière de développement des compétences (parcours de formation structurés via les Campus métiers, Tech & Digital, Managers et Impact/ESG, avec l'objectif de montée en compétences de l'ensemble des collaborateurs), d'accompagnement des évolutions des métiers et de l'intégration de l'intelligence artificielle dans une approche éthique et responsable (sensibilisation, formation et contrôle des usages).

Il organise également une politique active d'attractivité et d'insertion (développement de l'alternance et de la diversité des recrutements, dispositifs d'onboarding renforcé), ainsi que des dispositifs de mobilité professionnelle et géographique (mobilités intra-groupe sécurisées, congé de mobilité, accompagnement financier et RH des transitions professionnelles). L'accord prévoit enfin des mesures spécifiques pour les salariés expérimentés et les fins de carrière (temps partiel et congé de fin de carrière, aménagement des conditions de travail, mécénat de compétences), ainsi qu'un cadre de dialogue social structuré (Comité stratégique, Observatoire des métiers, commission de suivi) permettant de piloter dans la durée les impacts emploi-compétences de la stratégie du Groupe, auxquels BRED Banque Populaire se conforme.

(1) A l'exception des entités présentes sur les îles Fidji ou Solomon pour lesquelles les salariés en CDD n'ont pas de couverture sociale.

En matière de QVCT, BRED Banque Populaire s'est fixée plusieurs cibles :

Positionner le management et les relations de travail au cœur de la QVCT

Il est essentiel pour BRED Banque Populaire de promouvoir un environnement de travail respectueux et bienveillant.

Pour cela, plusieurs actions sont mises en place pour un management efficient :

- communication renforcée de la hiérarchie sur les objectifs globaux et locaux ;
- devoir d'exemplarité de chacun, notamment par la mise en place de procédés ludiques « *nudges* » rappelant les règles de respect, d'écoute et de confiance ;
- groupes de discussion et d'échange par métier ou entité ;
- lors des Appréciations Périodiques d'Activité (APA), focus sur la charge de travail et l'équilibre vie professionnelle - vie personnelle ;
- mise en place d'équipe test dit « d'auto-régulation » favorisant la concertation avec les équipes et invitant à une intervention managériale réduite ;

- encouragement du droit à la déconnexion, par l'ajout d'un rappel dans les courriels informant les salariés qu'il n'y a pas d'obligation d'y répondre en dehors du temps de travail ;

- incitation aux prises d'initiative par le droit à l'erreur ;

- poursuite des actions de formation pour accompagner les managers ;

- suivi renforcé des incivilités et formation en présentiel des nouveaux entrants à cette thématique.

Transformer l'organisation et l'environnement de travail, un levier QVCT

Pour BRED Banque Populaire, la transformation de l'organisation et de l'environnement de travail est un levier de QVCT. Ainsi la Banque souhaite mettre en place des organisations agiles, anticiper les transformations par une communication porteuse de sens, promouvoir des modes de travail fondés sur la confiance et l'autonomie, et adapter l'environnement physique de travail.

Ainsi cette transformation s'appuie sur :

- la mise en place de pilotes pour chaque réorganisation importante, avec restitution aux salariés concernés ;
- l'adaptation des espaces (réduction des nuisances sonores, création d'espaces de convivialité et de détente).

Métriques d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée



Ventilation par genre du pourcentage de salariés ayant droit et ayant pris des congés familiaux

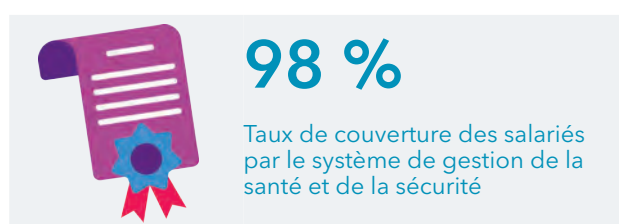
	31/12/2025		
	Femme	Homme	Total
Taux de salariés ayant droit aux congés familiaux	97,18 %	98,10 %	97,58 %
Taux de salariés ayant pris des congés familiaux	10,87 %	5,50 %	8,50 %

	31/12/2024		
	Femme	Homme	Total
Taux de salariés ayant droit aux congés familiaux	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Taux de salariés ayant pris des congés familiaux	10,40 %	8,39 %	9,50 %

Prévention des risques et sécurité au travail

Le département de la Direction de l'Immobilier, de la Sécurité, de la Logistique et de l'Environnement (DISL.E) de BRED Banque Populaire déploie des opérations spécifiques d'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurisation des environnements de travail (la surveillance et le contrôle des accès, et la protection des locaux). Outre cela, sont mis en place des dispositifs classiques de suivi et de prévention comme la visite médicale obligatoire tous les deux ans pour chaque collaborateur.

Le taux de gravité et le taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt sont suivis dans le cadre du plan d'action contre le stress mis en place depuis 2011.



Préserver la santé au travail par l'organisation du travail et l'accompagnement

Cela passe par la simplification et la bonne appropriation des outils numériques, l'accompagnement des situations individuelles sensibles, le soutien aux aidants, l'évaluation et la prévention des risques professionnels, ainsi que l'adaptation des organisations en cas de situations exceptionnelles.

BRED Banque Populaire s'engage notamment à :

- tester tout nouvel outil numérique avec un pilote représentant les salariés concernés ;
- créer des référents informatiques par Direction et une équipe Teams dédiée aux problèmes informatiques ;
- accompagner au mieux les longues absences et favoriser, au retour, des affectations conciliant vie professionnelle et vie personnelle.

3.

Santé et Sécurité au travail

	31/12/2025	31/12/2024
Nombre de décès dus à des accidents du travail ou des maladies professionnelles	0	1
Nombre d'accidents du travail sur la période ⁽¹⁾	101	95
Taux d'accidents du travail (en %)	7,97	9,11
Nombre de jours perdus en raison d'accidents du travail	6 718	1 790,50
Nombre de cas de maladies professionnelles	0	0

(1) Les accidents du travail et les maladies professionnelles portent uniquement sur les CDI et CDD.

Sur le site intranet BRED Banque Populaire, une rubrique spécifique est à la disposition de la médecine du travail où un certain nombre de risques comme les troubles musculosquelettiques, la lutte contre le tabac ou les risques psychosociaux sont abordés. La médecine du travail lutte également contre le stress au travail et aide à prévenir ou détecter, le cas échéant, des maladies professionnelles.

Dans le cadre de la transparence existant au sein de BRED Banque Populaire, tous les trimestres les représentants du personnel sont informés du nombre d'accidents du travail, des circonstances de l'accident et le cas échéant des mesures prises par BRED Banque Populaire pour éviter un renouvellement.

Les cas d'accidents graves font l'objet d'analyse d'enquête et de recherche des causes qui sont analysées par les services sécurité et les résultats sont partagés dans le cadre de réunions extraordinaires avec les représentants des personnels. Les éléments constitutifs de l'accident ou de la maladie professionnelle sont recensés sur la base des déclarations de la victime et déclarés à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de rattachement selon des procédures nationales.

Dispositifs d'écoute et prévention des risques psycho-sociaux

Face au constat d'évolution des chiffres des incivilités sur le territoire national, à titre préventif, le groupe BPCE a décidé, dès 2023, de renforcer les mesures de déclaration des incivilités. Le dispositif comporte un outil de déclarations, un workflow de gestion et de traitement, un programme de formation innovant à partir de réalité virtuelle, des guides de sensibilisation adaptés aux managers et aux salariés, et des mesures d'accompagnement des victimes (assistance psychologique, assistance juridique...). BRED Banque Populaire qui avait déjà un outil propre a rejoint ce dispositif en 2025.

Par ailleurs, il existe différents canaux de remontée des préoccupations des collaborateurs. Ils peuvent notamment se rapprocher de leur manager et de leur Responsable Ressources Humaines. Leurs réclamations peuvent également se faire via les Représentants du Personnel ou les organisations syndicales. L'inspection du travail peut aussi être sollicitée directement par les collaborateurs.

Au niveau de BRED Banque Populaire, le dialogue social permet la mise en place de rencontres rapides, lorsque les partenaires sociaux sollicitent la Direction. En outre, ils peuvent exercer leur droit d'alerte. Dans ce cas, une enquête paritaire est mise en place et des entretiens sont conduits afin de faire la lumière sur une situation délicate. À l'issue de cette enquête, BRED Banque Populaire prend le cas échéant une mesure et celle-ci est portée à la connaissance du CSE. Cette mesure peut être une sanction de premier niveau ou une rétrogradation ou encore un licenciement. Enfin, il existe des échanges réguliers dans le cadre des instances représentantes du personnel (IRP) qui permettent la remontée de difficultés.

En matière de prévention des risques, le DUERP (Document d'Évaluation des Risques Professionnels) est mis à jour régulièrement. Il en existe un par établissement. Ce document est le fruit d'un travail conjoint entre représentants du personnel et DRH. Il s'élabore au sein de chaque CSSCT (Commission santé sécurité et conditions de travail). Il est à noter que, chez BRED Banque Populaire, alors que la législation ne l'obligeait pas, la gouvernance a souhaité la mise en place de ce type de commissions même dans les territoires où les effectifs sont inférieurs à ceux exigeant la mise en place de telles instances, tels que les territoires ultramarins.

BRED Banque Populaire propose aux collaborateurs des prestataires spécialisés dans l'accompagnement psychologique afin de prévenir les risques psychosociaux. Les collaborateurs ont ainsi librement accès à une plateforme téléphonique d'écoute en toute confidentialité. Les prestataires référencés interviennent aussi ponctuellement à la demande des entreprises pour accompagner des situations de crise.

Promotion des activités sportives et culturelles

Dans le cadre de l'épanouissement des salariés, BRED accorde à chaque CSE une subvention pour les activités sociales et culturelles. Cette subvention est assise sur la masse salariale et peut varier de 1,65 % à plus de 2 % de la masse salariale selon l'établissement. Cette mesure a fait l'objet d'un accord avec les partenaires sociaux. Avec cette subvention, le CSE organise comme il l'entend et surtout sans ingérence de la Direction, une politique sociale et culturelle.

Par ailleurs et indépendamment du versement de la subvention pour activité sociale et culturelle, BRED consciente de l'importance du sport et des activités culturelles dans la satisfaction au travail, facilite, dans la mesure de ses possibilités, les activités sportives en mettant des locaux à la disposition des collaborateurs dans ces deux principaux sièges.

En agissant sur la qualité du management, les conditions de travail, la reconnaissance et la participation des salariés au projet d'entreprise, BRED Banque Populaire permet de développer l'engagement durable de ses collaborateurs, où chacun souhaite s'investir sur le temps long.

3.3.2.3 Favoriser l'égalité des chances et lutter contre les discriminations

Politiques d'égalité professionnelle

Les équipes RH de BRED Banque Populaire constituent le point d'entrée en matière de politique Diversité, Équité & Inclusion. Conformément à la politique en matière d'égalité professionnelle, les plans d'action entrepris se déclinent en trois thèmes :

- les actions en matière d'égalité professionnelle ;
- les actions en matière de handicap ;
- les actions en matière de lutte contre les discriminations et le harcèlement.

Un accord égalité femmes-hommes a été renouvelé en 2025, s'enrichissant de dispositifs supplémentaires en faveur de l'égalité de genre. Les engagements de cet accord sont plus contraignants que ceux figurant dans le dispositif du groupe BPCE. À titre d'exemple, l'accord fixe un quota de nomination de femmes hors classe, niveau de classification dans lequel l'entreprise est amenée à détecter de futures dirigeantes.

L'accord égalité femmes-hommes fait l'objet de suivi dans la commission dédiée au niveau du CSE central, ainsi qu'un rapport complet : le rapport sur la situation comparée. Ce rapport permet de dresser le bilan quantitatif et qualitatif des actions déployées. Cette commission s'inscrit dans une démarche d'échanges constructifs avec les représentants du personnel.

L'ensemble des accords signés s'appliquent à l'Unité Économique et Sociale (UES).

Actions en matière d'égalité professionnelle

En matière d'égalité professionnelle, plusieurs actions correctrices sont appliquées pour prévenir les risques de discriminations et favoriser l'égalité.

Actions concernant la rémunération

Celles-ci font l'objet d'un suivi annuel, notamment dans le cadre de la production de l'Index d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et des négociations annuelles obligatoires avec les représentants du personnel.



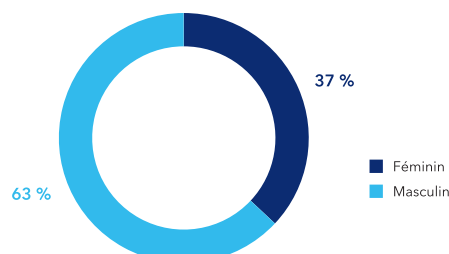
Dans une démarche de transparence, BRED fait l'objet d'un audit annualisé des rémunérations réalisé par la société SECAFI. Cette société intervient pour le compte des organisations syndicales qui bénéficie des résultats de son étude et de son interprétation.

Par ailleurs, pour s'assurer que les rémunérations pratiquées en interne respectent les principes d'équité et d'adéquation avec le marché du travail, la DRH fait appel à la société LHH qui réalise une étude annuelle complète sur le sujet.

Et enfin, les écarts de rémunération entre hommes et femmes font l'objet d'un suivi annuel particulier dans le cadre du budget égalité professionnelle. Ainsi, une enveloppe de 135 000 euros par an à usage de la DRH est réservée pour réduire les écarts constatés et non justifiés par la nature et/ou le positionnement de l'emploi.

En matière de parentalité : BRED Banque Populaire veille à ce que le congé maternité ne soit pas un frein à l'évolution professionnelle et à la rémunération des femmes. Ainsi, en France, les femmes en retour de maternité bénéficient de la moyenne des augmentations accordées aux collaborateurs conformément aux dispositions légales applicables en France. L'accord égalité femmes/hommes améliore très nettement ce dispositif d'accompagnement salarial des femmes en retour de congés maternité ou des salariées de retour de congés adoption, puisqu'il prévoit un

plancher d'augmentation de 700 €. En complément, il se base sur un exercice entier pour apprécier les évolutions des rémunérations servant de base au calcul de la revalorisation et non pas simplement pendant la durée du congé maternité légal.



3.

Répartition par genre au niveau de l'encadrement supérieur en nombre et en pourcentage

	31/12/2025	31/12/2024
% de femmes dans l'encadrement supérieur	36,71 %	35,34 %
% d'hommes dans l'encadrement supérieur	63,29 %	64,66 %
Nombre d'hommes dans l'encadrement supérieur	100	86
Nombre de femmes dans l'encadrement supérieur	58	47

Répartition des salariés par tranche d'âge en nombre et en pourcentage – Effectif

Tranches d'âge	31/12/2025		31/12/2024	
	Nombre de salariés (effectifs)	%	Nombre de salariés (effectifs)	%
< 30 ans	1 898	24,03	1 550	22,33
≥ 30 et < 50 ans	4 524	57,27	3 973	57,24
≥ 50 ans	1 478	18,71	1 418	20,43
Non reporté	-	-	-	-
TOTAL SALARIÉS	7 900	100,00	6 941	100,00

Diversification des recrutements

Les offres d'emploi sont formulées de manière neutre et objective et sont suivies conformément à l'Index d'égalité professionnelle. À travers sa politique de recrutement, BRED Banque Populaire vise à garantir le principe d'égalité de traitement et de non-discrimination. À titre d'exemple, tout recrutement de personne en situation de handicap est avant tout basé sur l'évaluation des compétences et l'ensemble des métiers est ouvert à toutes les différences. BRED Banque Populaire veille à soutenir la promotion de la mixité des métiers et à garantir le plus possible une phase finale de recrutement mixte. Les recruteurs disposent également de formations sur la non-discrimination à l'embauche.

D'autres initiatives portent sur la mise en avant de témoignages de femmes ou d'hommes exerçant des métiers où ils sont plus faiblement représentés afin de combattre les stéréotypes. À titre d'exemple, BRED Banque Populaire a déployé plusieurs initiatives telle

que la mise à disposition de podcasts autour de parcours inspirants de plusieurs collaboratrices de BRED Banque Populaire.

Le recrutement de jeunes talents

Le recrutement de jeunes talents constitue un levier stratégique majeur pour BRED Banque Populaire, à la croisée des enjeux de performance économique, de transformation des métiers et de responsabilité sociale. En ouvrant largement ses portes aux alternants, stagiaires, jeunes diplômés, VIE et aux demandeurs d'emploi formés via la Préparation Opérationnelle à l'Emploi Individuelle (POEI), BRED Banque Populaire fait de l'emploi des jeunes une voie d'accès privilégiée à des emplois durables, en particulier dans les métiers de la banque de proximité, de l'assurance, du digital, de la data et des fonctions support. Ces orientations s'inscrivent pleinement dans les priorités définies au niveau du groupe BPCE, qui fait de l'emploi des jeunes et de l'apprentissage un axe structurant de son accord GEPP 2025-2028.

L'intégration de ces jeunes publics permet à BRED Banque Populaire d'anticiper les évolutions de ses métiers et de sécuriser ses besoins en compétences dans la durée. Les jeunes apportent des regards neufs, une forte capacité d'adaptation et une aisance naturelle avec les usages numériques, les nouveaux modes de relation client et les attentes sociétales (impact environnemental, inclusion, équilibre des temps de vie, nouvelles formes de collaboration). Ils contribuent ainsi à diffuser une culture d'innovation au sein des équipes, à questionner et faire évoluer les pratiques existantes, et à renforcer la qualité de service rendue aux clients, en cohérence avec la trajectoire de transformation portée collectivement par le groupe BPCE.

Recruter des jeunes, c'est également organiser une véritable dynamique intergénérationnelle au sein de l'entreprise. Les dispositifs d'alternance, de stage, de tutorat et d'accompagnement favorisent la transmission structurée des savoir-faire et des cultures métiers : les collaborateurs expérimentés transmettent leur expertise, leur connaissance des clients et des territoires ; les jeunes, de leur côté, apportent de nouveaux outils, codes et repères. Cette complémentarité, encouragée au niveau du groupe BPCE, nourrit la cohésion des équipes, soutient la montée en compétences de chacun et renforce le sentiment d'appartenance, en ligne avec les engagements de BRED Banque Populaire en matière de gestion des emplois et des parcours professionnels.

Sur le plan social, la politique en faveur de l'emploi des jeunes s'inscrit dans une démarche assumée d'employeur responsable. En offrant des premières

expériences significatives, des parcours d'intégration structurés et des perspectives d'évolution, BRED Banque Populaire contribue à l'égalité des chances, à la lutte contre le chômage des jeunes et à la sécurisation des débuts de carrière.

Cette ambition rejoint les engagements du groupe BPCE en matière d'attractivité et d'insertion, et se traduit par des dispositifs d'accompagnement dédiés (suivi des alternants et stagiaires, bilans de fin de contrat, passerelles vers des emplois en CDI ou CDD, appui aux reconversions via la POEI) qui visent à transformer ces expériences en trajectoires professionnelles durables.

Enfin, cette orientation renforce l'attractivité employeur de BRED Banque Populaire dans un contexte de concurrence accrue sur les talents. En développant une marque employeur lisible et tournée vers les jeunes, en intensifiant les relations avec les établissements d'enseignement et en s'appuyant sur des collaborateurs ambassadeurs et des formats adaptés (événements dédiés, réseaux sociaux, contenus pédagogiques sur les métiers), BRED Banque Populaire se positionne comme un employeur qui investit dans l'avenir. Ce faisant, elle contribue, aux côtés des autres entités du groupe BPCE, à une performance durable alignant besoins de compétences, développement des personnes et impact social positif sur les territoires.

Actions liées au handicap

En 2025, le groupe BPCE a renouvelé son engagement en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap à travers la signature d'un accord non agréé pour la période 2025-2028. Cet accord est applicable à BRED Banque Populaire.

L'accord groupe BPCE définit des objectifs cibles au 31/12/2025 :

	Cible	Au 31/12/2025
Taux d'emploi ⁽¹⁾	6 %	2,70 %
Recrutement ⁽²⁾	200 personnes reconnues BOETH sur 3 ans, dont une part minimale de 30 % de CDI (soit un <i>minima</i> de 60)	27 personnes reconnues BOETH recrutées en 2025
Alternants ⁽³⁾	A minima 45 alternants en situation de handicap	1 personne reconnue BOETH recrutée en alternance en 2025

Maintenir et valoriser les actions favorisant les achats confiés aux structures du Secteur du Travail Protégé et Adapté (STPA) dans le cadre d'un engagement porté par la RSE et la direction des Achats solidaires

(1) Cibles fixées dans les accords agréés de branche BP en cohérence avec la législation française qui impose un minimum de 6 %.

(2) Recrutements pris en compte : CDI, CDD de plus de 6 mois ou contrats en alternance- professionnalisation ou d'apprentissage.

(3) Sur la durée de l'accord.

Au sein de BRED Banque Populaire, la politique handicap est pilotée par la Mission Handicap. Elle dispose d'un budget dédié.

Les leviers d'interventions explicités dans l'accord du groupe BPCE en vigueur sont les suivants :

- information auprès des collaborateurs qui rencontrent des difficultés de santé sur les dispositifs d'accompagnement spécifiques dont ils pourraient bénéficier ;

- accompagnement des salariés souhaitant entamer une demande de Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH) ;
- aide au financement de besoins de compensation du handicap dans un champ professionnel et personnel ;
- aménagement des formations (internes ou externes) en fonction des contraintes liées au handicap de la personne.



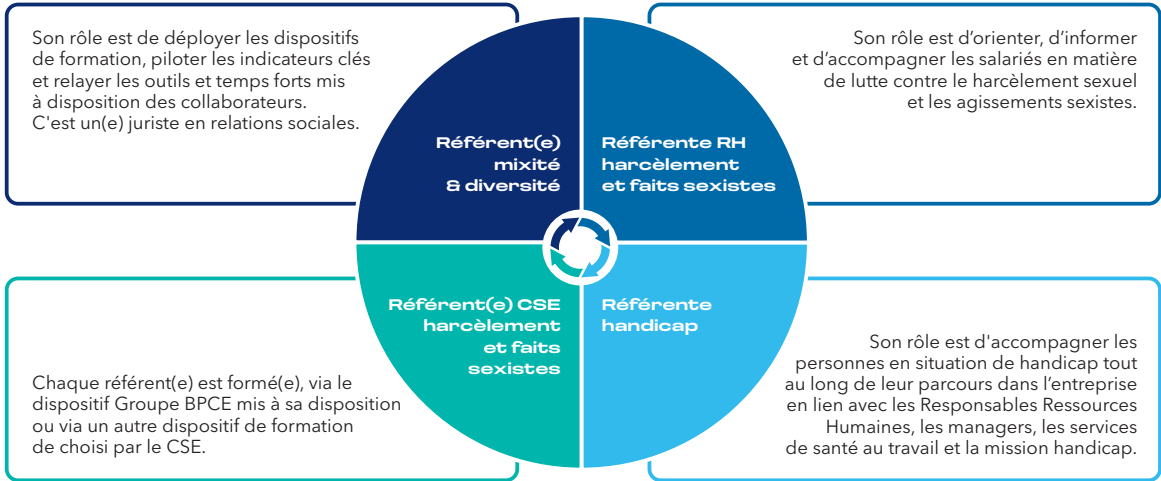
Formation

Par ailleurs, les managers peuvent se voir proposer de formations spécifiques, ayant pour objectif de mieux appréhender les biais qui peuvent intervenir dans les processus de recrutement et de rémunération.

Lutte contre la discrimination et le harcèlement

En matière d’interaction, BRED Banque Populaire s’appuie sur une pluralité d’acteurs RH référents. Ils couvrent plusieurs périmètres distincts et sont répartis dans l’ensemble des filiales en France :

3.



Les référents évoqués ci-dessus œuvrent tous dans le cadre de filières pilotées par BPCE qui forment chaque année les intéressés et qui diffusent la politique prônée par le groupe BPCE. Les référents intégrés à la DRH alimentent leur direction de rattachement sur les thématiques évoquées. Ces collectifs de référents représentent des relais clés pour les collaborateurs.

Il existe par ailleurs chez BRED Banque Populaire plusieurs IRP : outre les 4 CSE, les salariés peuvent se tourner vers les CSSCT, un service autonome du travail,

ainsi que le service médical du travail et le service social du travail. En outre, IRP, référents, services médicaux ou social du travail sont visibles et peuvent être saisis par tous les salariés de l’UES. Des affichages permettent de rendre lisible ces différentes institutions.

Enfin, un dispositif de « Lanceur d’alerte » a été déployé au sein duquel il est désormais possible de signaler des informations portant sur un crime, un délit, une menace ou un préjudice pour l’intérêt général (voir section 3.4.4 Politiques en matière d’éthique des affaires).

Nombre total d'incidents de discrimination, y compris le harcèlement, signalés au cours de la période de référence (1)	
Nombre total d'incidents de discrimination, y compris le harcèlement, signalés au cours de la période de référence	5
Nombre de plaintes déposées via les canaux permettant aux employés de faire part de leurs préoccupations	7

(1) L'indicateur porte sur les incident et plaintes reçus durant la période de référence.
Aucun signalement reçu via le dispositif d'alerte relatif au non-respect des droits humains ne concernait d'autres parties prenantes que les collaborateurs.

3.3.2.4 Entités hors UES en France et à l'International

Les directions des Ressources humaines de chaque entité hors UES en France et à l'international définissent leurs politiques et actions. Dans les différents pays d'implantation, les dispositifs de protection sociale et d'avantages sociaux ouverts aux collaborateurs tiennent compte, non seulement des législations et réglementations applicables, mais aussi des pratiques de marché. À travers les dispositifs en place, BRED Banque Populaire s'assure que les collaborateurs ou leurs ayants droit, bénéficient d'une couverture adaptée. Au-delà des dispositifs légaux et conventionnels, selon les réglementations et pratiques des pays dans lesquels BRED Banque Populaire est implantée, les collaborateurs peuvent bénéficier d'une couverture sociale complémentaire en prévoyance et/ou en santé. Les équipes RH en local accompagnent les situations collectives et individuelles identifiées.

Dans ce rapport, BRED Banque Populaire y décrit principalement les informations relatives à la filiale BRED Madagasikara Banque Populaire, qui est la plus importante en termes d'effectifs, hors UES. Dans une optique d'amélioration et de transparence, BRED Banque Populaire œuvre pour progressivement étendre ces informations à l'ensemble des filiales du périmètre de la CSRD.

Attractivité, fidélisation et engagement

Recrutement

BRED Madagasikara Banque Populaire fonde sa marque employeur sur son ancrage local fort, son rôle important dans le développement économique du pays, son engagement sociétal et local auprès de la jeunesse, le développement des talents et carrières, l'innovation et la digitalisation. La filiale a noué de nombreux partenariats avec des grandes écoles (INSCAE, IT University, l'ESTI, UCM) et participe à des nombreux salons et événements tels que l'Excelsiors' Day.

La politique de recrutement de l'entité malgache vise à appliquer de manière transparente plusieurs principes clés, afin d'assurer l'embauche d'un personnel qualifié et intègre dans le respect des règles relatives à la sécurité financière et à la lutte anti-corruption, notamment interdire d'offrir un poste qui constituerait un avantage indu au sens des textes anti-corruption.

Ainsi le recrutement interne et externe se fait selon une approche fondée sur les compétences. Cette approche permet de s'assurer que la sélection repose uniquement sur les qualités et les qualifications du candidat, celles requises pour exécuter les tâches demandées. Par conséquent, l'identification de la « meilleure personne pour le poste » doit suivre une comparaison objective des compétences requises avec les qualifications, l'expérience et les aptitudes des candidats.



Rémunération

À Madagascar, la politique de rémunération de la filiale repose sur plusieurs principes relatifs aux conditions de marché, à l'alignement avec les cibles financières et opérationnelles de la Banque, ainsi que la gestion des risques et enfin la politique globale de non-discrimination et de diversité.

La rémunération a deux composantes :

- rémunération fixe : relative à la capacité à tenir un poste de façon satisfaisante au travers de la maîtrise des compétences requises, ainsi que la potentialité du collaborateur ;
- rémunération variable : vise à reconnaître la performance collective et individuelle reposant sur des objectifs définis en début d'année et en fonction du contexte, des résultats et du comportement pour atteindre les objectifs définis.

En complément de la rémunération, les collaborateurs bénéficient de divers avantages comme :

- couverture médicale complémentaire ;
- retraite complémentaire au niveau de la CNAPS (organisme social), Plan Épargne Retraite avec Allianz (9 %, 10,5 %, 14 % du salaire brut selon la catégorie professionnelle) et indemnité de fin de carrière (une initiative de la filiale pour ses collaborateurs) ;
- en cas de décès avant la retraite, indemnité de fin de carrière par décès ;
- offres collaborateurs de prêts personnels à taux préférentiels ;
- pour les fêtes, étrennes de Noël (jouets des enfants), paniers pour la fête de l'Indépendance et Noël ;
- aide à la rentrée scolaire.

En fonction du statut, certains collaborateurs bénéficient d'avantages en nature (logement, eau et électricité, véhicule).

Développement des compétences

Le développement des compétences est un processus stratégique que BRED Madagasikara Banque Populaire met en avant pour améliorer le savoir-faire et le savoir-être des collaborateurs à travers des formations d'intégration, des formations réglementaires, des formations continues, des coachings personnalisés, des mentorats.

Dans le cadre de l'intégration au sein de BRED Banque Populaire, l'équipe Développement RH et Formation accompagne au plus près les collaborateurs dans la conduite de changement afin de faciliter leur bascule vers ce qui est qualifiée de nouvelle ère bleue. BRED Madagasikara Banque Populaire valorise le développement des compétences, à travers le programme d'arrimage, avec la mise en place de Click & Learn, plateforme Groupe de formation en ligne. Diverses formations relatives à l'utilisation des nouveaux outils de gestion et de contrôles sont déployées.

Cela offre aux collaborateurs de l'épanouissement, de la motivation, de la polyvalence, de meilleures perspectives d'évolution de carrière, de la satisfaction et de la fidélisation. Pour BRED Madagasikara Banque Populaire, le développement des compétences augmente la productivité, facilite l'adaptation aux changements, anticipe les besoins futurs, permet le développement de la marque employeur et la rétention des talents.

Engagement et satisfaction des collaborateurs

Les collaborateurs de BRED Madagasikara Banque Populaire ont participé au baromètre DIAPASON de BRED Banque Populaire aux mois de novembre et décembre 2025. Cette campagne est une opportunité pour les collaborateurs de s'exprimer sur leur compréhension de la stratégie de BRED Banque Populaire, les évolutions de leurs métiers, leur environnement professionnel, leur confiance dans le management et la qualité de leur expérience en tant que collaborateur. Les résultats permettront de mettre en place les actions correspondantes.

Dialogue social et conditions de travail

Dialogue social et droit syndical

Chez BRED Madagasikara Banque Populaire, par l'intermédiaire des délégués du personnel, le dialogue social s'instaure comme un processus de concertation entre les salariés et les dirigeants de la filiale. Un dialogue social est tenu à fréquence mensuelle visant à améliorer la gouvernance d'entreprise, les conditions de travail et à résoudre des problèmes. Le droit syndical entre ainsi en jeu comme une condition essentielle assurant un dialogue social équilibré et effectif permettant aux salariés de défendre leurs droits et participer à la prise de décision au sein de l'entreprise. S'ajoute à cela, l'existence du Comité d'Entreprise ou CE avec une réunion biannuelle, intégrant différentes commissions existantes.

Santé, sécurité et prévention des risques

À Madagascar, les collaborateurs bénéficient des avantages de prise en charge de frais médicaux et pharmaceutiques. La Directrice des Ressources Humaines et l'Adjoint au Directeur RH Administration et Sociale tiennent une réunion trimestrielle avec le Groupe ASK Gras Savoye afin d'assurer le suivi et garantir la qualité de service donnée aux collaborateurs.

Pour la sécurité et la prévention des risques, des veilles et actions ont lieu en cas d'épidémie et se font à travers des informations par mail, partage de produits ou équipements nécessaires comme le gel et les masques. La Direction des Ressources Humaines organise également une « journée santé » pendant laquelle les collaborateurs sont invités à faire des dépistages (cancer du sein, col de l'utérus, prostate, diabète, ...).

Égalité des chances et lutte contre les discriminations

Égalité des chances

BRED Madagasikara Banque Populaire s'engage pour l'égalité des chances à travers sa politique RH orientée sur la diversité et l'inclusion. Les actions clés sont les suivantes :

- intégration des compétences et du handicap (recrutement, carrière) ;
- soutien à l'éducation et à l'insertion à travers l'aide aux jeunes diplômés pour leur stage et premier emploi (programme SESAME).

Discrimination et harcèlement

Chaque collaborateur de BRED Madagasikara Banque Populaire est formé sur la discrimination et le harcèlement lors de son intégration dans la filiale. Le non-respect de cet engagement est passible de sanction.

3.3.2.5 Protection des données

Dans le cadre de l'exercice de droits ou de demande de renseignements sur le traitement des données personnelles, le délégué à la protection des données (DPO) de l'entité de rattachement du collaborateur est compétent. À cet effet, une boîte mail générique permet de recueillir les demandes formulées par les collaborateurs.

Les réponses sont directement transmises par le DPO au demandeur. En application du Règlement général sur la protection des données (RGPD), les restitutions effectuées à la suite d'un droit d'accès sont faites dans un format clair et accessible.

Des adresses génériques sont disponibles dans chaque entreprise du groupe BPCE et permettent d'entrer en contact avec le DPO pour le solliciter en cas d'atteinte en matière de données personnelles. Une réponse y est apportée selon les délais légaux.

3.3.3 Communautés affectées (S3)

BRED Banque Populaire, en tant que banque coopérative, inscrit son action sur le long terme. Elle vise à être un acteur clé du développement territorial en finançant l'économie locale, avec un impact sociétal fort. Son objectif est de stimuler la croissance durable des PME, encourager l'inclusion financière et accompagner la transition écologique, tout en renforçant la cohésion sociale. Fort de son modèle coopératif, elle se distingue par une approche fondée sur la proximité, la durabilité et l'accompagnement des acteurs locaux.

BRED Banque Populaire touche les communautés au travers de deux périmètres d'activité. Elle influe sur ses territoires d'implantation, au sens large, via son réseau commercial (y compris les activités d'assurance) qui accompagne les particuliers, les PME ainsi que les grandes entreprises dans leurs projets et affaires courantes. La Banque a également un impact plus large et international, lié à ses activités de banque de financement et d'investissement et de gestion d'actifs d'une part, et à ses implantations internationales d'autre part.

BRED Banque Populaire est, par vocation, étroitement liée à ses territoires. Elle contribue à améliorer les conditions de vie et le bien-être des communautés et apporte des réponses aux enjeux économiques, environnementaux et sociétaux des territoires. Par son activité, elle participe à la vie et au dynamisme économique en répondant aux besoins de tous les acteurs : ménages, entreprises, collectivités locales et autres acteurs publics, acteurs du logement social, associations, etc. Cette présence et proximité géographique constituent l'ADN de BRED Banque Populaire, dont l'impact se traduit par le financement des projets et des besoins de tous les acteurs qui créent

de la valeur. Banque coopérative au service du développement des régions, renforçant par sa présence le tissu socio-économique, les « communautés affectées » sont donc élargies aux territoires d'ancrage de BRED Banque Populaire.

3.3.3.1 Synthèse - Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique

Lors du processus d'identification des impacts, risques et opportunités matériels se rapportant aux communautés affectées et aux territoires (S3), le modèle d'affaires et les implantations diverses et variées ont été pris en compte. Sur cette thématique, trois IRO ont été identifiés comme étant matériels.

A travers son modèle d'affaires, BRED Banque Populaire a un impact positif sur les territoires, en favorisant le développement économique local, en accompagnant les entreprises, les professionnels, les établissements publics, les collectivités locales, les acteurs et bénéficiaires de l'Économie Sociale et Solidaire ou du logement social, améliorant ainsi les conditions de vie de ceux qui y vivent. En accompagnant les transitions, notamment environnementales et sociales, BRED Banque Populaire participe à l'accompagnement des différents acteurs et contribue au développement durable des territoires.

La Banque travaille à la définition de cibles de durabilité chiffrées pour ses enjeux matériels se rapportant aux communautés affectées et au territoire. Elle prévoit de publier ces cibles dans son rapport de durabilité 2026.

Tableau de synthèse des IRO matériels et leurs liens avec les politiques, actions, métriques et cibles

Enjeux matériels	Financer l'économie et les acteurs du territoire		Engagement philanthropique, actions de solidarité et mécénat
	IRO 1	IRO 2	IRO 3
	Impact positif #1	Impact positif #2	Impact positif #3
Impacts / Risques / Opportunités	Impact positif sur les communautés via les financements/investissements dans des projets répondant aux besoins sociétaux et à l'accessibilité aux équipements (éducation, santé, sport,...)	Impact positif sur le développement économique local et l'attractivité régionale en créant des emplois, soutenant les entreprises des territoires, les collectivités et bailleurs sociaux et en favorisant la croissance économique, y compris l'amélioration des conditions de vie des parties prenantes impactées par les politiques d'ancrage territorial de BRED Banque Populaire	Impact positif sur les territoires via les activités de mécénat, de dons et de sponsoring et via le financement d'initiatives locales, associations caritatives et/ou événements culturels, contribuant à renforcer le tissu social, économique, culturel et sportif
Politiques	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie de la Banque de contribuer au développement économique durable de ses territoires d'implantation 		<ul style="list-style-type: none"> Politique Mécénats, Dons et Sponsoring
Actions	<ul style="list-style-type: none"> Financement des tous les clients dans les territoires Financement notamment des secteurs prioritaires : santé, sport, logement social, enseignement et formation professionnelle Émissions d'obligations vertes, sociales ou durables 		<ul style="list-style-type: none"> Actions de sponsoring, mécénat et dons sur trois axes prioritaires Entrepreneuriat Égalité des chances Protection de l'environnement
Cibles et indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et montant des prêts à impact environnemental ou social Financement de l'ESS 		Maintenir les 550 000 euros de budget mécénat

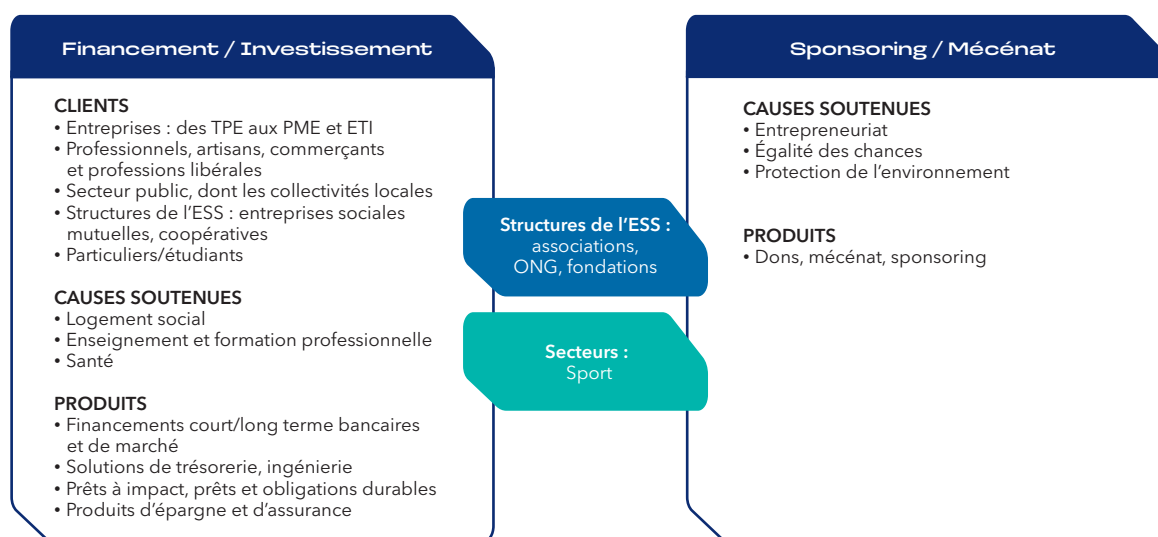
Les clients sont considérés comme l'une des principales parties prenantes de BRED Banque Populaire. Pour servir au mieux leurs intérêts, les clients sont intégrés à une démarche de dialogue, dont les modalités et les finalités sont décrites dans la section 3.4.4 Politiques en matière d'éthique des affaires.

3.3.3.2 Engagée pour le financement de l'économie réelle et des besoins sociétaux

Banque coopérative au service de tous les acteurs économiques

BRED Banque Populaire, en tant que banque coopérative, occupe une place unique dans le paysage bancaire français. Contrairement aux banques traditionnelles, la Banque est détenue par ses clients-sociétaires, dont les représentants élus siègent au Conseil d'administration. Chaque sociétaire détient un droit de vote (plafonné à 0,25 % par sociétaire) qui lui permet d'assister aux assemblées générales et d'influer sur les grandes orientations stratégiques de la Banque.

BRED Banque Populaire assume son rôle de financeur de tous les acteurs économiques (entreprises, professionnels, collectivités, ménages, opérateurs de l'économie sociale et solidaire) en France, à travers ses implantations régionales ⁽¹⁾ mais aussi à l'international à travers ses filiales bancaires ⁽²⁾. Son modèle d'affaires est notamment caractérisé par un positionnement fort sur le marché des professionnels et par un rôle de premier plan vis-à-vis du secteur de l'économie sociale et solidaire, du secteur public et des collectivités locales, des PME, des artisans, des commerçants et des grandes entreprises et institutionnels à travers sa Banque de Financement et d'investissement (BFI).



Ce positionnement est illustré par le Baromètre KANTAR ⁽³⁾ qui classe le réseau Banque Populaire 1^{er} réseau bancaire des Entreprises, pour la 16^e année consécutive. Il intervient en proximité dans tous les territoires et est considéré comme partenaire bancaire de référence de près d'une entreprise sur deux en France.

3.3.3.2.1 Un acteur de référence dans l'Économie Sociale et Solidaire (ESS)

BRED Banque Populaire est présente aux côtés de ses clients pour accompagner les initiatives régionales qui alimentent le dynamisme des territoires. Les objectifs de BRED Banque Populaire en matière d'économie sociale et solidaire (ESS) reposent sur plusieurs aspects clés pour soutenir et promouvoir une économie plus équitable et durable.

- SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL**
Renforcer le tissu économique local en soutenant les entreprises de l'ESS.
- PROMOUVOIR L'INCLUSION FINANCIÈRE**
Faciliter l'accès aux services bancaires pour les populations souvent exclues du système financier traditionnel.
- ENCOURAGER L'INNOVATION SOCIALE**
Soutenir les initiatives innovantes qui apportent des solutions nouvelles aux problèmes sociaux et environnementaux.
- RENFORCER LES PARTENARIATS**
Maximiser l'impact des actions entreprises et favoriser un échange de bonnes pratiques.
- INTÉGRER LES CRITÈRES ESG**
Promouvoir une finance responsable et durable.
- ACCOMPAGNER LES ENTREPRENEURS SOCIAUX**
Offrir un accompagnement personnalisé aux entrepreneurs sociaux pour les aider à développer leurs projets et à maximiser leur impact positif.

(1) Île-de-France, Aisne, Normandie, La Réunion, Mayotte, Guadeloupe et Îles du Nord, Martinique, Guyane.

(2) Asie du Sud-Est, Pacifique et Afrique.

(3) Source Baromètre KANTAR 2025.

Ces objectifs reflètent l'engagement de BRED Banque Populaire à jouer un rôle actif dans la promotion de l'économie sociale et solidaire, en mettant l'accent sur la durabilité, l'inclusion et l'innovation.

Soutien des acteurs de l'ESS dans les territoires

En tant que partenaire dans la durée de l'ensemble des acteurs de l'ESS, les Banques Populaires, dont BRED Banque Populaire, sont en relation directe avec :

- des co-financeurs de l'ESS comme France Active et l'ADIE ;
- des grands mouvements associatifs comme l'UNIOPSS et ses représentations régionales URIOPSS dont l'ensemble fédère 750 000 salariés du secteur sanitaire et social, l'UNAPEI ainsi que les ADPEI (par département) ;
- les grandes instances de représentation du secteur que sont les CRESS et leur représentation nationale (ESS France) ;
- le mouvement Impact France à l'origine d'une solution permettant d'effectuer une mesure l'impact des différents employeurs privés avec l'Impact Score.

Implication structurelle dans l'ESS au travers du cautionnement mutuel

Pour favoriser l'accès au crédit des artisans-commerçants et des professions libérales, BRED Banque Populaire s'appuie sur la SOCAMA, première société coopérative de caution mutuelle en France. Créée par et pour les entrepreneurs, la SOCAMA garantit les prêts de cette clientèle, limitant ainsi, le recours à leur caution personnelle. Elle les accompagne dans la réalisation de leurs projets de création, de développement et/ou de reprise d'entreprise.

La SOCAMA est administrée par des représentants des métiers qui connaissent les professionnels et les territoires. Ces experts apportent leur savoir-faire et valident l'octroi de la garantie SOCAMA au sein de comités de crédits locaux. Cette démarche privilégie une approche humaine et de proximité.

Accompagnement des associations humanitaires et ONG

BRED Banque Populaire joue un rôle pivot dans le financement et la gestion de flux financiers des associations humanitaires et des ONG. Grâce à une infrastructure globale, elle sécurise l'acheminement des fonds vers des zones difficiles d'accès, assurant une couverture géographique étendue et une capacité d'intervention rapide. La Direction de l'International est proactive dans l'entretien et le développement de relations solides avec son réseau de correspondants bancaires, garantissant des transferts financiers fiables et efficaces.

Parallèlement, la Direction de la Clientèle Institutionnelle de BRED Banque Populaire joue un rôle clé en assurant les relations au quotidien avec les associations humanitaires et les ONG. Cette direction agit comme un interlocuteur privilégié, offrant un accompagnement personnalisé et des solutions financières adaptées aux besoins spécifiques de chaque organisation. BRED Banque Populaire garantit un suivi complet des fonds et de la conformité des opérations. Cette traçabilité est essentielle pour maintenir la confiance des donateurs et des partenaires, et pour garantir que les fonds parviennent directement aux projets sur le terrain. En tant que partenaire stratégique, BRED Banque Populaire s'engage à offrir des services de conseil et des solutions innovantes, telles que des comptes multidevises et des services de change compétitifs, qui aident les ONG à optimiser leur gestion de trésorerie et la traçabilité des flux financiers.

Soutien aux associations à travers le Livret de Développement Durable et Solidaire (LDDS)

BRED Banque Populaire s'engage aussi dans le soutien aux associations à travers des initiatives innovantes comme le Livret Développement Durable et Solidaire. Ce produit permet à ses clients particuliers de participer à des actions solidaires en choisissant de reverser une partie des intérêts de leurs livrets à des associations partenaires.

Grâce à cette démarche, BRED Banque Populaire facilite le financement de projets portés par des organisations telles que l'Armée du Salut et ACTED. À travers le Livret Développement Durable Solidaire, BRED Banque Populaire encourage une culture de solidarité et de générosité parmi ses clients.

BRED Banque Populaire a déployé plusieurs opérations emblématiques dans le domaine de l'ESS en 2025. Parmi ces opérations, BRED Banque Populaire a mis en place, avec deux autres partenaires, une ligne de crédit revolving (RCF) engagée de 150 millions d'euros sur 3 ans au bénéfice de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés (AGS), afin de sécuriser sa trésorerie en cas de chocs de défaillances d'entreprises.

A travers ce financement, BRED Banque Populaire se met au service de la stabilité du tissu économique et de la protection des droits des salariés.



3.3.3.2.2 Accompagnement des établissements publics et des collectivités locales

Financier historique des établissements publics et personnes morales de droit public

BRED Banque Populaire est parmi les premiers distributeurs européens de dette à court terme. Elle dispose d'une équipe d'experts dédiés au financement du secteur public.

Dans le cadre de cette activité, sa Salle des Marchés est un partenaire historique des agences d'émission des agences françaises de l'économie sociale. En 2025, BRED Banque Populaire a contribué à une large diffusion des émissions des agences de refinancement spécialisées de l'État français. Cela a permis un refinancement du secteur social public dans les meilleures conditions, avec notamment :

- 69 milliards d'euros de titres émis par l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale), qui gère la trésorerie de la Sécurité Sociale ;
- 8,2 milliards d'euros de titres émis par l'UNEDIC ;
- 664 millions d'euros émis par l'APHP (Assistance Publique Hôpitaux de Paris).

BRED Banque Populaire a participé activement au financement des Organismes publics nationaux (EPA/EPIC) à compétence exclusive sur des missions de service public, ainsi que des Hôpitaux publics. À titre d'exemple en 2025 :

- financement, via un prêt moyen terme de 25 millions d'euros du programme d'investissements de l'Établissement Français du Sang. Ces investissements comportent un volet immobilier (aménagement, rénovation de locaux dans l'Hexagone) et un volet « matériels indispensables à l'activité de transfusion sanguine » ;
- hôpitaux publics: Offre aux Établissements Publics de Santé d'un service de financements désintermédiés (format obligataire), via l'activité DCM ⁽¹⁾ & Private Debt. Ces émissions servent à financer des besoins généraux ou encore des projets ou actifs ciblés ;
- financement via une ligne court terme de 300 millions d'euros de France Compétences, seule instance de gouvernance nationale de la formation professionnelle et de l'apprentissage. L'objectif est de couvrir les besoins de trésorerie court terme de cet établissement.

Gestion des flux de retraites

BRED Banque Populaire est partenaire depuis plus de 40 ans de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse. Elle gère ainsi le paiement d'une retraite sur deux en France, et permet aux ayants-droits de toucher leurs retraites à l'étranger dans plus de 170 pays. BRED Banque Populaire accompagne également plusieurs autres Caisses de Retraite (Régime complémentaire, Professions libérales et Régimes spéciaux), Organismes de la sécurité sociale (Recouvrement et Maladie), France Travail ainsi que les Mutuelles de santé en mettant à leur disposition son savoir-faire en matière de *cash management*, notamment la gestion des flux de masse.

Financier clé des collectivités locales

En 2025, 150 millions d'euros d'emprunts bancaires ont été octroyés aux collectivités locales et établissements publics territoriaux. Les principaux projets financés concernent la gestion de l'eau et de l'assainissement, la gestion des déchets, le développement des transports propres et l'efficacité énergétique des bâtiments. L'ensemble de ces projets peut faire l'objet d'octroi de prêts verts.

BRED Banque Populaire offre également aux collectivités locales les services de sa Salle des marchés qui les accompagne dans la recherche de financement de marchés durables (« green ou social ») sur des maturités courtes (*Commercial Paper*) à longues (obligataire).

En 2025, BRED Banque Populaire aura ainsi placé 8 milliards d'euros de dette à court terme des collectivités locales françaises sur les marchés financiers. Sur les maturités plus longues, les émissions peuvent être classiques ou encore labellisées - selon les cas - Vertes, Sociales ou Durables, En 2025, l'équipe DCM & Private Debt a par exemple arrangé l'émission obligataire, en placement privé, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour un montant de 50 millions d'euros sur une durée de 5 ans.

Cette double approche, combinant financement désintermédié et bancaire, témoigne de l'engagement de BRED Banque Populaire à être un partenaire global pour les collectivités locales dans leur transition vers un avenir plus durable et respectueux de l'environnement.

Accompagnement spécialisé dans le logement social

BRED Banque Populaire dispose d'un pôle d'activité spécialisé dans l'accompagnement des bailleurs sociaux, bailleurs en logement intermédiaires et aménageurs publics que ce soit dans l'Hexagone ou dans les territoires ultra-marins. Parmi les grands opérateurs accompagnés par la Banque, nous pouvons citer CDC Habitat ainsi que ses filiales dans les DROM ou encore Action Logement et ses filiales immobilières. Les crédits et engagements sont affectés au financement :

- des travaux d'amélioration des bâtiments et notamment de leur performance énergétique. Tous les clients sont engagés dans des plans de travaux visant à améliorer l'étiquette énergétique des bâtiments classés E, F ou G afin de pouvoir les maintenir sur le marché locatif conformément à la réglementation en vigueur ;
- de l'acquisition ou de la construction de logements neufs plus particulièrement sur les zones dites tendues. Ces logements sont tous aux meilleures normes du moment à savoir RE2020 ou mieux. Il s'agit soit de logements familiaux, soit de résidences gérées (résidences étudiantes, seniors ou EHPAD) ;
- d'opérations d'aménagements publics qui visent soit à restructurer ou rénover des centres-villes, soit à rendre constructibles pour des opérations de logement ou d'immobilier économique d'anciennes friches industrielles. Ces opérateurs louent ensuite ces logements sociaux ou intermédiaires à des loyers plafonnés en fonction du niveau de vie du locataire. L'écart de loyer entre le parc privé et le marché intermédiaire est ainsi de 10 % en moyenne en faveur du locataire et peut aller jusqu'à 50 % s'agissant des loyers les plus sociaux.

(1) Debt Capital Market.

Accompagnement de l'enseignement et de la formation professionnelle

BRED Banque Populaire joue un rôle important dans l'accompagnement des établissements d'enseignement supérieur et de formation professionnelle, ainsi que des opérateurs de compétences (OPCO) et France Compétences. La Banque offre des solutions financières sur mesure pour répondre aux besoins spécifiques de ces institutions, en facilitant leur gestion de trésorerie, le financement de projets, et en fournissant des conseils stratégiques pour soutenir leur développement et leur pérennité.

Par ailleurs, BRED Banque Populaire s'engage activement dans le financement de campus rénovés et accueillants, contribuant ainsi à renforcer l'attractivité des établissements d'enseignement. En soutenant des projets de construction et de rénovation durables, BRED Banque Populaire aide les écoles à créer des environnements d'apprentissage modernes, respectueux de l'environnement et adaptés aux besoins des étudiants et du personnel.

En partenariat avec les écoles, BRED Banque Populaire propose également une gamme de services financiers destinés aux étudiants, conçus pour leur faciliter la vie quotidienne et leur parcours académique. Ces services proposés par BRED Espace incluent des comptes bancaires étudiants avec des conditions avantageuses, des prêts étudiants, et des outils de gestion budgétaire. Ces initiatives visent à alléger la charge financière des étudiants et à leur offrir un soutien adapté à leurs besoins.

3.3.3.2.3 Favoriser les pôles de dynamisme des territoires

BRED Banque Populaire partenaire des acteurs clés du dynamisme des régions

BRED Banque Populaire, à l'instar de ses consœurs, est ancrée dans ses territoires d'implantation où elle a noué des liens robustes. Elle interagit avec de nombreux partenaires, comme le Conseil National de l'Ordre des Experts Comptables (CNOEC), décliné dans chaque région avec le Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables (CROEC), pour promouvoir une démarche ESG dans le développement des entreprises.

De plus, intégrée à son écosystème dans l'Hexagone et les Outre-mer, BRED Banque Populaire intervient dans l'accompagnement des projets d'entreprise, en partenariat avec les Chambres de Commerce et de l'Industrie, les Chambres des Métiers et de l'Artisanat, le Réseau Entreprendre et des réseaux initiatives, les délégations régionales du MEDEF et les CPME.

Engagée dans l'accompagnement de ses clients dans la transition

BRED Banque Populaire s'engage aux côtés de ses clients en les accompagnant dans leurs projets de transition. La Banque a ainsi défini plusieurs ambitions :

• Accompagner les entreprises clientes avec le Projet BRED « Impact Entreprises »

BRED Banque Populaire a déployé en 2025 le projet « Impact Entreprises », qui permet d'accompagner la transition des modèles d'affaires de ses clients, et qui s'articule autour de trois grandes actions :

- la réalisation d'un dialogue avec la clientèle Entreprises autour des enjeux ESG, déployé en octobre 2025, qui permet d'évaluer leur exposition aux risques ESG, de les informer, de connaître leurs projets en matière de transition et de leur proposer des solutions répondant au mieux à leurs besoins ;
- une prise en compte plus importante des critères ESG dans le processus d'octroi de crédits aux entreprises, avec une évaluation de la contrepartie qui s'appuie sur : (i) le dialogue réalisé auprès du client (ou la revue menée par la direction de l'Impact pour les clients publiant un rapport CSRD), (ii) l'analyse des controverses et du secteur d'activité. Ces critères permettent d'éclairer la décision d'octroi par des éléments extra-financiers ;
- un dispositif de qualification de l'objet du financement en matière de durabilité, aligné sur la taxonomie européenne. Un dispositif de formation de l'ensemble des chargés d'affaires (Banque de Financement et d'Investissement, Centres d'affaires dans l'Hexagone et les Outre-mer) et des animations pour accompagner au mieux les différentes parties prenantes. Cette nouvelle approche s'appuie notamment sur un parcours de formations dédiées, des parcours repensés, des fiches sectorielles et des fiches explicatives sur les secteurs prioritaires, un outil et un parcours de qualification des encours green, et un nouveau questionnaire dialogue ESG destiné à approfondir la connaissance et la maturité des critères de durabilité des clients.

Cette démarche assure une vision front to back des enjeux de durabilité de la clientèle Entreprises, avec le concours des équipes commerciales, des directions de l'Impact et du développement, des Risques et des Engagements. Cette synchronisation permet d'intégrer les dimensions ESG y compris les enjeux liés au changement climatique dans la revue annuelle du client et lors du processus d'octroi de crédit, tout en sécurisant la qualification des opérations de prêts liées à la transition environnementale.

• Faciliter la transition générationnelle

La transmission des entreprises est un enjeu majeur pour les territoires. Sans elle, le risque de périliter est fort pour les entreprises, notamment en cas de départ en retraite du dirigeant. L'association CRA (Cédants et Repreneurs d'Affaires) est un acteur incontournable du reprenariat d'entreprise depuis 35 ans. Son action en faveur de la transmission des TPE et PME soutient le dynamisme économique et social des territoires. Engagée auprès des entrepreneurs, BRED Banque Populaire a récemment renforcé son partenariat avec cette association pour contribuer à la sauvegarde, à la pérennité et au développement des entreprises. La Banque prévoit des connexions entre conseillers CRA et conseillers BRED Banque Populaire dans chaque territoire en Normandie et en Île-de-France.

Par ailleurs, BRED Banque Populaire est partenaire historique du seul salon lié à la transmission-reprise d'Île-de-France (Salon Transfair) en lien avec le barreau, des avocats, la chambre notariée et les CCI, ainsi que l'Ordre des Experts Comptables d'Île-de-France. En 2025, un kit sur la transmission-reprise a été élaboré à destination du réseau des professionnels dans l'Hexagone et dans les Outre-mer pour former les conseillers à bien accompagner leurs clients dans la transmission-reprise. Une offre a été mise en avant couplant l'ingénierie financière et patrimoniale, avec des prestations d'audit pour valoriser le fonds à transmettre.

Acteur de référence dans l'économie de la santé

BRED Banque Populaire et le réseau des Banques Populaires sont engagés en faveur de la santé et de l'accès aux soins pour tous. Pour répondre aux besoins spécifiques de tous les professionnels de santé, BRED Banque Populaire déploie deux dispositifs : une plateforme affinitaire de conseils et d'expertises baptisée NEXTSANTÉ et un financement dédié pour faciliter leur installation en partenariat avec la Banque européenne d'investissement (BEI) :

- NEXTSANTÉ est une plateforme digitale affinitaire destinée à tous les acteurs de la santé en France : fonctionnaires hospitaliers, professionnels libéraux, praticiens à activité mixte, étudiants... Elle a été conçue en co-construction avec les partenaires et clients des Banques Populaires. Accessible gratuitement depuis le site internet Banque Populaire, elle réunit toutes les informations utiles et nécessaires pour aider les professionnels de santé dans leur quotidien, avec notamment les dernières actualités du secteur. Par exemple, les professionnels qui cherchent à s'installer y trouveront des conseils pratiques, les démarches administratives à entreprendre, une aide à la création d'un business plan et des outils tels qu'un simulateur de financement. Ils disposeront également de toutes les solutions bancaires et assurantielles répondant à leurs besoins et moments de vie, ainsi que d'un accès à un expert dédié Banque Populaire pour un accompagnement personnalisé ;
- une enveloppe de prêts BEI à taux bonifié de 150 millions d'euros dédiée aux professionnels de santé : BRED Banque Populaire et le réseau des Banques Populaires, ainsi que la Banque européenne d'investissement (BEI) mettent à disposition une enveloppe de 150 millions d'euros destinée à faciliter l'installation des professionnels de santé. Ils pourront ainsi investir à un taux préférentiel dans du matériel, de l'immobilier ou des biens immatériels tels que des fonds de commerce pour financer leur installation et accompagner le développement de leur activité. Les Banques Populaires consacrent 25 % de cette enveloppe pour financer en particulier l'installation des primo-accédants et dans les zones en tension, afin d'offrir un meilleur accès aux soins de proximité dans les territoires ;

- en 2026, les Banques Populaires comptent continuer à se développer sur l'ensemble des acteurs de la filière Santé, quel que soit leur moment de vie ou leur mode d'exercice (étudiants en santé, agents de la fonction publique, salariés, libérales ou entrepreneurs innovants) pour leurs projets privés ou professionnels. Dans le cadre de l'accompagnement du secteur de la santé, BRED Banque Populaire dispose d'une facilité de refinancement BEI de 17 millions d'euros via le groupe BPCE.

3.3.3.2.4 Financement et investissement à impact

En 2025, la Banque de Financement et d'Investissement (BFI) de BRED Banque Populaire a financé des projets durables pour un montant total de plus de 208 millions d'euros. Ces financements de projets alignés avec les *green loan principles* ou les *social loan principles* ont vocation à permettre des développements d'infrastructure pour lutter contre la fracture numérique, développer des infrastructures d'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique et permettre des transports bas carbone.

En octobre 2025, BRED a signé un accord avec la BEI (Banque Européenne d'Investissement) pour soutenir le financement des entreprises ultramarines. Cet accord permet de mobiliser 800 millions d'euros à destination des petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises de taille intermédiaire (ETI) des Outre-mer, grâce à un prêt de la Banque européenne d'investissement (BEI) de 400 millions d'euros. Il vise notamment à accélérer la relance économique de Mayotte, tout en soutenant des projets structurants et durables dans l'ensemble des Outre-mer. Un minimum de 20 % de l'enveloppe sera alloué à des projets à impact environnemental positif.

La banque de proximité propose également des investissements à impact. En 2025, elle a commercialisé une obligation verte de droit français émise par Natixis, filiale du groupe BPCE. L'objectif de ce *green bond*, est de financer ou refinancer des projets ayant un impact environnemental positif et relatifs à des projets dans les domaines de l'immobilier durable, des énergies renouvelables, de l'agriculture biologique, de la préservation et la sauvegarde des espaces naturels terrestres et maritimes, ainsi que des forêts, et des infrastructures de transports bas carbone. Cette obligation verte est suivie d'une autre émission de *green bond* début 2026.

Afin de permettre aux épargnants de participer au développement de leur territoire, BRED Banque Populaire propose le Livret Territorial. Les sommes recueillies sur ce livret sont principalement utilisées pour accompagner les entreprises locales, les artisans et les commerçants dans la réalisation de leurs projets. Les épargnants peuvent choisir parmi les 6 régions d'implantation de BRED en France : Île-de-France, Seine-et-Marne & Aisne, Normandie, Guadeloupe, Martinique/Guyane, Réunion/Mayotte.

De nouvelles offres sont en cours de développement afin de proposer aux clients des financements pour toujours mieux accompagner leurs besoins durables.

3.3.3.3 Mécénat, dons et actions de sponsoring

Le mécénat de BRED Banque Populaire se décline de deux façons : en direct, ainsi qu'au travers du réseau BPCE et des Banques Populaires.

3.3.3.3.1 Structuration de l'engagement philanthropique

Afin de gagner en impact et cohérence, la Direction de l'Impact de BRED Banque Populaire a imaginé une nouvelle feuille de route pour le mécénat en 2026. En septembre 2025, les premières lignes directrices Mécénats, Dons et Sponsoring ont été publiées. L'objectif est de donner un cadre cohérent aux projets soutenus, permettant d'accroître ainsi l'impact des actions de BRED Banque Populaire.

Création d'un comité dédié

La gouvernance de l'engagement philanthropique est désormais organisée de manière centralisée au siège, à Paris, au sein d'un Comité de Sélection des projets de Mécénat et Sponsoring. Ce comité constitue l'instance principale de décision pour les projets importants. La composition de ce comité est décidée par le Comité exécutif, auquel il rend compte directement.

Ce comité se réunit deux à trois fois par an. Une réunion a lieu en fin d'année, afin d'approuver les mécénats et sponsoring de l'année suivante, en s'assurant qu'au moins 50 % du budget de l'année à venir est présenté avec une vision globale des projets à soutenir. Lors de cette même réunion, les dossiers dont le montant est supérieur à 10 000 euros sont examinés pour une validation spécifique. Une autre réunion se tient en mars pour analyser l'impact des actions menées l'année précédente au regard du budget alloué. En complément, une ou deux réunions ad hoc peuvent être organisées en cas de demande exceptionnelle ou de projet nécessitant un arbitrage rapide.

Ce comité de Sélection a pour rôle d'examiner, d'évaluer et de valider les propositions de projets et de partenariats. Les succursales et filiales peuvent, si cela est jugé nécessaire, se doter d'une gouvernance similaire, mais la logique reste celle d'un pilotage central pour garantir la cohérence, la maîtrise des risques et le respect des priorités stratégiques de BRED Banque Populaire.

Des causes proches de l'ADN de BRED Banque Populaire

BRED Banque Populaire souhaite soutenir en priorité des projets d'intérêt général orientés vers les thématiques suivantes :

- l'entrepreneuriat ;
- l'égalité des chances ;
- la protection de l'environnement.

Ces thématiques trouvent un écho dans l'ADN entrepreneurial de BRED Banque Populaire et dans le cadre de sa politique Impact et RSE ancrée sur ses territoires. Les projets soutenus devront entrer dans ces catégories à hauteur de 60 à 80 % des montants totaux engagés. En 2025, 72 % du budget Mécénat de la Direction de l'Impact de BRED Banque Populaire était alloué à ces 3 causes.

3.3.3.3.2 Un engagement concret

Actions de mécénat au titre de la banque

L'Entrepreneuriat

Fidèle aux valeurs qui lui ont été insufflées par ses créateurs, BRED Banque Populaire est un soutien actif de l'entrepreneuriat. En 2025, l'entrepreneuriat représentait 27 % du budget Mécénat de la Direction de l'Impact (hors filiale et Direction Régionale).

HEC Stand Up

Depuis 2019, BRED Banque Populaire est mécène du programme académique HEC Stand Up. Située dans les Outre-mer, cette formation permet aux femmes de tous horizons souhaitant se lancer rapidement dans un projet entrepreneurial d'être soutenues. Avec un accompagnement axé sur les compétences « business » et le savoir-être, ce programme permet de se lancer dans l'aventure entrepreneuriale de façon sereine. HEC Stand Up a aussi montré un impact positif sur l'employabilité des femmes souhaitant retrouver un emploi à l'issue du programme.



L'Égalité des Chances

En 2025, l'égalité des chances représentait 17 % du budget Mécénat de la Direction de l'Impact (hors filiale et Direction Régionale).

Art sans exclusion

La volonté est de constituer une collection d'œuvres d'art brut et actuel réalisées par des artistes fragilisés ou en situation d'exclusion. BRED Banque Populaire est devenu mécène du Fonds Art Sans Exclusion au mois de juin 2024.

Créé en 2017, cette structure favorise la promotion, la protection et la reconnaissance des artistes handicapés mentaux, psychiques, atteints par des maladies, socialement isolés et précarisés tout en permettant la diffusion de leurs œuvres auprès d'un large public. BRED Banque Populaire réaffirme ainsi son engagement auprès des personnes fragilisées.



La protection de l'environnement

En 2025, la protection de l'environnement représentait 28 % du budget Mécénat de la Direction de l'Impact (hors filiale et Direction Régionale). En accord avec la nouvelle priorité fédérant les Banques Populaires autour des sujets liés à l'eau, BRED Banque Populaire porte depuis 2025 plusieurs projets sur ses territoires en lien avec la gestion durable de l'eau.

Le groupe BPCE a également lancé le projet Trèfle, une initiative visant à soutenir des actions de restauration et de protection des écosystèmes. L'objectif principal est de développer des projets à fort ancrage local, en impliquant les différentes Banques Populaires. Le projet Trèfle sert également de laboratoire d'expérimentation pour tester une nouvelle approche : sur chaque territoire, un sujet local à fort enjeu environnemental ou sociétal est identifié. Le but est de traiter ce sujet localement en collaboration avec des acteurs locaux pour renforcer la résilience du territoire.

Dans le cadre de ce projet Trèfle, BRED Banque Populaire mène plusieurs projets de mécénat dépassant la simple protection de l'environnement en générant un écho économique positif pour les territoires concernés.

Restauration d'un site Natura2000 Normandie

Sur son territoire normand, BRED Banque Populaire soutien un projet de restauration des terrasses alluviales sur les communes de Courcelles et Bouafles en partenariat avec le CEN (Conservatoire des Espaces Naturels).



Anciennement carrière d'exploitation de sables, ces terrasses alluviales sont aujourd'hui protégées en site Natura2000 et classées ENS 27 du fait de leurs habitats et leur richesse floristique et faunistique. Cet espace naturel forme un site d'intérêt ornithologique avéré depuis les années 2000, avec un total de 202 espèces d'oiseaux dénombrées. Ce site accueille des populations d'oiseaux tout le long de l'année, pour la période de reproduction, les haltes migratoires ou l'hivernage.

Le but est de maintenir et restaurer un réseau de mares temporaires et permanentes, à diversifier les berges du plan d'eau et à éliminer les espèces exotiques envahissantes.

Actions de mécénat au titre de la gestion d'actifs

Promepar Asset Management, filiale de gestion d'actifs de BRED Banque Populaire, propose à ses clients le fonds BRED Sélection ISR pour les investisseurs qui souhaitent donner du sens à leur épargne. À ce titre, le fonds reverse 25 % de ses frais de gestion ⁽¹⁾, soit un montant total de 400 k€ en 2025, à des fondations ou associations impliquées dans les objectifs du développement durable, en particulier la transmission du savoir (ODD4) et l'égalité entre les genres (ODD5).

À ce jour, Promepar Asset Management soutien 11 associations présentes dans des régions où BRED Banque Populaire est implantée : Sport dans la Ville - Télémaque - HEC Stand Up - La Fondation BCI - Bibliothèque sans frontières - La Salle à Manger - Institut Imagine - Imagine For Margo - CHU Caen Normandie - Inser'Gener'Action.

Actions dans les implantations internationales

BRED Banque Populaire est présente dans des pays aux réalités économiques et sociales diverses. Pour chacune de ses implantations, BRED Banque Populaire contribue à des initiatives locales en faveur d'un développement durable et soutenable.

À l'instar de la politique Mécénat décrite précédemment, les initiatives locales de philanthropie sont très axées sur l'égalité des chances et la protection de l'environnement.

À titre d'exemple, BFL (Laos), en partenariat avec l'UNICEF et le Ministère de l'Éducation, a soutenu les enfants issus de quartiers défavorisés, en leur fournissant du matériel informatique, en aidant les écoles sinistrées par les inondations et en fournissant des équipements sportifs afin de permettre leur développement et leur bien-être. Au Cambodge, plusieurs partenariats avec des associations locales visent à assurer une meilleure éducation aux enfants défavorisés. Quant à BIC BRED, elle soutient la fondation Just for Smiles qui promeut les activités sportives et de loisir à destination des personnes en situation de handicap. À Madagascar, de nombreuses actions en faveur de l'éducation sont lancées. Parmi les plus notables, BRED Madagasikara a permis la construction d'une salle de classe avec un écran interactif, en partenariat avec l'Alliance Française. Quant à BRED IT en Thaïlande, la filiale a contribué en 2025 à plusieurs initiatives liées à la santé (dons à l'Institut National contre le Cancer).

La gestion d'actifs (Promepar Asset Management) agit également à l'international pour l'égalité des chances et l'éducation (Fondation BCI, Association SODEL au Laos) ainsi que la lutte contre la pauvreté (Association cambodgienne « Pour un Sourire d'Enfant »).

(1) Après paiement des frais administratifs.

3.3.3.3 Sponsoring dans l'économie du sport

En 2025, BRED Banque Populaire a poursuivi et renforcé son intervention dans le domaine du sport, en ciblant les axes de l'inclusion, du développement territorial et de la protection de l'environnement marin. Partenaire premium de la Transat Café L'OR qui a relié Le Havre à la Martinique du 26 octobre au 6 novembre, BRED Banque Populaire a mis en œuvre plusieurs dispositifs concrets :

- l'organisation de baptêmes de voile ouverts au grand public sur le village départ au Havre, notamment aux personnes en situation de handicap ou en situation de précarité, afin de favoriser l'accès à la pratique nautique et la découverte d'un sport souvent perçu comme élitiste ;
- sur le stand BRED Banque Populaire au Havre, des ateliers de sensibilisation à la préservation du littoral avec l'association locale Aquacaux ;
- des ateliers avec l'École nationale supérieure maritime (ENSM) afin d'apprendre au grand public à se repérer en mer ;
- le soutien de la « Semaine de la Voile » à l'arrivée de la Transat Café L'OR en Martinique, en partenariat avec les clubs de voile locaux, pour initier les publics ultramarins à la pratique de ce sport.

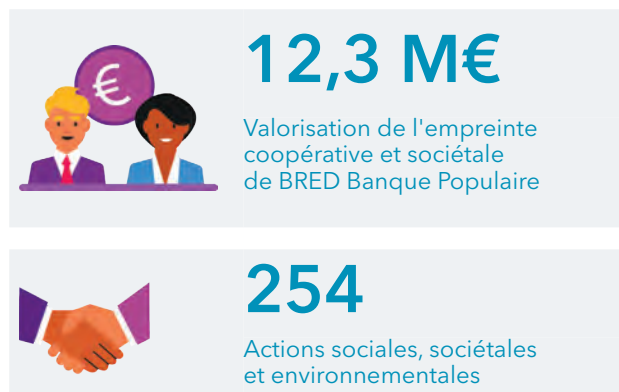
BRED Banque Populaire a également soutenu la Ligue de Surf d'Île-de-France pour l'organisation du championnat régional SUP race à Vaires-sur-Marne, afin de faire découvrir la pratique du *stand up paddle* au plus grand nombre.

Depuis plus de 15 ans, BRED Banque Populaire poursuit par ailleurs son soutien au Comité Départemental de Voile du Val-de-Marne, qui permet à des jeunes issus de quartiers prioritaires et à des personnes en situation de handicap d'accéder à la voile en compétition, dans une logique d'égalité des chances et d'ouverture à tous les publics.

En octobre 2025, BRED Banque Populaire est entrée au capital du Groupe Érigea Loisirs, opérateur de centres « indoor », pour accompagner le développement d'infrastructures sportives et de loisirs, et ainsi favoriser l'accessibilité à de nouvelles pratiques sportives.

Vecteur de visibilité et de sponsoring, le sport est aussi pour BRED Banque Populaire un véritable levier de responsabilité sociétale qui permet d'œuvrer pour l'inclusion sociale, de soutenir le développement et la protection des territoires littoraux et ultramarins, et de relier activité sportive et sensibilisation à la préservation environnementale.

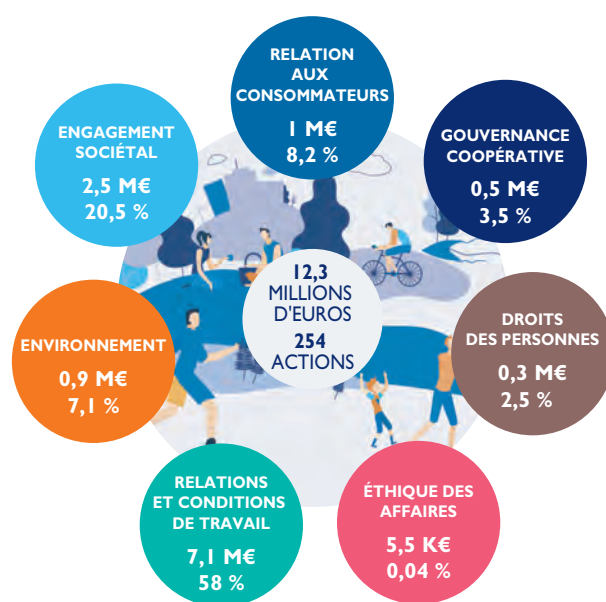
3.3.3.4 L'empreinte coopérative et sociétale



Fort de ses nombreuses actions de philanthropie, dons et mécénat, BRED Banque Populaire est le 7^e mécène du réseau Banque Populaire. Sa politique de mécénat est portée par les structures dédiées du groupe BPCE, la Fondation nationale Banque Populaire et le Fonds de dotation de la Fédération nationale des banques populaires (FNBP).

L'action de la Fondation nationale Banque Populaire repose sur trois principes :

- donner la priorité à la jeunesse et au talent ;
- jouer un rôle de découvreur de candidats aux projets originaux et novateurs ;
- intervenir de façon décisive pour l'accomplissement des projets et durablement sur ses lauréats sur plusieurs années.



Afin de rendre compte de ses actions, chaque année, BRED Banque Populaire mesure les actions coopératives et responsables qu'elle mène sur ses territoires et les valorise en euros dans l'Empreinte Coopérative et Sociétale (EC&S). Cet outil commun à tout le réseau des Banques Populaires est, fondé sur l'ISO 26 000, norme internationale en matière de RSE. Cet outil référence toutes les actions volontaires, non réglementaires et non commerciales réalisées par BRED Banque Populaire et les articule autour de 7 thèmes centraux. Ces derniers alimentent les 3 axes d'engagements principaux définis par BRED Banque Populaire : 1- La proximité territoriale 2- La culture entrepreneuriale 3- L'engagement coopératif et durable.

Le niveau d'engagement sociétal de BRED Banque Populaire, au travers de l'Empreinte Coopérative et Sociétale, s'est concrétisé par 254 actions valorisées à 12,3 millions d'euros en 2025.

3.3.4 Clients et utilisateurs finaux (S4)

BRED Banque Populaire, avec son modèle de banque coopérative universelle, est au service de ses 1,6 million de clients, en France et dans le monde, aussi bien particuliers, que professionnels, entreprises, investisseurs, acteurs de l'ESS, établissements publics et collectivités locales.

Les clients sont considérés comme l'une des principales parties prenantes de BRED Banque Populaire. Pour servir au mieux leurs intérêts, les clients sont intégrés à une démarche de dialogue, dont les modalités et les finalités sont décrites dans la section 3.1.3.2 Intérêts et points de vue des parties prenantes du rapport de durabilité.

Les clients sont le point de départ de chaque décision : BRED Banque Populaire renforce la proximité relationnelle avec des parcours omnicanaux, des offres personnalisées et un conseil proactif. La banque investit dans la data, l'intelligence artificielle générative/IA et la montée en compétences des équipes pour anticiper les besoins, fluidifier l'expérience et créer une valeur durable, suivie par des indicateurs de satisfaction.

3.3.4.1 Synthèse - Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique

Lors du processus d'identification des impacts, risques et opportunités matériels se rapportant aux sujets des clients et utilisateurs finaux, le modèle d'affaires et les diverses implantations de BRED Banque Populaire ont été pris en compte. Sur cette thématique, cinq IRO ont été identifiés comme étant matériels.

Enjeux matériels	Accès aux produits et services et pratiques de commercialisation responsable		Non-discrimination
	IRO 1	IRO 2	IRO 3
Types d'IRO	Opportunité	Impact Positif	Impact négatif
Impacts / Risques / Opportunités	Opportunité financière liée au développement de nouveaux produits et services innovants ouvrant de nouveaux marchés et segments de clients	Impact positif sur les clients en proposant des produits et services adaptés aux besoins de l'ensemble des clients et acteurs économiques, y compris ceux en situation de fragilité financière et en assurant une couverture géographique globale et des solutions numériques adaptées	Impact négatif potentiel sur les clients en cas de défaillance de BRED Banque Populaire dans l'application des mesures visant à lutter contre la discrimination (choix des clients, accès au financement ou services essentiels)
Politiques	<ul style="list-style-type: none"> Code de conduite et d'éthique 		
Actions	<ul style="list-style-type: none"> Conformité réglementaire Offre clientèle fragile Soutien du microcrédit Sécurisation de l'offre bancaire des personnes protégées Dispositifs d'écoute et réclamation Formations et sensibilisation Sensibilisation, conduite du changement, diagnostics et audits pour le déploiement de l'accessibilité numérique 		
Cibles et indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> Net promoter score et enquêtes SAE Financement de microcrédit Délai de traitement des réclamations 		

Enjeux matériels	Accès à l'information	Protection des données personnelles et cybersécurité
	IRO 4	IRO 5
Types d'IRO	Risque	Risque
Impacts / Risques / Opportunités	Risque de pertes financières découlant d'un risque de réputation ou d'un risque juridique/de sanction en cas de pratique marketing non responsable (discours, support, communication, etc.)	Risque de pertes financières découlant d'un risque juridique et/ou de réputation en cas de défaillance dans la mise en œuvre des mesures de protection des données personnelles des clients
Politiques	<ul style="list-style-type: none"> Politique de protection des données personnelles Politique Générale de gestion des risques Cyber et Informatiques 	
Actions	<ul style="list-style-type: none"> Conformité réglementaire Formations et sensibilisation Audit et contrôle interne Règles de validation de nouveaux produits et processus de commercialisation 	<ul style="list-style-type: none"> Conformité réglementaire Délégué à la protection des données (DPO) Formations et sensibilisation Audit et contrôle interne Gestion des violations de données Charte RCCP
Cibles et indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> NPS et enquêtes SAE Délai de traitement des réclamations Plan stratégique décliné sur les prochaines années pour la cybersécurité 	

BRED Banque Populaire travaille à la définition de cibles de durabilité chiffrées pour ses enjeux matériels se rapportant à ses clients et utilisateurs finaux. Elle prévoit de publier ces cibles dans son rapport de durabilité 2026.

3.3.4.2 L'accès à l'information, aux produits et services : les pratiques de commercialisation responsable

Comprendre les besoins des clients pour leur offrir des produits et services les plus adaptés est au cœur des principes du Code de conduite de BRED Banque Populaire (section 3.4.4 Politiques en matière d'éthique des affaires). Ce code de conduite et d'éthique met en avant la vision centrée sur l'intérêt du client et du sociétaire, tout en soulignant l'engagement à être un acteur durablement utile. Le Directeur Général de BRED Banque Populaire est signataire et responsable de sa bonne mise en œuvre.

Ainsi, les collaborateurs s'emploient à servir au mieux les intérêts des clients en :

- identifiant leurs besoins, en les écoutant attentivement ;
- proposant la solution la plus adaptée, en tenant compte du profil du client, de ses besoins et de ses connaissances ;
- traitant équitablement tous les clients, y compris lorsque ces derniers ont des intérêts potentiellement contradictoires.

La protection des intérêts de la clientèle est une préoccupation majeure de BRED Banque Populaire qui se traduit dans les politiques de chacune de ses entités en France et à l'international. En toutes circonstances, les collaborateurs doivent servir les clients avec diligence, loyauté, honnêteté et professionnalisme, et proposer des produits et des services adaptés à leurs compétences et leurs besoins. Dans ce cadre, et afin de maintenir un haut niveau de protection de la clientèle, BRED Banque Populaire établit et maintient un corpus de procédures et réalise des contrôles portant sur cette thématique. Ceci se traduit par la mise en œuvre de différents dispositifs dédiés à l'information et la connaissance client et par la mise en place d'une gouvernance des produits qui leur sont proposés.

3.3.4.2.1 Comprendre les besoins du client et protéger son intérêt

BRED Banque Populaire s'attache à veiller et à garantir des offres transparentes et adaptées au besoin des clients. Les offres de produits et services, lorsqu'elles sont destinées à un consommateur, doivent respecter les dispositions des articles L. 121-1 à L. 121-24 du Code de la consommation relatives aux pratiques commerciales interdites, à l'exception du refus de vente. C'est dans cette série de dispositions que l'on retrouve les pratiques commerciales trompeuses (art. L. 121-2 à L. 121-5) ou agressives (art. L. 121-6 à L. 121-7). BRED Banque Populaire s'appuie sur un guide pratique réalisé par la direction Juridique du groupe BPCE.

La compréhension des besoins des clients est une composante fondamentale du service de qualité qui leur est apporté. Cela passe notamment par un conseil adapté, la conception et la distribution de produits dont le client comprend le fonctionnement, les risques ainsi que la tarification.

L'ensemble des services proposés ou des opérations réalisées pour le compte de ses clients se doit de respecter les procédures édictées. Il est nécessaire

d'établir une communication honnête, transparente et non trompeuse. Les produits qui sont proposés aux clients doivent notamment faire l'objet d'un conseil approprié et en adéquation avec leurs besoins et connaissances.

Lors de la rédaction de documents commerciaux, quelle que soit leur nature, les rédacteurs sont invités à être tout particulièrement vigilants à l'adéquation entre les conditions de commercialisation, le mode/processus de mise à disposition de l'information et la cible de clientèle visée. Le rédacteur d'une documentation promotionnelle se doit donc de prêter une grande attention aux canaux de commercialisation envisagés et au caractère approprié de la stratégie de distribution. Toutes les informations, y compris publicitaires, se doivent d'être correctes, claires et non trompeuses. Une information claire est une information qui est suffisante pour permettre au client d'appréhender les principales caractéristiques du produit qu'il s'apprête à souscrire ainsi que les avantages et risques y afférents.

BRED Banque Populaire entend maintenir ce niveau d'exigence dans les partenariats qu'elle met en place, tant avec les producteurs qu'avec les apporteurs d'affaires avec lesquels elle est en relation, grâce à un partage des rôles clair et une bonne compréhension des produits proposés aux clients. La Banque porte par ailleurs une attention particulière à l'absence de conflits d'intérêts avec ses partenaires pouvant avoir une incidence négative pour les clients.

3.3.4.2.2 Agir de manière équitable avec l'ensemble des clients

Pour BRED Banque Populaire, le traitement équitable de ses clients est un principe fondamental. Elle agit en ce sens en faveur de la non-discrimination dans ses relations avec les personnes physiques et morales et l'éthique professionnelle est pleinement intégrée dans le dispositif de conformité.

L'exercice de son activité requiert également à BRED Banque Populaire d'agir avec équité à l'égard de ses clients. Aucun client ne doit bénéficier de faveurs ou de gestes qui ne trouveraient pas de justifications commerciales réelles. Les clients les plus en difficulté doivent faire l'objet d'un traitement adapté permettant de trouver une solution satisfaisante pour tous. Un dispositif de détection et d'accompagnement de la clientèle financièrement fragile est à l'œuvre (voir section 3.3.4.3 Inclusion financière).

L'équité dont BRED Banque Populaire se prévaut se traduit notamment dans la diligence apportée lors du traitement des réclamations clientèles. La satisfaction de ses clients dépend également de l'implication qu'elle apporte à corriger les erreurs éventuellement identifiées et de sa transparence vis-à-vis d'eux.

BRED Banque Populaire inscrit l'amélioration de l'accessibilité des produits et services numériques dans ses priorités stratégiques, à l'instar du groupe BPCE. Le schéma pluriannuel de mise en accessibilité 2025-2027 et le plan stratégique VISION 2030 portent la volonté d'une approche éthique du numérique, en cohérence avec les valeurs coopératives du groupe BPCE. BRED Banque Populaire s'inscrit pleinement dans ce schéma pluriannuel.

Garantir l'inclusion de tous

L'accessibilité numérique implique que toute personne puisse percevoir et comprendre les informations et fonctionnalités d'un service numérique, naviguer et interagir avec.

Le groupe BPCE a lancé un programme « Accessibilité numérique » visant à accompagner les entités dans la mise en place de l'accessibilité numérique et traduisant, ainsi, la volonté d'inscrire l'inclusion des personnes en situation de handicap ou en difficulté face au numérique comme l'une de ses priorités stratégiques sur le long terme.

BRED Banque Populaire participe à ce programme. En effet, la référente Accessibilité numérique, nommée au sein de la Direction Impact et Développement, assiste aux comités de pilotage. Elle est en charge du pilotage de la mise en conformité de l'accessibilité numérique et de la sensibilisation des différents métiers.

Conformément à l'entrée en vigueur de la directive européenne sur l'accessibilité des produits et services numériques, le périmètre du programme a été étendu. BRED Banque Populaire opère pour garantir que ses produits et services numériques soient accessibles à tous ses clients et collaborateurs ainsi qu'au grand public.

L'accessibilité des services numériques

BRED Banque populaire a engagé des travaux qui lui ont permis d'améliorer le niveau de conformité aux critères du Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité (RGAA) sur les sites institutionnels. En complément, un premier audit a été mené sur le périmètre des espaces clients connectés web et mobile. Des travaux de remédiation sont planifiés pour l'année 2026 afin d'améliorer le niveau d'accessibilité et de conformité de ces espaces. Ces travaux portent sur les parcours utilisateurs mais également sur les documents mis à disposition des clients.

Par ailleurs, BRED Banque Populaire intègre la prise en compte des handicaps dans la conception des parcours clients, afin d'être une banque encore plus inclusive. Des sessions de sensibilisation et d'acculturation à l'accessibilité numérique ont été déployées auprès des équipes en charge du design des parcours et du pilotage des projets informatiques.

Au-delà de la mise en conformité légale, BRED Banque Populaire vise à améliorer l'expérience client et à renforcer la fidélisation client. Le périmètre de ce programme couvre à la fois les clients et les collaborateurs.

Afin de se conformer au mieux aux exigences réglementaires, BRED Banque Populaire a adapté son parc d'automates et ses distributeurs (DAB) pour en garantir l'accessibilité aux personnes en situation de handicap, notamment par l'installation des touches en braille et l'ajustement de la hauteur. En complément, l'ajout de l'assistance audio sur les parcours de retrait d'espèce est en cours de généralisation à l'ensemble du parc.

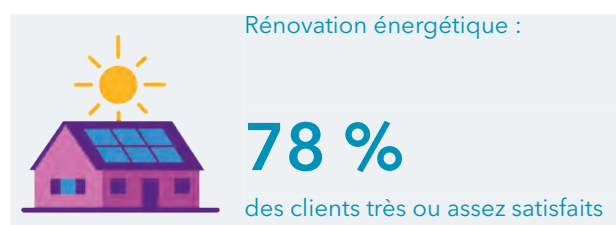
Par ailleurs, l'accessibilité des services a été étendue par téléphone aux personnes sourdes et malentendantes, grâce au partenariat avec ACCEO. Cette solution,

accessible gratuitement via une application mobile, permet aux clients en situation de handicap auditif d'être mis en relation avec un interprète en Langue des Signes Française (LSF) ou un transcritteur en Transcription Instantanée de la Parole (TIP), selon le mode de communication choisi. L'interprète contacte alors par téléphone le centre de relation clientèle de la Banque et assure, pendant toute la durée de l'entretien, la traduction en temps réel des échanges.

3.3.4.2.3 La satisfaction clients au cœur de l'action de BRED Banque Populaire

BRED Banque Populaire, en ligne avec le groupe BPCE, mène une démarche ambitieuse en matière de satisfaction clients. Elle déploie un programme d'actions transformatrices visant à améliorer l'expérience du client, en le plaçant au cœur de toutes les réflexions et tous les projets.

Dans un contexte global de hausse des standards en matière d'expérience client, le groupe BPCE mise sur la force de son collectif pour recueillir et partager les meilleures pratiques au sein de ses réseaux, par exemple en matière d'accessibilité téléphonique ou de réactivité aux demandes des clients.



Outils de mesure de satisfaction et dispositifs d'écoute - BRED SA et les filiales françaises

BRED Banque Populaire dispose de dispositifs d'écoute robustes pour mesurer l'expérience client sur tous ses marchés : enquêtes mystère une à deux fois par an, enquêtes « à chaud » quotidiennes après chaque interaction (vente, mail, appel, connexion web/app) et enquêtes « à froid » mensuelles (SAE) envoyées à 10 % des clients particuliers et professionnels. Deux baromètres complètent ce dispositif pour les clients Entreprises et Banque Privée, via des enquêtes téléphoniques en plusieurs vagues.

Les enquêtes « à chaud » (QHD) permettent de suivre la satisfaction en temps réel et d'engager rapidement des plans d'action, que ce soit sur l'expérience mobile ou la relation avec l'agence et le conseiller. Au total, près de 100 000 retours sont recueillis chaque année, interrogeant 100 % des clients au moins une fois par an et à chaque contact avéré. Les résultats sont consolidés dans un tableau de bord mensuel et présentés au Comité exécutif en moyenne trois fois par an.

Les clients insatisfaits sont rappelés par les managers afin de traiter leurs irritants, et la Banque mesure également la satisfaction interne entre fonctions supports et réseau commercial pour améliorer le service rendu aux clients.

Ces actions ont permis d'augmenter le NPS (1) global (particuliers et professionnels) de 8 points en 2025 par rapport à 2024.

Rénovation énergétique

En 2024, BRED Banque Populaire a enrichi l'enquête SAE d'une question dédiée aux conseils et solutions en matière de rénovation énergétique. À fin décembre 2025, 78 % des clients particuliers répondants se déclarent très ou assez satisfaits, et 76 % des clients Professionnels expriment le même niveau de satisfaction sur cet item.

Outils de mesure de satisfaction et dispositifs d'écoute - Filiales internationales

À l'international, chaque filiale dispose de dispositifs d'écoute client, majoritairement fondés sur le NPS, dans une logique d'amélioration continue. En Afrique, Madagascar mesure un NPS annuel pour les entreprises et biennal pour les particuliers, complété par une enquête un mois après l'entrée en relation et par des visites et appels mystère, tandis que BCI Mer Rouge mène des enquêtes ponctuelles. En Océanie, BRED Bank Solomon réalise une enquête trimestrielle et BRED Bank Fidji tous les deux ans. En Asie, une harmonisation est prévue avec le déploiement en 2026 de dispositifs équivalents à ceux de BRED SA au Cambodge et au Laos.

3.3.4.3 Inclusion financière : être une banque inclusive en accompagnant les clients fragiles

3.3.4.3.1 Dispositifs de détection et d'accompagnement des clients fragiles

BRED Banque Populaire s'engage activement pour l'inclusion financière des personnes les plus fragiles. Alors que la société fait face à des transformations profondes, ces dernières ne doivent pas s'opérer au détriment des clients les plus modestes ou en situation de fragilité économique. Ainsi, la Banque s'engage à accompagner les personnes protégées, les personnes fragiles et les entreprises en difficulté. Cette approche inclusive vise à garantir que la transition vers des modèles plus durables soit équitable, protégeant les populations vulnérables et favorisant l'inclusion économique.

Pour répondre aux besoins d'accompagnement de cette clientèle en situation de fragilité financière, BRED Banque Populaire, à travers le réseau Banque Populaire, propose différents dispositifs de finance inclusive. Les dispositifs recouvrent notamment la détection précoce d'une potentielle survenance à venir de fragilité financière et l'accompagnement le cas échéant.

Formation des conseillers financiers de BRED Banque Populaire

Conformément à la charte d'inclusion bancaire (charte AFECEI - L'Association française des établissements de crédit, des sociétés de financement et des entreprises d'investissement) et face aux difficultés financières rencontrées par certains clients, l'acculturation des conseillers financiers aux thématiques relatives à l'inclusion bancaire est cruciale.

Dans ce contexte, la Banque a mis en place un dispositif de formation spécifique avec un module dédié à la prévention du surendettement et aux clients en situation de fragilité et un autre spécifique sur le droit au compte. Ces formations doivent être réalisées obligatoirement tous les cinq ans par les conseillers particuliers en agence et ceux sur les plateformes téléphoniques. En 2025, 448 collaborateurs ont été formés sur la Protection de la clientèle fragile et 338 ont été formés sur le thème du Droit au compte.

Un score de détection d'une potentielle survenance à venir de fragilité financière déclenche une notification au client concerné l'invitant à se rapprocher de son conseiller bancaire. Les conseillers formés peuvent réaliser un point budgétaire et trouver des solutions appropriées aux besoins de leurs clients.

Des solutions de gestion de compte bancaire adaptées aux clients fragiles

BRED Banque Populaire souhaite permettre au plus grand nombre d'accéder aux services bancaires. Pour maîtriser les risques d'exclusion, BRED Banque Populaire met en place des dispositifs qui permettent aux clients en situation de fragilité économique de gérer leur compte bancaire plus sereinement.

Une offre spécifique est destinée à la clientèle fragile, facturée à un tarif maximal d'1 euro/mois et garantissant l'accès à des services bancaires essentiels à la gestion du compte - l'Offre dédiée à la Clientèle en situation de Fragilité financière (OCF).



31 463

Clients détectés



3,9 %

ont bénéficié d'une offre OCF

BRED Banque Populaire est vigilante à ce contexte et poursuit ses efforts pour accompagner au mieux ses clients fragiles.

(1) Net Promoter Score : Indicateur de recommandation des services de BRED Banque Populaire, considéré comme un outil de mesure de la satisfaction client.

3.3.4.3.2 Le microcrédit au service de l'inclusion financière

BRED Banque Populaire, en cohérence avec son positionnement entrepreneurial, oriente ses actions vers le microcrédit professionnel avec le soutien de l'Adie (Association pour le Droit à l'Initiative Économique). L'association défend l'idée que chacun, grâce à un microcrédit et un accompagnement professionnel personnalisé, peut devenir entrepreneur ou avoir accès à un emploi, même sans capital ou sans diplôme.

En matière de gouvernance, pour BRED Banque Populaire, la relation avec l'Adie sur le microcrédit est encadrée par le fonds de dotation au niveau des mécénats. La Fédération nationale des Banques Populaires (FNBP) participe aux clubs des financeurs, aux rencontres des partenaires et aux conseils d'administration.

3.3.4.3.3 BRED Espace Tutelles : Sécuriser l'offre bancaire des personnes protégées

En France, 800 000 majeurs bénéficient d'une mesure de protection juridique ou sociale décidée par un juge des tutelles. Ces mesures impliquent les banques à travers la gestion des comptes et du patrimoine de ces clients, en liaison avec leur représentant légal.

BRED Espace Tutelles a mis en place un dispositif qui vise à garantir une gestion sécurisée et autonome des comptes des majeurs protégés, tout en fournissant un soutien complet aux représentants légaux (mandataires judiciaires à la protection des majeurs MJPM et les associations tutélaires). BRED Espace Tutelles, gère à ce jour plus de 8 000 relations pour le compte de majeurs protégés à l'échelle nationale.

Depuis 2021, BRED Banque Populaire a élargi sa méthode d'identification au risque de surendettement aux clients particuliers et entrepreneurs individuels. L'objectif étant de ne plus se limiter aux seuls détenteurs de crédits, mais viser un public plus large pour être plus efficace en matière de prévention.

3.3.4.3.4 Accompagner les entreprises en difficulté par le pôle Retournement

Le Pôle Retournement est intégré à la BFI de BRED Banque Populaire. Des interventions sont organisées auprès des entreprises de toutes tailles (professionnels, TPE/PME/ETI et Grands Comptes) en situation de procédure amiable (mandat *ad hoc*, conciliation), sauvegarde, redressement judiciaire et plan de continuation.

Un accompagnement sur-mesure est proposé par BRED Banque Populaire pour permettre la poursuite de l'activité dans les domaines de la gestion des flux (domestiques et international), des financements et garanties et des services spécialisés (salle des marchés, affacturage, épargne salariale...).

3.3.4.4 Protection des données et cybersécurité

BRED Banque Populaire met en œuvre plusieurs mesures pour gérer les incidents et risques opérationnels liés à la non-conformité réglementaire, notamment en matière de protection des données personnelles et de communication des attaques de cybersécurité.

3.3.4.4.1 Cybersécurité et risques Technologiques de l'Information et de la Communication (TIC)

La gouvernance du risque (TIC) : les objectifs, le cadre et les acteurs

Les systèmes d'information de BRED Banque Populaire traitent des données sensibles (clients, stratégie, financiers) et doivent être protégés contre les menaces, en tenant compte des vulnérabilités technologiques. La banque applique le cadre *Technology Risk Management* (TRM) du groupe BPCE, qui fixe les principes de protection des systèmes d'information (SI) et s'impose à toutes les entités, collaborateurs, clients, partenaires et fournisseurs accédant au SI ou interconnectés. Le dispositif couvre applications, données, infrastructures et personnes, est piloté par la Direction SSI, PCA et Fraudes Externes et reste indépendant des technologies. BRED Banque Populaire respecte les directives des régulateurs, notamment le règlement DORA, en appliquant systématiquement la règle la plus stricte.

La feuille de route de BRED Banque Populaire vise à renforcer en continu la sécurité et la résilience, améliorer l'efficacité des pratiques et s'adapter aux nouvelles menaces, aux évolutions technologiques (IA, quantique) et aux changements sociétaux.

Les mesures et moyens mis en œuvre

BRED Banque Populaire veille à ce que l'ensemble de ses entités respecte ses engagements vis-à-vis des clients, collaborateurs, partenaires, régulateurs et sociétaires en matière de sécurité des systèmes d'information. Elle s'appuie sur le cadre TRM du groupe BPCE, adopte la Charte RCCP, le Cadre SSI et le référentiel de règles SSI, et a mis en place une organisation dédiée, pilotée par un RSSI Groupe rattaché à la Direction des Risques, elle-même rattachée au Directeur général.

Concrètement, la Banque déploie des moyens de protection des utilisateurs finaux : authentification forte, chiffrement des données sensibles, surveillance anti-fraude en temps réel, sécurisation des applications, contrôles d'accès, mises à jour régulières, ainsi que des actions de sensibilisation et d'assistance en cas d'incident. Ces mesures visent à garantir la sécurité des informations et des transactions et à renforcer la confiance dans les services de BRED Banque Populaire.

Le dispositif de signalement et d'accompagnement des clients

BRED Banque Populaire met à disposition plusieurs canaux pour permettre aux utilisateurs finaux de déclarer incidents et réclamations. Chaque signalement fait l'objet d'une analyse pour en identifier les causes, définir des actions correctives et suivre leur efficacité via des indicateurs de performance. La Banque mène aussi des actions de prévention, notamment au travers de pages « Sécurité » sur son site institutionnel. En cas d'attaque de cybersécurité significative, des procédures prévoient l'information rapide des clients et des autorités de régulation.

3.3.4.4.2 Protection des données personnelles

La politique de protection des données de BRED Banque Populaire a pour objectif de décrire les normes liées au traitement des données à caractère personnel et s'applique à l'ensemble des entités. Elle pose ainsi les principes d'usage et d'éthique de l'exploitation des données personnelles.

Cette politique s'applique à l'ensemble des opérations traitant des Données Personnelles par BRED Banque Populaire. De ce fait, elle concerne l'ensemble des collaborateurs et des filiales de la Banque.

BRED Banque Populaire est soumise à plusieurs normes et textes légaux à un niveau local et européen parmi lesquelles :

- le Règlement Européen relatif à la Protection des Données (Règlement (UE) 2016/679) ;
- la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée pour les établissements basés en France ;
- les lois locales relatives à la protection des données pour les établissements basés hors Union Européenne, le cas échéant.

En complément des textes réglementaires en vigueur, la protection des données doit être conforme aux Normes du groupe BPCE concernant cette activité.

Les contrats avec les prestataires traitant de données personnelles sont conclus conformément à la législation sur la protection des données personnelles et aux normes et instructions du groupe BPCE. Ils garantissent ainsi une stricte utilisation des données personnelles aux seules fins d'exécuter leurs prestations.

BRED Banque Populaire veille à ce que tous les nouveaux projets intègrent la dimension d'usage responsable et éthique « des données personnelles ». Ainsi, les projets s'assurent du strict respect des obligations liées au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et des lois locales relatives à la protection des données personnelles dans une démarche de Privacy by Design. Dans ce cadre, l'avis du Délégué à la protection des données (DPO) est requis pour tous les projets.

Un Comité Protection des données a lieu trimestriellement en présence de la Directrice générale adjointe, du Directeur de Risques de la Protection et du Contrôle, du Directeur des Risques Data et IA, du Délégué à la Protection des Données et des principales fonctions de la Banque. Le rôle de ce comité est de piloter la mise en œuvre de la Politique de Protection des Données. Son périmètre couvre l'ensemble de BRED Banque Populaire y compris ses filiales. Il assure un suivi consolidé du plan d'action et du planning, identifie les difficultés et prend les décisions nécessaires.

Un plan de formation pluriannuel est en place auprès de tous les collaborateurs de BRED Banque Populaire. Formation de base et régulière pour tous les collaborateurs, formations spécifiques en fonction des métiers (référents métier, chefs de projet informatiques, correspondants filiales...). Les collaborateurs de la Direction des Risques Data et IA suivent des formations spécifiques et sont tous titulaires d'une certification de DPO.

En complément, les autres actions en matière de gestion des risques des données personnelles sont les suivantes :

- réalisation d'Analyse d'Impact sur la Protection des Données (AIPD) pour les traitements de données personnelles qui présentent un risque élevé pour les personnes concernées ;
- mise en place de procédures pour détecter, signaler et remédier aux violations de données, y compris la notification des autorités compétentes et des personnes concernées si nécessaire ;
- réalisation de contrôles permanents de premier et deuxième niveau et de contrôles périodiques de troisième niveau pour s'assurer de la conformité de tous les traitements de données personnelles aux réglementations en vigueur.

BRED Banque Populaire encadre strictement la prospection commerciale notamment :

- par un recueil du consentement de ses clients à des fins de prospections commerciales par voie électronique ;
- par la mise en conformité de la politique Cookie au regard des lignes directrices publiées par la CNIL. Ainsi, les internautes disposent d'une information complète au moyen d'une politique rendue accessible sur les sites web et l'application BRED. Les internautes sont par ailleurs sollicités pour donner ou non leur consentement au traitement de leurs données selon les finalités poursuivies ;
- par la mise en œuvre de consentement de ses clients pour des sollicitations commerciales s'appuyant sur des données de paiement.

3.3.4.5 Procédures permettant aux consommateurs et utilisateurs finaux de faire part de leurs préoccupations

La procédure cadre de BRED Banque Populaire définit les modalités de gestion des réclamations de ses clients. Elle implique une gestion transparente ainsi qu'un dispositif de médiation.

Le recueil des retours des clients en temps réel permet de détecter les éventuels mécontentements et de les prendre en charge au plus vite dans le processus de gestion des réclamations. Le dispositif d'écoute déployé ainsi que le dispositif de gestion des réclamations nourrissent les réflexions sur les axes d'amélioration continue de l'offre de produits et services bancaires proposée par BRED Banque Populaire.



Gestion des réclamations

Le traitement des réclamations clients permet de détecter les sujets de mécontentement et de les prendre en charge au plus vite dans le processus de gestion des réclamations. En outre, ces informations alimentent les réflexions sur les axes d'amélioration continue de l'offre de produits et services bancaires.

Analyse et exploitation des réclamations

BRED Banque Populaire analyse les réclamations afin de détecter d'éventuels dysfonctionnements, manquements et mauvaises pratiques ou des besoins d'amélioration. L'exploitation de ces données permet de définir les actions correctrices à mener par les directions concernées.

Voies de recours en cas de réclamation

Le traitement des réclamations s'articule de la façon suivante :

- l'agence ou la structure commerciale en charge de la relation commerciale de proximité, est l'interlocuteur privilégié du client ;
- le service relation clientèle de la banque ou de la filiale, peut être sollicité, y compris si la réponse ou solution apportée par l'interlocuteur privilégié du client ne lui convient pas ;
- le médiateur, personnalité indépendante, peut être saisi lorsque aucune solution n'a été trouvée ou en l'absence de réponse dans les délais règlementaires. Le médiateur dispose de son propre site internet, où le client peut déposer sa demande de médiation via un formulaire en ligne.

Information du client sur les voies de recours

Les voies de recours et les modalités de contact sont communiquées aux clients :

- sur le site internet de la banque : [BRED Banque Populaire | Plainte et réclamation](#) ;
- sur les plaquettes tarifaires ;
- dans les réponses du SRC aux clients.

Pilotage du traitement des réclamations

Ce pilotage concerne en particulier les motifs de plainte, les produits et services concernés par ces plaintes et les délais de traitement. BRED Banque Populaire envoie au groupe BPCE des tableaux de bord périodiques sur le pilotage du traitement des réclamations.

Certains motifs de réclamations peuvent être révélateurs de décalages ou d'inadéquation entre le service attendu par le client et le service fourni, tels que l'information et le conseil pour 0,49 % des réclamations traitées en 2025 et les opérations non autorisées pour 1,62 % en baisse par rapport à 2024 (2,06 %).

	2025	2024	2023	2022
Délai moyen de traitement (jours)	10,29	8,98	12,59	17,47
% dans les 10 jours	68,10 %	74,46 %	64,92 %	35,79 %

Annexes - Informations sociales

Métriques - Périmètre de publication des indicateurs S1 pour la CSRD 2026 (sur l'année de référence 2025)

L'ensemble des indicateurs du S1 a été calculé sur l'intégralité du périmètre consolidé. Pour certaines de ses entités dont les données sociales ne remontent pas nativement dans les outils SIRH BPCE, BRED Banque Populaire a mis en place un processus de collecte spécifique, afin de garantir la couverture complète du périmètre de durabilité établi. À noter que les entités du périmètre international peuvent avoir des exigences différentes sur le plan social.

Définition et méthodes transverses aux indicateurs

Les indicateurs portent uniquement sur les salariés, les non-salariés sont ainsi exclus du périmètre. Le nombre total des salariés a été calculé sur la base du périmètre de durabilité et de la définition suivante du statut salarié : les collaborateurs internes permanents (CDI), les collaborateurs internes temporaires (CDD, alternants et les VIE - volontariat international en entreprise - pour la France) présents à la fin de la période de référence. À noter : les stagiaires n'ont pas été retenus dans le périmètre, dans la mesure où en France, les stagiaires ne sont pas considérés comme salariés de l'entreprise. Des exclusions de population (CDD / alternants / VIE) suivants les indicateurs ont pu être faites pour des raisons de disponibilités des données et/ou de pertinence et de fiabilité des calculs. Cette exclusion est alors indiquée en note de bas de page. En lien avec le groupe BPCE, BRED Banque Populaire tend à harmoniser, dans la mesure du possible, le périmètre des calculs pour les prochaines publications.

La méthodologie de calcul du nombre total de salariés repose sur : un comptage des effectifs sur une base contractuelle en nombre de contrats, des effectifs présents à la fin de la période de référence.

Répartition du nombre de salariés par type de contrat

L'indicateur porte sur :

- les salariés à temps partiel. Pour les CDI et les CDD: Contrat de travail dont la durée de travail annuelle est inférieure à la durée à temps plein en vigueur dans l'entreprise (ou la branche). Les alternants sont intégrés dans cette catégorie.
- les salariés à temps plein : CDI et CDD sans l'alternance dont la durée de travail annuelle est égale à la durée à temps plein en vigueur dans l'entreprise (ou la branche).

Rotation des salariés au cours de la période de référence

Deux indicateurs sont publiés : le taux de sortie et le taux de rotation. La réalisation du calcul est effectuée sur une base de collaborateurs en CDI présents à fin 2025. Les CDD, alternants et VIE ont été exclus du calcul du taux de rotation, leur présence chez BRED Banque Populaire étant par définition temporaire. La formule de calcul appliquée est la suivante :

- taux de sortie : nombre de sorties CDI sur la période de référence / effectif CDI à la fin de la période de référence ;
- taux de rotation : (nombre d'entrées CDI sur la période de référence + nombre de sorties CDI sur la période de référence) / 2) / effectif CDI à la fin de la période.

Un rapprochement entre les effectifs mentionnés dans la partie « Caractéristiques des salariés de l'entreprise » et l'effectif le plus représentatif dans les états financiers est fait. La Direction des Ressources Humaines du groupe BPCE s'appuyant sur une notion en nombre de contrats et non en ETP (équivalent temps plein), il n'est ainsi pas pertinent de rapprocher les ETP des états financiers, sur l'année de référence 2025, ces derniers n'étant pas comparables.

Écart de rémunération et ratio de rémunération totale annuelle

La population intégrée comporte les effectifs en CDI présents et payés à taux plein toute l'année de référence à l'exclusion des mandataires sociaux, salariés en CDD, travailleurs temporaires, salariés en alternance, salariés français expatriés, les personnes non titulaires d'un contrat de travail et les collaborateurs en Affectation Longue Durée (ALD).

Le salaire fixe et la rémunération variable sont pris en compte. Éléments pris en compte dans le salaire fixe : salaire fixe annuel théorique temps plein + Indemnité fixe de fonction annuelle le cas échéant de l'année de référence. Éléments pris en compte dans la rémunération variable : Prime de partage de la valeur payée dans l'année de référence + prime de performance ou toute prime individuelle + Variable payée dans l'année de référence.

Deux indicateurs sont publiés pour cette métrique : Indicateur n°1 - (Moyenne des rémunérations annuelles brutes des salariés hommes - moyenne des rémunérations annuelles brutes des salariés femmes / moyenne des rémunérations brutes des salariés hommes) x 100 ; Indicateur n°2 - Rémunération annuelle totale pour la personne la mieux payée de l'entreprise / Niveau médian de rémunération annuelle totale à l'exclusion de l'individu le mieux payé.

Taux de couverture du dialogue social & représentation sur le lieu de travail

Pour calculer les informations requises, BRED Banque Populaire indique dans quels pays de l'EEE, elle emploie des effectifs importants (à savoir des effectifs d'au moins 50 salariés représentant au moins 10 % du nombre total de ses salariés) et indique le pourcentage par pays de salariés et par établissement, disposant d'une représentation du personnel. La notion d'« établissement » regroupe tout lieu d'opérations où l'entreprise exerce de façon non transitoire une activité économique avec des moyens humains et des biens.

Métriques d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée

La notion de congés familiaux prend en compte les dispositifs suivants et sont prévus en application des règles de la convention collective : le congé de maternité ; le congé de paternité ; le congé parental ; le congé d'aidant prévu par la législation ou les conventions collectives. Population : CDI / CDD / Alternants / VIE.

Métriques de santé et de sécurité

Définition

- pour le périmètre France : la réglementation impose que l'ensemble des collaborateurs, selon les critères définis dans S1-6 sont couverts par un système de gestion de la santé et de la sécurité ;
- pour le périmètre international : la collecte des données se fera au regard des obligations et/ou des pratiques locales. Pour plus de précisions sur le périmètre couvert se référer à l'introduction générale.

Calcul

- population : CDI, CDD, Alternants, VIE ;
- formule de calcul : nombre de collaborateurs couverts par le système de gestion de la santé et de la sécurité / le nombre total de collaborateurs ;
- pourcentage des effectifs couverts par le système de gestion de la santé et de la sécurité selon les obligations légales et/ou les normes ou lignes directrices applicables.

Nombre de décès dus à des accidents du travail ou des maladies professionnelles

Taux de fréquence des accidents du travail : L'indicateur retenu porte sur le taux de fréquence des accidents du travail. La notion de « jours perdus » est interprétée comme « jours d'absence » liés aux arrêts de travail pour accident de travail / trajet. BRED Banque Populaire mesure et collecte les données liées aux accidents de travail et de trajet reconnus par la sécurité sociale. L'indicateur retenu pour le taux d'accident du travail est ainsi le taux de fréquence des accidents du travail survenus auprès des CDI et CDD. La formule de calcul du taux de fréquence, selon l'INSEE est la suivante : nombre des accidents avec arrêt/heures travaillées x 1 000 000. Le nombre de jours d'absences liés aux accidents du travail / trajet est à considérer en nombre de jours calendaires.

Répartition par genre au niveau de l'encadrement supérieur en nombre et en pourcentage

Trois conditions permettent d'identifier les cadres dirigeants : l'autonomie dans les décisions et l'organisation de son temps de travail, la rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés, le statut hors temps de travail (hors forfait jour).

Travailleurs non salariés

Un collaborateur « non salarié » est une personne qui travaille pour la Banque sur une activité de l'entreprise sans être liée par un contrat de travail salarié (CDI, CDD, apprentissage, etc.). La méthode ici demande de comprendre cette population comme étant les intérimaires mais d'y exclure les prestataires de service et les dirigeants non-salariés. La méthodologie de calcul du nombre total de travailleurs non-salariés repose sur un comptage des travailleurs non-salariés présents à la fin de la période de référence.

Incidents de discrimination, y compris le harcèlement, signalés au cours de la période de référence

L'indicateur porte sur tous les incidents signalés formellement par les collaborateurs, quelle que soit l'issue (avérée ou non après enquête). Les faits de discrimination au sens large (origine, sexe, âge, handicap, orientation sexuelle, religion, opinions, situation familiale, etc.). Le harcèlement comprend notamment le harcèlement moral, le harcèlement sexuel, les comportements inappropriés créant un environnement de travail hostile ou dégradant.

L'indicateur des plaintes déposées via les canaux permettant aux employés de faire part de leurs préoccupations prend en compte toute plainte déposée auprès d'un tribunal judiciaire.

Métriques - Périmètre de publication des indicateurs S4 pour la CSRD 2026 (sur l'année de référence 2025)

Délai de traitement des réclamations des clients

L'indicateur porte sur les réclamations à partir de leur date d'émission + 1 jour ou le cachet de la Poste. La date de résolution est la date de réponse au client. Le délai de traitement de la réponse est calculé entre ces deux dates, en jours ouvrables (sauf dimanche et jours fériés). Le périmètre pris en compte est BRED SA (France).

3.4 Informations en matière de gouvernance et d'éthique des affaires (C1)

3.4.1 Rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance

Pour cette partie, se référer à la section 3.1.4.1 Rôle des organes d'administration et de direction du présent rapport.

3.4.2 Synthèse des incidences, risques et opportunités

Lors du processus d'identification des impacts, risques et opportunités matériels se rapportant aux sujets de la conduite des affaires, le modèle d'affaires et les diverses implantations de BRED Banque Populaire ont été pris en compte. Sur cette thématique, 3 IRO ont été identifiés comme étant matériels.

Enjeux matériels	Prévention et détection de la corruption et des pots-de-vin	Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et respect des sanctions nationales et internationales (embargos et gels d'avoirs)	Gestion des relations avec les fournisseurs
Types d'IRO	IRO 1	IRO 2	IRO 3
	Risque	Risque	Impact positif
Impacts / Risques / Opportunités	Risque de pertes financières découlant d'un risque de réputation ou d'un risque juridique/de sanction liés à une défaillance dans la mise en œuvre des obligations en matière de lutte contre la corruption ou de comportement non-éthique	Risque de pertes financières découlant d'un risque juridique/de sanction liés à une défaillance dans la mise en œuvre des obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et plus largement de prévention et de détection des comportements financiers délictueux des clients, et en matière de mise en œuvre des sanctions (embargos, sanctions sectorielles, gels d'avoirs)	Impact positif sur les fournisseurs <i>via</i> des politiques d'engagement de BRED Banque Populaire en matière d'Achats responsables notamment sur la gestion des délais de paiement
Politiques	<ul style="list-style-type: none"> Code de conduite Principes anticorruption Dispositif de « lanceur d'alerte » Politique de « notification de cadeaux et avantages » Procédure d'évaluation des tiers 	<ul style="list-style-type: none"> Politique en matière d'appétit aux risques de sécurité financière dont Dispositif LCB-FT Politique en matière d'appétit aux risques de sécurité financière dont Dispositif Sanctions-embargos 	<ul style="list-style-type: none"> Politique Achats Responsables Livre blanc des délais de paiement fournisseurs
Actions	<ul style="list-style-type: none"> Cartographie des risques de corruption Formations obligatoires aux règles d'éthique professionnelles et de la lutte contre la corruption Formation obligatoire complémentaire des fonctions exposées Dispositif « Lanceur d'alerte » avec un outil Groupe dédié Déclaration des cadeaux et avantages reçus Évaluation des tiers Encadrement des relations avec les intermédiaires et les clients Dispositif de contrôle interne Dispositif de contrôle comptable « fraude et corruption » Dispositif de lutte contre la fraude interne 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation des risques <i>Know Your Customer</i> Surveillance des transactions Examen renforcé et déclaration des transactions et activités suspectes à la Cellule de Renseignement Financier (TRACFIN pour la France) Obligations connexes (reporting, contrôle interne, formation ...) 	<ul style="list-style-type: none"> Dispositif de suivi des délais de paiement Tableau de bord Critères sociaux et environnementaux pour sélectionner les fournisseurs
Cibles et indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de condamnations pour infraction à la législation sur la lutte contre la corruption et les actes de corruption Pourcentage, au sein du personnel, des fonctions exposées, couvertes par les programmes de formation 	n/a	<ul style="list-style-type: none"> Délai moyen de paiement des fournisseurs Paiement des fournisseurs dans un délai optimal de 30 jours après l'émission des factures

3.4.3 Sociétariat et gouvernance

L'organisation de BRED Banque Populaire, société coopérative et mutualiste, permet à tout sociétaire de participer, directement ou indirectement, à la prise de décision collective. Chaque client détenant au moins une part sociale est également sociétaire. Cette gouvernance coopérative permet une représentation des parties prenantes de l'entreprise au niveau du Conseil d'administration.

Plus de 235 000 clients de BRED Banque Populaire sont sociétaires de la banque et détiennent 100 % de son capital social, en ayant souscrit des parts sociales. Il s'agit de « droits d'associés » d'une valeur nominale de 10,70 euros au 31/12/2025, qui peuvent être détenus dans un compte titre ordinaire ou un plan d'épargne en actions, à titre individuel ou au titre d'une entreprise ou d'une association. Les parts sociales confèrent à leurs détenteurs le pouvoir de voter les résolutions de

l'Assemblée générale annuelle de BRED Banque Populaire. Ainsi les sociétaires ont la possibilité de s'impliquer dans la gouvernance de la Banque et notamment de choisir leurs représentants au sein du Conseil d'administration qui sont chargés de valider les orientations stratégiques. La détention de ces parts sociales ouvre droit au versement d'un intérêt annuel, voté par l'Assemblée générale annuelle, ce qui associe étroitement les clients sociétaires au partage de la réussite de BRED Banque Populaire, dans une vision à long terme. Afin d'assurer l'information et le dialogue avec les sociétaires, BRED Banque Populaire organise des réunions d'information locales, adresse une lettre d'information trimestrielle dédiée au sociétariat et met à disposition une rubrique spécifique sur le site institutionnel « bred.fr », au sein de la section « Banque coopérative ».

3.4.4 Politiques en matière d'éthique des affaires

Le Code de conduite de BRED Banque Populaire

Le Code de conduite de BRED Banque Populaire est basé sur une démarche volontaire d'établir un document pratique et clair à destination des collaborateurs, des fournisseurs et des partenaires dans leurs relations avec BRED Banque Populaire. Ce Code est adapté aux activités de BRED Banque Populaire et à la diversité de ses implantations. Il met en lumière les règles de conduite et les bonnes pratiques à adopter.

Le Code de conduite de BRED Banque Populaire a été validé par le Comité exécutif avant d'être présenté et validé par le Comité Social et Économique (CSE) pour être annexé au Règlement Intérieur le 1^{er} juillet 2023.

Les principes de conduite éthique et professionnelle rassemblés dans ce Code sont considérés comme fondamentaux par le Conseil d'administration et le Comité exécutif de BRED Banque Populaire, ainsi que par tous les dirigeants de l'ensemble des filiales de la Banque. En 2025, ce Code a été déployé et distribué à l'ensemble des collaborateurs au sein de BRED Madagascar suite à son intégration dans BRED Banque Populaire.

Le Code de conduite de BRED Banque Populaire repose sur onze principes de conduite articulés en trois parties.

- **Intérêt du client et du sociétaire** : comprendre les besoins du client et protéger son intérêt, agir de manière équitable avec l'ensemble des clients, prévenir et gérer les conflits d'intérêts naissant des relations que BRED Banque Populaire entretient avec ses tiers.
- **Responsabilité employeur et salariés** : lutter contre le blanchiment et le financement du terrorisme, lutter contre les abus de marché, lutter contre la fraude, lutter contre la corruption et le trafic d'influence.
- **Responsabilité sociétale** : contribuer à une économie de marché humainement responsable, être un groupe

bancaire inclusif et ouvert à tous, agir efficacement pour la protection de l'environnement et la transition énergétique vers une économie peu carbonée, promouvoir le respect des droits humains dans toutes les activités de la Banque.

Le Code de conduite de BRED Banque Populaire est mis à disposition sur l'intranet, ainsi que sur le site internet de la Banque ⁽¹⁾. Tous les collaborateurs et toutes les personnes extérieures à BRED Banque Populaire peuvent y accéder.

La prise de connaissance des principes du Code de conduite est matérialisée par une formation de type e-learning. Cette formation est obligatoire pour tous les collaborateurs ainsi que pour tous les nouveaux entrants.

Prévention des enfreintes au Code de conduite

Le dispositif de lanceurs d'alerte

BRED Banque Populaire dispose d'un dispositif d'alerte applicable dans toutes les entités de BRED Banque Populaire. Il est décrit dans la procédure « Dispositif d'alerte interne BRED Banque Populaire » actualisée en 2023.

Cette procédure répond aux normes édictées par le Groupe BPCE à travers la politique Groupe « NORMA Dispositif lanceur d'alerte ». Celle-ci a été validée en comité de validation des normes des fonctions de contrôles du 5 mai 2023. Avant déploiement, ce dispositif a fait l'objet d'une consultation auprès des instances représentatives du personnel en 2022.

La Direction de la Conformité a la charge du pilotage du dispositif et du suivi des alertes reçues pour l'ensemble de BRED Banque Populaire.

La procédure présente le type d'alerte qui peut être faite, la procédure de signalement et de traitement de l'alerte, la confidentialité des informations, le statut protecteur de lanceur d'alerte et les sanctions encourues en cas de non-respect.

(1) Disponible sur : <https://www.bred.fr/medias/pdf/informations-reglementaires/code-conduite-groupe-bred-fr.pdf>

L'outil Groupe BKMS

Le principal canal de transmission des alertes est la plateforme de signalement BKMS. Tous les collaborateurs de BRED Banque Populaire et les prestataires ont un accès direct à cet outil via un lien URL ⁽¹⁾. Il s'agit d'un outil choisi pour l'ensemble des entités et métiers de BRED Banque Populaire.

Afin de s'assurer de leur bonne compréhension par tous les collaborateurs, y compris dans les filiales internationales où la connaissance du français n'est pas intégralement répandue, les écrans auxquels a accès le lanceur d'alerte sont disponibles en anglais et en lao.

BKMS présente toutes les garanties en termes de sécurité des données, respecte les plus hauts standards en matière de confidentialité et de respect de l'anonymat ⁽²⁾ (données cryptées, impossibilité de récupérer les adresses IP des lanceurs...).

Le lanceur d'alerte a la possibilité d'envoyer son alerte et de dialoguer avec la personne qui la gère en gardant ou non l'anonymat, selon son souhait. L'alerte est envoyée directement au service chargé de la traiter grâce à la définition de règles de routage définies dans l'outil et contribuant à la confidentialité. Les personnes ou services désignés disposent, par leur positionnement ou leur statut, de la compétence, de l'autorité et des moyens suffisants à l'exercice de leurs missions de manière impartiale.

Les autres canaux de transmission d'une alerte

Une alerte peut aussi être faite directement auprès de la hiérarchie directe ou indirecte, des représentants du personnel, etc. Toutefois, il est préconisé que celle-ci passe par l'outil ou soit adressée directement au Directeur de la Conformité afin que le dispositif de protection des lanceurs d'alerte, et dont le supérieur hiérarchique n'a pas forcément connaissance, puisse être intégralement respecté (respect des délais de réponse et de traitement, mode de traitement d'une alerte reçue oralement, engagement en termes de confidentialité).

Le dispositif de protection des lanceurs d'alerte

La procédure « Dispositif d'alerte interne BRED Banque Populaire », applicable dans l'ensemble de BRED Banque Populaire, décrit la procédure de signalement et de traitement de l'alerte afin de garantir l'intégrité et la confidentialité des informations recueillies, mais aussi de protéger les personnes éligibles au dispositif de protection contre toute mesure de représailles ou menace.

La procédure précise les catégories de personnes qui font l'objet d'une protection : le lanceur d'alerte, les facilitateurs, les personnes en lien avec le lanceur d'alerte et les entités juridiques contrôlées par un lanceur d'alerte dans lesquelles il travaille ou avec lesquelles il est lié dans un contexte professionnel.

BRED Banque Populaire protège les lanceurs d'alerte. Ils ne peuvent en aucun cas être sujets à une quelconque sanction disciplinaire ou poursuite judiciaire, dès lors qu'ils agissent sans contrepartie financière directe et de bonne foi. Ils ne peuvent faire l'objet de mesures de représailles, ni de menaces ou de tentatives de recourir à ces mesures. Le lanceur d'alerte est protégé contre toute mesure discriminatoire, directe ou indirecte, notamment en matière de rémunération ou d'évolution professionnelle ou toute sanction disciplinaire et représailles qui seraient fondées sur le fait d'avoir signalé une alerte, dans le respect de la procédure. La loi n°2022-401 du 21 mars 2022 étend cette protection en interdisant de modifier les horaires de travail du lanceur d'alerte ou de porter atteinte à sa réputation.

La confidentialité des informations recueillies dans le signalement sur l'identité de l'auteur du signalement, les personnes visées ou les tiers cités, garantit la protection des lanceurs d'alertes contre d'éventuelles représailles.

À ce titre, le contenu des éléments signalés via les canaux dédiés n'est accessible qu'à un nombre restreint de responsables dûment habilités. Les personnes désignées disposent, par leur positionnement ou leur statut, de la compétence, de l'autorité et des moyens suffisants à l'exercice de leurs missions de manière impartiale.

La Direction de la Conformité, responsable du dispositif anticorruption de BRED Banque Populaire, a créé un pôle dédié à la déontologie et à l'éthique des affaires. Cette organisation assure la confidentialité des données traitées. Afin de garantir un traitement efficace des signalements reçus sur BKMS, seuls, le Directeur de la Conformité et le responsable d'équipe Éthique des affaires, reçoivent et instruisent les signalements de manière neutre et impartiale pour l'ensemble de BRED Banque Populaire. Ils participent à tous les groupes de travail du Groupe BPCE relatifs au déploiement du dispositif et bénéficient ainsi d'une formation et d'un accompagnement continus en matière de traitement des alertes professionnelles.

Par ailleurs, une formation réglementaire obligatoire de type *e-learning* accompagne le déploiement de l'outil BKMS et précise notamment les droits et devoirs d'un lanceur d'alerte ainsi que la protection qui lui est attachée. Elle est déployée depuis juillet 2023 auprès des collaborateurs de BRED Banque Populaire. Quant aux personnes désignées à recevoir et traiter les signalements, bien que ne disposant pas encore d'un programme de formation formalisé et certifiant spécifiquement dédié au traitement des signalements, elles s'appuient sur le cadre légal applicable (directive (UE) 2019/1937, droit national transposé, politique interne lanceurs d'alerte), appliquent des procédures internes écrites relatives à la réception, au traitement et à la confidentialité des signalements et échangent régulièrement avec les fonctions Juridique et RH pour sécuriser les pratiques.

(1) Home - BKMS System.

(2) Comme requis par la loi du 9 décembre 2016 dite loi « Sapin II » telle que modifiée par la loi 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte.

3.4.5 Prévention et détection de la corruption et des pots-de-vin

BRED Banque Populaire ne tolère pas la corruption et le trafic d'influence en aucune circonstance et sous aucune forme. Les personnes travaillant au sein de BRED Banque Populaire sont tenues de respecter les règles et procédures internes qui contribuent à prévenir et détecter les comportements susceptibles de caractériser des faits de corruption ou de trafic d'influence. Tout collaborateur qui se livrerait à des comportements de la sorte s'exposerait à des sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement.

Cas avérés de corruption ou versements avérés de pots-de-vin	2025	2024
Nombre de condamnations pour infraction à la législation sur les cas avérés de corruption ou versements avérés de pots-de-vin	0	0
Montant des amendes pour infraction à la législation	0	0

Détecter et prévenir les cas de corruption et versements de pots-de-vin

Les règles et procédures de BRED Banque Populaire contribuent à prévenir et détecter les comportements susceptibles de caractériser des faits de corruption ou de trafic d'influence :

- **une cartographie régulière des risques de corruption** des entités de BRED Banque Populaire, selon une méthodologie conforme aux recommandations de l'Agence Française Anticorruption (AFA). Elle est basée sur des échanges avec les métiers nécessaires à l'exercice de cartographie qui permettent d'identifier et d'évaluer les risques de corruption, active comme passive, directe ou indirecte (complicité, recel), et d'aboutir à une vision partagée des enjeux de la lutte contre la corruption. Lorsque le niveau de risque de certains scénarios reste trop élevé après prise en compte des mesures d'atténuation, des plans d'action doivent être formalisés afin de réduire le risque résiduel. Les règles et dispositifs suivants permettent de se conformer aux exigences introduites par l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (loi dite « Sapin 2 ») ;
- **les principes anticorruption**, comportant des illustrations concrètes de comportements à proscrire issues des scénarios de risque identifiés par la cartographie, consultables sur la page « Déontologie » de l'intranet BRED, un SharePoint accessible à l'ensemble des collaborateurs, ont été annexés au règlement intérieur. Des sanctions disciplinaires, pouvant aller jusqu'au licenciement, sont prévues en cas de manquement à ces règles ;
- **la politique de « notification des cadeaux et avantages »** prévoit un seuil maximum de 150 euros (au premier euro pour les agents publics) pour les cadeaux reçus ou donnés, seuil au-delà duquel une autorisation préalable de la Direction de la Conformité est requise, ce seuil étant adapté par chaque entité de BRED Banque Populaire en fonction du niveau de vie locale ;

- **la formation aux règles de l'éthique professionnelle et de la lutte contre la corruption** obligatoire pour l'ensemble des collaborateurs ;
- **un dispositif et outil de recueil et de traitement d'alertes professionnelles** sur les faits graves dont les délits de corruption et de trafic d'influence : les alertes portant sur des faits de corruption font l'objet d'un reporting BRED Banque Populaire anonymisé, annuel ;
- **une procédure d'évaluation des tiers** (clients, fournisseurs, partenaire, intermédiaires...) : cette évaluation, qui prend en compte un certain nombre de critères (catégorie d'achat, critère géographique, informations négatives sur le fournisseur...) conduit si nécessaire à des diligences complémentaires visant à apprécier le risque *in fine* au regard notamment des mesures anticorruption mises en place par le tiers. Cette première évaluation à l'entrée en relation est revue selon une approche par les risques (annuellement pour les tiers en risque élevé, tous les 2 ans pour les tiers en risque moyen, tous les 7 ans pour les tiers en risque faible) ;
- **l'encadrement des relations avec les intermédiaires** (dont les apporteurs d'affaires) et les clients : les contrats comportent des clauses anticorruption. Des comités d'agrément sont prévus. Plus généralement, la politique d'appétit aux risques de BRED Banque Populaire prévoit une analyse anticorruption lors de l'entrée en relation ou de l'octroi de crédit à des clients du segment « Corporate » présentant une activité à risque. L'intégrité des nouveaux partenaires est par ailleurs évaluée dans le cadre du comité de validation et de mise en marché des nouveaux produits ;
- **le dispositif de contrôle interne** : dans le cadre de l'organisation du contrôle interne, des plans de contrôle permanent contribuent à la sécurité du dispositif. Les éléments de ce dispositif sont explicitement fléchés vers les risques de corruption identifiés dans la cartographie des risques ;
- **le dispositif de contrôle comptable** : BRED Banque Populaire dispose de normes et procédures comptables conformes aux standards professionnels. Le dispositif de contrôle interne relatif à l'information comptable s'appuie sur une filière contrôle financier structurée qui vise à vérifier les conditions d'évaluation, d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de l'information, notamment en garantissant l'existence de la piste d'audit ;
- **la procédure d'évaluation des tiers** tout comme la politique d'appétit aux risques sont sous la responsabilité du Directeur de la Conformité de la Banque, qui en assure la mise en œuvre.

Le résultat de la cartographie des risques, dont les plans d'action le cas échéant, est présenté pour validation aux organes de direction de chaque entité de BRED Banque Populaire (filiale ou affilié). Une consolidation des cartographies est présentée au Comité des Risques et de la Conformité Groupe BPCE, ainsi qu'à l'organe de surveillance de BPCE.



Les dirigeants, qui occupent des fonctions exposées, sont tenus de suivre la formation *e-learning*. Les fonctions les plus exposées au risque de corruption et de versement de pots-de-vin ont été définies au niveau du Groupe BPCE. Cette définition a été communiquée à l'AFA et concerne, pour cette année :

- le personnel MRT ⁽¹⁾ ou équivalent pour les territoires et les entités sur lesquelles la législation française ne s'applique pas ;
- le(s) responsable(s) des Achats ;
- les décisionnaires « high level » pour les entrées en relation/opérations de la clientèle ;
- le(s) responsable(s) de la communication externe ;
- le(s) représentant(s) d'intérêts déclarés à la HATVP ⁽²⁾, responsable lobbying/affaires publiques.

En 2025, toutes les entités de BRED Banque Populaire ont un programme de formations réglementaires obligatoires (FRO) déployé sur l'ensemble des collaborateurs. La définition des fonctions les plus à risque sera précisée en 2026. Dans ce contexte le pourcentage des fonctions à risque couvertes par les programmes de formation est de 100 %.

Les formations dispensées aux membres des organes d'administration et de surveillance, organisées par la Fédération Nationale des Banques Populaires ont été enrichies d'une présentation sur la corruption qui sera systématisée. La dernière présentation s'est tenue le 1^{er} avril 2025.

Fraude interne

BRED Banque Populaire a mis en place un dispositif de lutte contre la fraude interne, le non-respect du règlement intérieur et les manquements déontologiques, en lien avec le Code de conduite de BRED Banque Populaire. Ce dispositif permet de répondre aux exigences des autorités de tutelle. Il est formalisé dans la procédure-cadre « Fraude Interne » de BRED Banque Populaire qui se compose des éléments suivants :

- **une cartographie des risques de fraude interne ;**
- **des requêtes de détection et des remontées d'alertes** en vue de protéger en particulier les intérêts de ses clients (hebdomadaires, trimestrielles, semestrielles ou annuelles en fonction des scénarios) ;
- **des actions de sensibilisation** adaptées aux spécificités de chaque métier (annuelle auprès de l'ensemble des collaborateurs sur les problématiques d'éthique professionnelle) ;
- **un dispositif de formation** dédiée aux collaborateurs de la lutte anti-fraude interne ;
- **un dispositif d'accompagnement psychologique** pour les personnes suspectées de fraude et ses proches collaborateurs ;
- **un dispositif de déclaration et de reporting.**

Des contrôles permanents de niveau 2 sur le dispositif sont effectués régulièrement par la Direction de la Conformité de BRED Banque Populaire. En termes d'organisation, le traitement des problématiques de fraudes internes et de manquements internes nécessite la mise en place d'une cellule « LAFI » (Lutte Anti-Fraude Interne) intégrée au pôle Éthique des affaires de la Conformité. Les principales missions de la cellule LAFI sont les suivantes :

- assurer le traitement opérationnel de la fraude et des manquements internes ;
- assurer la prévention *via* des sensibilisations auprès des collaborateurs ;
- organiser la détection des fraudes et manquements internes ;
- prendre en charge les investigations des cas de fraude ou manquement soupçonnés ;
- mettre à jour la cartographie des risques détaillés tous les 2 ans ; effectuer les reportings et les évaluations du dispositif.

(1) Material risk takers (MRT) : fonctions à risque qui comprennent notamment les dirigeants exécutifs, ou des fonctions équivalentes pour les entités qui ne sont pas soumises à la réglementation relative aux MRT.

(2) Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique.

D'une manière générale, tous les acteurs impliqués dans le traitement d'un dossier de fraude interne s'engagent à la confidentialité des informations manipulées au cours de ce processus et sont responsables de la conservation et de la destruction des données dans les délais impartis.

Pour garantir l'efficacité du dispositif, toutes les directions, par leur vigilance, contribuent à la lutte contre la fraude interne en complément de la Conformité.

En complément, les entités de BRED Banque Populaire mettent à disposition de leurs collaborateurs le Code de conduite, le règlement intérieur, les politiques, les procédures, les formations, la gouvernance et les contrôles. En s'appuyant sur la lettre, mais aussi l'esprit de ce cadre, les collaborateurs sont guidés afin de respecter les lignes directrices internes, exercer leur jugement personnel et challenger leurs propres décisions ainsi que celles des autres.

Enfin, une formation destinée aux collaborateurs en charge de la LAFI de BRED Banque Populaire est organisée par le Groupe BPCE. Les collaborateurs en charge de la LAFI doivent y être inscrits obligatoirement dans les 6 mois de leur prise de poste. La formation du personnel affecté à la LAFI est obligatoire tous les cinq ans.

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et Respect des sanctions nationales et internationales (embargos et gels d'avoirs)

BRED Banque Populaire est déterminée à Lutter contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT). À cet effet, elle s'est dotée d'un dispositif de Sécurité Financière ayant pour double objectif de prévenir d'être utilisée, directement ou indirectement, par des criminels pour blanchir leurs capitaux illicitement acquis ou à des fins de financement du terrorisme, et par là même, de contribuer à la stabilité et l'intégrité du système financier. Ce dispositif est complété par un programme de conformité aux sanctions internationales, y compris le contournement des sanctions, imposées par les Nations Unies, l'Union Européenne, la France, les États-Unis ainsi qu'aux mesures de sanctions locales applicables aux entités de BRED Banque Populaire à l'étranger.

Le dispositif de Sécurité Financière de BRED Banque Populaire est basé sur les normes internationales en matière de LCB-FT, les lois et réglementations françaises et européennes, les lignes directrices des régulateurs français et européen, ainsi que les politiques du Groupe BPCE. Il se compose de procédures concernant en particulier :

- **l'évaluation des risques** : BRED Banque Populaire dispose d'une classification des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme couvrant toutes ses activités, conforme aux exigences réglementaires et aux référentiels du Groupe BPCE. Cette classification s'appuie sur plusieurs axes pour classer ses activités, clients et

zones par niveau de risque. Elle est au cœur du dispositif de Sécurité Financière et sert à définir les scénarios de détection, les seuils d'alerte et le niveau de vigilance à appliquer à l'entrée et durant la relation d'affaires. En complément, BRED a mis en place un dispositif de conformité aux sanctions nationales et internationales, fondé sur les régimes de sanctions des autorités et les règles communes du Groupe BPCE. Il s'appuie sur des outils de filtrage et de criblage afin de détecter et bloquer les opérations concernées, en tenant compte de l'implantation géographique, des activités et de la nature des opérations exposées à des mesures restrictives ;

- **l'identification et la connaissance des clients** (KYC - *Know Your Customer*) : Chaque client se voit attribuer un score de vigilance déterminé à partir de plusieurs facteurs. Ce score conditionne la fréquence minimale de revue du dossier de connaissance client (KYC) de 12 mois à 7 ans. Indépendamment de cette périodicité, une actualisation *ad hoc* du KYC peut être réalisée dès lors qu'un événement ou changement de situation est identifié susceptible d'avoir un impact sur la connaissance client et le niveau de risque. Cette approche vise à garantir que les données de connaissance client restent en permanence cohérentes avec la situation réelle et le niveau de risque présenté par le client ;
- **la surveillance des transactions** à des fins de LCB-FT, de conformité aux embargos et mesures de gel des avoirs et aux règles sur la transparence des transferts de fonds ;
- **l'examen renforcé et la déclaration des transactions et activités suspectes** à la Cellule de Renseignement Financier (TRACFIN pour la France) ;
- **la documentation, l'archivage et la conservation** des dossiers et le partage d'informations.

Ces procédures s'appliquent à toutes les entités de BRED Banque Populaire, en France et à l'étranger. Elles sont complétées et mises en œuvre au moyen d'outils informatisés (criblage, filtrage et surveillance des transactions) par des collaborateurs formés aux risques de Sécurité Financière. Enfin, une gouvernance dédiée, un dispositif de suivi et un cadre de contrôle interne permettent d'assurer la conformité avec les obligations LCB-FT et les programmes de Sanctions applicables à BRED Banque Populaire et si nécessaire, de mettre en place des plans d'action.

L'ensemble de ce dispositif est régulièrement revu et fait l'objet d'améliorations constantes afin d'assurer que BRED Banque Populaire reste en conformité avec ses obligations en matière de Sécurité Financière, de répondre aux constats de l'audit et des régulateurs, et d'en améliorer l'efficacité.

En tant qu'établissement de crédit et financier, BRED Banque Populaire est soumise à la surveillance et au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et de l'Autorité des Marchés Financiers, autorités de supervision françaises des secteurs bancaire et financier.

Formation à l'éthique des affaires

Afin de permettre le développement durable de la relation d'affaires avec la clientèle et de sécuriser l'activité, BRED Banque Populaire a des obligations de formations régulières de ses collaborateurs. Elle se mobilise pour proposer des formations aux collaborateurs permettant à ces derniers d'acquérir les compétences nécessaires à l'exercice de leurs activités.

La politique Groupe BPCE « NORMA Formations Réglementaires Obligatoires (FRO) » présente le champ d'application du dispositif FRO. Les FRO sont déclinées au sein de BRED Banque Populaire et de toutes ses filiales ; les formations sont adaptées si nécessaire aux spécificités des pays d'implantation. Elles concernent tous les collaborateurs.

En matière d'éthique des affaires, trois formations sont identifiées comme formations réglementaires obligatoires à savoir :

- le *e-learning* Code de conduite et éthique ;
- le *e-learning* Lanceur d'alerte ;
- le *e-learning* Les incontournables de l'éthique professionnelle et lutte contre la corruption.

En raison de la multiplicité de ses activités et de ses implantations, la fréquence à laquelle ces formations doivent être réalisées par les collaborateurs de BRED Banque Populaire est supérieure à celle du Groupe BPCE.

Formation	Durée	Collaborateurs concernés	Délai pour réaliser la formation	Fréquence de renouvellement
Code de conduite et éthique	20 min	Tous CDI et CDD y compris alternants	6 mois	Tous les deux ans
Lanceur d'alerte	30 min	Tous CDI et CDD y compris alternants (sauf auxiliaires de vacances)	6 mois	Annuelle
Les incontournables de l'éthique professionnelle et lutte contre la corruption	1h	Tous CDI et CDD y compris alternants	6 mois	Tous les deux ans
Les Fondamentaux LCB-FT	1h30	Tous CDI et CDD y compris alternants (Formation dont le contenu est adapté aux différentes populations de collaborateurs)	6 mois	Tous les deux ans
Sanctions et Embargos	30 min	Tous les collaborateurs de la Conformité et ceux dont le métier est en lien avec les flux, les garanties, l'international	6 mois	Tous les deux ans

Par ailleurs, un module spécifique relatif à l'éthique professionnelle est intégré dans le parcours d'intégration des nouveaux collaborateurs du réseau (École des Conseillers BRED) et des nouveaux managers.

La Direction de la Conformité s'assure que tous les collaborateurs suivent bien les formations aux fréquences et dans les délais impartis. Le suivi du taux de réalisation des formations obligatoires fait l'objet d'un suivi par le Comité exécutif.

3.4.6 Gestion des relations avec les fournisseurs

Dispositif de suivi des délais de paiement

BRED Banque Populaire a mis en place depuis plusieurs années un dispositif de suivi des délais de paiement s'appuyant sur le « Livre blanc sur les délais de paiement » du Groupe BPCE. Cet engagement est également rappelé dans la Politique Achats Responsables du Groupe BPCE.

Ce dispositif a pour but de :

- suivre mensuellement les délais de paiement ;
- rappeler le contexte réglementaire de la loi de la modernisation de l'économie, avec réglementation des délais de paiement interentreprises, le plafonnement des délais de paiement fixé par les articles L441-10 et suivants du code de commerce ;

- de suivre l'objectif des 28 jours défini pour le groupe BPCE ;
- de partager les bonnes pratiques en termes de délais de paiement.

Ce livre blanc, ainsi qu'un tableau de bord dédié, sont mis à disposition de l'ensemble des établissements du groupe BPCE. Par ailleurs, BRED Banque Populaire établit son propre tableau de bord pour suivre les délais de paiement à ses bornes.

Relations avec les fournisseurs

BRED Banque Populaire est attachée à la promotion d'une relation durable et équilibrée avec ses fournisseurs. C'est l'un des engagements pris dans le cadre de la Politique Achats Responsables du groupe BPCE appliquée par BRED Banque Populaire. À ce titre, c'est la Directrice Financière de BRED Banque Populaire qui porte au plus haut niveau hiérarchique la responsabilité de la mise en œuvre de la politique Achats Responsables.

À travers son modèle coopératif, BRED Banque Populaire contribue au dynamisme et à la collaboration au sein de ses territoires en s'appuyant sur des fournisseurs locaux. BRED Banque Populaire porte une attention particulière au risque de dépendance de ses fournisseurs vulnérables. Lors de chaque appel d'offres, le taux de dépendance du fournisseur est vérifié. Ce taux fait partie des critères de sélection parmi de nombreux autres critères.

BRED Banque Populaire attache une importance particulière à la professionnalisation de sa filière Achats. Un plan de formation est mis en place depuis plusieurs années à destination de ses acheteurs et de sa responsable Achats. Les chartes Achats (BRED SA et filiales) sont mises à disposition de l'ensemble des collaborateurs de BRED Banque Populaire sur l'intranet.

Promotion d'une relation durable et impact au sein des territoires

Le Groupe BPCE est attaché à la promotion d'une relation pérenne dans le temps et équilibrée avec les fournisseurs, figurant parmi les engagements pris dans le cadre de sa Politique Achats Responsables.

Au travers de son modèle coopératif, les entités du Groupe BPCE, impliquées dans la vie locale, contribuent au dynamisme des territoires en s'appuyant notamment sur des fournisseurs locaux, permettant leurs développements économiques.

Critères sociaux et environnementaux pour sélectionner les fournisseurs

La politique Achats Responsables du Groupe BPCE, que BRED Banque Populaire applique, mise à jour en 2021 ⁽¹⁾, s'inscrit dans la lignée des ambitions et engagements Impact et RSE du Groupe BPCE. Vecteur de transformation et d'évolution, la démarche d'Achats Responsables s'inscrit dans un objectif de performance globale et durable, impliquant les entreprises du Groupe BPCE et leurs fournisseurs.

L'impact et la RSE sont intégrés dans la politique Achats Responsables de BRED Banque Populaire :

- dans le processus Achats, qui précise les modalités de mise en œuvre des Achats responsables ;
- dans les dossiers d'achats en incluant des critères RSE adaptés dans les processus de décision, en indiquant dans les cahiers des charges la performance RSE des produits et services prévus ;
- dans la professionnalisation de la filière Achats, avec notamment la participation des acheteurs de BRED Banque Populaire aux plénières BPCE Achats réunissant l'ensemble des filières Achats et RSE pour un partage d'informations et de bonnes pratiques. L'ambition de BRED Banque Populaire est de continuer à déployer et systématiser, dans 100 % des dossiers traités, la prise en compte de la RSE dans le cadre des prises de décision Achats.

Pratiques en matière de paiement

BRED Banque Populaire a mis en place une politique visant à régler tous les fournisseurs, dans toutes les filiales, dans un délai de 28 jours (à compter de la date à laquelle le délai de paiement contractuel ou statutaire commence à courir). Une analyse est réalisée trimestriellement afin de suivre ces résultats.

	2025	2024
Délai de paiement moyen (en jours)	22 jours	17,5 jours

BRED Banque Populaire s'engage ainsi à respecter les délais de paiement réglementaires, conformément à la définition légale qui dispose un délai de 60 jours à partir de la date de réception des biens ou de l'exécution des services.

	2025	2024
Pourcentage de paiements respectant l'engagement < 60 jours	96 %	98 %

Enfin, il n'y a aucune procédure judiciaire en cours concernant des retards de paiement.

	2025	2024
Nombre de procédures judiciaires en cours concernant des retards de paiement	0	0

(1) Disponible sur : <https://www.groupebpce.com/app/uploads/2024/01/politique-achats-responsables-du-Groupe-BPCE-2.pdf>

Annexes – Informations en matière de gouvernance et d'éthique des affaires

Corruption ou pots-de-vin

Les indicateurs concernant la corruption ou les pots-de-vin sont calculés sur le périmètre des entités dites « matérielles » de BRED Banque Populaire.

Au 31/12/2025, les entités matérielles de BRED Banque Populaire sont : BRED S.A., Prépar Vie, BCI Mer Rouge, BIC BRED Suisse, BRED Bank Fiji, BRED Bank Cambodia, BRED Madagasikara.

Pour chaque établissement du périmètre, les condamnations prises en compte sont les suivantes, prononcées depuis 2020 :

- les sanctions administratives à l'encontre de l'entreprise pour des manquements à la législation anticorruption, qui auraient été infligées par l'Agence française anticorruption (Commission des sanctions) ou par un superviseur étranger compétent pour contrôler l'application des lois et réglementations équivalentes à l'étranger ;
- les condamnations pénales de l'entreprise pour des délits de corruption, trafic d'influence, complicité de corruption, recel de corruption, complicité de trafic d'influence, recel de trafic d'influence, quelle que soit la juridiction ; les conventions judiciaires d'intérêt public homologuées ou autres transactions de même nature sont incluses ;
- les condamnations pénales d'un dirigeant ou salarié de l'entreprise pour des délits de corruption, trafic d'influence, complicité de corruption, recel de corruption, complicité de trafic d'influence, recel de trafic d'influence commis dans le cadre de ses fonctions dans l'entreprise, quelle que soit la juridiction.

Pour chaque établissement du périmètre, les amendes prises en compte sont celles correspondant aux sanctions prononcées depuis 2020 à l'encontre de l'entreprise :

- sanctions administratives pour des manquements à la législation anticorruption, qui auraient été infligées par l'AFA (Commission des sanctions) ou par un superviseur étranger compétent pour contrôler l'application des lois et réglementations équivalentes à l'étranger ;
- condamnations pénales de l'entreprise pour des délits de corruption, trafic d'influence, complicité de corruption, recel de corruption, complicité de trafic d'influence, recel de trafic d'influence, quelle que soit la juridiction ;
- les conventions judiciaires d'intérêt public homologuées ou autres transactions de même nature sont incluses.

Le montant des amendes est ventilé par devise.

Gestion des fournisseurs

Le délai de paiement moyen des factures réglées en 2025 englobe toutes les factures payées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2025, indépendamment de leur date d'émission. Les notes de frais ne sont pas prises en compte dans cette analyse.

Le délai de paiement est calculé comme la différence entre la date d'émission et la date de règlement (et non à partir de la date de réception ou de comptabilisation).

Plusieurs indicateurs issus de cette analyse sont suivis de manière trimestrielle, parmi lesquels les plus significatifs sont : le délai moyen de paiement (exprimé en jours) et le montant total des factures réglées après 60 jours.

L'objectif est d'atteindre les valeurs les plus basses possibles pour ces deux indicateurs, et ainsi respecter la réglementation en vigueur.

Limitation sur les informations publiées

Le périmètre de calcul du délai de paiement moyen a été élargi en 2024, et certains travaux d'automatisation ont eu lieu en 2025. Toutefois il n'intègre pas encore l'exhaustivité du périmètre France et les filiales internationales en sont exclues eu égard à une réglementation locale différente. Un plan d'action a été instruit en 2025 sur la capacité opérationnelle à faire évoluer les systèmes d'information des entités non encore couvertes pour automatiser ce calcul.

L'indicateur « description des délais de paiement standard de l'entreprise (en nombre de jours) par grande catégorie de fournisseurs et le pourcentage de paiements effectués dans ces délais », correspondant à l'exigence de publication du paragraphe 33b du DR G1-6 de la norme CSRD, n'est pas publié. En effet, BRED Banque Populaire n'est pas en mesure de publier cet indicateur sur l'année de référence 2025, compte tenu de l'indisponibilité de la donnée.

3.5 Informations quantitatives : indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables

Récapitulatif des ICP à publier par les établissements de crédit conformément à l'article 8 du règlement établissant la taxinomie

En millions d'euros		Total des actifs durables sur le plan environnemental	ICP ⁽¹⁾	ICP ⁽²⁾	% de couverture (par rapport au total des actifs) ⁽³⁾	% d'actifs exclus du numérateur du GAR (article 7, paragraphes 2 et 3 et section 1.1.2 de l'annexe V)	% d'actifs exclus du dénominateur du GAR (article 7, paragraphe 1 et section 1.2.4 de l'annexe V)
ICP principal	Encours du ratio d'actifs verts (GAR)	1 549	2,23 %	2,44 %	54,20 %	27,78 %	45,80 %
ICP supplémentaires	GAR (flux)	287	1,81 %	2,18 %	77,25 %	31,84 %	22,75 %
	Portefeuille de négociation ⁽⁴⁾						
	Garanties financières	252	6,34 %	5,82 %			
	Actifs sous gestion						
	Frais et commissions perçus ⁽⁵⁾						

(1) Sur la base de l'ICP du chiffre d'affaires de la contrepartie.

(2) Sur la base de l'ICP des CapEx de la contrepartie, sauf pour les activités de prêt générales, pour lesquelles c'est l'ICP du chiffre d'affaires qui est utilisé.

(3) % d'actifs sur lesquels porte l'ICP, par rapport au total des actifs bancaires.

(4) Pour les établissements de crédit ne remplissant pas les conditions de l'article 94, paragraphe 1, ou de l'article 325 bis, paragraphe 1, du CRR.

(5) Frais et commissions sur services autres que prêts et gestion d'actifs.

Les établissements fournissent des informations prospectives pour ces ICP, notamment sur les cibles visées, et des explications pertinentes sur la méthode appliquée.

Actifs entrant dans le calcul du GAR (base Chiffre d'affaires)

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j
	Date de référence des informations T									
	Valeur comptable [brute] totale	Atténuation du changement climatique (CCM)			Adaptation au changement climatique (CCA)					
		Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)			Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)					
		Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)			Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)					
		Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant
En millions d'euros										
	GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur									
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	33 840	9 880	1 549						
2	Entreprises financières	9 925	97	83						
3	Établissements de crédit	3 821	4	1						
4	Prêts et avances	1 542	0	0						
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	1 242	4	1						
6	Instruments de capitaux propres	1 037								
7	Autres entreprises financières	6 103	92	83						
8	dont entreprises d'investissement									
9	Prêts et avances									
10	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
11	Instruments de capitaux propres									
12	dont sociétés de gestion									
13	Prêts et avances									
14	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
15	Instruments de capitaux propres									
16	dont entreprises d'assurance	1 120	0	0						
17	Prêts et avances	1 120	0	0						
18	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
19	Instruments de capitaux propres	0								
20	Entreprises non financières	2 602	721	281						
21	Prêts et avances	1 802	455	159						
22	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	783	267	122						
23	Instruments de capitaux propres	18								
24	Ménages	20 319	9 061	1 185						
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	9 033	9 033	1 185						
26	dont prêts à la rénovation de bâtiments	24	24	0						
27	dont prêts pour véhicules à moteur	5	4	0						
28	Financement d'administrations locales	994	1	0						

3.

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j
		Date de référence des informations T									
	Valeur comptable [brute] totale	Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)				
		Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)					Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				
		Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)					Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)				
		Dont utilisation du produit		Dont transitoire	Dont habitant		Dont utilisation du produit		Dont transitoire	Dont habitant	
En millions d'euros											
29	Financement de logements	1	1	0							
30	Autres financements d'administrations locales	993	0	0							
31	Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	0	0	0							
32	Actifs exclus du numérateur pour le calcul du GAR (mais inclus dans le dénominateur)	35 591									
33	Entreprises financières et non financières	31 130									
34	PME et entreprises non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la CSRD	23 886									
35	Prêts et avances	22 362									
36	dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	1 534									
37	dont prêts à la rénovation de bâtiments	0									
38	Titres de créance	193									
39	Instruments de capitaux propres	1 332									
40	Contreparties de pays tiers non soumises aux obligations de publication de la CSRD	7 244									
41	Prêts et avances	6 267									
42	Titres de créance	671									
43	Instruments de capitaux propres	307									
44	Dérivés	201									
45	Prêts interbancaires à vue	822									
46	Trésorerie et équivalents de trésorerie	363									
47	Autres catégories d'actifs (goodwill, matières premières, etc.)	3 076									
48	TOTAL DES ACTIFS DU GAR	69 431	9 880	1 549							
49	Actifs n'entrant pas dans le calcul du GAR	58 673									
50	Administrations centrales et émetteurs supranationaux	21 912									
51	Expositions sur des banques centrales	24 407									
52	Portefeuille de négociation	12 354	0	0	0	0	0	0	0	0	0
53	Total des actifs	128 104	9 880	1 549							
Expositions de hors bilan - Entreprises soumises aux obligations de publication de la CSRD											
54	Garanties financières	3 981	930	252							
55	Actifs sous gestion										
56	Dont titres de créance										
57	Dont instruments de capitaux propres										
(1) Ce modèle comprend des informations sur les prêts et avances, les titres de créance et les instruments de capitaux propres du portefeuille bancaire qui concernent des entreprises financières, des entreprises non financières (NFC), PME incluses, des ménages (immobilier résidentiel, prêts à la rénovation de logements et prêts automobiles uniquement) et des administrations locales/municipalités (financement de logements).											
(2) Les catégories comptables d'actifs financiers suivantes sont à prendre en considération: Actifs financiers au coût amorti, actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, investissements dans des filiales, coentreprises et entreprises associées, actifs financiers désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, et sûretés immobilières saisies par les établissements de crédit en échange de l'annulation de dettes.											
(3) Les banques qui ont des filiales en dehors de l'UE doivent fournir ces informations séparément pour les expositions sur des contreparties hors UE. Pour les expositions hors UE, si l'absence d'exigences et de méthodes communes en matière de publication d'informations pose des difficultés supplémentaires, puisque la taxinomie de l'UE et la CSRD ne s'appliquent qu'au niveau de l'Union, les établissements de crédit ayant des filiales dans des pays tiers devraient, compte tenu de l'importance de ces expositions pour eux, publier dans toute la mesure du possible un GAR distinct pour leurs expositions hors UE, sous forme d'estimations et de fourchettes, en s'aidant d'approximations et en expliquant les hypothèses, les réserves et les limitations.											
(4) Pour les prêts automobiles, les établissements n'incluent que les expositions créées après la date d'entrée en application de l'obligation de publication.											

RAPPORT DE DURABILITÉ

Informations quantitatives : indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables

[illegible]

	ag	ah	ai	aj	ak	al	am	an	ao	ap
	Date de référence des informations T-1									
	Valeur comptable [brute] totale			Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)		
				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)		
				Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)				Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)		
				Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant		Dont utilisation du produit	Dont habilitant	
En millions d'euros										
GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur										
	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR									
1		30 835	9 653	1 581						
2	Entreprises financières	7 914	102	81						
3	Établissements de crédit	3 151	4	0						
4	Prêts et avances	1 228	0	0						
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	1 046	4	0						
6	Instruments de capitaux propres	877								
7	Autres entreprises financières	4 764	98	81						
8	dont entreprises d'investissement									
9	Prêts et avances									
10	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
11	Instruments de capitaux propres									
12	dont sociétés de gestion									
13	Prêts et avances									
14	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
15	Instruments de capitaux propres									
16	dont entreprises d'assurance	403	0	0						
17	Prêts et avances	403	0	0						
18	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
19	Instruments de capitaux propres	0								
20	Entreprises non financières	2 791	813	282						
21	Prêts et avances	2 093	584	189						
22	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	637	229	93						
23	Instruments de capitaux propres	62								
24	Ménages	19 396	8 737	1 218						
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	8 712	8 712	1 218						
26	dont prêts à la rénovation de bâtiments	20	20	0						
27	dont prêts pour véhicules à moteur	9	4	0						
28	Financement d'administrations locales	733	1	0						

aq	ar	as	at	au	av	aw	ax	ay	az	ba	bb	bc	bd	be	bf	bg	bh	bi	bj	bk			
Date de référence des informations T-1																							
Ressources aquatiques et marines (RAM)				Économie circulaire (EC)				Pollution (PRP)				Biodiversité et Écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + RAM + EC + PRP + BIO)							
Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)											
Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)				Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)				Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)				Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)				Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)							
Dont utilisation du produit		Dont habitant		Dont utilisation du produit		Dont habitant		Dont utilisation du produit		Dont habitant		Dont utilisation du produit		Dont habitant				Dont utilisation du produit		Dont transitoire		Dont habitant	
																9 653	1 581						
																102	81						
																4	0						
																0	0						
																4	0						
																98	81						
																0	0						
																0	0						
																813	282						
																584	189						
																229	93						
																8 737	1 218						
																8 712	1 218						
																20	0						
																4	0						
																1	0						

	ag	ah	ai	aj	ak	al	am	an	ao	ap
	Date de référence des informations T-1									
	Valeur comptable [brute] totale				Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)	
					Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)	
					Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)				Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)	
					Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant		Dont utilisation du produit	Dont habilitant
En millions d'euros										
29	Financement de logements	1	1	0						
30	Autres financements d'administrations locales	733	0	0						
31	Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	0	0	0						
32	Actifs exclus du numérateur pour le calcul du GAR (mais inclus dans le dénominateur)	33 737								
33	Entreprises financières et non financières									
	PME et entreprises non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la CSRD									
34										
35	Prêts et avances									
	dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux									
36										
37	dont prêts à la rénovation de bâtiments									
38	Titres de créance									
39	Instruments de capitaux propres									
	Contreparties de pays tiers non soumises aux obligations de publication de la CSRD									
40										
41	Prêts et avances									
42	Titres de créance									
43	Instruments de capitaux propres									
44	Dérivés									
45	Prêts interbancaires à vue									
46	Trésorerie et équivalents de trésorerie									
	Autres catégories d'actifs (goodwill, matières premières, etc.)									
47										
48	TOTAL DES ACTIFS DU GAR	64 571	9 653	1 581						
49	Actifs n'entrant pas dans le calcul du GAR									
	Administrations centrales et émetteurs supranationaux									
50										
51	Expositions sur des banques centrales									
52	Portefeuille de négociation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
53	Total des actifs	110 123	9 653	1 581						
	Expositions de hors bilan - Entreprises soumises aux obligations de publication de la CSRD									
54	Garanties financières	3 590	755	213						
55	Actifs sous gestion									
56										
	Dont titres de créance									
57										
	Dont instruments de capitaux propres									

Informations quantitatives : indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables

3.

| Actifs entrant dans le calcul du GAR (base CapEx)

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j
	Date de référence des informations T									
	Valeur comptable [brute] totale			Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)		
				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)		
				Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)				Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)		
				Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant		Dont utilisation du produit	Dont habilitant	
En millions d'euros										
GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur										
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR									
	33 840	10 150	1 693							
2	Entreprises financières									
	9 925	114	91							
3	Établissements de crédit									
	3 821	6	1							
4	Prêts et avances									
	1 542	0	0							
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
	1 242	6	1							
6	Instruments de capitaux propres									
	1 037									
7	Autres entreprises financières									
	6 103	109	90							
8	dont entreprises d'investissement									
9	Prêts et avances									
10	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
11	Instruments de capitaux propres									
12	dont sociétés de gestion									
13	Prêts et avances									
14	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
15	Instruments de capitaux propres									
16	dont entreprises d'assurance									
	1 120	0	0							
17	Prêts et avances									
	1 120	0	0							
18	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
19	Instruments de capitaux propres									
	0									
20	Entreprises non financières									
	2 602	974	417							
21	Prêts et avances									
	1 802	626	222							
22	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
	783	348	195							
23	Instruments de capitaux propres									
	18									
24	Ménages									
	20 319	9 061	1 185							
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels									
	9 033	9 033	1 185							
26	dont prêts à la rénovation de bâtiments									
	24	24	0							
27	dont prêts pour véhicules à moteur									
	5	4	0							
28	Financement d'administrations locales									
	994	1	0							

3.

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j
	Date de référence des informations T									
	Valeur comptable [brute] totale			Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)		
				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)		
				Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)				Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)		
				Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant		Dont utilisation du produit	Dont habilitant	
En millions d'euros										
29	Financement de logements	1	1	0						
30	Autres financements d'administrations locales	993	0	0						
31	Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	0	0	0						
32	Actifs exclus du numérateur pour le calcul du GAR (mais inclus dans le dénominateur)	35 591								
33	Entreprises financières et non financières	31 130								
	PME et entreprises non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la CSRD	23 886								
34										
35	Prêts et avances	22 362								
36	dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	1 534								
37	dont prêts à la rénovation de bâtiments	0								
38	Titres de créance	193								
39	Instruments de capitaux propres	1 332								
40	Contreparties de pays tiers non soumises aux obligations de publication de la CSRD	7 244								
41	Prêts et avances	6 267								
42	Titres de créance	671								
43	Instruments de capitaux propres	307								
44	Dérivés	201								
45	Prêts interbancaires à vue	822								
46	Trésorerie et équivalents de trésorerie	363								
47	Autres catégories d'actifs (goodwill, matières premières, etc.)	3 076								
48	TOTAL DES ACTIFS DU GAR	69 431	10 150	1 693						
49	Actifs n'entrant pas dans le calcul du GAR	58 673								
50	Administrations centrales et émetteurs supranationaux	21 912								
51	Expositions sur des banques centrales	24 407								
52	Portefeuille de négociation	12 354	0	0	0	0	0	0	0	0
53	Total des actifs	128 104	10 150	1 693						
Expositions de hors bilan - Entreprises soumises aux obligations de publication de la CSRD										
54	Garanties financières	3 981	795	232						
55	Actifs sous gestion									
56	Dont titres de créance									
57	Dont instruments de capitaux propres									

Informations quantitatives : indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables

3.

	ag	ah	ai	aj	ak	al	am	an	ao	ap
	Date de référence des informations T-1									
	Valeur comptable [brute] totale	Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)			
		Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)					Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)			
		Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)					Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)			
		Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant				Dont utilisation du produit	Dont habilitant	
En millions d'euros										
	GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur									
	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR									
1		30 835	9 908	1 739						
2	Entreprises financières	7 914	121	102						
3	Établissements de crédit	3 151	4	1						
4	Prêts et avances	1 228	0	0						
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	1 046	4	1						
6	Instruments de capitaux propres	877								
7	Autres entreprises financières	4 764	117	101						
8	dont entreprises d'investissement									
9	Prêts et avances									
10	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
11	Instruments de capitaux propres									
12	dont sociétés de gestion									
13	Prêts et avances									
14	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
15	Instruments de capitaux propres									
16	dont entreprises d'assurance	403	0	0						
17	Prêts et avances	403	0	0						
18	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)									
19	Instruments de capitaux propres	0								
20	Entreprises non financières	2 791	1 049	419						
21	Prêts et avances	2 093	754	268						
22	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	637	295	151						
23	Instruments de capitaux propres	62								
24	Ménages	19 396	8 737	1 218						
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	8 712	8 712	1 218						
26	dont prêts à la rénovation de bâtiments	20	20	0						
27	dont prêts pour véhicules à moteur	9	4	0						
28	Financement d'administrations locales	733	1	0						

3.

	ag	ah	ai	aj	ak	al	am	an	ao	ap
	Date de référence des informations T-1									
	Valeur comptable [brute] totale				Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)	
					Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)	
					Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)				Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)	
					Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant		Dont utilisation du produit	Dont habilitant
En millions d'euros										
29	Financement de logements	1	1	0						
30	Autres financements d'administrations locales	733	0	0						
31	Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	0	0	0						
32	Actifs exclus du numérateur pour le calcul du GAR (mais inclus dans le dénominateur)	33 737								
33	Entreprises financières et non financières									
	PME et entreprises non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la CSRD									
34										
35	Prêts et avances									
	dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux									
36										
37	dont prêts à la rénovation de bâtiments									
38	Titres de créance									
39	Instruments de capitaux propres									
	Contreparties de pays tiers non soumises aux obligations de publication de la CSRD									
40										
41	Prêts et avances									
42	Titres de créance									
43	Instruments de capitaux propres									
44	Dérivés									
45	Prêts interbancaires à vue									
46	Trésorerie et équivalents de trésorerie									
	Autres catégories d'actifs (goodwill, matières premières, etc.)									
47										
48	TOTAL DES ACTIFS DU GAR	64 571	9 908	1 739						
49	Actifs n'entrant pas dans le calcul du GAR									
	Administrations centrales et émetteurs supranationaux									
50										
51	Expositions sur des banques centrales									
52	Portefeuille de négociation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
53	Total des actifs	110 123	9 908	1 739						
Expositions de hors bilan - Entreprises soumises aux obligations de publication de la CSRD										
54	Garanties financières	3 590	644	181						
55	Actifs sous gestion									
56										
	Dont titres de créance									
57										
	Dont instruments de capitaux propres									
(1) Ce modèle comprend des informations sur les prêts et avances, les titres de créance et les instruments de capitaux propres du portefeuille bancaire qui concernent des entreprises financières, des entreprises non financières (NFC), PME incluses, des ménages (immobilier résidentiel, prêts à la rénovation de logements et prêts automobiles uniquement) et des administrations locales/municipalités (financement de logements). (2) Les catégories comptables d'actifs financiers suivantes sont à prendre en considération: Actifs financiers au coût amorti, actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, investissements dans des filiales, coentreprises et entreprises associées, actifs financiers désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, et sûretés immobilières saisies par les établissements de crédit en échange de l'annulation de dettes. (3) Les banques qui ont des filiales en dehors de l'UE doivent fournir ces informations séparément pour les expositions sur des contreparties hors UE. Pour les expositions hors UE, si l'absence d'exigences et de méthodes communes en matière de publication d'informations pose des difficultés supplémentaires, puisque la taxinomie de l'UE et la CSRD ne s'appliquent qu'au niveau de l'Union, les établissements de crédit ayant des filiales dans des pays tiers devraient, compte tenu de l'importance de ces expositions pour eux, publier dans toute la mesure du possible un GAR distinct pour leurs expositions hors UE, sous forme d'estimations et de fourchettes, en s'aidant d'approximations et en expliquant les hypothèses, les réserves et les limitations. (4) Pour les prêts automobiles, les établissements n'incluent que les expositions créées après la date d'entrée en application de l'obligation de publication.										

Informations quantitatives : indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables

3.

CAR Informations par secteur

Ventilation par secteur -
niveau à 4 chiffres de la NACE
(code et intitulé)

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
	Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)		Ressources aquatiques et marines (RAM)							
	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD
	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount
	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)
1	03.11 - Pêche en mer	5	-									
2	06.10 - Extraction de pétrole brut	23	5									
3	08.12 - Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	2	-									
4	08.91 - Extraction des minéraux chimiques et d'engrais minéraux	13	-									
5	08.99 - Autres activités extractives n.c.a.	3	-									
6	09.10 - Activités de soutien à l'extraction d'hydrocarbures	3	-									
7	09.90 - Activités de soutien aux autres industries extractives	2	-									
8	10.51 - Exploitation de laiteries et fabrication de fromage	13	-									
9	10.89 - Fabrication d'autres produits alimentaires n.c.a.	4	-									
10	11.07 - Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes	5	-									
11	11.07 - Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes	9	-									
12	13.20 - Tissage	7	-									
13	19.20 - Raffinage du pétrole	12	-									
14	20.13 - Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	15	-									
15	20.16 - Fabrication de matières plastiques de base	4	-									
16	20.59 - Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.	4	-									
17	20.60 - Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	30	-									
18	21.20 - Fabrication de préparations pharmaceutiques	31	-									
19	22.11 - Fabrication et rechapage de pneumatiques	3	1									
20	22.21 - Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques	1	-									
21	23.51 - Fabrication de ciment	10	-									
22	24.54 - Fonderie d'autres métaux non ferreux	6	-									
23	26.11 - Fabrication de composants électroniques	66	-									
24	26.20 - Fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques	9	-									
25	26.30 - Fabrication d'équipements de communication	4	1									
26	26.40 - Fabrication de produits électroniques grand public	4	-									
27	26.80 - Fabrication de supports magnétiques et optiques	3	-									
28	27.12 - Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	15	3									
29	27.33 - Fabrication de matériel d'installation électrique	21	2									
30	27.51 - Fabrication d'appareils électroménagers	66	1									
31	28.22 - Fabrication de matériel de lavage et de manutention	30	14									
32	28.92 - Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	-	-									
33	28.99 - Fabrication d'autres machines d'usage spécifique n.c.a.	-	-									
34	29.10 - Construction de véhicules automobiles	39	2									

m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab
Économie circulaire (EC)				Pollution (PRP)				Biodiversité et Écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + RAM + EC + PRP + BIO)			
Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD
Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount
Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)
												5	-		
												23	5		
												2	-		
												13	-		
												3	-		
												3	-		
												2	-		
												13	-		
												4	-		
												5	-		
												9	-		
												7	-		
												12	-		
												15	-		
												4	-		
												4	-		
												30	-		
												31	-		
												3	1		
												1	-		
												10	-		
												6	-		
												66	-		
												9	-		
												4	1		
												4	-		
												3	-		
												15	3		
												21	2		
												66	1		
												30	14		
												-	-		
												-	-		
												39	2		

Ventilation par secteur -
niveau à 4 chiffres de la NACE
(code et intitulé)

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
	Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources aquatiques et marines (RAM)			
	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD
	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount
	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)
	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)
35	29.32 - Fabrication d'autres équipements automobiles	277	40									
36	30.20 - Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	5	-									
37	30.30 - Construction aéronautique et spatiale	35	1									
38	32.50 - Fabrication d'instruments et de fournitures à usage médical et dentaire	7	-									
39	32.99 - Autres activités manufacturières n.c.a.	4	-									
40	35.11 - Production d'électricité	106	43									
41	35.12 - Transport d'électricité	3	3									
42	35.13 - Distribution d'électricité	23	-									
43	35.21 - Production de combustibles gazeux	-	-									
44	35.22 - Distribution de combustibles gazeux par conduites	12	1									
45	35.23 - Commerce de combustibles gazeux par conduites	59	11									
46	35.30 - Production et distribution de vapeur et d'air conditionné	12	1									
47	38.11 - Collecte des déchets non dangereux	28	19									
48	38.32 - Récupération de déchets triés	22	18									
49	41.10 - Promotion immobilière	33	1									
50	41.20 - Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels	15	2									
51	42.11 - Construction de routes et autoroutes	-	-									
52	42.12 - Construction de voies ferrées de surface et souterraines	-	-									
53	42.21 - Construction de réseaux pour fluides	-	-									
54	42.22 - Construction de réseaux électriques et de télécommunications	1	-									
55	42.91 - Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux	-	-									
56	42.99 - Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.	25	15									
57	43.21 - Installation électrique	1	-									
58	43.22 - Travaux de plomberie et installation de chauffage et de conditionnement d'air	-	-									
59	45.11 - Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	5	-									
60	46.12 - Intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques	3	1									
61	46.14 - Intermédiaires du commerce en machines, équipements industriels, navires et avions	1	-									
62	46.19 - Intermédiaires du commerce en produits divers	7	-									
63	46.31 - Commerce de gros de fruits et légumes	3	-									
64	46.34 - Commerce de gros de boissons	3	-									
65	46.35 - Commerce de gros de produits à base de tabac	-	-									
66	46.42 - Commerce de gros d'habillement et de chaussures	-	-									
67	46.46 - Commerce de gros de produits pharmaceutiques	2	-									
68	46.47 - Commerce de gros de meubles, de tapis et d'appareils d'éclairage	-	-									
69	46.49 - Commerce de gros d'autres biens domestiques	4	-									

m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab
Économie circulaire (EC)				Pollution (PRP)				Biodiversité et Écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + RAM + EC + PRP + BIO)			
Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD
Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount
Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)
												277	40		
												5	-		
												35	1		
												7	-		
												4	-		
												106	43		
												3	3		
												23	-		
												-	-		
												12	1		
												59	11		
												12	1		
												28	19		
												22	18		
												33	1		
												15	2		
												-	-		
												-	-		
												-	-		
												1	-		
												-	-		
												25	15		
												1	-		
												-	-		
												5	-		
												3	1		
												1	-		
												7	-		
												3	-		
												3	-		
												-	-		
												-	-		
												2	-		
												-	-		
												4	-		

**Ventilation par secteur -
niveau à 4 chiffres de la NACE
(code et intitulé)**

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
	Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources aquatiques et marines (RAM)			
	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD
	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount
	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)
70	46.51 - Commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels	4	-									
71	46.71 - Commerce de gros de combustibles et de produits annexes	107	1									
72	46.72 - Commerce de gros de minerais et métaux	-	-									
73	46.73 - Commerce de gros de bois, de matériaux de construction et d'appareils sanitaires	-	-									
74	46.74 - Commerce de gros de quincaillerie et fournitures pour plomberie et chauffage	-	-									
75	46.75 - Commerce de gros de produits chimiques	3	-									
76	46.90 - Commerce de gros non spécialisé	29	-									
77	47.11 - Commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire	-	-									
78	47.54 - Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé	1	-									
79	47.59 - Commerce de détail de meubles, appareils d'éclairage et autres articles de ménage en magasin spécialisé	1	-									
80	47.61 - Commerce de détail de livres en magasin spécialisé	4	-									
81	47.78 - Autre commerce de détail de biens neufs en magasin spécialisé	1	-									
82	47.91 - Vente à distance	-	-									
83	49.41 - Transports routiers de fret	7	-									
84	49.50 - Transports par conduites	13	-									
85	50.10 - Transports maritimes et côtiers de passagers	1	-									
86	51.10 - Transports aériens de passagers	11	-									
87	51.21 - Transports aériens de fret	5	-									
88	52.10 - Entreposage et stockage	-	-									
89	52.22 - Services auxiliaires des transports par eau	-	-									
90	52.23 - Services auxiliaires des transports aériens	1	-									
91	56.10 - Restaurants et services de restauration mobile	1	-									
92	56.29 - Autres services de restauration	4	-									
93	58.14 - Edition de revues et périodiques	4	-									
94	58.21 - Edition de jeux électroniques	32	-									
95	58.29 - Edition d'autres logiciels	17	-									
96	59.11 - Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision	1	-									
97	59.13 - Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision	7	-									
98	60.20 - Programmation de télévision et télédiffusion	8	1									
99	61.10 - Télécommunications filaires	-	-									
100	61.30 - Télécommunications par satellite	15	-									
101	61.90 - Autres activités de télécommunication	8	-									
102	62.02 - Conseil informatique	11	-									
103	62.09 - Autres activités informatiques	34	2									
104	63.11 - Traitement de données, hébergement et activités connexes	-	-									

m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab
Économie circulaire (EC)						Pollution (PRP)		Biodiversité et Écosystèmes (BIO)		TOTAL (CCM + CCA + RAM + EC + PRP + BIO)					
Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		Entreprises non financières (soumises à CSRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		Entreprises non financières (soumises à CSRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD			
Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount		Valeur comptable [brute]		[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]		[Gross] carrying amount		Valeur comptable [brute]		[Gross] carrying amount			
Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)		Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)		Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)		Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)		Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)		Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)			
												4	-		
												107	1		
												-	-		
												-	-		
												-	-		
												3	-		
												29	-		
												-	-		
												1	-		
												1	-		
												4	-		
												1	-		
												-	-		
												7	-		
												13	-		
												1	-		
												11	-		
												5	-		
												-	-		
												-	-		
												1	-		
												1	-		
												4	-		
												4	-		
												32	-		
												17	-		
												1	-		
												7	-		
												8	1		
												-	-		
												15	-		
												8	-		
												11	-		
												34	2		
												-	-		

Ventilation par secteur -
niveau à 4 chiffres de la NACE
(code et intitulé)

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
	Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources aquatiques et marines (RAM)			
	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD
	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount
	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)
	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)
105 63.99 - Autres services d'information n.c.a.	9	-										
106 64.20 - Activités des sociétés holding	91	21										
107 64.30 - Fonds de placement et entités financières similaires	20	1										
108 64.92 - Autre distribution de crédit	10	-										
109 64.99 - Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.	21	2										
110 66.19 - Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite	12	-										
111 66.22 - Activités des agents et courtiers d'assurances	6	-										
112 66.30 - Gestion de fonds	18	-										
113 68.10 - Activités des marchands de biens immobiliers	16	-										
114 68.20 - Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués	174	-										
115 68.31 - Agences immobilières	8	-										
116 68.32 - Administration de biens immobiliers	7	-										
117 69.20 - Activités comptables	-	-										
118 70.10 - Activités des sièges sociaux	114	6										
119 70.22 - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	108	14										
120 71.12 - Activités d'ingénierie	47	34										
121 72.11 - Recherche-développement en biotechnologie	18	3										
122 73.11 - Activités des agences de publicité	5	-										
123 77.11 - Location et location-bail de voitures et de véhicules automobiles légers	19	-										
124 77.12 - Location et location-bail de camions	99	-										
125 77.21 - Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport	3	1										
126 77.35 - Location et location-bail de matériels de transport aérien	3	-										
127 77.40 - Location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des Œuvres soumises à copyright	-	-										
128 79.11 - Activités des agences de voyage	11	-										
129 79.12 - Activités des voyagistes	-	-										
130 80.10 - Activités de sécurité privée	-	-										
131 82.30 - Organisation de salons professionnels et congrès	-	-										
132 82.99 - Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	7	3										
133 85.59 - Enseignements divers	0	0										
134 86.10 - Activités hospitalières	3	0										
135 87.10 - Hébergement médicalisé	40	0										
136 92.00 - Organisation de jeux de hasard et d'argent	173	0										
137 93.29 - Autres activités récréatives et de loisirs	12	3										
138 94.20 - Activités des syndicats de salariés	0	0										
139 95.22 - Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et le jardin	0	0										
140 code NACE non identifié	62	0										

(1) Les établissements de crédit donnent dans ce modèle des informations sur les expositions du portefeuille bancaire à des secteurs couverts par la taxonomie (niveau 4 des secteurs NACE), en utilisant les codes NACE pertinents pour l'activité principale de la contrepartie.

(2) Le rattachement de la contrepartie à un secteur de la NACE repose exclusivement sur la nature de la contrepartie directe. La classification des expositions relevant conjointement de plus d'un débiteur s'effectue sur la base des caractéristiques du débiteur qui a été le plus déterminant, ou le plus déterminant, pour l'autorisation de l'exposition par l'établissement. La ventilation par code de la NACE des expositions conjointement encourues dépend des caractéristiques du débiteur le plus pertinent ou le plus déterminant. Les informations sont publiées par les établissements par code NACE avec le niveau de détail requis dans le modèle.

m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab
Économie circulaire (EC)				Pollution (PRP)				Biodiversité et Écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + RAM + EC + PRP + BIO)			
Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD
Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount
Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)
												9	-		
												91	21		
												20	1		
												10	-		
												21	2		
												12	-		
												6	-		
												18	-		
												16	-		
												174	-		
												8	-		
												7	-		
												-	-		
												114	6		
												108	14		
												47	34		
												18	3		
												5	-		
												19	-		
												99	-		
												3	1		
												3	-		
												-	-		
												11	-		
												-	-		
												-	-		
												-	-		
												7	3		
												0	0		
												3	0		
												40	0		
												173	0		
												12	3		
												0	0		
												0	0		
												62	0		

| CAR Informations par secteur (base CapEx)

Ventilation par secteur -
niveau à 4 chiffres de la NACE
(code et intitulé)

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)		Ressources aquatiques et marines (RAM)							
		Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD
		Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount
		Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)
		(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)
1	03.11 - Pêche en mer	5	-										
2	06.10 - Extraction de pétrole brut	23	7										
3	07.29 - Extraction d'autres minerais de métaux non ferreux	2	-										
4	08.91 - Extraction des minéraux chimiques et d'engrais minéraux	13	1										
5	08.99 - Autres activités extractives n.c.a.	3	-										
6	09.10 - Activités de soutien à l'extraction d'hydrocarbures	3	-										
7	09.90 - Activités de soutien aux autres industries extractives	2	-										
8	10.51 - Exploitation de laiteries et fabrication de fromage	13	-										
9	11.05 - Fabrication de bière	4	-										
10	11.07 - Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes	5	-										
11	12.00 - Fabrication de produits à base de tabac	9	-										
12	13.20 - Tissage	7	-										
13	15.12 - Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie	12	-										
14	19.20 - Raffinage du pétrole	15	1										
15	20.16 - Fabrication de matières plastiques de base	4	-										
16	20.30 - Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics	4	-										
17	20.59 - Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.	30	-										
18	20.60 - Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	31	1										
19	21.20 - Fabrication de préparations pharmaceutiques	3	1										
20	22.21 - Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques	1	-										
21	23.51 - Fabrication de ciment	10	3										
22	24.54 - Fonderie d'autres métaux non ferreux	6	-										
23	26.11 - Fabrication de composants électroniques	66	-										
24	26.20 - Fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques	9	-										
25	26.30 - Fabrication d'équipements de communication	4	3										
26	26.40 - Fabrication de produits électroniques grand public	4	-										
27	26.80 - Fabrication de supports magnétiques et optiques	3	-										
28	27.12 - Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	15	2										
29	27.33 - Fabrication de matériel d'installation électrique	21	3										
30	27.51 - Fabrication d'appareils électroménagers	66	2										
31	28.22 - Fabrication de matériel de levage et de manutention	30	4										
32	28.92 - Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	-	-										
33	28.99 - Fabrication d'autres machines d'usage spécifique n.c.a.	-	-										
34	29.10 - Construction de véhicules automobiles	39	8										
35	29.32 - Fabrication d'autres équipements automobiles	277	62										

m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab
Économie circulaire (EC)						Pollution (PRP)			Biodiversité et Écosystèmes (BIO)			TOTAL (CCM + CCA + RAM + EC + PRP + BIO)			
Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		
Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount		Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount		Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount		Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount		Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount		
Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)		Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)		Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)		Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)		Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)		
												5	-		
												23	7		
												2	-		
												13	1		
												3	-		
												3	-		
												2	-		
												13	-		
												4	-		
												5	-		
												9	-		
												7	-		
												12	-		
												15	1		
												4	-		
												4	-		
												30	-		
												31	1		
												3	1		
												1	-		
												10	3		
												6	-		
												66	-		
												9	-		
												4	3		
												4	-		
												3	-		
												15	2		
												21	3		
												66	2		
												30	4		
												-	-		
												-	-		
												39	8		
												277	62		

Ventilation par secteur -
niveau à 4 chiffres de la NACE
(code et intitulé)

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
	Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources aquatiques et marines (RAM)			
	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD
	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount
	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)
	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)
36	30.20 - Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	5	-									
37	30.30 - Construction aéronautique et spatiale	35	2									
38	32.50 - Fabrication d'instruments et de fournitures à usage médical et dentaire	7	-									
39	32.99 - Autres activités manufacturières n.c.a.	4	-									
40	35.11 - Production d'électricité	106	53									
41	35.12 - Transport d'électricité	3	3									
42	35.13 - Distribution d'électricité	23	-									
43	35.21 - Production de combustibles gazeux	-	-									
44	35.22 - Distribution de combustibles gazeux par conduites	12	2									
45	35.23 - Commerce de combustibles gazeux par conduites	59	36									
46	35.30 - Production et distribution de vapeur et d'air conditionné	12	5									
47	38.11 - Collecte des déchets non dangereux	28	20									
48	38.32 - Récupération de déchets triés	22	16									
49	41.10 - Promotion immobilière	33	1									
50	41.20 - Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels	15	2									
51	42.11 - Construction de routes et autoroutes	-	-									
52	42.12 - Construction de voies ferrées de surface et souterraines	-	-									
53	42.21 - Construction de réseaux pour fluides	-	-									
54	42.22 - Construction de réseaux électriques et de télécommunications	1	-									
55	42.91 - Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux	-	-									
56	42.99 - Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.	25	18									
57	43.21 - Installation électrique	1	-									
58	43.22 - Travaux de plomberie et installation de chauffage et de conditionnement d'air	-	-									
59	45.11 - Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	5	-									
60	46.12 - Intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques	3	2									
61	46.14 - Intermédiaires du commerce en machines, équipements industriels, navires et avions	1	1									
62	46.19 - Intermédiaires du commerce en produits divers	7	2									
63	46.31 - Commerce de gros de fruits et légumes	3	-									
64	46.34 - Commerce de gros de boissons	3	-									
65	46.35 - Commerce de gros de produits à base de tabac	-	-									
66	46.42 - Commerce de gros d'habillement et de chaussures	-	-									
67	46.46 - Commerce de gros de produits pharmaceutiques	2	-									
68	46.47 - Commerce de gros de meubles, de tapis et d'appareils d'éclairage	-	-									
69	46.49 - Commerce de gros d'autres biens domestiques	4	-									

m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab
Économie circulaire (EC)				Pollution (PRP)				Biodiversité et Écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + RAM + EC + PRP + BIO)			
Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD
Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount
Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros) (CCM)
												5	-		
												35	2		
												7	-		
												4	-		
												106	53		
												3	3		
												23	-		
												-	-		
												12	2		
												59	36		
												12	5		
												28	20		
												22	16		
												33	1		
												15	2		
												-	-		
												-	-		
												-	-		
												1	-		
												-	-		
												25	18		
												1	-		
												-	-		
												5	-		
												3	2		
												1	1		
												7	2		
												3	-		
												3	-		
												-	-		
												-	-		
												2	-		
												-	-		
												4	-		

Ventilation par secteur -
niveau à 4 chiffres de la NACE
(code et intitulé)

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
	Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources aquatiques et marines (RAM)			
	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD
	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount
	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)	Dont durable sur le plan environnemental (en millions d'euros)
70	46.51 - Commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels	4	-									
71	46.71 - Commerce de gros de combustibles et de produits annexes	107	35									
72	46.72 - Commerce de gros de minerais et métaux	-	-									
73	46.73 - Commerce de gros de bois, de matériaux de construction et d'appareils sanitaires	-	-									
74	46.74 - Commerce de gros de quincaillerie et fournitures pour plomberie et chauffage	-	-									
75	46.75 - Commerce de gros de produits chimiques	3	-									
76	46.90 - Commerce de gros non spécialisé	29	-									
77	47.11 - Commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire	-	-									
78	47.54 - Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé	1	-									
79	47.59 - Commerce de détail de meubles, appareils d'éclairage et autres articles de ménage en magasin spécialisé	1	-									
80	47.61 - Commerce de détail de livres en magasin spécialisé	4	-									
81	47.78 - Autre commerce de détail de biens neufs en magasin spécialisé	1	-									
82	47.91 - Vente à distance	-	-									
83	49.41 - Transports routiers de fret	7	1									
84	49.50 - Transports par conduites	13	1									
85	50.10 - Transports maritimes et côtiers de passagers	1	-									
86	51.10 - Transports aériens de passagers	11	-									
87	51.21 - Transports aériens de fret	5	-									
88	52.10 - Entreposage et stockage	-	-									
89	52.22 - Services auxiliaires des transports par eau	-	-									
90	52.23 - Services auxiliaires des transports aériens	1	-									
91	56.10 - Restaurants et services de restauration mobile	1	-									
92	56.29 - Autres services de restauration	4	-									
93	58.14 - Edition de revues et périodiques	4	-									
94	58.21 - Edition de jeux électroniques	32	-									
95	58.29 - Edition d'autres logiciels	17	-									
96	59.11 - Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision	1	-									
97	59.13 - Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision	7	-									
98	60.20 - Programmation de télévision et télédiffusion	8	-									
99	61.10 - Télécommunications filaires	-	-									
100	61.30 - Télécommunications par satellite	15	-									
101	61.90 - Autres activités de télécommunication	8	-									
102	62.02 - Conseil informatique	11	-									
103	62.09 - Autres activités informatiques	34	2									
104	63.11 - Traitement de données, hébergement et activités connexes	-	-									

m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab
Économie circulaire (EC)						Pollution (PRP)			Biodiversité et Écosystèmes (BIO)			TOTAL (CCM + CCA + RAM + EC + PRP + BIO)			
Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		Entreprises non financières (soumises à CSRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		Entreprises non financières (soumises à CSRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		Entreprises non financières (soumises à CSRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		
Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount		Valeur comptable [brute]		[Gross] carrying amount		Valeur comptable [brute]		[Gross] carrying amount		Valeur comptable [brute]		[Gross] carrying amount		
(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	(en millions d'euros) Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	
												4	-		
												107	35		
												-	-		
												-	-		
												-	-		
												3	-		
												29	-		
												-	-		
												1	-		
												1	-		
												4	-		
												1	-		
												-	-		
												7	1		
												13	1		
												1	-		
												11	-		
												5	-		
												-	-		
												-	-		
												1	-		
												1	-		
												4	-		
												4	-		
												32	-		
												17	-		
												1	-		
												7	-		
												8	-		
												-	-		
												15	-		
												8	-		
												11	-		
												34	2		
												-	-		

Ventilation par secteur -
niveau à 4 chiffres de la NACE
(code et intitulé)

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
	Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources aquatiques et marines (RAM)			
	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD	Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD
	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount	Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount
	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)
	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)
105 63.99 - Autres services d'information n.c.a.	9	-										
106 64.20 - Activités des sociétés holding	91	44										
107 64.30 - Fonds de placement et entités financières similaires	20	2										
108 64.92 - Autre distribution de crédit	10	-										
109 64.99 - Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.	21	5										
110 66.19 - Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite	12	-										
111 66.22 - Activités des agents et courtiers d'assurances	6	1										
112 66.30 - Gestion de fonds	18	-										
113 68.10 - Activités des marchands de biens immobiliers	16	-										
114 68.20 - Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués	174	1										
115 68.31 - Agences immobilières	8	-										
116 68.32 - Administration de biens immobiliers	7	-										
117 69.20 - Activités comptables	-	-										
118 70.10 - Activités des sièges sociaux	114	8										
119 70.22 - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	108	12										
120 71.12 - Activités d'ingénierie	47	27										
121 72.11 - Recherche-développement en biotechnologie	18	2										
122 73.11 - Activités des agences de publicité	5	-										
123 77.11 - Location et location-bail de voitures et de véhicules automobiles légers	19	-										
124 77.12 - Location et location-bail de camions	99	4										
125 77.21 - Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport	3	1										
126 77.35 - Location et location-bail de matériels de transport aérien	3	-										
127 77.40 - Location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des Œuvres soumises à copyright	-	-										
128 79.11 - Activités des agences de voyage	11	-										
129 79.12 - Activités des voyagistes	-	-										
130 80.10 - Activités de sécurité privée	-	-										
131 82.30 - Organisation de salons professionnels et congrès	-	-										
132 82.99 - Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	7	3										
133 85.59 - Enseignements divers	0	0										
134 86.10 - Activités hospitalières	3	0										
135 87.10 - Hébergement médicalisé	40	1										
136 92.00 - Organisation de jeux de hasard et d'argent	173	3										
137 93.29 - Autres activités récréatives et de loisirs	12	3										
138 94.20 - Activités des syndicats de salariés	0	0										
139 95.22 - Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et le jardin	0	0										
140 code NACE non identifié	62	0										

(1) Les établissements de crédit donnent dans ce modèle des informations sur les expositions du portefeuille bancaire à des secteurs couverts par la taxinomie (niveau 4 des secteurs NACE), en utilisant les codes NACE pertinents pour l'activité principale de la contrepartie.

(2) Le rattachement de la contrepartie à un secteur de la NACE repose exclusivement sur la nature de la contrepartie directe. La classification des expositions relevant conjointement de plus d'un débiteur s'effectue sur la base des caractéristiques du débiteur qui a été le plus pertinent, ou le plus déterminant, pour l'autorisation de l'exposition par l'établissement. La ventilation par code de la NACE des expositions conjointement encourues dépend des caractéristiques du débiteur le plus pertinent ou le plus déterminant. Les informations sont publiées par les établissements par code NACE avec le niveau de détail requis dans le modèle.

m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab
Économie circulaire (EC)						Pollution (PRP)		Biodiversité et Écosystèmes (BIO)			TOTAL (CCM + CCA + RAM + EC + PRP + BIO)				
Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		Entreprises non financières (soumises à CSRD)	PME et autres entreprises non financières non soumises à CSRD		
Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount		Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount		Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount		Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount		Valeur comptable [brute]	[Gross] carrying amount		
(en millions d'euros)	(en millions d'euros)		(en millions d'euros)	(en millions d'euros)		(en millions d'euros)	(en millions d'euros)		(en millions d'euros)	(en millions d'euros)		(en millions d'euros)	(en millions d'euros)		
Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)		Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)		Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)		Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)		Dont durable sur le plan environnemental (CCM)	Dont durable sur le plan environnemental (CCM)		
												9	-		
												91	44		
												20	2		
												10	-		
												21	5		
												12	-		
												6	1		
												18	-		
												16	-		
												174	1		
												8	-		
												7	-		
												-	-		
												114	8		
												108	12		
												47	27		
												18	2		
												5	-		
												19	-		
												99	4		
												3	1		
												3	-		
												-	-		
												11	-		
												-	-		
												-	-		
												-	-		
												7	3		
												0	0		
												3	0		
												40	1		
												173	3		
												12	3		
												0	0		
												0	0		
												62	0		

ICP GAR Encours (base Chiffre d'affaires)

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m
	Date de référence des informations T												
	Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources aquatiques et marines (RAM)				
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				
En % (du total des actifs couverts au dénominateur)		Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant		Dont utilisation du produit	Dont habilitant		Dont utilisation du produit	Dont habilitant		Dont utilisation du produit	Dont habilitant
	GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur												
		Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR											
1		29,20 %	4,58 %										
2	Entreprises financières	0,98 %	0,84 %										
3	Établissements de crédit	0,12 %	0,02 %										
4	Prêts et avances	0,00 %	0,00 %										
		Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)											
5		0,36 %	0,05 %										
6	Instruments de capitaux propres												
7	Autres entreprises financières	1,51 %	1,35 %										
8	dont entreprises d'investissement												
9	Prêts et avances												
		Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)											
10													
11	Instruments de capitaux propres												
12	dont sociétés de gestion												
13	Prêts et avances												
		Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)											
14													
15	Instruments de capitaux propres												
16	dont entreprises d'assurance	0,00 %	0,00 %										
17	Prêts et avances	0,00 %	0,00 %										
		Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)											
18													
19	Instruments de capitaux propres												
20	Entreprises non financières	27,72 %	10,80 %										
21	Prêts et avances	25,23 %	8,84 %										
		Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)											
22		34,06 %	15,55 %										
23	Instruments de capitaux propres												
24	Ménages	44,60 %	5,83 %										
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	100,00 %	13,12 %										
26	dont prêts à la rénovation de bâtiments	100,00 %	0,00 %										
27	dont prêts pour véhicules à moteur	70,28 %	0,00 %										
28	Financement d'administrations locales	0,07 %	0,00 %										
29	Financement de logements	100,00 %	0,00 %										
30	Autres financements d'administrations locales	0,00 %	0,00 %										
	Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux												
31		0,00 %	0,00 %										
32	TOTAL DES ACTIFS DU GAR	14,23 %	2,23 %										

RAPPORT DE DURABILITÉ

Informations quantitatives : indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables

n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
Date de référence des informations T																	
Économie circulaire (EC)				Pollution (PRP)				Biodiversité et Écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + RAM + EC + PRP + BIO)					
Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts	
Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				total des actifs couverts	
Dont utilisation du produit		Dont habilitant		Dont utilisation du produit		Dont habilitant		Dont utilisation du produit		Dont habilitant		Dont utilisation du produit		Dont transitoire		Dont habilitant	
												29,20 %	4,58 %				26,42 %
												0,98 %	0,84 %				7,75 %
												0,12 %	0,02 %				2,98 %
												0,00 %	0,00 %				1,20 %
												0,36 %	0,05 %				0,97 %
																	0,81 %
												1,51 %	1,35 %				4,76 %
												0,00 %	0,00 %				0,87 %
												0,00 %	0,00 %				0,87 %
																	0,00 %
												27,72 %	10,80 %				2,03 %
												25,23 %	8,84 %				1,41 %
												34,06 %	15,55 %				0,61 %
																	0,01 %
												44,60 %	5,83 %				15,86 %
												100,00 %	13,12 %				7,05 %
												100,00 %	0,00 %				0,02 %
												0,07 %	0,00 %				0,78 %
												100,00 %	0,00 %				0,00 %
												0,00 %	0,00 %				0,78 %
												0,00 %	0,00 %				0,00 %
												14,23 %	2,23 %				54,20 %

		ag	ah	ai	aj	ak	al	am	an	ao	ap	aq	ar	as
		Date de référence des informations T-1												
		Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources aquatiques et marines (RAM)			
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)			
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)			
En % (du total des actifs couverts au dénominateur)		Dont utilisation du produit	Dont transi-toire	Dont habilitant			Dont utilisation du produit	Dont habilitant			Dont utilisation du produit	Dont habilitant		
	GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur													
	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	31,31 %	5,13 %											
1														
2	Entreprises financières	1,29 %	1,02 %											
3	Établissements de crédit	0,14 %	0,01 %											
4	Prêts et avances	0,00 %	0,00 %											
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	0,42 %	0,04 %											
5														
6	Instruments de capitaux propres													
7	Autres entreprises financières	2,06 %	1,69 %											
	dont entreprises d'investissement													
8														
9	Prêts et avances													
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
10														
11	Instruments de capitaux propres													
12	dont sociétés de gestion													
13	Prêts et avances													
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
14														
15	Instruments de capitaux propres													
16	dont entreprises d'assurance	0,00 %	0,00 %											
17	Prêts et avances	0,00 %	0,00 %											
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
18														
19	Instruments de capitaux propres													
20	Entreprises non financières	29,12 %	10,10 %											
21	Prêts et avances	27,89 %	9,02 %											
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	36,00 %	14,63 %											
22														
23	Instruments de capitaux propres													
24	Ménages	45,05 %	6,28 %											
	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	100,00 %	13,98 %											
25														
26	dont prêts à la rénovation de bâtiments	100,00 %	0,00 %											
	dont prêts pour véhicules à moteur													
27														
28	Financement d'administrations locales	0,12 %	0,00 %											
29	Financement de logements	100,00 %	0,00 %											
	Autres financements d'administrations locales	0,00 %	0,00 %											
30														
	Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	0,00 %	0,00 %											
31														
32	TOTAL DES ACTIFS DU GAR	14,95 %	2,45 %											

Informations quantitatives : indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables

3.

ICP CAR Encours (base CapEx)

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	
	Date de référence des informations T													
	Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources aquatiques et marines (RAM)					
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)					
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)					
En % (du total des actifs couverts au dénominateur)	Dont utilisation du produit		Dont transitoire		Dont habilitant		Dont utilisation du produit		Dont habilitant		Dont utilisation du produit		Dont habilitant	
	GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur													
	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR													
1		29,99 %	5,00 %											
2	Entreprises financières	1,15 %	0,91 %											
3	Établissements de crédit	0,15 %	0,03 %											
4	Prêts et avances	0,00 %	0,00 %											
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
5		0,45 %	0,09 %											
6	Instruments de capitaux propres													
7	Autres entreprises financières	1,78 %	1,47 %											
8	dont entreprises d'investissement													
9	Prêts et avances													
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
10														
11	Instruments de capitaux propres													
12	dont sociétés de gestion													
13	Prêts et avances													
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
14														
15	Instruments de capitaux propres													
16	dont entreprises d'assurance	0,00 %	0,00 %											
17	Prêts et avances	0,00 %	0,00 %											
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
18														
19	Instruments de capitaux propres													
20	Entreprises non financières	37,41 %	16,02 %											
21	Prêts et avances	34,73 %	12,33 %											
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
22		44,42 %	24,87 %											
23	Instruments de capitaux propres													
24	Ménages	44,60 %	5,83 %											
	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels													
25		100,00 %	13,12 %											
26	dont prêts à la rénovation de bâtiments	100,00 %	0,00 %											
27	dont prêts pour véhicules à moteur	70,28 %	0,00 %											
28	Financement d'administrations locales	0,07 %	0,00 %											
29	Financement de logements	100,00 %	0,00 %											
	Autres financements d'administrations locales													
30		0,00 %	0,00 %											
	Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux													
31		0,00 %	0,00 %											
32	TOTAL DES ACTIFS DU GAR	14,62 %	2,44 %											

Informations quantitatives : indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables

3.

	ag	ah	ai	aj	ak	al	am	an	ao	ap	aq	ar	as	
	Date de référence des informations T-1													
	Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources aquatiques et marines (RAM)					
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)					
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)					
	Dont utilisation du produit		Dont transitoire		Dont habilitant		Dont utilisation du produit		Dont habilitant		Dont utilisation du produit		Dont habilitant	
En % (du total des actifs couverts au dénominateur)	GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur													
	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR													
1		32,13 %		5,64 %										
2	Entreprises financières	1,53 %		1,29 %										
3	Établissements de crédit	0,14 %		0,03 %										
4	Prêts et avances	0,00 %		0,00 %										
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	0,42 %		0,09 %										
6	Instruments de capitaux propres													
7	Autres entreprises financières	2,45 %		2,12 %										
8	dont entreprises d'investissement													
9	Prêts et avances													
10	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
11	Instruments de capitaux propres													
12	dont sociétés de gestion													
13	Prêts et avances													
14	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
15	Instruments de capitaux propres													
16	dont entreprises d'assurance	0,00 %		0,00 %										
17	Prêts et avances	0,00 %		0,00 %										
18	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
19	Instruments de capitaux propres													
20	Entreprises non financières	37,58 %		15,01 %										
21	Prêts et avances	36,01 %		12,80 %										
22	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	46,37 %		23,75 %										
23	Instruments de capitaux propres													
24	Ménages	45,05 %		6,28 %										
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	100,00 %		13,98 %										
26	dont prêts à la rénovation de bâtiments	100,00 %		0,00 %										
27	dont prêts pour véhicules à moteur													
28	Financement d'administrations locales	0,12 %		0,00 %										
29	Financement de logements	100,00 %		0,00 %										
30	Autres financements d'administrations locales	0,00 %		0,00 %										
31	Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	0,00 %		0,00 %										
32	TOTAL DES ACTIFS DU GAR	15,34 %		2,69 %										

at	au	av	aw	ax	ay	az	ba	bb	bc	bd	be	bf	bg	bh	bi	bj	bk
Date de référence des informations T-1																	
Économie circulaire (EC)		Pollution (PRP)				Biodiversité et Écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + RAM + EC + PRP + BIO)							
Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)							
Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)							
Dont utilisation du produit	Dont habitant	Dont utilisation du produit	Dont habitant	Dont utilisation du produit	Dont habitant	Dont utilisation du produit	Dont habitant	Dont utilisation du produit	Dont habitant	Dont utilisation du produit	Dont habitant	Dont utilisation du produit	Dont habitant	Dont utilisation du produit	Dont habitant	Dont utilisation du produit	Dont habitant
										32,13 %	5,64 %						28,00 %
										1,53 %	1,29 %						7,19 %
										0,14 %	0,03 %						2,86 %
										0,00 %	0,00 %						1,12 %
										0,42 %	0,09 %						0,95 %
																	0,80 %
										2,45 %	2,12 %						4,33 %
										0,00 %	0,00 %						0,37 %
										0,00 %	0,00 %						0,37 %
																	0,00 %
										37,58 %	15,01 %						2,53 %
										36,01 %	12,80 %						1,90 %
										46,37 %	23,75 %						0,58 %
																	0,06 %
										45,05 %	6,28 %						17,61 %
										100,00 %	13,98 %						7,91 %
										100,00 %	0,00 %						0,02 %
										51,85 %	0,00 %						0,01 %
										0,12 %	0,00 %						0,67 %
										100,00 %	0,00 %						0,00 %
										0,00 %	0,00 %						0,67 %
										0,00 %	0,00 %						0,00 %
										15,34 %	2,69 %						58,64 %

3.

ICP GAR Flux

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	
	Date de référence des informations T													
	Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources aquatiques et marines (RAM)					
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)					
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)					
En % (des flux de tous les actifs éligibles)	Dont utilisation du produit		Dont transitoire		Dont habilitant		Dont utilisation du produit		Dont habilitant		Dont utilisation du produit		Dont habilitant	
	GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur													
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR													
2	Entreprises financières													
3	Établissements de crédit													
4	Prêts et avances													
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
6	Instruments de capitaux propres													
7	Autres entreprises financières													
8	dont entreprises d'investissement													
9	Prêts et avances													
10	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
11	Instruments de capitaux propres													
12	dont sociétés de gestion													
13	Prêts et avances													
14	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
15	Instruments de capitaux propres													
16	dont entreprises d'assurance													
17	Prêts et avances													
18	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
19	Instruments de capitaux propres													
20	Entreprises non financières													
21	Prêts et avances													
22	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)													
23	Instruments de capitaux propres													
24	Ménages													
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels													
26	dont prêts à la rénovation de bâtiments													
27	dont prêts pour véhicules à moteur													
28	Financement d'administrations locales													
29	Financement de logements													
30	Autres financements d'administrations locales													
31	Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux													
32	TOTAL DES ACTIFS DU GAR													

En %
(des flux de tous les actifs éligibles)

Informations quantitatives : indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables

3.

ICP GAR Flux (base CapEx)

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m
	Date de référence des informations T												
	Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources aquatiques et marines (RAM)				
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				
	Dont utilisation du produit		Dont transi-toire	Dont habilitant	Dont utilisation du produit		Dont habilitant	Dont utilisation du produit		Dont habilitant			
En % (des flux de tous les actifs éligibles)													
GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur													
	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR												
1		16,07 %	3,71 %										
2	Entreprises financières	0,28 %	0,00 %										
3	Établissements de crédit	0,06 %	0,00 %										
4	Prêts et avances	0,00 %	0,00 %										
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)												
5		0,23 %	0,00 %										
6	Instruments de capitaux propres												
7	Autres entreprises financières	0,40 %	0,00 %										
8	dont entreprises d'investissement												
9	Prêts et avances												
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)												
10													
11	Instruments de capitaux propres												
12	dont sociétés de gestion												
13	Prêts et avances												
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)												
14													
15	Instruments de capitaux propres												
16	dont entreprises d'assurance	0,00 %	0,00 %										
17	Prêts et avances	0,00 %	0,00 %										
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)												
18													
19	Instruments de capitaux propres												
20	Entreprises non financières	38,36 %	14,98 %										
21	Prêts et avances	38,84 %	12,30 %										
	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)												
22		37,29 %	20,99 %										
23	Instruments de capitaux propres												
24	Ménages	40,68 %	6,75 %										
	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	100,00 %	16,72 %										
26	dont prêts à la rénovation de bâtiments	100,00 %	0,00 %										
27	dont prêts pour véhicules à moteur	100,00 %	0,00 %										
28	Financement d'administrations locales	0,00 %	0,00 %										
29	Financement de logements	0,00 %	0,00 %										
30	Autres financements d'administrations locales	0,00 %	0,00 %										
	Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux												
31		0,00 %	0,00 %										
32	TOTAL DES ACTIFS DU GAR	9,45 %	2,18 %										

Informations quantitatives : indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables

3.

ICP des expositions de hors bilan (base Chiffre d'affaires)

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m
		Date de référence des informations T												
		Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources aquatiques et marines (RAM)				
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				
En % (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)		Dont utilisation du produit			Dont transi- toire	Dont habilitant	Dont utilisation du produit			Dont habilitant	Dont utilisation du produit			Dont habilitant
1	Garanties financières (ICP FinGuar)	23,36 %		6,34 %										
2	Actifs sous gestion (ICP AuM)													

n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae
Date de référence des informations T																
Économie circulaire (EC)				Pollution (PRP)				Biodiversité et Écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + RAM + EC + PRP + BIO)				
Part du total des actifs couverts au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				
Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				
Dont utilisation du produit		Dont habitant		Dont utilisation du produit		Dont habitant		Dont utilisation du produit		Dont habitant		Dont utilisation du produit		Dont transi-toire		Dont habitant
												23,36 %	6,34 %			

ICP des expositions de hors bilan (base CapEx)

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m
	Date de référence des informations T												
	Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)			Ressources aquatiques et marines (RAM)				
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)			Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)			Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				
En % (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)			Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant			Dont utilisation du produit	Dont habilitant			Dont utilisation du produit	Dont habilitant
1	Garanties financières (ICP FinGuar)	19,97 %	5,82 %										
2	Actifs sous gestion (ICP AuM)												

n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae
Date de référence des informations T																
Économie circulaire (EC)				Pollution (PRP)				Biodiversité et Écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + RAM + EC + PRP + BIO)				
Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				
Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la taxinomie (alignés sur la taxinomie)				
Dont utilisation du produit		Dont habitant		Dont utilisation du produit		Dont habitant		Dont utilisation du produit		Dont habitant		Dont utilisation du produit		Dont transi-toire		Dont habitant
												19,97 %	5,82 %			

Modèle 1 – Activités liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile

Ligne Activités liées à l'énergie nucléaire		
1.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de recherche, de développement, de démonstration et de déploiement d'installations innovantes de production d'électricité à partir de processus nucléaires avec un minimum de déchets issus du cycle du combustible.	NON
2.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction et d'exploitation sûre de nouvelles installations nucléaires de production d'électricité ou de chaleur industrielle, notamment à des fins de chauffage urbain ou aux fins de procédés industriels tels que la production d'hydrogène, y compris leurs mises à niveau de sûreté, utilisant les meilleures technologies disponibles.	NON
3.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités d'exploitation sûre d'installations nucléaires existantes de production d'électricité ou de chaleur industrielle, notamment à des fins de chauffage urbain ou aux fins de procédés industriels tels que la production d'hydrogène, à partir d'énergie nucléaire, y compris leurs mises à niveau de sûreté.	NON
Activités liées au gaz fossile		
4.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction ou d'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux.	NON
5.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction, de remise en état et d'exploitation d'installations de production combinée de chaleur/froid et d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux.	NON
6.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction, de remise en état ou d'exploitation d'installations de production de chaleur qui produisent de la chaleur/du froid à partir de combustibles fossiles gazeux	NON

Modèle 2 – Activités économiques alignées sur la Taxonomie (dénominateur)

Ligne Activités économiques		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant	(en %)	Montant	(en %)	Montant	(en %)
1.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
2.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
3.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
4.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
5.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
6.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
7.	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	1 549	2 %	1 549	2 %	-	0 %
8.	TOTAL ICP APPLICABLE	69 431	2 %	69 431	2 %	69 431	0 %

Modèle 3 – Activités économiques alignées sur la Taxonomie (numérateur)

Ligne Activités économiques		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant	(en %)	Montant	(en %)	Montant	(en %)
1.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
2.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
3.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
4.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
5.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
6.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
7.	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur de l'ICP applicable	1 549	100 %	1 549	100 %	-	0 %
8.	MONTANT TOTAL ET PROPORTION TOTALE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE AU NUMÉRATEUR DE L'ICP APPLICABLE	1 549	100 %	1 549	100 %	-	0 %

Modèle 4 – Activités économiques éligibles à la Taxonomie mais non alignées sur celle-ci

Ligne Activités économiques	Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
	CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
	Montant	(en %)	Montant	(en %)	Montant	(en %)
1. Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
2. Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
3. Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
4. Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
5. Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
6. Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
7. Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	8 331	100 %	8 331	100 %	-	0 %
8. MONTANT TOTAL ET PROPORTION TOTALE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE, MAIS NON ALIGNÉES SUR CELLE-CI, AU DÉNOMINATEUR DE L'ICP APPLICABLE	8 331	100 %	8 331	100 %	-	0 %

Modèle 5 – Activités économiques non éligibles à la Taxonomie

Ligne Activités économiques	Montant	Pourcentage
1. Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %
2. Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %
3. Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %
4. Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %
5. Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %
6. Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %
7. Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxinomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	59 551	100 %
8. MONTANT TOTAL ET PROPORTION TOTALE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NON ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE AU DÉNOMINATEUR DE L'ICP APPLICABLE	59 551	100 %

Modèle 2 – Activités économiques alignées sur la Taxonomie (dénominateur)

Ligne Activités économiques		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant	(en %)	Montant	(en %)	Montant	(en %)
1.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
2.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
3.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
4.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
5.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
6.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
7.	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	1 693	2 %	1 693	2 %	-	0 %
8.	TOTAL ICP APPLICABLE	69 431	2 %	69 431	2 %	69 431	0 %

Modèle 3 – Activités économiques alignées sur la Taxonomie (numérateur)

Ligne Activités économiques		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant	(en %)	Montant	(en %)	Montant	(en %)
1.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
2.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
3.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
4.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
5.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
6.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
7.	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur de l'ICP applicable	1 693	100 %	1 693	100 %	-	0 %
8.	MONTANT TOTAL ET PROPORTION TOTALE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE AU NUMÉRATEUR DE L'ICP APPLICABLE	1 693	100 %	1 693	100 %	-	0 %

Modèle 4 – Activités économiques éligibles à la Taxonomie mais non alignées sur celle-ci

Ligne Activités économiques		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant	(en %)	Montant	(en %)	Montant	(en %)
1.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
2.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
3.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
4.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
5.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
6.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %	-	0 %	-	0 %
7.	Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	8 457	100 %	8 457	100 %	-	0 %
8.	MONTANT TOTAL ET PROPORTION TOTALE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE, MAIS NON ALIGNÉES SUR CELLE-CI, AU DÉNOMINATEUR DE L'ICP APPLICABLE	8 457	100 %	8 457	100 %	-	0 %

Modèle 5 – Activités économiques non éligibles à la Taxonomie

Ligne	Activités économiques	Montant	Pourcentage
1.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %
2.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %
3.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %
4.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %
5.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %
6.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	-	0 %
7.	Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxinomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	59 281	100 %
8.	MONTANT TOTAL ET PROPORTION TOTALE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NON ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE AU DÉNOMINATEUR DE L'ICP APPLICABLE	59 281	100 %

3.6 Glossaire

1. Entités, métiers et structures internes

BCIMR : BCI Mer Rouge (Djibouti)
BFI : Banque de Financement et d'Investissement
DISLE : Direction de l'immobilier, de la sécurité, de la logistique et de l'environnement
DTSO : Direction des Technologies, Services et Opérations
GCI : Gestion Consolidée des Investissements

2. Climat, carbone, énergie et méthodologies

ADEME : Agence de la transition écologique
BEGES : Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre
CO₂ : Dioxyde de carbone
CSTB : Centre Scientifique et Technique du Bâtiment
DPE : Diagnostic de Performance Énergétique
ENCORE : *Exploring Natural Capital Opportunities, Risks and Exposure*
EVIC : *Enterprise Value Including Cash*
GES : Gaz à Effet de Serre
GHG Protocol : *Greenhouse Gas Protocol*
MteqCO₂ : Million de tonnes équivalent CO₂
Net Zero : Neutralité carbone nette
PCAF : *Partnership for Carbon Accounting Financials*
RE 2020 : Réglementation Environnementale 2020
RGA : Retrait-gonflement des sols argileux
RT 2012 : Réglementation Thermique 2012
teqCO₂ : Tonne équivalent CO₂

3. Environnement et durabilité (concepts)

ESG : Environnemental, Social et Gouvernance
RSE : Responsabilité Sociétale de l'Entreprise

4. Réglementation et reporting

AR : *Application Requirement*
CRD V : *Capital Requirements Directive V*
CRR : *Capital Requirements Regulation*
CSRD : *Corporate Sustainability Reporting Directive*
DMA : *Double Materiality Analysis* (analyse de double matérialité)
DR : *Disclosure Requirement*
ESRS : *European Sustainability Reporting Standards*
ESRS E1 : Norme ESRS thématique sur le changement climatique
ESRS E2 : Norme ESRS thématique sur la pollution
ESRS E3 : Norme ESRS thématique sur les ressources hydriques et marines
ESRS E4 : Norme ESRS thématique sur la biodiversité et les écosystèmes
ESRS E5 : Norme ESRS thématique sur l'utilisation des ressources et l'économie circulaire
ESRS G1 : Norme ESRS thématique sur la conduite des affaires

ESRS S1 : Norme ESRS thématique sur le personnel de l'entreprise

ESRS S2 : Norme ESRS thématique sur les travailleurs de la chaîne de valeur

ESRS S3 : Norme ESRS thématique sur les communautés affectées

ESRS S4 : Norme ESRS thématique sur les clients et les utilisateurs finaux

GOV : Exigences de publication en matière de gouvernance

IRO : Impacts, Risques et Opportunités

MDR-M : *Minimum Disclosure Requirements - Metrics*

ORSA : *Own Risk and Solvency Assessment*

PAI : *Principal Adverse Impacts* (Principales Incidences Négatives SFDR)

SBM : Exigence ESRS sur les liens entre stratégie, modèle d'affaires et impacts/risques/opportunités

SFDR : *Sustainable Finance Disclosure Regulation*

5. Taxonomie européenne et indicateurs techniques

CapEx : *Capital Expenditures*

DNSH : *Do No Significant Harm*

FINREP : *Financial Reporting*

GAR : *Green Asset Ratio*

ICP : Indicateur Clé de Performance

NACE : Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté Européenne

6. Organisations, initiatives et normes internationales

BEI : Banque Européenne d'Investissement

CEGC : Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (entité du Groupe BPCE)

ESS : Économie Sociale et Solidaire

IEA : *International Energy Agency*

IFC : *International Finance Corporation*

ISO 14064-1 : Norme internationale de quantification et de rapport des émissions de GES au niveau organisation

ISO 26000 : Norme internationale sur la responsabilité sociétale des organisations

NZBA : *Net Zero Banking Alliance*

NZAOA : *Net Zero Asset Owner Alliance*

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD : Objectifs de Développement Durable des Nations unies

OIT : Organisation Internationale du Travail

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PRI : *Principles for Responsible Investment*

STEPS : *Stated Policies Scenario*

UNEP : *United Nations Environment Program*

UNEP FI : *UNEP Finance Initiative*

7. Finance durable, produits et labels

ABS : Asset-Backed Securities
DCM : Debt Capital Markets
ISR : Investissement Socialement Responsable
LDDS : Livret de Développement Durable et Solidaire
OPCVM : Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
OPC : Organisme de Placement Collectif
PEA : Plan d'Épargne en Actions
RCF : Revolving Credit Facility

8. Données, notation et fournisseurs d'informations ESG

CDP : Carbon Disclosure Project
EET : European ESG Template
ISS ESG : Institutional Shareholder Services - ESG
ESG Risk Rating : Notation extra-financière
MSCI ESG Research : Morgan Stanley Capital International ESG Research

9. Gouvernance et gestion des risques ESG

ICAAP : Internal Capital Adequacy Assessment Process
ILAAP : Internal Liquidity Adequacy Assessment Process

10. Relations sociales, sécurité au travail et territoires

AGS : Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés
APA : Appréciation Périodique d'Activité
BOETH : Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi de Travailleurs Handicapés
CNAPS : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (Madagascar)
CSE : Comité Social et Économique
CSSCT : Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail
DUERP : Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels
GEPP : Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels
IRP : Instances Représentatives du Personnel
NAO : Négociation Annuelle Obligatoire
PER : Plan Épargne Retraite
POEI : Préparation Opérationnelle à l'Emploi Individuelle
QVCT : Qualité de Vie et Conditions de Travail
RQTH : Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé
STPA : Secteur du Travail Protégé et Adapté
UES : Unité Économique et Sociale

11. Technologies, numérique et bâtiments

GTB : Gestion Technique du Bâtiment
PCA : Plan de Continuité d'Activité
RSSI : Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information
SSI : Sécurité des Systèmes d'Information
TIC : Technologies de l'Information et de la Communication
TRM : Technology Risk Management

12. Protection des données et conformité

AIPD : Analyse d'Impact sur la Protection des Données
CNIL : Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
DPO : Data Protection Officer
RGAA : Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité
RGPD : Règlement Général sur la Protection des Données
TIP : Transcription Instantanée de la Parole (sous-titrage en temps réel)

13. Inclusion bancaire et relation clients

ACCEO : Solution d'accessibilité téléphonique pour personnes sourdes/malentendantes
AFECEI : Association Française des Établissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement
DAB : Distributeur Automatique de Billets
LSF : Langue des Signes Française
MJPM : Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs
OCF : Offre dédiée à la Clientèle en situation de Fragilité financière
SRC : Service Relation Clientèle

14. Éthique, lanceurs d'alerte et anticorruption

AFA : Agence Française Anticorruption
BKMS : Plateforme groupe de signalement d'alertes professionnelles
FRO : Formations Réglementaires Obligatoires
HATVP : Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique
KYC : Know Your Customer (connaissance client pour la sécurité financière)
LAFI : Lutte Anti-Fraude Interne
LCB-FT : Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme
MRT : Material Risk Taker
TRACFIN : Traitement du Renseignement et Action contre les Circuits Financiers clandestins

3.7 Rapport de certification des informations en matière de durabilité et de contrôle des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 de BRED Banque Populaire

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale,

Le présent rapport est émis en notre qualité de commissaires aux comptes de BRED Banque Populaire. Il porte sur les informations en matière de durabilité et les informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852, relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2025 et incluses dans le chapitre 3 du rapport sur la gestion du groupe (ci-après l'« Etat de durabilité »).

Nos travaux, qui portent sur ces informations, ont été réalisés dans un contexte évolutif caractérisé par des incertitudes sur l'interprétation des textes et le développement de pratiques de place.

En application de l'article L. 233-28-4 du code de commerce, BRED Banque Populaire est tenue d'inclure les informations précitées au sein d'une section distincte du rapport sur la gestion du groupe.

Ces informations permettent de comprendre les impacts de l'activité de BRED Banque Populaire sur les enjeux de durabilité, ainsi que la manière dont ces enjeux influent sur l'évolution de ses affaires, de ses résultats et de sa situation. Les enjeux de durabilité comprennent les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernement d'entreprise.

En application du II de l'article L. 821-54 du code précité, notre mission consiste à mettre en œuvre les travaux nécessaires à l'émission d'un avis, exprimant une assurance limitée, portant sur :

- a conformité aux exigences découlant des normes d'information en matière de durabilité adoptées par la Commission européenne en vertu de l'article 29 ter de la directive (UE) 2013/34 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, telle que modifiée par la directive (UE) 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 (ci-après ESRS pour *European Sustainability Reporting Standards*) du processus mis en œuvre par BRED Banque Populaire pour déterminer les informations publiées, qui incluent, lorsque l'entité y est soumise, l'obligation de consultation du comité social et économique prévue au sixième alinéa de l'article L. 2312-17 du code du travail ;
- la conformité des informations en matière de durabilité incluses dans l'Etat de durabilité avec les dispositions de l'article L. 233-28-4 du code de commerce, y compris avec les ESRS ; et
- le respect des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852.

L'exercice de cette mission est réalisé en conformité avec les règles déontologiques, y compris d'indépendance, et les règles de qualité prescrites par le code de commerce.

Il est également régi par les lignes directrices de la Haute Autorité de l'Audit « Mission de certification des informations en matière de durabilité et de contrôle des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 ».

Dans les trois parties distinctes du rapport qui suivent, nous présentons, pour chacun des axes de notre mission, la nature des vérifications que nous avons opérées, les conclusions que nous en avons tirées, et, à l'appui de ces conclusions, les éléments qui ont fait l'objet, de notre part, d'une attention particulière et les diligences que nous avons mises en œuvre au titre de ces éléments. Nous attirons votre attention sur le fait que nous n'exprimons pas de conclusion sur ces éléments pris isolément et qu'il convient de considérer que les diligences explicitées s'inscrivent dans le contexte global de la formation des conclusions émises sur chacun des trois axes de notre mission.

Enfin, lorsqu'il nous semble nécessaire d'attirer votre attention sur une ou plusieurs informations en matière de durabilité fournies par BRED Banque Populaire dans l'Etat de durabilité, nous formulons un paragraphe d'observations.

Limites de notre mission

Notre mission ayant pour objectif d'exprimer une assurance limitée, la nature (choix des techniques de contrôle) des travaux, leur étendue (amplitude), et leur durée, sont moindres que ceux nécessaires à l'obtention d'une assurance raisonnable.

Cette mission ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de BRED Banque Populaire, notamment à porter une appréciation, qui dépasserait la conformité aux prescriptions d'information des ESRS sur la pertinence des choix opérés par BRED Banque Populaire en termes de plans d'action, de cibles, de politiques, d'analyses de scénarios et de plans de transition.

En outre, s'agissant des informations prospectives, qui présentent par nature un caractère incertain, leurs réalisations futures différeront parfois de manière significative des informations prospectives présentées dans l'Etat de durabilité.

Notre mission permet cependant d'exprimer des conclusions concernant le processus de détermination des informations en matière de durabilité publiées, les informations elles-mêmes, et les informations publiées en application de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852, quant à l'absence d'identification ou, au contraire, l'identification, d'erreurs, omissions ou incohérences d'une importance telle qu'elles seraient susceptibles d'influencer les décisions que pourraient prendre les lecteurs des informations objet de nos vérifications.

Les informations en matière de durabilité et les informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) n° 2020/852 peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informations sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenus pour leur établissement et présentés dans l'Etat de durabilité.

Notre mission ne porte pas sur le respect par l'entité des dispositions légales et réglementaires relatives au plan de vigilance publié en application de l'article L225-102-1 du code de commerce.

Conformité aux exigences découlant des normes ESRS du processus mis en œuvre par BRED Banque Populaire pour déterminer les informations publiées, qui incluent l'obligation de consultation du comité social et économique prévue au sixième alinéa de l'article L. 2312-17 du code du travail

Nature des vérifications opérées

Nos travaux ont consisté à vérifier que :

- le processus défini et mis en œuvre par BRED Banque Populaire incluant l'obligation de consultation du comité social et économique prévue au sixième alinéa de l'article L. 2312-17 du code du travail lui a permis, conformément aux ESRS, d'identifier et d'évaluer ses impacts, risques et opportunités liés aux enjeux de durabilité, et d'identifier ceux de ces impacts, risques et opportunités matériels qui ont conduit à la publication des informations en matière de durabilité dans l'Etat de durabilité.
- les informations fournies sur ce processus sont également conformes aux ESRS.

Conclusion des vérifications opérées

Sur la base des vérifications que nous avons opérées, nous n'avons pas relevé d'erreurs, omissions ou incohérences importantes concernant la conformité du processus mis en œuvre par BRED Banque Populaire avec les ESRS.

Observation

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la section 3.1.1.2.3 « Sources d'incertitude associées aux estimations et aux résultats » de l'Etat de durabilité relative à l'analyse de la double matérialité, qui présente les incertitudes et les limitations tenant à la maturité des méthodologies d'évaluation et à la disponibilité des données sur lesquelles repose cette analyse pour les normes des « thématiques Environnement » et qui est susceptible d'évoluer au cours des prochains exercices.

Éléments qui ont fait l'objet d'une attention particulière

Nous vous présentons ci-après les éléments ayant fait l'objet d'une attention particulière de notre part concernant la conformité aux ESRS du processus mis en œuvre par BRED Banque Populaire pour déterminer les informations publiées.

Les informations relatives à la manière dont l'entité a mis à jour son analyse de double matérialité sont mentionnées dans la section 3.1.5.1 « Rappel : l'analyse de double matérialité » relative aux exigences de publication IRO-1 de l'Etat de durabilité de BRED Banque Populaire.

Nous avons, par entretien avec les personnes que nous avons jugé appropriées et par inspection de la documentation disponible, pris connaissance :

- des changements apportés, par rapport à l'exercice précédent, à la liste des impacts, risques et opportunités, réels ou potentiels identifiés par BRED Banque Populaire, et au processus d'évaluation de la matérialité d'impact et financière mis en œuvre pour déterminer les informations matérielles publiées ;
- des évolutions du processus décisionnel et le cas échéant des procédures de contrôle interne mis en place par BRED Banque Populaire au cours de l'exercice.

Sur la base de notre jugement professionnel, nos diligences ont par ailleurs consisté à :

- exercer notre esprit critique sur la documentation des analyses menées par l'entité ainsi que sur la démarche mise en œuvre par cette dernière pour identifier les facteurs internes et externes à considérer ;
- apprécier le caractère approprié des facteurs internes et externes considérés par l'entité au regard de notre connaissance de l'entité ;

- apprécier, pour les changements que nous avons jugés significatifs affectant les impacts, risques et opportunités réels et potentiels, la conformité du processus d'évaluation de la matérialité d'impact et de la matérialité financière mis en œuvre par l'entité (y compris la fixation des seuils) au regard des critères définis par ESRS 1 ;
- apprécier le caractère approprié de la description donnée à ce titre dans la section « Annexes – Informations générales », à la fin de la partie « 3.1 Informations générales », relative aux exigences de publication IRO-1 de l'Etat de durabilité de BRED Banque Populaire.

Conformité des informations en matière de durabilité incluses l'Etat de durabilité avec les dispositions de l'article L. 233-28-4 du code de commerce, y compris avec les ESRS

Nature des vérifications opérées

Nos travaux ont consisté à vérifier que, conformément aux prescriptions légales et réglementaires, y compris aux ESRS :

- les renseignements fournis permettent de comprendre les modalités de préparation et de gouvernance des informations en matière de durabilité incluses dans l'Etat de durabilité, y compris les modalités de détermination des informations relatives à la chaîne de valeur et les exemptions de divulgation retenues ;
- la présentation de ces informations en garantissant la lisibilité et la compréhensibilité ;
- le périmètre retenu par BRED Banque Populaire relativement à ces informations est approprié ; et
- sur la base d'une sélection, fondée sur notre analyse des risques de non-conformité des informations fournies et des attentes de leurs utilisateurs, que ces informations ne présentent pas d'erreurs, omissions, incohérences importantes, c'est-à-dire susceptibles d'influencer le jugement ou les décisions des utilisateurs de ces informations.

Conclusion des vérifications opérées

Sur la base des vérifications que nous avons opérées, nous n'avons pas relevé d'erreurs, omissions, incohérences importantes concernant la conformité des informations en matière de durabilité incluses dans l'Etat de durabilité, avec les dispositions de l'article L. 233-28-4 du code de commerce, y compris avec les ESRS.

Observation

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la section 3.1.1.2.2 « Estimations concernant la chaîne de valeur » de l'Etat de durabilité qui précise le périmètre retenu pour le calcul des émissions financées relatives à la chaîne de valeur (catégorie 15 du scope 3 selon le GHG Protocol) ainsi que les évolutions et les limitations relatives à la méthodologie appliquée pour les estimations effectuées et à la disponibilité des données.

Eléments qui ont fait l'objet d'une attention particulière

Informations fournies en application des normes environnementales (ESRS E1 à E5)

Les informations publiées au titre du changement climatique (ESRS E1) sont mentionnées dans la section 3.2.1 « Changement Climatique (E1) » de l'Etat de durabilité.

Nous vous présentons ci-après les éléments ayant fait l'objet d'une attention particulière de notre part concernant la conformité aux ESRS de ces informations.

Nos diligences ont notamment consisté à :

- mener des entretiens avec les personnes que nous avons jugé appropriées pour apprécier si la description des politiques, actions et cibles mises en place par BRED Banque Populaire couvre les domaines de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci ;
- apprécier le caractère approprié de l'information présentée dans la section 3.2.1 « Changement Climatique (E1) » de l'Etat de durabilité et sa cohérence d'ensemble avec notre connaissance de BRED Banque Populaire.

En ce qui concerne les informations publiées au titre du bilan d'émission gaz à effet de serre :

- Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité visant à la conformité des informations publiées ;
- Nous avons apprécié la cohérence du périmètre considéré pour l'évaluation du bilan d'émissions de gaz à effet de serre avec le périmètre des états financiers consolidés, et la chaîne de valeur amont et aval ;
- Nous avons pris connaissance du protocole d'établissement de l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre utilisé par l'entité pour établir le bilan d'émissions de gaz à effet de serre et apprécié ses modalités d'application, sur une sélection de catégories d'émissions ;
- Concernant les émissions relatives au scope 3, nous avons apprécié la justification des inclusions et exclusions des différentes catégories et la transparence des informations données à ce titre, ainsi que le processus de collecte d'informations ;

- Nous avons apprécié le caractère approprié des facteurs d'émission utilisés et le calcul des conversions afférentes ainsi que les hypothèses de calcul et d'extrapolation, compte tenu de l'incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées ;
- Pour les données physiques (telles que la consommation d'énergie), nous avons rapproché, sur la base de sondages, les données sous-jacentes servant à l'élaboration du bilan d'émissions de gaz à effet de serre avec les pièces justificatives ;
- En ce qui concerne les estimations que nous avons jugé structurantes auxquelles BRED Banque Populaire a eu recours, pour l'élaboration de son bilan d'émission de gaz à effet de serre :
 - Par entretien avec la direction, nous avons pris connaissance de la méthodologie de calcul des données estimées et des sources d'informations sur lesquelles reposent ces estimations ;
 - Nous avons apprécié si les méthodes ont été appliquées de manière cohérente ou s'il y a eu des changements depuis la période précédente, et si ces changements sont appropriés ;
- Nous avons vérifié l'exactitude arithmétique des calculs servant à établir ces informations.

Respect des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852

Nature des vérifications opérées

Nos travaux ont consisté à vérifier le processus mis en œuvre par BRED Banque Populaire pour déterminer le caractère éligible et aligné des activités des entités comprises dans la consolidation.

Ils ont également consisté à vérifier les informations publiées en application de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852, ce qui implique la vérification :

- de la conformité aux règles de présentation de ces informations qui en garantissent la lisibilité et la compréhensibilité ;
- sur la base d'une sélection, de l'absence d'erreurs, omissions, incohérences importantes dans les informations fournies, c'est-à-dire susceptibles d'influencer le jugement ou les décisions des utilisateurs de ces informations.

Conclusion des vérifications opérées

Sur la base des vérifications que nous avons opérées, nous n'avons pas relevé d'erreurs, omissions, incohérences importantes concernant le respect des exigences de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852.

Observations

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les informations figurant dans la section « Annexes - Informations environnementales - Règlement Taxonomie (Article 8) » de l'Etat de durabilité qui exposent le fait que la BRED BANQUE POPULAIRE publie les tableaux requis par la réglementation sous les formats tabulaires présentés à l'annexe VI du règlement délégué 2023/2486.

Eléments qui ont fait l'objet d'une attention particulière

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas d'éléments particuliers à communiquer dans notre rapport.

Paris-La-Défense, le 23 avril 2026

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés
Charlotte Vandeputte
Associée

Ombline Calmet
Associée

KPMG SA
Sophie Meddouri
Associée

Isabelle Lhoste
Associée



4.

Gestion et contrôle de la conformité et des risques du groupe Bred Banque Populaire

4.1 Risques de crédit et de contrepartie	272	4.5 Risques de non-conformité	296
4.1.1 Dispositif de sélection des opérations	273	4.5.1 Organisation de la fonction Conformité	296
4.1.2 Dispositif de mesure et de surveillance des risques de crédit et de contrepartie	274	4.5.2 Suivi des risques de non-conformité	298
4.1.3 Mesure du risque et notations internes	275	4.5.3 Supervision de l'activité du groupe BRED Banque Populaire	301
4.1.4 Méthodes de provisionnement et dépréciations sous IFRS9	277	4.5.4 Faits marquants 2025	301
4.1.5 Simulation de crise relative au risque de crédit	281	4.6 Protection des données	303
4.1.6 Technique de réduction du risque de crédit	281	4.6.1 Organisation de la protection des données	303
4.1.7 Dispositif de contrôle permanent des Risques de crédit et de contrepartie	283	4.6.2 Dispositif de contrôle permanent	304
4.1.8 Faits marquants en 2025	284	4.6.3 Faits marquants 2025	304
4.2 Risques de marché	284	4.7 Risques de sécurité et résilience opérationnelle	305
4.2.1 Organisation et gouvernance des risques de marché	285	4.7.1 Continuité d'activité	305
4.2.2 Politique de l'établissement	285	4.7.2 Sécurité Informatique	306
4.2.3 Dispositif de mesure des risques de marché	286	4.8 Lutte contre la fraude externe	308
4.2.4 Dispositif de contrôle permanent des risques de marché	287	4.8.1 Organisation de la lutte contre la fraude externe	308
4.2.5 Statistiques d'exposition aux risques de marché	287	4.8.2 Travaux réalisés en 2025	308
4.2.6 Travaux réalisés en 2025	289	4.9 Risque de réputation	309
4.3 Risques de bilan	289	4.9.1 Gouvernance	309
4.3.1 Principes de gestion des risques de bilan	289	4.9.2 Dispositif de gestion du risque de réputation	310
4.3.2 Suivi et mesure des risques de bilan	291	4.9.3 Dispositif de surveillance et de contrôle du risque de réputation	311
4.3.3 Dispositif de contrôle permanent des risques de bilan	292	4.9.4 Formation et accompagnement des collaborateurs	311
4.3.4 Travaux réalisés en 2025	292	4.10 Risques environnementaux, sociaux et de gouvernance	312
4.4 Risques opérationnels	293	4.10.1 Définition et cadre de référence	312
4.4.1 Organisation et gouvernance	293	4.10.2 Organisation	314
4.4.2 Exposition aux risques opérationnels	294	4.10.3 Dispositif de gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance	317
4.4.3 Identification et évaluation du risque opérationnel	294	4.11 Risques de modèles	322
4.4.4 Travaux réalisés en 2025	295	4.11.1 Introduction	322
		4.11.2 Organisation	322
		4.11.3 Gouvernance	322

Introduction

1 – Gouvernance de la gestion des risques

Les Directions des Risques et de la Conformité veillent à l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques. Elles assurent l'évaluation et la prévention des risques, l'élaboration de la politique risque intégrée aux politiques de gestion des activités opérationnelles et la surveillance permanente des risques.

La fonction de gestion des risques et celle de certification de la conformité assurent, entre autres missions, le contrôle permanent des risques et de la conformité.

Au sein de l'organe central BPCE, la Direction des Risques (Direction des Risques Groupe - DRG) et le Secrétariat Général (Secrétariat Général Groupe - SGG) en charge de la conformité, de la sécurité et des contrôles permanents assurent la cohérence, l'homogénéité, l'efficacité, et l'exhaustivité de la mesure, de la surveillance et de la maîtrise des risques. Ces Directions ont en charge le pilotage consolidé des risques du Groupe. Leurs missions sont conduites selon les modalités de fonctionnement, notamment en filières, précisées entre autres dans la Charte de la 2^e ligne de défense mise à jour en mars 2025, en lien avec l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, dédié au contrôle interne.

Au sein du Groupe BRED, la Direction des Risques, de la Protection et du Contrôle (DRPC) et Direction de la Conformité sont rattachées hiérarchiquement au Directeur Général et fonctionnellement à la Direction des Risques Groupe, et du Secrétariat Général Groupe en charge de la conformité et de la coordination des contrôles permanents.

Ces deux Directions couvrent l'ensemble des risques : risques de crédit, risque de marché, risques financiers, risques opérationnels, risques climatiques, risques de modèles, risques de non-conformité ainsi que des activités transverses de pilotage et de contrôle permanent des risques. Elles assurent conformément à l'article 75 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne, la mesure, la surveillance et la maîtrise des risques.

Pour assurer leur indépendance, les fonctions risques et conformité sont des fonctions indépendantes de toutes les fonctions effectuant des opérations commerciales, financières ou comptables.

Dans le cadre de la fonction de gestion des risques, les principes définis dans la Charte de la seconde ligne de défense sont déclinés au sein de l'établissement. Ainsi de manière indépendante, la DRPC et la Direction de la Conformité contrôlent la bonne application des normes et des méthodes de mesure des risques, notamment les dispositifs de limites et les schémas délégataires. Elles s'assurent que les principes de la politique des risques sont respectés dans le cadre de ses contrôles permanents de deuxième niveau.

Les Dirigeants Effectifs veillent à ce que les systèmes de gestion des risques mis en place soient appropriés au profil de risque et à la stratégie commerciale de l'établissement, conformément à la réglementation concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (directives européennes CRR2 et CRD4).

Organisation générale du contrôle interne

Conformément à la réglementation bancaire, le système de contrôle interne de BRED Banque Populaire s'articule autour de trois niveaux :

- le contrôle de premier niveau, effectué par la hiérarchie opérationnelle ;
- le contrôle permanent de second niveau, réalisé par des agents dédiés qui ne sont pas impliqués dans les activités opérationnelles au sens réglementaire ;
- le contrôle périodique.

Les fonctions de contrôle permanent et périodique sont intégrées aux filières de contrôle du groupe BPCE. Ces relations sont formalisées à travers des directives, des politiques ou des chartes qui couvrent chacune des fonctions de contrôle. Le dispositif de contrôle interne vise à aligner les risques pris avec la politique du Groupe BRED dans ce domaine.

Contrôle consolidé

L'un des principes essentiels du contrôle interne, rappelé par la réglementation, est l'exhaustivité de son périmètre. À ce titre, le dispositif de contrôle interne de BRED Banque Populaire couvre l'ensemble des types de risques et toutes les entités consolidées du Groupe BRED, qu'elles soient bancaires ou non, en France comme à l'international.

Le contrôle interne des filiales s'appuie notamment sur :

La gouvernance locale

L'organe de surveillance et, pour les entités bancaires, les dirigeants effectifs de chaque filiale, conformément aux exigences de la réglementation bancaire.

Le contrôle périodique

Exercé par la Direction de l'Inspection générale de BRED Banque Populaire et, le cas échéant, par un audit interne local, en coordination étroite avec l'Inspection générale de BRED Banque Populaire, dans le respect des normes d'audit interne.

Le contrôle permanent

Mis en œuvre au sein de chaque filiale, en lien étroit avec le contrôle permanent de second niveau de BRED Banque Populaire, afin d'assurer une surveillance consolidée des risques du Groupe BRED, conformément au cadre de gestion des risques consolidés.

Adéquation des contrôles aux types de risques et auditabilité des contrôles

L'évaluation de l'adéquation des contrôles au regard des niveaux de risque repose sur :

- l'utilisation de systèmes, méthodes et outils permettant de mesurer et de suivre les risques de façon efficace ;
- la mobilisation de ressources suffisantes et adaptées, notamment en termes d'effectifs et de compétences, pour assurer une gestion appropriée des risques.

L'« auditabilité » du dispositif requiert :

- des organigrammes clairs, une définition précise des fonctions et des délégations de pouvoirs formalisées ;
- des procédures opérationnelles complètes, décrivant les activités, les responsabilités et les contrôles associés, facilement accessibles aux collaborateurs ;
- des lignes de reporting définies, des dispositifs d'alerte et des obligations de rendre compte, garantissant la transparence et la traçabilité des opérations.

La proportionnalité des dispositifs de contrôle

Les dispositifs de contrôle de BRED Banque Populaire sont dimensionnés en fonction de l'intensité, de la fréquence et de la nature des risques liés aux activités du Groupe BRED.

Ils sont ainsi ajustés au plus près du niveau de risque, afin de garantir une maîtrise efficace et proportionnée, sans excès ni insuffisance de contrôles.

Application du principe de subsidiarité

Les dispositifs de contrôle interne de BRED Banque Populaire sont organisés selon un principe de subsidiarité. Ce principe permet aux filières Risques et Conformité de s'appuyer sur :

- la mise en place de contrôles permanents au sein de chaque établissement du Groupe BRED, ainsi que sur l'analyse de leurs résultats aux niveaux local et consolidé ;
- le suivi, par les acteurs de second niveau, des résultats des contrôles de premier niveau, dans le cadre de revues indépendantes ;
- le partage structuré des constats et résultats de contrôle entre l'ensemble des acteurs du contrôle permanent.

La subsidiarité se traduit par une répartition claire des travaux au sein d'une même filière, entre les niveaux local, consolidé et, le cas échéant, Groupe, afin d'optimiser l'efficacité et la cohérence du dispositif de contrôle.

1.1 Présentation du dispositif de contrôle permanent

Contrôle permanent hiérarchique (1^{er} niveau de contrôle)

L'organisation du contrôle permanent dans le Groupe est précisée dans la Charte de Contrôle interne en paragraphe 3 et la Charte de la 2^e ligne de défense et l'arrêté du 3 novembre 2014 revu le 25 février 2021, notamment l'article 12.

Le dispositif de contrôle permanent repose sur la taxonomie des contrôles qui intègre les définitions des modalités de contrôle.

Deux types de contrôles de niveau 1 (première ligne de défense LoD 1) réalisés par les agents exerçant des activités opérationnelles. Ces agents identifient les risques induits par leur activité et respectent les procédures et les limites fixées :

- le niveau 1.1 est constitué de contrôles de production (détection d'anomalies de production, respect des règles et procédures internes) habituellement effectués sur une base continue. Les modalités de ces contrôles regroupent des autocontrôles (contrôles réalisés par l'exécutant lui-même, du travail qu'il a accompli ou par un homologue non hiérarchique dans le cadre d'un contrôle croisé), des contrôles de fichiers ou checklists réalisés au fil de l'eau répondant à l'identification d'anomalies sur des supports non normalisés. Il peut s'agir de démarches globales ou de contrôles plus ciblés sur un produit ou un process ;
- le niveau 1.2 est constitué de contrôles visant à identifier les risques/le respect des règles/des procédures réalisés par les hiérarchiques (un contrôle hiérarchique implique un contrôle distinct de celui qui a réalisé l'opération) ou par une équipe distincte dédiée au contrôle de niveau 1. Ces contrôles couvrent toutes les modalités et les périodicités.

La formalisation des procédures et modes opératoires décrivant les activités opérationnelles contrôlées est du ressort de la première ligne de défense.

Les résultats des contrôles de niveau 1 font l'objet d'un reporting formalisé aux directions ou fonctions de contrôle concernées. Des plans d'action sont définis et suivis dans leur avancement lorsque les résultats de contrôles sont insuffisants ou dégradés.

Contrôle permanent par des entités dédiées (2^e niveau de contrôle)

Les contrôles de second niveau sont du ressort de la seconde ligne de défense (LoD2) et sont assurés par des fonctions indépendantes des activités opérationnelles. Les contrôles de second niveau ne peuvent pas se substituer aux contrôles de premier niveau.

Les Directeurs des Risques et de la Conformité sont responsables des contrôles permanents au sens de l'arrêté 2014-11- 03 sur le contrôle interne modifié le 25 février 2021, dans leur établissement.

La Direction des Risques, de la Protection et du Contrôle (DRPC) et la Direction de la Conformité sont rattachées hiérarchiquement au Directeur Général et fonctionnellement à la Direction des Risques Groupe, et du Secrétariat Général Groupe en charge de la conformité et de la coordination des contrôles permanents.

Ces deux Directions couvrent l'ensemble des risques : risques de crédit, risque de marché, risques financiers, risques opérationnels, risques climatiques, risques de modèles, risques de non-conformité ainsi que des activités transverses de pilotage et de contrôle permanent des risques. Elles assurent conformément à l'article 75 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne, la mesure, la surveillance et la maîtrise des risques.

Pour assurer leur indépendance, les fonctions risques et conformité sont des fonctions indépendantes de toutes les fonctions effectuant des opérations commerciales, financières ou comptables.

Le dispositif de contrôle permanent du Groupe BRED couvre le périmètre BRED Banque Populaire et les filiales/participations significatives de BRED Banque Populaire qui ont fait l'objet d'un classement en périmètres de surveillance. Parmi ces filiales, 6 sont des entités matérielles classées en périmètre B et font l'objet d'une supervision renforcée (BCI Mer Rouge, BIC BRED Suisse, BRED Bank Cambodia, BRED Bank Fiji, PREPAR Vie, BRED Madagasikara). Le dispositif de contrôles permanents du groupe BRED s'appuie sur des contrôleurs permanents locaux de 2^e niveau. Il est coordonné et supervisé par la coordination des contrôles permanents groupe.

BRED Banque Populaire et ses filiales définissent chaque année leur Plan annuel de Contrôle validé par le Comité de coordination des Fonctions de contrôles (CCFC) intégrant une approche par les risques fondée sur les évaluations des risques définies lors des exercices de cartographies.

Les fonctions de contrôle permanent de second niveau sont notamment responsables :

- de la documentation du plan annuel de contrôles de l'entité et du pilotage de sa mise en œuvre ;
- de l'exhaustivité et de la mise à jour des référentiels de contrôles sur le périmètre dans le cadre des risques à piloter et des nécessités réglementaires ;
- de la réalisation des contrôles permanents du socle commun Groupe ou des contrôles spécifiques selon l'entité ;
- de la fiabilisation des contrôles de niveau 1 ;
- de l'existence, de l'analyse des résultats et du reporting notamment en lien avec les résultats des contrôles de premier niveau et des risques prioritaires de l'entité ;
- de la sollicitation du contrôle permanent de niveau 1 sur la mise en œuvre des préconisations ;
- du suivi de la mise en œuvre des plans d'actions correctifs notamment ceux définis au niveau du Groupe et ceux prioritaires par l'établissement au niveau 2.

Comité de coordination du contrôle interne

Un Comité de Coordination des Fonctions de Contrôle se réunit trimestriellement sous la présidence du Directeur Générale BRED SA.

Ce comité a vocation à traiter l'ensemble des questions relatives à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne de l'établissement, ainsi que les résultats issus des travaux de maîtrise des risques et de contrôle interne et des suites qui leur sont données.

Il a notamment pour objet :

- d'informer régulièrement l'exécutif sur l'évolution du dispositif de contrôle de l'établissement ;
- de mettre en évidence les zones de risques émergents ou récurrents, qu'elles aient pour origine l'évolution de l'activité, les mutations de l'environnement ou l'état des dispositifs de contrôle ;
- de remonter au niveau de l'exécutif les dysfonctionnements significatifs observés ;
- d'examiner les modalités de mise en œuvre des principales évolutions réglementaires, et leurs éventuelles implications sur le dispositif et les outils de contrôle ;
- de s'assurer de la bonne prise en compte des conclusions des travaux de contrôle, d'examiner les mesures correctrices décidées, de les prioriser et de suivre leur réalisation ;
- de décider des mesures à mettre en place afin de renforcer le niveau de sécurité de l'établissement et d'assurer, en tant que de besoin, la coordination des actions développées par les fonctions de contrôle permanent.

Les participants à ce comité sont :

- Directeur général ;
- Directeur général adjoint (commercial) ;
- Directeur général adjoint (SI) ;
- Inspecteur général ;
- Directeur des risques, du contrôle et de la Protection des données ;
- Directeur des risques ;
- Directeur du contrôle permanent ;
- Directeur de la sécurité SI, de la continuité d'activité et de la Fraude Externe ;
- Directeur de la conformité ;
- Directeur financier ;
- Directeur du contrôle financier ;
- Secrétaire général.

1.2 Présentation du dispositif de contrôle périodique

Organisation générale

Dans le cadre des responsabilités définies par l'article 17 de l'arrêté A-2014-11-03 modifié le 25 février 2021 sur le contrôle interne, la troisième ligne de défense, l'Inspection générale Groupe ou la fonction Audit interne, réalise le contrôle périodique de toutes les activités, en s'assurant de la qualité, l'efficacité, la cohérence et le bon fonctionnement du dispositif de contrôle permanent et de la maîtrise des risques. Son périmètre d'intervention couvre tous les risques et toutes les activités de l'établissement, y compris celles qui sont externalisées. L'audit interne s'étend également à ses filiales et aux entités consolidées prudemment.

Pour l'exercice de cette responsabilité, elle s'appuie sur les résultats des investigations de sa direction, ainsi que sur les travaux des autres corps de contrôle, tels que l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ou l'Inspection générale Groupe.

Conformément aux responsabilités qui incombent à l'organe central et en raison des règles de solidarité collective, l'Inspection générale Groupe est chargée de vérifier périodiquement le bon fonctionnement de tous les établissements du groupe et fournit à leurs dirigeants une assurance raisonnable de leur solidité financière.

Il ne définit ni ne gère ces dispositifs. Il en évalue la qualité et contribue à son amélioration par les constats et les recommandations qu'il formule. Il rend compte de ses travaux aux dirigeants effectifs et à l'organe de surveillance de l'établissement. Au sein de notre établissement, le responsable de la fonction d'Audit interne en charge du troisième niveau de contrôle tel que défini à l'article 12 de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié est Aurélien PENNERAT depuis le 2 novembre 2021 ; le dirigeant effectif en charge de la cohérence et de l'efficacité du contrôle interne est Jean-Paul JULIA Directeur Général depuis le 1^{er} juin 2023.

Missions & objectifs

Les objectifs prioritaires de la troisième ligne de défense sont d'évaluer et de rendre compte aux dirigeants effectifs et à l'organe de surveillance de l'établissement :

- de l'adéquation de son cadre de gouvernance ;
- du respect des lois, des règlements et des règles ;
- de l'adéquation et du respect des politiques et des procédures au regard de l'appétit aux risques ;
- de l'efficacité de l'organisation, notamment de celle des première et deuxième ligne de défense ;
- de la qualité de sa situation financière ;
- de la fiabilité ainsi que de l'intégrité des informations comptables et des informations de gestion ;
- de la cohérence, de l'adéquation et du bon fonctionnement des dispositifs d'évaluation et de maîtrise des risques ;
- de l'intégrité des processus garantissant la fiabilité de ses méthodes et techniques, ainsi que des hypothèses et des sources d'information utilisées pour ses modèles internes ;

- de la qualité et de l'utilisation des outils de détection et d'évaluation des risques et les mesures prises pour les atténuer ;
- de la sécurité des systèmes d'information et de leur adéquation au regard des exigences réglementaires ;
- du contrôle de ses prestations essentielles critiques ou importantes (PECI) ;
- du niveau des risques effectivement encourus ;
- de la qualité de son dispositif de continuité d'activité ;
- de la mise en œuvre effective des recommandations adressées.

Organisation de la filière Audit

La direction de l'Inspection générale Groupe exerce ses responsabilités dans le cadre d'un fonctionnement en filière métier. Ses modalités de fonctionnement - à des fins de surveillance consolidée et d'utilisation optimale des moyens - sont précisées dans une charte approuvée par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 ; cette dernière a fait l'objet d'une actualisation validée le 12 décembre 2022.

La charte Filière Audit interne groupe, unique au sein du groupe, définit la finalité, les pouvoirs, les responsabilités et l'organisation générale de la filière Audit interne dans le dispositif global de contrôle interne et s'applique à toutes les entreprises du groupe surveillées sur base consolidée ; elle énonce également les principes et valeurs qui prévalent dans la filière tels que l'indépendance, l'intégrité, la déontologie, l'objectivité, la confidentialité, le professionnalisme mais également la prise en compte des enjeux environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance dans l'organisation de son activité ; cette charte est déclinée en normes thématiques (ressources d'audit, missions, recommandations, évaluation par les risques...).

Les directions d'Audit interne des Banques Populaires, des Caisses d'Épargne et de certaines filiales directes de BPCE SA sont rattachées à l'Inspection générale Groupe par un lien fonctionnel fort et, de manière hiérarchique, à l'exécutif de leur entité. Des filiales et activités ont choisi d'externaliser leur fonction d'audit interne directement à l'Inspection générale Groupe qui définit les plans d'audit annuels, les programmes de travail, détermine et évalue les moyens affectés.

Gouvernance & reporting

Afin de pouvoir exercer sa mission et contribuer efficacement à la promotion d'une culture du contrôle, l'Inspecteur général Groupe participe, sans voix délibérative, aux comités clefs de l'organe central relatifs à la maîtrise des risques. L'Inspecteur général est membre du Comité de coordination du contrôle interne groupe et est invité permanent du Comité des risques du conseil de surveillance et du Comité d'audit de BPCE, du Comité des risques et du Comité d'audit des principales filiales du groupe (Natixis, entités du pôle SEF, Banque Palatine, Oney, Crédit Foncier de France, BPCE International).

La troisième ligne de défense rend compte des conclusions de ses travaux aux dirigeants exécutifs des entreprises auditées et à leurs organes de surveillance. L'Inspection générale Groupe rend aussi compte au président du directoire, au Comité des risques du conseil de surveillance et au Conseil de surveillance de BPCE. Elle fournit à ces derniers un reporting sur la mise en œuvre de ses recommandations majeures, de celles de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ainsi que de celles du Mécanisme de surveillance unique (MSU). Elle veille à l'exécution dans des délais raisonnables des mesures correctrices décidées dans le cadre du dispositif de contrôle interne conformément à l'article 26 de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié sur le contrôle interne et peut saisir le Comité des risques du Conseil de surveillance en l'absence d'exécution de ces mesures.

Travaux

Les programmes pluriannuel et annuel de la direction de l'Audit interne sont arrêtés en accord avec l'Inspection générale Groupe ; celle-ci est tenue régulièrement informée de leur réalisation ou de toute modification de périmètre et du risk assessment afférent. L'Inspection générale Groupe s'assure que la direction de l'Audit interne des entreprises dispose des moyens nécessaires à l'exercice de sa mission et la bonne couverture du plan pluriannuel d'audit. L'Inspection générale Groupe s'assure de la diversité des compétences, de la bonne réalisation des parcours de formation et de l'équilibre entre les auditeurs senior et junior au sein des équipes d'Audit interne des établissements. Enfin, l'Inspection générale Groupe émet un avis formalisé dans un courrier et éventuellement des réserves, sur le plan pluriannuel d'audit, la qualité des travaux et rapports d'audit qui lui ont été communiqués, sur les moyens alloués tant en nombre que sur les compétences, sur la communication faite aux instances dirigeantes ainsi que sur le suivi des recommandations de l'Audit interne. Le courrier de l'Inspecteur général Groupe est adressé au Président du Directoire de l'établissement avec copie au Président de l'organe de surveillance et doit être communiqué au Comité des risques et Conseil de surveillance.

À l'issue de ses investigations, la mission d'audit émet un pré-rapport qui contient notamment ses recommandations et auquel l'unité auditée doit répondre. Chaque recommandation est hiérarchisée en fonction de son importance. Le rapport définitif intègre la réponse des audités à chaque recommandation ; celle-ci inclut des plans d'action et des engagements sur des dates de mise en œuvre. Ce rapport est transmis, outre les responsables de l'unité auditée, aux dirigeants de l'établissement.

Le management opérationnel est responsable de la mise en œuvre des recommandations. Il met en place des plans d'action adaptés et informe de leur taux d'avancement au fil de l'eau et au moins trimestriellement / semestriellement à l'Audit interne. Celui-ci en assure un reporting régulier au Comité de coordination du contrôle interne et au Comité des risques.

L'Audit interne, en vertu de son devoir d'alerte, saisit le dirigeant, le Comité des risques et le Conseil de surveillance en cas de non mise en place des actions correctrices dans les délais prévus.

1.3 Gouvernance

La gouvernance du dispositif de contrôle interne repose sur :

Le conseil d'administration

En application de la charte Groupe du système de contrôle interne, le Conseil d'Administration de BRED Banque Populaire veille à la maîtrise des principaux risques encourus, arrête les principes de la politique de rémunération, conformément à l'article L. 511-72 du Code Monétaire et Financier et s'assure de la qualité et de la fiabilité de l'information financière et du système de Contrôle Interne.

Il a institué un Comité des risques (au sens des articles L. 511-92 à L. 511-97 du Code Monétaire et Financier). Son président fait un retour régulier au conseil des dossiers traités et des positions adoptées au cours de ses réunions.

Pour l'assister dans l'appréciation du processus d'élaboration de l'information financière diffusée par l'établissement, il a par ailleurs mis en place un Comité d'audit.

Il s'appuie également sur un Comité des rémunérations (article L. 511-102 du Code Monétaire et Financier) pour arrêter les principes de la politique de rémunération de l'entreprise, notamment au regard de sa politique de risques, conformément aux articles L. 511-71 à L. 511-88 du Code Monétaire et Financier.

En application des dispositions des articles L. 511-98 à L. 511-101 du Code Monétaire et Financier, il a en outre mis en place un Comité des nominations.

Les dirigeants effectifs de l'établissement ne peuvent être membres de ces comités.

Le comité des risques

Il assiste l'organe de surveillance et, dans ce cadre, veille à la qualité de l'information délivrée et, plus généralement, assure les missions prévues par l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne, modifié :

- examiner l'exposition globale des activités aux risques et donner un avis sur les limites de risques présentées au Conseil d'administration ;
- assurer l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques ;
- porter une appréciation sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques, et proposer, si nécessaire, des actions complémentaires à ce titre ;
- examiner les rapports prévus par l'arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne, modifié ;
- veiller au suivi des conclusions des missions de l'Audit interne, de l'Inspection Générale Groupe et des régulateurs, et examiner le programme annuel de l'audit.

En application des dispositions de l'article L. 823-67 du Code de commerce, l'organe de surveillance est également doté d'un Comité d'audit et des comptes pour assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières et des informations en matière de durabilité. Son rôle est ainsi de :

- vérifier la clarté des informations fournies et porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés ;
- émettre un avis sur le choix ou le renouvellement des commissaires aux comptes de l'établissement et examiner leur programme d'intervention, les résultats de leurs vérifications et leurs recommandations ainsi que toutes les suites données à ces dernières.

Le comité d'audit et des comptes

En application des dispositions de l'article L. 823-67 du Code de commerce, l'organe de surveillance est également doté d'un Comité d'audit et des comptes pour assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières et des informations en matière de durabilité. Son rôle est ainsi de :

- vérifier la clarté des informations fournies et porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés ;
- émettre un avis sur le choix ou le renouvellement des commissaires aux comptes de l'établissement et examiner leur programme d'intervention, les résultats de leurs vérifications et leurs recommandations ainsi que toutes les suites données à ces dernières.

Le comité des rémunérations

Il assiste par ailleurs l'organe de surveillance dans la définition des principes de la politique de rémunération au sein de l'établissement dans le respect des dispositions du chapitre VIII du titre IV de l'arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne, modifié. À ce titre, en application de l'article 266 de ce même arrêté, il procède notamment chaque année à un examen :

- des principes de la politique de rémunération de l'entreprise ;
- des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de l'entreprise ;
- de la politique de rémunération de la population régulée.

Le comité des nominations

Enfin, l'organe de surveillance a également créé un **Comité des nominations** chargé, en application des dispositions des articles L. 511-98 à 101 du Code monétaire et financier, de s'assurer des bonnes conditions de direction et de surveillance de l'établissement. Dans ce cadre, son rôle est notamment :

- d'évaluer, au moment de leur nomination, puis périodiquement et au moins une fois par an, l'équilibre et la diversité des connaissances, des compétences et des expériences dont disposent individuellement et collectivement les membres du Conseil d'administration et les Dirigeants effectifs ;
- d'évaluer périodiquement et au moins une fois par an la structure, la taille, la composition et l'efficacité du Conseil d'administration au regard des missions qui lui sont assignées ;
- et d'examiner la politique de nomination et de succession, ainsi que celle concernant l'évaluation de l'aptitude des membres du Conseil, des dirigeants effectifs et des titulaires de postes clés.

1.4 Les moyens dédiés

La Direction des risques, de la protection et du contrôle et la Direction de la conformité de BRED Banque Populaire représentent 194,3 ETP (effectif temps plein) au 31/12/2025.

Leur organisation décline principalement six fonctions spécialisées par domaine de risques : les risques de crédit, les risques financiers, les risques de marché, les risques opérationnels, les risques de modèle et les risques de non-conformité auxquels s'ajoutent des activités transverses telles que le contrôle permanent, la protection des données et les fonctions liées à la continuité d'activité, la sécurité du système d'information et la fraude.

Les décisions structurantes en matière de risque et de conformité sont prises par le Comité exécutif des risques et des comités équivalents en charge de la gestion de l'ensemble des risques suivant l'organisation de l'établissement.

Cette gouvernance est responsable de la définition des grandes orientations risques de l'établissement (limites, politiques de risques, chartes délégataires...). Il examine régulièrement les principaux risques de crédit, opérationnels et financiers de notre établissement.

1.5 Les évolutions intervenues en 2025

En 2025, la Direction de la Conformité s'est dotée de moyens renforcés pour la conduite de ses missions. Une nouvelle organisation a, par conséquent, été définie et mise en place. Elle inclut, notamment, la création d'un département de contrôle permanent dédié aux risques de non-conformité dont la mission est décrite supra.

2 – Les mécanismes financiers internes au groupe BPCE

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du Groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du Groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux

ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du Groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central. La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

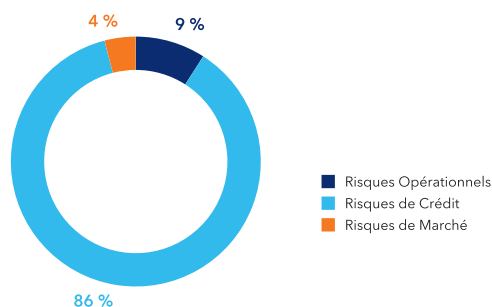
3 – La synthèse des risques au cours de l'exercice écoulé

Le profil global de risque de BRED Banque Populaire correspond à celui d'une banque de détail. Les risques sont concentrés essentiellement sur l'activité de crédit, afin de soutenir et de financer l'économie.

Sur l'exercice, l'environnement de risques est resté particulièrement dégradé, marqué par la persistance de tensions géopolitiques susceptibles d'affecter la stabilité financière et les chaînes de valeur, ainsi que par la montée des barrières commerciales (notamment via l'augmentation et la volatilité des droits de douane) pesant sur le commerce international. L'incertitude entourant la trajectoire budgétaire de la France, conjuguée à l'abaissement de la notation souveraine du pays, a renforcé les risques de marché et de crédit, en particulier sur les portefeuilles d'expositions souveraines et corporate les plus sensibles au contexte macro-financier. Ces éléments ont conduit la banque à maintenir une vigilance élevée, à renforcer ses dispositifs de suivi des risques et à adapter, le cas échéant, ses appétits et limites de risques

La répartition des risques pondérés au 31/12/2025 est la suivante (source COREP) :

Répartition des risques pondérés du Groupe Bred au 31/12/2025



Les expositions et dispositifs de gestion de ces risques sont détaillés dans les sections ci-après.

4 – Culture risques et conformité

La gestion rigoureuse des risques est inscrite dans les principes de BRED Banque Populaire, qui place au premier rang de ses priorités une culture de maîtrise et de contrôles des risques. Afin d'accompagner le développement de ses activités, dans le cadre de son appétit au risque, BRED Banque Populaire s'attache à promouvoir et renforcer la culture du risque et de la conformité à tous les niveaux.

Le dispositif de formation de la filière Risques et Conformité

La formation et l'acculturation au risque constituent un des enjeux majeurs du développement de la culture risques. Tous les collaborateurs et managers sont concernés, quel que soit leur niveau, y compris les administrateurs. C'est pourquoi, la Direction des Risques Groupe a développé la Risk Academy, qui propose des modules de formations visant à accompagner le développement et le perfectionnement des compétences des collaborateurs de la filière Risques sur leurs différents métiers, ceci en complément des formations réglementaires obligatoires : contrôles permanents et risques transverses, risques de crédit, risques financiers (ALM, de marché), risques opérationnels, risques de modèles, risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), risque de réputation.

La Risk Academy met à disposition un ensemble de certifications (contrôle interne et contrôle permanent à Paris Dauphine) et formations dont les nouveautés 2025 sont les suivantes :

Plusieurs formations ont été livrées concernant les risques ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) :

- module E-learning sur les Fondamentaux des Risques ESG : comprendre ce que sont les risques ESG, le lien entre les risques ESG et les risques traditionnels bancaires et connaître le contexte réglementaire et le dispositif de maîtrise des risques mis en place par BPCE pour encadrer les risques ESG ;
- module E-learning sur les Fondamentaux de l'Impact : sensibiliser et mobiliser les collaborateurs aux enjeux ESG et comprendre les principaux cadres et concepts de références clés, montrer comment chaque métier et chaque entreprise du groupe est un acteur de la transition ;
- classe virtuelle MÉTAMORPH'OSE sur l'analyse des enjeux ESG dans l'octroi de crédit Corporate pour les risques et engagements.

Le catalogue du Campus Impact a également été mis à disposition :

- module E-learning Risque de réputation : identifier, définir, qualifier et gérer le risque de réputation et ses enjeux ;
- formation Valorisation immobilière : pilote mis en place en juin co-réalisé avec BPCE LEASE ;
- modules de formation à PASS'ALM mis à disposition par le GAP Groupe ;
- tutoriel sur l'appétit au risque pour découvrir les fondamentaux de l'appétit au risque à travers une

analyse détaillée des risques et de la gouvernance associée et comprendre l'articulation avec le RAF groupe ;

- à noter : le contenu du Certificat Contrôle interne et risques banque assurance de Paris Dauphine a été revu.

La Direction de la conformité assure la diffusion de la culture conformité auprès de l'ensemble des collaborateurs, en coordination avec l'ensemble des autres filières et/ou fonctions de contrôle.

La Direction de la Conformité :

- participe aux journées d'animation organisées par la filière de Conformité du groupe BPCE. Il s'agit de moments privilégiés d'échanges sur les problématiques de Conformité et de partages de bonnes pratiques entre établissements du groupe BPCE. Des groupes de travail dédiés et des réunions autour de sujets d'actualité viennent compléter ce dispositif. De même, BRED Banque Populaire organise ce type de contacts au profit de ses filiales ;
- enrichit l'expertise réglementaires de tous les collaborateurs de BRED Banque Populaire, notamment via la réception et la diffusion de documents réglementaires pédagogiques, et via sa participation à des interventions régulières auprès des autres directions et entités du Groupe BRED ;
- bénéficie d'un programme de formation diffusé par la Direction des ressources humaines qu'elle complète au besoin de formations internes.

Les collaborateurs suivent d'abord un socle de Formations Réglementaires Obligatoires (conformité, éthique, sécurité financière, protection des données, sécurité des systèmes d'information, réclamations clients...) pour garantir le respect du cadre légal et la maîtrise des risques.

En complément, des formations techniques et métiers permettent d'approfondir les connaissances en analyse financière, risques opérationnels, trade finance, conformité internationale ou encore en nouveaux enjeux liés à l'IA.

Enfin, un ensemble de formations comportementales et managériales développe les pratiques de management, la conduite de projet, la gestion des situations sensibles (incivilités, entretiens complexes) et l'accompagnement des mobilités, afin de renforcer l'efficacité collective et la qualité de la relation au travail.

Une base documentaire est en place et constitue le référentiel des filières Risques, Conformité, Contrôles permanent, Contrôle financier et Sécurité du groupe BPCE et qui centralise la documentation normative et réglementaire. Il contribue également à la culture risques.

De nouveaux sites métier ont été créés comme la Conduite et Éthique, Risques Participation Non Bancaire, les Contrôles Permanents Risques, la Veille réglementaire, la Formation, les dossiers du Comité Nouveaux Produits Nouvelles Activités Groupe, les risques ESG, la présentation de la DRG.

La mesure du niveau de Culture Risques

- l'évaluation culture risques vise à évaluer le niveau de culture Risques des établissements du groupe BPCE via un questionnaire s'appuyant sur les normes Groupe en lien avec les exigences réglementaires et les meilleures pratiques en termes de culture des risques, notamment décrites par l'EBA ;
- la réponse aux questions via 8 thèmes permet un self-assessment et la mise en place de plans d'action.

Au niveau BRED Banque Populaire, la Direction des risques, de la protection et du contrôle coordonne la diffusion de la culture du risque auprès de l'ensemble des collaborateurs, en coordination avec l'ensemble des autres filières et/ou fonctions de contrôle.

La Direction de la conformité coordonne pour sa part la diffusion de la culture conformité auprès de l'ensemble des collaborateurs, en coordination avec l'ensemble des autres filières et/ou fonctions de contrôle.

D'une manière globale, la Direction des risques, de la Protection et du contrôle ainsi que la Direction de la Conformité :

- participent à des journées d'animation des fonctions de gestion des risques et de conformité, moments privilégiés d'échanges sur les problématiques de risques, de présentation des travaux menés par les différentes fonctions, de formation et de partages de bonnes pratiques entre établissements du groupe BPCE. Des groupes de travail dédiés et des réunions autour de sujets d'actualité viennent compléter ce dispositif. De même, BRED Banque Populaire organise ce type de contacts au profit des entités du Groupe BRED ;
- enrichissent leurs expertises réglementaires, notamment via la réception et la diffusion de documents réglementaires pédagogiques, et via sa participation à des interventions régulières auprès des autres directions et entités du Groupe BRED ;
- contribuent, via ses dirigeants et son Directeur des risques, de la protection et du Contrôle, aux décisions prises dans les comités dédiés à la fonction de gestion des risques au niveau groupe BPCE ;
- bénéficient, à destination de ses collaborateurs, d'un programme de formation diffusé par la Direction des ressources humaines du groupe BPCE qu'elle complète au besoin de formations internes ;

- réalisent la macro-cartographie des risques de l'établissement, évaluant ainsi son profil de risque et identifiant ses principaux risques prioritaires ;
- effectuent le recensement des modèles propres à l'établissement dans le cadre du dispositif du groupe BPCE dédié à la gestion du risque de modèle ;
- pilotent la revue annuelle des indicateurs d'appétit au risque dans le cadre du dispositif mis en place par le groupe BPCE.

Plus spécifiquement, la Direction des risques, de la protection et du contrôle de BRED Banque Populaire coordonne les chantiers transverses, contribue à la bonne coordination de la fonction de gestion des risques et de la conformité, et pilote la surveillance globale des risques .

Pour compléter le dispositif de formation déployé par le groupe BPCE, BRED Banque Populaire a réalisé régulièrement des formations, en présentiel ou en distanciel, auprès des nouveaux collaborateurs de BRED Banque Populaire intégrant le réseau : École des conseillers BRED (ECB), ou auprès des nouveaux managers d'agence. Les thématiques de ces formations concernent entre autres : Bancassurance, LCB-FT, Conformité des Services d'Investissement, Déontologie, et Fraudes internes. D'autres formations sont également dispensées aux Contrôleurs de 1^{er} et 2nd niveau sur des thématiques spécifiques et complexes ainsi qu'auprès du COMEX.

Enfin, notre établissement, en lien avec le dispositif groupe dédié, a mis en œuvre un processus relatif aux Preneurs de risques (Material Risk Takers - MRT).

L'identification des MRT au sein de BRED Banque Populaire, est basée sur la réglementation relative aux preneurs de risques et la norme BPCE définissant les modalités d'application de la réglementation susvisée dans le Groupe. Celle-ci prend en compte 15 critères qualitatifs liés par exemple au niveau de responsabilité dans l'établissement, ou aux pouvoirs de décision et d'engagement ainsi qu'à 2 critères quantitatifs liés à la rémunération.

Le dispositif est validé en Comité de Rémunération.

5 – Profil de risque

Profil de risque du Groupe en 2025

L'appétit pour le risque du groupe BPCE est défini par le niveau de risques que le Groupe accepte, dans un contexte donné, pour dégager un résultat récurrent et résilient en offrant le meilleur service à ses clients et en préservant sa solvabilité, sa liquidité et sa réputation.

Le dispositif s'articule autour :

- de la définition du profil de risque du Groupe (ou Risk Appetit Statement) qui assure la cohérence entre l'ADN du Groupe, son modèle de coût et de revenus, son profil de risque et sa capacité d'absorption des pertes ainsi que son dispositif de gestion des risques ;
- d'indicateurs couvrant l'ensemble des risques majeurs auxquels le Groupe est exposé et complété de limites ou seuils déclenchant des actions et une gouvernance spécifique en cas de dépassement ;
- d'une gouvernance intégrée aux instances de gouvernance du Groupe pour sa constitution et revue ainsi qu'en cas de survenance d'un incident majeur ; ainsi qu'une déclinaison de l'ensemble des principes à chaque établissement concerné du Groupe ;
- d'une pleine insertion opérationnelle avec les dispositifs transverses de planification financière et commerciale en lien avec le plan stratégique.

Le dispositif d'appétit pour le risque du Groupe est à décliner par les affiliés maisons mères et les filiales significatives de BPCE en lien avec la liste des entités matérielles retenues et en approche consolidée (tête de groupe).

La Direction des Risques Groupe met à jour annuellement la liste des établissements devant mettre en place un dispositif d'appétit au risque avec un suivi trimestriel. Le présent document constitue la revue annuelle pour 2026 de l'appétit au risque des Établissements / maisons mères et filiales principales du groupe BPCE.

L'appétit au risque se définit selon 5 critères propres au groupe BPCE et déclinés au niveau de chaque Établissement :

- dispositif de gestion des Risques ;
- ADN du Groupe et de l'établissement ;
- capacité d'absorption ;
- modèle de coût et de revenus ;
- profil de risque.

ADN respectif du groupe BPCE et de BRED Banque Populaire

Groupe coopératif décentralisé et solidaire, le groupe BPCE organise son activité autour d'un capital logé majoritairement au niveau local, dans ses entités régionales, et d'un refinancement de marché centralisé. Du fait de sa nature mutualiste, le Groupe a pour objectif d'apporter le meilleur service à ses clients, tout en dégageant un résultat pérenne.

Le groupe BPCE :

- est constitué d'entités légalement indépendantes, banques de plein exercice, ancrées au niveau local, détenant la propriété du groupe et de ses filiales. Au-delà de la gestion normale, en cas de crise, des mécanismes de solidarité entre les entités et le Groupe assurent la circulation du capital et permettent d'éviter le défaut d'une entité ou de l'organe central ;
- est un groupe coopératif dans lequel les sociétaires, également clients cœurs de la banque, peuvent être amenés à des pertes à hauteur des parts sociales souscrites ;
- dispose d'un refinancement de marché centralisé, permettant ainsi son allocation aux entités à raison de leurs besoins liés à leur activité commerciale. La préservation de l'image du groupe auprès des investisseurs et de leur confiance est donc cruciale ;
- est doté d'un organe central qui doit piloter, surveiller et contrôler les risques issus des métiers, des périmètres et des géographies.

BRED Banque Populaire est affiliée / maison mère du groupe BPCE ; elle intervient en Île-de-France, Normandie, outre-mer et, à l'international. Elle est indépendante et effectue son activité de banque de plein exercice dans le cadre du périmètre de consolidation. Au-delà de la gestion normale, en cas de crise, des mécanismes de solidarité entre les établissements du réseau (Banque Populaire ou Caisse d'Épargne) et entre réseaux et entités du Groupe assurent la circulation du capital et permettent d'éviter le défaut d'une entité ou de l'Organe Central.

BRED Banque Populaire est un établissement coopératif dans lequel les sociétaires, également clients cœurs de la banque, sont les détenteurs de parts sociales. Notre responsabilité et notre succès dépendent donc de notre capacité structurelle à maintenir une réputation de Banque responsable auprès de nos clients et sociétaires.

BRED Banque Populaire est un établissement bancaire universel c'est-à-dire effectuant des opérations de banque classiques et proposant des produits et services bancaires et d'assurance dédiés à tous ses segments de clientèles. À ce titre la Banque déploie l'ensemble du dispositif lié à la protection de la clientèle ou aux lois, règlements, arrêtés et bonnes pratiques qui s'appliquent aux banques françaises ou du niveau international.

Le refinancement de marché de la banque est effectué de manière centralisée au niveau du Groupe, permettant ainsi une allocation à l'établissement à hauteur de son besoin lié à l'activité commerciale et développement. La qualité de la signature et de la réputation de BPCE, la relation avec les investisseurs du Groupe et leur perception de notre profil de risque ainsi que notre notation sont des priorités.

Modèle d'affaires

Conformément à son engagement coopératif, BRED Banque Populaire a pour objectif d'apporter le meilleur service à ses clients, dans la durée, tout en dégageant un résultat pérenne, gage de développement et de continuité de ses opérations.

Ainsi :

- BRED Banque Populaire se considère engagée à dégager un résultat récurrent et résilient, en offrant le meilleur service commercial, auprès de ses sociétaires, auprès des clients, français et étrangers, de sa banque commerciale, de sa salle des marchés et de ses filiales et auprès des investisseurs apportant de la liquidité à la signature BPCE ;
- BPCE se considère engagé à préserver en lien étroit avec BRED Banque Populaire la solvabilité, la liquidité et la réputation de chacune des entités du groupe BPCE dans son ensemble ; ce que l'organe central assure à travers un pilotage des risques consolidés, des politiques des risques pour le Groupe et les réseaux ainsi que des outils communs en accord avec les dispositions du Code monétaire et financier.

Au sein du groupe BPCE, BRED Banque Populaire et ses filiales (Groupe BRED) exercent de nombreuses activités.

Elles proposent à leurs clients, en France et/ou à l'étranger, des produits et services financiers qu'elles produisent et/ou distribuent : banque de détail et de gros, services d'investissement à la clientèle, tenue de marché, gestion pour compte de tiers, crédit-bail, trade finance et correspondent banking, e-commerce, capital investissement, gestion des flux, ingénierie financière et fiscale et autres services utiles à la clientèle. Le réseau d'agences de BRED Banque Populaire est implanté en Île-de-France, en Normandie, en Picardie ainsi que dans les départements d'Outre-mer. Le Groupe BRED est également présent à l'étranger et dans les territoires d'Outre-mer.

Le Groupe BRED s'appuie sur son informatique propre, tant en France qu'à l'étranger, pour faire vivre son modèle d'affaires. Il adhère aux systèmes de place utiles à l'exercice de ses activités : système de paiement (notamment target2), de compensation, de règlement/livraison, etc.

BRED Banque Populaire est l'une des maisons-mères du groupe BPCE. Elle effectue son activité de banque de plein exercice dans le cadre de son périmètre de consolidation. Au-delà de la gestion normale, en cas de crise, des mécanismes de solidarité assurent la circulation du capital et visent à éviter le défaut d'une entité ou de l'organe central. Ces mécanismes existent notamment au sein des Banques Populaires et entre les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne. Par ailleurs, BRED Banque Populaire inscrit son action dans le cadre des politiques proposées par BPCE en tant qu'organe central. Elle définit ses propres politiques qui doivent concilier son intérêt social et l'intérêt collectif du groupe BPCE.

BRED Banque Populaire est une banque coopérative à capital fixe dans laquelle les sociétaires, clients de la banque, sont les détenteurs du capital au travers de parts sociales. Le capital apporté par les sociétaires, combiné à une forte capacité de mise en réserve des résultats, permet à BRED Banque Populaire de disposer d'un excellent ratio CET1 et de contribuer ainsi à la solvabilité du groupe BPCE.

En tant que banque coopérative, BRED Banque Populaire est consciente de sa responsabilité sociale et exerce une démarche active en la matière. Cette

démarche permet de conforter la réputation de la banque. BRED Banque Populaire déploie l'ensemble du dispositif lié à la protection de la clientèle ou aux lois, règlements, arrêtés et bonnes pratiques qui s'appliquent aux banques françaises.

BRED Banque Populaire ne s'engage pas sur des activités :

- qu'elle ne maîtrise pas afin de garantir son intégrité et, au-delà, celle du groupe BPCE ;
- de négociation sur instruments financiers faisant intervenir le compte propre de la banque, à l'exception des activités utiles au financement de l'économie telles que décrites à l'article 2 de la loi de séparation et de régulation des activités bancaires l'économie (en particulier investissements, la gestion saine et prudente de la trésorerie et la couverture des risques).

En outre, les activités aux profils de risques forts et rendement potentiellement important mais incertain sont strictement encadrées.

Ces règles ont vocation de permettre de fonctionner au plus haut niveau d'éthique et selon les meilleurs standards d'exécution et de sécurité des opérations

Profil de risque de BRED Banque Populaire

L'équilibre entre la recherche de rentabilité et le niveau de risque accepté se traduit dans le profil de risque de BRED Banque Populaire et se décline dans les politiques de gestion des risques dans le respect des règles du Groupe.

La Banque assume des risques intrinsèquement liés à ses métiers de banque de détail et aux activités mises en œuvre.

Du fait de notre modèle d'affaires, nous portons les principaux risques suivants :

Risque de crédit et de contrepartie

Induit par notre activité prépondérante de crédit aux particuliers, aux professionnels et aux entreprises est encadré via des politiques de risques Groupe, reprises dans notre politique de risques, des limites de concentration par contrepartie, par pays et par secteur et un système délégataire adéquat complété de suivis des portefeuilles et d'un dispositif de surveillance.

Risque de taux structurel

Est notamment lié à notre activité d'intermédiation et de transformation en lien fort avec notre activité de crédits immobiliers à taux fixes et aux ressources réglementées. Il est encadré par des normes Groupe communes et des limites au niveau de notre Banque.

Risques stratégiques, d'activité et d'écosystème

Comprennent notamment le risque de capital (mesuré par les ratios de solvabilité et de levier), et les risques ESG, dont les risques climatiques, tant physique que de transition.

Risque de liquidité

Est piloté au niveau du Groupe qui alloue à notre Banque la liquidité complétant les ressources clientèle levées localement. L'Établissement est responsable de la gestion de sa réserve de liquidité dans le cadre des règles Groupe.

Risques non financiers

Sont encadrés par des normes qui couvrent les risques de non-conformité, de fraude, de sécurité des systèmes d'information, les risques de conduite (conduct risk), ainsi que d'autres risques opérationnels. Pour ce faire, il est mis en œuvre :

- un référentiel commun de collecte des données pour l'ensemble des établissements du Groupe et d'outils permettant la cartographie annuelle et la remontée des pertes et des incidents au fil de l'eau ;
- un suivi des risques majeurs et des risques à piloter retenus par notre Banque ;
- des plans d'actions sur des risques spécifiques et d'un suivi renforcé des risques naissants.

Risques de marché

Notamment sur le portefeuille d'investissement avec la prise de participations directe ou indirecte dans des entreprises clientes au titre du « private equity », ainsi que des portefeuilles d'investissement qui ne relèvent ni des activités commerciales de la banque, ni de ses besoins d'exploitation, ni de la réserve de liquidité, comme le portefeuille d'actifs immobiliers hors exploitation.

Le risque porté par les portefeuilles de négociation est également piloté.

Dispositif de gestion des risques

La mise en œuvre du dispositif Groupe de l'appétit pour le risque dans lequel s'insère BRED Banque Populaire s'articule autour de cinq composantes essentielles :

1. la définition de référentiels communs, notamment d'identification des risques et d'évaluation de leur matérialité (objet du présent document) ;
2. l'existence d'un dispositif d'encadrement des prises de risques (politiques, plafonds, limites) en ligne avec celles définies par la réglementation, en lien avec l'activité de notre établissement et son plan stratégique et budgétaire ;
3. la répartition des expertises et responsabilités entre local et central ;
4. la réalisation d'une macro-cartographie des risques en lien avec le référentiel interne des risques du groupe BPCE ainsi qu'avec les indicateurs d'appétit au risque et le plan annuel de contrôle interne ;
5. le fonctionnement de la gouvernance au sein du Groupe et des différentes entités, permettant une application efficace et résiliente du RAF :
 - BRED Banque Populaire est responsable en premier niveau de la gestion de ses risques (crédit, liquidité, marché taux, non financiers) dans son périmètre et dispose, à ce titre, de responsable(s) de contrôles permanents dédié(s) (directeur des risques et directeur de la conformité) suivant le mode organisationnel retenu,
 - le Groupe décline la gestion des composantes de l'appétit au risque *via* un ensemble de normes et référentiels issus de chartes dédiées au contrôle interne qui sont déclinés dans notre Banque,
 - le Groupe définit un ensemble de politiques, plafonds, limites applicables aux différents risques qui sont déclinés dans notre Banque,

- le dispositif de maîtrise des risques Groupe, dans son ensemble (chartes, documents cadre, référentiels, politiques, limites, encadrements, normes, ...) participe à la limitation du risque de conduite avec un code de conduite et d'éthique déployé dans les Établissements du Groupe dès 2019.

La gouvernance de BRED Banque Populaire et celle du groupe BPCE permettent de s'approprier la maîtrise du risque tant local que Groupe. Cette gouvernance permet d'aligner les intérêts entre les différentes parties à plusieurs niveaux :

- nous sommes responsables de la maîtrise du risque de notre périmètre d'activités qui affecte la résilience de nos résultats en tant qu'actionnaire de BPCE, liés par un mécanisme de solidarité, il y a un alignement direct des intérêts de BRED Banque Populaire sur ceux du Groupe ;
- nous défendons et alignons les intérêts de nos sociétaires du fait de notre structure coopérative. Le dispositif d'appétit au risque de BRED Banque Populaire est mis à jour régulièrement, *a minima* annuellement, permettant d'identifier les priorités et leur mise en œuvre.

La matérialité des risques auxquels BRED Banque Populaire est exposée fait l'objet d'une évaluation sur la base de leur impact potentiel sur la trajectoire financière et stratégique de la Banque. Ces risques matériels ont vocation à être couverts par des indicateurs d'appétit au risque.

Ces indicateurs sont pourvus de seuils successifs déclenchant en cas de franchissement une gouvernance adaptée :

- le seuil d'observation matérialise un niveau de risque cohérent avec l'activité normale de notre Banque. Un dépassement de ce seuil nécessite une saisine des Dirigeants Effectifs ;
- le seuil de résilience / limite RAF matérialise un niveau de risque dont le dépassement ferait peser un risque élevé de déviation de la trajectoire financière ou de la stratégie de la Banque. Tout dépassement nécessite une communication au Conseil.
- en complément, le seuil extrême PPR (plan de prévention et de rétablissement) matérialise un niveau de risque suivi au niveau du Groupe et dont le franchissement s'inscrit dans la gouvernance du plan de prévention et de rétablissement du groupe BPCE.

Un tableau de bord dédié au suivi trimestriel des indicateurs d'appétit au risque est présenté tant au Comité exécutif des risques qu'au Conseil. Il intègre l'ensemble des indicateurs ainsi que leur positionnement à date au regard des seuils. Il est adressé, dans les plus brefs délais après la fin de chaque trimestre observé, à la Direction des risques du Groupe, qui en effectue un suivi consolidé communiqué aux Dirigeants des Établissements ainsi qu'aux Directeurs des Risques et / ou Conformité de notre Banque.

Au cours de l'exercice 2025, aucun seuil de résilience n'a été dépassé.

6 – Stratégie et politique en matière de risques

Typologie des Risques

Macro familles de risques	Définitions
Risques de crédit et de contrepartie	
Risques de crédit	Risque de pertes résultants de l'incapacité des clients, d'émetteurs ou d'autres contreparties à faire face à leurs engagements financiers. Il inclut le risque de contrepartie afférant aux opérations de marché (risque de remplacement) et aux activités de titrisation. Il peut être aggravé par le risque de concentration.
Risques de titrisation	Opérations pour lesquelles le risque de crédit inhérent à un ensemble d'expositions est logé dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances ou « conduit ») puis divisé en tranches en vue le plus souvent de leur acquisition par des investisseurs.
Risques financiers	
Risque de marché	Risque de perte de valeur d'instruments financiers résultants des variations de paramètres de marché, de la volatilité de ces paramètres et des corrélations entre ces paramètres. Les paramètres concernés sont notamment les taux de change, les taux d'intérêt ainsi que les prix des titres (actions, obligations) et des matières premières, des dérivés et de tout autre actif tels que les actifs immobiliers.
Risque de liquidité	Risque que le Groupe ne puisse faire face à ses besoins de trésorerie ou à ses besoins de collatéral au moment où ils sont dus et à un coût raisonnable.
Risque structurel de taux d'intérêt	Risques de pertes de marge d'intérêt ou de valeur de la position structurelle à taux fixe en cas de variation sur les taux d'intérêt. Les risques structurels de taux d'intérêt sont liés aux activités commerciales et aux opérations de gestion propre.
Risque de spread de crédit	Risque lié à la dégradation de la qualité de la signature d'un émetteur particulier ou d'une catégorie particulière d'émetteurs.
Risque de change	Risque de pertes de marge d'intérêt ou de valeur de la position structurelle à taux fixe en cas de variation sur le taux d'intérêt de change. Les risques structurels de taux et de change sont liés aux activités commerciales et aux opérations de gestion propre.
Risques non-financiers	
Risque de non-conformité	Risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou européennes directement applicables, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions des dirigeants effectifs prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance.
Risques opérationnels	Risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs, y compris le risque juridique. Le risque opérationnel inclut notamment les risques liés à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact, les risques de fraude interne et externe définis par la réglementation, et les risques liés au modèle.
Risque de souscription d'assurance	Risque, au-delà de la gestion des risques actifs/passifs (risques de taux, de valorisation, de contrepartie et de change, de tarification des primes du risque de mortalité et des risques structurels liés aux activités d'assurance vie et dommage y compris les pandémies, les accidents et les catastrophes (séismes, ouragans, catastrophes industrielles, actes de terrorismes et conflits militaires).
Risque de modèle	Risque de modèle est défini comme le risque de conséquences défavorables - perte financière et/ou éventuelle atteinte à la réputation du Groupe - résultant de décisions basées sur des modèles dues à des erreurs dans la conception, la mise en œuvre ou l'utilisation de ces modèles.
Risque juridique	Risque juridique défini dans la réglementation française comme le risque de tout litige avec une contrepartie, résultant de toute imprécision, lacune ou insuffisance susceptible d'être imputable à l'entreprise au titre de ses opérations.
Risque de réputation	Risque de réputation est défini comme le risque d'atteinte à la confiance que portent à l'entreprise, ses clients, ses contreparties, ses fournisseurs, ses collaborateurs, ses actionnaires ou tout autre tiers dont la confiance, à quelque titre que ce soit, est une condition nécessaire à la poursuite normale de l'activité.
Risques stratégiques d'activité et d'écosystème	
Risque de Solvabilité	Risque d'incapacité de la société à faire face à ses engagements à long terme et/ou à assurer la continuité des activités ordinaires dans le futur.
Risque climatique et environnemental	Vulnérabilité directe ou indirecte (i.e. via les actifs/passifs détenus) des activités bancaires aux risques liés au climat et à l'environnement, incluant les risques physiques (aléas climatiques, pollution, perte de biodiversité, etc.) et les risques liés à la transition (réglementaire, technologique, attente des clients).

7 – Risques émergents

Le groupe BPCE porte une attention particulière à l'anticipation et à la maîtrise des risques émergents compte tenu de l'évolution permanente de l'environnement. À ce titre, une analyse prospective identifiant les risques pouvant impacter le Groupe à court terme est réalisée chaque semestre et présentée en comité des risques et de la conformité, puis en comité des risques du conseil. Cette analyse prospective est complétée par une étude élargie des risques émergents et d'importance croissante, recouvrant les risques naissants ou en fortes évolutions et dont l'impact pourrait être significatif à moyen ou long terme.

Depuis la précédente étude, le contexte macro-économique a évolué. Bien que l'inflation semble en voie de stabilisation, des incertitudes subsistent, en particulier en ce qui concerne la situation politique en France, les impacts des décisions politiques de l'administration américaine, et l'accroissement global des risques géopolitiques qui pourraient affecter la stabilité économique à court terme.

Le risque de crédit, le risque cyber, et le risque de liquidité sont toujours les trois principaux risques pesant sur les activités.

Concernant le risque de crédit, le contexte demeure dégradé, le niveau de défaillance des entreprises se poursuivant. Les perspectives pour les entreprises, notamment de petite taille, et pour le secteur de l'immobilier commercial demeurent peu favorables, tandis que la sinistralité des particuliers pourrait être accentuée par une remontée du chômage.

Le risque cyber reste également significatif. La poursuite de la digitalisation de l'économie et des services financiers s'accompagne d'une vigilance constante des banques face aux cyberrisques. La sophistication des attaques et les éventuelles vulnérabilités des systèmes IT des banques sont deux enjeux majeurs pour le groupe BPCE, en lien avec les attentes du régulateur.

Les changements climatiques font partie intégrante de la politique de gestion des risques, avec un dispositif de maîtrise des risques en cours de renforcement.

Enfin, face à un monde plus instable et conflictuel, la vigilance des banques face aux risques géopolitiques s'accroît, et s'accompagne également d'un renforcement des dispositifs de maîtrise des risques.

8 – Facteurs de risques du groupe BPCE

L'environnement bancaire et financier, dans lequel le groupe BPCE évolue, l'expose à une multitude de risques et nécessite la mise en œuvre d'une politique de maîtrise et de gestion de ces risques toujours plus exigeante et rigoureuse.

Certains des risques auxquels est exposé le groupe BPCE sont décrits ci-dessous. Toutefois, il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de l'ensemble des risques pris dans le cadre de son activité ou en considération de son environnement. Les risques présentés ci-dessous, sont ceux identifiés à ce jour comme étant importants et spécifiques au groupe BPCE, et qui pourraient avoir une incidence défavorable majeure sur son activité, sa situation financière et/ou ses résultats.

Au sein de chacune des sous-catégories de risques mentionnées ci-dessous, le facteur de risque que le groupe BPCE considère, à date, comme le plus important est mentionné en premier lieu. Les risques présentés ci-dessous sont également ceux identifiés à ce jour comme pouvant avoir une incidence défavorable sur les activités de BPCE SA.

Les facteurs de risque décrits ci-après sont présentés à la date du présent document et la situation décrite peut évoluer, même de manière significative, à tout moment.

Risques de crédit et de contrepartie

Le groupe BPCE est exposé à des risques de crédit et de contrepartie susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité du groupe, sa situation financière et ses résultats

Le groupe BPCE demeure exposé de manière significative au risque de crédit et de contrepartie, lié à ses activités de financement ou de marché. Malgré une vigilance visant à limiter les concentrations notamment

unitaires, des défaillances peuvent apparaître, au sein d'un même secteur ou d'une même zone géographique en raison des interdépendances entre contreparties. En cas de défaillance d'une ou de plusieurs contreparties, ou si les sûretés ne couvrent pas entièrement l'exposition, le Groupe pourrait subir des pertes affectant son coût du risque, ses résultats et sa situation financière.

Au 31 décembre 2025, l'exposition brute au risque de crédit s'élève à 1 552 milliards d'euros, avec la répartition suivante : 37 % auprès de la clientèle de détail, 31 % auprès des entreprises, 15 % auprès des banques centrales et expositions souveraines, 6 % dans le secteur public et assimilé. Les risques pondérés au titre du risque crédit s'élèvent à 391 milliards d'euros (incluant le risque de contrepartie). Pour le portefeuille des Entreprises non financières, les secteurs principaux sont Immobilier (37 % des expositions brutes), Commerce (11 %), Finance/Assurance (10 %) et Activités spécialisées, scientifiques et techniques (7 %).

L'activité du groupe BPCE se concentre essentiellement en France, avec une exposition brute de 1 186 milliards d'euros, soit 80 % du total. Les expositions hors France se répartissent principalement entre les États-Unis (6 %) et d'autres pays (14 %).

Pour de plus amples informations, se reporter aux sections 5 « Risques de crédit » et 6 « Risque de contrepartie » figurant dans le rapport annuel groupe BPCE

Une augmentation substantielle des dépréciations ou des provisions pour pertes de crédit attendues comptabilisées dans les comptes du groupe BPCE pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses résultats et sa situation financière.

Le groupe enregistre régulièrement des charges pour dépréciations afin de refléter les pertes réelles ou potentielles liées à ses prêts et créances, à ses titres à revenu fixe (coût amorti ou juste valeur par capitaux propres) et à ses engagements donnés. Ces dépréciations figurent au poste « coût du risque » du compte de résultat. Le niveau global des charges dépend de l'historique des pertes sur prêts, des volumes et types de prêts, des crédits en arriéré de paiement, de la conjoncture économique, d'autres facteurs liés au recouvrement et des normes applicables. Malgré les efforts du groupe pour maintenir un niveau adéquat de provisions, une détérioration des actifs non performants ou des conditions de marché défavorables, notamment dans certains pays, peuvent entraîner une augmentation des charges pour pertes sur prêts. Cette augmentation substantielle des charges, en lien avec une révision significative de l'estimation du risque de perte inhérent au portefeuille de prêts, ou une perte sur prêts supérieure aux provisions historiques pourraient avoir un impact défavorable important sur les résultats et la situation financière du groupe BPCE.

Pour information, le coût du risque s'établit à - 2 465 millions d'euros en 2025 contre - 2 061 millions en 2024, les risques de crédit représentant 84 % des risques pondérés du groupe. Sur les expositions brutes, 37 % concernent la clientèle de détail et 31 % la clientèle d'entreprises (dont 65 % des expositions se situent en France).

Ainsi, le risque lié à une augmentation substantielle des charges pour dépréciations du portefeuille de prêts et créances demeure significatif tant par son impact que par sa probabilité, et fait l'objet d'un suivi attentif. Par ailleurs, des exigences prudentielles complètent ce dispositif de provisionnement via le processus de backstop prudentiel, qui prévoit une déduction en fonds propres des dossiers non performants au-delà d'un certain seuil, en fonction de la qualité des garanties et selon le calendrier fixé par les textes réglementaires.

Une dégradation de la solidité financière et de la performance d'autres institutions financières et acteurs du marché pourrait avoir un effet défavorable sur le groupe BPCE.

L'interconnexion des marchés, notamment en matière de trading, de compensation, de contrepartie et de financement, peut amplifier les effets d'un resserrement de liquidité ou d'une défaillance sectorielle. La défaillance d'un acteur significatif du secteur (risque systémique), ou des rumeurs accentuant le risque, peut entraîner des tensions de liquidité et, par ricochet, des pertes ou défaillances supplémentaires pour le groupe BPCE.

Le groupe BPCE est exposé directement ou indirectement à diverses contreparties financières – prestataires de services d'investissement, banques, chambres de compensation et contreparties centrales, fonds communs et hedge funds, ainsi qu'à d'autres clients institutionnels – dont tout manquement pourrait dégrader sa situation financière. Par ailleurs,

l'émergence d'acteurs peu ou pas réglementés et de nouveaux produits (notamment plateformes de financement participatif ou de négociation) constitue un risque additionnel, aggravé si les actifs détenus en garantie ne peuvent pas être cédés ou ne couvrent pas l'exposition au titre des prêts ou produits dérivés en défaut, ou en cas de fraude, de détournement de fonds ou autre malversation commise par des acteurs du secteur financier en général auxquels le groupe BPCE est exposé ou d'une défaillance d'un acteur majeur du marché telle une contrepartie centrale.

En complément, le risque de distribution en cas de marché difficile ou de contexte économique défavorable peut aussi générer des pertes dans un scénario sévère.

Les expositions de la classe d'actifs « établissements financiers » représentent 4 % des expositions brutes totales du groupe BPCE, soit 62 milliards d'euros au 31 décembre 2025, avec 66 % des expositions situées en France.

Risques financiers

D'importantes variations de taux d'intérêt pourraient avoir un effet défavorable significatif sur le produit net bancaire et nuire à la rentabilité du groupe BPCE.

La marge nette d'intérêts constitue une part majeure des revenus et son évolution influence fortement les résultats sur la période. Les coûts de la ressource et les rendements des actifs, notamment pour les productions nouvelles, sont sensibles à des facteurs externes et peuvent provoquer des fluctuations temporaires ou durables, même si une hausse des taux peut être globalement favorable à moyen/long terme.

L'environnement récent a été marqué par une hausse forte des taux jusqu'en 2023, suivie d'un début de desserrement de la politique monétaire en 2024 dans la zone euro.

Pour compenser, le Groupe a répercuté les coûts élevés de la ressource sur les nouveaux prêts à taux fixe et a renforcé la couverture de taux notamment via des swaps (macrocouverture) afin de protéger la valeur du bilan et la marge nette d'intérêt future. Ainsi, même si le contexte de taux élevé peut être favorable à terme, les variations constatées peuvent entraîner des répercussions importantes et durables. Les indicateurs de mesure du risque de taux du groupe BPCE traduisent cette exposition.

La sensibilité de la valeur actuelle nette du bilan du groupe BPCE à la baisse et à la hausse des taux de 200 points de base demeure en dessous de la limite Tier 1 de 15 %. Au 31 décembre 2025, le groupe BPCE est sensible à la hausse des taux avec un indicateur à - 11,29 % par rapport au Tier 1 contre - 9,62 % au 31 décembre 2024. Cet indicateur, calculé selon une approche statique (écoulement contractuel ou conventionnel de l'ensemble des postes du bilan) et dans un scénario de stress (choc de taux immédiat et d'ampleur importante), permet de mettre en évidence la déformation du bilan sur un horizon long.

Pour appréhender de manière plus précise l'exposition au risque de taux du Groupe, cette approche doit être complétée d'une approche dynamique (avec la prise en compte des prévisions de production nouvelle). À la suite des évolutions réglementaires et de son dispositif de pilotage, le groupe BPCE a déployé depuis 2023 un indicateur interne de sensibilité de revenus sur les réseaux de la banque commerciale et ainsi que l'indicateur réglementaire SOT MNI au niveau du groupe, en complément de ses indicateurs internes. L'introduction du SOT MNI complète les informations communiquées dans le cadre du dispositif d'encadrement du risque de taux par une vision de marge sur un horizon d'un an, et doit faire l'objet d'une publication dans les états financiers, même s'il ne générera pas directement de charge en pilier 1.

Au 31 décembre 2025, le scénario le plus pénalisant pour le Groupe sur le SOT MNI est le scénario à la baisse. L'indicateur est de - 1,27 % et reste en deçà de la limite de 5 % par rapport au Tier 1.

L'approche dynamique en sensibilité des revenus futurs est renforcée par une vision multi-scénario permettant une approche plus large en prenant en compte les aléas liés aux prévisions d'activité (activité nouvelle et évolution des comportements de la clientèle), aux évolutions possibles de la marge commerciale. C'est ce qui est réalisé à travers la sensibilité des revenus du Groupe avec la mesure de la variation de la marge nette d'intérêt prévisionnelle du groupe à un an selon quatre scénarios (hausse des taux, baisse des taux, pentification de la courbe, aplatissement de la courbe) par rapport au scénario central. Cet indicateur de sensibilité des revenus porte sur l'ensemble des activités de banque commerciale et vise à estimer la sensibilité des résultats des établissements aux aléas de taux.

Le groupe BPCE est dépendant de son accès au financement et à d'autres sources de liquidité, lesquels peuvent être limités pour des raisons indépendantes de sa volonté, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses résultats.

La capacité à accéder à des financements à court et à long terme est essentielle pour les activités du groupe BPCE. Le financement non collatéralisé du groupe BPCE inclut la collecte de dépôts, l'émission de dette à long terme et de titres de créances négociables à court et moyen terme ainsi que l'obtention de prêts bancaires et de lignes de crédit. Le groupe BPCE recourt également à des financements garantis, notamment par la conclusion d'accords de mise en pension et par l'émission de covered bonds ou de titrisation via des véhicules ou des conduits dédiés. Les instabilités géopolitiques dans le monde avec des tranches à taux variables peuvent avoir un impact sur les impayés et les taux de défaut ainsi que sur les maturités légales finales. Si le groupe BPCE ne pouvait accéder au marché de la dette garantie et/ou non garantie à des conditions jugées acceptables, ou s'il subissait une sortie imprévue de trésorerie ou de collatéral, y compris une baisse significative des dépôts clients, sa liquidité pourrait être négativement affectée. En outre, si le groupe BPCE ne parvenait pas à maintenir un niveau satisfaisant de collecte de dépôts auprès de ses clients (notamment, par exemple, en raison de taux de rémunération des dépôts plus élevés pratiqués par les concurrents du

groupe BPCE), le groupe BPCE pourrait être contraint de recourir à des financements plus coûteux, ce qui réduirait sa marge nette d'intérêts et ses résultats.

La liquidité pourrait aussi être impactée par des événements hors contrôle ou imprévisibles, tels que des crises géopolitiques ou sanitaires, une résurgence des crises financières, des difficultés opérationnelles d'intervenants tiers, des perceptions négatives sur les services financiers, des changements de notation ou des opinions négatives sur la situation du groupe ou du secteur. De même, l'accès au financement à long terme et les coûts de financement dépendent des spreads de crédit sur les marchés obligataires et des dérivés de crédit, et restent susceptibles d'altérer l'activité sa situation financière, ses résultats et sa capacité à honorer ses obligations vis-à-vis de ses contreparties.

Le changement de politique monétaire, notamment de la BCE, peut également influencer la situation financière du groupe BPCE.

Pour faire face à ces risques, le Groupe dispose de réserves de liquidité importantes constituées des dépôts cash auprès des banques centrales et de titres et créances disponibles éligibles aux mécanismes de refinancement des banques centrales.

Au 31 décembre 2025, la réserve de liquidité s'élevait à 197 % des encours de refinancement court terme et des tombées à court terme du prêt moyen et long terme, contre 177 % en 2024. Le ratio de liquidité sur 12 mois moyen (LCR) était de 145 % au 31 décembre 2025 (contre 149 % en 2024).

Ainsi, au regard de l'importance de ces risques pour le groupe BPCE en termes d'impact et de probabilité, ces risques font l'objet d'un suivi proactif et attentif, le groupe BPCE menant également une politique très active de diversification de sa base d'investisseurs.

L'évolution à la baisse des notations de crédit pourrait avoir un impact négatif sur le coût de refinancement, la rentabilité et la poursuite de certaines activités de BPCE.

Au 31 décembre 2025, les notations long terme sont A+ (Fitch et S&P), A1 (Moody's) et A+ (R&I). Une révision à la baisse de ces notations pourrait limiter l'accès aux marchés, accroître les coûts d'emprunt, affecter la liquidité et la compétitivité du groupe, se répercuter sur la rentabilité et déclencher des obligations dans certains contrats bilatéraux sur certaines activités de trading, de dérivés et de financement collatéralisé. Le coût de refinancement non sécurisé à long terme est directement lié au spread de crédit, lui-même déterminé par la notation et les conditions de marché avec des fluctuations parfois imprévisibles et très volatiles, et un élargissement du spread peut accroître les coûts et peser sur la rentabilité si la perception de la solvabilité se dégrade.

Le groupe BPCE est exposé au risque de spread de crédit au niveau de ses actifs dans un scénario d'écartement des spreads de crédit, sur son portefeuille de titres à la juste valeur ou au coût amorti. Le groupe détient un portefeuille obligataire significatif éligible à la réserve de liquidité, composé majoritairement par des obligations souveraines et Corporate, ce qui rend sensible sa valorisation à la variation des spreads de crédit de ses titres.

Les fluctuations et la volatilité du marché pourraient exposer le groupe BPCE, en particulier ses métiers de grandes clientèles (Natixis CIB et Natixis IM) à des fluctuations favorables ou défavorables sur ses activités de trading et d'investissement, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats des opérations et la situation financière du groupe BPCE.

En effet, les positions sur les marchés obligataires, de devises, de matières premières, d'actions et sur des actifs non cotés ou non classiques peuvent subir l'impact de variations des prix et de la liquidité. Des configurations de marché défavorables ou des périodes de crise peuvent entraîner des pertes sur les instruments de trading et de couverture (swaps, futures, options, produits structurés) et rendre difficiles la vente d'actifs, ce qui pourrait affecter les résultats et la situation financière du Groupe. De même, les baisses prolongées des marchés et/ou les crises violentes peuvent réduire la liquidité de certaines catégories d'actifs et rendre difficile la vente de certains actifs et, ainsi, entraîner des pertes importantes.

À fin 2025, les risques de marché pondérés s'élèvent à 18 milliards d'euros, soit environ 4 % du total des risques pondérés du groupe BPCE.

Pour des détails supplémentaires, voir la note 10.1.2 dans les comptes consolidés du groupe BPCE dans le document d'enregistrement universel du groupe BPCE, qui analyse les actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur.

Les revenus tirés par le groupe BPCE du courtage et autres activités liées à des commissions pourraient diminuer en cas de repli des marchés.

Un repli des marchés peut se traduire par un recul des flux de transactions et des services financiers, ce qui entraînerait une diminution du produit net bancaire lié à ces activités. De plus, la baisse de la valeur des portefeuilles ou l'augmentation des retraits, sur les portefeuilles gérés pour le compte de tiers, pourraient réduire les commissions de gestion versées par les clients et impacter les revenus de la distribution de fonds et de la gestion d'actifs. Même sans chute des marchés, des performances inférieures à celles du marché pourraient entraîner une augmentation des retraits ou une collecte en baisse, pesant sur les revenus de l'activité.

Pour l'année 2025, le total net des commissions s'élève à 11 258 millions d'euros, soit 44 % du produit net bancaire du groupe BPCE.

Pour plus de détails sur les commissions, voir la note 4.2 « Produits et charges de commissions » dans les comptes consolidés du groupe BPCE dans le document d'enregistrement universel du groupe BPCE.

Les variations de la juste valeur des portefeuilles de titres et de produits dérivés du groupe BPCE et de sa dette propre sont susceptibles d'avoir une incidence négative sur la valeur nette comptable de ces actifs et passifs et par conséquent sur le résultat net et sur les capitaux propres du groupe BPCE.

À chaque échéance financière, les actifs et passifs évalués à la juste valeur sont ajustés dans le bilan, les mouvements passant soit par le compte de résultat soit directement par

les capitaux propres. Lorsque ces ajustements affectent le résultat sans être compensés par d'autres variations opposées, ils influent sur le produit net bancaire et, au final, sur le résultat et les ratios prudentiels. Les ajustements de juste valeur peuvent aussi dégrader la valeur nette comptable des actifs et passifs et, de ce fait, les capitaux propres. L'enregistrement sur une période ne comporte pas de garantie qu'un nouvel ajustement ne sera pas nécessaire ultérieurement.

Au 31 décembre 2025, les actifs financiers à la juste valeur par le résultat s'établissent à 240 milliards d'euros (227 milliards détenus à des fins de transaction), et les passifs à 234 milliards d'euros (177 milliards détenus à des fins de transaction).

Pour plus d'informations, voir les notes 4.3, 4.4, 5.2, 5.3 et 5.4 dans les comptes consolidés du groupe BPCE, dans le document d'enregistrement universel du groupe BPCE.

Risques non financiers

En cas de non-conformité avec les lois et règlements applicables, le groupe BPCE pourrait être exposé à des amendes significatives et d'autres sanctions administratives et pénales susceptibles d'avoir un impact significatif défavorable sur sa situation financière, ses activités et sa réputation

Le cadre bancaire et assurantiel est soumis à une surveillance renforcée, avec un volume croissant de réglementations internationales et nationales (MIFID II, PRIIPS, Directive Distribution d'Assurances, Règlement Abus de Marché, RGPD, indices de référence, etc.), modifiant en profondeur les processus opérationnels.

Le dispositif européen de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme s'intensifie. Le Paquet anti-blanchiment, adopté en 2024 et applicable majoritairement à partir de 2027, sera complété par des textes ultérieurs. L'Autorité européenne AMLA se renforce et assure à partir de 2027 une supervision directe d'un ensemble d'entités et la coordination des cellules de renseignement financier au niveau de l'UE.

Le non-respect de la réglementation peut se manifester par des risques de pratiques commerciales inappropriées pour promouvoir des produits, une gestion insuffisante des conflits d'intérêts, la divulgation d'informations confidentielles, des diligences d'entrée en relation non satisfaites, la détection insuffisante d'opérations de blanchiment ou liées au terrorisme, et le non-respect ou contournement des sanctions internationales (embargos, gels d'avoirs) et mesures extraterritoriales.

La filière Conformité coordonne la prévention et la maîtrise de ces risques, mais le Groupe demeure exposé à des amendes et à des procédures civiles ou pénales pouvant affecter fortement sa situation financière, ses activités et sa réputation. L'évolution des risques de non-conformité peut conduire à des coûts et à des perturbations opérationnelles si des systèmes, des processus ou des prestations externes ne satisfont pas aux exigences réglementaires. Le suivi proactif demeure essentiel pour limiter l'impact potentiel sur l'activité et les résultats.

Les risques juridiques auxquels le groupe BPCE est exposé pourraient avoir un effet défavorable significatif sur sa situation financière et ses résultats.

Des procédures judiciaires, arbitrales et administratives engagées ou susceptibles de l'être contre le groupe BPCE, dans le cadre de ses activités courantes pourraient donner lieu à des sanctions financières (amendes, dommages et intérêts, pénalités) et impacter sa rentabilité, sa solidité financière, sa continuité opérationnelle voire sa réputation. Bien que certaines procédures puissent ne pas avoir d'impact significatif à court terme, d'autres, telles que des actions de groupe, pourraient nécessiter des provisions supplémentaires et affecter les perspectives futures.

Au 31 décembre 2025, les provisions pour risques légaux et fiscaux du Groupe s'élèvent à 967 millions d'euros.

Pour des informations détaillées sur les procédures les plus significatives, se référer à la section 10 « Risques juridiques » du Rapport annuel groupe BPCE.

Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du groupe BPCE ou de tiers notamment de prestataires externes pourrait entraîner des pertes, notamment commerciales et pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les résultats du groupe BPCE.

Comme ses concurrents, le groupe BPCE dépend fortement de ses systèmes de communication et d'information, ses activités exigeant de traiter un grand nombre d'opérations parfois complexes. Toute panne, interruption ou défaillance dans ces systèmes pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de transactions et/ou de traitement des prêts. Une panne temporaire des systèmes d'information du groupe BPCE, en dépit des systèmes de secours et des plans d'urgence, pourrait avoir comme conséquence des coûts considérables en termes de récupération et de vérification d'informations, voire une baisse de ses activités pour compte propre si, par exemple, une telle panne intervenait lors de la mise en place d'opérations de couverture. L'incapacité des systèmes du groupe BPCE à s'adapter à un volume croissant d'opérations pourrait aussi limiter sa capacité à développer ses activités et entraîner des pertes, notamment commerciales, et pourrait par conséquent, avoir un effet défavorable significatif sur les résultats du groupe BPCE.

Les risques cybernétiques et les impacts de la transformation digitale accentuent ces vulnérabilités, avec une exposition croissante du patrimoine immatériel et des outils de travail, et une multiplication des canaux et dispositifs connectés (cloud, big data...).

Des actes malveillants visant à accéder ou détourner des données et des systèmes via des moyens numériques, y compris l'intelligence artificielle, pourraient porter préjudice au groupe BPCE, à ses employés, à ses partenaires, et à ses clients. De nombreux processus sont progressivement dématérialisés. L'évolution des usages des collaborateurs et des clients engendre également une utilisation plus importante d'internet et d'outils technologiques interconnectés (tablettes, smartphones,

internet, etc.), multipliant les canaux par lesquels les attaques ou dysfonctionnements peuvent survenir ainsi qu'en augmentant le nombre d'appareils et d'outils pouvant subir ces attaques ou dysfonctionnements. De ce fait, le patrimoine immatériel ainsi que les outils de travail des différents collaborateurs et agents extérieurs du groupe BPCE est sans cesse plus exposé aux cybermenaces. Du fait de telles attaques, le groupe BPCE pourrait connaître des dysfonctionnements ou interruptions dans ses systèmes ou dans ceux de parties tierces, qui pourraient ne pas être résolus de manière adéquate. Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du groupe BPCE ou de tiers pourrait entraîner des pertes, notamment commerciales, du fait de la discontinuité des activités et du possible repli des clients affectés vers d'autres établissements financiers durant toute la période d'interruption ou de défaillance, mais aussi au-delà.

Le risque lié à toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques est significatif pour le groupe BPCE en termes d'impact et de probabilité et fait donc l'objet d'un suivi proactif et attentif.

Le groupe BPCE est aussi exposé au risque opérationnel lié des défaillances ou des interruptions opérationnelles de l'un de ses agents de compensation, marchés des changes, dépositaires ou autres intermédiaires financiers ou prestataires extérieurs qu'il utilise pour réaliser ou faciliter ses transactions sur des titres financiers.

Enfin, il faut relever le risque d'outsourcing notamment dans les prestations externes IT ou plus globalement en lien avec les prestations externes critiques et importantes au sens de la réglementation française.

Les risques de réputation pourraient avoir un effet défavorable sur la rentabilité et les perspectives d'activité du groupe BPCE

En tant qu'acteur majeur du système financier, le groupe BPCE repose sur la notion de tiers de confiance auprès du grand public, de ses clients. Des atteintes à la réputation, notamment liées à une couverture médiatique négative ou à des allégations sur les produits, les financements, les partenaires ou la gouvernance, peuvent porter atteinte à cette confiance et influencer les relations commerciales et l'attractivité du groupe. Des préoccupations peuvent émerger autour de la stratégie environnementale et des politiques sociales de BPCE ou de sa gouvernance.

Des faits externes, comme des actes de cybercriminalité ou de cyberterrorisme, des fraudes internes ou externes ou des détournements de fonds, peuvent également endommager l'image du groupe et sa capacité à nouer ou maintenir des relations avec des contreparties, clients ou prestataires. Une atteinte majeure à la réputation pourrait limiter l'accès à certains marchés financiers, impacter l'attractivité des talents et, *in fine*, affecter la situation financière et les perspectives d'activité du groupe.

Pour plus d'informations, se référer à la section 17 « Dispositif de gestion des risques de réputation » du Rapport annuel du groupe BPCE ou section 4.9 du présent document.

Des événements imprévus pourraient provoquer une interruption des activités du groupe BPCE et entraîner des pertes ainsi que des coûts supplémentaires

Des événements imprévus, tels que catastrophes naturelles, risques climatiques physiques, pandémies, attentats ou autres situations d'urgence, pourraient provoquer une interruption brutale des activités du groupe BPCE et affecter ses lignes métiers critiques (liquidité, moyens de paiement, titres, crédits aux particuliers et aux entreprises, fiduciaire). Ces interruptions pourraient générer des pertes substantielles, notamment si elles ne sont pas entièrement couvertes par les assurances, et peser directement sur le résultat net. Elles pourraient aussi perturber l'infrastructure du groupe ou celle de tiers partenaires, entraîner des coûts supplémentaires (réinstallation du personnel, primes d'assurance) et augmenter le niveau global de risque si de tels événements excluent la couverture d'assurance.

Au 31 décembre 2025, les pertes liées au risque opérationnel se concentrent majoritairement sur la ligne « Paiement et règlement » (29 %) et, au sein de la catégorie « Exécution, livraison et gestion des processus » (31 %).

L'échec ou l'inadéquation des politiques, procédures et stratégies de gestion et de couverture des risques du groupe BPCE est susceptible d'exposer ce dernier à des risques non identifiés ou non anticipés et d'entraîner des pertes imprévues

Les politiques, procédures et stratégies de gestion et de couverture des risques du groupe BPCE pourraient ne pas réussir à limiter efficacement son exposition à tout type d'environnement de marché ou à tout type de risques, voire être inopérantes pour certains risques que le groupe BPCE n'aurait pas su identifier ou anticiper. Les techniques et les stratégies de gestion des risques utilisées par le groupe BPCE peuvent ne pas non plus limiter efficacement son exposition au risque et ne garantissent pas un abaissement effectif du niveau de risque global. Ces techniques et ces stratégies peuvent se révéler inefficaces contre certains risques, en particulier ceux que le groupe BPCE n'a pas précédemment identifiés ou anticipés, étant donné que les outils utilisés par le groupe BPCE pour développer les procédures de gestion du risque sont basés sur des évaluations, analyses et hypothèses qui peuvent se révéler inexactes ou incomplètes.

Le système de mesure des risques du groupe BPCE repose notamment sur des modèles. Ce portefeuille de modèles, couvrant les risques de marché (Banque de grande clientèle), les risques de crédit et les domaines financiers (ALM, marchés), ainsi que les risques opérationnels (y compris conformité et climatiques), pourrait présenter des défaillances. En conséquence, le Groupe pourrait être exposé à des risques non identifiés ou non anticipés susceptibles d'entraîner des pertes importantes.

Certains des indicateurs et des outils qualitatifs, que le groupe BPCE utilise pour gérer le risque, s'appuient sur des observations du comportement passé du marché. Pour quantifier les expositions au risque, la filière de gestion des risques procède à une analyse, notamment statistique, de ces observations. Ces outils et ces indicateurs pourraient ne pas être en mesure de prévoir

les futures expositions au risque amenant un risque lié aux modèles. Par exemple, ces expositions au risque pourraient découler de facteurs que le groupe BPCE n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques ou en raison de mouvements de marché inattendus et sans précédent. Ceci limiterait la capacité du groupe BPCE à gérer ses risques. En conséquence, les pertes subies par le groupe BPCE pourraient s'avérer supérieures à celles anticipées au vu des mesures historiques. Par ailleurs, ses modèles quantitatifs ne peuvent intégrer l'ensemble des risques. Ainsi, quand bien même aucun fait important n'a à ce jour été identifié à cet égard, les systèmes de gestion du risque sont soumis au risque de défaut opérationnel, ce qui pourrait exposer le groupe BPCE à des pertes imprévues.

Les valeurs finalement constatées pourraient être différentes des estimations comptables retenues pour établir les états financiers du groupe BPCE, ce qui pourrait l'exposer à des pertes non anticipées.

Conformément aux normes et interprétations IFRS en vigueur à ce jour, le groupe BPCE doit utiliser certaines estimations lors de l'établissement de ses états financiers, notamment des estimations comptables relatives à la détermination des dépréciations pour risque de crédit, relatives aux provisions pour les avantages du personnel ou aux provisions pour litiges, des estimations relatives à la détermination de la juste valeur de certains actifs et passifs financiers, etc. Si les valeurs retenues pour ces estimations par le groupe BPCE s'avéraient significativement inexactes, notamment en cas de tendances de marché, importantes et/ou imprévues, ou si les méthodes relatives à leur détermination venaient à être modifiées dans le cadre de normes ou interprétations IFRS à venir, le groupe BPCE pourrait s'exposer, le cas échéant, à des pertes non anticipées.

Des informations sur les estimations et jugements utilisés se trouvent dans la note 2.3 « Recours à des estimations et jugements » des comptes consolidés du groupe BPCE, dans le document d'enregistrement universel du groupe BPCE.

Risques stratégiques, d'activité et d'écosystème

Les risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) et leurs conséquences sur les acteurs économiques pourraient affecter négativement les activités, les résultats et la situation financière du groupe BPCE.

Les risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) constituent un ensemble de facteurs de risque découlant des impacts du changement climatique, des enjeux environnementaux (biodiversité, pollution, ressources naturelles, eau), des enjeux sociaux (respect des droits humains, du bien-être et des intérêts des personnes et des parties prenantes) et des enjeux de gouvernance (éthique et culture d'entreprise, pratique des affaires, relations fournisseurs). Ces risques sont susceptibles de se matérialiser à court, moyen ou long terme. Ils constituent des facteurs aggravant des autres catégories de risques auxquelles est exposé le groupe BPCE (risque de crédit et de contrepartie, risque de marché, risques opérationnels, risques structurels de bilan,

risques liés aux activités d'assurance, risque stratégique, risques juridiques et de conformité, risque de réputation). Le groupe BPCE est principalement exposé aux risques ESG de manière indirecte, au travers de ses clients et contreparties ainsi que de ses investissements pour compte propre ou compte de tiers. Il y est également exposé de manière directe au travers de ses activités propres.

Les risques Environnementaux incluent les risques physiques et les risques de transition. Les risques physiques résultent des dommages directement causés aux personnes et aux biens par les événements liés aux évolutions du climat et de l'environnement. Ces risques peuvent être liés à des événements aigus, liés à des conditions extrêmes circonscrites dans le temps et l'espace (tels que les canicules, les glissements de terrain, les inondations, les gelées tardives, les incendies, les tempêtes, les situations de stress hydrique ou de pollution de l'air, de l'eau ou des sols), ou à des événements chroniques à caractère plus progressif et diffus (comme les modifications du régime des précipitations, la hausse du niveau des mers et des températures moyennes, la perte de biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles). Les risques physiques sont susceptibles d'affecter une grande variété de zones géographiques et de secteurs économiques et d'avoir un impact sur l'activité, les actifs et le profil financier des contreparties auxquels le groupe BPCE est exposé, notamment au travers de ses activités de financement, d'investissement ou d'assurance. Le groupe BPCE est également susceptible d'être affecté directement par des événements climatiques ou environnementaux touchant ses sites opérationnels, ses collaborateurs ou ses fournisseurs. Les risques de transition résultent de l'ajustement des acteurs économiques et des parties prenantes dans le cadre de la transition vers une économie bas-carbone et plus respectueuse des équilibres environnementaux. Ces ajustements se traduisent notamment par des évolutions réglementaires, technologiques, ou socio-démographiques, susceptibles d'affecter les modèles d'affaires, les modèles opérationnels et le profil financier des acteurs économiques ainsi que la valeur des actifs auxquels le groupe BPCE est exposé, notamment au travers de ses activités de financement et d'investissement. Le groupe BPCE est également exposé de manière directe aux risques de transition au travers des changements réglementaires et de l'évolution des attentes parties prenantes, notamment en regard de son offre de produits et de services ainsi que de ses engagements volontaires.

Les risques Sociaux découlent des enjeux liés aux droits, au bien-être et aux intérêts des personnes et des parties prenantes (employés de l'entreprise et de la chaîne de valeur, communautés concernées, utilisateurs et consommateurs finaux). Par leur impact potentiel sur les activités (organisation du travail, chaînes d'approvisionnement, produits, etc.) et les enjeux associés de réputation, ces risques sont susceptibles d'affecter le profil financier des contreparties auxquels le groupe BPCE est exposé, notamment au travers de ses activités de financement et d'investissement. Ils peuvent également induire un accroissement du risque de réputation pour le groupe BPCE, de manière directe ou au travers de ses contreparties.

Les risques de Gouvernance couvrent les enjeux liés à l'éthique et à la culture d'entreprise (structure de gouvernance, intégrité et transparence des affaires, etc.), à la gestion des relations avec les fournisseurs, aux activités d'influence et aux pratiques de conduite des affaires. Par leur impact potentiel sur les activités (normes de gouvernance d'entreprise, dispositifs de contrôle, pratiques commerciales, etc.) et les enjeux associés de réputation, ces risques sont susceptibles d'affecter le profil financier des contreparties auxquels le groupe BPCE est exposé, notamment au travers de ses activités de financement et d'investissement. Ils peuvent également induire un accroissement du risque de réputation pour le groupe BPCE, de manière directe ou au travers de ses contreparties.

Les risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance dans leur ensemble pourraient ainsi affecter négativement les activités, les résultats et la situation financière du groupe BPCE.

Le groupe BPCE pourrait être vulnérable aux environnements politiques, macroéconomiques et financiers ou aux situations particulières des pays où il conduit ses activités

Le groupe BPCE peut être exposé à des risques liés aux environnements politiques, macroéconomiques et financiers des pays où il opère. Certaines entités supportent un risque pays, défini comme le risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays affectent leurs intérêts financiers.

En 2025, BPCE concentre ses activités principalement en France (76 % du produit net bancaire) et en Amérique du Nord (13 %), les autres régions représentant chacun moins de 2 % du PNB. La ventilation par pays et par activité est détaillée dans l'annexe 12.6 aux comptes consolidés du groupe BPCE dans le document d'enregistrement universel 2025.

Un changement significatif dans l'environnement politique ou macroéconomique de ces zones pourrait générer des charges supplémentaires ou réduire les bénéfices du groupe. Les perspectives économiques demeurent incertaines et marquées par des risques géopolitiques, économiques et commerciaux, susceptibles d'affecter la croissance mondiale, les prix des actifs et la stabilité financière, avec une volatilité accrue des marchés.

L'année 2026 a débuté sur des tensions géopolitiques et des évolutions macroéconomiques significatives, rappelant la complexité du contexte international et les défis potentiels pour les activités et les résultats du groupe.

Depuis le 28 février 2026, l'opération militaire américano-israélienne en Iran a déjà eu des impacts significatifs sur les prix du baril de Brent et du gaz. Le risque macroéconomique est réel : une hausse du prix du pétrole de 10 \$ occasionne une hausse de l'inflation de 0,3 point et un recul du PIB de 0,1 point en France la première année. La forme et l'issue que pourrait prendre le conflit laisse un univers des possibles larges. Ce dernier est notamment fonction de la capacité des infrastructures pétrolières et gazières des pays riverains du golfe arabo-persique à produire et à exporter du pétrole et du gaz via le détroit d'Ormuz.

Par ailleurs, une incertitude majeure demeure concernant l'évolution de l'environnement politique et économique international, notamment la politique commerciale des États-Unis et l'endettement public et privé mondial qui pourraient peser sur l'activité et les conditions financières du groupe BPCE. Le repli ou la fragmentation du commerce mondial, les tensions géopolitiques et les perspectives budgétaires en Europe (notamment en France et en zone euro) peuvent influencer la demande, les coûts de financement et la prime de risque des taux, tout en soutenant ou freinant l'investissement et la croissance. Par ailleurs, les évolutions des déficits publics, la hausse potentielle des taux longs et la poursuite du resserrement quantitatif des banques centrales pourraient peser sur les marchés obligataires et sur la compétitivité du groupe BPCE. En France, l'incertitude politique entourant l'élection présidentielle et les contraintes budgétaires pluriannuelles pourraient limiter la dépense et freiner la dynamique économique, avec des effets possibles sur l'épargne, la consommation et l'emploi.

Pour information, les chapitres 5.2 « Environnement économique et financier » et 5.8 « Perspectives économiques de 2026 » du document d'enregistrement universel groupe BPCE 2025 offrent des analyses complémentaires.

Le groupe BPCE pourrait ne pas atteindre les objectifs de son plan stratégique VISION 2030

Le projet stratégique du groupe BPCE « VISION 2030 » est fondé sur trois piliers : (i) forger notre croissance pour le temps long, (ii) donner à nos clients confiance dans leur avenir, et (iii) exprimer notre nature coopérative sur tous les territoires. Le premier pilier aspire à faire du groupe BPCE un leader soutenant une croissance diversifiée, ouvert à des partenariats et performant. Le second pilier vise à faire du groupe un facilitateur de l'accès au logement pour tous, sur tous les besoins, d'être l'acteur de référence de la compétitivité des territoires, de protéger les clients à tous les moments et cycles de vie, et de simplifier les modèles relationnels (de 100 % physique à 100 % digital), notamment grâce à l'IA. Le troisième pilier vise à exprimer pleinement la nature coopérative du groupe, fort de ses visages multiples et de ses expertises, de son impact positif global, ainsi que de ses sociétaires et collaborateurs, fiers et engagés au quotidien. Le nouveau modèle de croissance se déploie dans trois grands cercles géographiques - France, Europe et Monde - et s'appuie à la fois sur la croissance organique, des acquisitions et des partenariats.

Le succès de la trajectoire financière 2026 repose sur un grand nombre d'initiatives en cours de mise en œuvre au sein des différents métiers du groupe BPCE. Bien que la plupart des ambitions du projet stratégique devrait être atteinte, d'autres pourraient ne pas l'être, du fait d'un changement du contexte économique et concurrentiel ou de modifications possibles de la réglementation comptable et/ou fiscale. Si le groupe BPCE n'atteignait pas ses ambitions, la trajectoire financière 2026 pourrait en être affectée.

Le groupe BPCE pourrait rencontrer des difficultés pour adapter, mettre en œuvre et intégrer sa politique dans le cadre d'acquisitions ou de *joint-ventures*.

Le groupe BPCE peut envisager des opportunités d'acquisitions ou de *joint-ventures*, mais l'évaluation exhaustive de ces cibles n'est pas toujours possible. Des passifs non anticipés peuvent émerger et les résultats de la société acquise ou de la *joint-venture* peuvent décevoir, ou les synergies prévues ne pas être entièrement réalisées, avec des coûts plus élevés que prévu. L'intégration d'une nouvelle entité peut également s'avérer difficile, et l'échec d'une opération de croissance externe ou de son intégration peut peser sur la rentabilité du groupe et entraîner le départ de collaborateurs clés. Pour retenir les talents, le Groupe pourrait être amené à proposer des avantages financiers, augmentant ainsi certains coûts et pesant sur la rentabilité. Dans le cadre de *joint-ventures*, le Groupe s'expose à des risques supplémentaires liés à des systèmes, contrôles et personnes non directement sous son contrôle, susceptibles d'engager sa responsabilité, de générer des pertes ou d'affecter sa réputation. Des conflits ou désaccords avec les partenaires pourraient remettre en cause les avantages attendus de la *joint-venture*.

La concurrence intense, tant en France, son principal marché, qu'à l'international, est susceptible de peser sur les revenus nets et la rentabilité du groupe BPCE.

Les principaux métiers du groupe BPCE sont tous confrontés à une vive concurrence, que ce soit en France ou dans d'autres parties du monde où il exerce des activités importantes. La consolidation, du secteur financier que ce soit sous la forme de fusions et d'acquisitions ou d'alliances ou de coopération, renforce cette concurrence. Cette consolidation a créé un certain nombre d'entreprises, qui, à l'image du groupe BPCE, ont la capacité d'offrir une large gamme de produits et de services, qui vont de l'assurance, aux prêts et à la gestion des dépôts en passant par le courtage, la banque d'investissement et la gestion d'actifs. Le groupe BPCE est en concurrence avec d'autres entités sur la base d'un certain nombre de facteurs, incluant la bonne exécution des produits et services offerts, l'innovation, la réputation et le prix. Si le groupe BPCE ne parvenait pas à maintenir sa compétitivité en France ou sur ses autres principaux marchés en proposant une gamme de produits et de services à la fois attractifs et rentables, il pourrait perdre des parts de marché dans certains métiers importants ou subir des pertes dans tout ou partie de ses activités.

Un ralentissement de l'économie mondiale ou des marchés clés peut intensifier la pression concurrentielle par des baisses de prix et une contraction des volumes. L'entrée de nouveaux entrants plus compétitifs, soumis à des cadres réglementaires différents ou plus souples, ou à d'autres exigences de ratios prudentiels pourrait augmenter la pression. Par ailleurs, les avancées technologiques et le développement du commerce électronique ont facilité l'accès à des solutions financières par des acteurs non traditionnels, offrant des services bancaires et financiers en ligne, y compris des services de titres. Ces nouveaux entrants pourraient exercer une pression à la baisse sur les prix ou gagner des parts de marché, si le groupe BPCE n'adaptait pas rapidement sa stratégie et son offre.

La capacité du groupe BPCE à attirer et retenir des salariés qualifiés est cruciale pour le succès de son activité et tout échec à ce titre pourrait affecter sa performance

Le groupe BPCE dépend fortement de ses salariés, considérés comme sa principale ressource. La concurrence pour attirer et fidéliser des talents qualifiés est élevée dans le secteur des services financiers, et la performance du groupe dépend de sa capacité à recruter et à retenir ses collaborateurs. Les transformations technologiques, économiques et les exigences croissantes des clients imposent un effort soutenu d'accompagnement et de formation du personnel. À défaut, le Groupe pourrait ne pas saisir certaines opportunités commerciales et voir sa performance se dégrader.

Au 31 décembre 2025, les effectifs s'établissaient à 105 786 collaborateurs.

Pour plus d'informations, se référer au chapitre 2.1 partie 3.1 du document d'enregistrement universel du groupe BPCE.

Risques assurance

Une détérioration de la situation de marché, notamment une fluctuation trop importante des taux (à la hausse comme à la baisse) et/ou une dégradation des spreads ou des marchés actions, ou un surenchérissement du coût de la réassurance pourraient avoir un impact défavorable significatif sur la situation financière et la solvabilité des compagnies d'Assurance Vie et Non Vie.

Le principal risque pesant sur les filiales d'assurance du groupe est le risque financier. Cette exposition résulte principalement des garanties en capital sur les fonds en euros et des plus ou moins-values latentes sur les investissements détenus. Le risque de taux est à la fois structurel et majeur en raison de la prédominance obligataire des actifs par rapport aux engagements. Une hausse des taux peut fragiliser la compétitivité des offres en euros et générer des flux de rachats et d'arbitrages sous une conjoncture défavorable, tandis qu'une baisse pourrait rendre insuffisant le rendement des fonds généraux pour couvrir les garanties en capital.

Par ailleurs, l'écartement des spreads et la faiblesse des marchés actions peuvent peser sur les résultats des activités d'assurance via la valorisation en juste valeur et les provisions pour dépréciation. L'augmentation de la sinistralité et les événements extrêmes (notamment climatiques) pourraient également entraîner une hausse des besoins de réassurance, réduisant la rentabilité globale des activités d'assurance.

Au 31 décembre 2025, le produit net bancaire des activités d'assurance du groupe BPCE progresse de 12 % pour atteindre 959 millions d'euros, contre 858 millions en 2024.

Une inadéquation entre le niveau et le coût de la sinistralité anticipée par les assureurs d'une part, et les primes et provisions d'autre part, pourrait avoir un impact défavorable significatif sur les résultats et la situation financière des activités d'assurance dommages, prévoyance et caution.

Le risque de souscription résulte de l'écart éventuel entre les sinistres réellement survenus et les indemnités versées, et les hypothèses utilisées pour fixer les tarifs et déterminer les provisions techniques. Les assureurs s'appuient sur leur expérience et sur des données sectorielles pour estimer la sinistralité et les paramètres actuariels, afin de tarifier les produits et constituer les provisions. Cependant, des écarts par rapport à ces estimations, ou des événements imprévus comme des pandémies ou des catastrophes naturelles, peuvent entraîner des paiements supérieurs à ceux anticipés. L'évolution des risques climatiques est particulièrement suivie.

Si les montants d'indemnisation dépassent les hypothèses initiales ou si les hypothèses sous-jacentes évoluent, les passifs des compagnies pourraient être plus élevés que prévu, impactant négativement les résultats et la situation financière des filiales. À l'inverse, les actions menées ces dernières années – couverture financière, réassurance, diversification des activités et gestion des investissements – renforcent la résilience de la solvabilité des filiales d'assurance du groupe BPCE.

Risques liés à la réglementation

Le groupe BPCE est soumis à des nombreuses réglementations en France et dans plusieurs autres pays où il opère ; les mesures réglementaires et leur évolution sont susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité et sur les résultats du groupe BPCE.

L'incertitude entourant l'évolution future des réglementations rend difficile l'anticipation de leurs effets, qui pourraient être défavorables. Face à de nouvelles exigences, le Groupe pourrait être amené à réduire l'éventail de ses activités pour se conformer, et à augmenter les coûts de conformité, ce qui pourrait se traduire par une baisse des revenus et des bénéfices consolidés, voire par la cession ou la réduction de portefeuilles d'actifs.

Le paquet CRR III/CRD VI, publié le 19 juin 2024, renforce les cadres prudentiels dans l'UE et est en grande partie applicable au 1^{er} janvier 2025, sauf pour les règles liées aux risques de marché, qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2027. Cette réforme pourrait accroître les exigences de capital et de liquidité, et impacter les coûts de financement du groupe.

En novembre 2025, le conseil de stabilité financière, en collaboration avec le comité de Bâle et les autorités nationales, a publié la liste 2025 des banques d'importance systémique mondiale (BISm). Le groupe BPCE est classé BISm et figure aussi sur la liste des établissements d'importance systémique mondiale (EISm) pour l'exercice 2025. Cette qualification renforce la perception de l'importance systémique du groupe et peut influencer les obligations prudentielles, les coûts et les exigences de supervision.

BPCE est susceptible de devoir aider les entités qui font partie du mécanisme de solidarité financière si elles rencontrent des difficultés financières, y compris celles dans lesquelles BPCE ne détient aucun intérêt économique.

En tant qu'organe central du groupe BPCE, BPCE garantit la liquidité et la solvabilité de chaque banque régionale (les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne), ainsi que des autres membres du groupe de sociétés affiliées. Le groupe de sociétés affiliées inclut les filiales de BPCE telles que Natixis, Crédit Foncier de France, Oney et Banque Palatine. Dans le cas du groupe BPCE, l'ensemble des établissements affiliés à l'organe central du groupe BPCE bénéficie d'un système de garantie et de solidarité qui a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité de l'ensemble des établissements affiliés et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe.

Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité contraignant, avec une obligation de résultat de l'organe central, à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté, et/ou de l'ensemble des affiliés du groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs, ou tous les affiliés, de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Au 31 décembre 2025, les fonds réseau Banque Populaire et réseau Caisse d'Épargne sont constitués chacun de 450 millions d'euros. Le fonds de garantie mutuel est constitué de dépôts de 211 millions d'euros par réseau.

Les trois fonds de garantie créés pour couvrir les risques de liquidité et d'insolvabilité du groupe BPCE sont décrits dans la note 1.2 « Mécanisme de garantie » des comptes consolidés du groupe BPCE figurant dans le document d'enregistrement universel du groupe BPCE.

Les banques régionales sont dans l'obligation d'effectuer des contributions supplémentaires aux fonds de garantie sur leurs bénéfices futurs. Alors que les fonds de garantie représentent une source importante de ressources pour financer le mécanisme de solidarité, rien ne garantit qu'ils seront suffisants. Si les fonds de garantie se révèlent insuffisants, BPCE, en raison de ses missions d'organe central, devra faire tout le nécessaire pour rétablir la situation et aura l'obligation de combler le déficit en mettant en œuvre le mécanisme de solidarité interne qu'il a mis en place, en mobilisant ses propres ressources et pourra également recourir de façon illimitée aux ressources de plusieurs ou de tous ses affiliés.

En raison de cette obligation, si un membre du groupe venait à rencontrer des difficultés financières majeures, l'évènement sous-jacent à ces difficultés financières pourrait alors impacter de façon négative la situation financière de BPCE et celle des autres affiliés ainsi appelés en soutien au titre du principe légal de solidarité financière.

Les détenteurs de titres BPCE pourraient subir des pertes si BPCE et l'ensemble de ses affiliés devaient faire l'objet de procédures de liquidation ou de résolution.

Le règlement de l'UE sur le mécanisme de résolution unique no 806/214 et la directive de l'UE pour le redressement et la résolution des établissements de crédit no 2014/59 modifiée par la directive de l'UE no 2019/879 (la « BRRD »), telles que transposées dans le droit français au Livre VI du Code monétaire et financier, confèrent aux autorités de résolution le pouvoir de déprécier les titres de BPCE ou, dans le cas des titres de créance, de les convertir en fonds propres.

Les autorités de résolution peuvent déprécier ou convertir des instruments de fonds propres, tels que les créances subordonnées de catégorie 2 de BPCE, si l'établissement émetteur ou le Groupe auquel il appartient fait défaut ou est susceptible de faire défaut (et qu'il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure puisse empêcher cette défaillance dans un délai raisonnable), devient non viable, ou requiert un soutien public exceptionnel (sous réserve de certaines exceptions). Elles doivent déprécier ou convertir des instruments de fonds propres additionnels avant d'ouvrir une procédure de résolution ou si y recourir est nécessaire pour préserver la viabilité d'un établissement. La dépréciation d'instruments de fonds propres doit s'effectuer par ordre de priorité, de sorte que les instruments de fonds propres de base de catégorie 1 sont dépréciés en premier, puis les instruments additionnels de catégorie 1 sont dépréciés suivis par les instruments de catégorie 2. La conversion d'instruments de fonds propres additionnels doit s'effectuer par ordre de priorité, de sorte que les instruments additionnels de catégorie 1 sont convertis en premier, suivis par les instruments de catégorie 2. Si la dépréciation ou la conversion d'instruments de fonds propres ne suffit pas à restaurer la santé financière de l'établissement, le pouvoir de renflouement interne dont disposent les autorités de résolution peut s'appliquer à la dépréciation ou à la conversion d'engagements éligibles, tels que les titres non privilégiés et privilégiés de premier rang de BPCE.

Au 31 décembre 2025, le total des fonds propres de catégorie 1 s'élève à 76,3 milliards d'euros et les fonds propres prudentiels de catégorie 2 à 12,4 milliards d'euros. Les instruments de dette senior non préférée supérieure à un an et qui sont ainsi éligibles au TLAC et au MREL s'élèvent à 34 milliards d'euros à cette même date.

En raison de la solidarité légale, pleine et entière, et dans le cas extrême d'une procédure de liquidation ou de résolution, un ou plusieurs affiliés ne sauraient se retrouver en liquidation judiciaire, ou être concernés par des mesures de résolution au sens de la « BRRD », sans que l'ensemble des affiliés et BPCE le soit également. Conformément aux articles L. 613-29 et L613-55-5 du Code monétaire et financier, les procédures respectivement de liquidation judiciaire et les mesures de résolution sont dès lors mises en œuvre de façon coordonnée à l'égard de l'organe central et de l'ensemble de ses affiliés.

L'article L. 613-29 dispose par ailleurs qu'en cas de liquidation judiciaire portant ainsi nécessairement sur l'ensemble des affiliés, les créanciers externes, de même rang ou jouissant de droits identiques, de tous les affiliés seraient traités dans l'ordre de la hiérarchie des créanciers de manière égale, et ce, indifféremment de leur rattachement à une entité affiliée particulière. Cela a pour conséquence notamment que les détenteurs d'AT1, et autres titres de même rang, seraient plus affectés que les détenteurs de Tier 2, et autres titres de même rang, eux-mêmes plus affectés que les détenteurs de dettes externes seniors non préférées, eux-mêmes plus affectés que les détenteurs de dettes externes seniors préférées. De même, en cas de résolution, et conformément à l'article L. 613-55 du Code monétaire et financier, des taux de dépréciation et/ou de conversion identiques seraient appliqués aux dettes et créances d'un même rang, et ce, indifféremment de leur rattachement à une entité affiliée particulière dans l'ordre de la hiérarchie rappelée ci-dessus.

En raison du caractère systémique du groupe BPCE et de l'appréciation actuellement portée par les autorités de résolution, des mesures de résolution seraient le cas échéant plus susceptibles d'être prises que l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire. Une procédure de résolution peut être initiée à l'encontre de BPCE et de l'ensemble des entités affiliées si (i) la défaillance de BPCE et de l'ensemble des entités affiliées est avérée ou prévisible, (ii) il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure puisse empêcher cette défaillance dans un délai raisonnable et (iii) une mesure de résolution est requise pour atteindre les objectifs de la résolution : (a) garantir la continuité des fonctions critiques, (b) éviter les effets négatifs importants sur la stabilité financière, (c) protéger les ressources de l'État par une réduction maximale du recours aux soutiens financiers publics exceptionnels et (d) protéger les fonds et actifs des clients, notamment ceux des déposants. Un établissement est considéré défaillant lorsqu'il ne respecte pas les conditions de son agrément, qu'il est dans l'incapacité de payer ses dettes ou autres engagements à leur échéance, qu'il sollicite un soutien financier public exceptionnel (sous réserve d'exceptions limitées) ou que la valeur de son passif est supérieure à celle de son actif.

Outre le pouvoir de renflouement interne, les autorités de résolution sont dotées de pouvoirs élargis afin de mettre en œuvre d'autres mesures de résolution eu égard aux établissements défaillants ou, dans certaines circonstances, à leurs groupes, pouvant inclure, entre autres : la vente intégrale ou partielle de l'activité de l'établissement à une tierce partie ou à un établissement-relais, la séparation des actifs, le remplacement ou la substitution de l'établissement en tant que débiteur des instruments de dette, les

modifications des modalités des instruments de dette (y compris la modification de l'échéance et/ou du montant des intérêts payables et/ou la suspension provisoire des paiements), la suspension de l'admission à la négociation ou à la cote officielle des instruments financiers, le renvoi des dirigeants ou la nomination d'un administrateur provisoire (administrateur spécial) et l'émission de capital ou de fonds propres.

L'exercice des pouvoirs décrits ci-dessus par les autorités de résolution pourrait entraîner la dépréciation ou la conversion intégrale ou partielle des instruments de fonds propres et des créances émises par BPCE ou est susceptible d'affecter significativement les ressources dont dispose BPCE pour effectuer le paiement de tels instruments et par conséquent, les détenteurs de titres BPCE pourraient subir des pertes.

La législation fiscale et son application en France et dans les pays où le groupe BPCE poursuit ses activités sont susceptibles d'avoir un impact défavorable sur les résultats du groupe BPCE.

La législation fiscale et son application dans les pays où le groupe BPCE opère, notamment Natixis, pourraient peser défavorablement sur les résultats du groupe. En tant que groupe bancaire multinational, BPCE est soumis à de nombreuses règles fiscales et structure son activité pour tirer valeur et synergies tout en veillant à la conformité des produits vendus et de leur traitement fiscal. Certaines positions et interprétations fiscales retenues par les entités du groupe reposent sur des avis de conseillers fiscaux et, le cas échéant, sur des interprétations des autorités compétentes. Il n'est pas exclu que des autorités fiscales remettent ces interprétations en cause, ce qui pourrait conduire à des redressements et à un impact négatif sur les résultats.

La loi de Finances française pour 2026 a été adoptée le 2 février 2026. La principale mesure pour les entreprises concerne la prorogation de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des très grandes entreprises. La contribution exceptionnelle instituée par la loi de finances pour 2025 concerne les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1 milliard d'euros, est prorogée pour un exercice supplémentaire. Le taux de cette contribution exceptionnelle est maintenu, à savoir :

- 20,6 % lorsque le chiffre d'affaires de cet exercice ou de l'exercice précédent est supérieur ou égal à un milliard d'euros (porté à 1,5 milliard d'euros pour le second exercice d'application, soit 2026) et inférieur à trois milliards d'euros ;
- 41,2 % lorsque le chiffre d'affaires de cet exercice ou de l'exercice précédent est supérieur ou égal à trois milliards d'euros ;
- soit un taux d'imposition effectif pour le groupe BPCE de 29,9 %.

4.1 Risques de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit est le risque encouru en cas de défaillance d'un débiteur ou d'une contrepartie, ou de plusieurs débiteurs ou de plusieurs contreparties considérées comme un même groupe de clients liés conformément à la réglementation; ce risque peut également se traduire par la perte de valeur de titres émis par la contrepartie défaillante.

Le risque de contrepartie se définit comme le risque que la contrepartie d'une opération fasse défaut avant le règlement définitif de l'ensemble des flux de trésorerie liés à l'opération.

La Direction des risques de crédit (DRC) assure, en totale indépendance des fonctions commerciales et de la Direction des engagements, le contrôle permanent de second niveau des risques de crédit du Groupe BRED. À ce titre, elle veille, de manière régulière et structurée, à la mesure, à la surveillance et à la maîtrise de ces risques, dans le strict respect de la politique de crédit définie par la banque.

La Direction des engagements propose la politique de crédit de BRED Banque Populaire, validée par ses dirigeants effectifs et approuvée par son Conseil d'administration. Elle valide les politiques de crédit des filiales, en amont de leur approbation par leurs organes de surveillance respectifs. Elle dispose de collaborateurs dans les directions opérationnelles régionales, qui assurent la promotion des bonnes pratiques visant à assurer une maîtrise du risque satisfaisante. Elle veille ainsi à la diffusion et la bonne mise en œuvre de ces politiques au sein du Groupe BRED.

La Direction des risques de crédit (DRC) est rattachée à la Direction des risques, de la protection et du contrôle, elle-même rattachée directement à la Direction générale. La DRC valide les politiques de crédit en amont de leur approbation par les organes de surveillance dans le cadre du dispositif d'appétit au risque de la banque.

En outre, la DRC :

- effectue des analyses contradictoires sur les dossiers de crédit hors délégation pour décision du comité ;
- analyse les risques de concentration, les risques sectoriels et les risques géographiques ;
- contrôle périodiquement les notes et s'assure du respect des limites internes et groupe BPCE ;
- alerte les dirigeants effectifs et notifie les responsables opérationnels en cas de dépassement d'une limite ; inscrit en *WatchList* les dossiers de qualité préoccupante et dégradée, selon les normes groupe BPCE et les suit à l'occasion du Comité exécutif des risques trimestriel dédié ;
- contrôle la mise en œuvre des plans de réduction des risques et participe à la définition des niveaux de provisionnement nécessaires si besoin ;
- déploie le dispositif de contrôle permanent de second niveau dédié aux risques de crédit via l'outil groupe Priscop ;
- contribue aux travaux du groupe BPCE aussi bien dans leur conception que dans leur déroulé ;

- partage avec les filiales bancaires du Groupe BRED les bonnes pratiques sur le risque de crédit et veille à leur application à travers le suivi des contrôles locaux.

Les principaux éléments du dispositif de maîtrise des risques de crédit sont :

- un système de délégation de pouvoir *intuitu personae*, prenant en compte des niveaux de risque ainsi que les compétences et expériences des équipes, qui est revu annuellement par la Direction des engagements et la DRC ;
- une notation interne fortement intégrée dans les processus de décision ;
- des critères de division des risques ;
- le suivi au fil de l'eau des engagements, grâce à un système automatisé de contrôle des positions, de déchéance du terme pour les concours amortissables et de suivi des comptes en anomalie ;
- une détection et une prévention renforcées des risques sur la clientèle des particuliers, des professionnels et des entreprises, grâce à la mise à disposition du réseau et de sa hiérarchie d'outils de pilotage ;
- un suivi périodique de la qualité et des risques des différents portefeuilles par des tableaux de bord et des études *ad hoc* ;
- un suivi permanent exercé par la Direction des engagements, via les délégués en place dans chaque Direction régionale.

Des actions de formation sont régulièrement menées par la Direction des engagements et la DRC. Des formations générales sur le dispositif interne de gestion et de maîtrise des risques de crédit sont réalisées auprès des nouveaux entrants et des collaborateurs du réseau. Les délégués engagement interviennent en outre au sein des Directions régionales pour des actions de formation locale. La DRC intervient notamment sur le thème de la notation Bâle 2, de la segmentation, des garanties et du grappage ainsi que sur l'ensemble des éléments ayant un impact direct sur le RWA.

La prise de décision est organisée autour de deux grands principes :

- une autorisation préalable pour toute opération de crédit ;
- la délégation de l'analyse et de l'approbation des dossiers au niveau de compétence le plus adapté : la ligne commerciale et le Comité de crédit pour les engagements significatifs.

Les pouvoirs de crédit sont exprimés en risque nominal et résiduel, adaptés à chaque marché et comportent certaines restrictions d'utilisation. Pour les engagements les plus importants, au moins deux personnes interviennent dans la décision. À partir de 9 millions d'euros pour les entreprises, de 5 millions d'euros pour la clientèle professionnelle et de 5 millions d'euros pour les particuliers, les dossiers sont présentés par la Direction des engagements au Comité de crédit et donnent lieu à une analyse contradictoire menée par la DRC. Le Comité de crédit examine les engagements les plus importants consentis par les filiales.

Ces prises de décisions s'opèrent dans le respect de normes de division unitaire, dont les montants sont fixés en fonction de la taille et de la qualité de la clientèle exprimée par la notation interne. Seul le Comité de crédit peut décider d'autorisations allant au-delà des normes de division unitaire, de manière temporaire ou durable.

Le recouvrement sur la clientèle est organisé en deux services : un service de recouvrement amiable qui intervient en premier niveau et un service contentieux qui agit par voie judiciaire et assure le suivi des dossiers

en procédure collective. Le recouvrement des engagements les plus importants sur la clientèle des entreprises et des professionnels est assuré par la Direction des affaires spéciales au sein de la Direction des engagements.

La Direction des engagements centralise la constitution et le suivi de l'évolution des provisions pour créances douteuses et contentieuses. Ce suivi est en particulier réalisé mensuellement au sein du Comité de provisionnement auquel participe la DRC.

4.1.1 Dispositif de sélection des opérations

4.1.1.1 Modalités et périodicité de révision des limites fixées en matière de risque de crédit

L'ensemble des limites d'engagement est révisé par le comité exécutif des risques ou comité équivalent *a minima* une fois par an pour les contreparties concernées. En 2025, le comité exécutif des risques du 10 septembre a procédé à cet examen.

Les limites individuelles par contrepartie sont fixées par typologie de clients (corporate, Secteur Public, banques) et fonction de la note interne de crédit et tiennent compte des limites individuelles au niveau groupe lorsqu'elles existent.

4.1.1.2 Critères pré définis de sélection des opérations

La politique de crédit de BRED Banque populaire s'inscrit totalement dans celle mise en œuvre par le groupe BPCE.

BRED Banque Populaire dispose d'un dispositif d'encadrement de la sélection des opérations composé d'une politique de risque globale, d'un encadrement sectoriel des expositions et de politiques de risques spécifiques (ex : politique de crédit du Marché des particuliers, du Marché des professionnels et des entreprises, du Marché des PIM, du marché de l'Agriculture, etc.) alignées avec la politique groupe BPCE.

Dans ce contexte, BRED Banque Populaire décline les politiques de risque du groupe BPCE :

- crédit à l'habitat ;
- crédit à la consommation ;
- corporate (politique dédiée aux professionnels et entreprises), dont les opérations classées « leverage finance » au sein du reporting trimestriel *ad hoc* ;
- LBO ;
- professionnels de l'immobilier ;
- énergies renouvelables ;
- ...

BRED Banque Populaire applique le dispositif du groupe BPCE relatif à l'identification et au contrôle des encours sur les tiers présentant un fort effet de levier. La Direction des engagements et la Direction des risques veillent à la bonne application de ce dispositif et à la pertinence des résultats obtenus.

BRED Banque Populaire décline également les politiques sectorielles du Groupe dès lors que les volumes d'exposition sur un secteur sont significatifs pour BRED Banque Populaire. Par ailleurs, tous les secteurs NAF identifiés comme sensibles dans l'outil V-O-R de BPCE sont repris avec le même niveau de sensibilité dans les outils et processus de BRED Banque Populaire. Cette classification conduit à adapter la délégation accordée aux métiers pour l'octroi de crédits aux tiers actifs sur ces secteurs lorsque leur notation n'est pas parmi les meilleures.

Ces dispositifs sont cohérents et s'inscrivent dans le dispositif d'appétit au risque du groupe et le dispositif d'appétit au risque propre à BRED Banque Populaire.

4.1.1.3 Éléments d'analyse de la rentabilité prévisionnelle des opérations de crédit pris en compte lors des décisions d'engagement

La politique tarifaire de BRED Banque Populaire est présentée en comité COTAP présidé par Directeur Général adjoint de l'établissement.

La politique des risques respecte les principes énoncés dans le référentiel risques de crédit groupe. La tarification s'applique à tout contrat et à toute population de risque homogène telle que représentée par la note client. Elle doit être adaptée en fonction de la qualité et de l'ensemble des opérations réalisées avec le client concerné.

Conformément à l'article 109 de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne, la rentabilité des opérations de crédit est prise en compte lors de la décision d'octroi. Notre établissement produit, *a minima* semestriellement, une analyse *a posteriori* de la rentabilité globale des opérations de crédit par classe d'actif.

4.1.2 Dispositif de mesure et de surveillance des risques de crédit et de contrepartie

4.1.2.1 Limites d'engagement fixées en matière de risque de crédit

Le dispositif des limites et plafonds internes s'applique au niveau du groupe BPCE. Les établissements vérifient que leurs décisions se font dans le respect de ces limites et plafonds, qui s'appliquent sans exception.

Ce dispositif est synthétisé ci-dessous.

Limites de contreparties Groupe

BRED Banque Populaire s'inscrit dans le dispositif de limites individuelles groupe BPCE qui encadre les principales contreparties des classes d'actifs : Corporates, Banques, Secteur Public, Logement Social et Souverains. Les limites Groupe encadrant les principales contreparties individuelles sont mesurées en risques bruts (hors impact des garanties et collatéraux), afin de prendre en compte les éventuels risques d'exécution de ces garanties si elles devaient être activées.

Le périmètre des contreparties concernées par les limites individuelles est défini par une grille dépendant du type de contrepartie et repose sur un double critère de notation et d'expositions. Les limites fixées sont revues sur une base annuelle, ou de manière ad-hoc en cas de besoin.

Dans certains cas, les limites peuvent conduire à caper l'exposition, voire à la geler (interdiction de renouveler les tombées liées aux amortissements ou aux remboursements) quand un encadrement plus contraignant est nécessaire.

Ce dispositif permet, sur les principaux groupes de contrepartie clients, d'une part de contribuer à une saine division des risques, et d'autre part de définir l'appétence du Groupe en matière de risque de crédit.

Procédures de suivi des engagements

Un examen annuel des concours consentis à une contrepartie est effectué. La grille de division des risques est révisée régulièrement. Elle intègre les notions de notations, de CA mais aussi une orientation sur notre pourcentage maximum des concours globaux.

Les dépassements de limites sont suivis. Les dossiers en dépassement de plafond par rapport à la grille de division en place font l'objet d'un passage obligatoire en Comité de Crédit. En conformité avec la Politique de Crédit de BRED Banque Populaire, les décisions de crédit (y compris les dépassements) se font dans le cadre de pouvoirs et de limites définies dans des procédures dédiées : règles de division escompte, règles escompte Dailly, pouvoirs d'accord sur opération étranger à payer en dépassement, plafonds de division des risques.

Toute demande de dérogation à ces procédures implique une consultation des délégations engagements locales ou du Comité de Crédit, en fonction du montant.

Par ailleurs, un système de contrôle à deux niveaux garantit le respect de ces normes et le suivi des engagements. Un outil de suivi des risques est à disposition de l'ensemble des collaborateurs (le Portail Risques, outil de gestion automatisée des incidents de fonctionnement) et des indicateurs de suivi des contreparties sensibles sont mis à jour mensuellement dans une plateforme dédiée (OMEGA).

Risque de concentration par contrepartie

BRED Banque Populaire a déterminé son plafond interne à 10 % de ses fonds propres (sauf exception dûment validée par le conseil d'administration) respecté sur l'exercice.

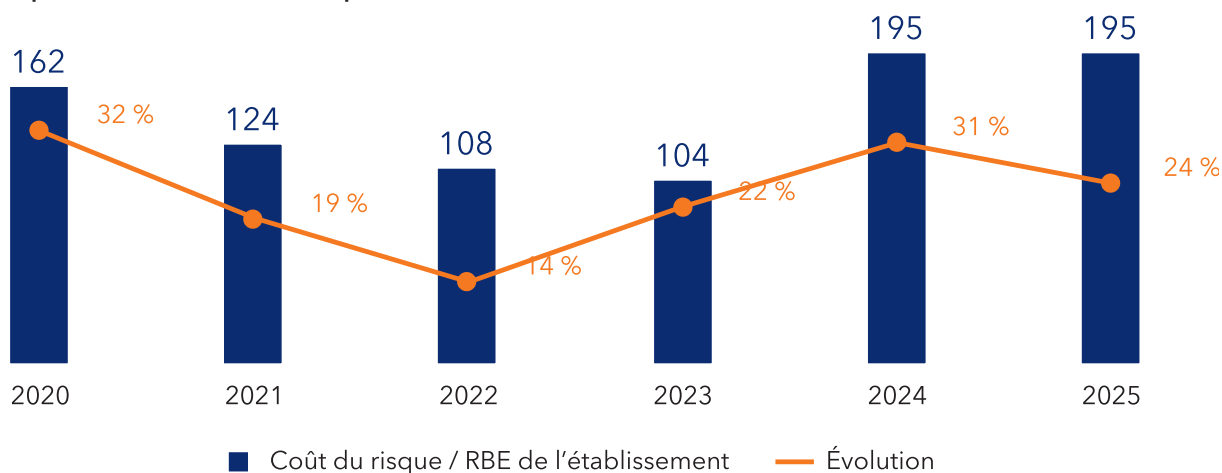
4.1.2.2 Présentation des stress scenarii pour mesurer le risque encouru

Les stress scenarii sont définis et calculés par l'organe central. Ils sont présentés dans le rapport annuel du groupe BPCE.

4.1.2.3 Évolution du coût du risque

Données financières (en M€)	12/2022	12/2023	12/2024	12/2025
R.B.E	751	463	632,7	805,1
Coût du risque de l'établissement	- 108	- 104	- 195,5	- 194,8
Coût du risque / RBE de l'établissement	14 %	22 %	31 %	24 %

Graphique Évolution du coût du risque de crédit en M€



4.

4.1.3 Mesure du risque et notations internes

4.1.3.1 Périmètre d'application de la méthode standard et IRB pour le Groupe

Segment de clientèle	31/12/2025				
	Réseau Banque Populaire	Réseau Caisse d'Épargne	Filiales Crédit Foncier/ Banque Palatine/ BPCE International	Natixis	BPCE SA
Banques centrales et autres expositions souveraines	Standard ⁽²⁾	Standard	Standard	Standard ⁽²⁾	Standard ⁽²⁾
Administrations centrales	Standard ⁽²⁾	Standard	Standard	Standard ⁽²⁾	Standard ⁽²⁾
Secteur public et assimilé	Standard	Standard	Standard	Standard	Standard
Établissements financiers	IRBF	IRBF/ Standard	Standard	IRBF	IRBF/ Standard
Entreprises (CA ⁽¹⁾ > 3 millions d'euros)	IRBA/IRBF/ Standard	IRBA/IRBF/ Standard	Standard	IRBA/IRBF/ Standard	Standard
Clientèle de détail	IRBA	IRBA	Standard	Standard	Standard

(1) CA : Chiffre d'affaires.

(2) Le segment de clientèle « Souverain » est passé en approche Standard « pérenne » par « decision letter » de la BCE du 19/09/2024, hors banques multilatérales de développement (BMD) qui ont été exclues de la demande standard « pérenne » concernant les Souverains.

4.1.3.2 Utilisation des systèmes de notation pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de crédit

Le groupe BPCE dispose, pour la mesure du risque de crédit, de systèmes complets qui permettent d'utiliser l'approche IRBF ou IRBA selon les réseaux et les segments de clientèle. Ce dispositif permet également d'apprécier la qualité de crédit de ses portefeuilles pour un meilleur pilotage des risques.

Les systèmes de notation interne relèvent de BPCE pour leur conception, leur mise en production et leur administration.

Au sein de BRED Banque Populaire, la DRC est plus particulièrement en charge de la coordination du monitoring lié à la qualité et l'exhaustivité des données nécessaires au processus de notation, et à la complétude de la notation des segments Retail, Corporate et Interbancaire.

La DRC prend en charge la vérification de la notation Corporate, assure par ailleurs la validation des notes internes Corporate (la Direction des engagements agissant uniquement en tant que « réviseur »).

La notation interne des contreparties, issues des différents moteurs, est largement propagée dans le système d'information. De plus, la DRC a en charge de présenter de façon régulière les principales évolutions et modifications liées à la réglementation bâloise auprès des collaborateurs du Réseau et de ceux en charge des engagements. La présentation du dispositif Bâle II (et de son insertion opérationnelle dans les process et les outils informatiques) fait l'objet d'une formation régulière auprès des personnes nouvellement recrutées.

Le taux d'engagements Corporate non notés (BRED référent) est suivi dans le cadre du tableau de bord DRC. La notation interne des contreparties est présente dans la gestion des pouvoirs de décision d'engagements, dans de nombreuses applications touchant au suivi quotidien du risque de crédit (paiements, dépassements, impayés) mais aussi dans les outils de pilotage.

Des outils développés par la Direction Financière permettent d'informer et de sensibiliser les différentes composantes du Réseau en termes de consommation de fonds propres.

Les évolutions des systèmes de notation font l'objet d'une information, *a minima*, annuelle à l'organe délibérant. De même, la surveillance des notations fait l'objet d'un reporting, *a minima* annuel auprès de l'organe délibérant.

L'organe exécutif est régulièrement informé de l'avancement de la notation et des principales modifications apportées aux systèmes.

4.1.3.3 Modélisation du risque

Les modèles d'appréciation du risque de crédit et d'estimation des paramètres sont élaborés par les équipes de modélisation de la DRG.

Intégrés aux dispositifs internes de notation, ces modèles contribuent directement aux décisions d'octroi de crédit, à la définition des schémas délégataires, à la fixation des limites ainsi qu'à la surveillance des risques, notamment *via* l'alimentation de tableaux de bord à destination des dirigeants et des organes de contrôle. Ils font l'objet de campagnes de backtesting, permettant de vérifier l'exactitude et la cohérence des systèmes de notation et de procéder, le cas échéant, aux ajustements nécessaires.

La gouvernance des modèles, qui couvre leur développement, validation, suivi et évolution, est assurée de manière indépendante par la DRG à l'échelle de l'ensemble du Groupe, pour les risques de crédit, de contrepartie, de marché et les risques structurels de bilan. Elle s'appuie sur une cartographie exhaustive des modèles et sur un dispositif de gestion du risque de modèle applicable à tout modèle utilisé au sein du Groupe.

Notation de la Clientèle Retail

Le groupe BPCE utilise des systèmes de notation interne homogènes pour la clientèle de détail, appuyés sur des outils centralisés. Ces notations servent à apprécier la qualité de crédit des portefeuilles et, pour les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne, à calculer les exigences en fonds propres selon l'approche avancée.

La probabilité de défaut (PD) est estimée à partir du comportement bancaire des clients, avec des modèles statistiques adaptés aux différents segments (particuliers, professionnels, types de produits). Les contreparties sont classées en classes de risques homogènes, auxquelles sont associées des PD calibrées sur des historiques longs et ajustées par des marges de prudence. Un rapprochement est réalisé avec les notations des agences externes.

La perte en cas de défaut (LGD) est estimée par produit et en fonction des sûretés, sur la base des historiques de recouvrement, puis majorée par des marges de prudence pour intégrer l'incertitude et les cycles économiques.

L'exposition au défaut (EAD) est calculée selon deux approches pour les engagements hors bilan :

- application d'un facteur de conversion en équivalent crédit (FCEC) lorsque le hors bilan est matériel ;
- augmentation forfaitaire du bilan pour les expositions hors bilan non matérielles.

Notation de la clientèle Corporate

Le groupe BPCE dispose de systèmes de notation internes pour la clientèle hors retail, permettant l'utilisation des approches IRBF/IRBA et le pilotage de la qualité de crédit des portefeuilles.

Chaque contrepartie reçoit une note unique au niveau du groupe, généralement proposée par un modèle (statistique ou expert) puis ajustée et validée par la filière risques. La structuration des modèles dépend du type de contrepartie (entreprise, institution financière, entité publique, etc.) et de sa taille. Pour les Petites Entreprises, la notation peut être entièrement automatisée.

Pour les portefeuilles à faible taux de défaut, des grilles expertes (critères quantitatifs et qualitatifs) sont utilisées ; les notes sont reliées à une probabilité de défaut (PD) calibrée à partir de données internes et externes. Le risque pays est encadré par une notation souveraine qui fixe un plafond de note pour les contreparties locales, en cohérence avec l'échelle de Standard & Poor's.

Les modèles de LGD sont définis par type de contrepartie, type d'actif et présence de sûretés, en s'appuyant sur des historiques de recouvrement internes ou des benchmarks externes, complétés de marges de prudence. L'EAD est estimée *via* deux modèles :

- un facteur de conversion en équivalent crédit (FCEC) pour les engagements hors bilan matériels ;
- une augmentation forfaitaire du bilan pour les engagements hors bilan non matériels.

4.1.4 Méthodes de provisionnement et dépréciations sous IFRS9

Les instruments de dette classés en actifs financiers au coût amorti ou en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par résultat ainsi que les créances résultant de contrats de location et les créances commerciales, font systématiquement l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour perte de crédit attendue (*Expected Credit Losses* ou ECL).

Les dépréciations sont constatées, pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historiques de pertes observées, mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. À chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

1. Statut 1 (stage 1 ou S1)	2. Statut 2 (stage 2 ou S2)	3. Statut 3 (stage 3 ou S3)
Encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an.	Encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité).	Encours dépréciés (ou <i>impaired</i>) au sens de la norme IFRS 9 pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré (par exemple non-remboursement d'un prêt à son échéance normale, procédure collective, impayés subis par le client impossibilité de financer un investissement de renouvellement...) et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit.

Une politique de provisionnement sur la clientèle entreprises du groupe BPCE est mise en œuvre. Elle décrit les fondements du calcul de la dépréciation des créances et la méthodologie de détermination de la dépréciation individuelle à dire d'expert. Elle définit également les notions (mesure du risque de crédit, principes comptables de dépréciation des créances clients en IFRS et en normes françaises) et les données devant être contenues dans un dossier douteux et dans un dossier contentieux, ainsi que les éléments indispensables à présenter dans une fiche de provisionnement.

Une politique de provisionnement *corporate* des expositions groupe BPCE inférieures à 15 millions d'euros a été définie. Dans la partie dédiée à la méthodologie de détermination de la dépréciation individuelle à dire d'expert, elle définit des approches de dépréciation *going concern*, *gone concern*, et approche mixte.

Le groupe BPCE applique le principe de contagion : l'application de ce principe se réalise notamment dans le cadre de l'identification des groupes de contreparties clients, au travers des liens de grappages dans ces groupes.

Une méthodologie concernant la pratique des *haircut* sur la valeur des garanties, afin de prendre les inévitables aléas, a été définie et mise en place.

Dépréciation sous IFRS9

La dépréciation pour risque de crédit est égale aux pertes attendues à un an ou à terminaison selon le niveau de dégradation du risque de crédit depuis l'octroi (actif en Statut 1 ou en Statut 2). Un ensemble de critères qualitatifs et quantitatifs permettent d'évaluer cette dégradation du risque.

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Cette dégradation devra être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (Statut 3).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe a mis en œuvre un processus fondé sur des règles et des critères qui s'imposent à l'ensemble des entités du Groupe :

- sur les portefeuilles de particuliers, professionnels et petites et moyennes entreprises, le critère quantitatif s'appuie sur la mesure de l'écart entre la notation de la contrepartie à l'octroi et sa notation à date de l'arrêté. Cet écart – ou dénotch (abaissement de note) – est mesuré sur une échelle-maître commune à l'ensemble de ces contreparties. Le nombre de dénotch avant dégradation en statut 2 est fonction de la note à l'octroi ;
- sur les portefeuilles de grandes entreprises, banques et financements spécialisés, il s'appuie sur la variation de la notation depuis l'octroi ;

- ces critères quantitatifs s'accompagnent d'un ensemble de critères qualitatifs, dont la présence d'impayés de plus de 30 jours, le classement du contrat en note sensible, l'identification d'une situation de forbearance ou l'inscription du dossier en *WatchList* ;
- Les expositions notées par le moteur dédié aux grandes entreprises, banques et financements spécialisés sont également dégradées en statut 2 en fonction du rating sectoriel et du niveau de risque pays.

Les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie et qui intervient après leur comptabilisation initiale seront considérés comme dépréciés et relèveront du Statut 3. Les critères d'identification des actifs dépréciés sont similaires à ceux prévalant selon IAS 39 et sont alignés sur celui du défaut. Le traitement des restructurations pour difficultés financières reste analogue à celui prévalant selon IAS 39.

Les pertes de crédit attendues des instruments financiers en statut 1 ou en statut 2 sont évaluées comme le produit de plusieurs paramètres :

- flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation – ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, de son taux d'intérêt effectif et du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- taux de perte en cas de défaut (LGD – loss given default) ;
- probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en statut 2.

Pour définir ces paramètres, le Groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants, notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres et sur les modèles de projections utilisés dans le dispositif de stress tests. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9.

Les paramètres IFRS 9 :

- visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;
- doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;
- doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward-looking), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyenne de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

L'ajustement des paramètres à la conjoncture économique se fait via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans. Les variables définies dans chacun de ces scénarios permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à trois ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long terme. Les modèles utilisés pour déformer les paramètres de PD et de LGD s'appuient sur ceux développés dans le dispositif de stress tests dans un objectif de cohérence. Les modèles de calcul des différents paramètres servant au calcul des provisions (PD, LGD, segmentation, etc.) sont régulièrement mis à jour pour qu'ils conservent leur précision, qu'ils

répondent aux attentes du régulateur et de manière plus générale pour améliorer leur pertinence.

Les scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant *in fine* le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de dépréciation IFRS 9.

La définition de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue annuelle sur la base de propositions de la recherche économique. À des fins de cohérence avec le scénario budgétaire, le scénario central correspond au scénario budgétaire. Deux variantes – une vision optimiste du scénario et une vision pessimiste – sont également définies autour de ce scénario.

Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le comité *WatchList* et provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions notées, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou qu'elles soient traitées en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques. Dans le cas d'expositions non notées, des règles par défaut prudentes s'appliquent (enjeux peu significatifs pour le Groupe).

Le dispositif de validation des paramètres IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation des modèles déjà en vigueur au sein du groupe. La validation des paramètres suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne des modèles, puis la revue de ces travaux est présentée en Risk Models Oversight Committee (comité de validation des modèles de risque). Enfin, un suivi trimestriel des préconisations est réalisé en comité modèle Groupe.

Appréciation de la qualité des encours et politiques de dépréciation

D'un point de vue réglementaire, l'article 118 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne précise que « les entreprises assujetties doivent procéder, à tout le moins trimestriellement, à l'analyse de l'évolution de la qualité de leurs engagements ». Cet examen doit notamment permettre de déterminer, pour les opérations dont

l'importance est significative, les reclassements éventuellement nécessaires au sein des catégories internes d'appréciation du niveau de risque de crédit, ainsi que, en tant que de besoin, les affectations dans les rubriques comptables de créances douteuses et les niveaux appropriés de provisionnement.

La mise en *WatchList* (WL) au sein du groupe BPCE, que ce soit au niveau WL locale ou WL seuil DRG, consiste à exercer une surveillance renforcée (WL sain) ou à prendre des décisions de provisionnement sur certaines contreparties (WL défaut).

Les provisions statistiques sur encours sains, calculées au niveau Groupe pour les réseaux selon les exigences de la norme IFRS 9, sont évaluées selon une méthodologie validée par la comitologie modèle du Groupe (revue par une direction indépendante et validée en comité modèles risk management et en comité normes et méthodes RCCP). Ces provisions intègrent des scénarios d'évolution de la conjoncture économique déterminés annuellement par la recherche économique du Groupe, associés à des probabilités d'occurrence revues trimestriellement par le comité *WatchList* et provisions Groupe.

Le provisionnement affecté est calculé en prenant en compte la valeur actuelle des garanties dans une approche prudente.

Toute exposition en défaut qui ne serait pas provisionnée doit faire l'objet d'une justification renforcée pour expliquer l'absence de provisionnement.

Couverture des encours des douteux

En millions d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Encours bruts de crédit clientèle et établissements de crédit	58 106	54 330
Dont encours S1/S2	55 941	52 344
Dont encours S3	2 164	1 986
Taux encours douteux / encours bruts	3,7 %	3,7 %
Total dépréciations constituées S3	843	812
Dépréciations constituées / encours douteux	39,4 %	40,9 %

Forbearance, performing et non-performing exposures

La classification d'expositions en *forbearance* résulte de la combinaison d'une « concession » et de « difficultés financières » (probables ou avérées). Elle peut concerner des contrats sains (« performing ») ou défaut (« non-performing »). Ces restructurations de crédit (« forbearance ») visent à permettre au débiteur de faire face à des difficultés financières et d'honorer *in fine* ses engagements. La *forbearance* ne s'applique qu'à l'exposition concernée, c'est-à-dire qu'au contrat « Forborne ». Il n'y a pas de contagion de ce statut aux autres expositions d'un même débiteur.

Une situation de restructuration forcée, une situation de procédure de surendettement ou toute situation de défaut au sens de la norme Groupe impliquent la qualification en « forbearance / non-performing ».

Pour le segment hors Retail, l'appréciation de ces mesures s'appuie sur un guide de qualification à dire d'expert de *forbearance* « a priori », notamment sur l'analyse et l'évaluation des difficultés financières de la contrepartie.

Expositions brutes

en millions d'euros	31/12/2025				30/12/2025
	Standard	IRB	SEC ERBA	Total	Total
Souverains	46 940,20	10,80		46 951,00	31 931,60
Admin régionales ou locales	930,80			930,80	695,60
Entités du secteur public	1 233,40	0,40		1 233,80	1 017,10
Banques multilatérales de développement	60,30			60,30	226,70
Organisations internationales	50,80			50,80	53,00
Établissements	7 814,80	6 167,40		13 982,20	12 838,80
Obligations sécurisées	46,10			46,10	49,70
Entreprises	8 356,70	20 893,70		29 250,40	26 525,50
Clientèle de détail	1 080,70	23 733,80		24 814,50	24 763,50
Expositions garanties par un bien immobilier	3 981,00			3 981,00	2 979,30
Expositions présentant un risque élevé				0,00	100,40
Expositions en défaut	729,40			729,40	478,40
Investissements pris sous la forme de parts ou d'actions d'organismes de placement collectif (OPC)	1 826,80			1 826,80	468,40
Actions		106,50		106,50	1 485,40
Titrisation			3 168,90	3 168,90	2 843,60
Autres actifs	2 283,50			2 283,50	1 941,90
TOTAL	75 334,50	50 912,60	3 168,90	129 416,00	108 398,90

Titrisation : Pour BRED Banque Populaire les expositions brutes du portefeuille bancaire s'élèvent à 3 169 millions d'euros au 31 décembre 2025, en hausse de 325 millions d'euros sur l'exercice.

Expositions et RWA

en millions d'euros	31/12/2025		30/12/2025		Variation	
	Exposition Brute	RWA	Exposition Brute	RWA	Exposition Brute	RWA
Souverains	46 951	1 155,40	31 931,60	1 179,70	15 019,40	- 24,30
Admin régionales ou locales	930,80	125,90	695,60	96,60	235,20	29,30
Entités du secteur public	1 233,80	278,70	1 017,10	316,90	216,70	- 38,20
Banques multilatérales de développement	60,30	22,60	226,70	19,30	- 166,40	3,30
Organisations internationales	50,80	-	53,00	-	- 2,20	-
Établissements	13 982,20	2 132,80	12 838,80	1 684,20	1 143,40	448,60
Obligations sécurisées	46,10	4,60	49,70	5,00	-3,60	-0,40
Entreprises	29 250,40	14 244,80	26 525,50	15 035,20	2 724,90	- 790,40
Clientèle de détail	24 814,50	3 765,60	24 763,50	4 151,40	51,00	- 385,80
Expositions garanties par un bien immobilier	3 981,00	1 659,10	2 979,30	1 035,80	1 001,70	623,30
Expositions présentant un risque élevé	-	-	100,40	119,90	-100,40	- 119,90
Expositions en défaut	729,40	491,70	478,40	317,40	251,00	174,30
Investissements pris sous la forme de parts ou d'actions d'organismes de placement collectif (OPC)	1 826,80	4 605,70	468,40	1 253,20	1 358,40	3 352,50
Actions	106,50	1 293,90	1 485,40	6 362,80	-1 378,90	-5 068,90
Titrisation	3 168,90	368,50	2 843,60	372,50	325,30	-4,00
Autres actifs	2 283,50	877,10	1 941,90	779,10	341,60	98,00
TOTAL	129 416,00	31 026,40	108 398,90	32 729,00	21 017,10	-1 702,60

4.1.5 Simulation de crise relative au risque de crédit

La Direction des Risques Groupe réalise des simulations de crise relatives au risque de crédit du groupe BPCE et, par suite, incluant l'ensemble des établissements dont le Groupe BRED. Les tests de résistance ont pour objectif de mesurer la sensibilité des différents portefeuilles à une situation dégradée, en termes de coût du risque, d'actifs pondérés et de perte attendue.

Les tests de résistance sont réalisés sur la base des expositions consolidées du Groupe. Ils tiennent compte, au niveau des calibrages des paramètres de risques, des spécificités de chaque grand bassin du Groupe (Natixis, CFF, Réseau Banque Populaire, Réseau Caisse d'Épargne). Ils couvrent l'ensemble des portefeuilles soumis aux risques de crédit et de contrepartie, quelle que soit l'approche retenue pour le calcul des encours pondérés (approche standard ou IRB). Leur réalisation se fonde sur des informations détaillées et cadrées avec

celles alimentant le reporting prudentiel Groupe COREP et les analyses de risque sur les portefeuilles.

Trois types de stress-tests sont réalisés :

- le stress-test EBA vise à tester la résistance des établissements de crédit face à des chocs simulés et à les comparer entre eux ;
- le stress-test interne annuel au groupe BPCE. Il comporte davantage de scénarios que le stress test EBA et inclut l'évolution de l'ensemble du bilan sur les projections ;
- des stress-tests spécifiques peuvent être réalisés sur demande externe (superviseur) ou interne.

Les résultats du stress test de l'EBA confirment la solidité financière et la qualité du dispositif de gestion des risques du groupe BPCE.

4.1.6 Technique de réduction du risque de crédit

Les techniques de réduction du risque de crédit sont couramment utilisées au sein du Groupe BRED et sont différentes selon que la garantie prise est une sûreté réelle ou une sûreté personnelle.

La distinction est faite entre les garanties ayant effectivement un effet sur le recouvrement en cas de difficultés et celles étant par ailleurs reconnues par le superviseur dans la pondération des expositions permettant de réduire la consommation de fonds propres. À titre d'exemple, une caution personnelle et solidaire d'un dirigeant d'entreprise cliente en bonne et due forme et recueillie dans les règles de l'art pourra se révéler efficace sans toutefois être éligible en tant que facteur de réduction de risque statistique.

Dans certains cas, les établissements du Groupe choisissent d'adjoindre à leur utilisation de techniques de réduction des risques des opportunités de cession de portefeuilles contentieux, notamment lorsque les techniques utilisées sont moins performantes ou absentes.

BRED Banque Populaire a traditionnellement recours à des garanties réelles (hypothèques, nantissement d'actifs...) et à des garanties personnelles (sociétés de caution mutuelle, garantie BRED Habitat, garanties CASDEN, partage en risque...). BRED Banque Populaire a mis en place un dispositif de contrôle de la prise des garanties, de leur validité, de leur enregistrement et de

leur valorisation. La prise en compte des garanties dans les calculs des actifs pondérés (techniques de réduction du risque de crédit) diminue l'exigence en fonds propres associés aux engagements garantis.

Définition des sûretés

La sûreté réelle est une garantie portant sur un ou plusieurs biens meubles ou immeubles, dont la valeur a été appréciée solidement, appartenant au débiteur ou à un tiers consistant à conférer un droit réel au créancier sur ce bien (hypothèque immobilière, gage immobilier, gage sur titres cotés et liquides, gage sur marchandises cotées et liquides avec ou sans dessaisissement, nantissement, caution hypothécaire).

Cette sûreté a pour effet de :

- réduire le risque de crédit encouru sur une exposition compte tenu du droit de l'établissement assujéti en cas de défaut ou en cas d'autres événements de crédit spécifiques relatifs à la contrepartie ;
- obtenir le transfert ou la propriété de certains montants ou actifs.

La sûreté personnelle est une sûreté ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition, compte tenu de l'engagement d'un tiers à payer un montant en cas de défaut de la contrepartie ou en cas d'autres événements spécifiques.

Modalités de prise en compte selon l'approche standard ou IRB

Sur le périmètre standard	Sur le périmètre traité en IRB	Sur le périmètre clientèle de détail traité en IRBA
Les sûretés personnelles et réelles sont prises en compte, sous réserve de leur éligibilité, par une pondération bonifiée sur la part garantie de l'exposition. Les sûretés réelles de type cash ou collatéral liquide viennent en diminution de l'exposition brute.	Hors clientèle de détail, les sûretés réelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une diminution du paramètre de « perte en cas de défaut » applicable aux transactions. Les sûretés personnelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une substitution de PD du tiers par celle du garant.	Les sûretés personnelles et réelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une diminution du paramètre de « perte en cas de défaut » applicable aux transactions concernées.

Conditions à remplir pour prise en compte des sûretés

Les articles 207 à 210 du règlement n° 575/2013 du *Capital Requirements Regulation* (CRR) précisent les conditions nécessaires pour la prise en compte des sûretés, notamment :

- la qualité de crédit du débiteur et la valeur de l'instrument ne sont pas corrélées positivement de manière significative. Les titres de créance émis par le débiteur ne sont pas éligibles ;
- la sûreté est dûment documentée en termes de description et de valorisation et elle est assortie d'une procédure rigoureuse autorisant un recouvrement rapide ;
- la banque dispose de procédures, dûment documentées, adaptées aux différents types et montants d'instruments utilisés ;
- La banque détermine la valeur de marché de l'instrument et la réévalue en conséquence, notamment en période de détérioration significative de cette valeur de marché.

La division des risques constitue une technique d'atténuation du risque de crédit. Elle se traduit dans les dispositifs de limites individuelles ou thématiques et permet de réduire la sensibilité des établissements face à des risques unitairement ou sectoriellement jugés trop importants à porter en cas de survenance d'incidents majeurs.

Les activités de surveillance des risques peuvent amener une réduction des expositions au risque, si celui-ci est considéré trop élevé, et sont ainsi contributrices à une bonne division du risque.

Fournisseurs de protection

La prise en compte des garanties et autres techniques de réduction du risque constitue un levier majeur de diminution des risques et exigences en fonds propres. Le Groupe recourt à un large éventail de dispositifs : sociétés de caution mutuelle pour les crédits aux professionnels (notamment les SOCAMA), organismes de garantie pour les particuliers (CASDEN via Parnasse Garanties, Crédit Logement, Compagnie Européenne de Garanties et de Cautions), ainsi qu'à diverses mutuelles pour les prêts à l'habitat.

L'État français intervient également *via* le Fonds de garantie à l'accession sociale, offrant une garantie aux prêts conventionnés, avec une pondération réglementaire de 0 % pour les couvertures antérieures au 31 décembre 2006 et de 15 % pour celles postérieures.

Pour les financements aux professionnels et aux entreprises, le Groupe mobilise Bpifrance, le Fonds Européen d'Investissement et la Banque Européenne

d'Investissement, au travers d'enveloppes de garanties qui réduisent significativement le risque de crédit ; certaines opérations peuvent aussi être sécurisées par des mécanismes de dépossession de stocks gérés par des organismes spécialisés.

Dans le contexte de la crise liée au Covid-19, le Groupe a utilisé la garantie de l'État attachée aux Prêts Garantis par l'État (PGE).

Valorisation et gestion des instruments constitutifs de sûretés réelles

Le groupe BPCE dispose d'un outil de revalorisation automatique des garanties immobilières pour l'ensemble des réseaux.

Au sein du réseau Banque Populaire, les garanties réelles prises en compte dans le moteur de revalorisation sont, outre les garanties immobilières, les gages sur véhicules, les nantissements de matériels et outillages, les hypothèques maritimes de bateaux de plaisance et les nantissements de fonds de commerce.

Au sein du Groupe, les cautions des organismes de cautionnement reconnues comme fournisseurs de sûretés d'effet équivalent à une garantie hypothécaire par le superviseur sont traitées sur la base d'une évaluation de type assurancielle.

Un processus Groupe d'évaluation renforcé a été mis en place pour l'évaluation des garanties immobilières supérieures à certains montants. La certification obtenue par BPCE Solutions Immobilières, filiale de BPCE, permet de renforcer les synergies du Groupe.

Pour les garanties autres que celles citées ci-dessus, la base utilisée pour apprécier et valider ces sûretés est une évaluation systématique de ces garanties soit selon une valeur de marché lorsque ces sûretés sont cotées sur des marchés liquides (par exemple des titres cotés), soit sur la base d'une expertise permettant de démontrer la valeur de la garantie utilisée en couverture des risques (par exemple la valeur de transactions récentes sur des aéronefs ou des navires selon leurs caractéristiques, la valeur d'un stock de matière première, la valeur d'un gage sur marchandise donnée ou encore la valeur d'un fonds de commerce selon son emplacement, etc.).

Effet des techniques de réduction du risque de crédit

La prise en compte des collatéraux reçus au titre des garanties et des sûretés obtenues par l'établissement dans le cadre de son activité de crédit, et la prise en compte des achats de protection, ont permis de réduire l'exposition de l'établissement au risque de crédit et, par conséquent, l'exigence en fonds propres.

Pour plus de précisions sur les informations quantitatives se reporter au Rapport Pilier III 2025 Groupe BRED.

4.1.7 Dispositif de contrôle permanent des Risques de crédit et de contrepartie

La DRC établit chaque année un plan de contrôle annuel qui regroupe les contrôles à réaliser au niveau Groupe BRED, en liaison avec les filiales pour les contrôles relevant de celles-ci. La DRC anime de ce fait des actions de contrôles thématiques ou de méthodologie relayées le cas échéant par les contrôleurs permanents de deuxième niveau dans les filiales.

Le contrôle de deuxième niveau du risque de crédit, assuré par la DRC, s'articule autour d'un ensemble cohérent d'activités complémentaires :

- l'examen a posteriori des décisions de crédit portant sur les dossiers relevant de la ligne commerciale ;
- l'analyse contradictoire a priori des dossiers soumis aux Comités de crédit. Dans le cadre de ce processus contradictoire systématique, l'analyse porte notamment sur la situation économique et financière de la contrepartie, le niveau d'endettement après l'opération en cours (incluant l'examen du critère de Leverage Finance au sens de la BCE), l'identification des situations de forbearance, la nature et la qualité des garanties, le grappage, le respect des normes de division des risques, le respect des normes de fonds propres, ainsi que la cohérence de la notation ;
- la validation de la notation interne de la clientèle Corporate ;
- la surveillance et l'analyse du processus global de notation (qualité et exhaustivité des données, complétude de la notation, etc.) ;
- la surveillance du grappage des contreparties, notamment en présence de groupes formels ou informels ;
- à l'occasion de leurs interventions, les contrôleurs de la DRC contrôlent le respect des pouvoirs et délégations en matière de crédit ;
- la réalisation de contrôles ciblant les entités commerciales. Chaque mission donne lieu à l'établissement d'un rapport formalisant les constats et intégrant, le cas échéant, des préconisations ou orientations. Parallèlement, des missions thématiques peuvent être conduites ;
- la remontée régulière à BPCE des travaux réalisés et des résultats des contrôles de deuxième niveau.

S'agissant du contrôle du risque de crédit des filiales, et en liaison avec leurs organes de contrôle permanent, la DRC BRED Banque Populaire, conformément à la charte de contrôle interne du Groupe BRED, exerce en particulier :

- un contrôle a posteriori, direct ou indirect, des décisions de crédit ;
- une analyse contradictoire des dossiers dont l'importance requiert soit un avis, soit une décision de la maison-mère en Comité de crédit groupe BPCE.

Au cours de, l'exercice 2025, la DRC a notamment :

- renforcé le dispositif de contrôles a posteriori sur le périmètre de BRED Banque Populaire : contrôles collaborateurs (revue des portefeuilles crédit permettant d'émettre un avis sur des promotions envisagées), contrôles a posteriori sur des entités commerciales, missions thématiques à l'initiative de la DRC et 387 contrôles de deuxième niveau sur des dossiers visant à assurer le correct déploiement du dispositif sur les prêts du risque de crédit etc. La multiplication de ces contrôles, selon une approche favorisant les échanges avec les périmètres contrôlés et la vérification de la mise en œuvre des préconisations émises ;
- réalisé les contrôles a priori sur le périmètre de BRED Banque Populaire, notamment dans le cadre des dossiers présentés en Comité de crédit. Par ailleurs, la DRC a déployé les contrôles a priori ciblés sur les zones de risques jugées les plus sensibles ;
- effectué une revue des pouvoirs d'engagement et de dépassement de l'ensemble des collaborateurs.

4.1.8 Faits marquants en 2025

Tout au long de l'année, et conformément aux règles en vigueur, la Direction des Risques de Crédit (DRC) rend compte aux différentes instances de gouvernance – notamment au Comité des Risques Exécutif et Comité des Risques du Conseil – des conclusions issues de ses travaux de contrôle. Ces travaux couvrent à la fois des contrôles a priori, portant par exemple sur certains dossiers de crédit dérogatoires instruits dans l'outil Papillon (avec un focus particulier sur les entités des Réseaux où la maîtrise du risque de crédit apparaît plus fragile), et des contrôles a posteriori, incluant le suivi des engagements accordés dans le cadre des délégations des Réseaux, l'analyse des fraudes ainsi que l'émission d'avis contradictoires sur les dossiers présentés aux comités de crédit.

Parallèlement, la DRC assure une surveillance continue du respect des limites et des règles internes. Les revues trimestrielles n'ont fait apparaître aucun incident significatif.

Les limites internes définies n'ont pas été dépassées au cours de l'exercice. Comme l'année précédente, l'application plus stricte des normes sectorielles définies par le groupe BPCE a généré une « mise en qualité » du portefeuille et des segmentations, à l'issue de laquelle certaines limites sectorielles ont été relevées, en particulier sur le secteur des professionnels de l'immobilier. Les limites fixées sur les opérations de LBO ont été respectées, y compris pour les montants *in fine*. Il n'a pas été constaté de franchissement de seuils significatif sur les divisions des risques y compris dans les schémas délégataires.

Aucun franchissement significatif de seuils de risque n'a été constaté, y compris dans le cadre des dispositifs délégataires.

Le suivi trimestriel de la Watch List, réalisé tant en social qu'au niveau des filiales, a mis en évidence une augmentation globale du nombre de dossiers suivis, principalement liée au déploiement du dispositif de contagion opéré par BPCE et les banques référentes du groupe BPCE.

Le plan de contrôle a été réalisé à hauteur de 100 %.

L'année 2025 a également été marquée par une série d'actions structurantes visant à renforcer à la fois la maîtrise des risques et le pilotage des portefeuilles :

- d'une part, ont été conçus de nouveaux outils de suivi des portefeuilles de crédit, permettant une meilleure identification des encours portés par BRED Banque Populaire, et de leur niveau de risque ;
- d'autre part, le périmètre Risque de Crédit de la filiale récemment acquise à Madagascar a été arrimé aux standards du Groupe : les dispositifs et pratiques de maîtrise des risques ont été alignés sur les normes et attentes de BRED Banque Populaire et du groupe BPCE, et la DRC a contribué à la conception des outils nécessaires à une gestion saine et durable de cette nouvelle entité.

La DRC a par ailleurs contribué à de nombreux projets stratégiques de BRED Banque Populaire, visant à accroître la dynamique commerciale tout en préservant un haut niveau d'exigence dans la gestion du risque de crédit. Enfin, elle a pris part à plusieurs chantiers pilotés par la DRG du groupe BPCE, et au déploiement des outils informatiques associés, notamment en matière de revues de politiques de risques, d'amélioration des moteurs de notation et d'identification des encours portés sur des contreparties à fort effet de levier.

4.2 Risques de marché

Les risques de marché correspondent aux risques de pertes résultant des variations des paramètres de marché.

Ils se déclinent principalement en quatre composantes :

Risque de taux d'intérêt

Risque de perte lié à l'évolution des taux d'intérêt pour le porteur d'une créance ou d'un titre de dette. Il inclut le risque de spread de crédit, c'est-à-dire le risque de variation des marges de crédit liées à la dégradation réelle ou anticipée de la qualité d'un émetteur ou d'une catégorie d'émetteurs.

Risque de change

Risque affectant les créances et titres libellés en devises, du fait des fluctuations des cours de change par rapport à la monnaie nationale.

Risque de variation de cours

Risque de perte lié à la variation du prix d'un actif financier donné, notamment les actions.

Risque lié aux autres paramètres de valorisation

Risque associé à l'évolution de paramètres tels que la volatilité du sous-jacent, les dividendes, les marges de liquidité ou encore les corrélations entre sous-jacents.

4.2.1 Organisation et gouvernance des risques de marché

Le périmètre concerné par le suivi des risques de marché porte sur l'ensemble des activités de marché, c'est-à-dire les opérations de trésorerie, les activités financières du portefeuille de négociation ainsi que les opérations de placements à moyen ou à long terme sur des produits générant des risques de marché (opérations de private equity et de détention d'actifs hors exploitation dont immobiliers), quel que soit leur classement comptable.

Sur ce périmètre, la fonction risques de marché de l'établissement assure notamment les missions suivantes telles que définies dans la Charte de la seconde ligne de défense du Groupe :

- l'identification des différents facteurs de risques et l'établissement d'une cartographie des produits et instruments financiers tenue à jour, recensant les risques de marché ;
- la mise en œuvre du système de mesure des risques de marché ;
- l'instruction des demandes de limites globales et opérationnelles, de la liste des produits de marché autorisés soumises au comité des risques compétent ;

- le contrôle de cohérence des positions et de leur affectation dans le correct compartiment de gestion (normes segmentation métiers Groupe) ;
- l'analyse transversale des risques de marché et leur évolution au regard de l'orientation de l'activité arrêtée par les instances dirigeantes et des politiques de gestion des activités opérationnelles ;
- le contrôle de la mise en œuvre des plans d'action de réduction des risques, le cas échéant.

Ces missions sont menées en lien avec la Direction des Risques Groupe qui prend notamment en charge :

- la définition du système de mesure des risques de marché (VaR, Stress tests...) ;
- l'évaluation des performances de ce système notamment dans le cadre des revues de limites annuelles ;
- la norme du reporting de suivi des risques de marché consolidés aux différents niveaux du Groupe ;
- l'instruction des sujets portés en Comité des Risques et Conformité Groupe.

4.2.2 Politique de l'établissement

Au sein du groupe, sont distinguées les activités relevant du portefeuille de négociation (trading book) de celles relevant du portefeuille bancaire (banking book).

L'ensemble de ces activités sont menées au titre des exceptions légales prévues par la loi SRAB et font à cet égard l'objet d'une cartographie identifiant les unités internes et les mandats afférents.

Les principaux risques de marché de BRED Banque Populaire sont liés aux activités de la Salle des marchés et de la Direction financière

La politique de BRED Banque Populaire en matière de risque de marché repose sur une organisation dédiée des activités de marché et sur un dispositif de contrôle interne structuré.

La Salle des marchés est organisée en cinq unités : Solutions Réseau (offre de produits de taux, change et placement au réseau et structuration d'opérations pour entreprises et investisseurs institutionnels), Intermédiation monétaire, Service Liquidité (services de liquidité sur signature BRED Banque Populaire), Solutions d'investissements (émissions, distribution de titres et dérivés taux/actions) et Marchés organisés (tenue de marché actions). Ce dispositif est complété par des rapports d'analyse réguliers et des indicateurs quotidiens garantissant le respect de la loi de séparation bancaire.

La Direction financière regroupe notamment la Gestion de Bilan, la Trésorerie (décrites dans les sections relatives aux risques de bilan) et la Gestion consolidée des investissements (GCI), qui gère un portefeuille d'actifs détenus à moyen/long terme en lien avec NJR, filiale du Groupe BRED, investie principalement en actifs titrisés éligibles au refinancement Banque Centrale et en immobilier.

Rattachée à la Direction des risques, de la protection et du contrôle, la Direction de la modélisation conçoit et maintient les modèles de valorisation et de mesure des risques, vérifie les paramètres de marché, calcule quotidiennement le respect des limites et produit les reportings (tels que le PNB et son analyse par facteur de risques).

La Direction des risques financiers (DRF) constitue la seconde ligne de défense : elle cartographie les risques de marché, définit les normes et méthodes de mesure, propose le système de limites, contrôle la qualité des données, veille au respect des bonnes pratiques (notamment rapport Lagarde), suit les dépassements, contrôle l'application des décisions des comités et contribue à la sensibilisation des collaborateurs.

La gestion opérationnelle s'exerce dans le cadre de mandats de risques adressés aux opérateurs. Ils définissent un dispositif de produits et de limites autorisés. Les limites de marché, ainsi que les dépassements éventuels, sont présentés au Comité des risques du Conseil et au Conseil d'administration.

Plusieurs comités participent au cadre de gouvernance des risques de marché : CCFC (pilotage du contrôle interne de Groupe), Comité ALM, Comité des marchés financiers (CMF) (fixation des limites et validation des nouveaux produits/activités de marché), Comité des investissements, Comité de crédit, COGECAM (évolutions SI et nouveaux produits de marché) et Comité des preneurs de risques (examen des dépassements et manquements potentiels aux mandats).

4.2.3 Dispositif de mesure des risques de marché

Les risques de marché se définissent comme les risques de perte liés aux variations des paramètres de marché. Tout produit financier peut s'exprimer comme une fonction d'un ou plusieurs paramètres de marché. Pour chacun de ces paramètres est calculée une sensibilité afin d'estimer le risque de marché correspondant.

Le dispositif de suivi des risques de marché est basé sur des indicateurs de risques qualitatifs et quantitatifs. La fréquence de suivi de ces indicateurs varie en fonction de l'intention de gestion de la position.

Les indicateurs qualitatifs comprennent la liste des produits autorisés et la Watch List.

Le suivi quantitatif des risques de marché est réalisé au travers du calcul des indicateurs suivants : les expositions, les sensibilités, la VaR et les stress tests.

Les nouvelles opérations négociées sont saisies dans les systèmes d'information le jour même de leur négociation.

La valorisation des positions est quotidienne. Le calcul du PNB comptable est réalisé mensuellement à la date d'arrêté.

Ces résultats comptables sont également rapprochés mensuellement des résultats de gestion.

Enfin, les ajustements de valeur réalisés par l'établissement conformément au règlement délégué 2016/101 du 26 octobre 2015 relatif à la valorisation prudente portant sur le portefeuille enregistré à la juste valeur sont majoritairement calculés et communiqués par le dispositif du groupe BPCE et sont comptabilisées trimestriellement.

Trading book

Le périmètre du portefeuille de négociation est suivi en VaR et en stress.

Sur le portefeuille de négociation, une VaR paramétrique est calculée quotidiennement par la Direction de la modélisation et suivie dans l'outil risque. Le dispositif est complété par les calculs de la DR – Risques Financiers de BPCE qui produit une VaR paramétrique et une VaR Monte Carlo à 99 % 1 jour à fréquence quotidienne dans l'outil Scenarisk.

Des scénarios de stress test sont également implémentés sur les portefeuilles de négociation : 6 scénarii de stress globaux hypothétiques et 3 scénarii de stress historiques, calculés de façon quotidienne. Les scénarios sont globaux, et portent sur des composantes actions, taux, crédit, change et matières premières.

En complément, un outil de suivi du risque de contrepartie, également développé par la Direction de la modélisation, permet de mesurer les risques de crédit et de contrepartie, de manière individuelle et agrégée par groupe de contreparties. Le suivi intègre les risques de défaillance, mais également les risques de pertes en valeur de marché dans le cas du défaut d'une contrepartie. L'outil permet le suivi quotidien de la consommation des limites de crédit définies.

Des rapports de suivi des expositions et des résultats sont réalisés, communiqués et présentés aux dirigeants effectifs et à l'organe de surveillance, ainsi qu'à BPCE, à fréquence hebdomadaire ou mensuelle. Egalement, un tableau de bord est préparé de façon trimestrielle, puis présenté en Comité des marchés financiers et communiqué à l'ACPR.

Banking book

Les activités en portefeuille bancaire de BRED Banque Populaire se concentrent principalement sur :

- la réserve de liquidité, gérée par la Direction Gestion de Bilan ;
- les investissements en private equity, immobilier hors exploitation et titrisations, gérés par la Direction de la Gestion Consolidée des Investissements et sa filiale NJR ;
- le remplacement de la liquidité sur des supports de très bonne qualité, géré par la Direction des Marchés de Capitaux (Salle des Marchés).

Les risques liés à ces activités sont encadrés et suivis quotidiennement au moyen de limites de volumétrie, de sensibilité et de stress-tests, avec un suivi assuré par la Direction des Risques Financiers.

Le dispositif de BRED Banque Populaire est complété par le cadre de risques du groupe BPCE, qui impose également des limites de type stress-test et de volumétrie.

Salle des Marchés

En plus des dispositifs décrits précédemment, BRED Banque Populaire dispose d'une activité de salle des marchés qui implique des stratégies en banking book. L'activité investit dans des titres très liquides et de haute qualité, notamment des obligations souveraines.

Ces activités sont encadrées par le dispositif interne de suivi des risques de notre établissement.

4.2.4 Dispositif de contrôle permanent des risques de marché

Les contrôles de premier niveau relèvent des opérationnels des activités de marché et de leur hiérarchie. Ils sont responsables de l'adaptation continue de leur organisation et de leurs procédures afin de répondre aux objectifs du contrôle interne, ainsi que de la surveillance permanente des limites qui leur sont allouées. La Salle des marchés dispose, à cet effet, d'une cellule de middle-office dédiée aux contrôles de premier niveau.

Au niveau du back-office, les contrôles de premier niveau comprennent :

- au quotidien, le rapprochement automatique des positions entre les applicatifs de Front Office (FO) et de back-office (BO), ainsi que la validation en continu des opérations sur la base des justificatifs reçus ;
- mensuellement, divers rapprochements « en stock » entre les applicatifs FO et BO sur les flux passés, afin de s'assurer de la cohérence entre les flux calculés dans les outils du FO et les flux effectivement versés ou reçus.

Une équipe dédiée au sein du back-office, en charge du contrôle de résultat, réalise par ailleurs un rapprochement régulier entre les données économiques du Front Office, les données des Risques et les données comptables du Back Office.

Les contrôles de second niveau sont assurés :

- par le pôle Contrôle Permanent des Activités de Marché (CPAM) ;
- par l'équipe de validation de modèles de la Direction des risques de modèles et assurance (DRMA), qui conduit des analyses destinées à fiabiliser les modèles de calcul de prix et de risques. Cette équipe développe notamment ses propres modèles de risques, afin de valider ou de challenger les modèles utilisés quotidiennement par la fonction Modélisation.

Les contrôles de second niveau ont notamment permis de :

- suivre et valider les évolutions méthodologiques des modèles de réfections ;
- valider différents modèles de données de marché et modèles de valorisation.

Les notices émises par la DRMA font l'objet d'un suivi formalisé et donnent lieu à un reporting aux Comités concernés.

En complément de ses contrôles, le CPAM a réalisé la revue des activités Trésorerie, ALM, Dépôts, Solutions Investissements Taux et Crédit, ainsi que du processus de création des devises. Aucun incident significatif n'a été déclaré en 2025.

4.2.5 Statistiques d'exposition aux risques de marché

4.2.5.1 Exigences en fonds propres

Le calcul des actifs pondérés par les risques (RWA), qui déterminent l'exigence en fonds propres, donne une mesure synthétique des risques globaux et par nature.

| Actifs pondérés par le risque au titre du risque de marché

Groupe BRED	31/12/2025	31/12/2024
<i>En millions d'euros</i>		
Risque de taux	941	715
Risque de change	764	816
Risque de propriété, produits de base et or	33	62
TOTAL	1 737	1 593

| Actifs pondérés par le risque au titre du risque de crédit sur les activités de marché

Salle des Marchés et Direction Financière	31/12/2025	31/12/2024
<i>En millions d'euros</i>		
Risque de contrepartie	954	904
Risque de crédit	3 449	3 028
TOTAL	4 403	3 932

4.2.5.2 Value-at-Risk

BRED Banque Populaire calcule une VaR paramétrique à 99 % et à horizon 1 jour sur les portefeuilles de trading. Les activités de trading sont principalement logées à la Salle des Marchés :

Historique de la VaR salle des marchés – Périmètre Trading (en €)

	VaR au 31/12/24	VaR au 31/03/25	VaR au 30/06/25	VaR au 30/09/25	VaR au 31/12/25	Évolution de la VaR entre le 12/24 et le 12/25 (€)
TOTAL BRED	4 012 958	4 568 613	4 045 176	3 404 003	3 699 564	- 313 394

La VaR sur le périmètre trading de la Salle des Marchés enregistre une légère baisse.

4.2.5.3 Risques de signature activités de marché

En millions d'euros

	31/12/2025	31/12/2024
Souverain	22 852	21 557
Interbancaire	4 888	5 211
Obligations sécurisées	415	421
Corporate	2 404	2 232
Titrisation	3 406	3 010
• Dont Salle des marchés	922	742
• Dont Investissement	2 484	2 268
TOTAL	33 964	32 430
• Dont hors bilan	3 300	3 549

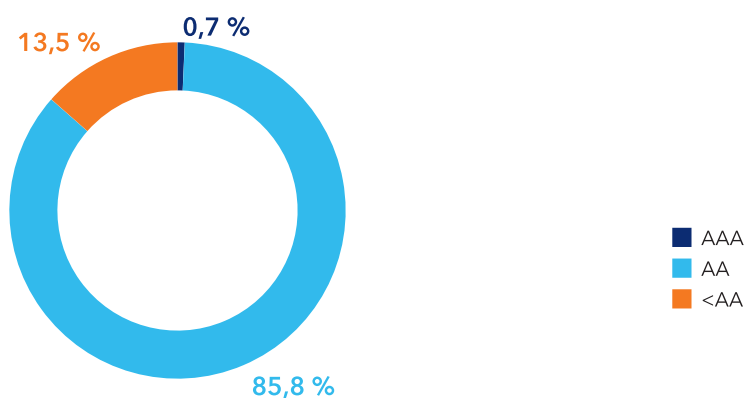
Périmètre Total BRED, hors titrisations des créances BRED autoportées. Le risque de contrepartie hors bilan est calculé en valeur de remplacement majorée d'un montant appelé « add on », fonction de la volatilité et destiné à couvrir une variation ultérieure de cette valeur.

Le niveau d'exposition au risque de signature est en hausse sur l'année, principalement sur les encours souverains.

4.2.5.4 Risque souverain par notation

Le portefeuille de titres souverains est composé à près de 86 %, au 31 décembre 2025, de signatures AA ou mieux.

Souverains par notation



4.2.6 Travaux réalisés en 2025

Le dispositif de maîtrise des risques est en amélioration continue, avec la refonte du suivi de spread de crédit et du suivi du risque de taux ainsi que la mise en place d'un tableau de bord dédié au risque de contrepartie.

Sur le volet du Contrôle Permanent, les contrôles périodiques ont été menés.

Les contrôles ont identifié des points d'amélioration ayant donné lieu à des préconisations, sans toutefois mettre en évidence de risques ou écarts majeurs.

4.3 Risques de bilan

Les risques structurels de bilan se traduisent par un risque de perte, immédiat ou futur, lié aux variations des paramètres commerciaux ou financiers et à la structure du bilan sur les activités de portefeuille bancaire, hors opérations pour compte propre.

Les risques structurels de bilan ont trois composantes principales :

- le risque de liquidité est le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ou de facteurs idiosyncratiques, dans un délai déterminé et à un coût raisonnable (arrêté

du 3 novembre 2014). Le risque de liquidité est également associé à l'incapacité de transformer des avoirs illiquides en avoirs liquides ;

- le risque de taux d'intérêt global est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché (arrêté du 3 novembre 2014) ;
- le risque structurel de change est le risque qui affecte les créances et les titres libellés en devises ; il est dû aux variations du prix de ces devises exprimé en monnaie nationale.

4.3.1 Principes de gestion des risques de bilan

4.3.1.1 Organisation générale

La gestion et le suivi des risques de bilan et de trésorerie s'articulent autour de deux directions opérationnelles, les Directions de l'ALM (DALM) et de la trésorerie, et d'une direction en charge des contrôles de deuxième niveau, la Direction des risques financiers (DRF).

Créée fin 2014 dans le cadre de l'application des dispositions de la loi de séparation et de régulation des activités bancaires (loi 2013-72) et de l'arrêté du 9 septembre 2014, la Direction de la trésorerie (DTRE) assure la mise en œuvre de la politique de gestion de trésorerie, et n'a pas d'autre activité de marché que la gestion saine et prudente de la trésorerie.

Les activités de gestion des risques de bilan et de trésorerie sont encadrées par les comités mensuels suivants :

- le Comité Gestion Actif Passif (COGAP), qui valide les orientations stratégiques du Groupe BRED, notamment en matière de gestion actif-passif. Il statue sur les décisions structurantes en matière de refinancement, d'allocation d'actifs, de politique ALM et de trésorerie ;
- le Comité des marchés financiers (CMF), qui au-delà de son rôle de suivi des activités de marché, valide les modifications proposées à la liste des instruments financiers autorisés à la DALM et à la Direction de la trésorerie (DTRE). Il fixe les limites internes au Groupe BRED encadrant les opérations de gestion de bilan et de trésorerie, notamment sur les risques de taux et de liquidité. Sur notification de la Direction des risques, le CMF procède à une revue des dépassements des limites. En outre, la DALM présente en CMF une revue périodique (*a minima* trimestrielle) des équilibres ALM de la Banque, et la DRB, une synthèse trimestrielle de ses travaux de contrôle ALM ;

- le Comité de tarification actif-passif (COTAP) est le lieu de validation de la politique de tarification de la Banque, notamment au regard de l'équilibre actif/passif et du coût du risque attendu.

Il est rendu compte régulièrement de la gestion de ces risques au Conseil d'administration et au Comité des risques du Conseil de BRED Banque Populaire.

4.3.1.2 Rôle de la Direction de l'ALM (DALM)

La DALM, rattachée à la Direction financière, assure la gestion de l'actif-passif ainsi que les couvertures macroéconomiques des risques de la Banque dans un scénario de crise financière. La DALM est responsable de la gestion des équilibres financiers de la Banque et de ses filiales dans le cadre d'une vision consolidée. Son périmètre d'intervention comprend la gestion actif-passif, le refinancement (hors périmètre dévolu à la Direction de la trésorerie comme indiqué ci-après) et la gestion des réserves de liquidité, des fonds propres et de la solvabilité.

À ce titre, et dans le cadre du système de limites ALM auquel elle est soumise, la DALM est responsable de l'engagement (en ce qui concerne BRED Banque Populaire) et du suivi (en ce qui concerne BRED Banque Populaire et ses filiales) des opérations financières relatives à :

- la gestion de la liquidité recouvrant les opérations de refinancement de BRED Banque Populaire, les prêts aux filiales, la gestion des réserves de liquidité, pour la partie ALM, en coordination avec la Direction de la trésorerie (LCR ou Banque de France) ; ces dernières comprennent tous les collatéraux éligibles susceptibles d'être utilisés à des fins de gestion opérationnelle de la liquidité, ainsi que leur éventuelle structuration. La DALM oriente la politique de gestion de liquidité à plus d'une semaine, notamment la gestion des ratios. Avec la Direction de la trésorerie, elle est en charge du plan de continuité d'activité (PCA) relatif à la liquidité ;

- la gestion du risque de taux et du risque inflation ainsi que les opérations réalisées dans le but d'assurer la couverture à long terme des résultats du groupe et notamment la préservation de la marge d'intérêt du Groupe BRED ;
- la gestion de la solvabilité du groupe : toute opération de marché visant à renforcer la solvabilité du groupe, y compris l'émission de titres de marché éligibles au capital réglementaire de la Banque ;
- la gestion du risque structurel de change : toute opération permettant de garantir le maintien de l'ensemble des positions de change du Groupe BRED à des niveaux inférieurs aux limites définies.

L'activité de couverture macroéconomique est destinée à protéger la Banque en cas de crise économique ou financière grave. Les couvertures sont décidées par le Directeur général, après avis de la Direction des risques, sur proposition la DALM qui en pilote le suivi et la mise en œuvre. La DALM fait une présentation au Comité ALM sur les couvertures en cours et rappelle :

- leur résultat économique sur la période écoulée ;
- les scénarios qui font l'objet de couverture en quantifiant le risque associé au scénario et la protection potentielle apportée par la couverture ;
- les éléments conjoncturels qui conduiraient à enlever une couverture ;
- les principes de débouclage des stratégies envisagées.

La DALM exerce également une supervision stratégique des activités de la Direction des marchés de capitaux sur son propre portefeuille de collatéraux.

La gestion de bilan mise en œuvre par la DALM s'appuie notamment sur les normes définies par la Direction de la gestion actif-passif de BPCE ainsi que sur des normes spécifiques retenues par la Direction générale.

Enfin, dans le cadre de ses prérogatives, la DALM assume les rôles suivants avec les filiales consolidées de BRED Banque Populaire :

- donner des outils de mesure du risque de liquidité et de taux ;
- analyser, conseiller et préconiser des actions pour couvrir ces risques ;
- assurer l'intermédiation du refinancement et des couvertures de taux et inflation.

Toute opération de type ALM réalisée par une entité du Groupe BRED doit obtenir préalablement l'aval du responsable de la DALM ou du Directeur financier.

4.3.1.3 Rôle de la Direction de la trésorerie (DTRE)

La Direction de la trésorerie, rattachée à la Direction financière, définit la politique en matière d'opérations de trésorerie assortie d'un dispositif d'encadrement, qui est validée en Comité par la Direction générale après avis de la Direction des risques. Sa mission principale est de piloter les flux en intra-journaliers et de gérer les prévisions de trésorerie afin d'en assurer l'équilibre quotidien et la sécurité financière à court terme.

Le trésorier applique la politique de gestion de trésorerie et veille à la cohérence entre les capacités de refinancement au jour le jour de la Banque et les impacts en trésorerie du développement de ses activités. Son activité repose sur la gestion d'un ensemble de portefeuilles d'opérations de trésorerie, correspondant aux actifs et aux passifs détenus pour équilibrer la trésorerie de BRED Banque Populaire (Salle des marchés et banque commerciale). Il s'agit d'opérations interbancaires (pensions, prêts, emprunts), d'opérations avec la BCE et d'équilibrages de soldes en toutes devises.

La Direction de la trésorerie peut demander l'exécution d'opération par la salle de marchés et/ou par la DALM.

À ce titre, elle :

- détermine les positions de trésorerie en euro et en devises et les transmet à la Salle des marchés, pour négociation des opérations de couverture sur le marché monétaire. Ces opérations sont enregistrées dans des portefeuilles dédiés et sont suivies par la Direction de la trésorerie ;
- pilote les flux euro en intra-journalier, suit les positions des systèmes de place, des comptes BPCE et de correspondant et s'assure que la limite d'utilisation de la ligne de crédit du Pool 3G n'est pas dépassée ;
- assure la cohérence de l'enveloppe de collatéral de sécurité avec les impasses de trésorerie intra-journalière et propose, en cas de mauvais dimensionnement, les ajustements au CMF ;
- est habilitée à activer le PCA liquidité et à mettre en œuvre les premières mesures de sécurité, après en avoir informé le Directeur financier, le Directeur des risques et la DALM. La DTRE définit et maintient le PCA liquidité ;
- autorise en dernier ressort et ordonnance les paiements (fonction de caissier), après saisie par le *front-office* et contrôles/ validation par le *back-office* ;
- donne un avis sur la compatibilité des impacts en trésorerie des évolutions stratégiques ou des nouvelles activités ;
- contribue, avec la Direction des risques, à l'élaboration du dispositif d'encadrement des risques de liquidité et de règlement livraison ;
- coordonne les prévisions de trésorerie de la Banque en lien avec les directions commerciales (Salle des marchés, Réseau) qui communiquent sur leurs flux prévisionnels et les *back-offices* qui enregistrent les opérations.

La Direction de la trésorerie dispose ainsi de la faculté de limiter voire de bloquer les opérations valeur jour.

4.3.1.4 Rôle de la Direction des risques financiers (DRF)

La DRF assure le contrôle de deuxième niveau de l'activité de gestion financière en matière de risques de bilan. Elle veille à la réalité et à la pertinence des contrôles de premier niveau mis en place ainsi qu'à la fiabilisation des processus générateurs de risque.

Ses principales fonctions à ce titre sont les suivantes :

- surveillance de la définition des normes et méthodes de contrôle de premier niveau ;
- validation du dispositif de suivi des risques, contrôle de la fiabilité des paramètres utilisés et des mesures employées, rapprochement comptabilité - gestion ;
- contribution à la définition et à l'évolution du système d'encadrement des risques ALM (indicateurs de risque, systèmes de limites), sujet à validation par les comités compétents à cet effet ou par la Direction générale ;
- contrôle *a posteriori* de la bonne application des normes et méthodes de contrôle, de modélisation et de mesure suscitées ainsi que des décisions sur les risques financiers approuvées dans les comités concernés ;
- définition et mise en œuvre d'un plan de contrôle de deuxième niveau sur les risques ALM de BRED Banque Populaire et du Groupe BRED ; définition et supervision de la mise en œuvre de plans de contrôles de deuxième niveau sur les risques ALM des filiales ;
- surveillance de l'évolution des risques structurels de bilan du Groupe BRED et du respect des limites ALM ;
- contrôle de la production des rapports de suivi des risques de bilan ;
- production de rapports de synthèse et alerte de l'organe exécutif ou de l'organe de surveillance en cas de besoin ;

- suivi de la mise en œuvre des mesures correctives et de la résolution des dépassements.

Par ailleurs, la DRF assure le contrôle de deuxième niveau des opérations de marché réalisées dans le cadre des mandats de la DALM et de la DTRE ; ses missions en la matière sont détaillées ci-avant (dans les paragraphes relatifs aux Opérations de Marché).

4.3.1.5 Rôle des directions du groupe BPCE

Ces missions sont menées en lien avec la Direction finances du groupe BPCE et avec la Direction des risques du groupe BPCE, qui ont la charge de définir et de valider :

- les conventions ALM (dont notamment les lois d'écoulement) ;
- les indicateurs de suivi, les règles et la périodicité de reporting ;
- les conventions et processus de remontées d'informations, les normes de contrôle portant sur la fiabilité des systèmes d'évaluation, sur les procédures de fixation des limites et de gestion des dépassements, ainsi que sur le suivi des plans d'action.

Le référentiel Gestion Actif Passif (GAP) de BPCE et le référentiel risques ALM de BPCE définissent le dispositif d'encadrement et de gestion. Ils réunissent l'ensemble des hypothèses, règles de modélisation, conventions, scénarios permettant de produire les indicateurs de risques ainsi que les actions de contrôle à mettre en œuvre. Ces normes sont définies par le Comité GAP opérationnel du groupe BPCE (référentiel ALM) et sont validées par un Comité des risques et Conformité Groupe ou par le Comité GAP Groupe Stratégique. Le dispositif défini au niveau du groupe BPCE est complété en fonction des spécificités du Groupe BRED, notamment en ce qui concerne les limites applicables aux filiales ou en ce qui concerne la prise en compte des activités de marché.

4.3.2 Suivi et mesure des risques de bilan

4.3.2.1 Outil et reporting

La mesure des risques de bilan de BRED Banque Populaire s'appuie sur les outils du groupe BPCE. Le bilan du Groupe BRED est alimenté par la DALM dans les outils qui produisent en retour des indicateurs de mesure, dont :

- les impasses statiques de liquidité mesurent en situation de gestion en extinction (run-off) les besoins ou des excédents de liquidité aux dates futures. L'observation de cette impasse d'une période à une autre permet d'apprécier la déformation (en liquidité) du bilan d'un établissement ;
- *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) : le LCR représente la capacité de l'établissement à faire face à une crise de liquidité spécifique et systémique à court terme (30 jours). L'objectif est de s'assurer que l'établissement survit à un stress sur une durée de 30 jours. Les pondérations appliquées pour la mesure de cet indicateur sont définies par la réglementation européenne qui impose un niveau minimum de LCR de 100 % ;

- au 31/12/2025, BRED Banque Populaire affiche un ratio LCR de 144,3 % sur le périmètre BRED social et 146,1 % sur le périmètre BRED consolidé, c'est-à-dire des valeurs largement supérieures à la limite réglementaire de 100 % ;
- *Net Stable Funding Ratio* (NSFR) : le NSFR est un ratio réglementaire d'encadrement du risque de liquidité à moyen terme qui oblige les banques à financer par des ressources stables une part significative de leurs actifs à 1 an. Depuis le 30/06/21, avec l'entrée en vigueur du CRR2, cet indicateur est soumis à un minimum réglementaire de 100 % ;
- au 31/12/2025, BRED Banque Populaire affiche un ratio NSFR de 121,2 %, soit un niveau largement supérieur à la limite réglementaire de 100 % ;
- les impasses statiques de taux mesurent l'écoulement du bilan ventilé par taux d'indexation. L'impasse de taux fixé permet le calcul d'un indicateur réglementaire soumis à limite : l'indicateur S.O.T (supervisory outlier test) ;

- la sensibilité de la marge nette d'intérêt (MNI) qui est mesurée sur les quatre prochaines années glissantes. Elle mesure sur un horizon de gestion, en quatre années glissantes, la sensibilité de nos résultats aux aléas de taux, de prévisions d'activité (activité nouvelle et évolution des comportements de la clientèle) et de marge commerciale.

Les statistiques détaillées portant sur les ratios réglementaires (EU LIQ1 et EULIQ2) sont présentés dans le rapport Pilier III 2025 Groupe BRED.

4.3.2.2 Déclinaison au niveau des filiales

La mesure de risques présentée dans les reportings de BPCE est agrégée au niveau du Groupe BRED. Une déclinaison des indicateurs de mesure par filiale est réalisée par la DALM à partir des données alimentées dans l'outil de gestion du groupe BPCE. Sont ainsi reproduites pour les filiales du Groupe BRED, les impasses statiques de taux et de liquidité, les mesures de sensibilité de la marge d'intérêt à un choc de taux, et les impasses de liquidité en situation de stress. Ces indicateurs sont calculés avec les conventions définies au niveau du groupe BPCE. Ils font l'objet de reportings dédiés transmis aux filiales concernées. Les limites applicables à chaque filiale sont validées par leurs organes de surveillance.

4.3.3 Dispositif de contrôle permanent des risques de bilan

Afin de sécuriser la surveillance des risques de bilan, assurée au premier niveau par la DALM et au deuxième niveau par la DRF, les directions ont mis en place des contrôles de premier et de deuxième niveau.

La production des indicateurs ALM fait l'objet de différents contrôles tout au long de la chaîne de production afin de s'assurer qu'il n'y a pas de pertes d'information dans le processus et que les données sont bien en adéquation avec le bilan comptable.

Les éventuels écarts et rejets sont identifiés puis sont, soit justifiés, soit retraités. Ces éléments sont formalisés

4.3.2.3 Indicateurs complémentaires de suivi

En complément des indicateurs du groupe BPCE définis ci-avant, BRED Banque Populaire s'appuie sur une mesure interne du risque de taux. Cette dernière permet notamment la décomposition du risque de taux par entité de gestion au sein du Groupe BRED. Des impasses de liquidité sont également calculées mensuellement et rapportées dans l'outil de suivi des risques de marché. Enfin, les indicateurs réglementaires de liquidité (le ratio LCR en particulier) fournissent également une appréciation du risque de liquidité.

4.3.2.4 Communication aux dirigeants effectifs et Conseil d'administration

Le Directeur général préside le Comité stratégique financier et le Comité des marchés financiers. Les éventuels dépassements de limites sont communiqués à la Direction générale. Les risques de bilan font l'objet de présentations régulières au Conseil d'administration, ainsi qu'au Comité des risques du Conseil.

par des états de contrôle de premier niveau revus par la DRF en amont de la production des reportings. De la même manière, la validité des éventuels retraitements effectués par la DALM en aval de l'outil de gestion est également revue par la DRF.

La DRF contrôle également le déploiement des méthodologies définies au niveau du groupe BPCE, la mise en œuvre des décisions prises dans les comités de BRED Banque Populaire et le respect des orientations données par la Direction générale. Enfin, la Direction des risques de BRED Banque Populaire contrôle le respect des limites ALM et des produits autorisés.

4.3.4 Travaux réalisés en 2025

Sur l'ALM, l'année 2025 a été marquée par une priorité continue sur la collecte afin d'accompagner les ambitions de production de crédit.

En termes de risque de liquidité, BRED Banque Populaire n'a pas connu de situation majeure et a clôturé l'année avec un niveau de liquidité très élevé, grâce aux opérations de repo réalisées pour sécuriser du cash de long terme.

4.4 Risques opérationnels

La définition du risque opérationnel est selon la réglementation le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs, y compris le risque juridique. Le risque opérationnel inclut notamment les risques liés à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact, les risques de fraude interne et externe définis par la réglementation et les risques liés au modèle.

4.4.1 Organisation et gouvernance

La gestion des risques opérationnels relève de la responsabilité des directions opérationnelles et des filiales du Groupe BRED qui suivent en permanence l'évolution des risques inhérents à leur activité, les indicateurs d'activité et d'incidents, et qui prennent les mesures correctrices nécessaires, dans le cadre d'un dispositif piloté par la Direction des risques opérationnels de BRED Banque Populaire.

La politique de gestion du risque opérationnel appliquée à BRED Banque Populaire et à ses filiales s'appuie sur les normes et méthodes définies par la Direction des risques groupe BPCE.

Au sein du Groupe BRED, la Direction des Risques Opérationnels de BRED Banque Populaire a en charge la surveillance permanente du risque opérationnel qui s'organise autour de la collecte des incidents, la mesure des risques, le suivi des actions correctrices pour toutes les activités de l'établissement, ainsi que le suivi d'indicateurs prédictifs de risques.

Le comité exécutif des risques de BRED Banque Populaire s'assure de la déclinaison de la politique de maîtrise des risques opérationnels ainsi que de la pertinence et de l'efficacité du dispositif ;

- il prend connaissance des incidents majeurs et récurrents et valide les actions correctives à mener. Il se prononce, à partir du Top 10 des risques (exposition VaR 99,9 %, VaR 95 % et pertes attendues), sur sa tolérance aux risques, valide la cartographie locale et décide des actions correctives proactives destinées à réduire l'exposition aux risques jugés excessifs. Il s'appuie en cela sur les résultats des contrôles permanents de niveaux 1 et 2 associés aux situations de risque incluses dans le périmètre de cartographie ;
- il prend connaissance des KRI en dépassement, décide des actions correctives à mener et effectue le suivi de l'état d'avancement des actions de réductions des risques post incidents graves ou bien de risques jugés excessifs (issus de l'exercice de cartographie) ou décidés après dépassement du seuil de KRI. Il est alerté en cas de dépassement excessif des délais de mise en œuvre des actions correctives ;
- il examine les contrôles permanents réalisés au titre de la filière Risques Opérationnels et notamment les délais excessifs de mise en œuvre des actions correctives ;

- il définit l'organisation du réseau des Correspondants Risque Opérationnel, effectue le suivi des actions de sensibilisation et de formation et le suivi des actions de sensibilisation auprès du métier ou de la fonction concerné(e) ;
- il examine, *a minima* semestriellement, les incidents pouvant donner lieu à déclaration de sinistres (rapprochement de la base Incidents RO et des bases sinistres locales et du groupe) afin de mettre en évidence la perte nette résiduelle après application de la couverture assurance ; enfin
- il exprime les éventuels besoins d'évolution des polices d'assurance locales.

La Direction Générale est informée, *via* le comité exécutif des risques des principaux éléments de suivi du dispositif des risques opérationnels.

Les Dirigeants effectifs sont responsables :

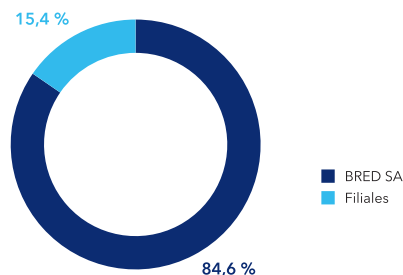
- de la validation du dispositif et des objectifs de diminution des risques opérationnels de l'établissement et de ses structures, au travers de la définition des actions correctrices ;
- de l'adéquation des moyens mis en œuvre pour assurer le pilotage du dispositif des risques opérationnels au regard des activités ;
- de la bonne fin en comité exécutif des risques ou en comité en charge des RO (à adapter) des plans d'actions portant sur les risques à réduire ;
- de la validation de la pertinence des solutions retenues au regard des travaux issus des cartographies, incidents, indicateurs prédictifs et reportings ;
- du respect de l'application des règles et normes contenues dans les Chartes et référentiels des normes groupe ;
- du respect de la diffusion de l'information relative aux incidents graves de risques opérationnels, dont incidents significatifs relevant de l'article 98, et de leur suivi à BPCE et à l'organe de Surveillance de l'établissement.

4.4.2 Exposition aux risques opérationnels

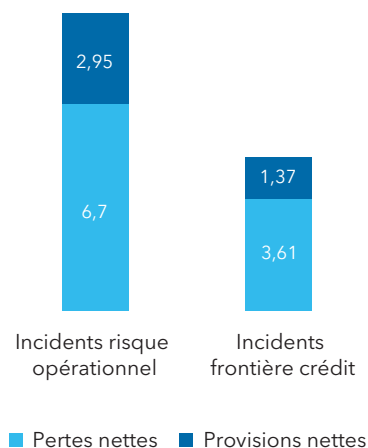
Au 31 décembre 2025, le montant annuel comptabilisé des pertes et provisions nettes du Groupe BRED au titre du Risque Opérationnel s'élève à 14,63 millions d'euros dont :

- 9,65 millions d'euros sur les incidents de risque opérationnel (6,70 M€ de pertes et 2,95 M€ de provisions nettes) ;
- 4,98 millions d'euros sur les incidents « Frontière crédit » (3,61 M€ de pertes et 1,37 M€ de provisions nettes).

Répartition des pertes et provisions par entité



Répartition des pertes et provisions en M€



40 354 incidents ont été validés dans l'outil de collecte sur la période dont 5 795 incidents ayant entraîné une comptabilisation de pertes ou provisions.

4.4.3 Identification et évaluation du risque opérationnel

Le système interne d'évaluation du risque opérationnel repose sur la collecte et l'enregistrement des incidents de risques opérationnels, en particulier des pertes significatives par ligne métier.

Ce dispositif d'évaluation se traduit par une cotation du risque, intégrée aux processus de surveillance et de contrôle du profil de risque opérationnel. Cette cotation occupe une place centrale dans le reporting aux comités des risques et aux dirigeants effectifs.

L'exposition au risque opérationnel, notamment les pertes significatives constatées, fait l'objet d'un reporting régulier auprès de la direction de l'établissement, de l'audit interne, des dirigeants effectifs et de l'organe de surveillance, le cas échéant représenté par le comité des risques du conseil.

Les procédures internes des établissements définissent les règles à appliquer en cas d'anomalie dans la gestion opérationnelle des processus.

Le dispositif prévoit également la mise en œuvre et le suivi des actions correctives, ainsi que la définition et le suivi d'indicateurs de risque.

Le Groupe BRED calcule ses exigences en fonds propres au titre du risque opérationnel selon la méthode SMA (Standardized Measurement Approach), retenue par le Groupe depuis la mise en œuvre de Bâle III.

Chargée de superviser la mise à jour de la cartographie des risques opérationnels, en coordination avec les responsables de chaque direction et les correspondants RO, la Direction des Risques Opérationnels met à leur disposition l'ensemble des procédures relatives à la mesure du risque opérationnel. Elle assure également le reporting consolidé dans le cadre du comité des risques exécutif trimestriel, au moyen d'un tableau de bord des risques opérationnels.

BRED Banque Populaire a décliné à son périmètre les normes de collecte définies par BPCE. Des rapprochements comptables sont mis en œuvre afin de garantir l'exhaustivité des incidents à recenser.

4.4.4 Travaux réalisés en 2025

En 2025, la méthodologie de collecte des incidents et de cartographie des risques opérationnels groupe BPCE appliquée à l'ensemble des entités du Groupe BRED a contribué à l'évolution du dispositif de surveillance du risque opérationnel avec notamment :

- le déploiement du dispositif des incidents DORA Majeur ;
- la qualification de la gravité des incidents d'origine prestataire ;
- la collecte des incidents d'origine climatique ;
- la mise en place d'actions correctives à dire d'expert ou de prévention ;
- le déploiement de KRI ICT sur les entités ayant un SI autonome ;
- le déploiement de KRI Fraudes aux moyens de paiement sur les filiales ;
- l'identification des Prestataires Externes Critiques ou Importants (PECI) dans la cartographie Risques Opérationnels ;
- la mise en place de réunions de sensibilisation auprès des métiers pour une meilleure collecte des incidents.

À noter que le Groupe BRED a intégré une nouvelle filiale, BRED Madagasikara, pour laquelle l'ensemble du dispositif de risque opérationnel a été, en application des normes et méthodes du Groupe, déployé.

Le dispositif d'indicateurs prédictifs de risque (KRI), le suivi des plans d'actions et l'utilisation des outils groupe BPCE de contrôle du dispositif (Power BI) et de contrôle permanent (Priscop) ont été les garants d'une vision pertinente des contrôles et risques opérationnels du Groupe BRED.

La constitution des plans annuels de contrôle de deuxième niveau pour l'ensemble des entités du Groupe BRED a été réalisée. Le dispositif s'appuie notamment sur de nombreux contrôles communs tout en maintenant les contrôles spécifiques adaptés à la cartographie des risques opérationnels de chacune.

4.5 Risques de non-conformité

4.5.1 Organisation de la fonction Conformité

Conformément aux exigences légales et réglementaires citées en supra, aux normes professionnelles et aux chartes de contrôle, l'organisation des fonctions visant à maîtriser le risque de non-conformité s'insère dans le dispositif de contrôle interne de l'ensemble des établissements du groupe BPCE.

La filière conformité, « fonction de vérification de la conformité » définie par l'EBA et repris par l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié par l'arrêté du 25 février 2021, a en charge la prévention, la détection, la mesure et la surveillance des risques de non-conformité afin d'en assurer leur maîtrise.

La Direction de la Conformité au sein de BRED Banque Populaire est placée sous l'autorité directe de la Direction Générale depuis le 24 juillet 2025. Le Directeur de la Conformité est Responsable de la Fonction de Vérification de la Conformité (RFVC), membre du Comité Exécutif. La Direction de la Conformité exerce sa mission de manière indépendante des directions opérationnelles.

La Direction de la Conformité intervient :

- au Comité de Coordination des Fonctions de Contrôle présidé par le Directeur Général et y assure une présentation des risques de non-conformité portés par la banque et ses filiales ;
- au Comité Conformité qui fait intervenir des membres du Comité Exécutif, présidé par le Directeur Général ;
- au Comité des Risques du Conseil ;
- au Conseil d'administration de BRED Banque Populaire.

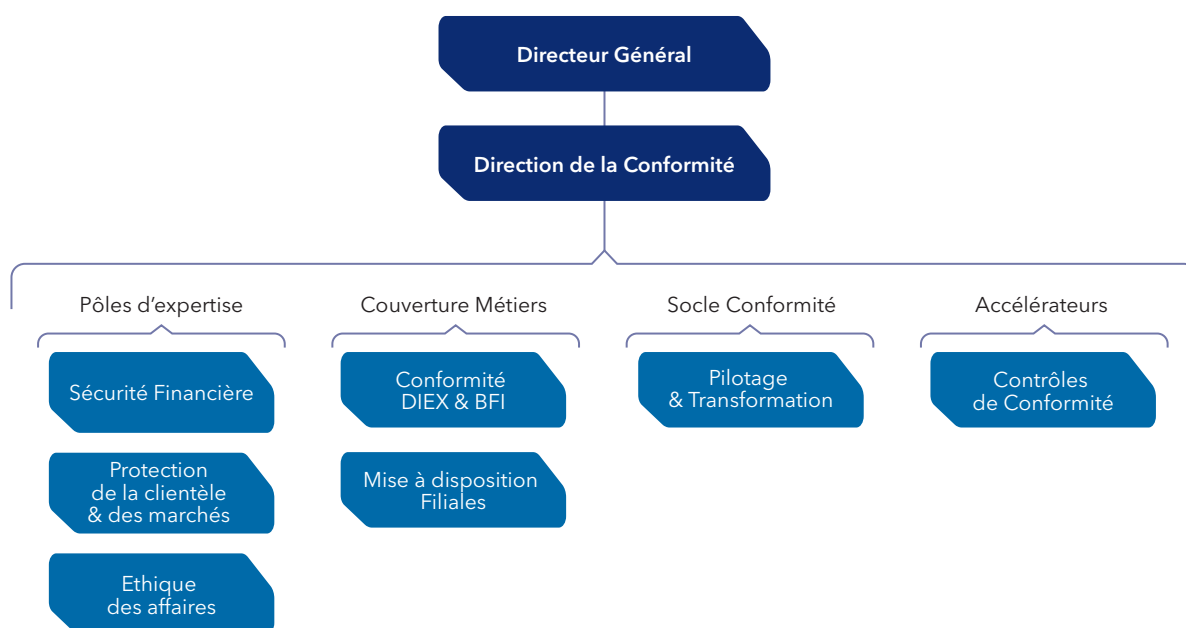
La Direction de la conformité de BRED Banque Populaire se compose de sept départements :

- « Sécurité Financière » ;
- « Protection de la clientèle et des marchés » ;
- « Éthique des affaires » ;
- « Conformité BPA & BFI (Banque de Proximité et Assurance & Banque de Financement) » ;
- « Mise à disposition des filiales » ;
- « Pilotage et Transformation » ;
- « Contrôles de Conformité ».

Chaque direction métier en tant que première ligne de défense, au sein du groupe BRED Banque Populaire, est responsable de la maîtrise des risques de non-conformité inhérents à son domaine d'activité. Chaque direction doit intégrer dans ses actions quotidiennes le respect des lois et règlements, des règles de bonne conduite professionnelle ainsi que les procédures/règles internes du groupe BRED Banque Populaire et doit mettre en œuvre des contrôles de niveau 1 sur leurs activités.

Elles s'appuient sur une veille réglementaire communiquée par la fonction conformité ainsi que sur les politiques et communications transmises par la direction de la Conformité du groupe BPCE.

De leur côté, en plus des éléments précités, les filiales internationales assurent leur veille réglementaire locale, en effectuant une remontée régulière vers la maison mère et en signalant tout élément, évolution pouvant faire obstacle aux respects des exigences du groupe BRED.



Le département Sécurité Financière pilote l'ensemble du dispositif de LCB-FT et de conformité aux sanctions. Il apporte un appui aux métiers et aux filiales du Groupe qu'il supervise pour son périmètre. Il est chargé de décliner et adapter, aux spécificités des activités de la banque, le cadre défini par le groupe BPCE ainsi que les exigences réglementaires.

Le département veille au respect des régimes de sanctions nationales, européennes et internationales visant des personnes, des entités ou des États. Il s'assure de l'efficacité du criblage de la base clients et du filtrage des flux financiers, permettant l'application des mesures de sanctions et des dispositifs de gels des avoirs.

Par ailleurs, il organise la surveillance des opérations au titre de la LCB-FT, en jouant le rôle de référent sur le dispositif et les outils de détection des opérations atypiques. Le département effectue les investigations nécessaires au traitement des alertes de second niveau, à la conduite des examens renforcés et, le cas échéant, à la transmission de déclarations de soupçon à TRACFIN.

Enfin, le département supervise et accompagne les filiales du groupe BRED Banque Populaire pour une mise en œuvre homogène de ces dispositifs et contribue à la production des reportings réglementaires et de pilotage, en consolidant les indicateurs clés de sécurité financière et en alimentant les reportings destinés à la gouvernance, au groupe BPCE et aux autorités de supervision.

Le département Protection de la clientèle et des marchés s'assure que l'ensemble des règles protectrices applicables aux particuliers et aux personnes morales, clients et prospects, sont intégrées de manière native tant à la conception des produits que dans les processus de distribution et de gestion des produits, et cela, quel que soit le canal d'interlocution. Le département assure un appui aux Métiers et aux filiales du Groupe, en intervenant en amont sur les nouveaux produits, les nouvelles activités et les dispositifs d'incitations commerciales, afin d'identifier et de prévenir les risques de non-conformité aux exigences réglementaires et déontologiques. Il veille également à la conformité des pratiques de commercialisation, y compris dans le cadre des opérations transfrontalières, pour limiter les risques de non-respect des réglementations locales et européennes ainsi que les risques juridiques et réputationnels associés.

Par ailleurs, le département supervise et accompagne les filiales du Groupe dans la mise en œuvre du dispositif de conformité, en s'assurant de la déclinaison homogène des normes et du respect des obligations locales. Il supervise les dispositifs de protection client et d'intégrité des marchés et notamment : Eckert (comptes inactifs), réclamations, clientèle fragile, devoir de

conseil/adéquation, abus de marché, démarchage afin de prévenir tout manquement aux réglementations applicables. Enfin, le département contribue aux reportings de conformité, destinés à la gouvernance et aux autorités de supervision, participant ainsi à la maîtrise et au pilotage du risque de non-conformité.

Le département Éthique des affaires a pour mission de prévenir, identifier et maîtriser les risques de non-conformité en matière d'éthique des affaires, de probité et d'intégrité au sein de BRED Banque Populaire et de ses filiales, en veillant au respect des exigences légales, réglementaires et normatives applicables. Il accompagne les Métiers et les filiales du Groupe dans le traitement de leurs problématiques éthiques, en particulier la gestion des conflits d'intérêts, l'encadrement des cadeaux et avantages, afin de réduire les risques de manquements aux règles internes et externes.

Il assure la lutte contre la fraude interne en conduisant les investigations nécessaires et en proposant des mesures correctrices, contribuant ainsi à limiter les risques de non-respect des obligations réglementaires et des politiques internes. Le département garantit par ailleurs le maintien opérationnel du dispositif d'alerte éthique, incluant la réception, l'analyse et le suivi des signalements, de manière à assurer la conformité du Groupe aux textes relatifs au signalement des manquements et à la protection des lanceurs d'alerte. Il supervise et accompagne les filiales du groupe BRED pour assurer un niveau homogène de maîtrise des risques de non-conformité éthique et anticorruption. Enfin, il contribue aux reportings réguliers à destination des instances de gouvernance, permettant le suivi, la documentation et la traçabilité du dispositif global de maîtrise des risques de non-conformité.

Le département Conformité BPA & BFI agit comme courroie de transmission entre les pôles d'expertise de la Conformité et les Métiers de la Banque de Proximité et Assurance et de la Banque de Financement et Investissement, afin d'assurer la déclinaison opérationnelle des exigences, dans le cadre de la maîtrise du risque de non-conformité. Il organise la surveillance des opérations et le traitement des alertes relatives aux abus de marché, anime le dispositif de barrières à l'information - incluant notamment la gestion des listes d'initiés - et apporte un appui continu aux Métiers, en les mettant en relation avec les pôles d'expertise lorsque la nature des situations rencontrées l'exige. Le département contribue en outre à la prévention du risque de non-conformité par des actions de formation et de sensibilisation conduites en lien avec les pôles d'expertise, et participe aux instances de gouvernance de BPA et BFI, où elle veille à l'intégration systématique des enjeux de conformité dans les décisions stratégiques et opérationnelles.

Le département Mise à disposition Filiales assure, pour le compte des filiales françaises ne disposant pas d'un service de conformité interne, la mise en place, l'animation et le suivi du dispositif de maîtrise du risque de non-conformité. Il pilote l'ensemble du dispositif de ces filiales en assurant la gouvernance, la cartographie des risques, la réalisation des contrôles de second niveau et le suivi des plans d'actions. Il veille également au maintien des activités en conformité avec les agréments locaux et à la déclinaison opérationnelle, au sein des filiales, des standards et politiques de Conformité du groupe BRED, afin de limiter les risques réglementaires, prudentiels et de réputation. Le département apporte par ailleurs un appui méthodologique et un conseil aux Métiers et aux équipes de contrôle permanent des filiales, en coordination étroite avec le dispositif Conformité BRED Banque Populaire, pour prévenir, détecter et traiter les situations de non-conformité. Enfin, il produit et consolide les reportings réglementaires et internes relatifs au risque de non-conformité des filiales, en lien avec les pôles d'expertise concernés, afin de permettre un pilotage régulier et une information appropriée des instances dirigeantes.

Le département Contrôles de conformité consiste à identifier, évaluer et maîtriser les risques de non-conformité au niveau du groupe BRED Banque Populaire. À ce titre, il assure le maintien et l'actualisation de la cartographie des risques de non-conformité pour l'ensemble du Groupe de manière à disposer d'une vision consolidée et priorisée des expositions aux risques de non-conformité pour tout le Groupe. Sur la base de cette cartographie, la Conformité définit et met en œuvre un plan annuel de contrôle des risques de non-conformité, intégrant notamment des revues thématiques ciblées et des analyses approfondies des filiales. Le département apporte un appui méthodologique ainsi qu'un conseil permanent aux filiales pour le renforcement de leur propre maîtrise du risque de non-conformité.

Le département Pilotage & Transformation pilote la transformation des systèmes et processus Conformité et la contribution de la Direction de la Conformité aux projets stratégiques de BRED Banque Populaire. Il coordonne et maintient une vision consolidée des risques de non-conformité à l'échelle du groupe BRED et produit les reportings nécessaires au pilotage et à la gouvernance.

4.5.2 Suivi des risques de non-conformité

Les risques de non-conformité, conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, sont analysés, mesurés, surveillés et maîtrisés en :

- disposant en permanence d'une vision de ces risques et du dispositif mis en place pour les prévenir ou les réduire avec la mise à jour de leur recensement dans le cadre de la cartographie des risques de non-conformité ;
- s'assurant pour les risques les plus importants qu'ils font, si besoin, l'objet de contrôles et de plans d'action visant à mieux les encadrer.

La maîtrise du risque de non-conformité au sein du groupe BRED Banque Populaire s'appuie sur la réalisation d'une cartographie des risques de non-conformité et le déploiement de contrôles de conformité de niveaux 1 et 2.

Les contrôles de Conformité de niveau 2 sont effectués par la Direction de la conformité, qui restitue les résultats de ses contrôles aux instances de gouvernance chez BRED Banque Populaire et au groupe BPCE et suit les préconisations qui en découlent.

En tant qu'établissement de crédit et financier, BRED Banque Populaire est soumise à la surveillance et au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), autorités de supervision françaises des secteurs bancaire et financier.

4.5.2.1 Protection de la clientèle

La conformité des produits et des services commercialisés par notre établissement et la qualité des informations fournies renforcent la confiance des clients et fondent la réputation de BRED Banque Populaire. Pour maintenir cette confiance, la fonction conformité place la notion de protection de la clientèle au cœur de ses activités.

Le devoir d'information et de conseil

Selon la réglementation en vigueur, les conditions contractuelles, y compris les tarifs et les dispositions précontractuelles, sont fournies aux consommateurs et/ou mises à leur disposition dans les points de vente. Le devoir de conseil est appliqué conformément aux règles établies, avec des mises à jour ou des nouveautés intégrées dans les processus en place.

Une information claire et non-trompeuse

Un processus de validation de toute la documentation réglementaire et commerciale a été instauré au sein de BRED Banque Populaire. Tous les acteurs impliqués dans ce dispositif veillent à ce que les informations destinées au public soient exactes, claires et non trompeuses, tout en garantissant le respect des obligations réglementaires spécifiques à chaque produit ou service.

La commercialisation de nouveaux produits et son suivi

Tous les nouveaux produits ou ceux qui subissent des modifications significatives doivent passer par des procédures spécifiques d'évaluation préalable de leur conformité. Cette vérification initiale inclut une analyse des impacts et des risques associés à leur commercialisation, en tenant compte de facteurs tels que le respect des réglementations, l'intérêt du client, ainsi que l'adéquation du produit à la population visée. La fonction conformité s'assure également qu'un suivi permanent des produits et des parcours de commercialisation est réalisé afin de garantir le respect des conditions posées lors de l'agrément initial.

La connaissance de nos clients

Le réseau commercial joue un rôle clé dans l'établissement et le maintien d'une relation de confiance entre le client et la banque. Grâce au dispositif de connaissance client, les conseillers ont accès à des informations pertinentes concernant leurs clients et ils les actualisent régulièrement. Ces informations sont essentielles pour offrir un accompagnement personnalisé, adapté aux besoins spécifiques de chaque client.

La formation des collaborateurs

Les collaborateurs de BRED Banque Populaire sont régulièrement formés sur les sujets touchant à la protection de la clientèle afin de maintenir le niveau d'exigence requis en termes de qualité de service. Les formations visent à transmettre une culture de conformité et de protection de la clientèle aux nouveaux entrants et/ou collaborateurs de la force commerciale.

4.5.2.2 Sécurité financière

Le dispositif de Sécurité Financière s'appuie sur les normes internationales applicables en matière de LBC/FT, les lois et réglementations françaises et européennes, ainsi que les politiques du groupe BPCE. Il est décliné pour l'ensemble des entités de BRED Banque Populaire, en France et à l'étranger, et adapté, lorsque nécessaire, aux spécificités des activités et aux obligations locales propres aux entités du groupe BRED situées à l'international.

Ce dispositif repose sur un corpus de procédures couvrant notamment :

- l'évaluation des risques de Sécurité Financière, y compris l'évaluation des risques liés aux pays, aux nouveaux produits et aux nouvelles activités ;
- l'identification et la connaissance des clients (KYC) ;
- la surveillance des transactions à des fins de LCB/FT, de conformité aux embargos et mesures de gel des avoirs et aux règles sur la transparence des transferts de fonds ;

- l'examen renforcé et la déclaration des transactions et activités suspectes à la Cellule de Renseignement Financier (TRACFIN pour la France) ;
- la documentation, l'archivage et la conservation des dossiers et le partage d'informations.

Ces procédures sont mises en œuvre et complétées par des outils informatiques dédiés (criblage des bases clients, filtrage et surveillance des transactions) et par des dispositifs de détection des opérations atypiques adaptés à la classification des risques LCB-FT de BRED Banque Populaire. Ils permettent, le cas échéant, de conduire des examens renforcés et de réaliser dans les meilleurs délais les déclarations nécessaires auprès de la Cellule de Renseignement Financier compétente dans les délais les plus brefs.

S'agissant du respect des mesures restrictives liées aux sanctions internationales, la banque s'est dotée d'outils de criblage des bases clients (au regard notamment des mesures de gel des avoirs dont font l'objet certaines personnes ou entités) et de filtrage des flux internationaux (au regard desdites mesures de gel des avoirs et des mesures de sanctions visant des pays faisant l'objet d'un embargo européen et/ou américain). Ce dispositif est en outre déployé sur l'ensemble des filiales du groupe BRED Banque Populaire.

Les outils informatiques disponibles sont complétés par la vigilance humaine des collaborateurs chez BRED Banque Populaire, qui reste essentielle et centrale dans la détection des anomalies et le traitement des alertes ; ainsi, tous les collaborateurs exposés aux risques de Sécurité Financière sont régulièrement formés et informés des évolutions en la matière.

Une gouvernance dédiée, un dispositif de suivi et un cadre de contrôle interne permettent de s'assurer du respect des obligations LCB/FT et des programmes de Sanctions applicables à BRED Banque Populaire, d'identifier les incidents ou manquements éventuels et, le cas échéant, de définir et de suivre les plans d'actions correctifs. L'établissement a mis en place un processus de pilotage, de contrôle et de supervision permettant, en fonction de la gravité des constats, d'alerter les dirigeants, les organes délibérants ou l'organe central sur les risques de Sécurité Financière, et sur les réponses apportées pour les atténuer ou y remédier.

L'ensemble du dispositif de Sécurité Financière fait l'objet de revues régulières et d'améliorations continues, afin d'assurer le maintien de la conformité aux obligations applicables, de répondre aux constats des audits et des régulateurs, et d'en renforcer en permanence l'efficacité.

4.5.2.3 Lutte contre la corruption

Les règles, les procédures et leur mise en œuvre par les entités du groupe BRED Banque Populaire contribuent à prévenir et détecter les comportements susceptibles de caractériser des faits de corruption, y compris les paiements de facilitation (« pots-de-vin »), ou de trafic d'influence.

Cadre juridique applicable

Les règles et dispositifs ci-dessous permettent de se conformer aux exigences introduites par l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (loi dite « Sapin 2 »).

Corpus normatif de BRED Banque Populaire

Code de conduite

La lutte contre la corruption et le trafic d'influence est une des composantes de la section « Responsabilité employeur et salariés » du Code de conduite qui rappelle que le respect des lois, règlements, normes professionnelles et déontologiques est un principe qui guide en permanence dirigeants et collaborateurs du groupe BRED Banque Populaire dans leur action.

Les Principes anticorruption

Ils sont appliqués par le groupe BRED Banque Populaire et complètent le Code de conduite, avec notamment des illustrations ; ils ont vocation à être déclinées par chaque entité et annexé ainsi à son règlement intérieur ; des sanctions disciplinaires, pouvant aller jusqu'au licenciement, sont prévues en cas de manquement à ces règles.

Procédure relative au « Dispositif lanceur d'alertes »

Politique « cadeaux, avantages et invitations »

Elle détaille le dispositif d'encadrement des cadeaux, avantages et invitations reçus ou offerts par les collaborateurs afin de respecter l'indépendance d'exercice de leurs fonctions et d'éviter toute influence inappropriée dans les relations professionnelles ; le Groupe a défini des modalités et des seuils de déclaration, d'autorisation et/ou d'interdiction ; les règles définies dans cette politique s'appliquent à tous les dirigeants effectifs et les collaborateurs des entités du Groupe ; la Direction de la Conformité des entités s'assure que la présente politique (ou toute autre procédure/politique déclinant cette politique Groupe) est mise à disposition et bien comprise des collaborateurs.

Politique d'évaluation des tiers

Au regard des risques de corruption dans le cadre de l'activité commerciale : elle s'applique aux clients, plus particulièrement les clients Corporate présentant une activité à risque lors de l'octroi de crédit, aux intermédiaires et aux partenaires commerciaux, ainsi qu'aux bénéficiaires de sponsoring et de mécénat.

Actions du Groupe visant à prévenir et détecter les cas de corruption

Cartographie des risques de corruption

Elle est établie et mise à jour régulièrement par les entités du groupe BRED Banque Populaire, selon une méthodologie conforme aux recommandations de l'Agence Française Anticorruption (AFA) ; elle est basée sur des échanges avec les métiers qui permettent d'identifier et d'évaluer les risques de corruption, active comme passive, directe ou indirecte (complicité, recel), et d'aboutir à une vision partagée des enjeux de la lutte contre la corruption ; les éléments du dispositif de contrôle interne, dont le contrôle comptable, sont explicitement fléchés vers les risques de corruption identifiés ; le résultat de la cartographie des risques, y compris les plans d'action nécessaires le cas échéant, est présenté pour validation aux organes de direction de chaque entité du groupe BRED Banque Populaire ; une consolidation des cartographies est présentée au comité des Risques et de la Conformité Groupe, ainsi qu'à l'organe de surveillance de BPCE.

Actions de formation

Des formations « anticorruption » sous forme de e-learning sont déployées ; qualifiées de « Formations Réglementaires Obligatoires » (FRO), elles concernent l'ensemble du personnel, y compris les dirigeants ; elles sont complétées par des e-learning sur le Code de conduite et le dispositif « Lanceur d'alertes ».

Dispositif « Lanceur d'alertes » avec un outil Groupe dédié.

Dispositif de déclaration des cadeaux, avantages et invitations reçus et offerts centralisé dans un outil groupe ETIC.

Évaluation des fournisseurs

Elle concerne *a minima* les fournisseurs dont le montant total d'achats au niveau du Groupe est au moins de 30 000 euros ; elle prend en compte un certain nombre de critères (catégorie d'achat, critère géographique, informations négatives sur le fournisseur...) ; cette évaluation conduit si nécessaire à des diligences complémentaires visant à apprécier le risque *in fine* au regard notamment des mesures anticorruption mises en place par le fournisseur.

Encadrement des relations avec les intermédiaires (dont les apporteurs d'affaires) et partenaires Groupe.

Les contrats et les conventions comportent des clauses anticorruptions ; l'intégrité des nouveaux partenaires du Groupe est évaluée dans le cadre du « Comité Nouveaux Produits Nouvelles Activités - CNPNA ».

Référentiel Groupe de contrôles comptables

Il participe à la prévention et à la détection de fraude et de faits de corruption ou de trafic d'influence : il est formalisé et son déploiement dans les entités est suivi par le Contrôle financier Groupe.

Dispositif de traitement des allégations de corruption

Il en cours de formalisation et en cohérence avec celui appliqué dans le cadre du dispositif « Lanceur d'alertes ».

4.5.3 Supervision de l'activité du groupe BRED Banque Populaire

Sur la base d'une cartographie des risques de non-conformité, couvrant BRED Banque Populaire et l'ensemble de ses filiales, le département Contrôles de Conformité définit et met en œuvre un plan annuel de contrôle des risques de non-conformité, intégrant notamment le dispositif PRISCOP du groupe BPCE, des revues thématiques ciblées et des analyses approfondies. Les filiales sont pleinement intégrées au déploiement du plan de contrôle, au travers de programmes de contrôles adaptés à leurs enjeux spécifiques et coordonnés avec leurs fonctions Conformité locales. Le département réalise les contrôles de niveau 2 sur le périmètre BRED Banque Populaire, coordonne ou s'appuie, le cas échéant, sur les dispositifs de contrôle équivalents au sein des filiales, émet et suit la mise en œuvre des préconisations adressées aux directions de la Banque, et suit la mise en œuvre des recommandations émises à la direction de la Conformité à l'issue des audits internes ou BPCE.

Les filiales contribuent également au dispositif de reporting de conformité, permettant la production d'un reporting régulier, structuré et consolidé à destination de la Direction générale et des instances de gouvernance, garantissant une information fiable et exhaustive sur le niveau de maîtrise du risque de non-conformité au sein du groupe BRED Banque Populaire.

Ainsi, la supervision et l'accompagnement des filiales du groupe BRED constituent un axe majeur de notre dispositif de maîtrise des risques et de diffusion des bonnes pratiques. Nos trois pôles d'expertise, Sécurité financière, Protection de la clientèle et Intégrité des marchés, et Éthique des affaires, interviennent de manière coordonnée afin d'assurer un alignement des filiales sur les standards du Groupe et sur les exigences réglementaires des différentes juridictions. Leur action se traduit par un appui méthodologique continu aux équipes locales. Ce dispositif intégré renforce la culture de conformité et d'éthique au sein de l'ensemble du périmètre BRED Banque Populaire et contribue à sécuriser durablement le développement des filiales.

Dans ce cadre, le dispositif de contrôle interne et de conformité de BRED Banque Populaire s'inscrit au cœur de la gouvernance du Groupe : il alimente de façon structurée et régulière la Direction générale, les organes délibérants et l'organe central du groupe BPCE en informations clés sur le profil de risque de non-conformité et son niveau de maîtrise. Au-delà du seul respect des exigences réglementaires, ce dispositif contribue au pilotage stratégique du Groupe, à l'alignement avec l'appétit au risque défini par la gouvernance et à l'amélioration continue des pratiques, renforçant ainsi la résilience, la transparence et la culture de conformité au sein de BRED Banque Populaire et de ses filiales.

4.5.4 Faits marquants 2025

Les principaux chantiers ont porté sur :

La protection de la clientèle et intégrité des marchés

Les comptes et les coffres inactifs (Eckert)

Poursuite du renforcement du dispositif en place. Plusieurs projets informatiques ont été livrés permettant de sécuriser davantage le respect des obligations réglementaires. L'identification de l'inactivité des coffres-forts a également été améliorée, facilitant ainsi la mise en œuvre de nos obligations réglementaires.

Dispositif de gestion de la clientèle fragile

À la suite de la mission de contrôle sur place de l'ACPR sur « les pratiques de l'établissement en matière d'inclusion et de frais bancaires », les travaux de remédiation du dispositif se sont poursuivis en 2025 avec la création et la diffusion des procédures métiers internes. Il se poursuivront en 2026 afin d'intégrer de manière native ces exigences réglementaires dans le Système d'Information de la banque.

Dispositif de déliaison de l'assurance emprunteur

BRED Banque Populaire a fait l'objet d'une sanction administrative courant septembre 2025 d'un montant de 298 k€. Cette sanction fait suite à un contrôle de 2023 ayant mis en évidence un non-respect du délai légal de 10 jours dans le traitement de certaines demandes (substitution / déliaison de l'assurance des emprunteurs).

Depuis 2023, BRED Banque Populaire a mis en place les actions de remédiation suivantes : mise à jour des procédures, refonte du processus de traitement des demandes de substitution, formation des équipes dédiées. Les travaux se poursuivront en 2026 pour faciliter notamment l'accès et la visibilité des formulaires de résiliation sur les sites internet de BRED Banque Populaire.

Le traitement des opérations de paiement contestées par les clients :

Poursuite du renforcement des dispositifs en place

Des actions ont notamment été menées afin :

- d'améliorer les délais effectifs de remboursement et les délais d'investigations. Un pilotage régulier par indicateurs a été mis en place ;
- d'assurer le remboursement des frais induits ;
- d'assurer un traitement homogène des contestations entre les établissements par la mise en place de procédures communes aux établissements ;
- de faciliter l'initiation d'une contestation par le client en créant le canal de contestation en selfcare, en plus des canaux d'agence et centre de relation clientèle.

Les services de paiement

L'établissement a mis en œuvre des obligations issues du Règlement IP (virements instantanés en euros) entré en vigueur le 9 octobre 2025. Ces travaux ont conduit notamment à déployer l'accès de nos clients au virement instantané et aux services de gestion des plafonds, et la vérification du bénéficiaire.

L'épargne bancaire

La banque a poursuivi la mise en place des mesures de contrôle de multi-détention des produits d'épargne réglementée prévue par le décret no 2021-277 du 12 mars 2021 relatif au contrôle de la détention des produits d'épargne réglementée qui entrera en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2026.

L'épargne financière

Dans le cadre des travaux initiés depuis 2021 et dans le sillage de la remédiation AMF de 2023, l'amélioration du dispositif du parcours Conseil continuant avec la refonte de l'outil de conseil en investissement pour les personnes physiques, le moteur de catégorisation, l'adéquation du conseil et l'intégration de la finance durable.

BRED Banque Populaire a également poursuivi les travaux d'amélioration et de renforcement des dispositifs relatifs à la Protection des investisseurs, la Gouvernance et surveillance des produits, à l'Intégrité et transparence des marchés.

Les travaux ont notamment porté sur la revue des procédures sur le dispositif Protection des investisseurs.

Surveillance et intégrité des marchés :

- déclaratif Money Markets Statical Reporting (MMSR) : BRED Banque Populaire est devenue contributrice au calcul du taux européen ESTR à partir de juillet 2025. Continuation des travaux afin d'assurer l'adéquation des données transmises ;
- les nouveaux textes réglementaires EMIR et SFTR liés aux opérations de marchés notamment EMIR 3.0 ont été intégrés ;
- poursuite du renforcement du dispositif lié aux enregistrements et la surveillance des communications : téléphoniques, teams, courriels ainsi que d'autres canaux électroniques ;
- analyse et projet d'implémentation de la révision MIFID II/MIFIR ainsi que les textes techniques, avec une date cible pour le 1^{er} trimestre 2026 pour la mise en production des prochains changements prévus par la réglementation sur la publication des opérations ;

- autres déclaratifs réglementaires (MIFIR, EMIR, SFTR) : poursuite des développements pour assurer l'exhaustivité et améliorer la qualité des déclaratifs fournis aux régulateurs ;
- mise en place du dispositif « obligation du compte actif », prévu par la réglementation EMIR 3, permettant de réaliser une activité de compensation de certaines opérations sur des produits dérivés dans l'Union Européenne ;
- contrôle et revue des paramètres des outils automatisés de détection des abus de marchés, ainsi que l'adoption de la dernière version de l'outil couvrant les activités de marchés pour assurer la pertinence des alertes et l'efficacité de ces outils.

La Sécurité Financière

En 2025, BRED Banque Populaire a poursuivi le renforcement de son dispositif de LCB/FT, sur la base des constats formulés par l'ACPR. Un plan d'actions structuré a permis de formaliser et d'actualiser les procédures, notamment en matière de classification des risques, et de mettre en place les processus internes nécessaires. Parallèlement, l'amélioration des fonctionnalités des outils de KYC et de notation, ainsi que la refonte de l'outil de surveillance des opérations et du scoring LCB/FT, ont été engagées. Enfin, le pilotage des filiales et le contrôle permanent en matière de Sécurité financière ont été renforcés en 2025, notamment grâce à la réorganisation de la Direction de la Conformité.

Par ailleurs, conformément aux attentes de TRACFIN, BRED Banque Populaire a engagé en 2025 des travaux d'harmonisation de ses relevés de compte afin de renforcer la qualité du format, l'exhaustivité et l'homogénéité des informations mises à disposition dans le cadre de la Lutte Contre le Blanchiment des capitaux et le Financement du Terrorisme. Ces travaux permettront d'assurer, d'ici la fin du premier trimestre 2026, la mise à disposition de documents transmis à la Cellule de renseignement financier (CRF) pleinement conformes à ses attentes dans les délais impartis.

Déontologie

BRED Banque Populaire a finalisé le déploiement de l'outil ETIC du groupe BPCE dans l'intégralité de ses filiales ; l'outil ETIC centralise la gestion et le suivi des obligations réglementaires en matière de déontologie pour tous les collaborateurs. Il permet de déclarer les cadeaux et avantages, les transactions personnelles sur titres, les intérêts externes, ainsi que d'attester la bonne connaissance des règles liées à l'information privilégiée.

4.6 Protection des données

4.6.1 Organisation de la protection des données

La Direction protection des données est rattachée à la Direction des Risques de la Protection et du Contrôle.

La Direction protection des données a la charge de veiller au respect des principes et des obligations en vigueur pour tous les traitements de données personnelles réalisés au sein du groupe BRED, en tenant compte du risque associé à ces traitements. Ces obligations découlent principalement du règlement UE 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, mais également des dispositions légales en vigueur dans chaque pays concerné.

L'objectif de la Direction protection des données est de s'assurer que les traitements mis en œuvre respectent les principes de licéité, loyauté, transparence, finalités déterminées, légitimes et explicites, de minimisation, de sécurité et de conservation limitée des données.

La Direction protection des données intervient à la fois sur le périmètre de BRED Banque Populaire et sur celui de l'ensemble de ses filiales françaises et étrangères. Elle agit sur tous les aspects relatifs à la protection des données et elle :

- veille à la bonne application des principes de protection des données, notamment ceux issus du RGPD ;
- veille à la documentation dans le registre des traitements mis en œuvre par les métiers ;
- contribue à la cartographie des risques du groupe BRED, en produisant les indicateurs relatifs à la protection des données ;
- diffuse la culture protection des données au sein du groupe BRED, notamment en proposant les formations nécessaires et en assurant la sensibilisation de tous les acteurs concernés ;
- dispense ses conseils aux métiers dans le cadre de leurs projets et dans le cadre de la réalisation des Analyses d'Impact sur la Protection des Données (AIPD) ;
- s'assure que tous les traitements ou projets qui présentent des risques importants pour les personnes physiques concernées ont bien fait l'objet d'une AIPD ;

- veille à la mise en œuvre des plans de contrôle de premier niveau et effectue les contrôles de second niveau ;
- s'assure de la conformité au RGPD des traitements mis en œuvre ;
- prend en compte et traite les demandes des personnes physiques concernées ;
- répond aux demandes des autorités de contrôles et leur déclare tout incident qui présente un risque important pour les personnes physiques concernées ;
- réalise des rapports de synthèse (rapports et déclaratifs réglementaires et légaux, synthèses issues de la surveillance des indicateurs de risques et des contrôles de deuxième niveau, information régulière des organes exécutifs et délibérants, demandes de BPCE) et alerte en cas de besoin.

La Direction protection des données anime la filière protection des données du groupe BRED et met en œuvre et supervise l'ensemble des instances relatives à la protection des données.

La fonction officielle de délégué à la protection des données pour BRED Banque Populaire et ses filiales européennes est portée par la Direction des Risques Data et IA, sauf lorsque, par exception, les filiales ont fait le choix de désigner leur propre délégué à la protection des données. Dans ce cas, ce choix et le nom du délégué à la protection des données sont soumis à la validation du Directeur des Risques Data et IA.

La Direction protection des données est organisée en un seul pôle transverse qui assure toutes les missions qui lui sont dévolues. Elle s'appuie pour BRED Banque Populaire sur un réseau de Référents Protection des Données Personnelles (RPDP). Ces référents sont désignés par les membres du Comité exécutif pour un périmètre métier précis.

Dans les filiales, la Direction protection des données s'appuie sur un réseau de Correspondants Protection des Données Entité (CPDE). Ces correspondants sont désignés pour tout le périmètre de la filiale par ses dirigeants.

4.6.2 Dispositif de contrôle permanent

Les Référents Protection des Données Personnelles représentent la première ligne de défense du dispositif, et à ce titre, ils réalisent des contrôles permanents de premier niveau sur les traitements pour lesquels ils ont été désignés.

Les Référents Protection des Données Personnelles suivent des formations obligatoires relatives à la protection des données après leur désignation.

En complément de la réalisation des contrôles de premier niveau, chaque référent protection des données personnelles réalise tous les ans une revue des traitements pour lesquels il a été désigné.

Pour les filiales européennes, les Correspondants Protection des Données Entités (CPDE) représentent la première ligne de défense et sont responsables de la réalisation des contrôles.

La Direction des Risques Data et IA représente la deuxième ligne de défense du dispositif pour BRED Banque Populaire et les filiales européennes, à l'exception de celles dotées de leur propre DPO. Pour ces dernières, leur DPO représente la deuxième ligne de défense. La Direction des Risques Data et IA ou les DPO des filiales concernées, réalisent les contrôles de second niveau.

Une méthode de cotation des risques protection des données permet de mesurer les risques liés à la protection des données par direction, et ainsi de définir des dispositifs adaptés de maîtrise des risques. Les indicateurs de risque servent à alimenter la cartographie des risques BRED.

Chaque projet doit faire l'objet d'une évaluation Privacy by Design afin de s'assurer que le projet respecte les principes généraux et exigences réglementaires en matière de protection des données. Ces évaluations Privacy by Design sont réalisées par les métiers en lien avec l'informatique. Les Référents Protection des Données Personnelles émettent un avis sur ces évaluations Privacy by Design avant de les soumettre à l'avis de la Direction Protection des Données. Les Référents Protection des Données Personnelles doivent mettre à jour le registre des traitements de données personnelles lorsqu'un projet modifie la documentation ou le niveau de risque de l'un des traitements pour lesquels ils sont désignés.

4.6.3 Faits marquants 2025

Fin 2025, le registre des traitements de BRED Banque Populaire était composé de 154 traitements, soit 3 % de plus qu'en 2024.

En 2025, les traitements de données personnelles de toutes les filiales européennes ont été revus et documentés.

Le programme informatique de suppression des données dans les applications s'est poursuivi pour permettre une suppression automatique de données à l'issue la durée de conservation définie par les métiers.

Un premier cycle de revue des Analyses d'Impact sur la Protection des Données (AIPD) a été engagé en 2025 avec huit AIPD qui ont été revues et deux nouvelles AIPD réalisées. Toutes ces AIPD ont fait l'objet d'une validation par le Comité Protection des Données en tant qu'organe exécutif.

Un nouveau parcours de formation de l'ensemble des collaborateurs a été déployé au sein du groupe BRED.

Le dispositif de gouvernance protection des données a été déployé dans la nouvelle filiale BRED Madagasikara avec la mise en place des instances de gouvernance et un réseau de Référents Protection des Données Personnelles qui a été formé. Les dispositifs de contrôles de premier et deuxième niveau ont été déployés. Les travaux de cartographie de revue des traitements de données personnelles se poursuivent au cours du premier semestre 2026 pour tenir compte des travaux informatiques de reprise de cette filiale qui se poursuivent.

4.7 Risques de sécurité et résilience opérationnelle

4.7.1 Continuité d'activité

La maîtrise des risques d'interruption d'activité est abordée par les Entités juridiques du Groupe sous la forme d'une analyse des risques associés aux activités exercées. Cette analyse permet de déterminer la priorisation de leur redémarrage. En parallèle, l'identification des différents événements de risque possibles oriente l'Entité juridique dans les réponses en continuité d'activité à apporter et la préparation des actions à engager en cas de survenance de l'évènement de risque.

4.7.1.1 Organisation et pilotage

La continuité d'activité du groupe BPCE est organisée en Filière, pilotée par la Continuité d'Activité Groupe, au sein de la Direction Continuité Activité et Gestion de Crise (DCAGC).

Le Directeur de la Continuité d'activité et de la Gestion de crise Groupe (DCAGC-G) a pour mission de superviser :

- le pilotage de la continuité d'activité Groupe et l'animation de la filière au sein du Groupe ;
- le pilotage de la réalisation et du maintien en condition opérationnelle des Plans de Continuité d'Activité Groupe ;
- la veille du respect des dispositions réglementaires en matière de continuité d'activité ;
- la participation aux instances internes et externes au Groupe.

Les RPCA/RPUPA des établissements du Groupe sont rattachés fonctionnellement au RCA Groupe et les nominations des RPCA/RPUPA lui sont notifiées.

Le Cadre Continuité d'Activité Groupe définit la gouvernance de la filière, assurée par trois niveaux d'instances, mobilisées selon la nature des orientations à prendre ou des validations à opérer :

- les instances de décision et de pilotage Groupe auxquelles participe le RCA-Groupe pour valider les grandes orientations et obtenir les arbitrages nécessaires ;
- le Comité filière de continuité d'activité, instance de validation et de coordination opérationnelle de la Filière ;
- la plénière de continuité d'activité Groupe, instance plénière nationale de partage d'informations et de recueil des attentes, complétée de réunion régionales et de calls Filière auxquels les RPCA sont invités à participer.

Le cadre de référence de la continuité d'activité de BRED Banque Populaire a été décliné et validé par le Comité de pilotage PCA de BRED Banque Populaire le 31 décembre 2020. Le document fait l'objet d'une revue et d'une mise à jour annuelle en Comité PCA.

4.7.1.2 Description de l'organisation mise en œuvre pour assurer la continuité d'activité

Le Responsable du Plan de Continuité d'Activité (RPCA) de BRED Banque Populaire, assure les missions suivantes :

- **gouvernance et pilotage du dispositif :**
 - pilotage du Système de Management de la Continuité d'Activité (SMCA) en lien avec le groupe BPCE,
 - organisation et animation du réseau des Correspondants PCA (CPCA) et des comités dédiés à la continuité d'activité,
 - production des reportings internes et externes relatifs à la continuité et réalisation du contrôle de niveau 2 ;
- **analyse des risques et construction des plans :**
 - identification, en lien avec les responsables métiers, des fonctions critiques et importantes,
 - prise en compte des besoins de continuité exprimés par les métiers via les Bilans d'Impact sur les Activités (BIA),
 - pilotage de l'actualisation et du maintien en condition opérationnelle des Plans de Continuité d'Activité (plans, documentation et solutions associées) ;
- **gestion de crise, tests et sensibilisation :**
 - définition, mise à jour et animation du dispositif de gestion de crise pour faire face à un sinistre majeur,
 - planification et animation des tests (repli utilisateurs, informatiques) et exercices de gestion de crise,
 - pilotage, en lien avec la DRH, des actions de sensibilisation et de formation des collaborateurs ;
- **conformité et amélioration continue :**
 - veille réglementaire,
 - mise en œuvre et suivi des recommandations issues des audits internes et externes.

4.7.1.3 Travaux réalisés en 2025

La DCAGC s'efforce en permanence d'améliorer la culture de continuité d'activité au sein du Groupe et de renforcer les dispositifs de gouvernance et de continuité d'activité.

En matière de gouvernance :

- validation d'une version plus accessible et développée de la Politique en cours ;
- convergence des processus de contrôle permanent engagée, en débutant par les contrôles de LoD2 ;
- rôle décisionnel du Comité filière de continuité d'activité (CDCAGC) renforcé et statuts mis à jour en conséquence ;
- refonte du tableau de bord à destination des Instances Groupe ;
- définition du cadre de supervision applicable à la Filière.

Au plan opérationnel :

- création d'une offre de « RPCA as a service » permettant aux Entités de petite taille de bénéficier d'un appui renforcé du Groupe ;
- classement du module de sensibilisation à la Continuité d'Activité en Formation Règlementaire Obligatoire afin de le rendre plus visible ;
- décision de refondre en profondeur le SI de continuité d'activité à l'issue d'une réflexion portant sur la nécessité d'une évolution des outils.

BRED Banque Populaire s'inscrit pleinement dans le dispositif d'identification et de gestion des risques climatiques défini au niveau du groupe BPCE. En 2025, elle a réalisé une cartographie des risques exogènes pour l'ensemble de ses sites sièges et administratifs, démarche qui a été étendue à l'ensemble des entités du groupe BRED. Dans ce cadre, les dispositifs de maîtrise des risques, qu'ils soient liés à l'infrastructure bâimentaire ou à la continuité d'activité, ont été recensés afin d'assurer la protection des collaborateurs, des actifs et des activités essentielles.

Dans une logique d'amélioration continue, le dispositif de Plan de Continuité d'Activité (PCA) du groupe BRED a été revu, actualisé et renforcé en 2025 :

- mise à jour des Bilan d'Impacts sur les Activités (BIA) pour l'ensemble des activités ;
- identification des Fonctions Critiques et Importantes de la Banque ;
- entrée en vigueur du Plan de Secours Informatique et du Plan de Communication de crise ;
- mise à jour des plans de continuité ;
- travaux de mise en conformité avec les exigences de la réglementation DORA.

La campagne annuelle de supervision de la continuité d'activité des prestataires essentiels, critiques ou importants a été déployée conformément aux exigences du groupe BPCE.

Des tests de repli utilisateurs ont été réalisés pour l'ensemble des activités critiques. Un exercice de bascule concluant du système d'Information a été mené : dans ce cadre l'activité de la banque a fonctionné durant une semaine sur le datacenter secondaire.

Le dispositif de continuité de l'ensemble des filiales du groupe BRED a été contrôlé au travers des outils mis en place par le groupe BPCE. Des plans d'actions ont ensuite été transmis à chaque correspondant filiale afin d'inscrire la continuité Groupe dans une démarche d'amélioration continue.

4.7.2 Sécurité Informatique

4.7.2.1 Organisation et pilotage de la sécurité des systèmes d'information

La Direction Sécurité Groupe (DSG) a notamment la charge de la gestion des risques Cyber et Technologiques pour le groupe BPCE au travers l'équipe CTRMG (Cyber & Technology Risk Management Group).

L'équipe CTRMG est organisée en quatre équipes :

- Filière, Politiques et Processus (FPP) dont les principales missions sont la définition et le mise en œuvre opérationnelle de la gouvernance TRM, les politiques et processus associés, l'animation de la filière CTRM composé d'environ 280 membres, et l'apport d'expertise CTRM lors des instances de validation projets ;
- le CERT (*Computer Emergency Response Team*), joignable 24/7, dont les missions sont d'apporter des réponses à incident sur sollicitation interne ou externe, de piloter et délivrer des services cyber (notamment bug bounty, cyber rating, surface d'attaque ...), d'animer la communauté VIGIE de plus de 300 membres internes et de coordonner les SOC (Security Operation Center) du Groupe ;
- l'équipe Délégation RSSI / CTRM a pour mission de renforcer les liens, de mutualiser les bonnes pratiques et de progresser collectivement afin d'assurer la sécurité des SI, la gestion des risques IT et la conformité des métiers ;
- leaders de projets majeurs Cybersécurité (DORA, IAM...) sous la responsabilité de Directeurs de Programme rattachés au RSSI Groupe.

L'équipe CTRMG définit ses chantiers selon trois attitudes :

- poursuite de la mise en œuvre des projets réglementaires (dont DORA) ;
- mise en place des projets et socles indispensables à la Sécurité et à la Résilience IT ;
- étude d'initiatives pour répondre aux nouvelles menaces.

Les Responsables locaux des Risques Cyber et Informatiques de BRED Banque Populaire et plus largement de tous les affiliés maisons mères, des filiales directes et des GIE informatiques sont rattachés fonctionnellement au Responsable de la filière Sécurité sur le domaine d'expertise Risques Cyber et Informatiques Groupe (RSSI Groupe / CTRMG). Ce lien fonctionnel implique notamment que :

- toute nomination de Responsable local soit notifiée au RSSI Groupe ;
- un reporting concernant les faits marquants des établissements sur les Risques Cyber et Informatiques soit transmis au RSSI Groupe.

Au niveau du groupe BRED, toutes les entités sont dotées d'une fonction risques cyber et informatique. Ces acteurs sont rattachés hiérarchiquement ou ont un lien fort d'autorité fonctionnelle avec le Directeur SSI, Continuité et Fraude Externe, qui porte la fonction de RSSI du groupe BRED.. Il est lui-même placé sous la responsabilité du Directeur des Risques et de la Protection et du Contrôle (DRPC).

Les missions des principaux acteurs de la gestion des risques Cyber et Informatiques sont décrites dans des fiches de rôles et de responsabilités sur la SSI.

4.7.2.2 Suivi des risques liés à la sécurité des systèmes d'information

La Politique Générale de Gestion des Risques Cyber et Informatiques (PG-TRM) couvre six typologies, répondant aux guidelines EBA et au règlement DORA et elle s'accompagne de nouvelles politiques dédiées à chacun de ces risques :

1. cybersécurité ;
2. production IT ;
3. développements et projets IT ;
4. externalisation de l'IT ;
5. gouvernance & stratégie IT ;
6. continuité du SI.

Ce modèle TRM est déployé dans l'ensemble des entités du Groupe, de façon adaptée au niveau de risque de chaque entité, avec quatre objectifs principaux :

1. des interlocuteurs sensibilisés et formés aux Risques Cyber & IT ;
2. un dispositif outillé de règles et de contrôles ;
3. une cartographie des Risques Cyber & IT ;
4. une comitologie intégrant les risques TRM et leur suivi.

4.7.2.3 Sensibilisation des collaborateurs à la cybersécurité

Les annexes au Règlement intérieur « Conditions d'utilisation d'internet - Annexe 1 », et « Règles d'utilisation du système d'information - Annexe 2 » définissent notamment :

- les règles générales d'utilisation des ressources informatiques ;
- les règles de sécurité concernant ces ressources auxquelles les utilisateurs doivent se conformer ;
- les principes de protection et de contrôle pouvant être mis en place ;
- les responsabilités des utilisateurs et potentielles sanctions encourues en cas de non-respect de la Charte.

Ces annexes précisent ainsi les droits, les devoirs et les obligations de l'utilisateur (salariés ou externes) concernant l'usage des ressources mises à disposition. Elles s'appliquent autant au sein des locaux de l'entreprise qu'en dehors, que ce soit lors de déplacements ou en télétravail.

Par ailleurs, les campagnes de sensibilisation se poursuivent, notamment à destination du top management du Groupe.

Au niveau du groupe BRED, des campagnes de sensibilisation complémentaires des collaborateurs ont été réalisées en 2025.

Parmi celles-ci :

- 4 campagnes de test de phishing au niveau groupe BRED jointe à des campagnes de phishing ciblées ;
- des sensibilisations thématiques auprès de plusieurs populations ;

- la diffusion de plusieurs messages d'information et de mises en garde (via notamment l'envoi de newsletters et communications) concernant des menaces avérées et sur les bonnes pratiques à adopter.

4.7.2.4 Travaux réalisés en 2025

En 2025, le dispositif de gestion des risques Cyber et Informatiques a évolué pour couvrir non seulement les lignes directrices de l'Autorité Bancaire Européenne relatives à la gestion des risques liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et à la sécurité, publiées le 27 novembre 2019 et entrées en vigueur le 30 juin 2020 mais également le règlement DORA (Digital Operational Resilience Act) (CE 2022/2554) qui renforce les lignes directrices de l'Autorité Bancaire Européenne. Il définit un cadre réglementaire sur la résilience opérationnelle numérique en cas de cybermenaces ou d'incidents liés aux TIC, a été publié le 16 janvier 2023 et est entré en vigueur le 17 janvier 2025.

De plus, le déploiement TRM assure le renforcement du pilotage des tiers (classification et définition de mesures de contrôle associées) et la mise en œuvre des audits prévus aux contrats de sous-traitance ou prestation. Les contrats existants sont en cours de mise en conformité pour un meilleur pilotage de la sécurité des données confiées à des tiers.

Par ailleurs, l'amélioration du dispositif de détection des fuites de données a permis une augmentation du taux d'incidence, sans augmentation de la sévérité des conséquences.

S'agissant de BRED Banque Populaire, plusieurs actions significatives ont été menées en 2025, afin de renforcer les dispositifs de lutte contre la cybercriminalité :

Renforcement de la gestion des risques cyber et informatiques au travers de l'intégration du programme TRM « Technology Risk Management » du groupe BPCE ;

- renforcement du pilotage de la gestion des risques tiers TIC avec le déploiement d'une plateforme d'évaluation des tiers ;
- poursuite de la roadmap telle que définie en 2023 pour les trois exercices à venir qui intègre les nouvelles contraintes réglementaires (DORA) et les menaces émergentes ;
- lancement de plusieurs chantiers et travaux de mise en conformité dans le prolongement de la mission BCE 2024 « Risques IT » ;
- nombreux échanges avec le CERT (*Computer Emergency Response Team*) groupe BPCE, la communauté InterCERT-FR animée par l'ANSSI et la communauté européenne TF-CSIRT ;
- participation active de BRED Banque Populaire à la communauté VIGIE, dispositif collectif de vigilance du Groupe pour les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne afin d'améliorer les échanges et la veille concernant les SI privatifs de ces établissements ;
- renforcement du niveau de sécurité des dispositifs de banque en ligne (web banking et mobile banking) et de l'ensemble des services exposés afin de lutter contre la recrudescence de la fraude et du phishing ;

- pilotage et optimisation de la note de Cyber rating (Securityscorecard) ;
- consolidation du dispositif de supervision de la sécurité informatique, avec :
 1. le maintien des campagnes annuelles de robustesse (tests d'intrusion) en relation avec la Direction des Technologies, Services et Opérations sur l'ensemble des entités du groupe BRED,
 2. un test de RED TEAM sur l'entité BRED Banque Populaire,
- 3. une démarche de Bug Bounty avec 15 programmes actifs pour le groupe BRED. Le programme de Bug Bounty vise à faire identifier les vulnérabilités d'une application par des experts cyber, lesquels sont rémunérés en fonction de ce qu'ils découvrent,
- 4. des revues de code, qui consistent en une analyse du code source d'une application informatique afin de vérifier que les règles et les meilleures pratiques en matière de sécurité des développements informatiques ont bien été respectées.

4.8 Lutte contre la fraude externe

4.8.1 Organisation de la lutte contre la fraude externe

Chez BRED Banque Populaire, la lutte contre la fraude externe est placée sous la responsabilité de la Direction SSI, PCA et Fraudes externes, rattachée à la Direction des Risques, de la Protection et du Contrôle, et fonctionnellement alignée sur la seconde ligne de défense (LoD2) du groupe BPCE, pilotée par l'équipe Lutte contre la Fraude Externe de la Direction Sécurité Groupe.

Le Responsable des Fraudes Externes a pour mission de piloter le dispositif de prévention et de maîtrise du risque de fraude externe. Ses principales responsabilités couvrent :

- la détection et la prévention des fraudes externes ;
- la gestion des incidents de fraude (analyse, traitement, coordination des remédiations) ;
- la tentative de récupération des fonds perdus ;
- le suivi de la conformité réglementaire en matière de lutte contre la fraude ;
- la formation et la sensibilisation des équipes ;
- la production de rapports et d'analyses dédiés ;
- la participation aux instances internes et externes de gouvernance du risque de fraude.

Ce dispositif s'appuie sur une organisation structurée autour de trois volets complémentaires :

- organisation : fonctionnement du Comité de Lutte Contre la Fraude (CLCF) BRED et des comités locaux en filiales, élaboration des politiques et procédures,

production de rapports d'activité et de reporting, mise en œuvre d'un dispositif d'alerte Groupe et d'un dispositif de contrôle permanent ;

- prévention / sensibilisation : partage de cas de fraude, diffusion des bonnes pratiques et outils du groupe BPCE, programmes de formation et de sensibilisation des collaborateurs de BRED Banque Populaire, mobilisation du catalogue national de formation du Groupe ;
- détection / investigation / correction : requêtes et dispositifs de détection, analyse des anomalies et définition des plans de remédiation, mise à jour de la cartographie des risques opérationnels incluant le risque de fraude, recensement systématique des cas dans les outils Groupe (OSIRISK) et dans l'outil de suivi des fraudes propre à BRED SA.

La gouvernance de la fraude externe s'articule autour du Comité de Lutte Contre la Fraude (CLCF) BRED, instance centrale de pilotage du dispositif pour l'ensemble du groupe BRED.

Le CLCF veille à la pertinence et à l'efficacité du dispositif de lutte contre la fraude interne et externe.

En cas de crise ou d'alerte majeure liée à une fraude externe, le CLCF est en mesure de prendre les décisions nécessaires au regard de la gravité de la situation et en réfère, le cas échéant, à l'organe exécutif de l'établissement. Cette comitologie assure ainsi une gouvernance resserrée, réactive et alignée sur les standards du Groupe, tout en restant adaptée aux spécificités du groupe BRED.

4.8.2 Travaux réalisés en 2025

La feuille de route pluriannuelle fraude externe transverse au Groupe a poursuivi sa mise en œuvre.

Elle est constituée en particulier des deux piliers suivants organisés en programmes :

- programme Sécurisation des virements de bout en bout par l'enrichissement des outils de détection et d'alertes, par l'adaptation des parcours clients selon le niveau de risque de fraude identifié, par la gestion fine des plafonds ;
- programme fraude documentaire couvrant l'ensemble du cycle de vie de la relation client, de l'entrée en relation à la fin de la relation, l'objectif étant de

renforcer et fiabiliser le KYC en renforçant et en automatisant les contrôles documentaires et le partage d'information.

Ces deux piliers sont complétés d'actions visant à poursuivre l'effort de sécurisation des autres moyens de paiements (cartes, chèques, dépôts espèces, prélèvements, etc.) et à prévenir la fraude le plus en amont possible et à agir/réagir au plus vite.

Enfin, le programme contestation paiements (carte et virements) a été mis en place pour accélérer la mise en conformité avec les dispositions de la DSP2 s'est poursuivi en 2025.

4.9 Risque de réputation

En tant qu'acteur majeur du système financier, le groupe BPCE repose sur la notion de tiers de confiance auprès du grand public, de ses clients, des investisseurs, ainsi que de l'ensemble des acteurs économiques. Les atteintes à la réputation du groupe BPCE, en particulier lorsqu'elles sont associées à une campagne médiatique défavorable, peuvent compromettre la confiance des parties prenantes, tant internes qu'externes, à son égard.

En cas d'occurrence, le risque de réputation peut avoir comme conséquence la perte de revenus, l'augmentation des coûts de fonctionnement, dont l'augmentation du besoin de capital, ainsi que la hausse des coûts associés aux remédiations en cas de défaillance dans la mise en œuvre des obligations réglementaires ou à la tenue de nos engagements. Ce risque peut également restreindre le groupe BPCE dans ses entrées en relation ou la continuité des relations auprès de clients ou de prestataires de services. De plus, ce risque peut également rendre plus difficile

l'attractivité du groupe BPCE vis-à-vis des collaborateurs et des candidats, augmenter les coûts de refinancement et d'accès à la liquidité, ainsi qu'affecter l'image du groupe BPCE auprès de la place et des superviseurs. Le groupe BPCE est exposé à des risques réputationnels en raison de la diversité de ses activités bancaires, financières et d'assurance exercées à l'échelle internationale. Ce risque peut survenir à la suite d'allégations concernant la promotion et la commercialisation de ses produits et services, la nature des financements et investissements réalisés, ainsi que la réputation des partenaires du Groupe. De plus, des préoccupations pourraient émerger autour de la stratégie environnementale et des politiques sociales du groupe BPCE ou de sa gouvernance. Enfin, la réputation du groupe BPCE pourrait également être compromise par des actions d'entités externes, telles que des actes de cybercriminalité ou de cyberterrorisme, des fraudes internes ou externes, ou des détournements de fonds.

4.9.1 Gouvernance

Organisation et comitologie

Le dispositif de gestion des risques de réputation est défini et mis en œuvre sous la responsabilité du département Risques ESG, au sein de la direction des Risques du groupe BPCE. Celui-ci s'appuie notamment sur l'expertise de la direction de la Communication, de la direction de l'Impact, et de la direction de la Conformité, dans la conception et la mise en œuvre des dispositifs de maîtrise des risques, ainsi que sur l'ensemble des lignes métiers et des fonctions opérant en première ligne de défense pour sa mise en œuvre opérationnelle. Le dispositif est décliné au sein des entités du groupe BPCE et opéré au niveau local sous la responsabilité de chacune des entités.

Le groupe BPCE a mis en place un comité risque de réputation Groupe (CRRG), qui intervient en décisionnaire en dernier ressort concernant les dossiers présentant un risque de réputation significatif pour le groupe BPCE.

Ce comité est présidé par le président du directoire du groupe BPCE. Il rassemble la direction des Risques, le secrétariat général (en ce compris la direction Juridique et la direction de la Conformité), la direction de l'Impact, la direction de la Communication du groupe BPCE, ainsi que les métiers concernés selon les dossiers présentés. Il se réunit de manière *ad hoc*, en fonction des sollicitations qui lui sont adressées par les parties prenantes internes.

Le secrétariat du comité est assuré par le département Risques ESG qui prend également en charge la coordination de l'étude préliminaire des sollicitations adressées.

Au sein de BRED Banque Populaire, le dispositif de gestion des risques de réputation est défini et coordonné par la Direction de la Conformité. Celui-ci s'appuie sur l'expertise de la direction de la

Communication, de la direction de l'Impact, et de la direction des Risques ainsi que sur l'ensemble des lignes Métiers concernées.

En présence d'un risque de réputation significatif, potentiel ou avéré, la direction à l'origine de l'identification saisit la Direction de la Conformité, qui fournit son avis et organise la collecte des avis de la Direction des Risques, de la Direction de l'Impact et de la direction de la Communication. Ces avis sont ensuite transmis au Comité Exécutif pour décision.

Dans le cas d'un risque de réputation significatif à l'échelle du groupe BPCE, le dossier peut être refusé par le Comité Exécutif ou escaladé au niveau groupe BPCE, qui intervient en décisionnaire en dernier ressort (*via* le CRRG).

Politique de risque de réputation

La politique de risque de réputation du groupe BPCE définit le cadre d'identification, d'évaluation, de suivi et de gestion des risques de réputation au sein du groupe BPCE. Elle s'applique à toutes les entités du groupe BPCE ainsi qu'à toutes les relations nouvelles ou existantes du Groupe, ses produits, activités et transactions.

L'ensemble des établissements et des entités matérielles du groupe BPCE ont décliné la politique de risque de réputation du groupe BPCE à leurs bornes et ont défini la gouvernance locale applicable. La déclinaison locale de la politique de risque de réputation respecte les principes définis dans la politique de risque de réputation du groupe BPCE et notamment la décision au niveau dirigeant sur l'ensemble des risques de réputation significatifs identifiés.

BRED Banque Populaire a décliné la politique BPCE et mis en place la gouvernance décrite au paragraphe précédent.

4.9.2 Dispositif de gestion du risque de réputation

Identification du risque de réputation

Le risque de réputation fait l'objet d'une attention particulière dans les principaux processus de décision opérationnels (achats, entrée en relation, investissement, octroi de crédit). Dans le cadre de ces processus, les risques de réputation significatifs identifiés par les parties prenantes de la chaîne de décision sont escaladés pour décision au niveau des dirigeants de l'entité concernée ou du groupe BPCE. De manière similaire, les dispositifs transverses tels que les processus nouveaux produits/nouvelles activités et opérations exceptionnelles, ou le dispositif conduite et éthique professionnelle, peuvent également conduire à identifier des situations sensibles du point de vue du risque de réputation.

Au sein de BRED Banque Populaire, l'identification du risque de réputation s'appuie sur trois références :

- les politiques sectorielles ESG de BPCE (charbon thermique, pétrole et gaz, et défense et sécurité) ;
- les secteurs sensibles des politiques de crédit et les sanctions ;
- la classification des risques de Sécurité Financière.

Outre l'application des dispositifs de conformité requis par la réglementation et nécessaires à ses activités, BRED Banque Populaire met en œuvre des mesures permettant d'encadrer le risque de réputation auquel ses clients les plus risqués et certains de ses fournisseurs pourraient l'exposer. Parmi ces mesures figurent la recherche et l'analyse par les experts de la Sécurité Financière des informations négatives qui pourraient faire porter à BRED Banque Populaire un risque de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme ou de non-respect des sanctions internationales. Les situations identifiées comme présentant des risques élevés font l'objet d'une remontée à la Direction Générale.

Évaluation et suivi du risque de réputation

Le risque de réputation fait l'objet d'une attention particulière dans les principaux processus de décision opérationnels (achats, entrée en relation, investissement, octroi de crédit). Dans le cadre de ces processus, les risques de réputation significatifs identifiés par les parties prenantes de la chaîne de décision sont escaladés pour décision au niveau des dirigeants de l'entité concernée ou du groupe BPCE. L'évaluation des risques de réputation repose sur la veille et l'analyse permanente des différents réseaux de flux d'informations (presse, réseaux sociaux, blogs...) couvrant toutes les principales entités du groupe BPCE en France et à l'international. À partir de cette veille, l'impact de chaque événement médiatique touchant le groupe BPCE est évalué et un score synthétique est produit mensuellement. Le dispositif de gestion des incidents de réputation a pour objectif d'assurer une réponse rapide et pertinente du groupe BPCE en cas d'incident mettant en jeu sa réputation afin d'en limiter l'impact et les implications sur ses activités commerciales et opérationnelles.

Dans le cas général, la gestion des incidents impliquant la réputation du groupe BPCE ou de ses entités s'effectue dans le cadre des dispositifs de gestion de crise mis en place et coordonnés par la direction de la Communication

du groupe BPCE et sa filière, en associant les parties prenantes internes nécessaires telles que la direction de l'Impact et les lignes métiers concernées.

Au sein de BRED Banque Populaire, le dispositif de surveillance et d'encadrement des risques de réputation comprend une veille médiatique et la diffusion d'informations relative au risque de réputation auprès de la direction générale.

En cas de survenance d'un événement susceptible d'affecter la réputation de BRED Banque Populaire, un dispositif de gestion de crise est activé afin d'en maîtriser les impacts. Une cellule de crise est constituée, associant les fonctions concernées. La Direction de la Communication s'appuie sur les dispositifs de veille, de surveillance et d'analyse des flux d'information du groupe BPCE pour assurer le suivi de la situation auprès de la Direction générale et des fonctions concernées et mettre en œuvre les mesures de communication appropriées.

Aussi, la maîtrise et le suivi du risque de réputation sont assurées par les mesures suivantes :

- s'agissant des process crédit, la LOD1 a en charge le respect des politiques de crédit (qui mentionnent les politiques sectorielles ESG de BPCE et les secteurs sensibles). Lors des octrois de crédit, la hiérarchie, la Direction des Engagements et éventuellement la Direction des risques de Crédit si sollicitée, ont pour responsabilité de vérifier le respect des politiques et le cas échéant de solliciter une exception qui ne peut être octroyée que par le comité de crédit plénier BRED Banque Populaire ;
- s'agissant des exceptions aux politiques sectorielles ESG de BPCE, seul le comité de réputation BPCE est compétent pour les autoriser.

Enfin, chaque dossier vu en comité de crédit fait l'objet d'une recherche de négative news en source ouverte par la Direction qui présente le dossier, la Direction de l'Impact et/ou la Direction des engagements. Les résultats sont présentés dans le dossier de présentation et participent donc à la construction de la décision du comité en matière d'octroi de crédit.

Dispositif de gestion des incidents de réputation

Le dispositif de gestion des incidents de réputation a pour objectif d'assurer une réponse rapide et pertinente du groupe BPCE en cas d'incident mettant en jeu sa réputation afin d'en limiter l'impact et les implications sur ses activités commerciales et opérationnelles. Dans le cas général, la gestion des incidents impliquant la réputation du groupe BPCE ou de ses entités s'effectue dans le cadre des dispositifs de gestion de crise mis en place et coordonnés par la direction de la Communication du groupe BPCE et sa filière, en associant les parties prenantes internes nécessaires telles que la direction de l'Impact et les lignes métiers concernées. Le groupe BPCE a mis en place des procédures spécifiques de gestion des communications relatives à des controverses potentielles ou avérées, en particulier dans le cadre des controverses liées aux enjeux ESG.

4.9.3 Dispositif de surveillance et de contrôle du risque de réputation

Intégration dans le dispositif d'appétit aux risques (RAF)

Le risque de réputation est intégré dans le référentiel interne des risques du groupe BPCE. Dans le cadre du processus d'évaluation de la matérialité des risques, il fait l'objet d'une évaluation quantitative, reposant sur l'estimation des pertes associées à la hausse des coûts de refinancement induite par un événement de réputation, et d'un ajustement à dire d'expert permettant de refléter les autres impacts potentiels d'un tel événement. À date, la matérialité du risque de réputation a été évaluée à 2 sur une échelle de 0 à 3.

Le risque de réputation fait l'objet d'un encadrement au titre du RAF. Un seuil d'observation et une limite sont fixés sur le niveau mensuel de l'indicateur synthétique mesurant le risque de réputation du groupe BPCE ainsi que sur la présence d'un ou plusieurs événements associés à un score de réputation très négatif.

Surveillance et reporting

Le risque de réputation fait l'objet d'un reporting trimestriel auprès des instances de gouvernance des risques du groupe BPCE dans le cadre du suivi de l'appétit aux risques du groupe BPCE. Par ailleurs, le comité des risques ESG réalise également un suivi trimestriel des principaux événements de réputation en lien avec les enjeux ESG et les relations avec la société civile.

Dispositif de contrôles permanents

La maîtrise du risque de réputation du groupe BPCE s'appuie sur les différents processus opérationnels et les contrôles permanents existants. En s'intégrant dans le cadre global de contrôle permanent, des points de contrôle spécifiques sur les analyses liées au risque de réputation sont mis en place et déployés au sein des entités du groupe BPCE.

4.9.4 Formation et accompagnement des collaborateurs

Un module de formation « Identifier et prévenir le risque de réputation » est mis à disposition de l'ensemble des collaborateurs du groupe BPCE et déployé en priorité sur la population des preneurs de risque de BPCE SA et des directions des Risques du groupe BPCE. Il vise à donner les clés aux collaborateurs pour identifier le risque de réputation et ses enjeux, comprendre les

sources et qualifier le risque de réputation dans le cadre de leurs activités opérationnelles. Par ailleurs, des formations spécifiques à chaque métier accompagnent également le déploiement des analyses liées au risque de réputation lorsque celles-ci sont mises en œuvre dans les processus opérationnels.

4.10 Risques environnementaux, sociaux et de gouvernance

Consciente de son rôle majeur dans l'accompagnement de la transition énergétique et écologique vers une économie bas carbone, BRED Banque Populaire poursuit les actions engagées pour la prise en compte et la réduction du risque climatique. La démarche de BRED Banque Populaire s'inscrit dans le cadre de la disposition V de l'article 173 de la loi de transition énergétique pour la croissance verte.

Les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) constituent des facteurs de risque susceptibles de se matérialiser à travers les principales filières de risques financiers et non-financiers auxquels le groupe BRED est exposé, telles que les risques de crédit, de marché, de liquidité, d'investissements, opérationnels, d'assurance, réputationnel, juridique.

4.10.1 Définition et cadre de référence

4.10.1.1 Cadre de référence

La gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) s'inscrit dans un double cadre :

- un cadre réglementaire applicable aux institutions financières, intégrant notamment la SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation), la directive MIF 2, ainsi que le guide de la Banque Centrale Européenne sur les risques climatiques et environnementaux. Ce cadre est complété par les dispositifs de transparence extra-financière, tels que la Taxonomie européenne et la CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive), ainsi que par les lois environnementales et sociales des pays dans lesquels BRED Banque Populaire opère. En France, cela inclut notamment la loi Énergie-Climat, la loi d'Orientation des Mobilités et la loi AGECL (anti-gaspillage, économie circulaire) ;
- un cadre de standards et de bonnes pratiques de place, que BRED Banque Populaire met en œuvre de manière volontaire, en s'appuyant sur des références et engagements internationaux tels que les Objectifs de Développement Durable de l'ONU, le Pacte Mondial des Nations Unies, les Principes de l'Équateur pour les financements de projet, ainsi que sur des initiatives sectorielles comme les Principes for Responsible Banking.

Le dispositif de gestion des risques ESG de BRED Banque Populaire, dans le cadre de référence du groupe BPCE, vise à assurer le respect de ces exigences méthodologiques et normatives, tout en reflétant l'appétit aux risques propre à BRED Banque Populaire.

4.10.1.2 Définition des risques ESG

Risques Environnementaux

Les risques environnementaux se déclinent en deux grandes catégories de risques :

- les risques physiques, découlant des impacts d'événements climatiques ou environnementaux (biodiversité, pollution, eau, ressources naturelles), extrêmes ou chroniques, sur les activités du groupe BPCE ou de ses contreparties ;
- les risques de transition, découlant des impacts de la transition vers une économie bas carbone, ou à moindre impact environnemental, sur le groupe BPCE ou ses contreparties, incluant les changements réglementaires, les évolutions technologiques, le comportement des parties prenantes (dont les consommateurs).

Risques Sociaux

Les risques sociaux découlent des impacts de facteurs sociaux sur les contreparties du groupe BPCE, incluant notamment les enjeux liés aux droits, au bien-être et aux intérêts des personnes et des parties prenantes (main-d'œuvre de l'entreprise, employés de la chaîne de valeur, communautés concernées, utilisateurs et consommateurs finaux).

Risques de Gouvernance

Les risques de gouvernance découlent des conséquences de facteurs de gouvernance sur les contreparties du groupe BPCE, incluant notamment les enjeux liés à l'éthique et à la culture d'entreprise (structure de gouvernance, intégrité et transparence des affaires, etc.), à la gestion des relations avec les fournisseurs, aux activités d'influence et pratiques de conduite des affaires.

4.10.1.3 Scénarios climatiques et environnementaux

Dans le cadre de la planification et du pilotage stratégique de ses métiers, ainsi que de la gestion de ses risques, BRED Banque Populaire s'appuie sur des scénarios climatiques Groupe permettant d'apprécier les impacts potentiels des risques climatiques à court, moyen et long terme.

Ces scénarios sont fondés sur les travaux d'institutions de référence en matière de climat, telles que le GIEC, le Network for Greening the Financial System (NGFS) ou l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE).

Leur sélection résulte de travaux menés conjointement par les directions impliquées dans la stratégie et la gestion des risques, puis fait l'objet d'une validation au niveau de la direction générale dans les instances dédiées.

Scénarios utilisés dans le cadre de la gestion des risques

Le groupe BPCE s'appuie essentiellement sur les scénarios SSP2-4.5 (scénario du GIEC) et Nationally Determined Contributions (scénario du NGFS) pour définir une tendance médiane à des fins de surveillance des risques. Pour ses besoins d'évaluation des risques dans un contexte dégradé, dans les exercices de test de résistance par exemple, le groupe BPCE s'appuie également sur des scénarios alternatifs plus extrêmes : scénario SSP5-8.5 (scénario du GIEC) sur le risque physique et scénarios Net Zero 2050 et Delayed Transition (scénarios du GIEC) sur le risque de transition.

Les caractéristiques des principaux scénarios climatiques mobilisés par le groupe BPCE sont décrits dans le tableau ci-dessous.

Thème	RCP 4.5	RCP 8.5	Nationally Determined Contributions	Net Zero Transition	Delayed Transition
Source	GIEC	GIEC	NGFS	NGFS	NGFS
Usage Risques ESG	Évaluation du risque physique	Évaluation du risque physique	Évaluation du risque de transition	Évaluation du risque de transition	Évaluation du risque de transition
Démographie	Croissance stabilisée vers 2050	Croissance soutenue	Croissance modérée	Stabilisation ou légère diminution	Croissance soutenue
Technologie	Adoption de technologies plus durables, transition vers les énergies renouvelables	Adoption lente des technologies plus durables, dépendance continue aux combustibles fossiles	Adoption progressive de technologies plus durables, innovations soutenues par des politiques adaptées	Accélération de l'innovation dans les technologies plus durables, fort soutien politique et financier	Adoption retardée des technologies plus durables
Sociétal	Augmentation de la sensibilisation aux enjeux environnementaux, politiques proactives	Inégalités croissantes, potentielles luttes sociales	Sensibilisation croissante aux enjeux environ., engagement des citoyens	Mobilisation sociale forte en faveur de la transition, soutenue par des politiques adaptées	Inégalités croissantes et résistance sociale
Croissance économique	Croissance économique modérée	Croissance économique rapide, forte consommation d'énergie	Croissance économique modérée	Croissance économique soutenable	Croissance économique rapide mais non soutenable
Émissions de gaz à effet de serre	Réduction significative des émissions à partir de 2040	Émissions en forte augmentation tout au long du XXI ^e siècle	Réduction progressive des émissions	Réduction rapide et significative des émissions	Poursuite de l'augmentation des émissions à court terme, avec une stabilisation tardive

4.

4.10.1.4 Base de connaissance sectorielle

Le groupe BPCE a développé une base de connaissance partagée entre les principales parties prenantes internes du dispositif de gestion des risques ESG (notamment la Direction de l'impact et le département risques ESG). Cette base de connaissance a vocation à constituer un socle de référence sur les enjeux ESG liés aux principaux secteurs économiques et à alimenter les travaux menés en aval à des fins d'intégration des risques ESG dans les réflexions stratégiques et les différents dispositifs de gestion des risques.

Cette base de connaissance prend la forme de fiches sectorielles rassemblant les principaux enjeux ESG des secteurs économiques les plus sensibles du point de vue ESG. Elles sont constituées en s'appuyant sur l'état actuel des connaissances scientifiques, technologiques et sociales rassemblées par les experts du groupe BPCE. Une mise à jour et un enrichissement régulier de ce socle de connaissance sont réalisés de manière à suivre les dynamiques sectorielles observées.

Le groupe BRED s'appuie sur la base de connaissance sectorielle développée par le groupe BPCE.

4.10.1.5 Données ESG

L'acquisition, la diffusion et l'usage de données liées aux caractéristiques ESG de ses contreparties et à ses activités propres constituent un enjeu critique, notamment à des fins de pilotage des portefeuilles et de suivi des risques ESG, mais aussi d'enrichissement de la connaissance client pour mettre en place les actions d'accompagnement utiles, en fonction du segment de clientèle.

Selon ses besoins et les données disponibles, le groupe BPCE dispose de plusieurs canaux d'acquisition de données ESG sur ses contreparties :

- la collecte directe des données auprès de ses contreparties, au travers de questionnaires spécifiques et de dialogues stratégiques dédiés ;
- la collecte de données issues d'informations extra-financières publiées par ses contreparties, par exemple dans leur rapport de durabilité ou, à compter de 2025, dans leur rapport CSRD pour les entreprises européennes concernées ;

- le recours à des bases de données publiques (open data), mises à disposition par des institutions gouvernementales telles que l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) en France ou des organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées comme World Wildlife Fund (WWF) ou Urgewald par exemple ;
- le recours à des fournisseurs externes de données spécialisés comme les agences de notation extra-financière, ou généralistes.

En l'absence de données disponibles spécifiques à une contrepartie, le groupe BPCE peut recourir à des approximations (moyennes sectorielles par exemple) et à des estimations lui permettant d'évaluer la trajectoire de ses portefeuilles et de ses risques. Ce type d'approche est notamment utilisé dans le contexte des portefeuilles liés à la clientèle individuelle, aux professionnels et aux petites entreprises pour lesquels les enjeux de disponibilité et de qualité de la donnée disponible sont particulièrement aigus.

Pour répondre à ces enjeux, le groupe BPCE a défini un cadre de gouvernance spécifique aux données ESG et a structuré un programme dédié dont l'objectif est de mettre en place une infrastructure et des processus de collecte, de stockage et de diffusion des données ESG

structurés et cohérents au sein du groupe BPCE. Ce programme porte en particulier une démarche de cartographie des besoins en données ESG et la constitution d'une feuille de route associée visant à améliorer progressivement la disponibilité et la qualité des données ESG utilisées par le groupe BPCE.

Face aux enjeux climatiques, BRED Banque Populaire, en lien avec le groupe BPCE, a mis en place en 2025 un programme visant à intégrer pleinement les critères ESG à travers 3 axes majeurs :

- accompagnement personnalisé : engager un dialogue constructif avec nos clients pour les soutenir dans leur transition environnementale, en tenant compte des spécificités de leur secteur d'activité et de leur taille [le Dialogue ESG] ;
- mesure de l'impact carbone : évaluer l'empreinte carbone de nos financements afin de relier l'octroi de crédits aux émissions de gaz à effet de serre, et ainsi orienter nos actions vers une économie plus durable [le Fléchage Green] ;
- valorisation des données extra-financières : mieux intégrer les données ESG dans nos processus de décision grâce à l'analyse de données extra-financières [le passeport ESG à l'octroi].

4.10.2 Organisation

4.10.2.1 Mission et organisation de la Direction de l'Impact

La direction de l'Impact Groupe, rattachée directement au président du directoire, est garante de la vision 2030 de l'Impact sur les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance. Elle développe et déploie cette expertise, et elle œuvre au partage et à la diffusion des bonnes pratiques recensées dans toutes les entreprises du Groupe, dans une logique d'amélioration continue. Elle coordonne la mise en œuvre opérationnelle du programme Impact établi dans le cadre du projet stratégique BPCE VISION 2030, en mobilisant les différentes parties prenantes. Enfin, elle assure la coordination globale et accompagne chaque filière pour assurer un fonctionnement « Impact Inside », tout en mettant en place les synergies nécessaires.

Pour mener à bien ses missions, la direction de l'Impact s'appuie sur les directions RSE/Impact des différents métiers du groupe BPCE, la Fédération nationale des Banques Populaires (FBNP) et la Fédération nationale des Caisses d'Épargne (FNCE). Une filière Impact, coordonnée et portée par la direction de l'Impact, pilote et accompagne la transformation durable des modèles d'affaires et métiers du Groupe pour intégrer les enjeux ESG. Composée de l'ensemble des entités et métiers du Groupe, elle garantit la co-construction, la mise en œuvre de lignes directrices communes et la déclinaison propre aux spécificités de chaque modèle d'affaire. Elle permet de s'assurer de l'exécution opérationnelle du projet stratégique Impact.

Chaque établissement et métier du Groupe a désigné un sponsor Impact, membre de la filière, qui impulse et coordonne le plan d'action Impact au niveau de leurs entreprises et participe à la dynamique de co-construction.

4.10.2.2 Mission et organisation du département Risques ESG

Le département risques ESG joue un rôle central dans la définition et la mise en œuvre du dispositif de supervision des risques ESG du groupe BPCE et a la responsabilité de :

- définir et déployer les méthodologies et les outils de mesure des risques spécifiques aux risques ESG ; Contribuer à la définition des scénarios climatiques / environnementaux de référence pour le groupe BPCE ; Contribuer à la définition et à la mise en œuvre d'un dispositif de stress test sur les risques ESG et de contribuer aux processus transverses de gestion des risques, notamment RAF/ICAAP/ILAAP, pour le compte des risques ESG ;
- piloter et accompagner les projets visant à prendre en compte les risques ESG dans l'appétit aux risques, les politiques, les processus, les méthodologies risques/ métiers dans l'ensemble des filières Risques, des entités et des métiers ;
- accompagner la mise en œuvre opérationnelle du dispositif risques ESG dans l'ensemble des entités, notamment en supervisant le dispositif de contrôle permanent lié aux risques ESG ;
- définir et mettre en œuvre les tableaux de bord de surveillance consolidée des risques ESG et assurer le suivi des expositions individuelles et sectorielles sensibles ;
- produire et diffuser les analyses consolidées (*ad hoc* ou récurrentes) sur l'exposition aux risques ESG ;
- définir et développer le dispositif de formation interne sur les risques ESG (administrateurs, dirigeants, collaborateurs).

Pour mener à bien ces missions, le département risques ESG s'appuie sur une filière de correspondants identifiés dans toutes les entités et établissements du groupe BPCE, en charge d'accompagner le déploiement du dispositif de gestion des risques ESG à leurs bornes.

4.10.2.3 Intégration dans le dispositif de contrôle interne

Le dispositif de gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) s'inscrit dans le modèle des trois lignes de défense.

1. Première ligne de défense

Les services opérationnels, au sein des métiers et fonctions de la banque et de ses filiales, intègrent les risques ESG dans leurs politiques, processus et contrôles. Ces risques sont pris en compte dans les contrôles de niveau 1.1 et 1.2, en fonction des risques induits par chaque activité.

2. Deuxième ligne de défense

Au niveau du groupe BPCE, le département des risques ESG, rattaché à la direction des risques du Groupe, définit le cadre de référence (méthodologies, scénarios) et accompagne son déploiement dans les entités, en lien avec la Direction de l'Impact, les autres fonctions risques et les directions concernées.

Au niveau de BRED Banque Populaire, un département dédié au pilotage et au suivi des risques ESG a été créé en janvier 2024 au sein de la Direction des Risques. Il décline le dispositif de maîtrise des risques ESG aux bornes du groupe BRED autour de trois piliers :

Gouvernance

- définit et met en place la gouvernance applicable aux risques ESG (comités, rôles et responsabilités) ;
- organise la filière ESG au sein de la banque et de ses filiales.

Stratégie et maîtrise des risques

- intègre progressivement les risques ESG dans les politiques, processus, systèmes et contrôles de chaque filière de risques (crédit, opérationnel, etc.).

Pilotage des risques et communication

- définit l'encadrement local applicable aux risques ESG et en assure le suivi consolidé ;
- mène des actions d'acculturation, de sensibilisation et de communication interne adaptées aux métiers ;
- contribue à la communication extra-financière de BRED Banque Populaire, incluant les informations relatives aux risques ESG.

Les autres filières risques et conformité intègrent les risques ESG comme facteur de risque dans leurs dispositifs de gestion et de contrôle, avec l'appui du département Risques ESG. Les départements en charge des contrôles permanents intègrent des points de contrôle spécifiques ESG afin de vérifier l'appropriation effective du dispositif dans les politiques et processus.

3. Troisième ligne de défense

L'inspection générale du groupe BPCE et les départements d'audit interne de BRED Banque Populaire prennent en compte les risques ESG dans leurs revues du contrôle interne afin de s'assurer de la bonne application des politiques de risques, de la conformité des pratiques commerciales et de gestion des risques et du respect des obligations réglementaires.

Rôle de la Direction de l'Impact et du Développement

Directement rattachée à la Direction Générale, la Direction de l'Impact et du Développement définit et met en œuvre la stratégie d'impact de BRED Banque Populaire. Elle accompagne les métiers dans l'intégration des enjeux ESG dans leurs pratiques et mesure les résultats de cette démarche, tant pour les fonctions support que pour les activités en relation directe avec la clientèle.

Dans ce cadre, la Direction de l'Impact réalise des analyses ESG sur les dossiers de crédit entreprises présentés en Comité de Crédit plénier. Cette analyse repose sur :

- une analyse sectorielle des risques ESG, élaborée par la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents de BPCE, intégrant les critères de la taxonomie verte européenne et aboutissant à une classification sectorielle environnementale mettant en évidence les principaux points d'attention par secteur ;
- une analyse ESG de chaque entreprise, visant à apprécier ses pratiques et la manière dont elle gère ou limite les risques ESG propres à son secteur. La performance extra-financière est évaluée à partir de 18 indicateurs clés répartis en trois axes : environnement, social et gouvernance ;
- une analyse des controverses, fondée sur les sept axes de la norme ISO 26000.

Ces éléments permettent de qualifier le niveau de risque ESG de l'entreprise sur une échelle à trois niveaux : faible, moyen, élevé. Les contreparties présentant un risque élevé font l'objet d'une vigilance renforcée lors de l'examen des demandes de financement, afin de garantir une approche prudente et responsable.

Les analyses s'appuient prioritairement sur les données publiées au titre de la directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive). En l'absence de rapport de durabilité, d'autres sources publiques (rapports, sites internet, publications ESG, etc.) sont mobilisées. L'évaluation ESG est actualisée lors de la présentation des dossiers de crédit en Comité de Crédit.

Ce dispositif est intégré dans la politique de crédit entreprises de BRED Banque Populaire.

4.10.2.4 Formation et animation des collaborateurs

En 2025, le groupe BPCE a déployé le Campus Impact, un dispositif de formation structuré autour de trois blocs :

- un socle commun de connaissances générales ;
- des modules de perfectionnement sur des thématiques stratégiques prioritaires ;
- des modules spécifiques par filière métier.

Ce dispositif rassemble les formations à jour permettant de construire des plans de formation adaptés à chaque métier.

Dans le cadre du projet stratégique VISION 2030, l'objectif est de former 100 % des collaborateurs aux enjeux ESG d'ici au 31 décembre 2026. À cette fin, deux modules e-learning ont été déployés en 2025 : Les fondamentaux de l'impact et Les fondamentaux des risques ESG. Ils seront complétés en 2026 par des formations dédiées à l'analyse des risques extra-financiers et à la prévention de l'écoblanchiment.

Sur le plan opérationnel, les collaborateurs commerciaux, analystes crédit et risques en relation avec la clientèle entreprises bénéficient de formations dédiées, combinant :

- une sensibilisation aux enjeux ESG et à leurs impacts sur les modèles économiques ;
- l'intégration des risques et opportunités ESG dans l'analyse des contreparties ;
- la présentation des solutions d'accompagnement des clients dans leurs plans de transition.

Des modules complémentaires d'analyse extra-financière sont proposés aux analystes crédit et risques, et des communications de sensibilisation régulières contribuent à maintenir un bon niveau de connaissance des enjeux ESG au sein du Groupe.

BRED Banque Populaire et ses filiales bénéficient de ce dispositif de formation groupe BPCE et l'intègrent dans leurs propres plans de développement des compétences.

4.10.2.5 Politique de rémunération

Le Conseil d'administration de BRED Banque Populaire, sur proposition du comité des rémunérations, a pour responsabilité de fixer le mode et le montant de la rémunération du Directeur Général.

Il s'assure que les enjeux ESG s'inscrivent pleinement dans la politique de rémunération.

La rémunération du Directeur Général comprend une part variable annuelle, calculée selon les critères et modalités définis par BPCE. Cette part variable comporte deux composantes de poids identique (50 % chacune) :

- une composante « Critères communs », définie par BPCE, qui exprime notamment la solidarité des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne avec les résultats consolidés du groupe BPCE et les résultats de l'établissement ;
- une composante « Critères spécifiques locaux », arrêtée par BRED Banque Populaire, répondant aux objectifs de développement et de performance de l'établissement.

Les critères locaux comprennent obligatoirement l'indice de satisfaction client (Net Promoter Score - NPS) et un critère lié au dispositif d'appétence au risque (Risk Appetite Framework - RAF), ainsi que des critères de management durable représentant au minimum 20 % de l'ensemble des critères locaux.

4.10.3 Dispositif de gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance

4.10.3.1 Programme de déploiement du dispositif

Le programme de renforcement du dispositif de gestion des risques ESG s'articule autour de quatre axes :

Gouvernance des risques ESG

Mise en place et animation de la comitologie, clarification des rôles et responsabilités, prise en compte des enjeux ESG dans les dispositifs de rémunération.

Renforcement de la connaissance des risques

Dispositifs de veille, analyses et évaluations sectorielles, référentiel des risques, méthodologies et processus d'analyse, qualité et disponibilité des données.

Intégration opérationnelle

En coordination avec les différentes filières de la Direction des Risques, prise en compte des facteurs ESG dans les dispositifs d'encadrement, les processus de décision et les outils métiers.

Pilotage consolidé des risques

Tableaux de bord, contribution aux dispositifs RAF / ICAAP / ILAAP, plan de formation et d'acculturation des administrateurs, dirigeants et collaborateurs, ainsi qu'à la communication extra-financière.

En 2025, le programme a été ajusté pour tenir compte du cadrage progressif de certains chantiers et de l'évolution des attentes réglementaires, notamment celles de l'ABE sur la gestion des risques ESG.

Son exécution mobilise les principales parties prenantes internes : Direction de l'Impact et du Développement, Direction des Risques (et ses différentes filières), Direction Financière, Conformité, Technologies & Opérations, ainsi que les pôles métiers, en particulier ceux en charge de la finance durable, en cohérence avec le cadre du groupe BPCE.

Sous l'impulsion de ce programme, le Département Risques ESG de BRED Banque Populaire a contribué en 2025 :

- au renforcement de la connaissance des risques ESG ;
- à l'intégration opérationnelle des politiques ESG Groupe (financement et investissement) ;
- à l'affichage de la notation de risque ESG des contreparties sur le poste de travail ;
- au déploiement d'un module de dialogue ESG dans les outils commerciaux ;
- à l'intégration des critères ESG dans le processus d'octroi de financement.

4.10.3.2 Identification et évaluation de matérialité des risques ESG

La mise en place un processus d'identification et d'évaluation de la matérialité des risques ESG vise à structurer la compréhension des risques auxquels nous sommes exposés à court, moyen et long terme et à identifier les axes prioritaires de renforcement du dispositif de maîtrise des risques.

Ce processus est coordonné par le département risques ESG, sous la supervision du Comité des risques ESG et du Conseil de surveillance du groupe BPCE. Il fait l'objet d'une revue annuelle permettant d'actualiser les connaissances scientifiques et les méthodologies sous-jacentes.

Ce processus est constitué de quatre étapes principales :

- constitution du référentiel des risques ESG ;
- documentation des canaux de transmission des risques ESG vers les autres catégories de risque ;
- évaluation de la matérialité des risques ESG en regard des autres catégories de risque ;
- alimentation des exercices transverses de gestion des risques (dispositif d'appétit au risque, ICAAP, ILAAP).

Le périmètre des risques pris en compte dans le processus d'identification et d'évaluation de la matérialité des risques ESG couvre uniquement les risques climatiques et environnementaux. Les risques sociaux et de gouvernance sont directement intégrés dans le dispositif transverse d'appétit aux risques. Des travaux méthodologiques d'extension aux risques sociaux et de gouvernance sont en cours et aboutiront en 2026.

Référentiel des risques ESG

Un référentiel des risques climatiques et environnementaux définit les différents aléas couverts. Élaboré à partir des connaissances scientifiques disponibles et des principaux textes de référence (notamment la taxonomie européenne), ce référentiel vise une couverture la plus exhaustive possible des aléas et fait l'objet d'une mise à jour annuelle. Il est appelé à être progressivement étendu aux risques sociaux et de gouvernance.

Pour les risques physiques, le référentiel distingue :

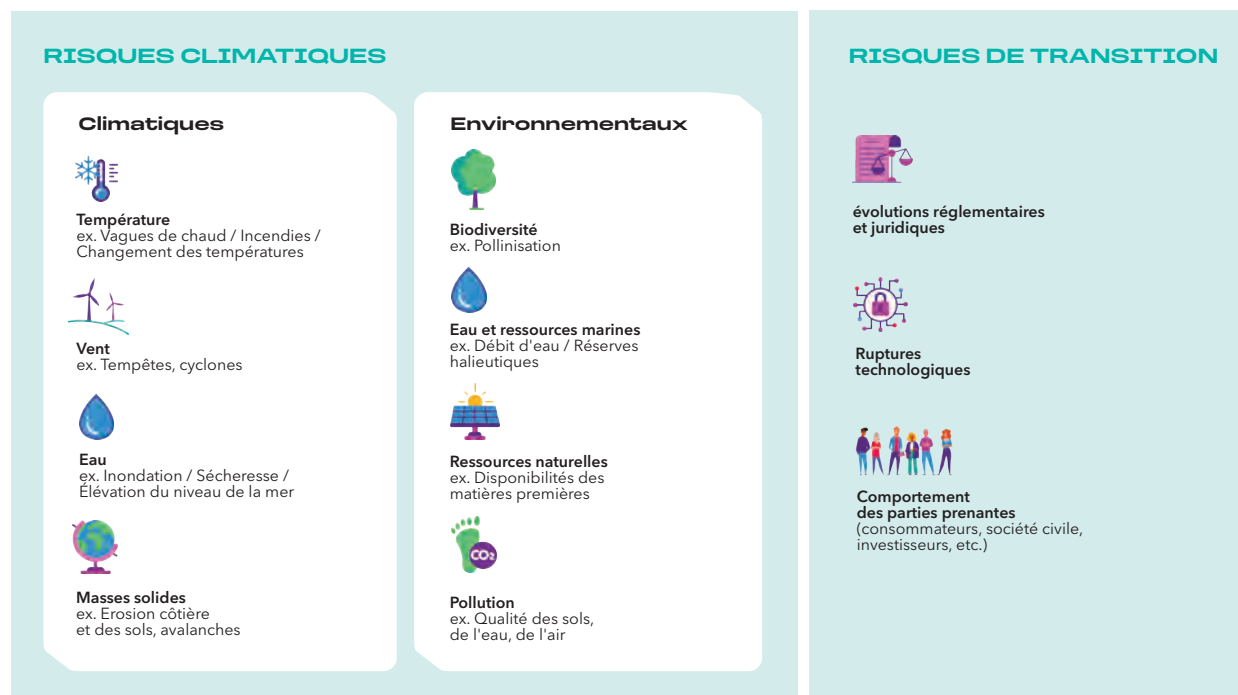
- les aléas liés au climat, à la biodiversité et aux écosystèmes, à la pollution, à l'eau et aux ressources marines, ainsi qu'à l'utilisation des ressources et à l'économie circulaire ;
- parmi les aléas climatiques, ceux de nature aiguë ou chronique (température, vent, eau, mouvements de sols, etc.) ;
- les aléas environnementaux, répartis entre :
 - perturbation des services de régulation (protection contre les aléas climatiques, soutien aux activités de production, atténuation des impacts),
 - perturbation des services d'approvisionnement (en qualité ou en quantité).

Pour les risques de transition, le référentiel couvre :

- les évolutions réglementaires ;
- les évolutions technologiques ;
- les attentes et changements de comportement des parties prenantes.

Un référentiel spécifique des risques sociaux et de gouvernance est en cours de développement, avec une mise en œuvre cible en 2026.

Risques climatiques et environnementaux



Canaux de transmission des risques ESG

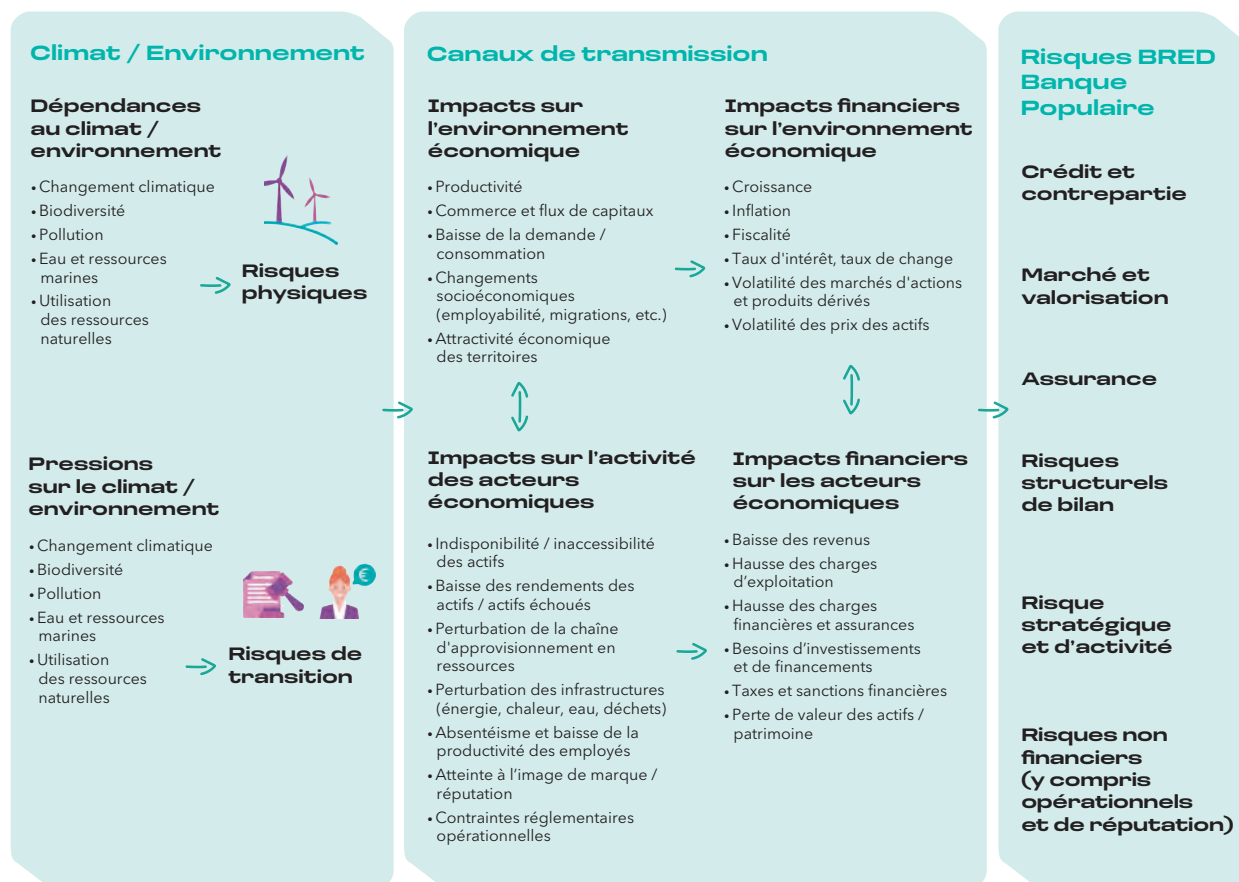
Les risques ESG constituent des facteurs de risque sous-jacents aux autres catégories de risque auxquelles le groupe BPCE est exposé, soit les risques de crédit et de contrepartie, les risques de marché et de valorisation, les risques d'assurance, les risques structurels de bilan, les risques stratégiques et d'activité et les risques non-financiers (risques opérationnels, risques de réputation, risques de non-conformité, etc.), tels qu'identifiés dans la taxonomie des risques du Groupe.

Un exercice d'identification et de description systématique des canaux de transmission reliant les facteurs de risques climatiques et environnementaux aux principales catégories de risque de la taxonomie des risques a été mené. Pour ce faire, le groupe BPCE s'est appuyé sur ses experts internes ainsi que sur les cartographies d'impact réalisées par des institutions de référence telles que le NGFS, SBTN ou la méthodologie OCARA.

Ces canaux de transmission passent par les impacts des aléas climatiques sur les activités et les modèles d'affaires, qui se traduisent dans les variables financières à l'échelle macroéconomique ou microéconomique et *in fine* modifient l'exposition aux risques. Ils peuvent se matérialiser de manière directe, en lien avec les activités propres au groupe BPCE, ou indirecte, par le biais des contreparties auxquelles le Groupe est exposé dans le cadre de ses activités de financement ou d'investissement. Ils sont représentés de manière synthétique dans le schéma ci-dessous.

La définition des canaux de transmission liés aux risques sociaux et de gouvernance est en cours de développement et sera mise en œuvre courant 2026.

Image canaux de transmission



4.

Évaluation de la matérialité des risques ESG

En s'appuyant sur les canaux de transmission identifiés, la matérialité des risques climatiques et environnementaux en regard des principales catégories de risque auxquelles il est exposé a été évaluée. Cette évaluation distingue les risques physiques et les risques de transition pour les risques climatiques d'une part et les risques environnementaux d'autre part. Elle est effectuée selon trois horizons de temps : court terme (1 à 3 ans, horizon de planification financière), moyen terme (horizon de planification stratégique, 5 à 7 ans) et long terme (~ 2050).

Cette évaluation s'appuie sur des indicateurs quantitatifs ou qualitatifs, permettant d'apprécier les expositions aux risques du point de vue sectoriel et géographique, lorsque ceux-ci sont disponibles, ainsi que sur des appréciations à dire d'expert. Les experts internes mobilisés dans le cadre de ces évaluations regroupent le département des risques ESG, les autres filières de la Direction des risques, ainsi que des représentants des autres directions (impact, conformité, juridique) et des pôles métiers concernés.

En 2025, l'analyse de matérialité a été réalisée à l'échelle du groupe BPCE en couvrant de manière combinée les risques climatiques et environnementaux. Elle a également été déclinée au niveau des principales entités opérationnelles en suivant des hypothèses et un cadre d'analyse commun.

Le département des Risques ESG BRED Banque Populaire a décliné l'analyse de matérialité aux bornes de la Banque :

BRED Banque Populaire	Risques physiques climatiques et environnementaux			Risques de transition climatiques et environnementaux		
	Court terme (2025)	Moyen terme (2030)	Long terme (2050)	Long terme (2025)	Moyen terme (2030)	Long terme (2025)
Risque de crédit et de contrepartie	Faible	Faible	Moyen	Faible	Moyen	Moyen
Risque de marché et de valorisation des actifs	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible
Risque structurel de bilan IRBB et liquidité	Faible	Faible	Faible	Faible	Moyen	Faible
Risque d'assurance	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible
Risque stratégique, d'activité et d'écosystème Activité financement	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible
Risques opérationnels	Faible	Faible	Moyen	Pas de canaux de Transmission		
Risque juridique	Faible	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Faible
Risque de réputation	Faible	Faible	Faible	Fort	Fort	Moyen
Risque juridique, de non-conformité	Pas de canaux de transmission			Moyen	Moyen	Faible

Intégration dans le dispositif d'appétit aux risques du groupe BPCE

Les travaux d'identification des risques ESG et d'évaluation de leur matérialité alimentent les principales composantes du dispositif d'appétit aux risques du groupe BPCE dans le cadre du processus de revue annuelle de ce dispositif.

La cartographie faïtière des risques du groupe BPCE intègre une catégorie « Risque d'écosystème » qui regroupe les risques environnementaux, en distinguant les risques climatiques et environnementaux physiques et les risques climatiques et environnementaux de transition, les risques sociaux et les risques de gouvernance.

L'évaluation de matérialité de ces catégories de risques dans le cadre du dispositif d'appétit aux risques est définie en croisant la matérialité des principales catégories de risques auxquelles est exposé le groupe BPCE (évaluée dans le cadre du processus annuel de définition de l'appétit aux risques) et la matérialité des risques climatiques et environnementaux en regard de ces catégories de risques (évaluée selon le processus décrit ci-dessus). Pour les risques sociaux et de gouvernance, l'évaluation est réalisée à dire d'expert dans le cadre du processus de définition de l'appétit aux risques uniquement.

En 2025, la matérialité des risques environnementaux physiques et de transition a été évaluée au niveau 1 sur 3 (« significatif ») pour le groupe BPCE tandis que la matérialité des risques sociaux et de gouvernance a été évaluée à un niveau de 0 sur 3 (« faible »).

Encadrement de l'appétit aux risques

Dans son encadrement de l'appétit aux risques, le groupe BPCE met en place des indicateurs ayant pour objectif d'encadrer la concentration des risques physiques et de transition dans ses portefeuilles de financement.

Ainsi, un encadrement de l'appétit au risque de transition sur le portefeuille de crédit immobilier résidentiel a été mis en place en 2024. Il s'appuie sur un indicateur reposant sur la part des biens immobiliers financés présentant un Diagnostic de Performance Énergétique dégradé (classe F ou G) dans le stock. À compter de 2026, un encadrement du risque de transition sur le portefeuille professionnel, entreprise et financements spécialisés vient compléter le dispositif. Cet indicateur s'appuie sur des méthodologies internes d'évaluation du risque de transition. Cet indicateur vient en remplacement de l'indicateur de suivi des secteurs qualifiés comme contribuant significativement aux émissions de gaz à effet de serre (GES), précédemment sous observation. À un niveau opérationnel, des indicateurs soumis à des limites sont également mis en place en regard des risques physiques sur les expositions crédit professionnels, entreprises et financements spécialisés d'une part et crédit habitat d'autre part. Au-delà des portefeuilles de financement, les risques de transition en lien avec les risques de liquidité et de réputation sont également encadrés.

Dans le cadre de cette démarche, BRED Banque Populaire envisage de renforcer son encadrement de des risques, avec le déploiement de nouveaux indicateurs en lien avec le risque de crédit d'une part et le risque de liquidité d'autre part.

Intégration dans les processus d'évaluation interne du besoin en capital et en liquidité

Le groupe BPCE prend en compte le risque physique dans l'évaluation interne de son besoin en capital (processus ICAAP) par application de scénarios adverses sur les aléas vague de chaleur, sécheresse et inondation. L'évaluation du risque de transition repose sur des scénarios de transition retardée et ordonnée ainsi que sur un scénario spécifique lié à la législation sur la performance énergétique des biens immobiliers en France. L'évaluation du besoin en capital économique intègre une quantification des impacts sur le portefeuille de crédits immobiliers et sur le portefeuille de crédits aux entreprises.

Sont également pris en compte les risques physiques et de transition dans l'évaluation interne du besoin en liquidité (processus ILAAP). La quantification du risque s'appuie en premier lieu sur la modélisation de l'impact des risques physiques et/ou de transition sur les clients et investisseurs ainsi que l'impact d'un événement ESG négatif sur la réputation du Groupe. L'impact d'un changement de réglementation relatif à l'éligibilité des actifs en banque centrale au titre de critères climatiques est également intégré.

4.10.3.3 Méthodologie d'évaluation des risques ESG

Afin de renforcer ses capacités d'évaluation des risques ESG, le groupe BPCE s'est doté de méthodologies spécifiques permettant d'appréhender de manière systématique et cohérente les risques associés à ses portefeuilles d'exposition. Ces méthodologies s'appuient sur des expertises internes et externes, intègrent l'état des connaissances scientifiques, les évolutions technologiques et le cadre réglementaire, et sont régulièrement mises à jour afin d'affiner l'évaluation des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance.

BRED Banque Populaire s'inscrit dans ce dispositif méthodologique Groupe pour l'évaluation des risques ESG sur ses propres portefeuilles.

Les approches déployées couvrent à la fois les risques environnementaux physiques (via des analyses géo-sectorielles ou des outils de simulation appliqués aux portefeuilles de crédits immobiliers) et les risques de transition (au travers de méthodologies sectorielles intégrant notamment les émissions de carbone et les principaux impacts environnementaux). Elles combinent données quantitatives et analyses qualitatives, et sont

progressivement enrichies pour tenir compte des spécificités géographiques, sectorielles et des évolutions réglementaires.

Des travaux complémentaires sont enfin en cours pour renforcer les dispositifs d'évaluation des risques sociaux et de gouvernance, avec une mise en œuvre ciblée à l'horizon 2026.

4.10.3.4 Intégration des risques ESG dans le dispositif de gestion des risques

Le groupe BPCE intègre progressivement les facteurs de risques ESG dans ses processus de décision opérationnelle et dispositifs de surveillance et d'encadrement des risques, notamment en matière de risque de crédit, de risques opérationnels, juridiques, de réputation, financiers et de marché.

BRED Banque Populaire décline ce cadre en appliquant les politiques crédit ESG du Groupe et en les complétant par des dispositifs dédiés (dialogue ESG avec ses clients entreprises, notation de risque ESG, qualification de la durabilité des actifs financés et « passeport ESG » intégré aux dossiers de crédit et présenté au moment de l'octroi en Comité de crédit plénier).

Les risques climatiques et environnementaux sont pris en compte dans la continuité d'activité et la cartographie des risques de l'établissement.

Enfin, les activités d'investissement pour compte propre, activités d'assurance (prises en charge par PREPAR Assurances) et activités de gestion d'actifs (prises en charge par Promepar Asset anagement) sont encadrées par des politiques et critères ESG spécifiques, en cohérence avec les politiques sectorielles du Groupe.

4.10.3.5 Dispositif de suivi et de reporting des risques ESG

Les risques ESG font l'objet d'un suivi consolidé à l'échelle du groupe BPCE au travers d'un tableau de bord trimestriel, principalement centré à ce stade sur les risques climatiques et environnementaux (portefeuilles Entreprises et Professionnels, crédit habitat, réserve de liquidité, empreinte carbone). Les principaux indicateurs sont présentés en Comité des risques ESG de BPCE et progressivement intégrés dans le pilotage des entités du Groupe.

BRED Banque Populaire décline ce dispositif au travers d'un rapport trimestriel de suivi et d'analyse des risques ESG présenté et commenté en Comité des risques exécutif de l'établissement.

4.11 Risques de modèles

4.11.1 Introduction

Le groupe BPCE vise à optimiser ses rendements tout en opérant dans les limites de son appétit au risque déterminées par le conseil d'administration en surveillant chaque typologie de risque incluant notamment le risque de modèle ainsi que les obligations réglementaires qui y sont associées.

Les modèles doivent faire l'objet d'une surveillance constante en ce qui concerne leur efficacité.

La simplification et les hypothèses sous-jacentes se font parfois au détriment de la précision et de l'intégrité structurelle sous environnements stressés. Le groupe BPCE est donc exposé à un risque de modèle.

Le risque de modèle est le risque de perte financière ou d'atteinte à la réputation du Groupe résultant de défauts dans la conception, la mise en œuvre ou l'utilisation des modèles.

Sur la base de la définition réglementaire, le groupe BPCE distingue deux types de risque de modèle :

- le risque d'incertitude de modèle : il s'agit du risque inhérent à la méthode quantitative, au système ou à l'approche utilisée pour approcher ou représenter l'observation ;
- le risque de modèle en tant que risque opérationnel : il s'agit du risque de perte économique ou de réputation lié à des erreurs dans le développement, l'implémentation ou l'utilisation du modèle.

Le risque de modèle concerne à la fois les modèles internes au sens de la directive 2013/36/UE (CRD IV) et tous les autres modèles utilisés au sein du groupe BPCE.

4.11.2 Organisation

Le Groupe s'attache à définir et à déployer des normes internes pour identifier, mesurer et limiter le risque de modèle en s'appuyant sur des principes fondamentaux tels que la mise en place de trois lignes de défense indépendantes :

- une première ligne de défense incarnée principalement par le Model Owner qui est responsable de la conception, du développement, de l'utilisation du modèle et de la maîtrise du risque de modèle au quotidien ;
- une deuxième ligne de défense incarnée notamment par les fonctions Model Risk Management (MRM) et validation qui sont responsables de la définition, de la maintenance et de la mise en œuvre opérationnelle du cadre de contrôle du risque de modèle ;

- une troisième ligne incarnée par l'Inspection générale dont le rôle est de vérifier périodiquement l'efficacité de la gestion du dispositif du risque de modèle et du dispositif de contrôle défini par la seconde ligne de défense.

Le département MRM est responsable de la supervision globale du risque de modèle du groupe BPCE. Il s'articule autour de deux équipes de validation en charge de la validation des modèles suivant le type de modèle concerné et d'une équipe de Gouvernance.

Au sein BRED Banque Populaire, la Direction des risques de modèles et assurance (DRMA) assure la fonction MRM (Model Risk Management) au sein du groupe BRED : elle a la responsabilité du déploiement aux bornes du groupe BRED du dispositif d'encadrement du risque de modèle défini par BPCE.

4.11.3 Gouvernance

Le groupe BPCE a établi un dispositif de gouvernance robuste en matière de gestion du risque de modèle visant à évaluer, réduire et surveiller l'évolution du risque de modèle tout au long du cycle de vie des modèles via la mise en place d'indicateurs et de tableaux de bord dédiés diffusés auprès de la Direction Générale.

Sa mise en œuvre est liée à un contrôle indépendant s'appuyant sur des principes en lien avec la documentation, la conception, le développement, la mise en œuvre, la revue, l'approbation, la surveillance continue et l'utilisation des modèles et vise à s'assurer de leur fiabilité. Une politique de gestion du risque MRM a été définie à cet effet. Elle vise à promouvoir une connaissance éclairée du fonctionnement de chaque modèle, son cadre d'utilisation, ses forces, ses faiblesses et ses limites. La politique est complétée par un corpus de procédures définissant les outils de suivi de la performance des modèles, notamment la revue de validation, le suivi des actions de remédiation et les processus d'escalade

associés ainsi que le suivi du portefeuille de modèles à travers un inventaire. Le dispositif s'appuie sur un outil spécifique commun à l'ensemble du groupe BPCE ayant vocation à identifier l'ensemble des modèles utilisés au sein du groupe BPCE et à gérer le cycle de vie des modèles. Un comité de model risk management présidé par le président du directoire de BPCE, ou par le directeur général en charge des risques par délégation, est dédié à la gouvernance/supervision des modèles et du risque associé. La mission du Model Risk Management Committee est de superviser la gestion du risque de modèle et de s'assurer de la mise en place d'actions adéquates au titre de la gestion du risque de modèle.

Par ailleurs, le risque de modèle fait l'objet de tableaux de bord trimestriels dont l'objectif est de suivre l'évolution du risque de modèle via la mise en place d'indicateurs dont certains sont définis dans le cadre du dispositif d'appétit aux risques et qui visent notamment à suivre l'évolution de la performance des modèles.

La gouvernance des modèles s'articule autour du *Model Risk Management Committee* (MRMC) et des comités fonctionnels de validation des modèles (*Model Oversight Committees*), qui veillent à la mise en œuvre d'un cadre robuste de gouvernance du risque de modèle.

Conformément aux exigences réglementaires, le groupe BPCE a mis en place des politiques et procédures de validation des modèles qui définissent et précisent les missions et les responsabilités des différents acteurs impliqués dans le cycle de vie des modèles. La validation des modèles est réalisée par les équipes de validation indépendante de la direction des Risques du groupe BPCE, à l'exception des modèles faisant l'objet d'une délégation de validation soumise au respect d'un certain nombre de conditions (compétences, respect des règles d'indépendance...). La délégation de validation est soumise à l'approbation préalable du comité model risk management (MRMC).

Par délégation accordée par BPCE au groupe BRED, la DRMA de BRED Banque Populaire assure également la fonction de validation indépendante des modèles utilisés localement, à l'exception de ceux développés par BPCE. Une politique MRM spécifique au groupe BRED a été mise en place, déclinant en local la politique MRM du groupe BPCE et établissant un dispositif robuste en matière de gestion du risque de modèle, dont les principes et orientations sont précisés.

Cette politique définit les rôles des différents contributeurs du dispositif d'encadrement du risque de modèle tant au niveau de la première ligne de défense (responsables ultimes de modèles, responsables du développement, responsables de l'implémentation et utilisateurs) qu'à celui de la deuxième ligne de défense (validateurs). Elle rappelle la nécessité de mettre à jour l'inventaire des modèles. Elle présente la comitologie modèle, basée sur trois niveaux de comités. Elle précise les modalités de validation des modèles.

La DRMA valide de manière indépendante chacun des modèles inventoriés, suivant une fréquence appropriée en fonction de leur niveau d'importance, en suivant les étapes suivantes :

- une revue de validation est effectuée, visant à évaluer le modèle en fonction de différents critères qualitatifs et quantitatifs : qualité des données en entrée et de leurs éventuels retraitements, méthodologie mise en œuvre, performance, dispositif de suivi continu mis en place, implémentation, documentation ;
- un rapport rendant compte de la revue effectuée est établi ; il indique si le modèle est validé ou non et peut contenir des notices correspondant aux faiblesses identifiées le cas échéant par la DRMA et devant être corrigées par la première ligne de défense ; la mise en œuvre de ces notices par la première ligne de défense est ensuite suivie par la DRMA ;
- les conclusions de la revue de validation sont présentées lors du Comité Méthodes et Modèles (CMM) ou du Comité Méthodes et Modèles Marché (CMMM) selon la nature du modèle, composé d'experts quantitatifs (modélisateurs et validateurs) et d'experts métiers si besoin.

Les évolutions de modèles considérées comme significatives sont soumises par la première ligne de défense à la DRMA. Si celle-ci le juge nécessaire, elle planifie une nouvelle revue de validation anticipée.

Les rapports de validation ainsi que les comptes rendus des comités modèles sont mis à la disposition de la fonction MRM de BPCE.

Par ailleurs, un tableau de bord sur les risques de modèle est présenté à une fréquence annuelle au Comité des risques exécutif de BRED Banque Populaire. Il fournit une vision synthétique de la qualité des modèles.



CHAPITRE

5.

Comptes consolidés annuels

5.1	Compte de résultat consolidé	326	5.5	Tableau des flux de trésorerie	332
5.2	Résultat global	327	5.6	Annexe aux comptes consolidés	333
5.3	Bilan consolidé	328	5.7	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	484
5.4	Tableau de variation des capitaux propres	330			

5.1 Compte de résultat consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	4.1	3 439 757	3 601 423
Intérêts et charges assimilés	4.1	- 2 795 305	- 3 417 744
Commissions (produits)	4.2	729 965	676 645
Commissions (charges)	4.2	- 201 533	- 185 891
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	429 846	672 359
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	57 174	56 039
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti	4.5	2 301	3 421
Produits des contrats d'assurance émis	9.2.1	360 436	345 571
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	9.2.2	- 281 936	- 270 073
Produits et charges afférentes aux activités de réassurance cédée	9.2.3	- 15 141	- 21 551
Produits nets des placements liés aux activités d'assurance	9.2.4	498 318	346 758
Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis	9.2.5	- 482 188	- 330 584
Produits ou charges financières afférents à des contrats de réassurance cédée	9.2.6	- 561	425
Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance	9.2.7	922	3 809
Produits des autres activités	4.6	23 751	13 243
Charges des autres activités	4.6	- 38 335	- 25 893
PRODUIT NET BANCAIRE		1 727 471	1 467 957
Charges générales d'exploitation	4.7	- 849 517	- 768 491
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		- 72 768	- 66 744
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		805 186	632 722
Coût du risque de crédit	7.1.1	- 194 895	- 195 498
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		610 291	437 224
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	12.4.2	26 222	17 056
Gains ou pertes sur autres actifs	4.8	7 322	33 911
Variations de valeur des écarts d'acquisition	3.5.2	- 1 587	0
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		642 249	488 191
Impôts sur le résultat	11.1	- 211 124	- 90 781
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		0	0
RÉSULTAT NET		431 124	397 411
Participations ne donnant pas le contrôle		- 7 695	- 6 408
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		423 429	391 003

5.2 Résultat global

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Résultat net	431 124	397 411
Éléments recyclables en résultat net	28 736	- 5 235
Écarts de conversion	- 36 265	6 765
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	79 643	11 952
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	6 967	- 26 673
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables de l'activité d'assurance	1 095	27 901
Réévaluation des contrats d'assurance en capitaux propres recyclables	12 782	- 50 272
Réévaluation des contrats de réassurance cédée en capitaux propres recyclables	5 405	72
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	- 14 045	4 636
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres recyclables	0	0
Impôts liés	- 26 846	20 383
Éléments non recyclables en résultat net	141 904	395
Réévaluation des immobilisations	0	0
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	17 727	8 625
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	0	0
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	134 850	- 8 935
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	69	3
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	0	0
Réévaluation des contrats d'assurance avec éléments de participation directe - non recyclables	0	0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables	0	0
Impôts liés	- 10 743	702
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	170 640	- 4 841
RÉSULTAT GLOBAL	601 765	392 570
Part du Groupe	602 303	384 924
Participations ne donnant pas le contrôle	- 537	7 646

5.3 Bilan consolidé

| Actif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales	5.1	24 732 073	11 155 343
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	13 044 998	14 979 600
Instruments dérivés de couverture	5.3	200 635	396 797
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.4	25 143 047	22 902 652
Titres au coût amorti	5.5.1	2 752 767	2 649 136
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	5.5.2	9 382 783	9 507 172
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	5.5.3	47 497 462	43 654 490
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		1 940	4 713
Placements financiers des activités d'assurance	9.3.1	10 293 538	9 652 377
Contrats d'assurance émis - Actif		43 089	35 231
Contrats de réassurance cédée - Actif		112 225	116 278
Actifs d'impôts courants		19 124	39 035
Actifs d'impôts différés	11.2	191 950	204 434
Comptes de régularisation et actifs divers	5.7	1 634 936	1 317 774
Actifs non courants destinés à être cédés	5.8	0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	12.4.1	440 594	437 905
Immeubles de placement	5.9	80 265	2 214
Immobilisations corporelles	5.10	346 751	348 375
Immobilisations incorporelles	5.10	106 100	61 816
Écarts d'acquisition	3.5.1	42 922	57 794
TOTAL DES ACTIFS		136 067 199	117 523 136

Passif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales		11 500	333
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.2	1 212 190	1 974 897
Instruments dérivés de couverture	5.3	314 788	341 900
Dettes représentées par un titre	5.11	8 519 661	7 760 911
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.12.1	30 815 282	24 047 688
Dettes envers la clientèle	5.12.2	76 191 073	65 612 569
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0	0
Contrats d'assurance émis - Passif		9 803 234	9 140 664
Contrats de réassurance cédée - Passif		28 228	31 760
Passifs d'impôts courants		10 380	42 981
Passifs d'impôts différés	11.2	25 354	10 161
Comptes de régularisation et passifs divers	5.13	1 353 219	1 324 592
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	5.8	0	0
Provisions	5.14	122 383	144 641
Dettes subordonnées	5.15	5 634	5 456
Capitaux propres		7 654 274	7 084 585
Capitaux propres part du Groupe		7 548 233	6 980 778
Capital et primes liées		1 995 688	1 969 442
Réserves consolidées		5 054 387	4 724 478
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		74 729	- 104 145
Résultat de la période		423 429	391 003
Participations ne donnant pas le contrôle	5.17	106 041	103 807
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		136 067 199	117 523 136

5.4 Tableau de variation des capitaux propres

Capital et primes liées

En milliers d'euros	Capital ⁽¹⁾	Primes ⁽¹⁾	Actions de préférence	Titres super-subordonnés à durée indéterminée	Réserves consolidées
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2023	1 893 934	7 482	0	0	4 487 089
Affectation du résultat de l'exercice	0	0	0	0	319 102
Effets des changements de méthode					- 84
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2024	1 893 934	7 482	0	0	4 806 106
Distribution	0	0	0	0	- 52 010
Augmentation du capital	68 407	0	0	0	- 9 222
Autres mouvements	0	- 381	0	0	- 8 525
Transfert entre les composantes de capitaux propres	0	0	0	0	0
Rémunération TSSDI	0	0	0	0	0
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	68 407	- 381	0	0	- 69 757
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	0	0	0	0	2 386
Plus ou moins values reclassées en réserves	0	0	0	0	0
Résultat de la période	0	0	0	0	0
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	2 386
Autres variations ⁽²⁾	0	0	0	0	- 14 257
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2024	1 962 341	7 101	0	0	4 724 478
Affectation du résultat de l'exercice	0	0	0	0	391 003
Effets des changements de méthode					2 118
CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2025	1 962 341	7 101	0	0	5 117 598
Distribution	0	0	0	0	- 45 576
Augmentation de capital	26 246	0	0	0	- 11 151
Autres mouvements	0	0	0	0	- 2 959
Transfert entre les composantes de capitaux propres	0	0	0	0	0
Émission de TSSDI	0	0	0	0	0
Remboursement de TSSDI	0	0	0	0	0
Rémunération TSSDI	0	0	0	0	0
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	26 246	0	0	0	- 59 686
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	0	0	0	0	0
Plus ou moins values reclassées en réserves	0	0	0	0	- 3 838
Résultat de la période	0	0	0	0	0
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	- 3 838
Autres variations	0	0	0	0	314
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025	1 988 587	7 101	0	0	5 054 388

(1) Variation principalement due à l'acquisition de la filiale Madagascar.

(2) Correction d'intérêts trop versés par BPCE sur les réserves obligatoires.

COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS
Tableau de variation des capitaux propres

Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global														
Recyclables						Non Recyclables								
Réserves de conversion	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance		
- 22 941	- 53 708	- 79 784	44 161	14 743	- 2 571	0	0	0	0	2 033	319 102	6 609 541	61 198	6 670 739
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	- 319 102	0	0	0
- 22 941	- 53 708	- 79 784	44 161	14 743	- 2 571	0	0	0	0	2 033	0	6 609 456	61 183	6 670 641
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	- 52 010	- 5 125	- 57 135
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59 185	52	59 237
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	- 8 906	- 6	- 8 912
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 331	40 331
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	- 1 731	35 251	33 520
10 384	8 864	30 916	- 37 144	- 19 452	7 991			0	6 197	0	10 142	1 203	11 345	
0	0	0	0	0	- 13 834			0	0	391 003	- 13 834	0	- 13 834	
10 384	8 864	30 916	- 37 144	- 19 452	- 5 843			0	6 197	391 003	387 310	7 611	394 922	
0	0	0	0	0	0			0	0	0	- 14 257	- 239	- 14 496	
- 12 556	- 44 844	- 48 868	7 018	- 4 710	- 8 414			0	8 230	391 003	6 980 779	103 807	7 084 585	
0	0	0	0	0	0			0	0	- 391 003	0	0	0	
- 12 556	- 44 844	- 48 868	7 018	- 4 710	- 8 414	0	0	0	8 230	0	2 118	939	3 057	
0	0	0	0	0	0			0	0	0	6 982 896	104 746	7 087 643	
0	0	0	0	0	0			0	0	0	- 45 576	- 8 205	- 53 781	
0	0	0	0	0	0			0	0	0	15 095	522	15 617	
0	0	0	0	0	0			0	0	0	- 2 959	0	- 2 959	
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0		
0	0	0												

5.

5.5 Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros

	31/12/2025	31/12/2024
Résultat avant impôts	642 248	488 191
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	76 732	71 208
Dépréciation des écarts d'acquisition	2 800	0
Dotation nette aux provisions	484 605	368 975
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	- 23 033	- 11 301
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	- 149 392	- 173 973
Produits/charges des activités de financement	0	0
Autres mouvements	- 713 356	- 522 731
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	- 321 644	- 267 821
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	6 186 436	2 452 946
Flux liés aux opérations avec la clientèle	7 041 533	2 153 327
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	- 38 383	- 9 504 355
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	- 242 473	- 153 090
Impôts versés	- 228 883	- 116 797
<i>Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</i>	<i>12 718 229</i>	<i>- 5 167 969</i>
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A) - Activités poursuivies	13 038 833	- 4 947 599
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A) - Activités cédées		
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	- 33 540	308 123
Flux liés aux immeubles de placement	- 3 325	18
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	- 84 690	- 42 176
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B) - Activités poursuivies	- 121 555	265 965
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B) - Activités cédées		
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	- 38 166	1 715
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	178	- 1 893
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C) - Activités poursuivies	- 37 988	- 178
Effet de la variation des taux de change (D) - Activités poursuivies	- 35 723	- 18 557
FLUX NETS DE TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A+B+C+D)	12 843 567	- 4 700 369
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
Caisse et banques centrales	11 155 384	15 801 586
Caisse et banques centrales (actif)	11 155 717	15 801 593
Banques centrales (passif)	- 333	- 7
Opérations à vue avec les établissements de crédit		
Comptes ordinaires débiteurs ⁽¹⁾	1 119 089	999 132
Comptes et prêts à vue	0	0
Comptes créditeurs à vue	- 2 022 243	- 1 848 119
Opérations de pension à vue	0	0
Trésorerie à l'ouverture	10 252 230	14 952 599
Caisse et banques centrales	24 720 819	11 155 384
Caisse et banques centrales (actif)	24 732 320	11 155 717
Banques centrales (passif)	- 11 500	- 333
Opérations à vue avec les établissements de crédit		
Comptes ordinaires débiteurs ⁽¹⁾	821 403	1 119 089
Comptes et prêts à vue	0	0
Comptes créditeurs à vue	- 2 446 425	- 2 022 243
Opérations de pension à vue	0	0
Trésorerie à la clôture	23 095 797	10 252 230
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	12 843 567	- 4 700 369

(1) Les comptes ordinaires débiteurs ne comprennent pas les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

5.6 Annexe aux comptes consolidés

Note 1	Cadre général	333	Note 8	Avantages du personnel	403
Note 2	Normes comptables applicables et comparabilité	335	Note 9	Activités d'assurance	408
Note 3	Consolidation	339	Note 10	Juste valeur des actifs et passifs financiers	453
Note 4	Notes relatives au compte de résultat	343	Note 11	Impôts	465
Note 5	Notes relatives au bilan	351	Note 12	Autres informations	469
Note 6	Engagements	385	Note 13	Modalités d'élaboration des données comparatives	480
Note 7	Expositions aux risques	386	Note 14	Détail du périmètre de consolidation	481

Note 1 Cadre général

1.1 Le groupe BPCE

Le groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et leurs filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du Groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et Conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du Groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisés autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, le pôle Solutions et Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions et garanties financières et l'activité *Titres Retail*), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le groupe Oney), Assurances (incluant désormais les cautions et garanties financières) et les Autres Réseaux ;
- Global Financial Services regroupant la gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking).

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du Groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

1.2 Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du Groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du Groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du Groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Épargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 211 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Épargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du Groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu.

1.3 Événements significatifs

Augmentation de capital de BRED Banque Populaire

BRED Banque Populaire a porté en décembre 2025 son capital social à 1 988 587 092,70 euros à la fois par augmentation de capital en numéraire et par incorporation de réserves.

Les souscriptions en numéraire se sont élevées à 15 094 925,44 euros. L'incorporation de réserves a été de 11 150 955,66 euros.

Le capital social est divisé en cent quatre-vingt-cinq millions huit-cent quarante-neuf mille deux-cent soixante-et-une (185 849 261) parts sociales de valeur nominale de dix euros et soixante-dix centimes (10,70 euros) chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

Finalisation du PPA de BRED Madagasikara Banque Populaire

La filiale BRED Madagasikara Banque Populaire, acquise en 2024, avait été comptabilisée au 31 décembre 2024 sur la base d'une allocation provisoire du prix d'acquisition, conformément à la norme IFRS 3 Regroupements d'entreprises (période de mesure de 12 mois).

En 2025, BRED Banque Populaire a finalisé l'allocation du prix d'acquisition. Les ajustements des actifs et passifs identifiables acquis ont conduit à une réduction de l'écart d'acquisition, qui passe de 57,8 M€ au 31 décembre 2024 à 34,0 M€ au 31 décembre 2025.

Élargissement du périmètre de consolidation - sociétés immobilières

À compter de l'exercice 2025, BRED Banque Populaire a procédé à la consolidation par intégration globale de cinq sociétés immobilières et d'une SCI (FONCIÈRE HEROUVILLE SAS, FRP II SAS, FRP V SAS, FRP VI SAS, FRP VII SAS et HEROUVILLE 14) détenant des immeubles de placement.

Lors de leur première consolidation, les immeubles détenus par ces entités ont été comptabilisés à leur juste valeur à la date de prise de contrôle, conformément à IFRS 3. Cette juste valeur constitue leur coût d'entrée dans la catégorie des immeubles de placement au sens d'IAS 40, lesquels sont ensuite évalués selon le modèle du coût (coût diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles). La valeur brute des immeubles ainsi consolidés s'élève à 89,6 M€ au 31 décembre 2025.

1.4 Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture.

Note 2 Normes comptables applicables et comparabilité

2.1 Cadre réglementaire

Les comptes consolidés du groupe BRED Banque Populaire ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

2.2 Référentiel

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2024 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le groupe BRED Banque Populaire a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macrocouverture.

Les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et applicables pour la première fois à cet exercice n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Nouvelles normes publiées et non encore applicables

Norme IFRS 18

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ». Elle a été publiée par l'IASB le 9 avril 2024. Sous réserve de son adoption par la Commission européenne, la norme IFRS 18 sera applicable au 1^{er} janvier 2027 avec un comparatif au 1^{er} janvier 2026. Une application anticipée est autorisée. Le groupe BRED Banque Populaire ne prévoit pas d'application anticipée de la norme IFRS 18. L'analyse d'impact est en cours.

Amendement IFRS 9

L'IASB a publié, le 30 mai 2024, les amendements à IFRS 9 « Classement et évaluation des instruments financiers » applicables au 1^{er} janvier 2026. Ces amendements ont été adoptés par le règlement (UE) 2025/1047 de la Commission européenne du 27 mai 2025 modifiant le règlement (UE) 2023/1803 en ce qui concerne les normes internationales d'information financière IFRS 9 et IFRS 7. Ces amendements donnent des précisions sur le caractère basique des prêts, le classement des prêts sans recours et instruments contractuellement liés. L'amendement d'IFRS 9 clarifie le traitement des instruments assortis de termes contractuels pouvant modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie tels que les prêts à impacts dont la rémunération est indexée sur le respect de critères ESG. Cet amendement ajoute une étape

d'analyse dans le cas où il n'est pas possible de démontrer l'existence d'un lien direct entre l'évènement contingent et les risques et coûts liés au prêt basique. Un tel instrument pourra répondre à la qualification SPPI si, dans tous les scénarios contractuellement possibles, les flux de trésorerie contractuels de l'instrument ne sont pas significativement différents de ceux d'un instrument ayant des clauses contractuelles similaires mais ne disposant pas de cette clause contingente. Cet amendement n'aura pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe. En revanche, des informations plus détaillées seront fournies en annexe.

2.3 Recours à des estimations et jugements

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2025, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 10) ;
- le montant des pertes de crédit attendues des actifs financiers ainsi que des engagements de financement et de garantie (note 7.1) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 5.14) ;
- les actifs et passifs d'assurance (note 9) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 8.2) ;
- les incertitudes relatives aux traitements fiscaux portant sur les impôts sur le résultat (note 11) ;
- les impôts différés (note 11) ;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition (note 3.5) ;
- la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris lors d'un regroupement d'entreprises (note 3.5) ;
- la durée des contrats de location à retenir pour la comptabilisation des droits d'utilisation et des passifs locatifs (note 12.2.2).

Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion ainsi que le caractère basique d'un instrument financier. Les modalités sont précisées dans les paragraphes concernés (note 2.5.1).

2.4 Présentation des états financiers consolidés et date de clôture

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2022-01 du 8 avril 2022 de l'Autorité des normes comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2024. Les états financiers consolidés du groupe BRED Banque Populaire au 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 février 2026. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 27 mai 2026.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2.5 Principes comptables généraux et méthodes d'évaluation

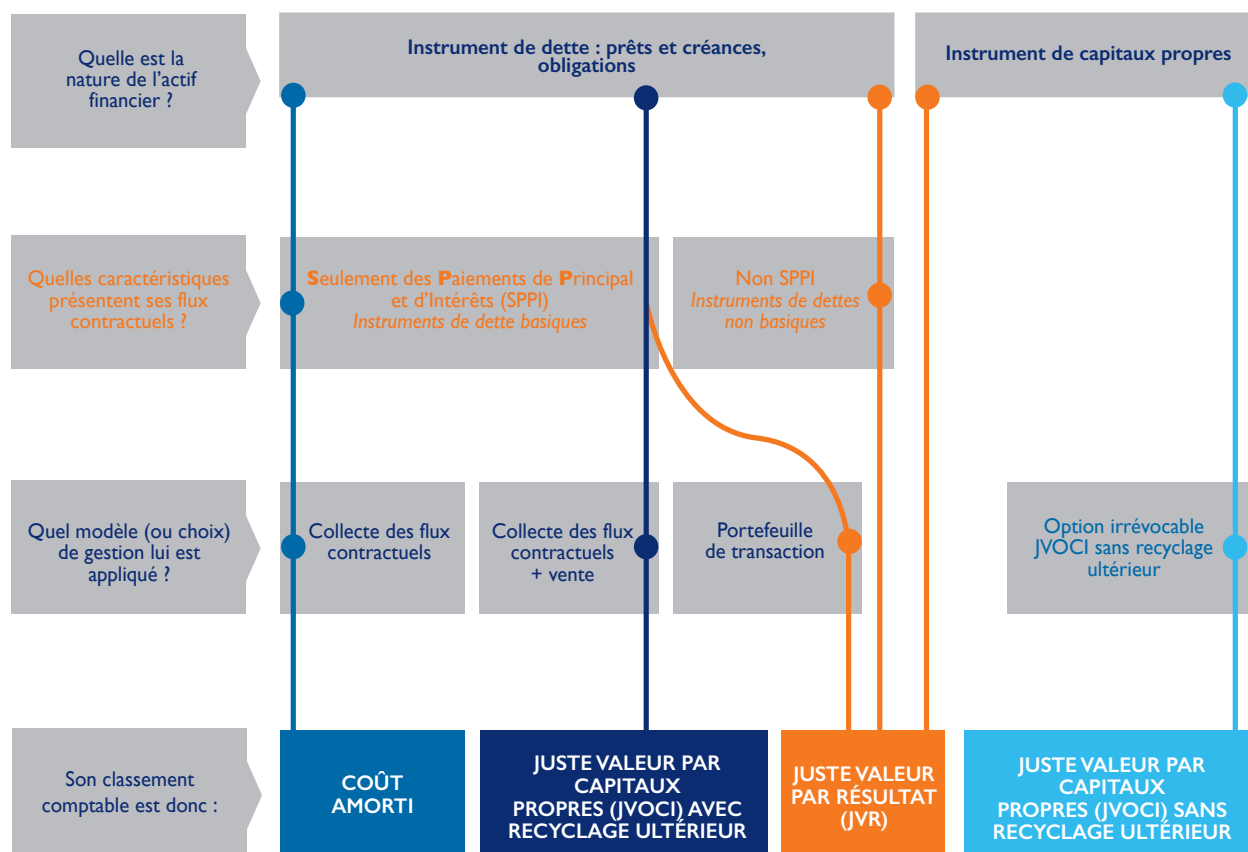
Les principes comptables généraux présentés ci-dessous s'appliquent aux principaux postes des états financiers. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

2.5.1 Classement et évaluation des actifs et passifs financiers

La norme IFRS 9 est applicable au groupe BRED Banque Populaire.

Actifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés en coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat en fonction de la nature de l'instrument (dette ou capitaux propres), des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou *business model*).



Modèle de gestion ou business model

Le *business model* de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. L'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion.

La détermination du modèle de gestion doit tenir compte de toutes les informations sur la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés dans le passé, de même que de toutes les autres informations pertinentes.

À titre d'exemple, peuvent être cités :

- la façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;
- la façon dont les dirigeants sont rémunérés (par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;
- la fréquence, le volume et le motif de ventes.

Par ailleurs, la détermination du modèle de gestion doit s'opérer à un niveau qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre l'objectif économique donné. Le modèle de gestion n'est donc pas déterminé instrument par instrument mais à un niveau de regroupement supérieur, par portefeuille.

La norme retient trois modèles de gestion :

- un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (« modèle de collecte »). Ce modèle dont la notion de détention est assez proche d'une détention jusqu'à maturité n'est toutefois pas remis en question si des cessions interviennent dans les cas de figure suivants :
 - les cessions résultent de l'augmentation du risque de crédit,
 - les cessions interviennent peu avant l'échéance et à un prix reflétant les flux de trésorerie contractuels restant dus,
 - les autres cessions peuvent être également compatibles avec les objectifs du modèle de collecte des flux contractuels si elles ne sont pas fréquentes (même si elles sont d'une valeur importante) ou si elles ne sont pas d'une valeur importante considérées tant isolément que globalement (même si elles sont fréquentes).

Pour le groupe BRED Banque Populaire, le modèle de collecte s'applique notamment aux activités de financement (hors activité de syndication et sauf simplification opérationnelle) exercées au sein des pôles Banque de proximité, Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés ;

- un modèle de gestion mixte dans lequel les actifs sont gérés avec l'objectif à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers (« modèle de collecte et de vente »).

Le groupe BRED Banque Populaire applique le modèle de collecte et de vente essentiellement à la partie des activités de gestion du portefeuille de titres de la réserve de liquidité qui n'est pas gérée exclusivement selon un modèle de collecte ;

- un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire. Ce modèle de gestion s'applique à l'activité de syndication (pour la part de l'encours à céder identifiée dès l'engagement) et aux activités de marché mises en œuvre essentiellement par la Banque de Grande Clientèle.

Caractéristique des flux contractuels : détermination du caractère basique ou SPPI (*Solely Payments of Principal and Interest*)

Un actif financier est dit « basique » si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû. La détermination du caractère basique est à réaliser pour chaque actif financier lors de sa comptabilisation initiale.

Le principal est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les intérêts représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et la marge de négociation.

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit. À titre d'exemple :

- les événements qui changeraient le montant et la date de survenance des flux de trésorerie.

Toute modalité contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans lien avec un contrat de prêt basique, comme par exemple, une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère basique ;

- les caractéristiques des taux applicables (par exemple, cohérence entre la période de refixation du taux et la période de calcul des intérêts).

Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (*benchmark test*) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée ;

- les modalités de remboursement anticipé et de prolongation.

La modalité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère basique des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

Par ailleurs, bien que ne remplissant pas strictement les critères de rémunération de la valeur temps de l'argent, certains actifs comportant un taux réglementé sont considérés comme basiques dès lors que ce taux d'intérêt réglementé fournit une contrepartie qui correspond dans une large mesure au passage du temps et sans exposition à un risque incohérent avec un prêt basique. C'est le cas notamment des actifs financiers représentatifs de la partie de la collecte des livrets A qui est centralisée auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les actifs financiers basiques sont des instruments de dettes qui incluent notamment : les prêts à taux fixe, les prêts à taux variable sans différentiel (*mismatch*) de taux ou sans indexation à une valeur ou un indice boursier et des titres de dettes à taux fixe ou à taux variable.

Les actifs financiers non-basiques incluent notamment : les parts d'OPCVM, les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions et les prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Pour être qualifiés d'actifs basiques, les titres détenus dans un véhicule de titrisation doivent répondre à des conditions spécifiques. Les termes contractuels de la tranche doivent remplir les critères basiques. Le *pool* d'actifs sous-jacents doit remplir les conditions basiques. Le risque inhérent à la tranche doit être égal ou plus faible que l'exposition aux actifs sous-jacents de la tranche.

Un prêt sans recours (exemple : financement de projet de type financement d'infrastructures) est un prêt garanti uniquement par sûreté réelle. En l'absence de recours possible sur l'emprunteur, pour être qualifié d'actif basique, il faut examiner la structure des autres recours possibles ou des mécanismes de protection du prêteur en cas de défaut : reprise de l'actif sous-jacent, collatéraux apportés (dépôt de garantie, appel de marge, etc.), rehaussements apportés.

Catégories comptables

Les instruments de dettes (prêts, créances ou titres de dettes) peuvent être évalués au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres recyclables ou à la juste valeur par résultat.

Un instrument de dettes est évalué au coût amorti s'il satisfait les deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte des flux de trésorerie contractuels ;
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Un instrument de dettes est évalué à la juste valeur par capitaux propres seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers ;
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Les instruments de capitaux propres sont par défaut enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans reclassement ultérieur en résultat. En cas d'option pour cette dernière catégorie, les dividendes restent enregistrés en résultat.

Tous les autres actifs financiers sont classés à la juste valeur par résultat. Ces actifs financiers incluent notamment les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs non basiques (non SPPI). La désignation à la juste valeur par résultat sur option pour les actifs financiers ne s'applique que dans le cas d'élimination ou de réduction significative d'un décalage de traitement comptable. Cette option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Passifs financiers

La règle générale est l'évaluation des passifs financiers au coût amorti, sauf pour les passifs encourus à des fins de transaction (*trading liabilities*) et les passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer à la juste valeur selon l'option juste valeur.

En date de comptabilisation initiale, les principes de comptabilisation décrits pour les actifs financiers s'appliquent à l'identique aux passifs financiers, à ce titre :

- les passifs financiers classés comme étant ultérieurement évalués au coût amorti sont comptabilisés à la juste valeur minorée ou majorée des coûts de transaction ;
- les passifs financiers à la juste valeur par résultat sont comptabilisés à la juste valeur et les coûts de transaction associés seront comptabilisés directement au compte de résultat.

Si un passif financier est désigné comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat alors :

- le montant de la variation de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit du passif (*i.e.* le *spread* émetteur) est à présenter en capitaux propres excepté si cet enregistrement aurait pour conséquence de créer ou accroître une non-concordance comptable au niveau du résultat (la détermination de cette non-concordance se fait lors de la comptabilisation initiale et n'est pas révisée par la suite). Les montants inscrits en capitaux propres ne sont pas, par la suite, recyclés en résultat ;
- le reste de la variation de la juste valeur du passif financier est présenté en résultat.

Pour le traitement des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation, le gain ou la perte résultant de la différence entre les flux de trésorerie d'origine et les flux de trésorerie modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat.

2.5.2 Opérations en devises

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le Groupe.

À la date d'arrêté, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du Groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » ;

- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

La norme IAS 29 « Information financière dans les économies hyperinflationnistes » présente un certain nombre de critères quantitatifs et qualitatifs pour évaluer si une économie est hyperinflationniste, parmi lesquels un taux cumulé d'inflation sur trois ans approchant ou dépassant 100 %. Le Laos a fait partie des économies en hyperinflation au 30 juin 2025. Néanmoins, ce pays est depuis sorti de l'hyperinflation. L'impact des retraitements préconisés par IAS 29 à ce titre est non significatif au 31 décembre 2025.

5.

Note 3 Consolidation

3.1 Entité consolidante

L'établissement consolidant est BRED Banque Populaire.

3.2 Périmètre de consolidation – méthodes de consolidation et de valorisation

Les états financiers du Groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable.

Le périmètre des entités consolidées par le groupe BRED Banque Populaire figure en note 14 - Détail du périmètre de consolidation.

3.2.1 Entités contrôlées par le Groupe

Les filiales contrôlées par le groupe BRED Banque Populaire sont consolidées par intégration globale.

Définition du contrôle

Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou

de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le Groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

Cas particulier des entités structurées

Sont qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- des activités bien circonscrites ;
- un objectif précis et bien défini, par exemple : mettre en œuvre un contrat de location bénéficiant d'un traitement fiscal spécifique, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;

- des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;
- un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques (« tranches »).

Le Groupe retient ainsi, entre autres, comme entités structurées, les organismes de placement collectif au sens du Code monétaire et financier et les organismes équivalents de droit étranger.

Méthode de l'intégration globale

L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du Groupe intervient à la date à laquelle le Groupe prend le contrôle et cesse le jour où le Groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au Groupe correspond aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global (gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres) sont répartis entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du Groupe.

Exclusion du périmètre de consolidation

Les entités contrôlées non significatives sont exclues du périmètre conformément au principe indiqué en note 14.5.

Les caisses de retraite et mutuelles des salariés du Groupe sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où la norme IFRS 10 ne s'applique ni aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, ni aux autres régimes d'avantages à long terme du personnel auxquels s'applique IAS 19 « Avantages du personnel ».

De même, les participations acquises en vue d'une cession ultérieure à brève échéance sont classées comme détenues en vue de la vente et comptabilisées selon les dispositions prévues par la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

3.2.2 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Définitions

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le Groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement plus de 20 % des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Méthode de la mise en équivalence

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du Groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en écarts d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du Groupe.

Lorsqu'une entité du Groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du Groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

La participation nette dans une entreprise associée ou une coentreprise est soumise à un test de dépréciation s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation nette et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation nette, qui peut être estimé de façon fiable. Dans un tel cas, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs ».

Exception à la méthode de mise en équivalence

Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire telle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IFRS 9.

Ces participations sont dès lors classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

3.2.3 Participations dans des activités conjointes

Définition

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

Mode de comptabilisation des activités conjointes

Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

3.3 Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des entités consolidées sont effectués.

3.3.1 Conversion des comptes des entités étrangères

La devise de présentation des comptes de l'entité consolidante est l'euro.

Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période, valeur approchée du cours de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion résultent de la différence :

- de valorisation du résultat de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture ;
- de conversion des capitaux propres (hors résultat) entre le cours historique et le cours de clôture.

Ils sont inscrits, pour la part revenant au Groupe, dans les capitaux propres dans le poste « Réserves de conversion » et pour la part des tiers dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

3.3.2 Élimination des opérations réciproques

L'effet des opérations internes au Groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés ont été éliminés. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

3.3.3 Regroupements d'entreprises

En application des normes IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « États financiers et individuels » révisées :

- les regroupements entre entités mutuelles sont inclus dans le champ d'application de la norme IFRS 3 ;
- les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans le résultat de la période ;
- les contreparties éventuelles à payer sont intégrées dans le coût du regroupement d'entreprise pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, y compris lorsqu'ils présentent un caractère éventuel. Selon le mode de règlement, les contreparties transférées sont comptabilisées en contrepartie :
 - des capitaux propres et les révisions de prix ultérieures ne donneront lieu à aucun enregistrement, ou
 - des dettes et les révisions ultérieures sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat (dettes financières) ou selon les normes appropriées (autres dettes ne relevant pas de la norme IFRS 9) ;
- en date de prise de contrôle d'une entité, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué :
 - soit à la juste valeur (méthode se traduisant par l'affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition aux participations ne donnant pas le contrôle),
 - soit à la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (méthode semblable à celle applicable aux opérations antérieures au 31 décembre 2009).

Le choix entre ces deux méthodes est effectué pour chaque regroupement d'entreprises.

Quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle, les augmentations du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée sont systématiquement comptabilisées en capitaux propres :

- en date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le Groupe doit être réévaluée à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat. De fait, en cas d'acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de la prise de contrôle ;
- lors de la perte de contrôle d'une entreprise consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le Groupe doit être réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

3.3.4 Engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale

Le Groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines filiales du Groupe consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le Groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options peut être un montant fixé contractuellement, ou bien peut être établi selon une formule de calcul prédéfinie lors de l'acquisition des titres de la filiale tenant compte de l'activité future de cette dernière, ou être fixé comme devant être la juste valeur des titres de la filiale au jour de l'exercice des options.

Ces engagements sont traités comptablement comme suit :

- en application des dispositions de la norme IAS 32, le Groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente vendues aux actionnaires minoritaires des entités contrôlées de manière exclusive. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente dans la rubrique « Autres passifs » ;
- l'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir le même traitement comptable que celui appliqué aux transactions relatives aux participations ne donnant pas le contrôle. En conséquence, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des « Participations ne donnant pas le contrôle » sous-jacentes aux options et pour le solde en diminution des « Réserves consolidées - part du Groupe » ;
- les variations ultérieures de ce passif liées à l'évolution du prix d'exercice estimé des options et de la valeur comptable des « Participations ne donnant pas le contrôle » sont intégralement comptabilisées dans les « Réserves consolidées - part du Groupe » ;
- si le rachat est effectué, le passif est dénoué par le décaissement de trésorerie lié à l'acquisition des

intérêts des actionnaires minoritaires dans la filiale concernée. En revanche, à l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, le passif est annulé, en contrepartie des « Participations ne donnant pas le contrôle » et des « Réserves consolidées - part du Groupe » pour leurs parts respectives ;

- tant que les options ne sont pas exercées, les résultats afférents aux participations ne donnant pas le contrôle faisant l'objet d'options de vente sont présentés dans la rubrique « Participations ne donnant pas le contrôle » au compte de résultat consolidé.

3.3.5 Date de clôture de l'exercice des entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation voient leur exercice comptable se clôturer au 31 décembre.

3.4 Évolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2025

Les principales évolutions du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2025 sont les suivantes :

- consolidation par Intégration Globale de Foncière Hérouville détenue à 100 % ;
- consolidation par Intégration Globale de HEROUVILLE 14 détenue à 100 % ;
- consolidation par Intégration Globale de FRPII SAS détenue à 100 % ;
- consolidation par Intégration Globale de FRPV SAS détenue à 100 % ;
- consolidation par Intégration Globale de FRPVI SAS détenue à 100 % ;
- consolidation par Intégration Globale de FRPVII SAS détenue à 100 %.

En 2025 le nombre de sociétés consolidées s'élève à 42 dont 38 sociétés consolidées par intégration globale et 4 consolidées par mise en équivalence.

3.5 Écarts d'acquisition

3.5.1 Valeur des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition liés aux opérations de l'exercice sont analysés dans le cadre de la note relative au périmètre de consolidation.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Valeur nette à l'ouverture	57 794	0
Acquisitions	0	57 794
Perte de valeur ⁽¹⁾	- 2 800	0
Reclassements et autres mouvements ⁽²⁾	- 12 072	0
Écarts de conversion	0	0
Valeur nette à la clôture	42 922	57 794

(1) Dépréciation du fonds de commerce de la SBE - 2,8 M€.

(2) Ajustement lié à l'exercice de PPA de BRED Madagasikara - 23,7 M€ lié au fonds de commerce de la SBE pour + 11,7 M€.

Tests de dépréciation

Conformément à la réglementation, l'ensemble des écarts d'acquisition a fait l'objet de tests de dépréciation, fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles ils sont rattachés.

3.5.2 Variations de valeur des écarts d'acquisition

Néant.

Note 4 Notes relatives au compte de résultat

L'essentiel

Le produit net bancaire (PNB) regroupe :

- les produits et charges d'intérêts ;
- les commissions ;
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ;
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- les gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti ;
- le produit net des activités d'assurance ;
- les produits et charges des autres activités.

4.1 Intérêts, produits et charges assimilés

Principes comptables

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille de titres au coût amorti, les dettes représentées par un titre, les dettes subordonnées ainsi que les passifs locatifs. Sont également enregistrés les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les produits d'intérêts comprennent également les intérêts des instruments de dettes non basiques non détenus dans un modèle de transaction ainsi que les intérêts des couvertures économiques associées (classées par défaut en instruments à la juste valeur par résultat).

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Les intérêts négatifs sont présentés de la manière suivante :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB ;
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

En milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
Prêts / emprunts sur les établissements de crédit ⁽¹⁾	646 672	- 991 075	- 344 403	789 596	- 1 220 148	- 430 552
Prêts / emprunts sur la clientèle	1 475 895	- 1 346 371	129 524	1 356 761	- 1 680 341	- 323 580
Obligations et autres titres de dettes détenus/émis	125 553	- 281 679	- 156 126	135 497	- 357 043	- 221 546
Dettes subordonnées	///	0	0	///	0	0
Passifs locatifs	///	- 953	- 953	///	- 953	- 953
Actifs et passifs financiers au coût amorti (hors opérations de location-financement)	2 248 120	- 2 620 056	- 371 936	2 281 854	- 3 258 485	- 976 631
Opérations de location-financement	24 513	///	24 513	19 562	///	19 562
Titres de dettes	855 523	///	855 523	686 108	///	686 108
Autres	0	///	0	0	///	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	855 523	///	855 523	686 108	///	686 108
TOTAL ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI ET À LA JV PAR CAPITAUX PROPRES	3 128 156	- 2 620 056	508 100	2 987 524	- 3 258 485	- 270 961
Actifs financiers non standards qui ne sont pas détenus à des fins de transaction	4 100	///	4 100	6 077	///	6 077
Instruments dérivés de couverture	306 139	- 173 841	132 298	601 439	- 158 419	443 020
Instruments dérivés pour couverture économique	1 361	- 1 408	- 47	6 384	- 840	5 544
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊT	3 439 757	- 2 795 305	644 452	3 601 423	- 3 417 744	183 680

(1) Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 54,98 millions d'euros (68,12 millions d'euros en 2024) au titre de la rémunération des fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les charges d'intérêts sur les comptes d'épargne à régime spécial sont nulles au titre de la reprise nette (produit) à la provision épargne logement pour 9,4 millions d'euros (2,3 millions d'euros de reprise nette au titre de l'exercice 2024).

4.2 Produits et charges de commissions

Principes comptables

En application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », la comptabilisation du produit des activités ordinaires reflète le transfert du contrôle des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La démarche de comptabilisation du revenu s'effectue en cinq étapes :

- identification des contrats avec les clients ;
- identification des obligations de performance (ou éléments) distinctes à comptabiliser séparément les unes des autres ;
- détermination du prix de la transaction dans son ensemble ;
- allocation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance distinctes ;
- comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

Cette approche s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment, des contrats de location (couverts par la norme IFRS 16), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 17) et des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques en matière de revenus ou de coûts des contrats sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu.

Eu égard aux activités du Groupe, sont principalement concernés par cette méthode :

- les produits de commissions, en particulier ceux relatifs aux prestations de service bancaires lorsque ces produits ne sont pas intégrés dans le taux d'intérêt effectif, ou ceux relatifs à la gestion d'actif ou aux prestations d'ingénierie financière ;
- les produits des autres activités, (cf. note 4.6) notamment en cas de prestations de services intégrées au sein de contrats de location ;
- les prestations de services bancaires rendues avec la participation de partenaires Groupe.

Il en ressort donc que les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le Groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

Commissions sur prestations de service

Les commissions sur prestations de service font l'objet d'une analyse pour identifier séparément les différents éléments (ou obligations de performance) qui les composent et attribuer à chaque élément la part de revenu qui lui revient. Puis chaque élément est comptabilisé en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Lorsqu'une incertitude demeure sur l'évaluation du montant d'une commission (commission de performance en gestion d'actif, commission variable d'ingénierie financière, etc.), seul le montant auquel le Groupe est déjà assuré d'avoir droit compte tenu des informations disponibles à la clôture est comptabilisé.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les « Produits d'intérêts » et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

5.

En milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	4 845	- 1 540	3 305	7 666	- 712	6 954
Opérations avec la clientèle	208 262	- 2 226	206 036	192 981	- 317	192 664
Prestation de services financiers	62 806	- 25 222	37 584	58 258	- 18 865	39 393
Vente de produits d'assurance vie	9 481	///	9 481	7 340	///	7 340
Moyens de paiement	316 405	- 158 900	157 505	302 604	- 153 566	149 038
Opérations sur titres	12 784	0	12 784	9 358	0	9 358
Activités de fiducie	9 653	0	9 653	7 864	0	7 864
Opérations sur instruments financiers et de hors bilan	79 737	- 12 255	67 482	69 443	- 11 797	57 646
Autres commissions	25 992	- 1 389	24 603	21 131	- 635	20 496
TOTAL DES COMMISSIONS	729 965	- 201 533	528 432	676 645	- 185 891	490 754

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

Les « Résultats sur opérations de couverture » comprennent la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro-couvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾	290 271	622 226
Résultats sur instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	0	0
• Résultats sur actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	0	0
• Résultats sur passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	0	0
Résultats sur opérations de couverture	- 83 662	- 41 615
• Inefficacité de la couverture de flux trésorerie (CFH)	0	0
• Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	- 83 662	- 41 615
Variation de la couverture de juste valeur	- 173 239	- 106 822
Variation de l'élément couvert	89 577	65 207
Résultats sur opérations de change	223 236	91 748
TOTAL DES GAINS ET PERTES NETS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	429 846	672 359

(1) Y compris couverture économique de change.

La ligne « Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat » inclut sur l'exercice 2025 :

- la variation de juste valeur des dérivés qui sont :
 - soit détenus à des fins de transaction,
 - soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères restrictifs requis par la norme IAS 39 ;

- la variation de juste valeur des dérivés affectée à hauteur de 2,606 millions d'euros par l'évolution des réfactions pour risque de contrepartie (*Credit Valuation Adjustment - CVA*, *Debit Valuation Adjustment - DVA* et *Funding Valuation Adjustment - FVA*).

Marge initiale (day one profit)

Non applicable au 31/12/2025.

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent :

- les instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur sont transférées en résultat ;
- les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidés en capitaux propres. Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement.

Les variations de valeur des instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables regroupent :

- les produits et charges comptabilisés en marge net d'intérêts ;
- les gains ou pertes nets sur actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres décomptabilisés ;
- les dépréciations/reprises comptabilisées en coût du risque ;
- les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

En milliers d'euros

	Exercice 2025	Exercice 2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes	- 10 236	- 2 354
Gains ou pertes nets sur instruments de capitaux propres (dividendes)	67 410	58 393
TOTAL DES PROFITS ET PERTES SUR LES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	57 174	56 039

5.

4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti

Principes comptables

Ce poste comprend les gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti (prêts ou créances, titres de dettes) et de passifs financiers au coût amorti.

En milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Gains	Pertes	Net	Gains	Pertes	Net
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur la clientèle	2 385	0	2 385	3 282	0	3 282
Titres de dettes	0	0	0	262	0	262
Gains et pertes sur les actifs financiers au coût amorti	2 385	0	2 385	3 544	0	3 544
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	1	- 85	- 84	0	- 123	- 123
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Gains et pertes sur les passifs financiers au coût amorti	1	- 85	- 84	0	- 123	- 123
TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI	2 386	- 85	2 301	3 544	- 123	3 421

4.6 Produits et charges des autres activités

Principes comptables

Les produits et charges des autres activités enregistrent notamment :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

En milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits et charges sur activités immobilières	0	0	0	0	0	0
Produits et charges sur opérations de location	2 854	0	2 854	2 982	0	2 982
Produits et charges sur immeubles de placement	6 437	- 10 641	- 4 204	0	- 205	- 205
<i>Quote-part réalisée sur opérations faites en commun</i>	<i>6 853</i>	<i>0</i>	<i>6 853</i>	<i>4 584</i>	<i>0</i>	<i>4 584</i>
<i>Charges refacturées et produits rétrocédés</i>	<i>1 908</i>	<i>- 34</i>	<i>1 874</i>	<i>94</i>	<i>- 128</i>	<i>- 34</i>
<i>Autres produits et charges diverses d'exploitation</i>	<i>5 699</i>	<i>- 27 525</i>	<i>- 21 826</i>	<i>5 584</i>	<i>- 26 837</i>	<i>- 21 253</i>
<i>Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation</i>	<i>///</i>	<i>- 135</i>	<i>- 135</i>	<i>///</i>	<i>1 277</i>	<i>1 277</i>
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	14 460	- 27 694	- 13 234	10 262	- 25 688	- 15 426
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS	23 751	- 38 335	- 14 584	13 244	- 25 893	- 12 649

Les produits et charges des activités d'assurance sont présentés en note 9.

4.7 Charges générales d'exploitation

Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages du personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées par le Groupe à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 70,39 millions d'euros. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 14,98 millions d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 55,41 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Contributions aux mécanismes de résolution bancaire - FRN

La directive 2014/59/UE dite BRRD (*Bank Recovery and Resolution Directive*) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, et l'ordonnance n° 20151024 transposant cette directive, ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. Le fonds est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution - ACPR - pour les établissements situés en France). Cette dernière pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre de mesures de résolution.

Conformément aux décisions 2019-CR-03 et 2019-CR-04 sur les contributions *ex-ante* aux dispositifs de financement pour la résolution, l'ACPR a déterminé les contributions au fonds de résolution pour l'année 2025.

La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Le montant des contributions versées par le Groupe est nul en 2024 et en 2025 tant pour la part passant en charge que pour la part sous la forme d'engagement de paiement irrévocable (EPI) garanti par des dépôts espèces inscrits à l'actif du bilan. Des contributions pourront toutefois être appelées à l'avenir en fonction notamment de l'évolution des dépôts couverts et de l'utilisation éventuelle du fonds. La part des EPI correspond à 15 % des appels de fonds jusqu'en 2022 et 22,5 % pour la contribution 2023. Ces dépôts sont rémunérés au taux applicable aux acteurs de marché concernés, c'est-à-dire à €ster - 20 bp depuis le 1^{er} mai 2023. Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 34,9 millions d'euros au 31 décembre 2025. Il est comptabilisé au coût amorti à l'actif du bilan sur la ligne « Comptes de régularisation et actifs divers » et ne fait pas l'objet de dépréciations au 31 décembre 2025. Les engagements au titre des EPI ne font pas l'objet de provision au passif. En effet, les conditions d'utilisation des ressources du FRU, et donc d'appel des engagements de paiement irrévocables, sont strictement encadrées par la réglementation. Ces ressources ne peuvent être appelées qu'en cas de retrait d'agrément ou de procédure de résolution d'un établissement et après une intervention à hauteur d'un minimum de 8 % du total des passifs par les actionnaires et les détenteurs d'instruments de fonds propres pertinents et d'autres engagements utilisables au titre du renflouement interne. De plus, la contribution du FRU ne doit pas excéder 5 % du total des passifs de l'établissement soumis à une procédure de résolution. BRED Banque Populaire ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour que BRED Banque Populaire intervienne en zone euro, ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Charges de personnel ⁽¹⁾	- 600 187	- 551 705
Impôts, taxes et contributions réglementaires ⁽²⁾	- 33 920	- 25 921
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	- 198 037	- 182 517
Charges de location	- 17 373	- 8 348
Autres frais administratifs	- 249 330	- 216 786
TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	- 849 517	- 768 491

(1) Incluant la totalité des frais généraux par nature de l'ensemble des activités du Groupe, y compris la totalité des frais généraux de l'activité d'assurance présentés en note 9.

(2) Les impôts, taxes et contributions réglementaires incluent notamment la taxe de soutien aux collectivités territoriales pour un montant annuel de 1,7 millions d'euros (contre 1,6 millions d'euros en 2024).

La décomposition des charges de personnel est présentée dans la note 8.1.

Les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) sont présentées en PNB et les refacturations des missions Groupe restent présentées en frais de gestion. Le montant des cotisations en PNB s'élève à 20,3 millions d'euros en 2025 et le montant des cotisations en charges d'exploitation s'élève à 37,8 millions d'euros en 2025 contre 33 millions d'euros en 2024.

4.8 Gains ou pertes sur autres actifs

Principes comptables

Les gains ou pertes sur autres actifs enregistrent les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les plus ou moins-values de cession et provisions des titres de participation consolidés.

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	- 4 503	196
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées	14 568	33 715
Gains ou pertes sur hyperinflation - Effet de la position monétaire nette	- 2 742	
TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	7 322	33 911

Note 5 Notes relatives au bilan

5.1 Caisse, banques centrales

Principes comptables

Ce poste comprend principalement la caisse et les avoirs auprès de la banque centrale au coût amorti.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Caisse	362 525	366 257
Banques centrales	24 369 549	10 789 086
TOTAL CAISSE, BANQUES CENTRALES	24 732 074	11 155 343

5.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, de certains actifs et passifs que le Groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IFRS 9 et des actifs non basiques.

Les critères de classement des actifs financiers sont décrits en note 2.5.1.

Date d'enregistrement des titres

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement - livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement - livraison.

Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « Actifs et passifs à la juste valeur par résultat », l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

5.2.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ;
- les actifs financiers que le Groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IFRS 9. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus ;
- les instruments de dettes non basiques ;
- les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat par défaut (qui ne sont pas détenus à des fins de transaction).

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » à l'exception des actifs financiers de dettes non basiques dont les intérêts sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts ».

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du Groupe.

Actifs à la juste valeur par résultat sur option

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est réservée uniquement dans le cas d'une élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable. L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat			Total	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat			Total
	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers ⁽³⁾	Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option ⁽¹⁾		Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers ⁽³⁾	Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option ⁽¹⁾	
Effets publics et valeurs assimilées	1 527 451	0	0	1 527 451	1 829 237	0	0	1 829 237
Obligations et autres titres de dettes	1 289 654	519 999	0	1 809 653	1 196 818	584 564	0	1 781 382
Autres	0	0	0	0			0	
Titres de dettes	2 817 105	519 999	0	3 337 104	3 026 055	584 564	0	3 610 619
Prêts aux établissements de crédit hors opérations de pension	0	161 709	0	161 709	0	146 471	0	146 471
Prêts à la clientèle hors opérations de pension	0	0	0	0	0		0	0
Opérations de pension ⁽²⁾	0	0	0	0	0		0	0
Prêts	0	161 709	0	161 709	0	146 471	0	146 471
Instruments de capitaux propres	7 677 821	9 377	///	7 687 198	8 681 215	46 550	///	8 727 765
Dérivés de transaction ⁽²⁾	1 858 986	///	///	1 858 986	2 494 745	///	///	2 494 745
Dépôts de garantie versés	0	///	///	0	0	///	///	0
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	12 353 912	691 085	0	13 044 997	14 202 015	777 585	0	14 979 600

(1) Uniquement dans le cas d'une « non-concordance comptable ».

(2) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 5.19).

(3) Inclus les actifs non basiques qui ne relèvent pas d'une activité de transaction dont les parts d'OPCVM ou de FCPR présentés au sein des obligations et autres titres de dettes (3,38 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 3,08 millions d'euros au 31 décembre 2024). Les prêts à la clientèle comprennent notamment certains contrats de prêts structurés aux collectivités locales. Cette catégorie inclut également les instruments de capitaux propres pour lesquels il n'a pas été fait le choix de les évaluer par capitaux propres pour un montant de 2,561 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 2,716 millions d'euros au 31 décembre 2024. Les critères de classement des actifs financiers en juste valeur par le résultat en raison du non-respect du critère SPPI retenus par le Groupe sont communiqués en note 2.5.1.

Le poste « Dérivés de transaction » inclut les dérivés dont la juste valeur est positive et qui sont :

- soit détenus à des fins de transaction ;
- soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture comptable restrictifs requis par la norme IAS 39.

Le montant de ce poste est également diminué de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la CVA / DVA (*Credit Valuation Adjustment* et *Debit Valuation Adjustment*).

5.2.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IFRS 9. Le portefeuille de transaction est composé de dettes liées à des opérations de vente à découvert, d'opérations de pension et d'instruments financiers dérivés. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus.

Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté.

Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables à l'évolution du risque de crédit propre pour les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option qui sont enregistrées, depuis le 1^{er} janvier 2016, dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». En cas de décomptabilisation du passif avant son échéance (par exemple, rachat anticipé), le gain ou la perte de juste valeur réalisé, attribuable au risque de crédit propre, est transféré directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

5.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

- élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable.

L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie ;

- alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance.

L'option s'applique dans le cas de passifs gérés et évalués à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le suivi interne s'appuie sur une mesure en juste valeur ;

- instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés.

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur à un passif financier est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IFRS 9 (exemple d'une option de remboursement anticipé incorporée dans un instrument de dettes). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

	31/12/2025			31/12/2024		
	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total
<i>En milliers d'euros</i>						
Ventes à découvert	34 156	///	34 156	96 310	///	96 310
Dérivés de transaction ⁽¹⁾	1 108 487	///	1 108 487	1 785 032	///	1 785 032
Comptes à terme et emprunts interbancaires	0	0	0	0	0	0
Comptes à terme et emprunts à la clientèle	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre non subordonnées	0	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	///	0	0	///	0	0
Opérations de pension	0	///	0	0	///	0
Dépôts de garantie reçus	0	///	0	0	///	0
Autres	///	69 547	69 547	///	93 555	93 555
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	1 142 643	69 547	1 212 190	1 881 342	93 555	1 974 897

(1) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 5.19.2)

5.2.3 Instruments dérivés de transaction

Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	92 198 971	514 931	701 238	96 351 018	854 946	921 266
Instruments sur actions	34 337 294	102 138	88 277	23 431 014	103 843	160 265
Instruments de change	64 447 497	386 794	286 929	52 081 422	633 201	657 385
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes	190 983 762	1 003 863	1 076 444	171 863 454	1 591 990	1 738 917
Instruments de taux	6 530 793	26 212	24 785	5 942 072	41 965	41 382
Instruments sur actions	2 383 433	823 922	0	2 967 928	858 858	0
Instruments de change	246 945	3 154	3 136	183 662	700	1 466
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	9 161 171	853 288	27 921	9 093 662	901 523	42 848
Dérivés de crédit	120 305	1 835	4 122	102 249	1 232	3 267
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION	200 265 238	1 858 986	1 108 487	181 059 365	2 494 745	1 785 032
<i>Dont marchés organisés</i>	<i>32 275 776</i>	<i>824 526</i>	<i>502</i>	<i>16 776 964</i>	<i>858 858</i>	<i>0</i>
<i>Dont opérations de gré à gré</i>	<i>167 989 463</i>	<i>1 034 461</i>	<i>1 107 984</i>	<i>164 282 401</i>	<i>1 635 887</i>	<i>1 785 032</i>

5.3 Instruments dérivés de couverture

5.

Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

Le Groupe BPCE, et donc le Groupe BRED Banque Populaire, a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macrocouverture.

Couverture de juste valeur

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

L'inefficacité relative à la valorisation en bicourbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

Couverture de flux de trésorerie

Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures – taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres », la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

Cas particuliers de couverture de portefeuilles (macrocouverture)

Documentation en couverture de flux de trésorerie

Certains établissements du Groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échéancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt.

Dans ce cadre, à chaque arrêté, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survenance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

Documentation en couverture de juste valeur

Certains établissements du Groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite *carve-out*).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le *carve-out* de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de couverture du risque de taux interbancaire associée aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macrocouverture utilisés par le Groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources ou des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macrocouverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macrocouverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », à l'actif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille d'actifs financiers, au passif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts. L'inefficacité relative à la valorisation en bicourbe des dérivés collatéralisés est prise en compte.

Deux tests d'efficacité sont réalisés :

- un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de surcouverture ;
- un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à courir si le sous-jacent couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macrocouverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au notionnel des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts.

Couverture d'un investissement net libellé en devises

L'investissement net dans une activité à l'étranger est le montant de la participation de l'entité consolidante dans l'actif net de cette activité.

La couverture d'un investissement net libellé en devises a pour objet de protéger l'entité consolidante contre des variations de change d'un investissement dans une entité dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés. Ce type de couverture est comptabilisé de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession (ou de la cession partielle avec perte de contrôle) de tout ou partie de l'investissement net.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	40 354 742	169 979	268 927	36 415 987	322 681	268 613
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	1 155 547	13 063	0	1 253 416	36 180	488
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes	41 510 289	183 042	268 927	37 669 403	358 861	269 101
Instruments de taux	0	0	0	0	0	0
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0
Couverture de juste valeur	41 510 289	183 042	268 927	37 669 403	358 861	269 101
Instruments de taux	5 641 000	17 593	45 861	5 523 820	37 936	67 074
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	96 565	0	5 725
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes	5 641 000	17 593	45 861	5 620 385	37 936	72 799
Instruments de taux	0	0	0	0	0	0
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0
Couverture de flux de trésorerie	5 641 000	17 593	45 861	5 620 385	37 936	72 799
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0
Couverture d'investissements nets en devises	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	47 151 289	200 635	314 788	43 289 788	396 797	341 900

Tous les instruments dérivés de couverture sont présentés dans le poste « Instruments de dérivés de couverture » à l'actif et au passif du bilan.

Les swaps financiers de devises sont documentés à la fois en couverture de juste valeur de taux et en couverture de flux de trésorerie de change. La juste valeur globale est néanmoins présentée en dérivés de change. Ces dérivés sont présentés en instruments de couverture de flux de trésorerie de change afin de mieux refléter le poids de la composante change (liée à la couverture de flux de trésorerie) dans la juste valeur globale.

Échéancier du notionnel des instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2025

En milliers d'euros	Inf. à 1 an	De 1 à 5 ans	De 6 à 10 ans	Sup. à 5 ans
Couverture de taux d'intérêts	17 444	33 138 793	12 839 505	0
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	4 815 000	826 000	0
Instruments de couverture de juste valeur	17 444	28 323 793	12 013 505	0
Couverture du risque de change	0	501 540	654 007	0
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	0	501 540	654 007	0
Couverture des autres risques	0	0	0	0
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	0	0	0	0
Couverture d'investissements nets en devises	0	0	0	0
TOTAL	17 444	33 640 333	13 493 512	0

Les swaps financiers de devises sont documentés à la fois en couverture de juste valeur de taux et en couverture de flux de trésorerie de change. La juste valeur globale est néanmoins présentée en dérivés de change. Ces dérivés principalement présentés en instruments de couverture de flux de trésorerie de change afin de mieux refléter le poids de la composante change (liée à la couverture de flux de trésorerie) dans la juste valeur globale.

Éléments couverts

Couverture de juste valeur

En milliers d'euros	Couverture de juste valeur								
	Au 31 décembre 2025								
	Couverture du risque de taux			Couverture du risque de change			Couverture des autres risque (or, matières premières...)		
	Valeur comptable	réévaluation de la composante couverte ⁽¹⁾	Composante couverte restant à étaler ⁽²⁾	Valeur comptable	réévaluation de la composante couverte ⁽¹⁾	Composante couverte restant à étaler ⁽²⁾	Valeur comptable	réévaluation de la composante couverte ⁽¹⁾	Composante couverte restant à étaler ⁽²⁾
Actifs									
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	21 555 371	49 098	0	818 795	- 21 313	0	0	0	0
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dette	21 555 371	49 098	0	818 795	- 21 313	0	0	0	0
Actions et autres instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers au coût amorti	6 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	6 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs									
Passifs financiers au coût amorti	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	21 561 371	49 098	0	818 795	- 21 313	0	0	0	0

(1) Intérêts courus exclus. La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan.

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture.

Couverture de juste valeur									
Au 31 décembre 2024									
En milliers d'euros	Couverture du risque de taux			Couverture du risque de change			Couverture des autres risque (or, matières premières...)		
	Valeur comptable	réévaluation de la composante couverte ⁽¹⁾	Composante couverte restant à étaler ⁽²⁾	Valeur comptable	réévaluation de la composante couverte ⁽¹⁾	Composante couverte restant à étaler ⁽²⁾	Valeur comptable	réévaluation de la composante couverte ⁽¹⁾	Composante couverte restant à étaler ⁽²⁾
Actifs									
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	19 270 480	- 107 063	0	1 208 880	- 19 082	0	0	0	0
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dette	19 270 480	- 107 063	0	1 208 880	- 19 082	0	0	0	0
Actions et autres instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers au coût amorti	17 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	17 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs									
Passifs financiers au coût amorti	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes envers la clientèle	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	19 487 480	- 107 063	0	1 208 880	- 19 082	0	0	0	0

(1) Intérêts courus exclus. La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan.

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture.

Dans le cadre de ses activités de marché et de sa gestion actif-passif, BRED Banque Populaire possède des titres en euros et en dollars dont la rémunération est indexée sur l'inflation. Pour limiter son exposition aux divers risques générés par ces titres, BRED Banque Populaire a contracté des dérivés. Ces opérations suivent les règles classiques de comptabilité de couverture décrites en note 5.3.

L'inefficacité de la couverture de la période est présentée en note 4.3 « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Couverture de flux de trésorerie – Couverture d'investissements nets en devises

31/12/2025

En milliers d'euros	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues ⁽¹⁾	Dont partie inefficace	Solde des couvertures échues restant à étaler ⁽²⁾	Juste valeur de l'élément couvert (dérivé hypothétique)
Couverture de risque de taux	- 28 268	- 28 269	0	0	3 690
Couverture de risque de change	0	0	0	0	0
Couverture des autres risques	0	0	0	0	0
TOTAL - COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE ET D'INVESTISSEMENTS NETS EN DEVISES	- 28 268	- 28 269	0	0	3 690

(1) Dont ICNE des couvertures de flux de trésorerie pour un montant de 0,58 millions d'euros.

Reconnus en autres éléments comptabilisés en capitaux propres ou en résultat pour la partie recyclée en symétrie à l'élément couvert.

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture.

31/12/2024

En milliers d'euros	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues ⁽¹⁾	Dont partie inefficace	Solde des couvertures échues restant à étaler ⁽²⁾	Juste valeur de l'élément couvert (dérivé hypothétique)
Couverture de risque de taux	- 29 144	- 29 144	0	0	10 522
Couverture de risque de change	- 5 725	- 5 725	0	0	- 135
Couverture des autres risques		0	0	0	0
TOTAL - COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE ET D'INVESTISSEMENTS NETS EN DEVISES	- 34 869	- 34 869	0	0	10 387

(1) Dont ICNE des couvertures de flux de trésorerie pour un montant de 6,04 millions d'euros.

Reconnus en autres éléments comptabilisés en capitaux propres ou en résultat pour la partie recyclée en symétrie à l'élément couvert.

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture.

L'inefficacité de la couverture est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » en note 4.3.

La réserve « Couverture de flux de trésorerie » correspond à la partie efficace des couvertures non échues et au solde des couvertures échues restant à étaler, avant impôt, y compris la part des participations ne donnant pas le contrôle.

Le recyclage en résultat de la réserve « Couverture de flux de trésorerie » est inclus soit dans la marge nette d'intérêt soit dans le résultat de décomptabilisation de l'élément couvert par symétrie avec le poste impacté par l'élément couvert.

Couverture de flux de trésorerie et couverture d'investissements nets en devises – Analyse des autres éléments comptabilisés en capitaux propres

Cadrage des OCI (en milliers d'euros)	01/01/2025	Variation de la part efficace	Reclassement en résultat de part efficace	Basis adjustment - élément non financier	Élément couvert partiellement ou totalement éteint	31/12/2025
Montant des capitaux propres pour les opérations en CFH	- 5 714	4 061	0	0	0	- 1 653
Dont couverture de taux	- 5 578	3 926	0	0	0	- 1 652
Dont couverture de change	- 135	135	0	0	0	0
Montant des capitaux propres pour les opérations en NIH	0	0	0	0	0	0
TOTAL	- 5 714	4 061	0	0	0	- 1 653

Cadrage des OCI (en milliers d'euros)	01/01/2024	Variation de la part efficace	Reclassement en résultat de part efficace	Basis adjustment - élément non financier	Élément couvert partiellement ou totalement éteint	31/12/2024
Montant des capitaux propres pour les opérations en CFH	22 057	- 27 771	0			- 5 714
Dont couverture de taux	22 338	- 27 916				- 5 578
Dont couverture de change	- 281	146				- 135
Montant des capitaux propres pour les opérations en NIH						
TOTAL	22 057	- 27 771	0	0	0	- 5 714

5.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

Instruments de dettes évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur (pied de coupon) sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (les actifs en devises étant monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

Ces instruments sont soumis aux exigences d'IFRS 9 en matière de dépréciation. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1. En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les instruments de dettes sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Cette méthode est décrite dans la note 5.5 - Actifs au coût amorti.

Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (les actifs en devise étant non monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change n'affectent pas le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

La désignation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est une option irrévocable qui s'applique instrument par instrument uniquement aux instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction. Les pertes de valeur latentes et réalisées restent constatées en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciations.

En cas de cession, ces variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidés en capitaux propres.

Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement. Ils sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres » (note 4.4).

5.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Prêts ou créances sur la clientèle	0	0
Titres de dettes	23 733 140	21 640 176
Actions et autres titres de capitaux propres	1 409 907	1 262 476
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	25 143 047	22 902 652
<i>Dont dépréciations pour pertes de crédit attendues ⁽¹⁾</i>	<i>- 5 378</i>	<i>- 5 068</i>
Dont gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (avant impôts)	144 143	- 70 420
• Instruments de dettes	19 205	- 60 439
• Instruments de capitaux propres	124 938	- 9 981

(1) Détail présenté dans la note 7.1.2.2.

Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres peuvent être :

- des titres de participations ;
- des actions et autres titres de capitaux propres.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction. Lors des arrêts suivants, les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en capitaux propres (OCI). Les variations de juste valeur ainsi accumulées en capitaux propres ne seront pas reclassées en résultat au cours d'exercices ultérieurs (OCI non recyclables).

Seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque les conditions sont remplies.

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période	Décomptabilisation sur la période		Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période	Décomptabilisation sur la période	
		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulés à la date de cession		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulés à la date de cession
Titres de participations	1 160 295	56 547	- 2 074	- 10 072	971 455	45 000	- 21 381	- 3 674
Actions et autres titres de capitaux propres	249 612	10 862	12 238	5 006	291 021	13 391	- 16 780	3 781
TOTAL	1 409 907	67 409	10 164	- 5 066	1 262 476	58 391	- 38 161	107

Les titres de participations comprennent les participations stratégiques, les entités « outils » (l'informatique par exemple) et certains titres de capital investissement à long terme. Ces titres de participation n'ayant pas vocation à être cédés, un classement en instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres est adapté à cette nature de participation.

Le montant cumulé des variations de juste valeur reclassé dans la composante « Réserves consolidées » durant la période concerne les cessions et s'élève à + 5,06 millions d'euros au 31 décembre 2025.

5.5 Actifs au coût amorti

Principes comptables

Les actifs au coût amorti sont des actifs financiers basiques détenus dans un modèle de collecte. La grande majorité des crédits accordés par le Groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1.

Les actifs financiers au coût amorti incluent les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les titres au coût amorti tels que les effets publics ou les obligations.

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts et diminuée des produits directement attribuables, selon le cas, à la mise en place du crédit ou à l'émission.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché, est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

Lors des arrêts ultérieurs, ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur comptable initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts externes de transaction directement liés à la mise en place des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

Prêts garantis par l'État

Le prêt garanti par l'État (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n° 2020289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du ministre de l'Économie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi. Le dispositif a pris fin au 30 juin 2022.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'État.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme/ Hôtellerie/ Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'État couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la échéance de son terme. La garantie de l'État pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'État sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du ministre de l'Économie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Compte tenu de ces caractéristiques, les PGE répondent aux critères de prêts basiques (cf. note 2.5.1). Ils sont comptabilisés dans la catégorie « coût amorti » puisqu'ils sont détenus dans un modèle de gestion de collecte dont l'objectif est de détenir les prêts pour en collecter les flux de trésorerie (cf. note 2.5.1). Lors des arrêts ultérieurs, ils seront évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Concernant la garantie de l'État, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit par le groupe BPCE à l'État est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Un PGE octroyé à une contrepartie considérée douteuse à l'initiation (Statut 3) est classé en POCI (*Purchased or Originated Credit Impaired*).

Toutefois, l'octroi d'un PGE à une contrepartie donnée ne constitue pas à lui seul un critère de dégradation du risque, devant conduire à un passage en Statut 2 ou 3 des autres encours de cette contrepartie.

Le PGE Résilience, ouvert au 6 avril 2022, est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine (notamment pour des entreprises qui seraient au - ou proches du - plafond des 25 % du PGE). Le plafond autorisé est de 15 % du chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices comptables, ou les deux derniers exercices si elles ne disposent que d'un exercice comptable, ou calculé comme le chiffre d'affaires annualisé par projection linéaire à partir du chiffre d'affaires réalisé à date si elles ne disposent d'aucun exercice comptable

clos. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15 % du CA, ce PGE complémentaire prendra la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à 6 ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a pris fin au 31 décembre 2023.

Renégociations et restructurations

Lorsque des contrats font l'objet de modifications, la norme IFRS 9 requiert l'identification des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation. Le profit ou la perte résultant de la modification d'un contrat est comptabilisé en résultat en cas de modification. La valeur comptable brute de l'actif financier est alors recalculée pour être égale à la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif initial, des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés. Une analyse du caractère substantiel des modifications est cependant à mener au cas par cas.

Les encours « restructurés » correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours « restructurés » résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les « restructurations » doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (exemples : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc.) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une « restructuration » n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois. Le classement en défaut de la contrepartie dépend du résultat du test de viabilité réalisé lors de la restructuration de la contrepartie.

En cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes de crédit avéré, le prêt est considéré comme un encours déprécié (au Statut 3) et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. En l'absence de significativité de la décote, le TIE du prêt restructuré est ajusté et aucune décote n'est constatée.

Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain (non déprécié, au Statut 1 ou au Statut 2) quand il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Lorsque la restructuration est substantielle (par exemple la conversion en tout ou partie d'un prêt en un instrument de capitaux propres), les nouveaux instruments sont comptabilisés à leur juste valeur. La différence entre la valeur comptable du prêt (ou de la partie du prêt) décomptabilisé(e) et la juste valeur des actifs reçus en échange est inscrite en résultat dans le poste « Coût du risque de crédit ». La dépréciation éventuelle précédemment constituée sur le prêt est ajustée. Elle est entièrement reprise en cas de conversion totale du prêt en nouveaux actifs.

Les moratoires accordés de manière générale aux entreprises et visant à répondre à des difficultés de trésorerie temporaires liées à la crise de la Covid-19, viennent modifier les échéanciers de remboursement de ces créances sans en modifier substantiellement leurs caractéristiques. Ces créances sont donc modifiées sans être décomptabilisées. De plus, l'octroi de cet aménagement ne constitue pas en lui-même un indicateur de difficulté financière des dites entreprises.

Frais et commissions

Les coûts directement attribuables à la mise en place des prêts sont des coûts externes qui consistent

essentiellement en commissions versées à des tiers telles que les commissions versées aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés *pro rata temporis* sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

Date d'enregistrement

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison. Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison. En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers. Pour les opérations de prise en pension, un engagement de financement donné est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison.

5.5.1 Titres au coût amorti

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	208 634	375 527
Obligations et autres titres de dettes	2 545 088	2 274 448
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	- 956	- 839
TOTAL DES TITRES AU COÛT AMORTI	2 752 767	2 649 136

La juste valeur des titres est présentée en note 10.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

5.5.2 Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	822 080	1 119 907
Opérations de pension	546 516	670 256
Comptes et prêts ⁽¹⁾	7 240 631	6 862 334
Autres prêts ou créances sur établissements de crédit	713	714
Dépôts de garantie versés	774 670	864 334
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	- 1 826	- 10 374
TOTAL	9 382 784	9 507 171

(1) Les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « Comptes et prêts » s'élèvent à 2 442,62 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 2 162,18 millions d'euros au 31 décembre 2024.

La juste valeur des prêts et créances sur établissement de crédit est présentée en note 10.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

Les créances sur opérations avec le réseau s'élèvent à 5 620,09 millions d'euros au 31 décembre 2025 (5 814,85 millions d'euros au 31 décembre 2024).

5.5.3 Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti

En milliers d'euros

	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	2 905 469	2 319 666
Autres concours à la clientèle	45 129 545	41 871 896
• Prêts à la clientèle financière	68 324	35 356
• Crédits de trésorerie ⁽¹⁾	10 241 419	9 578 087
• Crédits à l'équipement	11 089 082	10 500 693
• Crédits au logement	17 533 850	16 941 297
• Crédits à l'exportation	505 703	427 492
• Opérations de pension	2 125 900	976 914
• Opérations de location-financement	444 003	383 557
• Prêts subordonnés	12 418	13 113
• Autres crédits	3 108 845	3 015 387
Autres prêts ou créances sur la clientèle	31	31
Dépôts de garantie versés	686 016	624 813
Prêts et créances bruts sur la clientèle	48 721 060	44 816 406
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	- 1 223 598	- 1 161 916
TOTAL	47 497 462	43 654 490

(1) Les prêts garantis par l'État (PGE) sont présentés au sein des crédits de trésorerie et s'élèvent à 266 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 623 millions d'euros au 31 décembre 2024.

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 10.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

5.6 Reclassements d'actifs financiers

Principes comptables

Les reclassements d'actifs financiers en IFRS 9 sont limités. Il n'est pas possible de reclasser un titre au coût amorti en cas de simple illiquidité des marchés. Un reclassement est possible uniquement dans le cas où le modèle de gestion a changé en raison d'une décision stratégique du management. De ce fait, il s'agit de cas très limités (exemple : vente d'un secteur d'activité se traduisant par un passage en gestion extinctive des actifs concernés, restructuration d'activité...).

Dans ce cas, le reclassement est prospectif et n'implique pas de requalification affectant les périodes antérieures.

5.7 Comptes de régularisation et actifs divers

En milliers d'euros

	31/12/2025	31/12/2024
Comptes d'encaissement	66 244	70 161
Charges constatées d'avance	116 270	155 933
Produits à recevoir	31 497	29 267
Autres comptes de régularisation	484 822	362 148
Comptes de régularisation - actif	698 833	617 509
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	0	0
Dépôts de garantie versés	0	0
Débiteurs divers	936 104	700 265
Actifs divers	936 104	700 265
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	1 634 936	1 317 774

5.8 Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées

Principes comptables

En cas de décision de vendre des actifs non courants avec une forte probabilité pour que cette vente intervienne dans les 12 mois, les actifs concernés sont isolés au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont également présentés séparément dans un poste dédié « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants cessent d'être amortis et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur juste valeur minorée des coûts de la vente. Les instruments financiers restent évalués selon les principes de la norme IFRS 9.

Un actif (ou un groupe d'actifs) non courant est destiné à être cédé lorsque sa valeur comptable est recouvrée par le biais d'une transaction de vente. Cet actif (ou groupe d'actifs) doit être disponible immédiatement en vue de la vente et il doit être hautement probable que cette vente intervienne dans les douze mois.

Le groupe BRED Banque Populaire ne dispose pas de tels actifs.

5.9 Immeubles de placement

Principes comptables

Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles pour les entités du Groupe à l'exception de certaines entités d'assurance qui comptabilisent leurs immeubles représentatifs de placements d'assurance à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat. La juste valeur est le résultat d'une approche multicritères par capitalisation des loyers au taux du marché et comparaison avec le marché des transactions.

La juste valeur des immeubles de placement du Groupe est communiquée à partir des résultats d'expertises régulières sauf cas particulier affectant significativement la valeur du bien.

Les biens immobiliers en location simple peuvent avoir une valeur résiduelle venant en déduction de la base amortissable.

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne « Produits ou charges nets des autres activités » à l'exception des activités d'assurance classées en « Produits des activités d'assurance ».

	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<i>En milliers d'euros</i>						
Immeubles comptabilisés à la juste valeur	///	///	///	///	///	///
Immeubles comptabilisés au coût historique	83 400	- 3 135	80 265	5 222	- 3 008	2 214
TOTAL DES IMMEUBLES DE PLACEMENT			80 265			2 214

Le groupe BRED Banque Populaire a restructuré la détention de cinq sociétés et une SCI portant des actifs immobiliers, qui sont désormais détenues en direct par le biais de Cofibred. La valeur du patrimoine détenu par ces sociétés, non consolidées au 31 décembre 2025, représente un total de 89,6 millions d'euros.

Les immeubles de placement détenus par les filiales d'assurance sont présentés avec les placements d'assurance (cf. note 9).

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 89,6 millions d'euros au 31 décembre 2025 (89,7 millions d'euros au 31 décembre 2024).

La juste valeur des immeubles de placement est classée en niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs de la norme IFRS 13.

5.10 Immobilisations

Principes comptables

Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple et les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues pour les Banques Populaires :

- façades / couverture / étanchéité : 20 à 40 ans ;
- fondations / ossatures : 30 à 60 ans ;
- ravalements : 10 à 20 ans ;
- équipements techniques : 10 à 20 ans ;
- aménagements intérieurs : 8 à 15 ans.

Pour les autres catégories d'immobilisations, la durée d'utilité se situe en général dans une fourchette de 5 à 15 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers.

	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<i>En milliers d'euros</i>						
Immobilisations corporelles	682 280	- 407 901	274 380	659 590	- 380 762	278 828
Biens immobiliers	271 688	- 119 339	152 348	268 225	- 114 290	153 935
Biens mobiliers	410 593	- 288 562	122 031	391 365	- 266 472	124 893
Immobilisations corporelles données en location simple	0	0	0	0	0	0
Biens mobiliers	0	0	0	0	0	0
Droits d'utilisation au titre de contrats de location	180 498	- 108 127	72 371	159 386	- 89 839	69 547
Portant sur des biens immobiliers	180 498	- 108 127	72 371	159 386	- 89 839	69 547
<i>Dont contractés sur la période</i>	<i>24 906</i>	<i>- 8 286</i>	<i>16 620</i>	<i>15 516</i>	<i>- 2 401</i>	<i>13 115</i>
Portant sur des biens mobiliers	0	0	0	0	0	0
<i>Dont contractés sur la période</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	862 779	- 516 028	346 751	818 976	- 470 601	348 375
Immobilisations incorporelles	244 336	- 138 235	106 100	180 965	- 119 149	61 816
Droit au bail	22 550	- 11 284	11 266	35 379	- 11 598	23 781
Logiciels	137 588	- 114 504	23 083	129 185	- 102 601	26 584
Autres immobilisations incorporelles	84 198	- 12 447	71 751	16 401	- 4 950	11 451
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	244 336	- 138 235	106 100	180 965	- 119 149	61 816

5.11 Dettes représentées par un titre

Principes comptables

Les dettes émises qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Une catégorie de passifs éligibles au numérateur du TLAC (exigence en *Total Loss Absorbing Capacity*) a été introduite par la loi française et désignée communément « senior non préférée ». Ces passifs ont un rang intermédiaire entre celui des fonds propres et des autres dettes dites « senior préférées ».

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts obligataires	20 936	34 731
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	8 463 690	7 675 029
Autres dettes représentées par un titre qui ne sont ni non préférées ni subordonnées	18 138	17 899
Dettes non préférées	0	0
Total	8 502 764	7 727 659
Dettes rattachées	16 897	33 252
TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	8 519 661	7 760 911

La juste valeur des dettes représentées par un titre est présentée en note 10.

5.12 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Principes comptables

Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres, sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

Ces dettes émises sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre (note 5.11).

Les opérations de cession temporaire de titre sont comptabilisées en date de règlement livraison.

Pour les opérations de mise en pension de titres, un engagement de financement reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en « Dettes ».

5.12.1 Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 10.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Comptes à vue	2 446 425	2 022 243
Opérations de pension	0	0
Dettes rattachées	103	142
Dettes à vue envers les établissements de crédit et assimilés	2 446 528	2 022 385
Emprunts et comptes à terme	21 977 135	16 107 611
Opérations de pension	5 460 255	4 796 154
Dettes rattachées	107 580	94 163
Dettes à terme envers les établissements de crédit et assimilés	27 544 970	20 997 928
Dépôts de garantie reçus	823 784	1 027 375
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	30 815 282	24 047 688

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 10.

Les dettes sur opérations avec le réseau s'élèvent à 24 504,98 millions d'euros au 31 décembre 2025 (18 207,48 millions d'euros au 31 décembre 2024).

5.12.2 Dettes envers la clientèle

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	34 487 905	27 623 439
Livret A	2 549 044	2 434 503
Plans et comptes épargne-logement	1 566 299	1 624 867
Autres comptes d'épargne à régime spécial	4 450 691	4 179 851
Dettes rattachées	- 82	- 195
Comptes d'épargne à régime spécial	8 565 952	8 239 026
Comptes et emprunts à vue	10 569 232	10 325 828
Comptes et emprunts à terme	20 520 111	16 919 422
Dettes rattachées	96 360	162 267
Autres comptes de la clientèle	31 185 703	27 407 518
À vue	0	0
À terme	1 942 355	2 326 910
Dettes rattachées	1 962	6 245
Opérations de pension	1 944 317	2 333 155
Autres dettes envers la clientèle	0	0
Dépôts de garantie reçus	7 196	9 431
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	76 191 073	65 612 569

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 10.

5.13 Comptes de régularisation et passifs divers

En milliers d'euros

	31/12/2025	31/12/2024
Comptes d'encaissement	145 491	216 803
Produits constatés d'avance	133 324	129 676
Charges à payer	374 420	342 289
Autres comptes de régularisation créditeurs	102 576	144 240
Comptes de régularisation - passif	755 811	833 007
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	1	1
Créditeurs divers	523 534	421 076
Passifs locatifs	73 873	70 508
Passifs divers	597 408	491 585
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	1 353 219	1 324 592

5.14 Provisions

Principes comptables

Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux et assimilés, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux (autres que l'impôt sur le résultat) et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision doit être comptabilisée lorsqu'il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés, dont il est probable que le règlement nécessitera une sortie de ressources, et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

5.

Engagements sur les contrats d'épargne-logement

Les comptes épargne-logement (CEL) et les plans épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risque :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existants à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement, en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le Groupe, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

5.14.1 Synthèse des provisions

En milliers d'euros	01/01/2025	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements ⁽¹⁾	31/12/2025
Provisions pour engagements sociaux ⁽²⁾	35 055	6 098	0	- 9 258	- 13 707	18 187
Provisions pour restructurations	0	0	0	0	0	0
Risques légaux et fiscaux	27 098	14 222	0	- 5 807	- 620	34 893
Engagements de prêts et garanties ⁽³⁾	46 824	11 157	0	- 13 763	- 456	43 762
Provisions pour activité d'épargne-logement	16 529	0	0	- 9 445	0	7 084
Autres provisions d'exploitation	19 135	2 087	0	- 3 042	276	18 456
TOTAL DES PROVISIONS	144 641	33 564	0	- 41 315	- 14 507	122 383

(1) Les autres mouvements comprennent les écarts de réévaluation des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies (-10 148 millions d'euros avant impôts) ainsi que les impacts relatifs aux variations de périmètre et à la conversion.

(2) Dont 123 milliers d'euros liés aux régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies et autres avantages à long terme.

(3) Les provisions pour engagements de prêts et garanties sont détaillées dans la note 7.1.2.

5.14.2 Engagements sur les contrats d'épargne-logement

5.14.2.1 Encours collectés au titre de l'épargne-logement

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
• Ancienneté de moins de 4 ans	122 930	85 486
• Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	204 515	372 669
• Ancienneté de plus de 10 ans	1 031 054	970 425
Encours collectés au titre des plans épargne-logement	1 358 498	1 428 580
Encours collectés au titre des comptes épargne-logement	229 628	218 615
TOTAL DES ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DE L'ÉPARGNE-LOGEMENT	1 588 127	1 647 195

5.14.2.2 Encours de crédits octroyés au titre de l'épargne-logement

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne-logement	2 063	1 152
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne-logement	338	295
TOTAL DES ENCOURS DE CRÉDITS OCTROYÉS AU TITRE DE L'ÉPARGNE-LOGEMENT	2 401	1 447

5.14.2.3 Provisions constituées au titre de l'épargne-logement

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Provisions constituées au titre des PEL		
• Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
• Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	0	0
• Ancienneté de plus de 10 ans	6 758	12 758
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	6 758	12 758
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	277	3 760
Provisions constituées au titre des crédits PEL	46	7
Provisions constituées au titre des crédits CEL	3	4
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	49	11
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES AU TITRE DE L'ÉPARGNE LOGEMENT	7 085	16 529

5.15 Dettes subordonnées

Principes comptables

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supersubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dettes subordonnées désignées à la juste valeur sur option	0	0
Dettes subordonnées à la juste valeur par résultat	0	0
Dettes subordonnées à durée déterminée	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0
Actions de préférence	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	5 634	5 456
Dettes subordonnées et assimilés	5 634	5 456
Dettes rattachées	0	0
Réévaluation de la composante couverte	0	0
Dettes subordonnées au coût amorti	5 634	5 456
TOTAL DES DETTES SUBORDONNÉES	5 634	5 456

La juste valeur des dettes subordonnées est présentée en note 10.

Évolution des dettes subordonnées et assimilées au cours de l'exercice

En milliers d'euros	01/01/2025	Émission	Remboursement ⁽¹⁾	Autres mouvements	31/12/2025
Dettes subordonnées désignées à la juste valeur sur option	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées à durée déterminée	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0	0	0	0
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0	0	0	0
Actions de préférence	0	0	0	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	5 456	404	- 226	0	5 634
Dettes subordonnées au coût amorti	5 456	404	- 226	0	5 634
DETTES SUBORDONNÉES ET ASSIMILÉS	5 456	404	- 226	0	5 634

(1) Les remboursements concernent uniquement des dépôts de garantie à caractère mutuel.

5.16 Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis

Principes comptables

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- sa rémunération affecte les capitaux propres. En revanche, l'effet impôt sur ces distributions peut être comptabilisé selon l'origine des montants distribués, en réserves consolidées, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ou en résultat, conformément à l'amendement à IAS 12 de décembre 2017 applicable au 1^{er} janvier 2019. Ainsi, lorsque la distribution répond à la notion de dividendes au sens d'IFRS 9, l'effet impôt est inscrit en résultat. Cette disposition trouve à s'appliquer aux intérêts relatifs aux émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée considérés comme des dividendes d'un point de vue comptable ;
- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;
- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « Participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « Résultat part du Groupe », pour venir augmenter le résultat des « Participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées part du Groupe.

5.16.1 Parts sociales

Principes comptables

L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le Groupe sont classées en capitaux propres.

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Nombre	Nominal	Capital	Nombre	Nominal	Capital
Parts sociales						
Valeur à l'ouverture	184 430 565	10,64 %	1 962 341	178 841 760	10,59 %	1 893 934
Augmentation de capital	1 418 696	10,64 %	15 095	5 588 805	10,59 %	59 185
Réduction de capital	0	0,00 %	0	0	0,00 %	0
Autres variations	0	0,06 %	11 151	0	0,05 %	9 222
VALEUR À LA CLÔTURE	185 849 261	10,70 %	1 988 587	184 430 565	10,64 %	1 962 341

5.16.2 Titres supersubordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres

Entité émettrice	Date d'émission	Devise	Montant (en devise d'origine)	Date d'option de remboursement	Date de majoration d'intérêt (2)	Taux	Nominal (en milliers d'euros (1))	
							31/12/2025	31/12/2024
TOTAL							0	0

(1) Nominal converti en euros au cours de change en vigueur à la date de classement en capitaux propres.

(2) Date de majoration d'intérêts ou date de passage de taux fixe à taux variable.

5.17 Participations ne donnant pas le contrôle

Les informations relatives aux filiales et entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du Groupe sont présentées dans le tableau suivant :

31/12/2025									
Nom de l'entité En milliers d'euros	Lieu d'établissement	Pourcentage d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	Participations ne donnant pas le contrôle			Informations financières résumées à 100 % (1)			
			Résultat attribué au cours de la période aux détenteurs de participation ne donnant pas le contrôle	Montant des participations ne donnant pas le contrôle de la filiale	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Actifs	Dettes	Résultat net part du Groupe	Résultat global part du Groupe
Filiales		%							
BRED Vanuatu	Vanuatu	15,00 %	1 906	10 145	877	442 758	375 131	12 707	12 707
BCI Mer Rouge	Djibouti	49,00 %	5 179	23 264	4 149	561 328	513 851	11 014	11 014
Banque Franco Lao	Laos	30,00 %	- 398	8 277	0	209 238	181 954	- 1 326	- 1 326
BRED Fidji	Fidji	10,00 %	1 024	8 868	0	955 217	866 534	10 236	10 258
BRED Madagasikara BP	Madagascar	30,00 %	5 646	46 952	2 857	1 032 825	908 271	20 356	20 460
Autres entités			- 5 661	8 536					
TOTAL AU 31/12/2025			7 695	106 041	7 883	3 201 367	2 845 741	52 986	53 113

(1) Les informations financières présentent des montants sociaux IFRS.

31/12/2024									
Nom de l'entité En milliers d'euros	Lieu d'établissement	Pourcentage d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	Participations ne donnant pas le contrôle			Informations financières résumées à 100 % (1)			
			Résultat attribué au cours de la période aux détenteurs de participation ne donnant pas le contrôle	Montant des participations ne donnant pas le contrôle de la filiale	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Actifs	Dettes	Résultat net part du Groupe	Résultat global part du Groupe
Filiales		%							
BRED Vanuatu	Vanuatu	15,00 %	1 524	10 362	690	459 351	390 277	10 159	10 159
BCI Mer Rouge	Djibouti	49,00 %	6 382	25 260	3 600	735 113	683 562	13 411	13 411
Banque Franco Lao	Laos	30,00 %	742	8 717	0	136 494	107 523	2 474	2 474
BRED Fidji	Fidji	10,00 %	773	8 726	0	979 912	892 653	7 730	7 730
BRED Madagasikara BP	Madagascar	30,00 %	- 2 451	38 052	0	1 049 411	922 572	0	116
Autres entités									
TOTAL AU 31/12/2024			6 408	103 807	4 290	3 360 281	2 996 587	33 774	33 890

(1) Les informations financières présentent des montants sociaux IFRS.

5.18 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Principes comptables

Pour les actifs financiers de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres, en cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat. On parle d'éléments non recyclables en résultat.

En milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Écarts de conversion	- 36 265	///	- 36 265	6 766	///	6 766
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	79 643	- 20 513	59 130	11 952	- 3 088	8 864
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	6 967	- 1 761	5 206	- 26 673	6 867	- 19 806
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables de l'activité d'assurance	1 095	- 285	810	27 901	3 019	30 920
Réévaluation des contrats d'assurance en capitaux propres recyclables	18 187	- 4 458	13 729	- 50 200	13 051	- 37 149
Réévaluation des contrats de réassurance cédée en capitaux propres recyclables	0	0	0	0	0	0
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	- 14 045	171	- 13 873	4 636	534	5 170
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments recyclables en résultat net	0	0	0	0	0	0
Éléments recyclables en résultat	55 582	- 26 846	28 737	- 25 618	20 383	- 5 235
Réévaluation des immobilisations	0	0	0	0	0	0
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	17 727	- 4 162	13 565	8 625	- 2 387	6 238
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	0
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	134 850	- 6 541	128 309	- 8 935	3 130	- 5 805
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	69	- 40	30	3	- 41	- 38
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	0	0	0	0	0	0
Réévaluation des contrats d'assurance avec éléments de participation directe - non recyclables	0	0	0	0	0	0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables en résultat net	0	0	0	0	0	0
Éléments non recyclables en résultat	152 647	- 10 743	141 904	- 307	702	395
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)	208 229	- 37 588	170 641	- 25 925	21 085	- 4 841
Part du Groupe	215 915	- 37 041	178 874	- 26 825	20 758	- 6 067
Participations ne donnant pas le contrôle	- 7 683	- 549	- 8 233	899	327	1 226

5.19 Compensation d'actifs et de passifs financiers

Principes comptables

Les actifs et passifs financiers compensés au bilan l'ont été au regard des critères de la norme IAS 32. Selon cette norme, un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si :

- le groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ;
- s'il a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Au sein du Groupe BRED Banque Populaire, l'essentiel des montants compensés provient des opérations de dérivés listés pour lesquels les critères de la norme IAS 32 sont respectés :

- pour les dérivés de gré à gré, il s'agit de la compensation par devise des valorisations actives et des valorisations passives des dérivés et des appels de marge (*variation margin*) ;
- pour les opérations d'*assets swaps*, ayant des nominaux similaires, ainsi que des maturités et des devises identiques, le groupe présente ces opérations sous la forme d'un seul actif ou passif financier ;
- pour les dérivés listés, les positions inscrites respectivement à l'actif et au passif relatives :
 - aux options sur indices et aux options sur futures sont compensées par échéance et par devise,
 - aux options sur actions sont compensées par code ISIN et date de maturité ;
- pour les opérations de pension livrée, le montant inscrit au bilan correspond au montant net des contrats de prise et de mise en pension livrée sur titres qui :
 - sont conclus avec la même chambre de compensation,
 - présentent la même date d'échéance,
 - le même dépositaire, (excepté si le dépositaire a adhéré à la plateforme T2S),
 - sont conclus dans la même devise.

Les actifs et passifs financiers sous accord de compensation ne peuvent faire l'objet d'une compensation comptable que s'ils satisfont aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

Dans le cas où les dérivés ou encours de pensions livrées de gré à gré faisant l'objet de conventions cadres ne respectent pas les critères du règlement net ou si la réalisation d'un règlement simultané de l'actif et du passif ne peut être démontré ou si le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat, la compensation comptable ne peut être réalisée. Néanmoins l'effet de ces conventions sur la réduction de l'exposition est matérialisé dans le second tableau.

Pour ces instruments, les colonnes « Actifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie » et « Passifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie » comprennent notamment :

- pour les opérations de pension :
 - les emprunts ou prêts résultant d'opérations de pensions inverses avec la même contrepartie, ainsi que les titres reçus ou donnés en garantie (pour la juste valeur desdits titres),
 - les appels de marge sous forme de titres (pour la juste valeur desdits titres) ;
- pour les opérations de dérivés, les justes valeurs de sens inverse avec la même contrepartie, ainsi que les appels de marge sous forme de titres.

Les appels de marge reçus ou versés en trésorerie figurent dans les colonnes « Appels de marge reçus (*cash collateral*) » et « Appels de marge versés (*cash collateral*) ».

5.19.1 Actifs financiers

Effets de la compensation comptable sur actifs financiers au bilan liés aux accords de compensation

	31/12/2025			31/12/2024		
	Montant brut des actifs financiers ⁽¹⁾	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montant net des actifs financiers présenté au bilan
<i>En milliers d'euros</i>						
Instruments dérivés (transaction et couverture)	2 102 906	43 285	2 059 621	2 902 710	11 168	2 891 542
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur	2 102 906	43 285	2 059 621	2 902 710	11 168	2 891 542
Opérations de pension (portefeuille de prêts et créances)	4 152 803	1 480 387	2 672 416	2 918 634	1 271 464	1 647 170
TOTAL	6 255 709	1 523 672	4 732 037	5 821 344	1 282 632	4 538 712

(1) Comprend le montant brut des actifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire ainsi que les actifs financiers ne faisant l'objet d'aucun accord.

Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les actifs financiers

	31/12/2025				31/12/2024			
	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette
<i>En milliers d'euros</i>								
Dérivés	2 059 621	1 008 142	169 823	881 656	2 022 674	1 554 907	416 799	50 969
Opérations de pension	2 672 416	2 448 586	259	223 571	1 593 211	1 563 314	0	29 897
Autres actifs	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	4 732 037	3 456 728	170 082	1 105 227	3 615 886	3 118 220	416 799	80 866

L'exposition nette n'est donc pas le reflet de la position comptable, car elle prend en compte la réduction de l'exposition liée aux accords qui ne répondent pas aux critères de compensation restrictifs de la normes IAS 32.

5.19.2 Passifs financiers

Effets de la compensation comptable sur passifs financiers au bilan liés aux accords de compensation

	31/12/2025			31/12/2024		
	Montant brut des passifs financiers ⁽¹⁾	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montant net des passifs financiers présenté au bilan
<i>En milliers d'euros</i>						
Instruments dérivés (transaction et couverture)	1 466 560	43 285	1 423 275	2 138 100	11 168	2 126 932
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur	1 466 560	43 285	1 423 275	2 138 100	11 168	2 126 932
Opérations de pension (portefeuille de dettes)	8 913 264	1 480 387	7 432 877	8 430 733	1 271 464	7 159 269
TOTAL	10 379 824	1 523 672	8 856 152	10 568 832	1 282 632	9 286 201

(1) Comprend le montant brut des passifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire ainsi que les passifs financiers ne faisant l'objet d'aucun accord.

Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les passifs financiers

	31/12/2025				31/12/2024			
	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette
<i>En milliers d'euros</i>								
Dérivés	1 423 275	1 008 142	316 788	98 345	2 069 378	1 554 907	409 193	105 278
Opérations de pension	7 432 877	7 403 399	28 753	725	7 158 628	7 008 072	113 379	37 176
Autres passifs	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	8 856 152	8 411 541	345 541	99 070	9 228 005	8 562 979	522 572	142 454

L'exposition nette n'est donc pas le reflet de la position comptable, car elle prend en compte la réduction de l'exposition liée aux accords qui ne répondent pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

5.20 Actifs financiers donnés en garantie de passifs, actifs financiers transférés et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer**Principes comptables**

Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du groupe dans cet actif.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

Opérations de pension livrée

Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (titres donnés en pension livrée) est identifié. Cette dette constitue un passif financier enregistré au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lorsque ce passif relève d'un modèle de gestion de transaction.

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée. Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée selon les modalités propres à sa catégorie : coût amorti si elle a été classée en « Prêts et créances », ou juste valeur par résultat si elle relève d'un modèle de gestion de transaction.

Opérations de prêts de titres secs

Les prêts de titres secs ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés chez le cédant. Ils restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

Opérations entraînant une modification substantielle d'actifs financiers

Lorsque l'actif fait l'objet de modifications substantielles (notamment suite à une renégociation ou à un réaménagement en présence de difficultés financières) il y a décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie initiaux ont en substance expiré.

Le groupe considère que sont notamment considérées comme ayant provoqué des modifications substantielles :

- les modifications ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- des modifications visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation basique, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

Opérations entraînant une modification substantielle de passifs financiers

Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les flux de trésorerie d'origine et les flux de trésorerie modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme IFRS 9 fixe un seuil de 10 % sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10 %, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même groupe) ou le changement de devises.

5.20.1 Actifs financiers donnés en garantie de passifs

En milliers d'euros	Valeur nette comptable				31/12/2025
	Prêts de titres	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction	1 207 055	35 503	76 252	0	1 318 810
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	14 568 937	2 655 550	1 320 154	0	18 544 641
Actifs financiers au coût amorti	0	97 042	81 200	5 258 307	5 436 549
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE	15 775 992	2 788 095	1 477 606	5 258 307	25 300 000
<i>Dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés</i>	<i>15 775 992</i>	<i>2 788 095</i>	<i>41 681</i>	<i>5 258 307</i>	<i>23 864 075</i>

Le montant du passif associé aux actifs financiers donnés en garantie dans le cadre des pensions s'élève à 1 637,1 millions d'euros au 31 décembre 2025 (3 856,6 millions d'euros au 31 décembre 2024).

La juste valeur des actifs donnés en garantie dans le cadre d'opérations de titrisation non déconsolidantes est de 5 258,3 millions d'euros au 31 décembre 2025 (4 759,8 millions d'euros au 31 décembre 2024) et le montant du passif associé s'élève à 5 110,6 millions d'euros au 31 décembre 2025.

En milliers d'euros	Valeur nette comptable				31/12/2024
	Prêts de titres	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction	1 063 938	72 286	295 499	0	1 431 723
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	13 578 336	3 727 369	1 305 606	0	18 611 311
Actifs financiers au coût amorti	0	98 575	234 972	4 759 757	5 093 304
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE	14 642 274	3 898 230	1 836 077	4 759 757	25 136 338
<i>Dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés</i>	<i>14 642 274</i>	<i>3 898 230</i>	<i>44 157</i>	<i>4 759 757</i>	<i>23 344 418</i>

5.20.1.1 Commentaires sur les actifs financiers transférés**Mises en pension et prêts de titres**

Le Groupe BRED Banque Populaire réalise des opérations de mise en pension, ainsi que des prêts de titres.

Selon les termes des conventions, le titre peut être cédé de nouveau par le cessionnaire durant la durée de l'opération de pension ou de prêt. Le cessionnaire doit néanmoins le restituer au cédant, à maturité de l'opération. Les flux de trésorerie générés par le titre sont également transmis au cédant.

Le groupe considère avoir conservé la quasi-totalité des risques et avantages des titres mis en pension ou prêtés. Par conséquent, ces derniers n'ont pas été décomptabilisés. Un financement a été enregistré au passif en cas de mises en pension ou de prêts de titres financés.

Cessions de créances

Le Groupe BRED Banque Populaire cède des créances à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, notamment auprès de la banque centrale. Ce type de cession à titre de garantie emporte transfert juridique des droits contractuels, et donc « transfert d'actifs » au sens de la norme IFRS 7. Le groupe reste néanmoins exposé à la quasi-totalité des risques et avantages, ce qui se traduit par le maintien des créances au bilan.

Titrisations consolidées

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de la norme IFRS 7.

En effet, le groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du groupe *via* la consolidation du fonds).

5.20.1.2 Actifs financiers reçus en garantie dont l'entité peut disposer

En milliers d'euros	Instruments financiers réutilisables			
	Juste valeur des instruments financiers réutilisables		Juste valeur des instruments financiers réutilisés	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Titres de dette	12 679 994	10 543 173	7 790 206	6 503 954
Instruments de capitaux propres	6 975 370	7 340 097	0	0
Prêts et avances	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS REÇUS EN GARANTIE DONT L'ENTITÉ PEUT DISPOSER	19 655 364	17 883 270	7 790 206	6 503 954

Les actifs concernés sont essentiellement des titres reçus dans le cadre de prise en pension et d'emprunts de titres.

5.20.2 Actifs financiers intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue

Néant.

Note 6 Engagements

Principes comptables

Les engagements se caractérisent par l'existence d'une obligation contractuelle et sont irrévocables.

Les engagements figurant dans ce poste ne doivent pas être susceptibles d'être qualifiés d'instruments financiers entrant dans le champ d'application d'IFRS 9 au titre du classement et de l'évaluation. En revanche, les engagements de financements et de garanties données sont soumis aux règles de dépréciation d'IFRS 9 tels que présentés dans la note 7.

Les effets des droits et obligations de ces engagements sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures. Ces engagements sont ventilés en :

- engagements de financement (ouverture de crédit confirmé ou accord de refinancement) ;
- engagements de garantie (engagements par signature ou actifs reçus en garantie).

Les montants communiqués correspondent à la valeur nominale des engagements donnés.

6.1 Engagements de financement

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement donnés en faveur :		
Des établissements de crédit	150 774	205 666
De la clientèle	8 039 662	6 924 238
Ouvertures de crédit confirmées	7 452 722	6 338 450
Autres engagements	586 939	585 788
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS	8 190 436	7 129 904
Engagements de financement reçus :	0	0
D'établissements de crédit	5 827 548	4 540 086
De la clientèle	793 426	1 127 199
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	6 620 974	5 667 285

6.2 Engagements de garantie

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de garantie donnés :		
D'ordre des établissements de crédit	566 455	594 492
D'ordre de la clientèle	3 781 630	3 292 830
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	4 348 085	3 887 323
Engagements de garantie reçus :	0	0
D'établissements de crédit	9 049 074	8 277 224
De la clientèle	1 987 504	1 847 076
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	11 036 578	10 124 299

Les engagements de garantie sont des engagements par signature ainsi que des actifs reçus en garantie tels que des sûretés réelles autres que celles liées aux actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer.

Note 7 Expositions aux risques

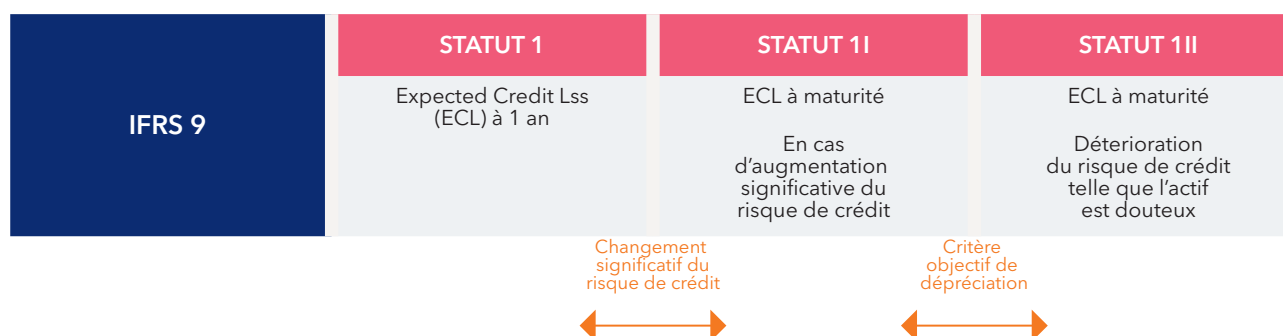
Les expositions aux risques sont abordées ci-après et sont représentées selon leur nature de risques, par le risque de crédit, de marché, de taux d'intérêt global, de change et de liquidité.

L'information relative à la gestion du capital et aux ratios réglementaires est présentée dans la partie « Gestion des risques ».

7.1 Risque de crédit

L'essentiel

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.



Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie ;
- la répartition des expositions brutes par zone géographique ;
- la concentration du risque de crédit par emprunteur (BPCE 14) ;
- la répartition des expositions par qualité de crédit.

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les Commissaires aux comptes.

7.1.1 Coût du risque de crédit

Principes comptables

Le coût du risque porte sur les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ainsi que sur les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée non comptabilisés à la juste valeur par résultat. Il concerne également les créances résultant de contrats de location, les créances commerciales et les actifs sur contrats.

Ce poste recouvre ainsi la charge nette des dépréciations et des provisions constituées au titre du risque de crédit.

Les créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations sont des créances qui ont acquis un caractère de perte définitive avant d'avoir fait l'objet d'un provisionnement en Statut 3.

Coût du risque de crédit de la période

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	- 174 286	- 187 748
Récupérations sur créances amorties	2 077	3 096
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	- 22 687	- 10 846
TOTAL COÛT DU RISQUE DE CRÉDIT	- 194 895	- 195 498

Coût du risque de crédit de la période par nature d'actifs et par statut

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	- 1 351	- 1 170
Actifs financiers au coût amorti	- 202 073	- 189 980
<i>Dont prêts et créances</i>	- 202 073	- 193 850
<i>Dont titres de dette</i>	0	3 870
Autres actifs	5 470	- 6 598
Engagements de financement et de garantie	3 060	2 250
TOTAL COÛT DU RISQUE DE CRÉDIT	- 194 895	- 195 498
<i>Dont Statut 1</i>	- 1 028	- 10 886
<i>Dont Statut 2</i>	- 7 296	- 68 421
<i>Dont Statut 3</i>	- 186 571	- 116 191

7.1.2 Variation des valeurs brutes comptables et des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements**Principes comptables**

Les pertes de crédit attendues sont représentées par des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres recyclables, et des provisions sur les engagements de financement et de garantie.

Dès la date de première comptabilisation, les instruments financiers concernés (voir 7.1.1) font l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL).

Lorsque les instruments financiers n'ont pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, les dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues sont évaluées à partir d'historiques de pertes et de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou stage) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. À chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

Statut 1 (stage 1 ou S1) :

- il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier ou de certains actifs pour lesquels la norme permet de présumer qu'ils ont un risque de crédit faible en date d'arrêté ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 2 (stage 2 ou S2) :

- les encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat, comme pour les encours de statut 1, selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 3 (stage 3 ou S3) :

- il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre, les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. Les situations de défaut sont identifiées pour les encours ayant des impayés significatifs (introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement) et les critères de retour en encours sains ont été clarifiés avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables ;
- les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.

Les instruments financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (purchased or originated credit impaired ou POCI) sont des actifs qui présentent des indicateurs objectifs de perte de valeur dès leur comptabilisation initiale. Ils correspondent aux actifs dont l'entité ne s'attend pas à recouvrer l'intégralité des flux de trésorerie contractuels. En raison de leur faible matérialité et compte tenu de leur mode de suivi ils sont présentés avec les actifs relevant du statut 3 ou du Statut 2 en cas d'amélioration de leurs risques de crédit. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit associé à ces instruments est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité).

Méthodologie d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues

Les principes d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues s'appliquant à la très grande majorité des expositions du groupe sont décrits ci-dessous. Seuls quelques portefeuilles d'établissements du groupe, correspondant à un volume d'expositions limité, peuvent ne pas être traités selon les méthodes décrites ci-après et se voir appliquer des techniques d'évaluation spécifique.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle, pour chaque instrument, en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

Par ailleurs, en complément de cette appréciation réalisée dans le moteur central du groupe, les établissements peuvent pour tenir compte des risques spécifiques de leurs portefeuilles, estimer l'augmentation significative du risque de crédit sur la base d'un portefeuille donné par une sévérisation des notations attribuées à ce dernier sur base géographique ou sectorielle. Cette sévérisation peut amener à un déclassement du statut 1 vers le statut 2, le déclassement vers le statut 3 reste basé sur une analyse individuelle.

Conformément à la norme IFRS 9, un encours d'une contrepartie ayant fait l'objet d'une dégradation significative du risque de crédit (Statut 2) qui vient d'être originé sera classé en Statut 1.

L'appréciation de la détérioration repose sur la comparaison des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture. Les mêmes principes que ceux déterminant l'entrée en Statut 2 sont appliqués pour l'amélioration de la dégradation significative du risque de crédit.

La mesure de la dégradation du risque permet dans la majorité des cas de constater une dépréciation en Statut 2 avant que la transaction ne soit dépréciée individuellement (Statut 3).

Néanmoins et préalablement à l'analyse ci-dessus, les critères d'analyse généraux suivants sont appliqués :

La norme permet de considérer que le risque de crédit d'un instrument financier n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture. Cette disposition est appliquée pour les titres de dette notés investment grade et gérés dans le cadre de la réserve de liquidité du Groupe BPCE, telle que définie par la réglementation Bâle 3, ainsi que les titres de dettes classés en placements financiers des activités d'assurances. La qualification « investment grade » correspond aux notes dont le niveau est supérieur ou égal à BBB - ou son équivalent chez Standards and Poors, Moody's ou Fitch. Ces actifs demeurent dans ce cas classés en Statut 1 ;

Une approche par contrepartie pour un classement en Statut 2 est appliquée notamment au regard du critère qualitatif High Credit Risk issu des moteurs de notation interne du Groupe. Ce critère inclut les contreparties classées en watchlist, en note sensible (notamment dans les cas où la notion de watchlist n'est pas utilisée), en situation de réaménagements ou en présence de difficultés financières si les critères de déclassement en Statut 3 ne sont pas remplis ;

De plus, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours ;

Et enfin une évolution défavorable du risque pays est un critère de classement de l'ensemble des encours concernés en Statut 2.

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en se fondant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Sur les portefeuilles Particuliers, Professionnels, PME, Secteur Public et Logement Social

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit s'effectue sur la base des niveaux de dégradation de la notation depuis l'octroi suivants :

Note à l'origine	Particuliers	Professionnels	PME, secteur public et logement social
3 à 11 (AA à BB+)	3 crans	3 crans	3 crans
12 (BB)	2 crans	3 crans	3 crans
13 (BB-)	2 crans	3 crans	2 crans
14 à 15 (B+ à B)	1 cran	2 crans	1 cran
16 (B-)	1 cran	1 cran	1 cran
17 (CCC à C)	Sensible en Statut 2		

Par ailleurs, des critères qualitatifs complémentaires permettent de classer en Statut 2 l'ensemble des contrats présentant des impayés de plus de 30 jours (sauf si la présomption d'impayés de 30 jours est réfutée), en note sensible, en situation de réaménagements ou en présence de difficultés financières si les critères de déclassement en Statut 3 ne sont pas remplis.

Sur les portefeuilles de Grandes Entreprises, Banques et Souverains : le critère quantitatif s'appuie sur le niveau de variation de la notation depuis la comptabilisation initiale. Les mêmes critères qualitatifs sur les Particuliers, Professionnels et Petites et Moyennes Entreprises s'appliquent et il convient d'y rajouter les contrats inscrits en Watchlist, ainsi que des critères complémentaires fonction de l'évolution du niveau de risque pays.

Les seuils de dégradation **sur les portefeuilles de Grandes Entreprises et de Banques** sont les suivants. Pour ces portefeuilles, la dégradation s'évalue désormais entre la classe de PD à l'octroi et à l'arrêté. Une classe de PD correspond à un regroupement de notes :

Classe de PD à l'origine	Dégradation significative
Grandes Entreprises	
1 à 2 (AAA à A-)	4 crans
3 à 4 (BBB+ à BBB-)	3 crans
5 (BB+ à BB-)	2 crans
6 à 8 (B+ à C)	1 cran
Banques	
1 (AAA)	4 crans
2 à 4 (AA+ à BBB-)	3 crans
5 (BB+ à BB-)	2 crans
6 à 8 (B+ à C)	1 cran
Financement de projet	
1 à 2 (AAA+ à BBB)	3 crans
3 (BBB- à BB+)	2 crans
4 à 7 (BB à C)	1 cran
Financement Immobilier et Hôtelier	
1 à 2 (AAA+ à BBB)	3 crans
3 (BBB- à BB+)	2 crans
4 à 7 (BB à C)	1 cran

Sur les Souverains : les seuils de dégradation sur l'échelle de notation à 8 plots sont les suivants :

Notes à l'origine	Dégradation significative
1	6 crans
2	5 crans
3	4 crans
4	3 crans
5	2 crans
6	1 cran
7	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)
8	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)

Sur les Financements Spécialisés : les critères appliqués varient selon les caractéristiques des expositions et le dispositif de notation afférent. Les expositions notées sous le moteur dédié aux expositions de taille importante sont traitées de la même manière que les Grandes Entreprises ; les autres expositions sont traitées à l'instar des Petites et Moyennes Entreprises.

Pour l'ensemble de ces portefeuilles, les notations sur lesquelles s'appuie la mesure de la dégradation du risque correspondent aux notations issues des systèmes internes lorsque celles-ci sont disponibles, ainsi que sur des notes externes, notamment en l'absence de notation interne.

Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Afin d'apprécier l'augmentation significative du risque de crédit, le groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères définis par le groupe qui s'imposent aux établissements du groupe (dit « modèle central ») ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *forward looking* local, du risque porté par chaque établissement sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères définis par le groupe de déclassement en Statut 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ecl à maturité). Ces critères sont adaptés à chaque arrêté au contexte macroéconomique du moment.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les instruments financiers classés en Statut 1 ou en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation – ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, et de son taux d'intérêt effectif et plus particulièrement pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- taux de perte en cas de défaut (LGD, *loss given default*) ;
- probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en Statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en Statut 2.

La méthodologie développée s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres (dispositif bâlois) et sur les modèles de projections initialement utilisés dans le dispositif de *stress tests*. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9 :

- les paramètres IFRS 9 visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;

- les paramètres IFRS 9 doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;
- les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (*forward looking*), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyennes de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

Les modalités de mesure des pertes de crédit attendues tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que l'entité ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties, si ces garanties sont considérées comme faisant partie des modalités contractuelles de l'instrument garanti.

Le dispositif de validation des modèles IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation déjà en vigueur au sein du groupe. La validation des modèles suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne, la revue de ces travaux en Comité modèle groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation.

Prise en compte des informations de nature prospective

Les données macroéconomiques prospectives (*forward looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du groupe, dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *forward looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations au sein du modèle central ;
- au niveau de chaque entité, au regard de ses propres portefeuilles.

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne des ECL par scénarios pondérés par la probabilité d'occurrence de ces scénarios, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Le Groupe BPCE prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues. Pour ce faire, le Groupe BPCE utilise les projections de variables macroéconomiques retenues dans le cadre de la définition de son processus budgétaire, considéré comme le plus probable, encadré par des scénarios optimistes et pessimistes afin de définir des trajectoires alternatives.

S'agissant de la détermination de l'augmentation significative du risque de crédit, au-delà des règles basées sur la comparaison des paramètres de risque entre la date de comptabilisation initiale et la date de reporting, celle-ci est complétée par la prise en compte d'informations prospectives comme des paramètres macroéconomiques sectoriels ou géographiques.

S'agissant de la mesure des pertes de crédit attendues, le groupe a fait le choix de retenir trois scénarios macroéconomiques qui sont détaillés dans le paragraphe ci-après.

Méthodologie de calcul de pertes attendues dans le cadre du modèle central

Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques (central / pessimiste / optimiste) définis sur un horizon de trois ans.

La définition et la revue de ces scénarios suivent la même organisation et gouvernance que celles définies pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle pouvant conduire à une révision des projections macroéconomiques en cas de déviation importante de la situation observée, sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction générale.

Les probabilités d'occurrence du scénario central et de ses bornes sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité *Watchlist* et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

Les variables définies dans le scénario central et ses bornes permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à trois ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long-terme. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant *in fine* le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de la perte de crédit attendue IFRS 9.

Pour l'arrêté du 31 décembre 2025 :

Après les épisodes COVID en 2020, la guerre en Ukraine en 2022 qui ont affecté durablement la situation macro-économique mondiale, la mise en place des scénarios Budgétaire 2026 prend place cette fois-ci dans un contexte géopolitique mondial et européen incertain mais aussi dans un contexte de politique intérieure française loin d'être clarifié, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale (AN) en juin 2024. la réélection de Donald Trump comme président des États-Unis a ravivé un certain nombre de craintes sur le plan des relations internationales. Depuis son investiture le 20 janvier 2025, Donald Trump et son administration ont multiplié des déclarations et des initiatives ravivant les tensions dans les relations internationales et plus particulièrement dans les relations euro-atlantiques :

- remise en cause de la souveraineté de certains pays comme le Canada ou le Groenland, remise en cause de la souveraineté sur le canal de Panama, ... ;
- annonces de mise en place de barrières douanières avec la Chine et aussi avec ses alliés et partenaires commerciaux historiques (Europe, le Canada et le Mexique) ;
- remise en cause voire arrêt du soutien à la fois politique et militaire des USA à l'Ukraine, faisant craindre un désengagement complet de USA du conflit, voire tout simplement du continent européen ;
- rapprochement entre les États-Unis et la Russie, faisant craindre un changement majeur de la stratégie américaine vis-à-vis de l'Europe.

En ce qui concerne la situation en France, la démission des gouvernements successifs depuis juin 2024 fait craindre la poursuite de l'instabilité politique en France dans les prochains mois, voire prochaines années, avec de possibles conséquences majeures sur les réformes structurelles attendues et une possible dégradation de la notation souveraine française.

Enfin au Moyen-Orient et dans le reste du monde les tensions restent toujours vives, la situation reste toujours incertaine dans certaines zones, les relations américano iraniennes restent tendues faisant craindre une escalade dans la région et son potentiel impact sur l'approvisionnement mondial en pétrole.

Le scénario budgétaire du groupe repose sur les hypothèses structurantes suivantes :

- aggravation de la guerre commerciale avec des mesures mises en place par tous les pays pour contrer la hausse des droits de douanes aux États-Unis : la croissance américaine est significativement ralentie, passant de 2,8 % à 1 % en 2025 et elle reste modérée à 1,3 % en 2026. L'inflation passerait à 3,6 % en moyenne en 2025 et 3,4 % en 2026 ;
- la croissance devrait également ralentir en zone euro avec un impact estimé à - 0,3 point de PIB. La croissance s'établirait ainsi à 0,7 % en 2025. À noter toutefois que le plan de dépense allemand devrait constituer un soutien en toute fin d'année mais surtout en 2026. La croissance européenne rebondirait à 1,1 % en 2026. L'impact sur l'inflation sera limité : les premières mesures de rétorsion mises en œuvre par l'UE seront atténuées par l'appréciation de l'euro et la baisse des prix de l'énergie. L'inflation devrait s'établir en moyenne à 2,3 % en 2025 et 1,9 % en 2026 ;
- la France serait moins affectée par les droits de douane que la zone euro dans son ensemble avec un impact de - 0,2 point sur la croissance 2025, à 0,5 % puis 0,9 % en 2026. L'inflation française restera très modérée à 1,5 % en 2025 et 1,7 % en 2026 ;
- le retour à la cible de l'inflation en zone euro à partir de 2027 (avec cependant une inflation en Allemagne au-dessus de 2 % à 2,2 % en 2028 et 2029) combiné à une croissance en zone euro légèrement au-dessus du potentiel auront pour effet une reprise de la hausse des taux par la BCE à partir de 2027 (2 x 25 pbs en 2027 et 1 x 25 pbs en 2028) ;

- la BCE baissera ses taux à 2 % d'ici juin 2025 et les laissera inchangés à partir de 2028 sur le reste de l'horizon de projection ;
- la Réserve fédérale commencera à baisser en septembre 2025 les taux fed funds jusqu'à 3 % en juin 2026 ;
- le taux 10 ans OAT devrait trouver un niveau d'équilibre autour de 3 % fin 2025 puis se stabiliser autour de 3,65 % sur le reste de l'horizon de projection ;
- le taux 10 ans UST devrait atteindre 4,15 % fin 2025 puis se stabiliser autour de 4,50 % ;
- le taux de change EUR/USD devrait atteindre un niveau de 1,18 fin 2025 et 2026 pour ensuite se stabiliser autour de 1,20.

Le scénario a été validé par le Comité GAP Groupe du 24 juin 2025.

Compte tenu de l'évolution, le, des incertitudes macroéconomiques et géopolitiques depuis le 31 décembre 2024, le Groupe BPCE a été amené à revoir les bornes pessimistes utilisées ainsi que les pondérations associées.

Cette revue a conduit à un rétrécissement du corridor entre les 2 bornes pessimistes et optimistes et un rééquilibrage des pondérations entre les 3 scénarios. En effet le Groupe estime qu'avec le développement des discussions entre états et l'absence de mise en place de la totalité des droits de douane présentés par l'administration américaine en avril dernier, l'amplitude du scénario pessimiste est devenue moins importante.

Le scénario pessimiste est une version moins sévère du scénario « Guerres Commerciales et protectionnisme » de l'ICAAP. Dans ce cas, les impacts sur la croissance, le chômage et l'inflation sont réduits d'environ 33 %. Cela permet d'avoir un écart de près de 1 % de croissance du PIB français entre le scénario de base et ce scénario pessimiste à partir de 2026. Pour l'année 2025, les différences sont moins importantes. Ainsi, pour le PIB français, le scénario pessimiste pour 2025 montre une baisse de - 0,2 % par rapport à une prévision de 0,6 %.

Le rationnel du scénario reste peu ou prou inchangé. Le scénario pessimiste repose sur des droits de douane US moins élevés que prévu au global ce qui vient limiter les risques de décrochage majeur du commerce mondial. Par effet mécanique et en l'absence de tension matérielle entre la Chine et Taiwan cette année, l'impact sur l'économie américaine est plus faible avec une croissance nulle en 2025 dans ce nouveau scénario pessimiste.

L'Europe souffre toujours du fait de la mise en place de barrières commerciales et de représailles commerciales mise en place par l'UE vis-à-vis de pays tiers, avec une croissance qui passe à 0 % en 2025 et - 0,1 % en 2026.

La perte de PIB vis-à-vis du scénario baseline pour la France approche 0,7 % en 2025, faisant passer la croissance en territoire négatif à près de - 0,2 %. La croissance reste ensuite atone, proche de 0 %, sur les années 2026 et 2027 (- 0,1 % et 0,2 % respectivement). Du fait des représailles évoquées ci-dessus, l'inflation française se tend et revient vers 2 % en 2025 et 2026. L'ampleur de la guerre commerciale étant plus faible que dans l'adverse ICAAP, les actifs risqués corrigent dans une moindre mesure. L'Eurostoxx 50 perd ainsi 13 % en 2025 et continue de chuter jusqu'à atteindre près de 4600 points en 2027 soit un niveau 20 % inférieur au baseline. L'inflation européenne, qui reste supérieure à 2 % sur la totalité de l'horizon de projection, force la BCE à monter son taux de dépôt jusqu'à 2,75 %. Ceci se traduit par un aplatissement des courbes, les taux longs profitant notamment de leur statut de valeur refuge. Le taux 10 ans allemand rechute ainsi vers 2,50 % dans ce scénario.

Le scénario optimiste reste basé sur une déviation statistique du scénario central qui aboutit à un retour progressif de l'inflation sur des niveaux faibles et une reprise plus vigoureuse de l'activité.

Durant l'année 2025, les évolutions méthodologiques suivantes ont été mises en place :

- des calibrages spécifiques pour les Financement Spécialisés Immobiliers ont été mis en production pour mieux prendre en compte leur comportement spécifique. Ils étaient précédemment regroupés au sein des « Populations Spécifiques », qui ne renferment désormais plus que SPLS (Secteur Public et Logement Social) et les Associations et Assurances. Les PD et LGD concernées ont également été recalibrées en tenant compte de ces évolutions ;
- une extension des modèles Petites Entreprises aux Entreprises Étrangères a été mise en production ;
- une évolution permettant de répondre à un certain nombre de préconisations et recommandations sur le périmètre des PME a été mise en production.

En complément, le groupe complète et adapte cette approche en tenant compte des spécificités propres à certains périmètres. Chaque scénario est pondéré en fonction de sa proximité au consensus de Place (Consensus Forecast) sur les principales variables économiques de chaque périmètre ou marché significatif du groupe.

Les projections sont déclinées au travers des principales variables macroéconomiques comme le PIB, le taux de chômage, les taux d'intérêts à 10 ans sur la dette souveraine française et l'immobilier.

Les variables macroéconomiques sur la zone France sont les suivantes :

Au 31 décembre 2025

	Pessimiste 2025-T4			
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2025	- 0,20 %	7,90 %	0,50 %	3,12 %
2026	- 0,06 %	8,00 %	0,00 %	3,28 %
2027	0,24 %	8,10 %	0,00 %	3,28 %

	Central 2025-T4			
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2025	0,60 %	7,60 %	1,50 %	3,40 %
2026	1,00 %	7,70 %	1,20 %	3,65 %
2027	1,30 %	7,80 %	1,50 %	3,65 %

	Optimiste 2025-T4			
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2025	1,13 %	7,30 %	2,50 %	3,68 %
2026	1,70 %	7,40 %	2,50 %	4,03 %
2027	2,00 %	7,50 %	3,00 %	4,03 %

Au 31 décembre 2024

	Pessimiste 2024-T4			
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2024	- 0,42 %	8,07 %	- 8,15 %	4,04 %
2025	- 3,00 %	9,12 %	- 8,00 %	5,25 %
2026	0,50 %	9,05 %	- 6,00 %	4,60 %

	Central 2024-T4			
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2024	1,10 %	7,50 %	- 6,00 %	2,85 %
2025	1,40 %	7,64 %	- 1,50 %	2,90 %
2026	1,57 %	7,40 %	0,00 %	2,70 %

	Optimiste 2024-T4			
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2024	1,88 %	7,22 %	- 4,93 %	2,63 %
2025	3,90 %	6,54 %	1,75 %	2,10 %
2026	2,64 %	6,23 %	3,00 %	2,20 %

Pondération des scénarios au 31 décembre 2025

Les pertes de crédit attendues sont calculées en affectant à chacune des bornes une pondération déterminée en fonction de la proximité du consensus des prévisionnistes avec chacune des bornes centrale, pessimiste et optimiste, sur la variable croissance du PIB.

Ainsi, les pondérations retenues pour la zone France sont les suivantes :

- scénario central : 35 % au 31 décembre 2025 contre 80 % au 31 décembre 2024 ;
- scénario pessimiste : 30 % au 31 décembre 2025 contre 15 % au 31 décembre 2024 ;
- scénario optimiste : 35 % au 31 décembre 2025 contre 5 % au 31 décembre 2024.

Il est à noter que l'évolution des pondérations au 31 décembre 2025 comparativement au 31 décembre 2024 est portée principalement par une évolution du scénario utilisé pour cet arrêté.

Les risques environnementaux ne sont pas pris en compte dans les modèles centraux à ce stade. Ils peuvent en revanche être pris en considération au niveau des établissements (cf. plus bas).

Pertes de crédit attendues constituées en complément du modèle central

Des provisions complémentaires ont été comptabilisées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles, en complément des provisions décrites ci-avant et calculées par les outils du groupe. Ces provisions ont été principalement constituées en 2020 et 2021 au titre des conséquences de la crise de la Covid-19. Ces dernières années, elles ont été complétées par des provisions additionnelles et documentées sur les secteurs les plus susceptibles d'être les plus touchés par la dégradation du contexte macroéconomique (hausse de l'inflation, flambée des prix de l'énergie, pénuries, politique commerciale etc.). Les encours concernés peuvent le cas échéant faire l'objet d'un déclassement en Statut 2.

Au cours de l'année 2025, ces provisions concernent à titre principal les secteurs des locations et services immobiliers ainsi que des professionnels de l'immobilier. De plus, plusieurs secteurs ont fait l'objet de reprises tels que celui du tourisme - hôtellerie - restauration ou encore celui du BTP.

Dans ce contexte, le groupe a continué à renforcer l'identification et le suivi des secteurs les plus impactés. L'approche de suivi sectoriel se traduit notamment par (i) une classification selon leur niveau de risque des secteurs et sous-secteurs économiques établie de manière centralisée par la Direction des risques du Groupe BPCE, mise à jour régulièrement et communiquée à l'ensemble des établissements du groupe, (ii) une sévénisation des taux de LGD sur base géographique ou sectorielle.

Dans une moindre mesure et uniquement pour un nombre limité d'établissements, des pertes de crédit

attendues sur risques climatiques ont été constituées. Elles sont constituées en application de principes généraux définis par le groupe et concernent en grande partie le risque climatique physique. Ces provisions viennent en anticipation de pertes directes, par secteur ou par zone géographique, causées par les phénomènes climatiques extrêmes ou chroniques entraînant un risque accru de défaut à la suite d'une cessation ou diminution de l'activité. Elles ne sont pas constituées de manière individualisée car elles couvrent un risque global sur certains secteurs de l'économie et sur un périmètre local, régional ou national, selon l'établissement. Les risques de transition peuvent également être pris en compte dans ces pertes de crédit attendues. Ils correspondent aux conséquences économiques et financières d'une transition sociétale vers une économie bas-carbone, visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (réglementation, marché, technologie, réputation), à laquelle un secteur d'activité ne peut s'aligner.

La prise en compte du risque climatique est effectuée notamment par l'application, d'un stress sur le niveau de la note de la contrepartie, ou du taux de provisionnement global en fonction du segment de clientèle selon sa vulnérabilité estimée aux risques climatiques.

Analyse de la sensibilité des montants d'ECL

Les analyses de sensibilités sont réalisées sur l'encours de dépréciation portant sur l'ensemble des instruments classés en Statut 1 et Statut 2 dans le moteur central du groupe. Ces analyses reposent sur une application d'une pondération à 100 % de chacun des scénarios utilisés sans impacter le statut de ces encours ni les éventuels ajustements appliqués au modèle.

Au périmètre du groupe BPCE, la sensibilité des pertes de crédit attendues liée à la probabilité d'occurrence du scénario pessimiste à 100 % entraînerait une augmentation de 73,86 M€ des pertes de crédit attendues. À l'inverse, la probabilité d'occurrence du scénario optimiste à 100 % entraînerait quant à elle, une diminution de 45,64 M€ des ECL. Enfin, une pondération à 100 % du scénario central entraînerait une diminution de 11 M€ des ECL.

Modalités d'évaluation des encours qui relèvent du Statut 3

Les actifs financiers pour lesquels existe une indication objective de perte liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie avéré et qui intervient après leur comptabilisation initiale sont considérés comme relevant du Statut 3. Les critères d'identification des actifs sont alignés avec la définition du défaut telle que définie à l'article 178 du règlement européen n° 575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit en cohérence avec les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit.

Les prêts et créances sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 si les deux conditions suivantes sont réunies :

Il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui caractérisent un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Constituent notamment un indice objectif de dépréciation :

- la survenance d'un impayé depuis trois mois consécutifs au moins dont le montant est supérieur aux seuils absolus (de 100 euros pour une exposition retail sinon 500 euros) et au seuil relatif de 1 % des expositions de la contrepartie ; ou
- la restructuration de crédits en cas d'atteinte de certains critères ou, indépendamment de tout impayé, l'observation de difficultés financières de la contrepartie amenant à considérer que tout ou partie des sommes dues ne seront pas recouvrées. À noter que les encours restructurés sont classés en Statut 3 lorsque la perte est supérieure à 1 % de la différence entre la valeur actuelle nette avant restructuration et la valeur actuelle nette après restructuration ;
- ces événements sont susceptibles d'entraîner la constatation de pertes de crédit avérées (*incurred credit losses*), c'est-à-dire de pertes de crédit attendues (*Expected Credit Losses*) pour lesquelles la probabilité d'occurrence est devenue certaine.

Le classement en Statut 3 est maintenu pendant une période probatoire de trois mois après disparition de l'ensemble des indicateurs du défaut mentionnés ci-dessus. La période probatoire en Statut 3 est étendue à un an pour les contrats restructurés ayant fait l'objet d'un transfert en Statut 3.

Lors de la sortie du Statut 3, le Groupe BPCE n'applique pas de période probatoire additionnelle de classement en Statut 2 préalable avant tout transfert en Statut 1 (si l'actif concerné répond aux conditions pour y être classé).

Les titres de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes au Statut 3 sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres super subordonnés à durée indéterminée (TSSDI) répondant à la définition d'instruments de dette au sens de la norme IAS 32, une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

Les dépréciations pour pertes de crédit attendues des actifs financiers au Statut 3 sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables, que ces flux de trésorerie proviennent de l'activité de la contrepartie ou qu'ils proviennent de l'activation éventuelle des garanties (si ces garanties sont considérées comme faisant partie des modalités contractuelles de l'instrument garanti). Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital. Les pertes de crédit attendues relatives aux engagements hors bilan au Statut 3 sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan. Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances.

Aux fins de l'évaluation des pertes de crédit attendues, il est tenu compte dans l'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendus, des biens affectés en garantie ainsi que des autres rehaussements de crédit qui font partie intégrante des modalités contractuelles de l'instrument et que l'entité ne comptabilise pas séparément.

Les passages en pertes sont basés sur des analyses individuelles compte tenu de la particularité de chaque situation. Au-delà des facteurs attestant de façon évidente que tout ou partie de la créance ne sera pas recouvrée (ex : arrêt des actions de recouvrement, réception du certificat d'irrecouvrabilité), d'autres faisceaux d'indicateurs sont susceptibles d'être également pris en compte (entrée en procédure de liquidation, disparition ou insuffisance des actifs résiduels et ou absence de collatéral, absence de volonté manifeste des dirigeants de respecter leurs engagements et absence de soutien des actionnaires, chances de recouvrement basées exclusivement sur des actions légales de recouvrement intentées contre des tiers conjuguées à une probabilité de réussite de ces actions très faible).

Ces facteurs sont à prendre en compte dans le cadre d'une analyse globale et ne constituent pas un indicateur automatique de passage en pertes. Lorsqu'au regard de la situation du dossier, il est raisonnablement certain que tout ou partie de la créance ne sera pas recouvrée, le montant à comptabiliser en pertes est déterminé sur la base des éléments existants les plus objectifs possibles aussi bien externes et qu'internes.

Les récupérations ultérieures portant sur les créances déjà constatées en pertes sont également comptabilisées dans le poste coût du risque de crédit.

Comptabilisation des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres et des provisions sur les engagements de financement et de garantie

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti, les dépréciations constatées viennent corriger le poste d'origine de l'actif présenté au bilan pour sa valeur nette (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de dépréciation sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les dépréciations sont portées au passif du bilan au niveau des capitaux propres recyclables, en contrepartie du poste « Coût du risque de crédit » au compte de résultat (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI).

Pour les engagements donnés de financement et de garantie financière, les provisions sont inscrites dans le poste « Provisions » au passif du bilan (indépendamment du statut de l'engagement donné : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de provisions sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

7.1.2.1 Variation des pertes de crédit S1 et S2

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Modèle ^{(1) (2) (3)}	196 550	190 479
Compléments au modèle	134 794	133 205
Autres	69 730	62 971
TOTAL PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES S1/S2	401 074	386 655

(1) Dont changement d'estimation SICR si significatif.

(2) Dont mise à jour des LGD Corporate et PME si significatif.

(3) Dont évolution de scénarios et de pondérations si significatif.

7.1.2.2 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur actifs financiers par capitaux propres

En milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
SOLDE AU 31/12/2024	21 634 074	- 1 660	7 976	- 214	0	0	21 642 050	- 1 874
Production et acquisition	11 543 770	- 1 393	0	0	0	0	11 543 770	- 1 393
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	- 10 595 753	392	- 6 302	45	0	0	- 10 602 055	438
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	- 111	111	- 111	111
Transferts d'actifs financiers	- 25 925	- 14	25 925	14	0	0	0	0
Transferts vers S1	4 273	- 144	- 4 273	144	0	0	0	0
Transferts vers S2	- 30 198	130	30 198	- 130	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	1 150 115	46	2 376	- 332	111	- 111	1 152 601	- 396
SOLDE AU 31/12/2025	23 706 281	- 2 629	29 974	- 486	0	0	23 736 255	- 3 115

7.1.2.3 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur titres de dettes au coût amorti

En milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
SOLDE AU 31/12/2024	2 648 610	- 139	0	0	1 365	- 700	2 649 975	- 839
Production et acquisition	1 192 491	- 73	0	0	0	///	1 192 491	- 73
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	- 337 175	3	0	0	0	0	- 337 175	3
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	///	///	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	- 751 324	- 47	0	0	- 244	0	- 751 568	- 47
SOLDE AU 31/12/2025	2 752 601	- 256	0	0	1 121	- 700	2 753 722	- 956

7.1.2.4 Variation de la valeur comptable brute des pertes de crédit sur prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti

Les prêts et créances aux établissements de crédit inscrits en statut 1 incluent notamment les fonds centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit 2 445 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre 2 303 millions d'euros au 31 décembre 2024.

En milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
SOLDE AU 31/12/2024	9 468 544	- 3 843	43 799	- 1 328	5 202	- 5 202	9 517 545	- 10 374
Production et acquisition	5 892 821	- 503	1 190	- 10	0	///	5 894 011	- 513
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	- 6 227 296	303	- 9	0	0	0	- 6 227 305	303
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	- 4 638	4 626	- 4 638	4 626
Transferts d'actifs financiers	35 636	- 84	- 35 636	474	0	0	0	390
Transferts vers S1	36 060	- 85	- 36 060	474	0	0	0	388
Transferts vers S2	- 424	2	424	0	0	0	0	1
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	167 604	2 404	37 955	763	- 563	575	204 996	3 742
SOLDE AU 31/12/2025	9 337 310	- 1 724	47 299	- 102	1	- 1	9 384 610	- 1 826

7.1.2.5 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur prêts et créances à la clientèle au coût amorti

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou stage) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. Cette dégradation est mesurée sur la base de la notation en date d'arrêt.

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
En milliers d'euros	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
SOLDE AU 31/12/2024	35 292 540	- 77 797	7 542 895	- 277 240	1 980 972	- 806 879	44 816 406	- 1 161 916
Production et acquisition	9 163 889	- 28 167	706 896	- 24 580	///	///	9 870 785	- 52 747
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	- 4 813 793	12 203	- 740 006	13 819	- 272 641	47 615	- 5 826 440	73 637
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	- 126 579	111 410	- 126 579	111 410
Transferts d'actifs financiers	- 986 201	8 054	655 367	- 29 779	330 834	- 28 873	0	- 50 597
Transferts vers S1	2 186 422	- 5 269	- 2 139 725	58 046	- 46 697	5 512	0	58 288
Transferts vers S2	- 2 991 024	10 396	3 130 438	- 98 682	- 139 414	19 720	0	- 68 566
Transferts vers S3	- 181 599	2 928	- 335 347	10 858	516 945	- 54 105	0	- 40 319
Autres mouvements	328 676	- 2 151	- 593 594	34 901	251 805	- 176 134	- 13 112	- 143 385
SOLDE AU 31/12/2025	38 985 111	- 87 858	7 571 558	- 282 879	2 164 391	- 852 861	48 721 060	- 1 223 598

7.1.2.6 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur engagements de financement donnés

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
En milliers d'euros	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
SOLDE AU 31/12/2024	6 599 808	- 6 205	476 550	- 7 813	53 546	- 11 690	7 129 904	- 25 708
Production et acquisition	5 263 307	- 8 029	200 425	- 3 629	0	///	5 463 733	- 11 658
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	- 3 678 705	3 193	- 327 721	2 791	- 37 538	73	- 4 043 964	6 057
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	- 144 444	557	137 700	- 1 445	6 714	- 1 292	- 30	- 2 180
Transferts vers S1	91 551	- 160	- 90 807	1 876	- 744	16	0	1 732
Transferts vers S2	- 233 143	712	234 522	- 3 411	- 1 410	30	- 31	- 2 669
Transferts vers S3	- 2 852	5	- 6 015	90	8 868	- 1 338	1	- 1 243
Autres mouvements	- 380 364	3 158	13 874	1 822	7 284	3 575	- 359 206	8 554
SOLDE AU 31/12/2025	7 659 603	- 7 327	500 827	- 8 275	30 006	- 9 334	8 190 436	- 24 935

7.1.2.7 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur engagements de garantie donnés

En milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
SOLDE AU 31/12/2024	3 154 258	- 6 847	650 565	- 3 567	30 816	- 10 702	3 835 639	- 21 116
Production et acquisition	1 334 371	- 2 144	91 013	- 1 394	2 288	///	1 427 672	- 3 539
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	- 716 373	2 253	- 219 498	1 536	- 5 250	3	- 941 121	3 791
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	- 15 172	141	14 300	588	872	- 57	0	672
Transferts vers S1	146 975	- 212	- 146 875	1 936	- 100	1	0	1 725
Transferts vers S2	- 159 198	347	163 375	- 1 352	- 4 177	115	0	- 890
Transferts vers S3	- 2 949	6	- 2 200	4	5 149	- 173	0	- 163
Autres mouvements	- 38 516	2 757	- 58 104	- 2 879	- 4 893	1 486	- 101 513	1 364
SOLDE AU 31/12/2025	3 718 568	- 3 841	478 276	- 5 716	23 833	- 9 270	4 220 677	- 18 827

7.1.3 Mesure et gestion du risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

7.1.4 Garanties reçues sur des instruments dépréciés sous IFRS 9

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe BRED Banque Populaire au risque de crédit et de contrepartie. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) et au risque de contrepartie correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

En milliers d'euros	Exposition maximale au risque ⁽²⁾	Dépréciations	Exposition maximale nette de dépréciation ⁽³⁾	Garanties
Titres de dettes au coût amorti	1 121	- 700	421	0
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti	1	- 1	0	0
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	2 164 391	- 852 861	1 311 531	933 763
Titres de dettes - Juste valeur par capitaux propres recyclables	0	0	0	0
Prêts et créances aux établissements de crédit - JVOCI R	0	0	0	0
Prêts et créances à la clientèle - JVOCI R	0	0	0	0
Engagements de financement	30 006	- 9 334	20 673	0
Engagements de garantie	23 833	- 9 270	14 563	9 678
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉPRÉCIÉS (S3) ⁽¹⁾	2 219 353	- 872 165	1 347 187	943 441

(1) Actifs dépréciés postérieurement à leur origination/acquisition (Statut 3) ou dès leur origination / acquisition (POCI).

(2) Valeur brute comptable.

(3) Valeur comptable au bilan.

7.1.5 Garanties reçues sur des instruments non soumis aux règles de dépréciation IFRS 9

En milliers d'euros	Exposition maximale au risque	Garanties
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Titres de dettes	3 337 104	
Prêts	161 709	
Dérivés de transaction	1 858 986	
TOTAL	5 357 799	

7.1.6 Mécanismes de réduction du risque de crédit : actifs obtenus par prise de possession de garantie

Le tableau suivant recense, par nature, la valeur comptable des actifs (titres, immeubles, etc.) obtenus au cours de la période par prise de garantie ou d'une mobilisation d'autres formes de rehaussement de crédit.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Actifs non courants détenus en vue de la vente		0
Immobilisations corporelles		0
Immeubles de placement		0
Instruments de capitaux propres et de dettes		0
Autres		0
TOTAL DES ACTIFS OBTENUS PAR PRISE DE POSSESSION DE GARANTIE		0

7.2 Risque de marché

Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les cours de change ;
- les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ; et plus généralement ;
- tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

7.3 Risque de taux d'intérêt global et risque de change

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le chapitre sur la gestion des risques « Risque de liquidité, de taux et de change ».

7.4 Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Les informations relatives à la gestion du risque de liquidité requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le chapitre sur la gestion des risques « Risque de liquidité, de taux et de change ».

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :

- soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;
- soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ».

Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

Les provisions techniques des sociétés d'assurance, qui, pour l'essentiel, sont assimilables à des dépôts à vue, ne sont pas reprises dans le tableau ci-dessous.

<i>En milliers d'euros</i>	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2025
Caisse, banques centrales	24 732 073	0	0	0	0	0	24 732 073
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	13 044 998	13 044 998
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	92 627	520 067	201 772	18 043 073	4 876 516	1 408 992	25 143 047
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	200 635	200 635
Titres au coût amorti	202 656	26 820	201 993	2 027 409	293 889	0	2 752 767
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	4 124 730	1 463 774	3 550 883	226 746	16 352	298	9 382 783
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	9 381 437	1 339 179	2 340 764	14 841 064	18 505 598	1 089 421	47 497 462
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	0	0	0	0	1 940	1 940
ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	38 533 523	3 349 840	6 295 412	35 138 291	23 692 355	15 746 284	122 755 705
Banques centrales	0	11 500	0	0	0	0	11 500
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	1 212 190	1 212 190
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	314 788	314 788
Dettes représentées par un titre	3 659 815	4 081 448	622 432	22 133	133 833	0	8 519 661
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	16 014 936	2 839 084	4 364 578	5 177 360	2 419 324	0	30 815 282
Dettes envers la clientèle	70 581 860	2 265 112	1 548 231	1 208 680	587 191	0	76 191 073
Dettes subordonnées	123	1 377	612	2 928	594	0	5 634
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	0	0	0	0	0	0
PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	90 256 734	9 198 521	6 535 853	6 411 101	3 140 942	1 526 978	117 070 129
Engagements de financement donnés en faveur des États de crédit	100 001	590	0	12 000	38 183	0	150 774
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 127 952	462 962	401 955	3 746 906	2 271 812	28 074	8 039 661
TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS	1 227 953	463 552	401 955	3 758 906	2 309 995	28 074	8 190 435
Engagements de garantie en faveur des États de crédit	136 646	107 088	203 281	44 756	15 374	59 310	566 455
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	608 259	158 795	350 807	1 116 205	1 433 669	113 895	3 781 630
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	744 905	265 883	554 087	1 160 961	1 449 043	173 205	4 348 085

Note 8 Avantages du personnel

Principes comptables

Les avantages du personnel sont classés en quatre catégories :

- **les avantages à court terme**, tels que les salaires, congés annuels, primes, la participation et l'intéressement dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice sont comptabilisés en charges ;
- **les avantages postérieurs à l'emploi** bénéficiant au personnel retraité pour lesquels il convient de distinguer les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies tels que les régimes nationaux français sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe BRED Banque Populaire se limite uniquement au versement d'une cotisation et ne comportent aucune obligation de l'employeur sur un niveau de prestation. Les cotisations versées au titre de ces régimes sont comptabilisées en charge de l'exercice.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies désignent les régimes pour lesquels le Groupe BRED Banque Populaire s'est engagé sur un montant ou un niveau de prestations.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. Lorsque ces régimes sont financés par des fonds externes répondant à la définition d'actifs du régime, la provision est diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Le coût des régimes à prestations définies comptabilisé en charge de la période comprend : le coût des services rendus (représentatif des droits acquis par les bénéficiaires au cours de la période), le coût des services passés (écart de réévaluation de la dette actuarielle à la suite d'une modification ou réduction de régime), le coût financier net (effet de désactualisation de l'engagement net des produits d'intérêts générés par les actifs de couverture) et l'effet des liquidations de régime.

Les écarts de réévaluation de la dette actuarielle liés aux changements d'hypothèses démographiques et financières et aux effets d'expérience sont enregistrés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables en résultat net :

- **les autres avantages à long terme** comprennent les avantages versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ils comprennent notamment les primes pour médaille du travail.

Ils sont évalués selon une méthode actuarielle identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. Leur mode de comptabilisation diffère sur les écarts de réévaluation de la dette actuarielle qui sont comptabilisés en charges ;

- **les indemnités de cessation d'emploi** sont accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Elles font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

5.

8.1 Charges de personnel

Les charges de personnel comprennent l'ensemble des charges liées au personnel et les charges sociales et fiscales afférentes.

L'information relative aux effectifs ventilés par catégorie est présentée dans le chapitre 2 « Rapport de durabilité ».

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Salaires et traitements	- 348 653	- 326 229
Charges des régimes à cotisations définies	0	0
Charges des régimes à prestations définies	- 61 385	- 54 634
Autres charges sociales et fiscales	- 132 983	- 122 403
Intéressement et participation	- 78 330	- 68 141
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	- 621 351	- 571 407

8.2 Engagements sociaux

Le Groupe BRED Banque Populaire accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux.

Le régime de retraite des Banques Populaires, géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CARBP), concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire des Banques Populaires au 31 décembre 1993.

Les régimes de retraite gérés par la CAR-BP sont partiellement couverts par une couverture assurancielle, intervenant d'une part au titre des rentes versées au profit de bénéficiaires ayant dépassé un âge de référence et d'autre part au titre des engagements relatifs à des bénéficiaires d'âge moins élevé.

Les rentes des bénéficiaires ayant dépassé cet âge de référence sont gérées dans le cadre de l'actif général retraite de l'organisme assureur. Cet actif général est dédié aux engagements retraite de cet assureur et a une composition adaptée à des échéances de paiement tendanciellement prévisibles. Sa composition est très majoritairement obligataire afin de permettre à l'assureur de mettre en œuvre la garantie en capital qu'il est contraint de donner sur un actif de ce type. Le pilotage actif/passif de ce fond est de la responsabilité de l'assureur.

Les autres engagements sont gérés dans le cadre d'un fonds diversifié constitutif d'une gestion en unités de compte, c'est-à-dire sans garantie particulière apportée par l'assureur. La gestion en est effectuée selon une allocation stratégique toujours majoritairement tournée vers les produits de taux (60 %, dont plus de 95 % en obligations d'État) mais également ouverte aux actions (40 % dont 20 % dans la zone Euro). Cette allocation est déterminée de manière à optimiser les performances attendues du portefeuille, sous contrainte d'un niveau de risque piloté et mesuré sur de nombreux critères. Les études actif/passif correspondantes sont reconduites chaque année et présentées à la Commission technique, financière et risque CAR-BP et pour information au Comité de suivi des passifs sociaux du Groupe BPCE. L'allocation relativement dynamique retenue est permise à la fois par l'horizon d'utilisation des sommes, ainsi que par les mécanismes de régulation propres au pilotage financier du dispositif.

Les autres avantages sociaux incluent également :

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

8.2.1 Analyse des actifs et passifs sociaux inscrits au bilan

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme			31/12/2025	31/12/2024
	Complé- ments de retraite CAR	Complé- ments de retraite CGP	Complé- ments de retraite et autres régimes AUTRES	Complé- ments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
<i>En milliers d'euros</i>									
Dette actuarielle	70 389	0	51 176	121 565	36 296	3 896	1 287	163 045	168 871
Juste valeur des actifs du régime	- 69 698	0	- 44 653	- 114 352	- 44 000	0	0	- 158 351	- 134 607
Juste valeur des droits à remboursement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Effet du plafonnement d'actifs	0	0	290	290	0	0	0	290	24
SOLDE NET AU BILAN	691	0	6 278	6 969	- 7 704	3 896	1 287	4 449	34 263
Engagements sociaux passifs	691	0	6 278	6 969	- 3 174	3 896	1 287	4 449	34 263
Engagements sociaux actifs ⁽¹⁾	0	0	0	0	10 878	0	0		

(1) Présenté à l'actif du bilan dans le poste « Comptes de régularisation et actifs divers ».

La dette actuarielle est représentative de l'engagement accordé par le Groupe aux bénéficiaires. Elle est évaluée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédits projetés en prenant en compte des hypothèses démographiques et financière revues périodiquement et a minima une fois par an.

Lorsque ces régimes sont financés par des actifs de couverture répondant à la définition d'actifs du régime, le montant de la provision correspond à la dette actuarielle diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Les actifs de couverture ne répondant pas à la définition d'actifs du régime sont comptabilisés à l'actif.

8.2.2 Variation des montants comptabilisés au bilan

Variation de la dette actuarielle

En milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme			Exercice 2025	Exercice 2024
	Complé- ments de retraite CAR	Complé- ments de retraite CGP	Complé- ments de retraite et régimes AUTRES	Complé- ments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
DETTE ACTUARIELLE EN DÉBUT DE PÉRIODE	78 523	0	49 713	128 236	37 597	4 160	1 362	171 354	168 871
Coût des services rendus	0	0	2 783	2 783	2 056	258	0	5 097	4 974
Coût des services passés	0	0	0	0	0	0	0	0	- 1 010
Coût financier	2 557	0	516	3 073	1 237	134	0	4 444	4 868
Prestations versées	- 4 297	0	- 532	- 4 829	- 2 976	- 75	- 27	- 7 907	- 6 059
Autres	0	0	572	572	256	- 581	76	323	526
Écarts de réévaluation - Hypothèses démographiques	0	0	0	0	- 50	0	0	- 50	- 105
Écarts de réévaluation - Hypothèses financières	- 3 583	0	- 2 734	- 6 317	- 1 020	0	0	- 7 337	- 1 632
Écarts de réévaluation - Effets d'expérience	- 2 811	0	769	- 2 042	- 953	0	0	- 2 995	- 2 750
Écarts de conversion	0	0	90	90	- 102	0	- 123	- 135	- 162
Autres	0	0	0	0	251	0	0	251	3 834
DETTE ACTUARIELLE EN FIN DE PÉRIODE	70 389	0	51 176	121 565	36 296	3 896	1 287	163 045	171 354

Variation des actifs de couverture

En milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme			Exercice 2025	Exercice 2024
	Complé- ments de retraite CAR	Complé- ments de retraite CGP	Complé- ments de retraite et autres régimes AUTRES	Complé- ments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN DÉBUT DE PÉRIODE	64 492	0	39 375	103 867	40 852	0	0	144 719	134 608
Produit financier	2 173	0	474	2 647	1 368	0	0	4 015	3 725
Cotisations reçues	0	0	2 957	2 957	0	0	0	2 957	2 712
Prestations versées	- 719	0	- 532	- 1 251	0	0	0	- 1 251	- 150
Autres	0	0	- 43	- 43	0	0	0	- 43	- 43
Écarts de réévaluation - Rendement des actifs du régime	3 753	0	2 074	5 827	1 780	0	0	7 607	4 057
Écarts de conversion	0	0	347	347	0	0	0	347	- 191
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	2
JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN FIN DE PÉRIODE	69 699	0	44 653	114 352	44 000	0	0	158 352	144 719

Le produit financier sur les actifs de couverture est calculé en appliquant le même taux que celui utilisé pour actualiser les engagements. L'écart entre le rendement réel à la clôture et le produit financier ainsi déterminé constitue un écart de réévaluation enregistré pour les avantages postérieurs à l'emploi en capitaux propres non recyclables.

8.2.3 Coûts des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

| Charge des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

Les différentes composantes de la charge constatée au titre des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme sont comptabilisés dans le poste « Charges de personnel ».

En milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme		Exercice 2025	Exercice 2024
	Compléments de retraite CAR	Compléments de retraite et autres régimes AUTRES	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Coût des services	0	- 2 676	- 2 676	- 2 507	- 258	0	- 5 441	- 3 964
Coût financier net	- 384	264	- 120	131	- 134	0	- 123	- 1 143
Autres	0	- 600	- 600	- 256	581	- 3	- 278	- 483
Charge de l'exercice	- 384	- 3 013	- 3 397	- 2 632	189	- 3	- 5 843	- 5 590
Prestations versées	3 578	- 539	3 039	3 244	75	- 45	6 312	5 909
Cotisations reçues	0	2 957	2 957	0	0	0	2 957	2 712
Variation de provision suite à des versements	3 578	2 418	5 996	3 244	75	- 45	9 269	8 621
TOTAL	3 194	- 595	2 599	612	264	- 48	3 426	3 031

| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des régimes à prestations définies

En milliers d'euros	Compléments de retraite et autres régimes - CAR-BP	Compléments de retraite et autres régimes - CGPCE	Compléments de retraite et autres régimes AUTRES	Indemnités de fin de carrière	Exercice 2025	Exercice 2024
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN DÉBUT DE PÉRIODE	4 503	0	- 144	- 16 083	- 11 724	- 3 242
Écarts de réévaluation générés sur l'exercice	- 10 147	0	- 4 015	- 3 803	- 17 965	- 8 543
Ajustements de plafonnement des actifs	0		243	- 3	240	101
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN FIN DE PÉRIODE	- 5 644	0	- 3 916	- 19 889	- 29 449	- 11 724
• dont écarts actuariels	- 5 644	0	- 4 206	- 19 889	- 29 739	- 8 419
• dont effet du plafonnement d'actif	0	0	290	0	290	24

8.2.4 Autres informations

Principales hypothèses actuarielles

	31/12/2025		31/12/2024	
	CAR-BP	IFC	CAR-BP	IFC
Taux d'actualisation	3,48 %	3,57 %	3,39 %	3,41 %
Taux d'inflation	2,20 %	2,20 %	2,30 %	2,40 %
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	11 ans	12 ans	11 ans	12 ans

Sensibilité de la dette actuarielle aux variations des principales hypothèses

Au 31 décembre 2025, une variation de 0,5 % du taux d'actualisation et du taux d'inflation aurait les impacts suivants sur la dette actuarielle :

	31/12/2025		31/12/2024	
	CAR-BP		CAR-BP	
	%	Montant	%	Montant
<i>En % et milliers d'euros</i>				
Variation de + 0,5 % du taux d'actualisation	- 25,91 %	- 18 237	- 5,22 %	- 4 095
Variation de - 0,5 % du taux d'actualisation	- 17,56 %	- 12 361	5,68 %	4 457
Variation de + 0,5 % du taux d'inflation	- 17,60 %	- 12 386	5,54 %	4 354
Variation de - 0,5 % du taux d'inflation	- 25,91 %	- 18 239	- 5,06 %	- 3 973

Échéancier des paiements – flux (non actualisés) de prestations versées aux bénéficiaires

	31/12/2025	31/12/2024
	CAR-BP	CAR-BP
<i>En milliers d'euros</i>		
N+1 à N+5	23 455	24 507
N+6 à N+10	21 822	23 407
N+11 à N+15	19 261	21 337
N+16 à N+20	15 645	17 981
> N+20	25 860	32 522

Ventilation de la juste valeur des actifs des régimes CAR-BP (y compris droits à remboursement)

	31/12/2025		31/12/2024	
	CAR-BP		CAR-BP	
	Poids par catégories	Juste valeur des actifs	Poids par catégories	Juste valeur des actifs
<i>En % et milliers d'euros</i>				
Trésorerie	5,67 %	3 950	5,67 %	3 655
Actions	35,92 %	25 035	35,92 %	23 165
Obligations	49,81 %	34 718	49,81 %	32 125
Immobilier	0,00 %	0	0,00 %	0
Dérivés	0,00 %	0	0,00 %	0
Fonds de placement	8,60 %	5 995	8,60 %	5 547
TOTAL	100,00 %	69 699	100,00 %	64 492

Note 9 Activités d'assurance

Principes généraux

Les activités assurance regroupent l'assurance de personnes. Ces activités sont réalisées au sein du groupe BRED Banque Populaire par des filiales dédiées, soumises à la réglementation spécifique du secteur de l'assurance.

Les entités concernées par ces mesures sont Prépar Vie et Prépar IARD.

Les actifs et passifs financiers des sociétés d'assurance suivent les dispositions de la norme IFRS 9. Ils sont classés dans les catégories définies par cette norme et en suivent les règles d'évaluation (note 2.5.1).

Les actifs et passifs d'assurance sont évalués et présentés selon les principes de la norme IFRS 17.

Champ d'application

La norme IFRS 17 s'applique aux :

- contrats d'assurance (y compris les traités de réassurance) émis ;
- traités de réassurance cédée ;
- contrats d'investissement émis avec un élément de participation discrétionnaire, à condition que l'entité émette aussi des contrats d'assurance.

Le groupe BRED Banque Populaire est concerné par ces trois typologies de contrats.

En revanche, les garanties financières données par les entités du secteur bancaire au sein du groupe BRED Banque Populaire, bien que répondant à la définition comptable d'un contrat d'assurance, demeurent traitées selon la norme IFRS 9 relative aux instruments financiers.

Modèles de valorisation

En application de la norme IFRS 17, les actifs et passifs d'assurance sont comptabilisés à la valeur actuelle.

Les actifs et passifs d'assurance sont valorisés selon une approche « *building blocks* » (approche générale), applicable par défaut à tous les contrats entrant dans le champ d'application d'IFRS 17 avec une adaptation pour les contrats participatifs directs (voir plus bas). Cette approche exige l'évaluation des provisions techniques comprenant les trois blocs suivants :

- un premier bloc égal à la valeur actuelle des estimations de flux de trésorerie futurs (*Best Estimate* - BE) ;
- un ajustement au titre du risque non-financier, afin de tenir compte de l'incertitude relative à ces estimations de flux de trésorerie futurs (*Risk Adjustment* - RA) ;
- une marge sur services contractuels (*Contractual Service Margin* - CSM).

Dans le groupe BRED Banque Populaire, l'approche générale est retenue en affaires directes notamment pour les contrats d'assurance des emprunteurs.

Le *Best Estimate* correspond à la valeur actuelle, mesurée à chaque clôture comptable, des estimations de flux de trésorerie futurs (à recevoir et à payer, y compris les primes futures des contrats en vigueur et les flux de trésorerie d'acquisition) rattachables à l'exécution des contrats compris dans un horizon défini

selon les exigences d'IFRS 17, pondérés par leur probabilité de réalisation. Seuls les flux des contrats en vigueur font l'objet d'une évaluation (un groupe de contrats peut néanmoins être reconnu par anticipation lorsque les faits et circonstances indiquent que celui-ci est déficitaire (voir *infra*). Ces flux sont actualisés par le biais de taux d'actualisation dont les modalités sont présentées par la suite. La valeur comptable du *Best Estimate* se décompose en un passif (ou un actif) pour couverture future (matérialisant l'engagement au titre des services d'assurance non encore fournis) et en un passif (ou un actif) pour sinistres survenus (matérialisant l'engagement au titre des sinistres survenus non encore intégralement réglés). Lorsque des options et garanties sont accordées aux assurés, le *Best Estimate* inclut une évaluation du coût de ces dernières. Enfin, les dettes et créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées sont désormais intégrées à la valeur du *Best Estimate*.

L'ajustement au titre du risque non-financier correspond à la prise en compte de l'incertitude relative aux estimations des flux de trésorerie futurs inclus dans l'évaluation du *Best Estimate*. Il est également mesuré à chaque clôture comptable. Le niveau d'ajustement au titre du risque non-financier n'est pas normé. Le groupe BRED Banque Populaire a défini ses méthodologies d'ajustement au titre du risque non-financier en fonction des typologies de passifs d'assurance qui présentent des risques différents. L'ajustement au titre du risque non-financier des passifs pour couverture future est fondé principalement sur une méthodologie basée sur un niveau de confiance de type VaR (*Value-at-Risk*), capitalisant sur le cadre des exigences prudentielles et reposant sur une vision pluriannuelle du risque avec un ultime correspondant à l'extinction du risque. Une diversification intra-entité est également prise en compte. L'ajustement pour risque non-financier au titre des passifs pour sinistres survenus, est fondé principalement sur le niveau d'appétence aux risques du groupe BRED Banque Populaire et correspond à un niveau de confiance déterminé à partir de méthodes de calculs actuariels.

La CSM représente, à la souscription, la marge attendue sur les contrats, non encore acquise, mesurée pour chaque groupe de contrats d'assurance. Celle-ci est évaluée en date de souscription des contrats puis ajustée dans le temps, notamment pour prendre en compte les éventuelles variations d'hypothèses futures d'origine non financières (à chaque clôture comptable, les évolutions des hypothèses futures impactent l'évaluation du *Best Estimate* et du *Risk Adjustment*, en contrepartie de la CSM lorsqu'elles sont d'origine non-financière et du résultat ou de l'OCI lorsqu'elles sont d'origine financière). Elle est comptabilisée au bilan puis constatée en résultat au rythme des services fournis aux assurés, sur la durée de couverture résiduelle des contrats. Dans le cas où une perte est attendue à la souscription ou au cours de la période de couverture (contrats déficitaires, matérialisant une sortie de trésorerie nette attendue pour l'entité), celle-ci ne fait pas l'objet d'une CSM négative mais est immédiatement comptabilisée en résultat. L'allocation en résultat de la part de CSM représentative du service rendu sur la

période est effectuée par le biais des unités de couverture, représentatives de la durée de couverture des contrats, de la quantité de services fournis et du service rendu par les entités d'assurance du groupe BRED Banque Populaire aux assurés. Dans le cadre de l'application de l'approche générale aux contrats d'assurance des emprunteurs, les unités de couverture sont définies sur la base du capital restant dû.

Les taux d'actualisation appliqués à l'estimation des flux de trésorerie futurs doivent refléter la valeur temps de l'argent, les caractéristiques des flux de trésorerie, les caractéristiques de liquidité des contrats d'assurance et concorder avec les prix de marché courants observables. Dans le cadre de l'approche générale, le *Best Estimate* et l'ajustement au titre du risque non financier sont mesurés sur la base des taux courants (en date de clôture comptable) tandis que la CSM demeure ajustée sur la base des taux d'actualisation déterminés à la date de comptabilisation initiale du groupe de contrats. Le groupe BRED Banque Populaire adopte une méthode ascendante (*bottom-up*) pour déterminer ces taux d'actualisation, en retenant une courbe des taux sans risque (basée sur les taux swap interbancaires) à laquelle est ajoutée une prime d'illiquidité, dépendante des caractéristiques et de la liquidité des contrats d'assurance concernés. La courbe des taux sans risque retenue est adaptée de la courbe des taux applicable dans le cadre des exigences prudentielles (les adaptations portent principalement sur les paramètres de liquidité et d'extrapolation au-delà du dernier point liquide).

Un modèle *Variable Fee Approach* (VFA), adapté de l'approche générale, est prescrit obligatoirement pour les contrats participatifs directs, qui répondent aux trois critères suivants :

- les clauses contractuelles précisent que le titulaire du contrat a droit à une participation dans un portefeuille d'éléments sous-jacents spécifié ;
- l'assureur prévoit de verser à l'assuré un montant égal à une part substantielle de la juste valeur des rendements du portefeuille d'éléments sous-jacents spécifié ;
- une part substantielle des prestations que l'entité s'attend à payer à l'assuré devrait varier avec la juste valeur du portefeuille d'éléments sous-jacents spécifié.

Dans le groupe BRED Banque Populaire, ce modèle est retenu en affaires directes pour évaluer les contrats d'épargne et de retraite.

Dans le cas de contrats participatifs directs, le service rendu à l'assuré correspond majoritairement à la gestion financière des éléments sous-jacents. Les flux de trésorerie de ces contrats varient en fonction de la performance d'éléments sous-jacents. Ainsi, une augmentation de la valeur des éléments sous-jacents se traduit par une augmentation de l'évaluation des contrats. *A contrario*, une diminution de la valeur des éléments sous-jacents se traduit par une diminution de l'évaluation des contrats. La variation des éléments

sous-jacents vient ajuster la CSM pour la quote-part revenant à l'assureur et impacter le *Best Estimate* pour la quote-part attribuable aux assurés. La CSM en VFA prend également en compte les variations des hypothèses financières futures et les effets sur le *Best Estimate* et l'ajustement au titre du risque non financier de la désactualisation.

Parmi les éléments sous-jacents figurent notamment les éléments attribués aux assurés dans le cadre de la participation aux bénéfices (dont notamment la quote-part des actifs financiers et des immeubles de placement en représentation des engagements d'épargne en euros) et les supports en unités de compte (UC).

Dans le groupe BRED Banque Populaire, la majorité des actifs financiers sous-jacents des contrats VFA est valorisée à leur juste valeur par résultat ou par capitaux propres sous IFRS 9. Les immeubles de placement sont également mesurés à la juste valeur par résultat comme le permet IAS 40.

Dans l'approche VFA, le *Best Estimate* inclut l'évaluation du coût des options et garanties accordées aux assurés. Les passifs d'assurance rendent également compte de la mutualisation entre les portefeuilles de contrats au titre des flux des contrats avec participation directe adossés au fonds général. Les versements libres futurs au titre des contrats en vigueur sont inclus dans l'évaluation du *Best Estimate*.

Enfin l'approche générale est complétée par un modèle optionnel plus simple, basé sur l'allocation des primes (*Premium Allocation Approach* PAA). Il est applicable :

- à l'ensemble des contrats hormis aux contrats participatifs directs, dans la mesure où cette méthode aboutit à un résultat proche de l'approche générale ;
- aux contrats dont la période de couverture est de courte durée (i.e. sur une période inférieure à 12 mois).

Dans le groupe BRED Banque Populaire, ce modèle est retenu en affaires directes pour les contrats de prévoyance annuels.

Le passif initial pour couverture future comptabilisé est égal aux primes reçues (ainsi, aucune CSM n'est comptabilisée). Les primes sont par la suite étalées et comptabilisées en compte de résultat en fonction de l'écoulement du temps. Les frais d'acquisition encourus peuvent être comptabilisés immédiatement en charges lorsqu'ils surviennent ou au fur et à mesure de la période de couverture. Les passifs pour sinistres survenus non encore intégralement réglés et ceux comptabilisés au titre des groupes de contrats déficitaires demeurent néanmoins évalués selon les dispositions du modèle général. Les passifs d'assurance ne sont actualisés que si l'effet du passage du temps est significatif, notamment au titre des provisions pour sinistres survenus (*Best Estimate* et Ajustement au titre du risque non-financier). Les dispositions concernant l'évaluation de l'ajustement pour risque au titre des passifs pour sinistres survenus sont similaires à celles applicables dans le cadre du modèle général.

Frontière des contrats (horizon)

Sous IFRS 17, les flux de trésorerie sont inclus dans le périmètre d'un contrat d'assurance s'ils découlent de droits et obligations substantiels existant au cours de la période de reporting pour laquelle l'entité peut contraindre l'assuré à payer les primes ou a une obligation substantielle de lui fournir des services. Une obligation substantielle de fournir des services prévus dans un contrat d'assurance cesse notamment lorsque l'entité a la capacité pratique de réévaluer les risques assurés et peut, en conséquence, fixer un prix ou un niveau de prestations qui reflète intégralement ces risques.

Le groupe BPCE a analysé de manière détaillée les caractéristiques de ses contrats afin de déterminer les flux de trésorerie inclus dans le périmètre de ses contrats d'assurance qui déterminent l'horizon (ou « frontière » des contrats). À ce titre, sur la base des exigences d'IFRS 17, le Groupe intègre notamment dans la frontière des contrats d'épargne les versements libres futurs au titre des contrats en vigueur en date de reporting.

Dates de comptabilisation et de décomptabilisation des contrats

Un groupe de contrats d'assurance émis doit être comptabilisé à la première des dates suivantes :

- la date de début de la période de couverture du groupe de contrats ;
- la date à laquelle le premier paiement d'un titulaire de police devient exigible ou, en l'absence de date d'exigibilité, la date à laquelle ce premier paiement est reçu ; et
- dans le cas d'un groupe de contrats déficitaires, la date à laquelle le groupe devient déficitaire.

Seuls les contrats qui satisfont individuellement aux critères de comptabilisation ci-dessus à la fin de la période de reporting sont inclus dans le groupe de contrats. Dans le cas contraire, ces contrats seront inclus dans le groupe de contrats au cours des périodes comptables ultérieures.

Un contrat d'assurance est décomptabilisé dans les cas suivants :

- lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation qui y est précisée expire, ou qu'elle est acquittée, ou résiliée ;
- lorsqu'il fait l'objet d'un transfert sortant (transfert à une tierce partie) ;
- lorsque les conditions d'un contrat sont substantiellement modifiées, entraînant un changement au titre de la comptabilisation de ce contrat si ces nouvelles conditions avaient toujours existé (classification différente, modèle d'évaluation différent...). Dans ce cas, un nouveau contrat basé sur les conditions modifiées est alors comptabilisé en remplacement du contrat initial (qui est alors décomptabilisé).

Le premier des trois cas mentionnés ci-dessus est celui qui survient communément dans le cadre de l'activité des entités d'assurance du groupe BPCE. Dans ce cas, la décomptabilisation du contrat d'assurance conduit à éliminer le Best Estimate et l'Ajustement au titre du

risque non-financier, en contrepartie de la CSM du groupe de contrats, sans générer un effet direct et immédiat en résultat.

Niveau d'agrégation des contrats

La norme définit le niveau de regroupement des contrats, à la maille « groupe de contrats », à utiliser pour évaluer les passifs des contrats d'assurance et leur CSM.

La première étape consiste à identifier les portefeuilles de contrats d'assurance, c'est-à-dire des contrats soumis à des risques similaires et gérés ensemble.

Ensuite, chaque portefeuille est divisé en trois parties en fonction de leur profil de rentabilité :

- les contrats déficitaires dès leur comptabilisation initiale ;
- les contrats qui n'ont pas, lors de leur comptabilisation initiale, de possibilité significative de devenir déficitaires ;
- les autres contrats du portefeuille.

Enfin, la norme telle que publiée par l'IASB introduit le principe de « cohortes annuelles » interdisant d'inclure dans le même groupe les contrats émis à plus d'un an d'intervalle.

Un groupe de contrats correspond donc au regroupement de contrats d'un même portefeuille, d'un même profil de rentabilité et d'une même cohorte.

Néanmoins, la norme telle qu'adoptée par l'Union européenne prévoit une exemption optionnelle de l'application de cette règle pour les contrats suivants :

- les groupes de contrats d'assurance avec éléments de participation directe et les groupes de contrats d'investissement avec éléments de participation discrétionnaire dont les flux de trésorerie ont une incidence sur les flux de trésorerie destinés aux assurés d'autres contrats, ou subissent l'incidence de tels flux ;
- les groupes de contrats d'assurance qui sont gérés sur plusieurs générations de contrats et remplissant certaines conditions et pour lesquels l'application de l'ajustement égalisateur (*matching adjustment*) a reçu l'accord des autorités de contrôle.

Cette exemption sera réexaminée avant la fin de l'année 2027, sur la base des résultats de la revue, par l'IASB, de la mise en œuvre d'IFRS 17.

Le groupe BRED Banque Populaire applique l'option d'exemption d'application des cohortes annuelles aux contrats d'épargne/retraite.

La classification par portefeuilles retenue par le groupe BRED Banque Populaire a été réalisée en cohérence avec les exigences d'IFRS 17 ainsi qu'avec la segmentation interne et la manière dont les contrats sont gérés. Le groupe BRED Banque Populaire retient le contrat comme niveau élémentaire sous IFRS 17. Ainsi, aucune désagrégation au titre des différentes garanties incluses au sein d'un contrat n'a été effectuée. Le regroupement par niveaux homogènes de rentabilité a été réalisé à la suite d'études menées sur la base d'informations et de critères disponibles en interne, tels que les produits, les contrats et les assurés.

Dispositions spécifiques aux traités de réassurance cédée

IFRS 17 exige une analyse, évaluation et comptabilisation distincte des contrats d'assurance directe (et traités de réassurance acceptée) des traités de réassurance cédée. Ces exigences entraînent l'évaluation d'un *Best Estimate*, d'un ajustement au titre du risque non-financier et d'une CSM spécifiques aux traités de réassurance cédée.

Les hypothèses retenues pour évaluer le *Best Estimate* des traités de réassurance cédée doivent concorder avec celles retenues pour évaluer le *Best Estimate* au titre des groupes de contrats d'assurance directe sous-jacents. Celui-ci doit également refléter l'effet du risque de non-exécution de la part de l'émetteur du traité de réassurance, portant principalement sur le risque de crédit du réassureur et le risque de litige.

L'ajustement au titre du risque non-financier doit correspondre au montant du risque transféré par le titulaire du traité de réassurance cédée à l'émetteur de ce dernier.

Au titre des traités de réassurance cédée, la CSM peut représenter un coût ou un gain de réassurance (ainsi, les dispositions relatives aux contrats déficitaires ne s'appliquent pas dans le cas des traités de réassurance cédée). Cependant, lorsque les contrats sous-jacents aux traités de réassurance sont déficitaires, un produit est comptabilisé en résultat au titre des contrats de réassurance cédée (nommé « composante recouvrement de perte »), matérialisant la participation du réassureur aux pertes. La CSM cédée (qu'elle soit représentative d'un coût ou d'un gain de réassurance) est reconnue en résultat sur la durée de couverture des traités de réassurance cédée (et non sur la durée de couverture des contrats sous-jacents) et sur la base d'unités de couverture qui doivent refléter les services reçus.

Le modèle VFA n'étant pas applicable aux traités de réassurance, seul le modèle général et le modèle PAA peuvent être appliqués. Les modèles comptables applicables aux traités de réassurance cédée peuvent différer de ceux retenus au titre des contrats d'assurance directe sous-jacents. Les dispositions relatives au niveau d'agrégation des contrats demeurent identiques à celles applicables aux contrats d'assurance directe, toutefois les références faites aux contrats déficitaires (au titre des contrats d'assurance directe) sont remplacées par des références aux contrats donnant lieu à un profit net au moment de la comptabilisation initiale.

IFRS 17 prévoit que l'entité comptabilise un groupe de contrats de réassurance cédée selon les règles suivantes :

- dans le cas général, la date de première comptabilisation correspond au début de la période de couverture du groupe de contrats de réassurance cédée ;

- dans le cas des traités proportionnels, la date de première comptabilisation est repoussée à la date de comptabilisation des contrats sous-jacents, si cette date est postérieure au début de la période de couverture du groupe de contrats de réassurance cédée ; enfin
- dans le cas où les contrats d'assurance sous-jacents sont déficitaires, la date de première comptabilisation correspond à la date de reconnaissance de la composante de pertes, sous réserve que le contrat de réassurance cédée ait été préalablement signé à cette date.

Enfin, les dettes et créances nées des opérations de réassurance cédée (y compris les dettes pour dépôt espèces et comptes courants de réassurance) sont désormais intégrées à la valeur du *Best Estimate*.

Les traités de réassurance du groupe BRED Banque Populaire ont été évalués en modèle général ou en modèle PAA, en fonction de leur horizon déterminé selon IFRS 17. Au titre du principal traité de réassurance cédée, les unités de couverture s'appuient sur les variations des encours des contrats cédés.

Hypothèses clés et jugements

Aux fins de l'application d'IFRS 17, l'évaluation des passifs d'assurance est réalisée en retenant des techniques d'estimation, jugements et hypothèses (notamment des lois de sinistralité, de mortalité, généralement fondées sur des données historiques, et des hypothèses de frais et de commissions). Plus spécifiquement pour l'évaluation des contrats d'épargne et de retraite sont également prises en compte des lois de rachat et de versements libres futurs.

IFRS 17 ne prescrit pas les unités de couverture à appliquer. Il convient de faire appel au jugement et à des estimations afin de refléter au mieux le service rendu sur la période. Certains critères doivent néanmoins être pris en compte pour déterminer les unités de couverture : la durée de couverture probable pour chaque contrat, la quantité de services mesurée au regard du service rendu du point de vue de l'assuré, et le service rendu qui se définit comme le fait pour l'assureur de se tenir prêt à couvrir un événement assuré.

Les hypothèses et jugements appliqués en matière de calcul de l'ajustement pour risque non financier se traduisent pour le groupe BRED Banque Populaire par un niveau de confiance entre 70 % et 80 % au 31 décembre 2025 identique à celui du 31 décembre 2024.

En matière de taux d'actualisation, la courbe de taux sans risque retenue par le groupe BPCE pour actualiser les cash-flows des contrats d'assurance est présentée dans le tableau ci-dessous :

Devise	31/12/2025					31/12/2024				
	1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans	1 an	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans
Euro	2,07 %	2,48 %	2,86 %	3,21 %	3,24 %	2,23 %	2,15 %	2,27 %	2,26 %	2,26 %

La prime d'illiquidité pour les contrats participatifs directs évalués en approche VFA se situe entre 0,70 % et 0,96 % au 31 décembre 2025 et entre 0,94 % et 1,25 % au 31 décembre 2024 selon les filiales d'assurance.

Le retraitement des marges entre les entités bancaires distributrices de produits d'assurance et les entités d'assurance (voir *infra*) fait également appel à des estimations.

Méthodes d'évaluation à la transition

La norme IFRS 17 est appliquée de manière rétrospective. Les contrats d'assurance en vigueur en date de transition ont été évalués selon l'une des trois méthodes ci-dessous :

Full Retrospective Approach (FRA)

La méthode rétrospective complète FRA (*Full Retrospective Approach*) prévoit de définir, comptabiliser et évaluer chacun des groupes de contrats d'assurance comme si la norme IFRS 17 avait toujours été appliquée depuis l'origine des contrats.

S'il n'est pas possible d'appliquer cette méthode en fonction des données disponibles, les 2 méthodes suivantes peuvent être utilisées :

Modified Retrospective Approach (MRA)

L'approche rétrospective modifiée MRA (*Modified Retrospective Approach*) est une méthode rétrospective qui vise à obtenir un résultat le plus proche possible de celui obtenu par l'approche FRA, en se fondant sur l'utilisation d'informations raisonnables et justifiables obtenues sans coûts ou efforts excessifs. L'approche MRA autorise les simplifications de calcul suivantes :

- évaluation des groupes de contrats à la première comptabilisation : notamment, IFRS 17 permet de s'affranchir des cohortes annuelles pour la définition du niveau d'agrégation des groupes de contrats en stock en date de transition. Le groupe BPCE a retenu cette simplification pour les portefeuilles de contrats pour lesquels l'approche MRA a été retenue ;
- mesure de la CSM en date de transition pour les contrats évalués selon l'approche générale : une CSM en date de première comptabilisation est tout d'abord évaluée à partir de l'estimation des flux futurs à la transition, ajustés des flux réels entre la date de première comptabilisation et la transition. La CSM en date de transition résulte de la CSM en date de première comptabilisation, amortie à l'aide des unités de couverture entre la date de première comptabilisation et la date de transition. Les taux

d'actualisation en date de comptabilisation initiale peuvent être déterminés selon une courbe de rendement observable sur au moins 3 ans avant la date de transition ou à partir d'un écart moyen entre une courbe de rendement observable et une courbe estimée. Enfin, l'ajustement au titre du risque non-financier à la date de première comptabilisation doit être déterminé en ajustant l'ajustement au titre du risque non-financier à la date de transition avec le dégagement du risque attendu avant la date de transition. Le groupe BPCE a retenu ces simplifications pour les portefeuilles de contrats éligibles à l'approche générale pour lesquels l'approche MRA en transition a été retenue. Les dispositions concernant les unités de couverture ont été appliquées de manière homogène aux contrats en vigueur en date de transition et ceux post-transition ;

- mesure de la CSM en date de transition pour les contrats évalués selon l'approche VFA : une CSM en date de première comptabilisation est tout d'abord évaluée à partir de la juste valeur des éléments sous-jacents aux contrats en date transition nette de l'estimation des flux futurs en date de transition, ajustée des frais et prélèvements et de la variation d'ajustement au titre du risque non-financier relatifs à la période entre la date de première comptabilisation et la transition. La CSM en date de transition résulte de la CSM en date de première comptabilisation, amortie à l'aide des unités de couverture entre la date de première comptabilisation et la date de transition. Le groupe BPCE a retenu cette simplification pour les portefeuilles de contrats éligibles à l'approche VFA pour lesquels l'approche MRA en transition a été retenue. Les dispositions concernant les unités de couverture et la mutualisation ont été appliquées de manière cohérente aux contrats en vigueur en date de transition et ceux post-transition ;
- mesure des produits financiers ou charges financières d'assurance : l'approche MRA permet des simplifications s'agissant de la détermination des taux d'actualisation des groupes de contrats et du calcul des autres éléments du résultat global (OCI), dans le cas où une ventilation des produits financiers ou charges financières est retenue. Tel que permis par IFRS 17, le groupe BPCE a principalement retenu un OCI équivalent à celui des éléments sous-jacents pour les portefeuilles de contrats d'épargne-retraite et à zéro pour les autres portefeuilles évalués selon l'approche MRA en transition.

Fair Value Approach (FVA)

L'approche par Juste Valeur FVA (*Fair Value Approach*) s'appuie uniquement sur les données disponibles à la date de transition sans tenir compte des flux financiers passés.

Dans l'approche par juste valeur, la marge sur service contractuelle est évaluée à la date de transition comme la différence entre la juste valeur du groupe de contrats d'assurance à cette date et les flux de trésorerie d'exécution évalués à cette même date.

Le groupe BRED Banque Populaire a notamment retenu cette approche pour certains portefeuilles de prévoyance pluriannuels et d'assurance des emprunteurs peu significatifs ainsi que pour un des principaux traités de réassurance cédée.

Le groupe BRED Banque Populaire a retenu l'approche rétrospective modifiée pour les portefeuilles épargne-retraite, assurance.

Présentation des états financiers

Les exigences d'IFRS 17 en termes de présentation des états financiers sont détaillées dans les notes 9.2 et 9.3.

Le groupe BRED Banque Populaire applique la recommandation ANC n° 2022-01 du 8 avril 2022 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Les marges internes entre les entités bancaires distributrices de produits d'assurance et les entités d'assurance sont retraitées. Cela se traduit au bilan par un reclassement entre les agrégats CSM et BE au sein du poste contrats d'assurances émis. Au compte de résultat, les produits de commissions des banques sont éliminés en contrepartie des charges de commissions des assureurs et les frais généraux attribuables aux contrats d'assurance (non margés) sont reclassés vers les charges d'assurance présentées en moins du PNB. L'effet de ces retraitements est présenté au sein de l'information sectorielle dans les réseaux de banque de détail concernés, principalement les sous-pôles Banques Populaires et Caisses d'Épargne du métier Banque de proximité et Assurance.

Le groupe BRED Banque Populaire a choisi de revoir les calculs liés aux contrats d'assurance sur base annuelle sans tenir compte du résultat des calculs en arrêté intermédiaire (au sens IAS 34) comme l'autorise IFRS 17.

9.1 Notes relatives au compte de résultat pour l'activité d'assurance

Principes comptables

IFRS 17 introduit la distinction entre un résultat des activités d'assurance et les produits et charges financiers d'assurance.

La norme exige également une présentation distincte de ces agrégats au titre des traités de réassurance cédée.

Les charges directement attribuables aux contrats d'assurance sont présentées au sein du PNB.

IFRS 17 exige la distinction entre les flux de trésorerie directement attribuables à l'exécution des contrats et ceux non-attribuables. En effet, seuls les flux de trésorerie attribuables à l'exécution des contrats sont intégrés à la valorisation des passifs et présentés au sein des agrégats exigés par IFRS 17. La problématique de distinction entre les flux de trésorerie attribuables et ceux non-attribuables porte principalement sur les frais généraux. Le caractère attribuable des frais généraux n'étant pas défini dans la norme IFRS 17, celui-ci a été déterminé sur la base d'une allocation des frais selon une méthode systématique et rationnelle. Une partie des frais attribuables est qualifiée de frais d'acquisition sous IFRS 17.

La composante investissement (qui correspond aux sommes que l'entité est tenue de rembourser au titulaire de police en vertu d'un contrat d'assurance en toutes circonstances, que l'événement assuré se produise ou non) est exclue du compte de résultat. La composante investissement concerne principalement les contrats valorisés en VFA dans le groupe BRED Banque Populaire.

La norme offre la possibilité de ventiler entre produits ou charges financières et capitaux propres (option de désagrégation ou option OCI) les produits ou charges financières d'assurance de la période afin d'apporter une meilleure cohérence en résultat entre les impacts des actifs financiers et des passifs d'assurance. Pour les contrats évalués selon l'approche générale ou l'approche PAA, cela conduit à présenter en résultat la désactualisation au taux d'origine (ou sur la base du taux d'intérêt effectif pour les contrats et traités de réassurance participatifs non éligibles au modèle VFA) et en capitaux propres les variations des taux d'actualisation courants. Pour les contrats participatifs directs (VFA), l'option se traduit par la possibilité d'enregistrer dans le poste charges financières d'assurance un montant égal mais de sens opposé au montant des revenus financiers des éléments sous-jacents des contrats. La charge financière résiduelle est comptabilisée directement en capitaux propres. Cette option s'applique par portefeuille.

Pour les contrats d'assurance émis, le groupe BRED Banque Populaire applique cette option systématiquement en approche VFA et majoritairement en approche générale et en approche PAA. Il l'applique également à certains traités de réassurance cédée.

Pour les contrats participatifs directs évalués en approche VFA, la norme permet sur option (option d'atténuation des risques) de :

- réduire les décalages entre la valorisation des dérivés et instruments financiers non dérivés évalués à la juste valeur par résultat, utilisés comme éléments de couverture et la valorisation des éléments financiers couverts qui serait affectée à la CSM si cette option n'existait pas ; ou
- réduire les décalages entre les variations d'origine financière affectant des traités de réassurance cédée qui impactent le résultat ou l'OCI (impossibilité d'appliquer l'approche VFA en réassurance) alors que les variations d'origine financière des contrats VFA couverts sont affectées à la CSM.

Le groupe BRED Banque Populaire active cette option sur le périmètre épargne au titre de la couverture apportée par les principaux traités de cession.

Le groupe BRED Banque Populaire a choisi de ventiler la variation de l'ajustement au titre du risque non financier entre le résultat des activités d'assurance et les produits ou charges financiers d'assurance comme le permet la norme IFRS 17.

La recommandation ANC n° 2022-01 du 8 avril 2022 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales permet sur option de présenter les placements financiers des activités d'assurance dans un poste distinct à l'actif du bilan avec pour corollaire une présentation des produits nets des placements liés aux activités d'assurance sur une ligne distincte du compte de résultat. Le groupe BRED Banque Populaire a retenu cette présentation qui est en ligne avec la présentation qu'il appliquait antérieurement.

La recommandation ANC n° 2022-01 du 8 avril 2022 demande également que le coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance soit isolé sur une ligne distincte et présenté à la suite des postes « Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis » et « Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée » afin de refléter la performance financière des activités d'assurance au sein d'un conglomérat financier ayant des activités distinctes de banque et d'assurance.

9.1.1 Produits des contrats d'assurance émis

Principes comptables

Les produits des contrats d'assurance émis (y compris traités de réassurance acceptée) reflètent la prestation de services d'assurance et d'investissement de l'exercice. En conséquence, hormis en approche PAA, les primes n'apparaissent plus en compte de résultat.

Cet agrégat intègre pour les contrats évalués selon l'approche générale et l'approche VFA :

- le relâchement des prestations et charges estimées de la période (à l'exclusion des composantes investissement) ;
- la reprise de l'ajustement au titre du risque non-financier ;
- l'amortissement de la marge sur services contractuels au titre des services rendus sur la période ;
- l'amortissement des flux de trésorerie d'acquisition ;
- les autres éléments de revenu dont notamment les écarts d'expérience sur primes relatifs aux services courant et passés.

L'agrégat comprend pour les contrats évalués selon l'approche PAA, le montant des primes attendues affectées à la période.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Variations des passifs pour couverture future		
Relâchement des prestations et charges estimées de la période	61 603	56 418
Reprise de l'ajustement au titre du risque non-financier	16 958	16 440
Amortissement de la marge sur services contractuels	47 512	37 543
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition	118	- 1 502
Autres éléments de revenu	0	3 063
Produits des contrats d'assurance émis (hors PAA)	126 191	111 962
Produit des contrats d'assurance émis - PAA	234 245	233 609
TOTAL DE PRODUITS DES CONTRATS D'ASSURANCE ÉMIS	360 436	345 571

9.1.2 Charges afférentes aux contrats d'assurance émis

Principes comptables

Les charges afférentes aux contrats d'assurance émis (y compris traités de réassurance acceptée) comprennent :

- les prestations et charges encourues (à l'exclusion des remboursements de composantes d'investissement). Elles incluent notamment les charges de sinistres, les commissions de gestion attribuables, la part attribuable aux contrats d'assurance émis des charges d'exploitation ou des dotations aux amortissements et dépréciations qui sont sous IFRS 17 présentées en PNB ;
- la constatation et la reprise de composante onéreuse, c'est-à-dire les pertes sur les groupes de contrats déficitaires et les reprises de telles pertes ;
- l'amortissement des frais d'acquisition et les écarts d'expérience (différence entre les montants estimés et les montants réels) sur frais d'acquisition au titre des services passés et de la période courante.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Prestations et charges encourues	- 222 067	- 208 615
Constatation et reprise de composante onéreuse	1 103	- 1 103
Frais d'acquisition	- 60 973	- 60 355
TOTAL CHARGES AFFÉRENTES AUX CONTRATS D'ASSURANCE ÉMIS	- 281 936	- 270 073

9.1.3 Produits et charges afférents aux activités de réassurance cédées

Principes comptables

La norme IFRS 17 demande que les agrégats au titre des traités de réassurance cédée soient présentés séparément des produits et charges afférents aux contrats d'assurance émis.

Les produits et charges afférents aux activités de réassurance cédée intègrent donc :

- d'une part, les charges de cession (coût de la réassurance) ;
- d'autre part, les produits de cession (sommes recouvrables auprès des réassureurs).

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Charges des cessions	- 198 307	- 195 344
Produits des cessions	183 166	173 793
TOTAL DES PRODUITS OU CHARGES AFFÉRENTES AUX ACTIVITÉS DE RÉASSURANCE CÉDÉE	- 15 141	- 21 551

9.1.4 Produits nets des placements liés aux activités d'assurance

Principes comptables

La rubrique regroupe les produits nets des placements financiers d'assurance évalués selon la norme IFRS 9 et le résultat net des immeubles de placement d'assurance évalués selon la norme IAS 40.

Les principes comptables applicables en IFRS 9 sont présentés en note 2.5.1 pour les principes comptables généraux et en note 4 pour les principes comptables spécifiques.

Les immeubles de placement d'assurance qui relèvent de la norme IAS 40 sont évalués au coût historique ou à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat pour les immeubles sous-jacents aux contrats participatifs directs.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	- 1 424	9 435
Intérêts et charges assimilées	- 4 523	- 813
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	505 251	332 951
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti	0	0
Résultat net des immeubles de placement	- 986	5 185
TOTAL DES PRODUITS NETS DES PLACEMENTS LIÉS AUX ACTIVITÉS D'ASSURANCE	498 318	346 758

9.1.5 Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis

Principes comptables

Les produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis comptabilisés en résultat net comprennent notamment :

- l'effet de désactualisation qui correspond à la désactualisation des contrats au taux courant de début de période pour les contrats évalués en approche générale et en approche PAA ;
- l'effet du changement de taux d'actualisation courant et d'environnement économique pour les contrats évalués en approche générale et en approche PAA ;
- les produits ou charges financiers d'assurance pour les contrats participatifs directs (VFA) qui correspondent à la variation de juste valeur des éléments sous-jacents ;
- l'effet de l'option de l'atténuation des risques (voir note 9.2 principes comptables) qui se traduit en approche VFA par une comptabilisation en résultat d'un élément qui sans cette option serait imputé à la CSM ;
- les reclassements des éléments comptabilisés en résultat net vers les capitaux propres au titre de l'application de l'option désagrégation ou option OCI (voir note 9.2 principes comptables).

Les produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis comptabilisés en capitaux propres sont le reflet de l'application de l'option de désagrégation.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Effet de désactualisation	- 399	167
Changement de taux et d'environnement économique comptabilisé en résultat net	952	- 846
Produits ou charges financières d'assurance pour les contrats avec participation directe	- 475 021	- 380 810
Effet de l'option de l'atténuation des risques	0	0
Reclassement des éléments comptabilisés en résultat net vers les capitaux propres ⁽¹⁾	- 7 720	50 905
Écarts de change	0	0
Autres mouvements	0	0
Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis comptabilisés en résultat net	- 482 188	- 330 584
Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis comptabilisés en capitaux propres	12 782	8 141
TOTAL DES PRODUITS OU CHARGES FINANCIERS DES CONTRATS D'ASSURANCE ÉMIS COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT NET	- 469 406	- 322 443

(1) Y compris le reclassement en capitaux propres de l'atténuation des risques.

9.1.6 Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée

Principes comptables

Ce poste reprend pour les traités de réassurance cédée des agrégats identiques à ceux figurant dans les produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis à l'exclusion de ceux concernant l'approche VFA qui n'est pas applicable en réassurance.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Effet de désactualisation	277	115
Changement de taux et d'environnement économique comptabilisé en résultat net	- 1 476	383
Reclassement des éléments comptabilisés en résultat net vers les capitaux propres	638	- 73
Écarts de change	0	0
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisés en résultat net	- 561	425
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisés en capitaux propres	5 405	- 1 122
TOTAL DES PRODUITS OU CHARGES FINANCIERS AFFÉRENT AUX CONTRATS DE RÉASSURANCE CÉDÉE COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT NET	4 844	- 697

9.1.7 Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance

Principes comptables

Le coût du risque porte sur les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

Ce poste recouvre ainsi la charge nette des dépréciations et des provisions constituées au titre du risque de crédit.

Les créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations sont des créances qui ont acquis un caractère de perte définitive avant d'avoir fait l'objet d'un provisionnement en Statut 3.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dotations/Reprises nettes aux dépréciations et aux provisions	922	3 809
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	0	0
TOTAL COÛT DU RISQUE DE CRÉDIT SUR LES PLACEMENTS FINANCIERS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE ⁽¹⁾	922	3 809

(1) Placements au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres.

9.1.8 Frais généraux des activités d'assurance par nature et par destination

Principes comptables

La norme IFRS 17 prévoit que les charges directement attribuables aux contrats d'assurance soient présentées au sein du PNB. Les frais généraux non attribuables sont quant à eux en charges générales d'exploitation ou en dotations aux amortissements et dépréciations.

Les frais généraux attribuables aux frais d'acquisition sont étalés sur la durée de vie des contrats selon des critères qui reflètent l'écoulement du temps. Dans le groupe BRED Banque Populaire, les frais d'acquisition sont principalement amortis au même rythme que la CSM donc selon les mêmes unités de couverture.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Ventilation des frais généraux par nature		
Charges de personnel	- 21 164	- 19 702
Impôts, taxes et contributions réglementaires	- 4 862	- 4 123
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	- 12 432	- 13 631
Autres frais administratifs	- 17 294	- 17 754
TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	- 38 458	- 37 456
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	- 1 560	- 4 416
Montants attribués aux frais d'acquisition nets d'amortissement	- 1 489	- 915
TOTAL DES FRAIS GÉNÉRAUX DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE PAR NATURE	- 41 507	- 42 787
Ventilation des frais généraux par destination		
Frais d'acquisition attribuables	- 2 247	- 1 530
Frais de gestion de sinistre attribuables	- 4 053	- 5 007
Frais d'administration attribuables	- 10 241	- 10 760
Frais de gestion financière attribuables	- 4 737	- 6 184
Autres frais généraux attribuables	- 20 229	- 19 306
Frais généraux non attribuables	0	0
TOTAL DES FRAIS GÉNÉRAUX DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE PAR DESTINATION	- 41 507	- 42 787

5.

9.2 Notes relatives au bilan pour l'activité d'assurance

Principes comptables

Au bilan, les engagements relatifs aux contrats IFRS 17 sont présentés en fonction de la position à l'actif ou au passif de la valeur comptable des portefeuilles IFRS 17 et de la typologie des contrats (présentation distincte de la valeur comptable des portefeuilles IFRS 17 au titre des contrats d'assurance directe, et réassurance acceptée, de celle des traités de réassurance cédée).

La valeur comptable des engagements relatifs aux contrats IFRS 17 comprend également les montants des créances et dettes relatives aux opérations d'assurance et de réassurance cédée.

Le groupe BRED Banque Populaire applique l'option de présentation des placements financiers des activités d'assurance dans un poste distinct à l'actif du bilan avec pour corollaire une présentation des produits nets des placements liés aux activités d'assurance sur une ligne distincte du compte de résultat comme l'autorise la recommandation ANC n° 2022-01 du 8 avril 2022 (note 9.2).

Les principes comptables applicables aux placements financiers d'assurance (autres que les immeubles de placement) relèvent de la norme IFRS 9 et sont présentés en note 2.5.1 pour les principes comptables généraux et en note 5 pour les principes comptables spécifiques.

Les principes comptables applicables aux immeubles de placement d'assurance qui relèvent de la norme IAS 40 sont évoqués en note 9.2.4.

9.2.1 Placements financiers des activités d'assurance

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6 476 638	6 379 165
Instruments dérivés de couverture	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 717 818	3 174 724
Immobilier de placement	63 830	64 919
Prêts et créances au coût amorti	35 252	33 569
Instruments de dettes sous forme de titres au coût amorti	0	0
TOTAL DES PLACEMENTS FINANCIERS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE	10 293 538	9 652 377

Les tableaux ci-dessous présentent l'échéancier des placements financiers des activités d'assurance :

| Au 31 décembre 2025

En milliers d'euros	Inférieur à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2025
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	6 476 638	6 476 638
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4 149	110 322	169 260	1 051 418	2 382 669	0	3 717 818
Prêts et créances au coût amorti	-	-	-	-	-	35 252	35 252
Instruments de dettes sous forme de titres au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES PLACEMENTS FINANCIERS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE (HORS IMMOBILIER DE PLACEMENT)	4 149	110 322	169 260	1 051 418	2 382 669	6 511 890	10 229 708

| Au 31 décembre 2024

En milliers d'euros	Inférieur à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2024
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						6 379 165	6 379 165
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	18 156	72 685	1 133 948	1 949 935	0	3 174 724
Prêts et créances au coût amorti	0	0	0	996	0	32 573	33 569
Instruments de dettes sous forme de titres au coût amorti	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES PLACEMENTS FINANCIERS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE (HORS IMMOBILIER DE PLACEMENT)	0	18 156	72 685	1 134 944	1 949 935	6 411 738	9 587 458

9.2.2 Immeubles de placement

	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<i>En milliers d'euros</i>						
Immeubles de placement comptabilisés au coût historique	0	0	0	0	0	0
Immeubles de placement comptabilisés à la juste valeur	63 830	0	63 830	64 919	0	64 919
<i>Dont immeubles de placement en unités de compte</i>	0	0	0	0	0	0
TOTAL IMMEUBLES DE PLACEMENT	64 919	0	64 919	64 919	0	64 919

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 63,8 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 64,9 millions au 31 décembre 2024.

La juste valeur des éléments sous-jacents en représentation des contrats participatifs directs s'élève à 0 million d'euros au 31 décembre 2025 contre 0 million au 31 décembre 2024.

9.2.3 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Voir note 5.4.

	31/12/2025			31/12/2024		
	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total
<i>En milliers d'euros</i>						
Prêts ou créances	0	///	0	0	///	0
Titres de dettes	3 717 818	///	3 717 818	3 174 724	///	3 174 724
Titres de participation	///	0	0	///	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	///	0	0	///	0	0
Juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3 717 818	0	3 717 818	3 174 724	0	3 174 724
<i>Dont dépréciations pour pertes de crédit attendues</i>	2 263	///	2 263	3 194	///	3 194
<i>Dont gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (avant impôt)</i>	- 65 876	0	- 65 876	- 66 971	0	- 66 971

| Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres

En milliers d'euros	31/12/2025					31/12/2024				
	Dividendes comptabilisés sur la période		Décomptabilisation sur la période			Dividendes comptabilisés sur la période		Décomptabilisation sur la période		
	Juste valeur	Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Instruments de capitaux propres décomptabilisés au cours de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession	Juste valeur	Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Instruments de capitaux propres décomptabilisés au cours de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession
Titres de participations non cotés et non consolidés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Le montant cumulé des variations de juste valeur reclassé dans la composante « Réserves consolidées » durant la période concerne la (les) cession(s) et s'élève à 0 million d'euros au 31 décembre 2025.

9.2.4 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Voir note 5.2.1.

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction et assimilée ⁽³⁾	Actifs financiers devant être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net ^{(1) (2)}	Actifs financiers à la juste valeur sur option ⁽⁴⁾	Total	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction et assimilée ⁽³⁾	Actifs financiers devant être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net ^{(1) (2)}	Actifs financiers à la juste valeur sur option ⁽⁴⁾	Total
Titres	3 382 112	3 088 168	6 358	6 476 638	3 083 388	3 283 385	12 392	6 379 165
Instruments de dettes	3 382 112	527 513	6 358	3 915 983	3 083 388	567 754	12 392	3 663 534
Instruments de capitaux propres	0	2 560 655	0	2 560 655	0	2 715 631	0	2 715 631
Prêts ou créances	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés hors couverture	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	3 382 112	3 088 168	6 358	6 476 638	3 083 388	3 283 385	12 392	6 379 165

(1) Les critères de classement des actifs financiers en juste valeur par le résultat en raison du non-respect du critère SPPI retenus par le groupe BRED Banque Populaire sont communiqués en note 2.5.1.

(2) Les instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le résultat comprennent les instruments de dette non basiques (non SPPI) pour 0 million d'euros, ainsi que les instruments de capitaux propres pour lesquels il n'a pas été fait le choix de les évaluer par capitaux propres.

(3) Dont placement en unité de compte (UC) pour un montant de 3,382 M€.

(4) Uniquement dans le cas d'une « non-concordance comptable ».

Au 31 décembre 2025, les actifs financiers classés à la juste valeur par résultat comprennent essentiellement des titres.

Les actifs non basiques (non SPPI) correspondent essentiellement à des titres.

Actifs financiers à la juste valeur sur option et risque de crédit

En milliers d'euros	31/12/2025						31/12/2024					
	Actifs financiers à la juste valeur sur option						Actifs financiers à la juste valeur sur option					
	Dérivés de crédit liés						Dérivés de crédit liés					
	Variation de juste valeur imputable au risque de crédit de l'actif financier						Variation de juste valeur imputable au risque de crédit de l'actif financier					
	Exposition maximale au risque de crédit	Juste valeur des dérivés de crédit liés	N		Cumulé		Exposition maximale au risque de crédit	Juste valeur des dérivés de crédit liés	N-1		Cumulé	
Instruments de dettes sous forme de titres	6 358	0	0	0	0	0	12 392	0	0	0	0	0
Prêts ou créances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	6 358	0	0	0	0	0	12 392	0	0	0	0	0

9.2.5 Actifs au coût amorti

Principes comptables

Voir note 5.5.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti	0	996
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	35 252	32 573
Titres au coût amorti	0	0
Dépréciations	0	0
TOTAL ACTIFS AU COÛT AMORTI	35 252	33 569

9.2.6 Hiérarchie de la juste valeur des placements des activités d'assurance à la juste valeur

Principes comptables

Voir note 10.1.

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	TOTAL	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	TOTAL
	(Niveau 1)	(Niveau 2)	(Niveau 3)		(Niveau 1)	(Niveau 2)	(Niveau 3)	
ACTIFS FINANCIERS								
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	TOTAL	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	TOTAL
	(Niveau 1)	(Niveau 2)	(Niveau 3)		(Niveau 1)	(Niveau 2)	(Niveau 3)	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes	4 691	1 613	54	6 358	12 327	65	0	12 392
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	4 691	1 613	54	6 358	12 327	65	0	12 392
Autres actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option ⁽²⁾	4 691	1 613	54	6 358	12 327	65	0	12 392
Instruments de dettes	416 123	111 390	0	527 513	441 171	106 410	20 173	567 754
Prêts sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	416 123	111 390	0	527 513	441 171	106 410	20 173	567 754
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique ⁽³⁾	416 123	111 390	0	527 513	441 171	106 410	20 173	567 754
Instruments de capitaux propres	1 280 269	358 281	922 105	2 560 655	1 196 741	616 814	902 076	2 715 631
Actions et autres titres de capitaux propres	1 280 269	358 281	922 105	2 560 655	1 196 741	616 814	902 076	2 715 631
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction ⁽⁴⁾	1 280 269	358 281	922 105	2 560 655	1 196 741	616 814	902 076	2 715 631
Instruments de dettes	3 488 485	85 915	143 418	3 717 818	2 879 370	88 523	206 831	3 174 724
Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	3 488 485	85 915	143 418	3 717 818	2 879 370	88 523	206 831	3 174 724
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0	3	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0	3	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ⁽⁵⁾	3 488 485	85 915	143 418	3 717 818	2 879 373	88 523	206 831	3 174 724
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES PLACEMENTS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE À LA JUSTE VALEUR	5 189 568	557 199	1 065 577	6 812 344	4 529 612	811 812	1 129 080	6 470 501

(1) Dont 0 million d'euros de juste valeur des éléments sous-jacents en représentation des contrats participatifs directs.

(2) Dont 0 million d'euros de juste valeur des éléments sous-jacents en représentation des contrats participatifs directs.

(3) Dont 0 million d'euros de juste valeur des éléments sous-jacents en représentation des contrats participatifs directs.

(4) Dont 0 million d'euros de juste valeur des éléments sous-jacents en représentation des contrats participatifs directs.

(5) Dont 0 million d'euros de juste valeur des éléments sous-jacents en représentation des contrats participatifs directs.

Il n'y a pas eu de transfert vers le niveau 3.

Le niveau de juste valeur des passifs financiers des filiales d'assurance est inclus dans le tableau de la note 10.1.1.

9.2.6.1 Analyse des placements des activités d'assurance classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur

Au 31 décembre 2025

En milliers d'euros	01/01/2025	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Événements de gestion de la période		Transferts de la période			Autres variations	31/12/2025
		Reclas- sements	Au compte de résultat		En capitaux propres	Achats / Émissions	Ventes / Rembour- sements	Vers une autre catégorie comptable	De et vers un autre niveau		
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
ACTIFS FINANCIERS NIVEAU 3											
Instruments de dettes	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts sur les établissements de crédit											
Prêts sur la clientèle											
Titres de dettes	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres											
Actions et autres titres de capitaux propres											
Instruments dérivés	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit											
Autres dérivés	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres											
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux											
Dérivés actions											
Dérivés de change											
Dérivés de crédit											
Autres dérivés											
Instruments de dettes	0		0	0	0	54	0	0	0	0	54
Prêts sur les établissements de crédit											
Prêts sur la clientèle											
Titres de dettes	0		0	0	0	54	0	0	0	0	54
Autres actifs financiers											
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0		0	0	0	54	0	0	0	0	54
Instruments de dettes	20 173		- 15 896	0	0	0	- 4 277	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur la clientèle	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	20 173		- 15 896	0	0	0	- 4 277	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	20 173	0	- 15 896	0	0	0	- 4 277	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	902 076		17 966	0	0	106 669	- 104 606	0	0	0	922 105
Actions et autres titres de capitaux propres	902 076		17 966	0	0	106 669	- 104 606	0	0	0	922 105
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	902 076	0	17 966	0	0	106 669	- 104 606	0	0	0	922 105

En milliers d'euros	01/01/2025	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période				Événements de gestion de la période		Transferts de la période			Autres variations	31/12/2025
		Au compte de résultat				Achats / Émissions	Ventes / Rembour- sements	Vers une autre catégorie comptable	De et vers un autre niveau			
		Reclas- sements	Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	En capitaux propres							
Instruments de dettes	206 831		0	- 499	6 948	499	- 70 361	0	0	0	0	143 418
Prêts	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	206 831		0	- 499	6 948	499	- 70 361	0	0	0	0	143 418
Instruments de capitaux propres	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	206 831	0	0	- 499	6 948	499	- 70 361	0	0	0	0	143 418
Dérivés de taux	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit												
Autres dérivés	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES PLACEMENTS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE À LA JUSTE VALEUR	1 129 080	0	2 070	- 499	6 948	107 222	- 179 244	0	0	0	0	1 065 577

Les passifs financiers des filiales d'assurance de niveau 3 sont inclus dans le tableau de la note 10.1.2.

Au 31 décembre 2024

	01/01/2024 retraité	Reclas- sements	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		Événements de gestion de la période		Transferts de la période			Autres variations	31/12/2024
			Au compte de résultat		En capitaux propres	Achats / Émissions	Ventes / Rembour- sements	Vers une autre catégorie comptable	De et vers un autre niveau		
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
En milliers d'euros											
ACTIFS FINANCIERS NIVEAU 3											
Instruments de dettes											
Prêts sur les établissements de crédit											
Prêts sur la clientèle											
Titres de dettes											
Instruments de capitaux propres											
Actions et autres titres de capitaux propres											
Instruments dérivés											
Dérivés de taux											
Dérivés actions											
Dérivés de change											
Dérivés de crédit											
Autres dérivés											
Autres											
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction											
Instruments dérivés											
Dérivés de taux											
Dérivés actions											
Dérivés de change											
Dérivés de crédit											
Autres dérivés											
Instruments de dettes											
Prêts sur les établissements de crédit											
Prêts sur la clientèle											
Titres de dettes											
Autres actifs financiers											
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option											
Instruments de dettes	26 353	0	- 6 180	0	0	0	0	0	0	0	20 173
Prêts sur les établissements de crédit											
Prêts sur la clientèle											
Titres de dettes	26 353		- 6 180	0	0	0	0	0	0		20 173
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique											
Instruments de capitaux propres	882 001	0	- 23 957	0	0	153 657	- 109 625	0	0	0	902 076
Actions et autres titres de capitaux propres	882 001		- 23 957	0	0	153 657	- 109 625	0	0	0	902 076
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction											
	882 001	0	- 23 957	0	0	153 657	- 109 625	0	0	0	902 076

	01/01/2024 retraité	Reclas- sements	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		En capitaux propres	Événements de gestion de la période		Transferts de la période			Autres variations	31/12/2024
			Au compte de résultat			Achats / Émissions	Ventes / Rembour- sements	Vers une autre catégorie comptable	De et vers un autre niveau			
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture								
En milliers d'euros												
Instruments de dettes	242 524	0	0	0	4 032	0	- 39 900	0	175	0	206 831	
Prêts												
Titres de dettes	242 524		0		4 032	0	- 39 900	0	175	0	206 831	
Instruments de capitaux propres												
Actions et autres titres de capitaux propres												
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	242 524	0	0	0	4 032	0	- 39 900	0	175	0	206 831	
Dérivés de taux												
Dérivés actions												
Dérivés de change												
Dérivés de crédit												
Autres dérivés												
Instruments dérivés de couverture												
TOTAL DES PLACEMENTS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE À LA JUSTE VALEUR	1 150 878	0	- 30 137	0	4 032	153 657	- 149 525	0	175	0	1 129 080	

9.2.6.2 Juste valeur des placements des activités d'assurance évalués au coût amorti au bilan

Principes comptables

Voir note 10.2

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (Niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (Niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (Niveau 3)	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (Niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (Niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (Niveau 3)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0	996	0	996	0
Prêts et créances sur la clientèle	35 252	0	35 252	0	32 573	0	32 573	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES PLACEMENTS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE AU COÛT AMORTI	35 252	0	35 252	0	33 569	0	33 569	0

9.2.7 Actifs et passifs d'assurance

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Actifs d'assurance	155 314	151 509
Contrats d'assurance émis - Approche générale	-	0
Contrats d'assurance émis - VFA	-	0
Contrats d'assurance émis - Hors PAA	0	0
Contrats d'assurance émis - PAA	43 089	35 231
Contrats de réassurance cédée - PAA	112 225	116 278
Contrats de réassurance cédée - Approche générale	0	0
Passifs d'assurance	9 831 462	9 172 424
Contrats d'assurance émis - Approche générale	96 801	73 313
Contrats d'assurance émis - VFA	9 559 691	8 913 597
Contrats d'assurance émis - Hors PAA	9 656 492	8 986 910
Contrats d'assurance émis - PAA	146 742	153 754
Contrats de réassurance cédée - PAA	28 525	22 850
Contrats de réassurance cédée - Approche générale	- 297	8 910
TOTAL	9 676 148	9 020 915

9.2.7.1 Tableau de variation des valeurs comptables nettes des contrats d'assurance émis par élément -
Approche générale et Approche par commission variable (VFA)

En milliers d'euros	Rapprochement par élément : Approche générale et Approche par commission variable (VFA)			
	Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non-financier	Marge sur services contractuels	Total
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS D'ASSURANCE AU 01/01/2025	8 580 705	127 388	205 504	8 913 597
Actifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	0	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	8 580 705	127 388	205 504	8 913 597
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à l'ouverture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	8 580 705	127 388	205 504	8 913 597
Variations liées aux services rendus au cours de la période	- 13 397	- 7 954	- 26 985	- 48 336
Amortissement de la marge sur services contractuels	0	0	- 26 985	- 26 985
Reprise de l'ajustement au titre du risque non-financier	0	- 7 954	0	- 7 954
Écarts d'expérience	- 13 397	0	0	- 13 397
Variations liées aux services futurs	- 167 248	0	166 145	- 1 103
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	- 30 835	0	30 835	0
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels	- 135 310	0	135 310	0
Effets des variations d'hypothèses entraînant des pertes et reprises de pertes sur contrats déficitaires	- 1 103	0	0	- 1 103
Variations liées aux services passés	24 922	0	0	24 922
Résultat des activités d'assurance	- 155 723	- 7 954	139 160	- 24 517
Produits ou charges financiers d'assurance	475 021	0	0	475 021
Produits ou charges financiers d'assurance comptabilisés en résultat net	481 213	0	0	481 213
Produits ou charges financiers d'assurance comptabilisés en capitaux propres	- 6 192	0	0	- 6 192
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (y compris en capitaux propres)	319 298	- 7 954	139 160	450 504
Flux de trésorerie ⁽¹⁾	158 703	0	0	158 703
Variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et autres mouvements ⁽²⁾	21 971	11 574	3 342	36 887
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à la clôture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	9 080 677	131 008	348 006	9 559 691
Actifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	0	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	9 080 677	131 008	348 006	9 559 691
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS D'ASSURANCE AU 31/12/2025	9 080 677	131 008	348 006	9 559 691

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance.

(2) Dont 36,9 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et 0 million d'euros au titre des autres mouvements.

	Rapprochement par élément : Approche générale et Approche par commission variable (VFA)			
	Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non-financier	Marge sur services contractuels	Total
En milliers d'euros				
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS D'ASSURANCE AU 01/01/2024	7 948 924	142 825	260 840	8 352 589
Actifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	0	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	7 948 924	142 825	260 840	8 352 589
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à l'ouverture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	7 948 924	142 825	260 840	8 352 589
Variations liées aux services rendus au cours de la période	- 16 028	- 8 624	- 18 885	- 43 537
Amortissement de la marge sur services contractuels	0	0	- 15 822	- 15 822
Reprise de l'ajustement au titre du risque non-financier	0	- 8 624	0	- 8 624
Écarts d'expérience	- 16 028	0	- 3 063	- 19 091
Variations liées aux services futurs	38 926	0	- 37 823	1 103
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	- 43 773	0	44 876	1 103
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels	82 699	0	- 82 699	0
Effets des variations d'hypothèses entraînant des pertes et reprises de pertes sur contrats déficitaires	0	0	0	0
Variations liées aux services passés	27 200	0	0	27 200
Résultat des activités d'assurance	50 098	- 8 624	- 56 708	- 15 234
Produits ou charges financiers d'assurance	380 810	0	0	380 810
Produits ou charges financiers d'assurance comptabilisés en résultat net	330 175	0	0	330 175
Produits ou charges financiers d'assurance comptabilisés en capitaux propres	50 635	0	0	50 635
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (y compris en capitaux propres)	430 908	- 8 624	- 56 708	365 576
Flux de trésorerie ⁽¹⁾	280 159	0	0	280 159
Variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et autres mouvements ⁽²⁾	- 77 913	- 6 813	- 1	- 84 727
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à la clôture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	8 582 078	127 388	204 131	8 913 597
Actifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	0	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	8 582 078	127 388	204 131	8 913 597
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS D'ASSURANCE AU 31/12/2024	8 582 078	127 388	204 131	8 913 597

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance.

(2) Dont - 77,9 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et 0 million d'euros au titre des autres mouvements.

9.2.7.2 Tableau de variation des valeurs comptables nettes des contrats de réassurance cédée par élément -
Approche générale

En milliers d'euros	Rapprochement par élément : Approche générale			Total
	Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non-financier	Marge sur services contractuels	
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS DE RÉASSURANCE CÉDÉE AU 01/01/2025	- 8 910	0	0	- 8 910
Actifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	0	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	- 8 910	0	0	- 8 910
Variations liées aux services rendus au cours de la période	- 9 557	- 2 054	- 3 718	- 15 329
Amortissement de la marge sur services contractuels	0	0	- 3 718	- 3 718
Reprise de l'ajustement au titre du risque non-financier	0	- 2 054	0	- 2 054
Écarts d'expérience	- 9 557	0	0	- 9 557
Variations liées aux services futurs	- 39 927	- 235	40 161	- 1
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	- 3 440	148	3 291	- 1
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels	- 36 487	- 383	36 870	0
Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires hors impact des nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	0	0	0	0
Variations liées aux services passés	17 522	0	0	17 522
Effet de l'évolution du risque de non-exécution de la part de l'émetteur des contrats de réassurance cédée	0	0	0	0
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance cédée	- 31 962	- 2 289	36 443	2 192
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée	- 781	42	93	- 646
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisés en résultat net	- 279	178	93	- 8
dont écart de change	0	0	0	0
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisés en capitaux propres	- 502	- 136	0	- 638
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (y compris en capitaux propres)	- 32 743	- 2 247	36 536	1 546
Flux de trésorerie ⁽¹⁾	45 558	0	0	45 558
Variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et autres mouvements ⁽²⁾	- 3 608	2 247	- 36 536	- 37 897
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS DE RÉASSURANCE CÉDÉE AU 31/12/2025	297	0	0	297
Actifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	0	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	297	0	0	297

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée.

(2) Dont - 37,9 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et 0 million d'euros au titre des autres mouvements.

En milliers d'euros	Rapprochement par élément : Approche générale			Total
	Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non-financier	Marge sur services contractuels	
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS DE RÉASSURANCE CÉDÉE AU 01/01/2024	- 41 050	0	0	- 41 050
Actifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	0	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	- 41 050	0	0	- 41 050
Variations liées aux services rendus au cours de la période	- 5 761	- 1 741	- 3 544	- 11 046
Amortissement de la marge sur services contractuels	0	0	- 3 544	- 3 544
Reprise de l'ajustement au titre du risque non-financier	0	- 1 741	0	- 1 741
Écarts d'expérience	- 5 761	0	0	- 5 761
Variations liées aux services futurs	- 6 775	1 989	4 786	0
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	- 2 263	1 390	873	0
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels	- 4 512	599	3 913	0
Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires hors impact des nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	0	0	0	0
Variations liées aux services passés	5 975	0	0	5 975
Effet de l'évolution du risque de non-exécution de la part de l'émetteur des contrats de réassurance cédée	0	0	0	0
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance cédée	- 6 561	248	1 242	- 5 071
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée	- 409	182	60	- 167
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisés en résultat net	- 471	171	60	- 240
dont écart de change	0	0	0	0
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisés en capitaux propres	62	11	0	73
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (y compris en capitaux propres)	- 6 970	430	1 302	- 5 238
Flux de trésorerie ⁽¹⁾	42 504	0	0	42 504
Variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et autres mouvements ⁽²⁾	- 3 394	- 430	- 1 302	- 5 126
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS DE RÉASSURANCE CÉDÉE AU 31/12/2024	- 8 910	0	0	- 8 910
Actifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	0	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	- 8 910	0	0	- 8 910

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée.

(2) Dont - 3,4 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et 0 million d'euros au titre des autres mouvements.

9.2.7.3 Tableau de variation des valeurs comptables nettes des contrats d'assurance émis par couverture - Approche générale et Approche par commission variable (VFA)

En milliers d'euros	Rapprochement par couverture : Approche générale et Approche par commission variable (VFA)			
	Passifs pour couverture future			Total
	Passifs pour couverture future hors contrats déficitaires	Composante de perte des contrats déficitaires	Passifs pour sinistres survenus	
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS D'ASSURANCE AU 01/01/2025	8 814 911	1 103	97 583	8 913 597
Actifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	0	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	8 814 911	1 103	97 583	8 913 597
Valeur comptable nette des contrats d'assurance émis à l'ouverture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	8 814 911	1 103	97 583	8 913 597
Produits des activités d'assurance	- 74 022	0	0	- 74 022
Charges afférentes aux activités d'assurance	1 489	- 1 103	49 119	49 505
Prestations et charges encourues - survenance en cours	0	0	24 197	24 197
Charges d'acquisition	1 489	0	0	1 489
Prestations et charges encourues - survenances passées	0	0	24 922	24 922
Constatation et reprise de composante de perte des contrats déficitaires	0	- 1 103	0	- 1 103
Résultat des activités d'assurance	- 72 533	- 1 103	49 119	- 24 517
Produits ou charges financières d'assurance émis	475 021	0	0	475 021
Produits ou charges financières des contrats d'assurance émis comptabilisés en résultat net	481 213	0	0	481 213
Produits ou charges financières des contrats d'assurance émis comptabilisés en capitaux propres	- 6 192	0	0	- 6 192
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	402 488	- 1 103	49 119	450 504
Composants investissements (combinés aux remboursements des primes)	0	0	0	0
Flux de trésorerie ⁽¹⁾	874 509	0	- 715 806	158 703
Primes reçues	874 509	0	0	874 509
Flux de trésorerie d'acquisition réglés au titres des groupes de contrats existants sur la période	0	0	0	0
Prestations et charges payées, hors flux de trésorerie d'acquisition, y compris composantes investissement	0	0	- 715 806	- 715 806
Variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et autres mouvements ⁽²⁾	- 628 565	0	665 452	36 887
Valeur comptable nette des contrats d'assurance émis à la clôture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	9 463 343	0	96 348	9 559 691
Actifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	0	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	9 463 343	0	96 348	9 559 691
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS D'ASSURANCE ÉMIS À LA CLÔTURE AU 31/12/2025	9 463 343	0	96 348	9 559 691

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance.

(2) Dont 39,9 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et 0 million d'euros au titre des autres mouvements.

	Rapprochement par couverture : Approche générale et Approche par commission variable (VFA)			
	Passifs pour couverture future			Total
	Passifs pour couverture future hors contrats déficitaires	Composante de perte des contrats déficitaires	Passifs pour sinistres survenus	
<i>En milliers d'euros</i>				
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS D'ASSURANCE AU 01/01/2024	8 260 440	0	92 149	8 352 589
Actifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	0	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	8 260 440	0	92 149	8 352 589
Valeur comptable nette des contrats d'assurance émis à l'ouverture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	8 260 440	0	92 149	8 352 589
Produits des activités d'assurance	- 62 427	0	0	- 62 427
Charges afférentes aux activités d'assurance	915	1 103	45 175	47 193
Prestations et charges encourues - survenance en cours	0	0	17 975	17 975
Charges d'acquisition	915	0	0	915
Prestations et charges encourues - survenances passées	0	0	27 200	27 200
Constatation et reprise de composante de perte des contrats déficitaires	0	1 103	0	1 103
Résultat des activités d'assurance	- 61 512	1 103	45 175	- 15 234
Produits ou charges financières d'assurance émis	381 913	- 1 103	0	380 810
Produits ou charges financières des contrats d'assurance émis comptabilisés en résultat net	331 278	- 1 103	0	330 175
Produits ou charges financières des contrats d'assurance émis comptabilisés en capitaux propres	50 635	0	0	50 635
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	320 401	0	45 175	365 576
Composants investissements (combinés aux remboursements des primes)	- 516 639	0	516 639	0
Flux de trésorerie ⁽¹⁾	834 825	0	- 554 666	280 159
Primes reçues	841 634	0	0	841 634
Flux de trésorerie d'acquisition réglés au titres des groupes de contrats existants sur la période	- 6 809	0	0	- 6 809
Prestations et charges payées, hors flux de trésorerie d'acquisition, y compris composantes investissement	0	0	- 554 666	- 554 666
Variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et autres mouvements ⁽²⁾	- 87 951	0	- 1 714	- 89 665
Valeur comptable nette des contrats d'assurance émis à la clôture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	8 811 076	0	97 583	8 908 659
Actifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	0	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - Approche générale et Approche VFA	8 811 076	0	97 583	8 908 659
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS D'ASSURANCE ÉMIS À LA CLÔTURE AU 31/12/2024	8 811 076	0	97 583	8 908 659

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance.

(2) Dont 88,0 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et 0 million d'euros au titre des autres mouvements.

9.2.7.4 Tableau de variation des valeurs comptables nettes des contrats d'assurance émis par couverture -
Approche par PAA (approche simplifiée)

	Rapprochement par couverture : Approche par Allocation de Prime (PAA)				Total
	Passifs pour couverture future		Passifs pour sinistres survenus		
	Passifs pour couverture future hors composante de perte des contrats déficitaires	Composante de perte des contrats déficitaires	Ajustement au titre du risque non-financier	Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	
En milliers d'euros					
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS D'ASSURANCE AU 01/01/2025	- 40 620	0	15 768	143 375	118 523
Actifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - PAA	- 35 231	0	0	0	- 35 231
Passifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - PAA	- 5 389	0	15 768	143 375	153 754
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à l'ouverture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	- 40 620	0	15 768	143 375	118 523
Produits des activités d'assurance	- 234 245	0	0	0	- 234 245
Charges afférentes aux activités d'assurance	60 855	0	- 931	129 614	189 538
Prestations et charges encourues - survenance en cours	0	0	285	78 482	78 767
Charges d'acquisition	60 855	0	0	0	60 855
Prestations et charges encourues - survenances passées	0	0	- 1 216	51 132	49 916
Constatation et reprise de composante de perte des contrats déficitaires	0	0	0	0	0
Résultat des activités d'assurance	- 173 390	0	- 931	129 614	- 44 707
Produits ou charges financières d'assurance	0	0	0	1 109	1 109
Produits ou charges financières d'assurance comptabilisés en résultat net	0	0	0	1 109	1 109
Produits ou charges financières d'assurance comptabilisées en capitaux propres	0	0	0	0	0
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	- 173 390	0	- 931	130 723	- 43 598
Composantes investissement	0	0	0	0	0
Flux de trésorerie (1)	179 285	0	0	- 137 053	42 232
Primes reçues	234 245	0	0	0	234 245
Flux de trésorerie d'acquisition affectés aux groupes de contrats existants sur la période	- 54 960	0	0	0	- 54 960
Prestations et charges payées hors flux de trésorerie d'acquisition, y compris composantes investissement	0	0	0	- 137 053	- 137 053
Variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et autres mouvements (2)	- 14 635	0	0	1 130	- 13 505
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à la clôture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	- 49 360	0	14 838	138 175	103 653
Actifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - PAA	- 43 089	0	0	0	- 43 089
Passifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - PAA	- 6 271	0	14 838	138 175	146 742
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS D'ASSURANCE AU 31/12/2025	- 49 360	0	14 838	138 175	103 653

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance.

(2) Dont - 13,5 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et 0 million d'euros au titre des autres mouvements.

	Rapprochement par couverture : Approche par Allocation de Prime (PAA)				Total
	Passifs pour couverture future		Passifs pour sinistres survenus		
	Passifs pour couverture future hors composante de perte des contrats déficitaires	Composante de perte des contrats déficitaires	Ajustement au titre du risque non-financier	Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	
En milliers d'euros					
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS D'ASSURANCE AU 01/01/2024	- 39 344	0	126 915	16 876	104 447
Actifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - PAA	- 43 028	0	0	0	- 43 028
Passifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - PAA	3 684	0	126 915	16 876	147 475
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à l'ouverture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	- 35 785	0	126 915	16 876	108 006
Produits des activités d'assurance	- 233 609	0	0	0	- 233 609
Charges afférentes aux activités d'assurance	62 472	0	136 815	- 1 107	198 180
Prestations et charges encourues - survenance en cours	0	0	87 749	- 275	87 474
Charges d'acquisition	62 472	0	0	0	62 472
Prestations et charges encourues - survenances passées	0	0	49 066	- 832	48 234
Constatation et reprise de composante de perte des contrats déficitaires	0	0	0	0	0
Résultat des activités d'assurance	- 171 137	0	136 815	- 1 107	- 35 429
Produits ou charges financiers d'assurance	0	0	1 371	0	1 371
Produits ou charges financiers d'assurance comptabilisés en résultat net	0	0	1 371	0	1 371
Produits ou charges financiers d'assurance comptabilisées en capitaux propres	0	0	0	0	0
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	- 171 137	0	138 186	- 1 107	- 34 058
Composantes investissement	0	0	0	0	0
Flux de trésorerie ⁽¹⁾	175 526	0	- 128 608	0	46 918
Primes reçues	233 609	0	0	0	233 609
Flux de trésorerie d'acquisition affectés aux groupes de contrats existants sur la période	- 58 083	0	0	0	- 58 083
Prestations et charges payées hors flux de trésorerie d'acquisition, y compris composantes investissement	0	0	- 128 608	0	- 128 608
Variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et autres mouvements ⁽²⁾	- 5 665	0	6 882	0	1 216
Valeur comptable nette des contrats d'assurance à la clôture hors éléments comptabilisés au titre des flux de trésorerie d'acquisition en pré-couverture	- 37 363	0	141 158	15 769	119 565
Actifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - PAA	- 35 231	0	0	0	- 35 231
Passifs d'assurance - Contrats d'assurance émis - PAA	- 5 389	0	143 375	15 768	153 754
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS D'ASSURANCE AU 31/12/2024	- 40 620	0	143 375	15 768	118 523

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance.

(2) Dont - 5,7 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations d'assurance et 0 million d'euros au titre des autres mouvements.

9.2.7.5 Tableau de variation des valeurs comptables nettes des contrats de réassurance cédée par couverture -
Approche générale

	Rapprochement par couverture : Approche générale		
	Actifs pour couverture future	Actifs pour sinistres survenus	Total
<i>En milliers d'euros</i>			
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS DE RÉASSURANCE CÉDÉE AU 01/01/2025	- 32 138	23 228	- 8 910
Actifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	- 32 138	23 228	- 8 910
Produits des cessions	0	25 723	25 723
Produits des cessions - survenance en cours	0	8 201	8 201
Produits des cessions - survenances passées	0	17 522	17 522
Produits des cessions - Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires	0	0	0
Charges des cessions	- 23 530	0	- 23 530
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance cédée	- 23 530	25 723	2 193
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée	- 195	- 451	- 646
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en résultat net	- 191	183	- 8
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en capitaux propres	- 4	- 634	- 638
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	- 23 725	25 272	1 547
Composantes investissement	0	0	0
Flux de trésorerie ⁽¹⁾	45 558	0	45 558
Sommes recouvrées du réassureur y compris composantes investissement	0	0	0
Primes payées au titre des contrats de réassurance cédée	45 558	0	45 558
Variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance et autres mouvements ⁽²⁾	- 19 325	- 18 573	- 37 898
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS DE RÉASSURANCE CÉDÉS AU 31/12/2025	- 29 629	29 927	297
Actifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	- 29 630	29 927	297

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée.

(2) Dont - 37,9 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et 0 million d'euros au titre des autres mouvements.

	Rapprochement par couverture : Approche générale		Total
	Actifs pour couverture future	Actifs pour sinistres survenus	
<i>En milliers d'euros</i>			
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS DE RÉASSURANCE CÉDÉE AU 01/01/2024	- 61 356	20 307	- 41 049
Actifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	- 61 357	20 307	- 41 050
Produits des cessions	0	16 477	16 477
Produits des cessions - survenance en cours	0	10 502	10 502
Produits des cessions - survenances passées	0	5 975	5 975
Produits des cessions - Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires	0	0	0
Charges des cessions	- 21 548	0	- 21 548
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance cédée	- 21 548	16 477	- 5 071
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée	- 376	209	- 167
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en résultat net	- 422	182	- 240
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en capitaux propres	46	27	73
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	- 21 924	16 686	- 5 238
Composantes investissement	0	0	0
Flux de trésorerie ⁽¹⁾	42 504	0	42 504
Sommes recouvrées du réassureur y compris composantes investissement	0	0	0
Primes payées au titre des contrats de réassurance cédée	42 504	0	42 504
Variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance et autres mouvements ⁽²⁾	8 638	- 13 765	- 5 127
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS DE RÉASSURANCE CÉDÉS AU 31/12/2024	- 32 138	23 228	- 8 910
Actifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	0	0	0
Passifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - Approche générale	- 32 138	23 228	- 8 910

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée.

(2) Dont 8,6 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et 0 million d'euros au titre des autres mouvements.

9.2.7.6 Tableau de variation des valeurs comptables nettes des contrats de réassurance cédée par couverture - Approche PAA (approche simplifiée)

En milliers d'euros	Rapprochement par couverture : Approche par Allocation de Prime (PAA)			
	Actifs pour sinistres survenus			Total
	Actifs pour couverture future	Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non-financier	
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS DE RÉASSURANCE CÉDÉE AU 01/01/2025	- 22 850	104 566	11 712	93 428
Actifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - PAA	0	104 566	11 712	116 278
Passifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - PAA	- 22 850	0	0	- 22 850
Produits des cessions	0	155 493	1 950	157 443
Produits des cessions - survenance en cours	0	94 900	1 422	96 322
Produits des cessions - survenances passées	0	60 593	528	61 121
Produits des cessions - Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires	0	0	0	0
Charges des cessions	- 174 777	0	0	- 174 777
dont effet de l'évolution du risque de non-exécution de la part de l'émetteur des contrats de réassurance cédée	0	0	0	0
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance cédée	- 174 777	155 493	1 950	- 17 334
Produits ou charges financiers d'assurance afférents aux contrats de réassurance cédée	0	- 553	0	- 553
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en résultat net	0	- 553	0	- 553
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en capitaux propres	0	0	0	0
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	- 174 777	154 940	1 950	- 17 887
Composantes investissement	0	0	0	0
Flux de trésorerie ⁽¹⁾	174 777	- 156 412	0	18 365
Sommes recouvrées du réassureur y compris composantes investissement	0	- 156 412	0	- 156 412
Primes payées au titre des contrats de réassurance cédée	174 777	0	0	174 777
Variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance et autres mouvements ⁽²⁾	- 5 675	- 4 531	0	- 10 206
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS DE RÉASSURANCE CÉDÉS AU 31/12/2025	- 28 525	98 563	13 662	83 700
Actifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - PAA	0	98 563	13 662	112 225
Passifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - PAA	- 28 525	0	0	- 28 525

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée.

(2) Dont - 10,2 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et 0 million d'euros au titre des autres mouvements

Rapprochement par couverture : Approche par Allocation de Prime (PAA)

	Actifs pour couverture future	Actifs pour sinistres survenus		Total
		Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non-financier	
<i>En milliers d'euros</i>				
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS DE RÉASSURANCE CÉDÉE AU 01/01/2024	- 12 261	101 818	12 358	101 915
Actifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - PAA	536	101 818	12 358	114 712
Passifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - PAA	- 12 797	0	0	- 12 797
Produits des cessions	0	157 961	- 645	157 316
Produits des cessions - Survenance en cours	0	86 116	- 343	85 773
Produits des cessions - Survenances passées	0	71 845	- 302	71 543
Produits des cessions - Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires	0	0	0	0
Charges des cessions	- 173 796	0	0	- 173 796
dont effet de l'évolution du risque de non-exécution de la part de l'émetteur des contrats de réassurance cédée	0	0	0	0
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance cédée	- 173 796	157 961	- 645	- 16 480
Produits ou charges financiers d'assurance afférents aux contrats de réassurance cédée	0	665	0	665
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en résultat net	0	665	0	665
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée comptabilisées en capitaux propres	0	0	0	0
Total des variations comptabilisées dans le résultat global (Y compris en capitaux propres)	- 173 796	158 626	- 645	- 15 815
Composantes investissement	0	0	0	0
Flux de trésorerie ⁽¹⁾	173 796	- 146 713	0	27 083
Sommes recouvrées du réassureur y compris composantes investissement	0	- 146 713	0	- 146 713
Primes payées au titre des contrats de réassurance cédée	173 796	0	0	173 796
Variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance et autres mouvements ⁽²⁾	- 10 589	- 9 165	0	- 19 754
VALEUR COMPTABLE NETTE DES CONTRATS DE RÉASSURANCE CÉDÉS AU 31/12/2024	- 22 850	104 566	11 713	93 429
Actifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - PAA	0	104 566	11 712	116 278
Passifs d'assurance - Contrats de réassurance cédée - PAA	- 22 850	0	0	- 22 850

(1) Hors variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée.

(2) Dont - 10,6 millions d'euros au titre des variations des créances et dettes nées des opérations de réassurance cédée et 0 million d'euros au titre des autres mouvements.

9.2.7.7 Montants transitoires des contrats d'assurance émis

Contrats d'assurance émis : Approche générale
et Approche par commission variable (VFA)

	Contrats valorisés en approche rétrospective complète en date de transition et autres contrats	Contrats valorisés en approche rétrospective modifiée en date de transition	Contrats valorisés en approche par juste valeur en date de transition	Total
<i>En milliers d'euros</i>				
Produits des activités d'assurance	0	- 74 022	0	- 74 022
Valeur comptable de la marge sur services contractuels au 1^{er} janvier 2025	0	204 131	0	204 131
Variations liées aux services futurs	0	166 145	0	166 145
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	0	30 835	0	30 835
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels	0	135 310	0	135 310
Variations liées aux services rendus au cours de la période	0	- 26 985	0	- 26 985
Marge sur services contractuels amortie en résultat	0	- 26 985	0	- 26 985
Autres éléments de revenu	0	0	0	0
Résultat des activités d'assurance	0	139 160	0	139 160
Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis dont écarts de change	0	0	0	0
Total des variations comptabilisées dans le résultat global	0	139 160	0	139 160
Autres mouvements	0	3 342	0	3 342
VALEUR COMPTABLE DE LA MARGE SUR SERVICES CONTRACTUELS AU 31 DÉCEMBRE 2025	0	346 633	0	346 633

Contrats d'assurance émis : Approche générale
et Approche par commission variable (VFA)

	Contrats valorisés en approche rétrospective complète en date de transition et autres contrats	Contrats valorisés en approche rétrospective modifiée en date de transition	Contrats valorisés en approche par juste valeur en date de transition	Total
<i>En milliers d'euros</i>				
Produits des activités d'assurance	0	- 62 427	0	- 62 427
Valeur comptable de la marge sur services contractuels au 1^{er} janvier 2024	0	260 840	0	260 840
Variations liées aux services futurs	0	- 37 823	0	- 37 823
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	0	44 876	0	44 876
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels	0	- 82 699	0	- 82 699
Variations liées aux services rendus au cours de la période	0	- 18 885	0	- 18 885
Marge sur services contractuels amortie en résultat	0	- 15 822	0	- 15 822
Autres éléments de revenu	0	- 3 063	0	- 3 063
Résultat des activités d'assurance	0	- 56 708	0	- 56 708
Produits ou charges financiers des contrats d'assurance émis dont écarts de change	0	0	0	0
Total des variations comptabilisées dans le résultat global	0	- 56 708	0	- 56 708
Autres mouvements	0	- 1	0	- 1
VALEUR COMPTABLE DE LA MARGE SUR SERVICES CONTRACTUELS AU 31 DÉCEMBRE 2024	0	204 131	0	204 131

9.2.7.8 Montants transitoires des contrats de réassurance cédée

Contrats de réassurance cédée : Approche générale				
En milliers d'euros	Contrats valorisés en approche rétrospective complète en date de transition et autres contrats	Contrats valorisés en approche rétrospective modifiée en date de transition	Contrats valorisés en approche par juste valeur en date de transition	Total
Charges des cessions	0	- 23 530	0	- 23 530
Valeur comptable de la marge sur services contractuels au 1^{er} janvier 2025	0	0	0	0
Variations liées aux services futurs	0	40 161	0	40 161
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	0	3 291	0	3 291
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels	0	36 870	0	36 870
Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires – hors impact des nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	0	0	0	0
Variations liées aux services reçus au cours de la période	0	- 3 718	0	- 3 718
Marge sur services contractuels amortie en résultat	0	- 3 718	0	- 3 718
Produits et charges afférents aux activités de réassurance cédée	0	36 443	0	36 443
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée dont écarts de change	0	93	0	93
Total des variations comptabilisées dans le résultat global	0	36 536	0	36 536
Autres mouvements	0	- 36 536	0	- 36 536
VALEUR COMPTABLE DE LA MARGE SUR SERVICES CONTRACTUELS AU 31 DÉCEMBRE 2025	0	0	0	0

Contrats de réassurance cédée : Approche générale

En milliers d'euros

	Contrats valorisés en approche rétrospective complète en date de transition et autres contrats	Contrats valorisés en approche rétrospective modifiée en date de transition	Contrats valorisés en approche par juste valeur en date de transition	Total
Charges des cessions	0	- 49 535	0	- 49 535
Valeur comptable de la marge sur services contractuels au 1^{er} janvier 2024	0	147 160	0	147 160
Variations liées aux services futurs	0	24 068	0	24 068
Nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	0	6 037	0	6 037
Effets des variations d'hypothèses affectés à la marge sur services contractuels	0	18 031	0	18 031
Effet des contrats d'assurance sous-jacents déficitaires - hors impact des nouveaux contrats comptabilisés au cours de l'exercice	0		0	
Variations liées aux services reçus au cours de la période	0	- 21 721	0	- 21 721
Marge sur services contractuels amortie en résultat	0	- 21 721	0	- 21 721
Produits et charges afférents aux activités de réassurance cédée	0	2 347	0	2 347
Produits ou charges financiers afférents aux contrats de réassurance cédée dont écarts de change	0	323	0	323
Total des variations comptabilisées dans le résultat global	0	2 670	0	2 670
Autres mouvements	0	9 944	0	9 944
VALEUR COMPTABLE DE LA MARGE SUR SERVICES CONTRACTUELS AU 31 DÉCEMBRE 2024	0	159 774	0	159 774

9.2.7.9 Reconnaissance de la marge sur services contractuels en résultat

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	De 1 à 5 ans	De 6 à 10 ans	> 10 ans	Total	De 1 à 5 ans	De 6 à 10 ans	> 10 ans	Total
Contrats d'assurance émis								
Approche générale et Approche par commission variable (VFA)	90 049	13 513	244 444	348 006	43 753	27 322	133 056	204 131
Contrats de réassurance cédée								
Approche générale	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	43 753	27 322	133 056	204 131	43 753	27 322	133 056	204 131

Il s'agit d'un total net qui va prendre en compte la CSM des contrats d'assurance émis qui représente un gain et la CSM des contrats de réassurance cédée qui peut représenter un coût ou un gain de réassurance.

9.2.8 Passifs financiers à la juste valeur
par résultat

Les informations sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat des filiales d'assurance requises par la norme IFRS 7 sont incluses en note 5.2.2.

9.2.9 Dettes envers les établissements de crédit
et la clientèle

Les informations sur les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle des filiales d'assurance requises par la norme IFRS 7 sont incluses en note 5.12.

9.2.10 Dettes représentées par un titre

Les informations sur les dettes représentées par un titre des filiales d'assurance requises par la norme IFRS 7, sont incluses en note 5.11.

9.2.11 Dettes subordonnées

Les informations sur les dettes subordonnées des filiales d'assurance requises par la norme IFRS 7 sont incluses en note 5.15.

9.3 Expositions aux risques

Certaines informations relatives à la gestion du risque de crédit requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le chapitre 6 « Facteurs et gestion des risques - Risques assurance, gestion d'actifs, conglomérat financier ». Il en va de même pour certaines informations relatives aux risques de concentration, de marché et de liquidité requises par la norme IFRS 7.

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les Commissaires aux comptes.

9.3.1 Dépréciation au titre du risque de crédit

Les dépréciations au titre du risque de crédit sont présentées en note 9.2.7 et en note 7.

9.3.2 Variation des valeurs brutes comptables et des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements

9.3.2.1 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur actifs financiers par capitaux propres

En milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
SOLDE AU 31/12/2024	3 158 360	- 3 194	19 558	0	0	0	3 177 918	- 3 194
Nouveaux contrats originés ou acquis	543 147	0	0	0	0	0	543 147	0
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)	0	0	- 11	- 42	0	0	- 11	- 42
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période	- 973	973	0	0	0	0	- 973	973
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution du cours de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE AU 31/12/2025	3 700 534	- 2 221	19 547	- 42	0	0	3 720 081	- 2 263

9.3.2.2 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur titres de dettes au coût amorti

Néant

9.3.2.3 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti

En milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
SOLDE AU 31/12/2024	4 446	0	0	0	0	0	4 446	0
Nouveaux contrats originés ou acquis	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)	0	0	0	0	0	0	0	0
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période	- 4 446	0	0	0	0	0	- 4 446	0
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution du cours de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE AU 31/12/2025	0	0	0	0	0	0	0	0

9.3.2.4 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur prêts et créances à la clientèle au coût amorti

En milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
SOLDE AU 31/12/2024	32 573	0	0	0	0	0	32 573	0
Nouveaux contrats originés ou acquis	2 679	0	0	0	0	0	2 679	0
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)	0	0	0	0	0	0	0	0
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période	0	0	0	0	0	0	0	0
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE AU 31/12/2025	35 252	0	0	0	0	0	35 252	0

9.3.3 Risque de marché

Sensibilité des actifs financiers et des passifs d'assurance aux risques de marché actions

L'analyse de sensibilité a consisté à mesurer l'impact d'une variation du marché actions de 10 % au titre des actifs financiers et des contrats d'assurance. Ces informations sont présentées nettes d'impôts différés.

Le périmètre des actifs financiers étudié inclut les actions, les OPCVM porteurs d'un risque action, les produits structurés et les obligations convertibles détenus par les principales entités d'assurance. Le périmètre des contrats d'assurance étudié couvre les contrats d'assurance en affaires directes portant principalement sur l'activité épargne-retraite de PREPAR VIE.

Au 31 décembre 2025

En millions d'euros	Impact sur le résultat net			Impact sur les capitaux propres ⁽¹⁾		
	Au titre des contrats d'assurance	Au titre des actifs financiers	Impact net sur le résultat	Au titre des contrats d'assurance	Au titre des actifs financiers	Impact net sur les capitaux propres
Sensibilité au marché actions						
Variation de + 10 % du marché actions	- 29,45	31,78	2,34	- 29,45	31,78	2,34
Variation de - 10 % du marché actions	29,59	- 31,78	- 2,19	29,59	- 31,78	- 2,19

(1) L'impact sur les capitaux propres s'entend y compris impact sur le résultat net.

Au 31 décembre 2024

En millions d'euros	Impact sur le résultat net			Impact sur les capitaux propres ⁽¹⁾		
	Au titre des contrats d'assurance	Au titre des actifs financiers	Impact net sur le résultat	Au titre des contrats d'assurance	Au titre des actifs financiers	Impact net sur les capitaux propres
Sensibilité au marché actions						
Variation de + 10 % du marché actions	- 36,13	38,60	2,46	- 36,13	38,60	2,46
Variation de - 10 % du marché actions	36,10	- 38,60	- 2,50	36,10	- 38,60	- 2,50

(1) L'impact sur les capitaux propres s'entend y compris impact sur le résultat net.

Sensibilité des actifs financiers et des passifs d'assurance aux risques de marché immobilier

L'analyse de sensibilité a consisté à mesurer l'impact d'une variation du marché immobilier de 10 % sur les actifs financiers et les contrats d'assurance. Ces informations sont présentées nettes d'impôts différés.

Le périmètre des contrats d'assurance étudié couvre les contrats d'assurance en affaires directes portant principalement sur les activités d'épargne-retraite.

Au 31 décembre 2025

En millions d'euros	Impact sur le résultat net			Impact sur les capitaux propres ⁽¹⁾		
	Au titre des contrats d'assurance	Au titre des actifs financiers	Impact net sur le résultat	Au titre des contrats d'assurance	Au titre des actifs financiers	Impact net sur les capitaux propres
Sensibilité au marché immobilier						
Variation de + 10 % du marché immobilier	- 20,23	26,01	5,78	- 20,23	26,01	5,78
Variation de - 10 % du marché immobilier	20,37	- 26,01	- 5,64	20,37	- 26,01	- 5,64

(1) L'impact sur les capitaux propres s'entend y compris impact sur le résultat net.

| Au 31 décembre 2024

	Impact sur le résultat net			Impact sur les capitaux propres ⁽¹⁾		
	Au titre des contrats d'assurance	Au titre des actifs financiers	Impact net sur le résultat	Au titre des contrats d'assurance	Au titre des actifs financiers	Impact net sur les capitaux propres
<i>En millions d'euros</i>						
Sensibilité au marché immobilier						
Variation de + 10 % du marché immobilier	- 24,90	30,26	5,36	- 24,90	30,26	5,36
Variation de - 10 % du marché immobilier	24,90	- 30,26	- 5,36	24,90	- 30,26	- 5,36

(1) L'impact sur les capitaux propres s'entend y compris impact sur le résultat net.

Sensibilité des actifs financiers et des passifs d'assurance aux risques de marché - taux d'intérêt

L'analyse de sensibilité a consisté à mesurer l'impact d'une variation des taux d'intérêts de 100 bps sur les actifs financiers et les contrats d'assurance. Ces informations sont présentées nettes d'impôts différés.

Le périmètre des contrats d'assurance étudié couvre les contrats d'assurance en affaires directes principalement sur les activités épargne-retraite.

| Au 31 décembre 2025

	Impact sur le résultat net			Impact sur les capitaux propres ⁽¹⁾		
	Au titre des contrats d'assurance	Au titre des actifs financiers	Impact net sur le résultat	Au titre des contrats d'assurance	Au titre des actifs financiers	Impact net sur les capitaux propres
<i>En millions d'euros</i>						
Sensibilité aux taux d'intérêts						
Variation de + 100 bps des taux d'intérêts	0,91	2,02	2,93	160,19	- 158,12	2,07
Variation de - 100 bps des taux d'intérêts	- 1,87	- 2,02	- 3,89	- 159,32	157,16	- 2,15

(1) L'impact sur les capitaux propres s'entend y compris impact sur le résultat net.

| Au 31 décembre 2024

	Impact sur le résultat net			Impact sur les capitaux propres ⁽¹⁾		
	Au titre des contrats d'assurance	Au titre des actifs financiers	Impact net sur le résultat	Au titre des contrats d'assurance	Au titre des actifs financiers	Impact net sur les capitaux propres
<i>En millions d'euros</i>						
Sensibilité aux taux d'intérêts						
Variation de + 100 bps des taux d'intérêts	2,59	2,49	5,08	141,86	- 143,77	- 1,92
Variation de - 100 bps des taux d'intérêts	1,06	- 2,49	- 1,43	- 145,45	147,42	1,97

(1) L'impact sur les capitaux propres s'entend y compris impact sur le résultat net.

9.3.4 Risque de liquidité

Échéancement des flux de trésorerie des passifs relatifs aux contrats d'assurance et de réassurance cédée

Au 31 décembre 2025

En milliers d'Euros	31/12/2025 ⁽¹⁾						Total
	< 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	> 5 ans	
Contrats d'assurance émis - passif	580 240	482 334	473 404	441 550	429 542	6 788 658	9 195 728
Contrats de réassurance cédée - passif	51 851	- 1 630	- 2 053	- 2 025	- 1 753	- 16 162	28 228

(1) Ce tableau présente pour l'ensemble des contrats d'assurance émis et de réassurance cédée qui sont des passifs, l'échéancier prévisionnel de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs (Best Estimate).

Au 31 décembre 2024

En milliers d'Euros	31/12/2024 ⁽¹⁾						Total
	< 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	> 5 ans	
Contrats d'assurance émis - passif	546 954	451 949	436 259	422 653	394 072	6 454 786	8 601 338
Contrats de réassurance cédée - passif	57 914	- 6 101	- 5 316	- 4 788	- 4 336	- 5 613	31 760

(1) Ce tableau présente pour l'ensemble des contrats d'assurance émis et de réassurance cédée qui sont des passifs, l'échéancier prévisionnel de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs (Best Estimate).

Les montants payables à vue correspondent au total des encours des contrats d'assurance, en phase de constitution, pour lesquels les assurés disposent d'une option de rachat ou qui sont transférables à un assureur tiers, ainsi que la valeur des comptes de créances et dettes relatifs à ces contrats. Les contrats concernés correspondent aux contrats d'épargne-retraite ainsi qu'aux contrats obsèques. Au 31 décembre 2025, les montants payables à vue au titre de ces contrats s'élèvent à 0 million d'euros contre 0 million d'euros au 31 décembre 2024. La valeur comptable IFRS des contrats auxquels ces montants payables à vue se rapportent s'élève à 0 million d'euros au 31 décembre 2025 contre 0 million d'euros au 31 décembre 2024.

9.3.5 Risque d'assurance

Sensibilités des contrats d'assurance aux risques d'assurance

Le périmètre des contrats d'assurance étudié couvre les contrats d'assurance en affaires directes (pour la partie brute de réassurance cédée) principalement sur les activités épargne-retraite, assurance emprunteurs.

Les principales hypothèses retenues dans le cadre de l'évaluation des contrats d'assurance pour l'arrêté des comptes du 31 décembre 2025 figurent en note 9 Principes généraux. Il s'agit notamment des hypothèses de mortalité, de rachat et de sinistralité.

Les informations sont présentées nettes d'impôts différés.

Au 31 décembre 2025

		Impact sur le résultat net		Impact sur les capitaux propres ⁽¹⁾	
En millions d'euros	Variations d'hypothèses	Brut de réassurance cédée	Net de réassurance cédée	Brut de réassurance cédée	Net de réassurance cédée
Activité Épargne-Retraite, Assurance des emprunteurs					
Rachat	+ 10 %	- 1,47	- 1,84	- 5,31	- 4,92
Rachat	- 10 %	1,55	1,95	5,63	5,21
Mortalité	+ 10 %	- 2,05	- 3,28	- 14,79	- 13,47
Mortalité	- 10 %	2,13	3,36	14,86	13,54
Activité Dommages ⁽²⁾					
Charge de sinistre ultime	+ 5 %	NS	NS	NS	NS
Charge de sinistre ultime	- 5 %	NS	NS	NS	NS

(1) L'impact sur les capitaux propres s'entend y compris impact sur le résultat net.

(2) Y compris probabilité de défaut à l'ultime nette de recours pour l'activité caution.

Au 31 décembre 2024

	Variations d'hypothèses	Impact sur le résultat net		Impact sur les capitaux propres ⁽¹⁾	
		Brut de réassurance cédée	Net de réassurance cédée	Brut de réassurance cédée	Net de réassurance cédée
En millions d'euros					
Activité Épargne-Retraite, Assurance des emprunteurs					
Rachat	+ 10 %	- 1,46	- 1,37	- 3,73	- 2,98
Rachat	- 10 %	1,25	1,15	3,95	3,16
Mortalité	+ 10 %	- 1,79	- 1,51	- 11,57	- 9,25
Mortalité	- 10 %	1,78	1,49	11,55	9,24
Activité Dommages ⁽²⁾					
Charge de sinistre ultime	+ 5 %				
Charge de sinistre ultime	- 5 %				

(1) L'impact sur les capitaux propres s'entend y compris impact sur le résultat net.

(2) Y compris probabilité de défaut à l'ultime nette de recours pour l'activité caution.

9.3.6 Risque de concentration

Il convient de noter que le groupe BPCE a une très faible concentration liée à la dispersion géographique de ses assurés, inhérente à la distribution des contrats principalement dans les réseaux de banques de détail implantés sur l'ensemble du territoire français. Le programme de réassurance permet par ailleurs de limiter la concentration des risques.

Note 10 Juste valeur des actifs et passifs financiers

L'essentiel

La présente note vise à présenter les principes d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers tels que définis par la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » et à préciser certaines modalités de valorisation retenues au sein des entités du groupe BRED Banque Populaire pour la valorisation de leurs instruments financiers.

Les actifs et passifs financiers sont évalués au bilan soit à la juste valeur soit au coût amorti. Une indication de la juste valeur des éléments évalués au coût amorti est cependant présentée en annexe.

Pour les instruments qui se négocient sur un marché actif faisant l'objet de prix de cotation, la juste valeur est égale au prix de cotation, correspondant au niveau 1 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur.

Pour les autres types d'instruments financiers, non cotés sur un marché actif, incluant notamment les prêts, les emprunts et les dérivés négociés sur les marchés de gré à gré, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques de valorisation privilégiant les modèles de place et les données observables, ce qui correspond au niveau 2 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur. À défaut, dans le cas où des données internes ou des modèles propriétaires sont utilisés (niveau 3 de juste valeur), des contrôles indépendants sont mis en place pour valider la valorisation.

Détermination de la juste valeur

Principes généraux

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le Groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA - *Credit Valuation Adjustment*), du risque de non-exécution (DVA - *Debit Valuation Adjustment*) et du coût de liquidité (ou FVA - *Funding Valuation Adjustment*). L'évaluation de ces ajustements de valorisation se fonde sur des paramètres de marché.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du groupe BPCE (cf. note 1.2) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du Groupe.

5.

Juste valeur en date de comptabilisation initiale

Pour la majorité des transactions conclues par le Groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale. Si tel n'est pas le cas, le Groupe ajuste le prix de transaction. La comptabilisation de cet ajustement est décrite dans le paragraphe « Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (*Day one profit*) ».

Hiérarchie de la juste valeur

Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisant.

La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :

- une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires) ;
- une baisse significative du volume des transactions ;
- une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
- une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
- une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;
- une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le Groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;
- des écarts très importants entre le prix vendeur (*bid*) et le prix acheteur (*ask*) (fourchette très large).

Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1)

Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'État ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

Juste valeur de niveau 2

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« Juste valeur de niveau 2 »).

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :

- les cours sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple :
 - les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels,
 - les volatilités implicites,
 - les *spreads* de crédit ;
- les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)
Instruments dérivés de niveau 2

Seront en particulier classés dans cette catégorie :

- les swaps de taux standards ou CMS ;
- les accords de taux futurs (FRA) ;
- les *swaptions* standards ;
- les *caps* et *floors* standards ;
- les achats et ventes à terme de devises liquides ;
- les swaps et options de change sur devises liquides ;
- les dérivés de crédit liquides sur un émetteur particulier (*single name*) ou sur indices iTraax, iBoxx...

Instruments non dérivés de niveau 2

Certains instruments financiers complexes et/ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options), de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :

- le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu) ;
- le paramètre est alimenté périodiquement ;
- le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

Figurent notamment en niveau 2 :

- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats) ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes.

Juste valeur de niveau 3

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3)

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement :

- les actions non cotées, ayant généralement la nature de « participations » : BPCE, BP Développement ;

- certains OPCVM, lorsque la valeur liquidative est une valeur indicative (en cas d'illiquidité, en cas de liquidation...) et qu'il n'existe pas de prix pour étayer cette valeur ;
- les FCPR : la valeur liquidative est fréquemment une valeur indicative puisqu'il n'est souvent pas possible de sortir ;
- des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;
- les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs, par exemple).

Transferts entre niveaux de juste valeur

Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 10.1.3. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit)

La marge dégagée lors de la comptabilisation initiale d'un instrument financier ne peut être reconnue en résultat qu'à la condition que l'instrument financier puisse être évalué de manière fiable dès son initiation. Sont considérés comme respectant cette condition les instruments traités sur un marché actif et les instruments valorisés à partir de modèles reconnus utilisant uniquement des données de marché observables.

Pour les autres instruments, valorisés à l'aide de données non observables ou de modèles propriétaires, la marge dégagée à l'initiation (*Day one profit*) est différée et étalée en résultat sur la période anticipée d'inobservabilité des paramètres de valorisation.

Lorsque les paramètres de valorisation utilisés deviennent observables ou que la technique de valorisation utilisée évolue vers un modèle reconnu et répandu, la part de la marge neutralisée à l'initiation de l'opération et non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat.

Dans les cas exceptionnels où la marge dégagée lors de la comptabilisation initiale est négative (*Day one loss*), la perte est prise immédiatement en résultat, que les paramètres soient observables ou non.

Au 31 décembre 2025, le Groupe n'a aucun *Day one profit* à étaler.

Cas particuliers

Juste valeur des titres de BPCE

La valeur des titres de l'organe central, classées en titres de participation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les filiales de BPCE sont principalement valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (*Dividend Discount Model*). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de

marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

Au 31 décembre 2025, la valeur nette comptable des titres BPCE dans les comptes de BRED Banque Populaire s'élève à 999 105 441,03€.

Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti (titres)

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, les hypothèses simplificatrices suivantes ont été retenues :

Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la juste valeur

Il s'agit notamment :

- des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des prêts et emprunts à taux variable ;
- des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementés) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

Juste valeur des dettes

Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture.

10.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers**10.1.1 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers**

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

Au 31 décembre 2025

En milliers d'euros	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS				
Instruments de dettes	1 833 751	898 018	85 336	2 817 105
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	1 833 751	898 018	85 336	2 817 105
Instruments de capitaux propres	7 673 554	4 263	4	7 677 821
Actions et autres titres de capitaux propres	7 673 554	4 263	4	7 677 821
Instruments dérivés	824 261	1 027 539	7 078	1 858 878
Dérivés de taux	0	534 221	6 814	541 035
Dérivés actions	823 922	102 138	0	926 060
Dérivés de change	339	389 345	264	389 948
Dérivés de crédit	0	1 835	0	1 835
Autres dérivés	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	10 331 566	1 929 820	92 418	12 353 804
Instruments dérivés	0	108	0	108
Dérivés de taux	0	108	0	108
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	108	0	108
Instruments de dettes	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0
Instruments de dettes	37	164 361	517 310	681 708
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	161 709	0	161 709
Titres de dettes	37	2 652	517 310	519 999
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	37	164 361	517 310	681 708
Instruments de capitaux propres	0	1 113	8 264	9 377
Actions et autres titres de capitaux propres	0	1 113	8 264	9 377
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0	1 113	8 264	9 377
Instruments de dettes	22 097 861	1 232 459	402 820	23 733 140
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	22 097 861	1 232 459	402 820	23 733 140
Instruments de capitaux propres	- 4	31 852	1 378 059	1 409 907
Actions et autres titres de capitaux propres	- 4	31 852	1 378 059	1 409 907
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	22 097 857	1 264 311	1 780 879	25 143 047
Dérivés de taux	0	185 530	2 042	187 572
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	13 063	0	13 063
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	198 593	2 042	200 635
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR	32 429 460	3 558 306	2 400 913	38 388 679

En milliers d'euros

	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
PASSIFS FINANCIERS				
Dettes représentées par un titre	34 156	0	0	34 156
Instruments dérivés	57	1 098 673	9 430	1 108 160
Dérivés de taux	0	716 536	9 160	725 696
Dérivés actions	0	88 277	0	88 277
Dérivés de change	57	289 738	270	290 065
Dérivés de crédit	0	4 122	0	4 122
Autres dérivés	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	34 213	1 098 673	9 430	1 142 316
Instruments dérivés	0	327	0	327
Dérivés de taux	0	327	0	327
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	327	0	327
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Autres passifs financiers	69 547	0	0	69 547
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	69 547	0	0	69 547
Dérivés de taux	0	314 788	0	314 788
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	314 788	0	314 788
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR	103 760	1 413 788	9 430	1 526 978

(1) Hors couverture économique.

| Au 31 décembre 2024

En milliers d'euros	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS				
Instruments de dettes	2 249 799	633 202	143 054	3 026 055
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	2 249 799	633 202	143 054	3 026 055
Instruments de capitaux propres	8 673 388	7 499	328	8 681 215
Actions et autres titres de capitaux propres	8 673 388	7 499	328	8 681 215
Instruments dérivés	859 023	1 623 743	11 423	2 494 189
Dérivés de taux	0	887 058	9 297	896 355
Dérivés actions	858 859	102 021	1 821	962 701
Dérivés de change	164	633 432	305	633 901
Dérivés de crédit	0	1 232	0	1 232
Autres dérivés	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	11 782 210	2 264 444	154 805	14 201 459
Instruments dérivés	0	556	0	556
Dérivés de taux	0	556	0	556
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	556	0	556
Instruments de dettes	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0
Instruments de dettes	37	146 550	584 448	731 035
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	146 471	0	146 471
Titres de dettes	37	79	584 448	584 564
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	37	146 550	584 448	731 035
Instruments de capitaux propres	44	0	46 506	46 550
Actions et autres titres de capitaux propres	44	0	46 506	46 550
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	44	0	46 506	46 550
Instruments de dettes	20 428 020	656 930	555 226	21 640 176
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	20 428 020	656 930	555 226	21 640 176
Instruments de capitaux propres	0	32 044	1 230 432	1 262 476
Actions et autres titres de capitaux propres	0	32 044	1 230 432	1 262 476
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	20 428 020	688 974	1 785 658	22 902 652
Dérivés de taux	0	358 211	2 406	360 617
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	36 180	0	36 180
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	394 391	2 406	396 797
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR	32 210 311	3 494 915	2 573 823	38 279 049

COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS
Annexe aux comptes consolidés

En milliers d'euros	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
PASSIFS FINANCIERS				
Dettes représentées par un titre	96 310	0	0	96 310
Instruments dérivés	833	1 767 919	16 177	1 784 930
Dérivés de taux	0	946 399	16 147	962 546
Dérivés actions	0	160 265	0	160 265
Dérivés de change	833	657 988	30	658 851
Dérivés de crédit	0	3 267	0	3 267
Autres dérivés	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	97 143	1 767 919	16 177	1 881 240
Instruments dérivés	0	102	0	102
Dérivés de taux	0	102	0	102
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	102	0	102
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Autres passifs financiers	93 555	0	0	93 555
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	93 555	0	0	93 555
Dérivés de taux	0	335 686	1	335 687
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	6 213	0	6 213
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	341 899	1	341 900
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR	190 698	2 109 920	16 178	2 316 797

(1) Hors couverture économique.

10.1.2 Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur

| Au 31 décembre 2025

En milliers d'euros	31/12/2024	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		En capitaux propres	Événements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2025
		Au compte de résultat			Achats / Émissions	Ventes / Rembour- sements	Vers une autre catégorie comptable	De et vers un autre niveau		
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
ACTIFS FINANCIERS										
Instruments de dettes	143 054	- 43	- 407	0	84 565	- 127 636	0	- 14 197	0	85 336
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	143 054	- 43	- 407	0	84 565	- 127 636	0	- 14 197	0	85 336
Instruments de capitaux propres	328	- 324	0	0	0	0	0	0	0	4
Actions et autres titres de capitaux propres	328	- 324	0	0	0	0	0	0	0	4
Instruments dérivés	11 423	- 597	- 3 219	0	627	- 1 150	- 6	0	0	7 078
Dérivés de taux	9 297	- 1 193	- 163	0	0	- 1 121	- 6	0	0	6 814
Dérivés actions	1 821	303	- 2 751	0	627	0	0	0	0	0
Dérivés de change	305	293	- 305	0	0	- 29	0	0	0	264
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	154 805	- 964	- 3 626	0	85 192	- 128 786	- 6	- 14 197	0	92 418
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes	584 448	- 39 136	- 3 862	0	4 285	- 28 152	0	- 273	0	517 310
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	584 448	- 39 136	- 3 862	0	4 285	- 28 152	0	- 273	0	517 310
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	584 448	- 39 136	- 3 862	0	4 285	- 28 152	0	- 273	0	517 310
Instruments de capitaux propres	46 506	- 1 613	0	0	4 053	- 40 100	- 344	0	- 237	8 264
Actions et autres titres de capitaux propres	46 506	- 1 613	0	0	4 053	- 40 100	- 344	0	- 237	8 264
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	46 506	- 1 613	0	0	4 053	- 40 100	- 344	0	- 237	8 264
Instruments de dettes	555 226	- 3 889	673	461	254 487	- 304 437	0	- 99 701	0	402 820
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	555 226	- 3 889	673	461	254 487	- 304 437	0	- 99 701	0	402 820
Instruments de capitaux propres	1 230 432	245	14 455	66 174	70 979	- 854	- 1 176	0	- 2 197	1 378 059
Actions et autres titres de capitaux propres	1 230 432	245	14 455	66 174	70 979	- 854	- 1 176	0	- 2 197	1 378 059
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 785 658	- 3 644	15 128	66 635	325 466	- 305 291	- 1 176	- 99 701	- 2 197	1 780 879
Dérivés de taux	2 406	369	0	0	0	- 733	0	0	0	2 042
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	2 406	369	0	0	0	- 733	0	0	0	2 042

COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS
Annexe aux comptes consolidés

En milliers d'euros	31/12/2024	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Événements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2025	
		Au compte de résultat			En capitaux propres	Achats / Émissions	Ventes / Rembour- sements	Vers une autre catégorie comptable			De et vers un autre niveau
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture								
PASSIFS FINANCIERS											
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Instruments dérivés	16 177	- 1 420	- 206	0	652	- 5 767	- 6	0	0	9 430	
Dérivés de taux	16 147	- 1 094	- 120	0	0	- 5 767	- 6	0	0	9 160	
Dérivés actions	0	- 567	0	0	567	0	0	0	0	0	
Dérivés de change	30	241	- 86	0	85	0	0	0	0	270	
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	16 177	- 1 420	- 206	0	652	- 5 767	- 6	0	0	9 430	
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dettes représentées par un tire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dérivés de taux	1	1	0	0	0	0	0	0	- 2	0	
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Instruments dérivés de couverture	1	1	0	0	0	0	0	0	- 2	0	

(1) Hors couverture technique.

| Au 31 décembre 2024

En milliers d'euros	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Événements de gestion de la période			Transferts de la période		Autres variations	31/12/2024
	Au compte de résultat			En capitaux propres	Achats / Émissions	Ventes / Rembour- sements	Vers une autre catégorie comptable	De et vers un autre niveau		
	31/12/2023	Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
ACTIFS FINANCIERS										
Instruments de dettes	87 226	588	- 47	0	137 221	- 70 054	0	- 11 880	0	143 054
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	87 226	588	- 47	0	137 221	- 70 054	0	- 11 880	0	143 054
Instruments de capitaux propres	328	0	0	0	0	0	0	0	0	328
Actions et autres titres de capitaux propres	328	0	0	0	0	0	0	0	0	328
Instruments dérivés	77 424	5 537	78 613	0	0	- 150 022	- 129	0	0	11 423
Dérivés de taux	6 466	3 411	50	0	0	- 501	- 129	0	0	9 297
Dérivés actions	69 770	1 821	79 765	0	0	- 149 535	0	0	0	1 821
Dérivés de change	1 188	305	- 1 202	0	0	14	0	0	0	305
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	164 978	6 125	78 566	0	137 221	- 220 076	- 129	- 11 880	0	154 805
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes	612 378	21 459	6 659	0	8 216	- 64 264	0	0	0	584 448
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	612 378	21 459	6 659	0	8 216	- 64 264	0	0	0	584 448
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	612 378	21 459	6 659	0	8 216	- 64 264	0	0	0	584 448
Instruments de capitaux propres	3 978	1 361	0	0	40 910	- 247	0	0	504	46 506
Actions et autres titres de capitaux propres	3 978	1 361	0	0	40 910	- 247	0	0	504	46 506
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	3 978	1 361	0	0	40 910	- 247	0	0	504	46 506
Instruments de dettes	587 996	- 2 766	351	4 317	245 746	- 280 417	0	0	- 1	555 226
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	587 996	- 2 766	351	4 317	245 746	- 280 417	0	0	- 1	555 226
Instruments de capitaux propres	1 176 729	1 495	3	26 429	43 460	- 21 190	- 1	0	3 507	1 230 432
Actions et autres titres de capitaux propres	1 176 729	1 495	3	26 429	43 460	- 21 190	- 1	0	3 507	1 230 432
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 764 725	- 1 271	354	30 746	289 206	- 301 607	- 1	0	3 506	1 785 658
Dérivés de taux	0	1 018	0	0	0	1 388	0	0	0	2 406
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	1 018	0	0	0	1 388	0	0	0	2 406

	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Événements de gestion de la période		Transferts de la période				
	Au compte de résultat									
	31/12/2023	Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	En capitaux propres	Achats / Émissions	Ventes / Rembour- sements	Vers une autre catégorie comptable	De et vers un autre niveau	Autres variations	31/12/2024
PASSIFS FINANCIERS										
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	154 735	2 395	- 153 431	0	0	12 607	- 129	0	0	16 177
Dérivés de taux	16 147	2 365	118	0	0	- 2 354	- 129	0	0	16 147
Dérivés actions	137 809	0	- 152 919	0	0	15 110	0	0	0	0
Dérivés de change	657	30	- 657	0	0	0	0	0	0	30
Dérivés de crédit	122	0	27	0	0	- 149	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	154 735	2 395	- 153 431	0	0	12 607	- 129	0	0	16 177
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1

(1) Hors couverture technique.

Au 31 décembre 2025, les instruments financiers évalués selon une technique utilisant des données non observables comprennent plus particulièrement :

Au 31 décembre 2025, la valorisation des titres BPCE comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres s'élève à 1 124 634 102,99 €.

Au cours de l'exercice, - 36,1 millions d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés au compte de résultat au titre des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 dont - 43,9 millions d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2025.

Au cours de l'exercice, 66,6 millions d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés directement en capitaux propres au titre d'actifs financiers classés en niveau 3 dont 66,6 millions d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2025.

10.1.3 Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses

Le principal instrument évalué à la juste valeur de niveau 3 au bilan du groupe BRED Banque Populaire est sa participation dans l'organe central BPCE.

Cette participation est classée en « juste valeur par capitaux propres non recyclables ».

Les modalités d'évaluation de la juste valeur du titre BPCE SA sont décrites dans la note 10 relative à la détermination de la juste valeur. La méthode de valorisation utilisée est la méthode de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Ce modèle de valorisation repose sur des paramètres internes. Le taux d'actualisation figure parmi les paramètres les plus significatifs. En revanche, le taux de croissance à l'infini n'a pas d'impact significatif sur la juste valeur au 31 décembre 2025.

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25 % conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 720,9 millions d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à hauteur du pourcentage de détention de BRED Banque Populaire.

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25 % conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de - 678,7 millions d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait négativement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à hauteur du pourcentage de détention de BRED Banque Populaire.

Les actifs du groupe BRED Banque Populaire classés en niveau 3 de juste valeur sont sensibles à l'évolution des économies françaises et européennes.

La sensibilité largement prépondérante est la sensibilité au taux. Elle s'établit pour les instruments dérivés classés en niveau 3 à - 80,9 millions d'euros à la hausse de 100 bps et à 88,5 millions d'euros à la baisse de 100 bps.

10.1.4 Retraitement de la marge différée sur les instruments financiers (Day One Profit)

La marge différée concerne les instruments financiers évalués à partir d'un ou plusieurs paramètres de marché inobservables. Cette marge est différée dans le temps pour être reconnue, selon les cas, à la maturité de l'instrument, lors de la cession ou du transfert, au fur et à mesure de l'écoulement du temps ou encore lorsque les paramètres de marché deviennent observables.

Non applicable au 31/12/2025.

10.2 Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque de proximité dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 10.1.

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI	59 462 465	188 244	23 021 678	36 252 543	55 815 102	268 567	20 174 417	35 372 119
Prêts et créances sur les établissements de crédit	9 406 439	0	6 781 565	2 624 874	9 539 505	0	6 996 581	2 542 924
Prêts et créances sur la clientèle	47 300 515	0	14 059 402	33 241 113	43 626 510	0	11 223 967	32 402 543
Titres de dettes	2 755 511	188 244	2 180 711	386 556	2 649 088	268 567	1 953 869	426 652
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	///	///	///	///	///	///	///	///
PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI	115 856 387	0	100 068 253	15 788 134	97 787 171	0	82 857 054	14 930 117
Dettes envers les établissements de crédit	31 043 615	0	30 716 326	327 289	24 245 641	0	23 902 292	343 349
Dettes envers la clientèle	76 210 705	0	60 788 934	15 421 771	65 690 541	0	51 156 403	14 534 138
Dettes représentées par un titre	8 596 433	0	8 557 359	39 074	7 845 533	0	7 792 903	52 630
Dettes subordonnées	5 634	0	5 634	0	5 456	0	5 456	0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	///	///	///	///	///	///	///	///

Note 11 Impôts

11.1 Impôts sur le résultat

Principes comptables

Les impôts sur le résultat incluent tous les impôts nationaux et étrangers dus sur la base des bénéfices imposables. Les impôts sur le résultat incluent aussi les impôts, tels que les retenues à la source, qui sont payables par une filiale, une entreprise associée ou un partenariat sur ses distributions de dividendes à l'entité présentant les états financiers. La CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises) n'est pas retenue comme un impôt sur le résultat.

Les impôts sur le résultat regroupent :

- d'une part, les impôts courants, qui comprennent notamment le montant de l'impôt exigible (récupérable) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période. Ils sont calculés sur la base des résultats fiscaux d'une période de chaque entité fiscale consolidée en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur établis par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt doit être payé (recouvré) ;
- d'autre part, les impôts différés (voir 11.2).

Lorsqu'il est probable qu'une position fiscale du Groupe ne sera pas acceptée par les autorités fiscales, cette situation est reflétée dans les comptes lors de la comptabilisation de l'impôt courant (exigible ou recouvrable) et de l'impôt différé (actif ou passif).

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » ne donnant pas de précision particulière sur la façon dont les conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt devaient être prises en compte en comptabilité, l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relative aux traitements fiscaux » adoptée par la Commission européenne le 23 octobre 2018 et applicable de manière obligatoire au 1^{er} janvier 2019, est venue préciser clarifier le traitement à retenir.

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt exigible et différé lorsqu'une incertitude existe concernant le traitement fiscal appliqué. S'il y a un doute sur l'acceptation du traitement fiscal par l'administration fiscale en vertu de la législation fiscale, alors ce traitement fiscal est un traitement fiscal incertain. Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude. Pour déterminer ce montant, deux approches peuvent être retenues : la méthode du montant le plus probable ou bien la méthode de la valeur attendue (c'est-à-dire la moyenne pondérée des différents scénarios possibles). IFRIC 23 demande, par ailleurs, qu'un suivi de l'évaluation des incertitudes fiscales soit réalisé.

Le Groupe reflète dans ses états financiers les incertitudes relatives aux traitements fiscaux retenus portant sur les impôts sur le résultat dès lors qu'il estime probable que l'administration fiscale ne les acceptera pas. Pour apprécier si une position fiscale est incertaine et en évaluer son effet sur le montant de ses impôts, le Groupe suppose que l'administration fiscale contrôlera tous les montants déclarés en ayant l'entière connaissance de toutes les informations disponibles. Il base son jugement notamment sur la doctrine administrative, la jurisprudence ainsi que sur l'existence de rectifications opérées par l'administration portant sur des incertitudes fiscales similaires. Le Groupe revoit l'estimation du montant qu'il s'attend à payer ou recouvrer auprès de l'administration fiscale au titre des incertitudes fiscales, en cas de survenance de changements dans les faits et circonstances qui y sont associés, ceux-ci pouvant résulter (sans toutefois s'y limiter), de l'évolution des législations fiscales, de l'atteinte d'un délai de prescription, de l'issue des contrôles et actions menés par les autorités fiscales.

Les incertitudes fiscales sont inscrites suivant leur sens et suivant qu'elles portent sur un impôt exigible ou différé dans les rubriques du bilan « Actifs d'impôts différés », « Actifs d'impôts courants », « Passifs d'impôts différés » et « Passifs d'impôts courants ».

La loi de finances pour 2025 a instauré une Contribution Exceptionnelle sur les Bénéfices des Grandes Entreprises (surtaxe IS) dont l'assiette correspond à la moyenne de l'impôt sur les bénéfices dus au titre des exercices 2025 et 2024. La Contribution calculée sur la base de l'impôt sur les bénéfices 2024 a été constatée dans sa totalité lors du premier semestre 2025. En effet, la Contribution Exceptionnelle dont l'assise est constituée par l'impôt sur les bénéfices de l'année 2024, et déconnectée du résultat fiscal 2025, a été assimilée à un événement ponctuel au sens d'IAS 34. La loi de finances pour 2026 n'ayant pas été adoptée au 31 décembre 2025, seules les contributions instaurées par la loi de finances pour 2025 ont été constatées dans le cadre de cet arrêté.

Répartition de la charge d'impôts entre impôts courants et impôts différés

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Impôts courants ⁽¹⁾	- 236 091	- 137 555
Impôts différés	24 966	46 774
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	- 211 125	- 90 781

(1) Dont 35,5 millions d'euros au titre de la surtaxe IS acquittée.

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %, transposées en droit français par la loi de finances pour 2024 sont désormais applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. Dans ce cadre, le Groupe BPCE applique l'exemption de comptabilisation d'impôts différés prévues par l'amendement à la norme IAS 12 de mai 2023 moyennant la fourniture d'informations complémentaires. BPCE, en tant qu'entité mère ultime de l'ensemble du Groupe BPCE, sera l'entité redevable de cette imposition complémentaire. Au regard des

dispositions légales et conventionnelles à date, en conséquence le Groupe BRED Banque Populaire est assujéti mais non redevable à cette imposition complémentaire qui sera à la charge de BPCE.

À noter toutefois le cas particulier des juridictions où sont établies des entités dont la réglementation fiscale locale prévoit le paiement auprès de l'administration fiscale de l'éventuelle *top-up tax* due au titre de cette juridiction. Dans un tel cas, l'entité pourrait être amenée à acquitter, et donc comptabiliser, l'imposition complémentaire au titre de cette juridiction (législation fiscale toujours en cours d'adoption).

Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique

	Exercice 2025		Exercice 2024	
	En milliers d'euros	Taux d'impôt	En milliers d'euros	Taux d'impôt
Résultat net (part du Groupe)	423 429		391 003	
Variations de valeur des écarts d'acquisition	- 1 213		0	
Participations ne donnant pas le contrôle	7 695		6 408	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	- 26 222		- 17 056	
Impôts	211 124		90 781	
RÉSULTAT COMPTABLE AVANT IMPÔTS ET VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION (A)	614 813		471 135	
Effet des différences permanentes ⁽¹⁾	45 383		46 675	
Résultat fiscal consolidé (A)	660 196		517 810	
Taux d'imposition de droit commun français (B)		25,83 %		25,83 %
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	- 170 529		- 133 750	
Effet de la variation des impôts différés non constatés				
Impôts à taux réduit et activités exonérées	- 107		41	
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger	5 648		5 603	
Autres impôts	- 11 471		20 867	
Impôts sur exercices antérieurs et autres impôts ⁽²⁾	- 34 666		16 459	
Effet des changements de taux d'imposition				
CHARGE (PRODUIT) D'IMPÔTS COMPTABILISÉE				
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (CHARGE D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT RAPPORTÉE AU RÉSULTAT TAXABLE)				

(1) Les différences permanentes sont présentées en base et retraitées du résultat fiscal consolidé. Ainsi, l'effet des différences permanentes est exclu de l'écart entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt théorique.

(2) Dont 35,5 millions d'euros au titre de la surtaxe IS.

La loi de finances pour l'année 2026, adoptée le 2 février 2026 reconduit pour ladite année la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises, dont le taux est fonction du niveau de chiffres d'affaires de l'entreprise. L'assiette de cette contribution est définie comme étant la moyenne de l'impôt sur les bénéfices dû au titre des exercices 2025 et 2026.

La loi de finances 2026 ayant été adoptée postérieurement à la clôture de l'exercice, la quote-part de cette contribution fondée sur le montant de l'impôt sur les bénéfices 2025 sera enregistrée uniquement dans les comptes de l'exercice 2026.

11.2 Impôts différés

Principes comptables

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée puisse les récupérer sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception, notamment, de ceux afférant :

- aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres.

Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

L'*International Accounting Standards Board* (IASB) en charge de l'élaboration des normes comptables internationales IFRS, a publié le 23 mai 2023 la version finale de l'amendement à la norme IAS 12 traitant de la comptabilisation des impôts. Il traite le point spécifique des impacts comptables attendus de l'application de l'entrée en vigueur des règles fiscales dites du « Pilier 2 » de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %. Les amendements à la norme proposés visent une exemption de comptabilisation d'impôts différés associés à cette imposition complémentaire avec en contrepartie des informations à fournir en note annexe.

Le Groupe BRED Banque Populaire est intégré aux travaux du Groupe BPCE qui s'est doté d'une structure projet afin d'assurer le suivi des différentes réglementations associées ainsi que la conformité aux règles Pilier 2 et aux besoins d'informations complémentaires introduits par ces amendements à IAS 12. À ce stade du projet, il apparaît que le nombre de juridictions qui seraient concernées par l'application d'un *top-up tax* devrait être limité et les enjeux financiers non significatifs. Compte tenu du caractère non significatif de son exposition potentielle, le Groupe ne publiera pas les données d'exposition à cette imposition complémentaire dans le cadre de cet arrêté.

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

En milliers d'euros

	31/12/2025	31/12/2024
Impôts différés issus des décalages temporaires comptables-fiscaux	229 752	231 972
Provisions pour passifs sociaux	20 366	21 151
Provisions pour activité d'épargne-logement	1 829	4 266
Provisions sur base de portefeuilles	51 255	43 427
Autres provisions non déductibles	78 615	80 891
Impôts différés sur pertes fiscales reportables	17 267	4 309
Impôts différés non constatés	- 17 267	- 4 309
Autres sources de différences temporaires	77 687	82 237
Impôts différés sur réserves latentes	- 35 002	- 7 181
Actifs financiers à la juste valeur par OCI NR ⁽¹⁾	- 3 641	- 235
Actifs financiers à la juste valeur par OCI R ⁽¹⁾	- 25 203	- 6 746
Couverture de flux de trésorerie	948	2 713
Écarts actuariels sur engagements sociaux	- 7 106	- 2 913
Risque de crédit propre	0	0
Impôts différés non constatés	0	0
Impôts différés sur résultat	- 28 155	- 30 517
IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS	166 595	194 274
Comptabilisés		
• À l'actif du bilan	191 949	204 434
• Au passif du bilan	- 25 354	- 10 161

(1) Les impôts différés associés à ces instruments sont présentés nets des impôts différés correspondant à l'annulation des provisions pour dépréciation en normes françaises.

Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés en date d'arrêté que s'il est probable que l'entité fiscale concernée a une perspective de récupération des économies d'impôt sur un horizon déterminé. Le groupe BRED Banque Populaire applique le principe suivant : les business plans fiscaux sont basés sur les trois premières années du plan stratégique.

Ces économies seront réalisées par l'imputation des décalages fiscaux et pertes reportables sur les bénéfices imposables futurs estimés à l'intérieur de cet horizon.

Note 12 Autres informations

12.1 Information sectorielle

12.1.1 Informations sectorielles relatives au compte de résultat

Quatre pôles d'activités sont identifiés à BRED Banque Populaire :

- la banque commerciale en France regroupant l'ensemble des activités des agences, des cercles patrimoniaux, des centres d'affaires, de la Banque de Grande Clientèle et des filiales liées à ces métiers ainsi que l'ALM (gestion actif-passif) ;
- la banque commerciale à l'international ;
- la Direction des marchés de capitaux ;
- le pôle Gestion consolidée des investissements.

En milliers d'euros	Banque commerciale France & ALM			Banque à l'international			Banque de Financement et d'Investissement			Gestion consolidée des investissements		
	2025	2024	Évol. 2025/ 2024	2025	2024	Évol. 2025/ 2024	2025	2024	Évol. 2025/ 2024	2025	2024	Évol. 2025/ 2024
PRODUIT NET BANCAIRE	847 588	684 459	23,8 %	313 429	208 942	50,0 %	500 030	395 374	26,5 %	66 424	179 183	- 62,9 %
Frais de gestion	- 514 964	- 501 589	2,7 %	- 183 561	- 117 177	56,7 %	- 169 107	- 159 675	5,9 %	- 54 652	- 56 794	- 3,8 %
Résultat brut d'exploitation	332 624	182 870	81,9 %	129 868	91 764	41,5 %	330 923	235 698	40,4 %	11 772	122 389	- 90,4 %
Coefficient d'exploitation	60,76 %	73,28 %	-12,5 pts	58,57 %	56,08 %	2,5 pts	33,82 %	40,39 %	-6,6 pts	82,28 %	31,70 %	50,6 pts
Coût du risque sur encours sains (strates 1 et 2)	- 8 473	- 75 363	- 88,8 %	- 502	- 3 881	- 87,1 %	0	0	NA	651	- 63	NA
Coût du risque sur encours dépréciés (strate 3)	- 127 461	- 85 566	49,0 %	- 8 742	- 9 742	- 10,3 %	- 39 527	- 14 511	NA	- 10 842	- 6 372	70,2 %
Coût du risque	- 135 934	- 160 929	X 0,8	- 9 244	- 13 623	X 0,7	- 39 527	- 14 511	NA	- 10 191	- 6 435	X 1,6
Résultat d'exploitation	196 690	21 940	796,5 %	120 624	78 142	54,4 %	291 397	221 188	31,7 %	1 581	115 954	- 98,6 %
Résultat des entreprises MEE	0	0	NA	26 222	17 056	53,7 %	0	0	NA	0	0	NA
Gains ou pertes sur autres actifs	0	0	NA	- 7 481	0	NA	14 568	52 970	NA	231	- 19 059	NA
Variation de valeur des écarts d'acquisition	- 2 796	0	NA	0	0	NA	0	0	NA	1 213	0	NA
Résultat avant impôts	193 894	21 940	783,7 %	139 365	95 198	46,4 %	305 965	274 158	11,6 %	3 025	96 895	- 96,9 %

12.1.2 Informations sectorielles par zone géographique

L'analyse géographique des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

Produit net bancaire ⁽¹⁾

en milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
France	1 448 689	1 274 019
Autres pays européens	47 926	69 387
Amérique du Nord	0	0
Reste du monde	230 855	124 552
TOTAL PRODUIT NET BANCAIRE	1 727 471	1 467 957

(1) La présentation de ces annexes a été revue pour une meilleure lisibilité.

Total des actifs sectoriels ⁽¹⁾

en milliers d'euros

	Exercice 2025	Exercice 2024
France	127 971 104	109 860 771
Autres pays européens	4 273 911	3 828 213
Amérique du Nord	0	0
Reste du monde	3 822 184	3 834 153
TOTAL ACTIF	136 067 199	117 523 136

(1) La présentation de ces annexes a été revue pour une meilleure lisibilité.

12.2 Informations sur les opérations de location**12.2.1 Opérations de location en tant que bailleur****Principes comptables**

Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement.

Contrats de location-financement

Un contrat de location-financement se définit comme un contrat de location qui a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent.

La norme IFRS 16 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui permettent, individuellement ou collectivement, de distinguer un contrat de location-financement d'un contrat de location simple :

- le contrat de location transfère la propriété du bien sous-jacent au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
- le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter le bien sous-jacent à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option devient exerçable pour que, dès le commencement du contrat de location, le preneur ait la certitude raisonnable d'exercer l'option ;
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique du bien sous-jacent même s'il n'y a pas transfert de propriété ;
- au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements de loyer s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur du bien sous-jacent ;
- les biens loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans leur apporter de modifications majeures.

La norme IFRS 16 donne également trois indicateurs de situations qui, individuellement ou collectivement, peuvent conduire à un classement en location-financement :

- si le preneur peut résilier le contrat de location, les pertes subies par le bailleur, relatives à la résiliation, sont à la charge du preneur ;
- les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ;
- le preneur a la faculté de prolonger la location moyennant un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

À la date de début du contrat, les biens objets d'un contrat de location-financement sont comptabilisés au bilan du bailleur sous forme d'une créance d'un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location. L'investissement net correspond à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de loyer à recevoir, du locataire, augmentés de toute valeur résiduelle non garantie du bien sous-jacent revenant au bailleur. Les loyers retenus pour l'évaluation de l'investissement net comprennent plus spécifiquement les paiements fixes déduction faite des avantages incitatifs à la location à payer et les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux.

Conformément à la norme IFRS 16, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat. Dans ce cas un nouveau plan d'amortissement est établi et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations éventuelles au titre du risque de contrepartie des créances relatives aux opérations de location-financement sont déterminées conformément à IFRS 9 et selon la même méthode que pour les actifs financiers au coût amorti (note 4.1.10). Leur incidence sur le compte de résultat figure en Coût du risque de crédit.

Les revenus des contrats de location-financement sont retenus comme des produits financiers comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». Ces produits financiers sont reconnus sur la base du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égal :

- l'investissement net ; et
- la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux constitués des coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

Contrats de location simple

Un contrat qui n'est pas qualifié de contrat de location-financement est un contrat de location simple.

Les actifs donnés en location simple sont présentés parmi les immobilisations corporelles et incorporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers et parmi les immeubles de placement lorsqu'il s'agit d'immeubles. Les loyers issus des contrats de location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du bail au poste « Produits et charges des autres activités ».

Produits des contrats de location-bailleur

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	0	0
Paielements de loyers variables non inclus dans l'évaluation de l'investissement net	0	0
Plus ou moins-values de cession sur biens donnés en location-financement	0	0
Produits de location-financement	0	0
Produits de location	910	853
Paielements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux	0	0
Produits de location simple	910	853

Échéancier des créances de location-financement

En milliers d'euros	31/12/2025							31/12/2024						
	Durée résiduelle							Durée résiduelle						
	< 1 an	1 an < 2 ans	2 ans < 3 ans	3 ans < 4 ans	4 ans < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 an < 2 ans	2 ans < 3 ans	3 ans < 4 ans	4 ans < 5 ans	> 5 ans	Total
Contrats de location financement														
Paielements de loyers non actualisés (Investissement brut)	126 963	103 181	79 516	59 976	30 216	9 095	408 947	110 500	92 724	70 823	46 267	27 180	8 491	355 985
Paielements de loyers actualisés (Investissement net)	126 890	103 122	79 471	59 942	30 199	9 090	408 714	110 430	92 666	70 779	46 238	27 163	8 486	355 762
Dont montant actualisé de la valeur résiduelle non garantie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits financiers non acquis	73	59	45	34	17	5	233	70	58	44	29	17	5	223
Contrats de location simple	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Paielements de loyers	878	814	301	130	130	0	2 253	849	777	693	684	0	0	3 003

12.2.2 Opérations de location en tant que preneur

Principes comptables

IFRS 16 s'applique aux contrats qui, quelle que soit leur dénomination juridique, répondent à la définition d'un contrat de location telle qu'établie par la norme. Celle-ci implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif déterminé. Le contrôle est établi lorsque le preneur détient tout au long de la durée d'utilisation les deux droits suivants :

- le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien ;
- le droit de décider de l'utilisation du bien.

L'existence d'un actif identifié est notamment conditionnée par l'absence, pour le bailleur, de droits substantiels de substitution du bien loué, cette condition étant appréciée au regard des faits et circonstances existant au commencement du contrat. La faculté pour le bailleur de substituer librement le bien loué confère au contrat un caractère non-locatif, son objet étant alors la mise à disposition d'une capacité et non d'un actif.

L'actif peut être constitué d'une portion d'un actif plus large, tel qu'un étage au sein d'un immeuble. Au contraire, une partie d'un bien qui n'est pas physiquement distinct au sein d'un ensemble sans localisation prédéfinie, ne constitue pas un actif identifié.

La norme IFRS 16 impose au locataire, à l'exception de certaines exemptions prévues par la norme, la comptabilisation au bilan des contrats de location sous la forme d'un droit d'utilisation de l'actif loué présenté, à l'actif parmi les immobilisations, et d'un passif locatif présenté parmi les passifs divers.

En date de comptabilisation initiale, aucun impôt différé n'est constaté dans la mesure où la valeur de l'actif est égale à celle du passif. Les différences temporelles nettes ultérieures résultant des variations des montants comptabilisés au titre du droit d'utilisation et du passif locatif entraînent la constatation d'un impôt différé.

Le passif locatif est évalué en date de prise d'effet du contrat de location à la valeur actualisée des paiements dus au bailleur sur la durée du contrat de location et qui n'ont pas encore été versés.

Ces paiements incluent les loyers fixes ou fixes en substance, les loyers variables basés sur un indice ou un taux retenu sur la base du dernier indice ou taux en vigueur, les éventuelles garanties de valeur résiduelle ainsi que le cas échéant toute somme à régler au bailleur au titre des options dont l'exercice est raisonnablement certain.

Sont exclus des paiements locatifs pris en compte pour déterminer le passif locatif, les paiements variables non basés sur un indice ou un taux, les taxes telle que la TVA, que celle-ci soit récupérable ou non, et la taxe d'habitation.

Le droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif en date de prise d'effet du contrat de location pour une valeur égale au montant du passif locatif à cette date, ajusté des paiements versés au bailleur avant ou à cette date et ainsi non pris en compte dans l'évaluation du passif locatif, sous déduction des avantages incitatifs reçus. Le cas échéant ce montant est ajusté des coûts directs initiaux engagés par le preneur et d'une estimation des coûts de démantèlement et de remise en état dans la mesure où les termes et les conditions du contrat de location l'exigent, que la sortie de ressource soit probable et puisse être déterminée de manière suffisamment fiable.

Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et le passif locatif actuariellement sur la durée du contrat de location en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal des preneurs à mi-vie du contrat.

Le montant du passif locatif est ultérieurement réajusté pour tenir compte des variations d'indices ou de taux sur lesquels sont indexés les loyers. Cet ajustement ayant pour contrepartie le droit d'utilisation, n'a pas d'effet sur le compte de résultat.

Pour les entités faisant partie du mécanisme de solidarité financier qui centralisent leurs refinancements auprès de la Trésorerie Groupe, ce taux est déterminé au niveau du Groupe et ajusté, le cas échéant, dans la devise applicable au preneur.

La durée de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent à laquelle s'ajoutent, le cas échéant, les périodes couvertes par des options de prolongation dont le preneur juge son exercice raisonnablement certain et les périodes couvertes par des options de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Pour les baux commerciaux français dits « 3/6/9 », la durée retenue est en général de 9 ans. L'appréciation du caractère raisonnablement certain de l'exercice ou non des options portant sur la durée du contrat est réalisée en tenant compte de la stratégie de gestion immobilière des établissements du Groupe.

À l'issue du bail, le contrat n'est plus exécutoire, preneur et bailleur ayant chacun le droit de le résilier sans la permission de l'autre partie et en ne s'exposant qu'à une pénalité négligeable.

Les contrats non renouvelés ni résiliés à ce terme, dits « en tacite prolongation » sont considérés avoir une durée résiduelle de neuf mois, correspondant à la période en cours à laquelle s'ajoute la période de préavis de résiliation.

La durée des contrats non renouvelés ni résiliés à ce terme, dits « en tacite prolongation » est déterminée sur la base d'un jugement d'expert quant aux perspectives de détention de ces contrats et à défaut en l'absence d'information *ad hoc*, sur un horizon raisonnable de 3 ans.

Pour les contrats reconnus au bilan, la charge relative au passif locatif figure en marge d'intérêt au sein du produit net bancaire alors que la charge d'amortissement du droit d'utilisation est comptabilisée en dotations aux amortissements des immobilisations au sein du résultat brut d'exploitation.

Les contrats de location non reconnus au bilan, ainsi que les paiements variables exclus de la détermination du passif locatif sont présentés en charges de la période parmi les charges générales d'exploitation.

Effets au compte de résultat des contrats de location-preneur

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Charge d'intérêt sur passifs locatifs	- 931	- 936
Dotation aux amortissements au titre de droits d'utilisation	- 17 212	- 22 811
Paielements locatifs variables non pris en compte dans l'évaluation des passifs locatifs	0	0
CHARGES DE LOCATION RELATIVES AUX CONTRATS DE LOCATION RECONNUS AU BILAN	- 18 143	- 23 747

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Charges de location au titre des contrats de courte durée	- 7	- 358
Charges de location portant sur des actifs de faibles valeurs	- 921	- 936
CHARGES DE LOCATION RELATIVES AUX CONTRATS DE LOCATION NON RECONNUS AU BILAN	- 928	- 1 294

Échéancier des passifs locatifs

En milliers d'euros	31/12/2025					31/12/2024				
	Montants des paiements futurs non actualisés					Montants des paiements futurs non actualisés				
	< 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total	< 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Passifs locatifs	10 583	10 256	45 719	8 594	75 152	9 241	8 340	46 274	8 045	71 900

Engagements sur contrats de location non encore reconnus au bilan

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Montants des paiements futurs non actualisés				Montants des paiements futurs non actualisés			
	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Contrats de location dont les biens sous-jacents ne sont pas encore mis à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0

Les paiements minimaux futurs portant sur des contrats pour lesquels le Groupe est engagé mais dont les biens sous-jacents ne sont pas encore mis à disposition, ne sont pas reconnus au bilan suivant IFRS 16 avant leur date de mise à disposition. Le tableau ci-dessous présente les paiements minimaux attendus sur ces contrats.

Produits tirés de contrats de location reconnus au bilan

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits de sous-location - location simple	74	72
Produits de sous-location - location-financement	0	0

Lorsque le Groupe est amené à sous-louer tout ou partie d'un bien lui-même pris en location, le contrat de sous-location est analysé en substance à l'instar de l'approche retenue par les bailleurs.

Les produits relatifs à de tels contrats sont présentés de manière identique à l'approche retenue par le bailleur : en produits des autres activités pour les contrats qualifiés de location simple et en produits d'intérêts pour les contrats qualifiés de location-financement.

Résultat des transactions de cession bail
En milliers d'euros
Exercice 2025
Exercice 2024

Profits (ou pertes) résultant de transactions de cession bail	0	0
---	---	---

12.3 Transactions avec les parties liées

Les parties liées au Groupe sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence et BPCE.

12.3.1 Transactions avec les sociétés consolidées

Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation sauf exceptions (cf. 3.3.2).

Dans ces conditions, figurent dans les transactions avec les parties liées les opérations réciproques avec :

- l'organe central BPCE ;
- les coentreprises qui sont mises en équivalence ;
- les entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence (entreprises associées).

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025				31/12/2024			
	Société mère	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Co-entreprises et autres parties liées	Entreprises associées	Société mère	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Co-entreprises et autres parties liées	Entreprises associées
Crédits	3 569 885			148 030	4 315 269			238 668
Autres actifs financiers	1 341 744			16 261	1 186 443			0
Autres actifs	181 359			0	313			0
Total des actifs avec les entités liées	5 092 988			164 291	5 502 025			238 668
Dettes	7 274 268			128 908	5 808 628			22 191
Autres passifs financiers								
Autres passifs								
Total des passifs envers les entités liées	7 274 268			128 908	5 808 628			22 191
Intérêts, produits et charges assimilés	- 111 414			9 464	- 103 962			10 790
Commissions	- 25 087			16 288	- 7 570			0
Résultat net sur opérations financières	65 101			1 028	54 970			0
Produits nets des autres activités								
Total du PNB réalisé avec les entités liées	- 71 400			26 780	- 56 562			10 790
Engagements donnés								
Engagements reçus	112 000			107 793	28 029			0
Engagements sur instruments financiers à terme								
Total des engagements avec les entités liées	112 000			107 793	28 029	0	0	0

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée en note 14 « Périmètre de consolidation ».

12.4 Partenariats et entreprises associées

Principes comptables

Voir note 3

12.4.1 Participations dans les entreprises mises en équivalence

12.4.1.1 Partenariats et autres entreprises associées

Les principales participations du Groupe mises en équivalence concernent les coentreprises et les entreprises associées suivantes :

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
ACLEDA BANK Plc	188 316	196 172
BCEL Public	12 977	7 644
Banque Calédonienne d'Investissement	194 500	190 802
SOCREDO Banque Polynésienne	44 800	43 287
Autres	0	0
Sociétés financières	440 593	437 904
Aurora	0	0
Autres	1	1
Sociétés non financières	1	1
TOTAL DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	440 594	437 905

12.4.1.2 Données financières des principaux partenariats et entreprises associées

Les données financières résumées des coentreprises et/ou des entreprises sous influence notable significatives sont les suivantes, elles sont établies sur la base des dernières données disponibles publiées par les entités concernées :

En milliers d'euros	Entreprises associées		
	Banque Calédonienne d'Investissement (BCI)	ACLEDA BANK Plc	SOCREDO Banque Polynésienne
DIVIDENDES REÇUS	0	2 419	346
PRINCIPAUX AGRÉGATS	0	0	0
Total actif	3 351 068	9 140 834	3 426 461
Total dettes	2 961 286	7 734 976	3 058 131
Compte de résultat	0	0	0
PNB	76 244	648 445	98 081
Résultat d'exploitation	9 011	171 731	25 209
Impôt sur le résultat	- 654	- 36 829	- 8 427
Résultat net	8 337	134 902	12 799
RAPPROCHEMENT AVEC LA VALEUR AU BILAN DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE			
Capitaux propres des entreprises mises en équivalence	389 781	1 405 857	368 330
Pourcentage de détention	0	0	0
VALEUR DES PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE	194 500	170 490	55 250
Écarts d'acquisition	0	17 826	0
Autres	0	0	- 10 450
VALEUR DES PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE	194 500	188 316	44 800

Les données financières résumées pour les coentreprises et les entreprises sous influence notable non significatives au 31 décembre 2025 sont les suivantes :

Au 31 décembre 2025

<i>En milliers d'euros</i>	Coentreprises	Entreprises associées
Valeur comptable des participations mises en équivalence	0	12 978
Montant global des quotes parts dans :		
Résultat net (A)	0	4 025
Dont activités abandonnées	0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (B)	0	- 15 248
Résultat global (A) + (B)	0	- 11 222

Les données financières résumées pour les coentreprises et les entreprises sous influence notable non significatives au 31 décembre 2024 sont les suivantes :

Au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Coentreprises	Entreprises associées
Valeur comptable des participations mises en équivalence	0	7 645
Montant global des quotes parts dans :		
Résultat net (A)	0	1 722
Dont activités abandonnées		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (B)	0	- 13 720
Résultat global (A) + (B)	0	- 11 998

12.4.1.3 Nature et étendue des restrictions importantes

Le groupe BRED Banque Populaire n'a pas été confronté à des restrictions importantes associées aux intérêts détenus dans les entreprises associées et coentreprises.

12.4.2 Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
ACLEDA BANK Plc	16 177	15 495
BCEL Public	4 025	1 722
Banque Calédonienne d'Investissement	4 160	- 2 131
SOCREDO Banque Polynésienne	1 859	1 970
Autres		
Sociétés financières	26 222	17 056
Autres		0
Sociétés non financières	0	0
QUOTE-PART DANS LE RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	26 222	17 056

12.5 Intérêts dans les entités structurées non consolidées

12.5.1 Nature des intérêts dans les entités structurées non consolidées

Une entité structurée non consolidée est une entité structurée qui n'est pas contrôlée et donc pas comptabilisée selon la méthode de l'intégration globale. En conséquence, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée qui ont le caractère d'entité structurée relèvent du périmètre de cette annexe.

Il en est de même des entités structurées contrôlées et non consolidées pour des raisons de seuils.

Sont concernées toutes les entités structurées dans lesquelles le groupe BRED Banque Populaire détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- originateur / structureur / arrangeur ;
- agent placeur ;
- gestionnaire ; ou
- tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération (exemple : octroi de financements, de garanties ou de dérivés structurants, investisseur fiscal, investisseur significatif, etc.).

Au cas particulier de la gestion d'actifs, les investissements dans des structures de capital-investissement / risque ou des fonds immobiliers sont présentés sauf caractère non significatif pour le Groupe BRED Banque Populaire.

Un intérêt dans une entité correspond à toute forme de lien contractuel ou non contractuel exposant le Groupe BRED Banque Populaire à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créances, ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou des dérivés structurés.

Le Groupe BRED Banque Populaire restitue dans la note 14.3 l'ensemble des opérations enregistrées à son bilan au titre des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées retenues dans le périmètre ci-avant.

Les entités structurées avec lesquelles le Groupe est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités mises en œuvre dans l'activité de gestion d'actif, les véhicules de titrisation, les entités créées dans le cadre d'un financement structuré et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

Gestion d'actifs

La gestion d'actifs financiers (aussi appelée gestion de portefeuille ou *Asset Management*) consiste à gérer des capitaux ou des fonds confiés par des investisseurs en investissant dans les actions, les obligations, les SICAV de trésorerie, les *hedge funds* etc.

L'activité de gestion d'actifs qui fait appel à des entités structurées est représentée par la gestion collective ou gestion de fonds. Elle regroupe plus spécifiquement les organismes de placement collectif au sens du Code monétaire et financier (autres que les structures de titrisation) ainsi que les organismes équivalents de droit étranger. Il s'agit en particulier d'entités de type OPCVM, fonds immobiliers et fonds de capital investissement.

Titrisation

Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacents et de les scinder en différents niveaux de subordination (tranches) en vue, le plus souvent, de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.

Les formes de titrisation rencontrées et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- les opérations par lesquelles le Groupe (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme « cash » ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuilles d'actifs ;
- les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances (FCC) des actifs d'une entreprise tierce. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de « notes » de faible maturité (billets de trésorerie ou *commercial paper*).

Financements (d'actifs) structurés

Le financement structuré désigne l'ensemble des activités et produits mis en place pour apporter des financements aux acteurs économiques tout en réduisant le risque grâce à l'utilisation de structures complexes. Il s'agit de financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aéronautiques, maritimes ou terrestres, télécommunication...), d'actifs immobiliers et d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO).

Le Groupe peut être amené à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique pour le compte d'un client. Il s'agit d'organisation contractuelle et structurelle. Les spécificités de ces financements se rattachent à la gestion des risques, avec le recours à des notions telles que le recours limité ou la renonciation à recours, la subordination conventionnelle et/ou structurelle et l'utilisation de véhicules juridiques dédiés appelés en particulier à porter un contrat unique de crédit-bail représentatif du financement accordé.

Autres activités

Il s'agit d'un ensemble regroupant le restant des activités.

12.5.2 Nature des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées

Les actifs et passifs comptabilisés dans les différents postes du bilan du Groupe au titre des intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées contribuent à la détermination des risques associés à ces entités.

Les valeurs recensées à ce titre à l'actif du bilan, complétées des engagements de financement et de garantie donnés sous déduction des engagements de garantie reçus et des provisions enregistrées au passif, sont retenues pour apprécier l'exposition maximale au risque de perte. Il est à noter que l'exposition maximale au risque de perte ne prend pas en compte les passifs financiers à la juste valeur par résultat. Cette exposition se limite, dans le cas particulier des instruments dérivés optionnels, aux ventes d'options.

Le poste « notionnel des dérivés » correspond au notionnel des ventes d'options vis-à-vis des entités structurées.

Les données sont présentées ci-dessous, agrégées sur la base de leur typologie d'activité.

Au 31 décembre 2025

Hors placements des activités d'assurance

En milliers d'euros

	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	2 116 643	3 597	13 527
Instruments dérivés de transaction	0	0	3 597	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0	1 705 637	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	411 006	0	0
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres hors transaction	0	0	0	13 527
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0
Actifs financiers au coût amorti	0	67 968	780 920	0
Actifs divers	0	0	0	0
Total actif	0	2 184 611	784 517	13 527
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0
Provisions	0	0	0	0
Total passif	0	0	0	0
Engagements de financement donnés	0	99 698	594 224	0
Engagements de garantie donnés	0	0	235 021	0
Garantie reçues	0	0	0	0
Notionnel des dérivés	0	0	0	0
Exposition maximale au risque de perte	0	99 698	829 245	0

Placements des activités d'assurance

En milliers d'euros

	Titrisation	Gestion d'actifs	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	1 705 637	0
Instruments dérivés de transaction			
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)		1 705 637	
Instruments financiers classés en juste valeur sur option			
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances			
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance			
Actifs divers			
Total actif	0	1 705 637	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions			
Total passif			
Engagements de financement donnés			
Engagements de garantie donnés			
Garantie reçues			
Notionnel des dérivés			
Exposition maximale au risque de perte	0	0	0

En milliers d'euros

	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Taille des entités structurées	0	136 007 264	1 613 762	1 437 589

Au 31 décembre 2024

Hors placements des activités d'assurance

En milliers d'euros

	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	445 644	4 460	0
Instruments dérivés de transaction			4 460	
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique		445 644		
Instruments financiers classés en juste valeur sur option				
Instruments de capitaux propres hors transaction				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres				16 530
Actifs financiers au coût amorti		34 892	625 144	
Actifs divers				
Total actif	0	480 536	629 604	16 530
Passifs financiers à la juste valeur par résultat				
Provisions				
Total passif				
Engagements de financement donnés		87 745	404 444	
Engagements de garantie donnés			241 667	
Garantie reçues				
Notionnel des dérivés				
Exposition maximale au risque de perte		87 745	646 111	0

Placements des activités d'assurance

En milliers d'euros

	Titrisation	Gestion d'actifs	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	2 516 345	0
Instruments dérivés de transaction			
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)		2 516 345	
Instruments financiers classés en juste valeur sur option			
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances			
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance			
Actifs divers			
Total actif	0	2 516 345	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions			
Total passif			
Engagements de financement donnés			
Engagements de garantie donnés			
Garantie reçues			
Notionnel des dérivés			
Exposition maximale au risque de perte	0	0	0

En milliers d'euros

	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Taille des entités structurées	0	193 522 306	1 275 715	1 069 466

Le critère de la taille retenu varie en fonction de l'activité des entités structurées :

- titrisation, le montant total des émissions au passif des entités ;
- gestion d'actifs, l'actif net des organismes de placement collectif (autre que titrisation) ;
- financements structurés, le montant total des encours de financement restant dû par les entités à l'ensemble des banques ;
- autres activités, le total bilan.

Au cours de la période, le Groupe n'a pas accordé de soutien financier aux entités structurées non consolidées dans lesquelles il détient des intérêts.

12.5.3 Revenus et valeur comptable des actifs transférés dans les entités structurées non consolidées sponsorisées

Une entité structurée est sponsorisée par une entité du Groupe lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

- elle est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;
- elle contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes.

Lorsque le rôle de l'entité du Groupe se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, l'entité structurée est présumée ne pas être sponsorisée.

Le groupe BRED Banque Populaire n'est pas sponsor d'entités structurées.

12.6 Implantations par pays

Le groupe BRED Banque Populaire n'est pas tenu de présenter cette information qui est présente dans le rapport de BPCE.

12.7 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires comptabilisés au titre des missions réalisées par les Commissaires aux comptes relevant du même réseau que les Commissaires aux comptes responsables du contrôle des comptes de BRED Banque Populaire sont pour les exercices 2024 et 2025 :

Montants (en milliers d'euros)	KPMG				DELOITTE				TOTAL			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Missions de certification des comptes ⁽¹⁾	1 414	1 369	85,8 %	85,2 %	1 014	755	80,7 %	63,8 %	2 428	2 124	83,6 %	76,1 %
• Émetteur	457	333			488	316			945	649		
• Filiales intégrés globalement	957	1 036			526	439			1 483	1 475		
Services autres que la certification des comptes	233	238	14,2 %	14,8 %	242	428	19,3 %	36,2 %	475	666	16,4 %	23,9 %
• Émetteur	142	176			227	414			369	590		
• Filiales intégrés globalement	91	62			15	14			106	76		
TOTAL	1 647	1 607	100,0 %	100,0 %	1 256	1 183	100,0 %	100,0 %	2 904	2 790	100,0 %	100,0 %
Variation (en %)	2,52 %				6,20 %				4,08 %			

(1) Y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du Commissaires aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes.

La hausse des honoraires de certification des comptes en 2025 provient essentiellement d'un transfert entre les services autres que la certification des comptes et la partie certification sur les charges liées aux travaux sur le rapport CSRD entre 2024 et 2025.

La hausse de la charge de Deloitte provient de travaux liés à l'intégration de la filiale Madagascar.

Les montants portent sur les prestations figurant dans le compte de résultat de l'exercice y compris notamment la TVA non récupérable.

Note 13 Modalités d'élaboration des données comparatives

Non applicable en 2025 pour le groupe BRED Banque Populaire.

Note 14 Détail du périmètre de consolidation

14.1 Opérations de titrisation

Principes comptables

La titrisation est un montage financier qui permet à une entité d'améliorer la liquidité de son bilan. Techniquement, des actifs sélectionnés en fonction de la qualité de leurs garanties sont regroupés dans une société *ad hoc* qui en fait l'acquisition en se finançant par l'émission de titres souscrits par des investisseurs.

Les entités spécifiques créées dans ce cadre sont consolidées lorsque le Groupe en a le contrôle. Le contrôle est apprécié au regard des critères de la norme IFRS 10 et rappelé en 3.2.1.

Opérations de titrisation internes au groupe BRED Banque Populaire

En millions d'euros	Nature des actifs	Date de création	Échéance prévue	Nominal à l'origine	Solde au 31/12/2025
ELIDE 2017_1	Prêts immobiliers résidentiels	02/02/2017	déc-37	1 842	250
ELIDE 2017_2	Prêts immobiliers résidentiels	27/04/2017	oct-41	1 051	215
ELIDE 2018	Prêts immobiliers résidentiels	29/05/2018	sept-46	1 390	420
ELIDE 2021	Prêts immobiliers résidentiels	25/03/2021	mars-49	2 920	1 585
ELIDE 2022	Prêts immobiliers résidentiels	24/11/2022	nov-50	2 500	1 722
ELIDE 2024	Prêts immobiliers résidentiels	23/05/2024	janv-52	2 000	1 703
ELIDE 2025	Prêts immobiliers résidentiels	23/07/2025	mars-53	1 850	1 754
Sous-total Elide				13 553	7 649

14.2 OPCVM garantis

Les OPCVM garantis sont des fonds dont l'objectif est d'atteindre, à l'expiration d'une période donnée, un montant déterminé par application mécanique d'une formule de calcul prédéfinie, reposant sur des indicateurs de marchés financiers, et de distribuer le cas échéant des revenus déterminés de façon identique. L'objectif de gestion de ces fonds est garanti par un établissement de crédit.

L'analyse de l'économie d'ensemble de ces structures au regard des critères définis par la norme IFRS 10 permet de démontrer que le Groupe ne détient pas le pouvoir sur les activités pertinentes (la latitude de gestion étant limitée) et n'est pas exposé aux rendements variables (un dispositif robuste de suivi des risques ayant été mis en place) et ne consolide donc pas ces structures.

14.3 Autres intérêts dans les filiales et entités structurées consolidées

Le groupe BRED Banque Populaire n'a accordé aucun soutien financier à des entités structurées consolidées.

14.4 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025

Les entités dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Pour les entités répondant à la définition d'entités du secteur financier du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (dit « CRR »), les seuils de consolidation comptable sont alignés, à compter du 31 décembre 2017, sur ceux retenus pour le périmètre de consolidation prudentielle. L'article 19 du CRR fait référence à un seuil de 10 millions d'euros de total bilan et de hors bilan. Pour les entités du secteur non financier, le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées. Selon le principe de la significativité ascendante, toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.

Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par le Groupe, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part du Groupe dans l'actif net de la société détenue.

	Nationalité	% de contrôle	% d'intérêt
Consolidation par intégration globale			
Société mère			
BRED Banque Populaire - 18, quai de la Rapée - 75012 Paris	F		
Entreprises à caractère financier - Établissements de crédit			
Banque Franco Lao - 11 Lane Xang avenue - Hatsady Village - Chantabouly District Ventiana Capital - Lao Pdr - Laos	E	70,00	70,00
BCI Mer Rouge - Avenue Mahamoud HAID, Plateau de Marabou - BP 2122 - Djibouti	E	51,00	51,00
BIC BRED - 18, quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	100,00
BIC BRED Suisse - Boulevard du théâtre 8, 1204 Genève - Suisse	E	100,00	100,00
BRED Bank Fidji Ltd - Tapoo city Building 5th Floor- Suva - Fiji Islands	E	90,00	90,00
BRED Bank Cambodge - 30 Norodom bld, SANGRAT PHSAR THMEY 3 KHAN DAUN PENH Phnom Penh - Cambodge	E	100,00	100,00
BRED Cofilease - 18, quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	100,00
BRED Gestion - 18, quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	100,00
BRED Vanuatu Lini Highway - PMB 9 088 Port Vila - République du Vanuatu	E	85,00	85,00
EPBF - 181, Chaussée de la Hulpe - 1170 Bruxelles - Belgique	E	100,00	100,00
SBE - Immeuble Village 1- 33 Place Ronde - 92800 Puteaux La Défense	F	90,00	50,00
Socama BRED - 18, quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	5,81
Sofider - 3 rue Labourdonnais - 97400 Saint-Denis de La Réunion	F	100,00	100,00
BRED Salomon Island - Kukum Highway Plaza - PO Box 1639 Honiara - Solomon Islands	E	85,00	85,00
BRED Madagasikara Banque Populaire - 14, rue général Rabehevitra -101 Antananarivo - Madagascar	E	70,00	70,00
Établissements financiers autres qu'établissements de crédit			
Cofibred - 18 quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	100,00
NJR Invest - 181, Chaussée de la Hulpe - 1170 Bruxelles - Belgique	E	100,00	100,00
Promepar Asset Management - 18, quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	100,00
Soredom - 12 bd du général de Gaulle - 97200 Fort-de-France	F	100,00	100,00
Autres entreprises à caractère financier			
Adaxtra Capital - 18, quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	100,00
BRED IT - 44, Smooth Life Tower 20th and 21th Floor, North Sathorn Road, Silom Sub District, Bang Rak District, Bangkok - Thaïlande	E	100,00	100,00
Cofeg - 18, quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	100,00
FCC Elide - 41, avenue de l'opéra - 75002 Paris	F	100,00	100,00
Foncière du Vanuatu - 1st Floor Kumul Highway- Port Vila - République du Vanuatu	E	100,00	100,00
IRR Invest - 181, Chaussée de la Hulpe - Boîte 10 - 1170 Bruxelles - Belgique	E	100,00	100,00
Perspectives Entreprises - 18, quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	100,00
Prepar Courtage - 33 place Ronde Imm village 1 Quartier Valmy CS 90241, 92981 Paris La Défense Cedex	F	100,00	100,00
SPIG - 18, quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	100,00
Ingépar - Imm - village 1 Quartier Valmy - 33 Place Ronde CS 40245, 92981 Paris La Défense Cedex	F	100,00	100,00
Entreprises non financières - Assurances			
Prepar Iard - Imm village 1- Quartier Valmy 33 Place Ronde CS 90241, 92981 Paris La Défense Cedex	F	100,00	100,00
Prepar-Vie - Imm. Village 1 - Quartier Valmy 33 Place Ronde CS 90241, 92981 Paris La Défense Cedex	F	99,98	99,98
Autres entreprises non financières			
FRP II SAS - 18 quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	100,00
FRP V SAS - 18 quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	100,00
FRP VI SAS - 18 quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	100,00
FRP VII SAS - 18 quai de la Rapée - 75012 Paris	F	100,00	100,00
FONCIERE HÉROUVILLE SAS - 18 quai de la Rapée - 75012 PARIS	F	100,00	100,00
HEROUVILLE 14 - 18 quai de la Rapée - 75012 PARIS	F	100,00	100,00
Consolidation par mise en équivalence			
Établissements de crédit			
ACLEDA - 61 Preah Monivong Blvd - Kahn Daun Penh - Phnom Penh - Cambodge	E	12,13	12,13
BCEL - 1, Pangkam street - Bang Xiengnheun, Vientiane, Laos	E	10,00	10,00
BCI - 54, avenue de la Victoire BP K 5 - 98849 Noumea	F	49,90	49,90
Socredo - 115, rue Dumont d'Urville - BP 130 - 98713 Papeete - Tahiti - Polynésie	F	15,00	15,00

14.5 Entreprises non consolidées au 31 décembre 2025

Le règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2016-09 du 2 décembre 2016 impose aux sociétés qui établissent leurs comptes consolidés selon les normes internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne la publication d'informations complémentaires relatives aux entreprises non incluses dans leur périmètre de consolidation ainsi qu'aux titres de participation présentant un caractère significatif.

Les entreprises non consolidées sont constituées :

- d'une part, des participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation et ;
- d'autre part, des entreprises exclues de la consolidation en raison de leur intérêt non significatif.

Les principales participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation sont les suivantes, avec pour chacune, l'indication de la part de capital détenue par le Groupe, directement et indirectement :

Sociétés	Implan- tation ⁽¹⁾	Part de capital détenue	Motif de non consolidation ⁽²⁾	Montant des capitaux propres ⁽³⁾ (en milliers d'euros)	Montant du résultat ⁽³⁾ (en milliers d'euros)
BP Développement	France	2,16 %	Absence de contrôle	247 848	- 13 317
BPCE	France	4,95 %	Absence de contrôle	20 180 384	947 644
SISAL	France	17,03 %	Absence de contrôle	- 380	- 244
VINCEM	France	17,16 %	Absence de contrôle	49 241	13 014
I2F PF	Polynésie Française	18,50 %	Absence de contrôle	1 371	1 276
Access Banque Madagascar (ABM)	Madagascar	24,72 %	Absence de contrôle	17 412	4 487

(1) Pays d'implantation.

(2) Absence de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable (hors périmètre : H.P.), régime d'avantage postérieur à l'emploi ou régime d'avantage à long terme du personnel exclu du scope d'IFRS 10 (Pers.), participation acquise en vue d'une cession ultérieure à brève échéance classée en actif détenu en vue de la vente (IFRS 5), etc.

(3) Montant des capitaux propres et du résultat du dernier exercice connu à la date de clôture et selon le référentiel comptable applicable en fonction du pays d'implantation.

Les entreprises exclues du périmètre de consolidation en raison de leur caractère non significatif sont les suivantes, avec pour chacune l'indication de la part de capital détenue par le Groupe, directement et indirectement :

Sociétés	Implantation ⁽¹⁾	Part de capital détenue	Motif de non consolidation ⁽²⁾
I2F Nouvelle Calédonie NOUMEA	NOUVELLE CALEDONIE	34,00 %	Entité non significative
COFIBRED 6	SUISSE	100,00 %	Entité non significative
BRD (Cambodia) Ltd	CAMBODGE	100,00 %	Entité non significative
BRD Laos	LAOS	99,96 %	Entité non significative
EURL Labourdonnais	FRANCE	100,00 %	Entité non significative
Iliade I	BELGIQUE	99,84 %	Entité non significative
Bay Dvpt Ltd	VANUATU	100,00 %	Entité non significative
ATLANTIQ	FRANCE	25,48 %	Entité non significative
Ingeparticipation 1	FRANCE	100,00 %	Entité non significative
Ingeparticipation 2	FRANCE	100,00 %	Entité non significative

(1) Pays d'implantation.

(2) Absence de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable (hors périmètre : H.P.), non significativité (N.S.), régime d'avantage postérieur à l'emploi ou régime d'avantage à long terme du personnel exclu du scope d'IFRS 10 (Pers.), participation acquise en vue d'une cession ultérieure à brève échéance classée en actif détenu en vue de la vente (IFRS 5), etc.

5.7 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux sociétaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BRED Banque Populaire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit – Dépréciation des prêts et créances (statuts 1, 2 et 3)

Risque identifié

Le groupe BRED Banque Populaire est exposé aux risques de crédit. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.

Conformément au volet « dépréciation » de la norme IFRS 9, le groupe BRED Banque Populaire constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques de pertes attendues (encours en statuts 1 et 2) ou avérées (encours en statut 3).

Les règles de dépréciation pour risques au titre des pertes attendues imposent la constitution d'un premier statut de dépréciation matérialisant une perte attendue à 1 an dès l'origination d'un nouvel actif financier classé au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres et sur les engagements hors-bilan; et d'un second statut matérialisant une perte attendue à maturité, en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détermination de ces pertes de crédit attendues requiert l'exercice de jugement notamment pour déterminer :

- les critères de dégradation significative du risque de crédit;
- les mesures de pertes attendues sur la base des probabilités de défaut (PD) et des pertes en cas de défaut (LGD);
- les modalités de prise en compte des projections macro-économiques à la fois dans les critères de dégradation et dans la mesure de pertes attendues.

Ces éléments de paramétrage sont intégrés à différents modèles développés par l'organe central pour chaque typologie de portefeuille de crédits afin de déterminer le montant des pertes de crédits attendues que votre Groupe comptabilise dans ses comptes consolidés.

Ces dépréciations pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par le groupe BRED Banque Populaire.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré (statut 3) font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations et provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations et provisions pour les encours en statuts 1 et 2, que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en statut 3.

Le stock de dépréciations sur les encours de crédits et assimilés s'élève à 1 224 M€ dont 371 M€ au titre des encours S1/S2 et 853 M€ au titre du S3.

Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à - 194,9 M€, contre -195,5 M€ au 31 décembre 2024.

Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 5.5.3 et 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Notre réponse

Dépréciation des encours de crédits en statuts 1 et 2 :

Les dépréciations des encours de crédits en statuts 1 et 2 sont déterminées sur les bases des modèles et des outils déployés par BPCE. De ce fait, les procédures d'audit sur ces aspects sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.

Nos travaux ont principalement consisté :

- à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties;
- en une revue critique des travaux mis en œuvre à notre demande par les auditeurs de l'organe central qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
- se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des règles IFRS 9;
- ont apprécié le caractère approprié des modèles, paramètres et des hypothèses macroéconomiques utilisés pour les calculs des dépréciations;
- ont effectué des contre-calculs sur les principales typologies d'encours de crédits;
- ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés au titre des données spécifiques visant à traiter l'information relative à IFRS 9;
- ont réalisé des contrôles portant sur l'outil mis à disposition par le Groupe BPCE afin d'évaluer les incidences en pertes de crédits attendues de l'application de dégradations sectorielles.

Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans le groupe BRED Banque Populaire. A ce titre, nous avons (i) procédé à l'appréciation des critères d'identification par le groupe des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique actuel, (ii) effectué une revue critique des provisions ainsi estimées.

Dépréciation des encours de crédit en statut 3

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions classées en statut 3, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses; du processus de revue de crédit; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de dépréciations et provisions.

Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations communiquées dans les notes afférentes de l'annexe aux comptes consolidés.

Valorisation des titres BPCE

Risque identifié

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

La valeur des titres de l'organe central, classés en titres à la juste valeur par OCI non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Leur valorisation est principalement fondée sur les prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model) déterminées à partir des plans d'affaires des principales filiales. Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques tels que le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme et le taux de rémunération des fonds propres.

L'actif net réévalué de BPCE intègre également les actifs incorporels détenus par BPCE, qui font l'objet d'un exercice de valorisation périodique par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure prévisionnelles de l'organe central.

Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie définie par la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur ».

Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE S.A. constitue un point clé de l'audit en raison :

- de la classification de cet instrument financier en niveau 3 de juste valeur ;
- de la significativité de cette estimation comptable dans les comptes consolidés du Groupe BRED Banque Populaire.

La juste valeur des titres BPCE dans les comptes consolidés s'élève à 1 125 M€ au 31 décembre 2025. Pour plus de détail sur les principes comptables, se référer à la note 10 de l'annexe.

Notre réponse

Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit relatives à ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.

Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit mise en œuvre et procédons à une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font également appel à l'expertise de leurs équipes d'experts en évaluation.

Les travaux menés ont consisté principalement en :

- une prise de connaissance des modalités de valorisation selon l'approche en actif net réévalué tel que présentée ci-contre ;
- la comparaison du résultat de cette approche avec celle issue d'une analyse de comparables boursiers sur la base des données concernant les banques françaises cotées.

Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations communiquées dans les notes afférentes de l'annexe aux comptes consolidés.

Valorisation des instruments financiers de niveau 2 et 3 au sens d'IFRS 13

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les autres titres ou instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers comptabilisés au bilan pour leur juste valeur. La contrepartie de la réévaluation au bilan en date d'arrêté de ces instruments financiers est comptabilisée en résultat ou en contrepartie des capitaux propres en fonction de leur catégorie comptable. Par ailleurs, le groupe BRED Banque Populaire peut être amené à mettre en place des opérations de couverture au moyen de différents instruments financiers.</p> <p>Nous avons considéré que la valorisation des instruments dérivés ainsi que la valorisation des titres non cotés, constituaient un point clé de l'audit compte tenu de l'importance du jugement dans leur valorisation, qui porte notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'utilisation de modèles de valorisation internes - développés par BRED Banque Populaire ou le groupe BPCE ; • la détermination de paramètres de valorisation non nécessairement observables sur le marché pour les instruments financiers à terme, ou de paramètres de type taux d'actualisation, taux de croissance long terme pour les titres non cotés ; • la prise en compte de trajectoires financières ; • l'estimation des ajustements de valorisation permettant de tenir compte des risques de contrepartie ou de liquidité ou des risques liés à l'activité par exemple ; • la réalisation des tests d'efficacité des relations de couverture. 	<p>Nous avons évalué les processus et les contrôles mis en place par le Groupe pour identifier et valoriser les instruments financiers, notamment la gouvernance des modèles de valorisation et le contrôle des résultats comptabilisés sur ces opérations.</p> <p>En lien avec nos spécialistes de la modélisation du risque et des techniques quantitatives, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réalisé des valorisations indépendantes sur un échantillon d'instruments dérivés et analysé les écarts éventuels ; • analysé les processus internes d'identification et de validation des principaux ajustements de valeur appliqués sur les instruments financiers et leurs évolutions dans le temps. Nos analyses ont notamment porté sur la gouvernance et les méthodologies retenues sur les réserves de marché et les ajustements de valeur ; • analysé les processus internes et modalités de documentation des relations de couverture et réalisé des tests indépendants sur une sélection de relations de couverture.

Les modalités de détermination de la juste valeur des instruments financiers sont décrites dans la note 10 de l'annexe ainsi que dans la note 10.1 qui présente la ventilation de la juste valeur des actifs et passifs, selon la complexité des modèles de valorisation utilisés.

5.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de BRED Banque Populaire par l'assemblée générale du 21 mai 1999 pour le cabinet KPMG SA et du 31 mai 2023 pour le cabinet Deloitte & Associés, compte tenu des acquisitions ou fusions de cabinets intervenues depuis ces dates.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG Audit SA était dans la 27ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 3ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- l'identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 23 avril 2026

Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Sophie Meddouri

Deloitte & Associés
Charlotte Vandeputte

CHAPITRE

6.

Comptes individuels annuels

6.1	Compte de résultat	490	6.3	Annexe aux comptes individuels	492
6.2	Bilan et hors bilan	490	6.4	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes individuels annuels	530

6.1 Compte de résultat

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	3.1	3 087 826	3 514 270
Intérêts et charges assimilés	3.1	- 2 761 047	- 3 482 343
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2	0	0
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2	0	0
Revenus des titres à revenu variable	3.3	174 508	49 846
Commissions (produits)	3.4	670 612	650 383
Commissions (charges)	3.4	- 159 307	- 153 941
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3.5	514 693	646 082
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.6	33 430	- 38 485
Autres produits d'exploitation bancaire	3.7	164 802	140 878
Autres charges d'exploitation bancaire	3.7	- 172 830	- 144 760
PRODUIT NET BANCAIRE		1 552 687	1 181 930
Charges générales d'exploitation	3.8	- 722 497	- 693 694
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		- 32 891	- 33 349
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		797 299	454 887
Coût du risque	3.9	- 153 883	- 165 278
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		643 416	289 608
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3.10	0	- 36 145
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		643 416	253 464
Résultat exceptionnel	3.11	0	0
Impôt sur les bénéfices	3.12	- 153 162	- 55 603
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
RÉSULTAT NET		490 254	197 861

6.2 Bilan et hors bilan

Actif

En milliers d'euros	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisses, banques centrales		23 830 572	10 290 382
Effets publics et valeurs assimilées	4.3	20 718 031	20 561 025
Créances sur les établissements de crédit	4.1	9 026 715	8 775 867
Opérations avec la clientèle	4.2	35 670 552	32 915 316
Obligations et autres titres à revenu fixe	4.3	13 628 748	11 264 595
Actions et autres titres à revenu variable	4.3	8 049 741	9 018 693
Participations et autres titres détenus à long terme	4.4	1 252 176	1 220 968
Parts dans les entreprises liées	4.4	1 109 278	1 125 845
Opérations de crédit-bail et de locations simples	4.5	0	0
Immobilisations incorporelles	4.6	30 275	27 949
Immobilisations corporelles	4.6	181 553	184 248
Autres actifs	4.8	3 099 319	3 011 039
Comptes de régularisation	4.9	881 551	1 602 899
TOTAL DE L'ACTIF		117 478 511	99 998 826

Hors bilan

En milliers d'euros	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés			
Engagements de financement	5.1	7 390 077	6 374 631
Engagements de garantie	5.1	4 110 174	3 721 228
Engagements sur titres		4 680 378	5 641 430

Passif

En milliers d'euros	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	4.1	29 951 277	23 042 663
Opérations avec la clientèle	4.2	70 548 336	59 841 062
Dettes représentées par un titre	4.7	8 488 078	7 950 358
Autres passifs	4.8	1 275 179	1 486 514
Comptes de régularisation	4.9	1 008 104	1 917 528
Provisions	4.10	349 964	362 674
Dettes subordonnées	4.11	0	226
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	4.12	212 908	212 908
Capitaux propres hors FRBG	4.13	5 644 665	5 184 893
Capital souscrit		1 988 587	1 962 341
Primes d'émission		7 101	7 101
Réserves		3 046 716	2 907 583
Écart de réévaluation		0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement		7	7
Report à nouveau		112 000	110 000
Résultat de l'exercice (+/-)		490 254	197 861
TOTAL DU PASSIF		117 478 511	99 998 826

Hors bilan

En milliers d'euros	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements reçus			
Engagements de financement	5.1	5 730 547	4 536 964
Engagements de garantie	5.1	5 054 656	4 627 230
Engagements sur titres		2 476 847	3 320 029

6.3 Annexe aux comptes individuels

Note 1	Cadre général	492	Note 4	Informations sur le bilan	502
Note 2	Principes et méthodes comptables généraux	494	Note 5	Informations sur le hors bilan et opérations assimilées	524
Note 3	Informations sur le compte de résultat	495	Note 6	Autres informations	528

Note 1 Cadre général

1.1 Événements significatifs

Augmentation de capital de BRED Banque Populaire

BRED Banque Populaire a porté en décembre 2025 son capital social à 1 988 587 092,70 euros à la fois par augmentation de capital en numéraire et par incorporation de réserves.

Les souscriptions en numéraire se sont élevées à 15 094 925,44 euros. L'incorporation de réserves a été de 11 150 955,66 euros.

Le capital social est divisé en cent quatre-vingt-cinq millions huit-cent quarante-neuf mille deux-cent soixante-et-une (185 849 261) parts sociales de valeur nominale de dix euros et soixante-dix centimes (10,70 euros) chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

1.2 Le groupe BPCE et le mécanisme de garantie

Le groupe BPCE ⁽¹⁾, dont fait partie BRED Banque Populaire comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du Groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont

pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et Conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de Groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du Groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE sont organisés autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, le pôle Solutions & Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions & garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le groupe Oney) et Assurances et les Autres Réseaux ;
- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking).

(1) L'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE 7, promenade Germaine Sablon - 75013 Paris ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE. L'organe central est enregistré au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 493455042.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du Groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du Groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du Groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du Groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Épargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 211 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Épargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du Groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu.

1.3 Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture.

Note 2 Principes et méthodes comptables généraux

2.1 Méthodes d'évaluation, présentation des comptes individuels et date de clôture

Les comptes individuels annuels de BRED Banque Populaire sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 février 2026. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 27 mai 2026.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2.2 Changements de méthodes comptables

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire a supprimé la notion de transfert de charges. Cette suppression n'a pas d'impact sur les comptes individuels de l'établissement.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2025 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3 Principes comptables généraux

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

2.4 Principes applicables aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) relèvent de l'arrêté du 27 octobre 2015.

Pour les fonds de garantie des mécanismes espèces, cautions et titres, le montant cumulé des contributions versées par l'établissement BRED Banque Populaire représente 50,1 millions d'euros. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 15 millions euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 50,8 millions d'euros.

Le fonds de résolution a été constitué en 2015 en application de la Directive 2014/59/UE dite BRRD (*Bank Recovery and Resolution Directive*) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et du règlement européen 806/2014 (règlement MRU). À compter de 2016, il devient Fonds de résolution unique (FRU) constitué entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique) dédié à la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la Directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2024. La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Des contributions pourront toutefois être appelées à l'avenir en fonction notamment de l'évolution des dépôts couverts et de l'utilisation éventuelle du fonds. La part des EPI correspond à 15 % des appels de fonds garantis par des dépôts espèces jusqu'en 2022 et 22,5 % pour la contribution 2023. Ces dépôts sont rémunérés au taux applicable aux acteurs de marché concernés, c'est-à-dire à €ster - 20 bp depuis le 1^{er} mai 2023. Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 34,3 millions d'euros au 31 décembre 2025. Il est comptabilisé à l'actif du bilan sur la ligne « Autres actifs » et ne fait pas l'objet de dépréciations au 31 décembre 2025. Les engagements au titre des EPI ne font pas l'objet de provision au passif. En effet, les conditions d'utilisation des ressources du FRU, et donc d'appel des engagements de paiement irrévocables, sont strictement encadrées par la réglementation. Ces ressources ne peuvent être appelées qu'en cas de retrait d'agrément ou de de procédure de résolution d'un établissement et après une intervention à hauteur d'un minimum de 8 % du total des passifs par les actionnaires et les détenteurs d'instruments de fonds propres pertinents et d'autres engagements utilisables au titre du renflouement interne. De plus, la contribution du FRU ne doit pas excéder 5 % du total des passifs de l'établissement soumis à une procédure de résolution. BRED Banque Populaire ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour que BRED Banque Populaire intervienne en zone euro, ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Note 3 Informations sur le compte de résultat

3.1 Intérêts, produits et charges assimilés

Principes comptables

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

Les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB ;
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. BRED Banque Populaire considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

En milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit ⁽¹⁾	667 826	- 940 481	- 272 655	802 234	- 1 222 292	- 420 058
Opérations avec la clientèle	983 649	- 1 237 634	- 253 985	967 186	- 1 607 021	- 639 835
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 425 011	- 582 932	842 079	1 730 785	- 653 030	1 077 755
Dettes subordonnées	11 340	0	11 340	14 065	0	14 065
Autres	0	0	0	0	0	0
TOTAL	3 087 826	- 2 761 047	326 779	3 514 270	- 3 482 343	31 927

(1) Dont 145,42 millions d'euros en charges et 31,73 millions d'euros en produits au titre des opérations de macrocouverture.

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi que les LEP.

La reprise de la provision épargne logement s'élève à 9,2 millions d'euros pour l'exercice 2025, contre une reprise de 2,2 millions d'euros pour l'exercice 2024.

3.2 Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations assimilées

Non applicable.

3.3 Revenus des titres à revenu variable

Principes comptables

Les revenus des titres à revenu variable comprennent les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable, de participations, d'autres titres détenus à long terme et de parts dans les entreprises liées.

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Actions et autres titres à revenu variable	4 111	6 379
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	170 396	43 467
TOTAL	174 508	49 846

En 2025, BRED Banque Populaire a perçu 114,8 millions d'euros de dividendes non récurrents de Cofibred.

3.4 Commissions

Principes comptables

Les commissions assimilables par nature à des intérêts sont comptabilisées en intérêts, produits et charges assimilés (note 3.1).

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

En milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	4 066	- 953	3 113	6 632	- 236	6 396
Opérations avec la clientèle	179 963	0	179 963	175 827	0	175 827
Opérations sur titres	15 662	0	15 662	12 477	0	12 477
Moyens de paiement	267 790	- 128 701	139 089	269 177	- 128 278	140 899
Opérations de change	991	- 151	840	1 010	- 79	931
Engagements hors bilan	69 508	- 8 236	61 272	58 741	- 9 343	49 398
Prestations de services financiers	120 462	- 21 266	99 196	117 392	- 16 005	101 387
Activités de conseil	0	0	0	0	0	0
Autres commissions	12 170	0	12 170	9 127	0	9 127
TOTAL	670 612	- 159 307	511 305	650 383	- 153 941	496 442

3.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

Principes comptables

Les gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation regroupent :

- les gains ou pertes des opérations de bilan et de hors bilan sur titres de transaction ;
- les gains ou pertes dégagés sur les opérations de change à terme sec, résultant des achats et ventes de devises et de l'évaluation périodique des opérations en devises et des métaux précieux ;
- les gains ou pertes provenant des opérations sur des instruments financiers à terme, notamment de taux d'intérêt, de cours de change et d'indices boursiers, que ces instruments soient fermes ou conditionnels, y compris lorsqu'il s'agit d'opérations de couverture d'opérations des portefeuilles de négociation.

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Titres de transaction	1 837 985	1 283 464
Opérations de change	175 587	53 158
Instruments financiers à terme	- 1 498 879	- 690 540
TOTAL	514 693	646 082

3.6 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

Principes comptables

Ce poste correspond aux gains ou pertes sur opérations des portefeuilles sur titres de placement et sur titres de l'activité de portefeuille, issu de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

En milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations	68 652	0	68 652	- 1 686	0	- 1 686
Dotations	- 37 892	0	- 37 892	- 52 837	0	- 52 837
Reprises	106 544	0	106 544	51 151	0	51 151
Résultat de cession	- 35 222	0	- 35 222	- 36 799	0	- 36 799
Autres éléments	0	0	0	0	0	0
TOTAL	33 430	0	33 430	- 38 485	0	- 38 485

3.7 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Principes comptables

Les autres produits et charges d'exploitation bancaire recouvrent notamment la quote-part réalisée sur opérations faites en commun, les refacturations des charges et produits bancaires, les produits et charges des opérations des activités immobilières et des prestations de services informatiques.

Figurent également à ce poste les charges et produits sur les activités de crédit-bail et/ou de location simple non exercées à titre principal et dont les immobilisations figurent à l'actif au poste d'immobilisations corporelles.

Ces produits et charges comprennent notamment :

- les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou encore en location simple ;
- les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations concernées.

Depuis 2025, suite à la suppression de la technique de transfert de charges par le règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les charges précédemment transférées sont présentées directement en déduction des charges d'origine.

En milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun	13 103	0	13 103	11 107	0	11 107
Refacturations de charges et produits bancaires ⁽¹⁾	2 185	- 20 333	- 18 148	- 22	- 20 064	- 20 086
Activités immobilières	0	0	0	0	0	0
Prestations de services informatiques	0	0	0	0	0	0
Autres activités diverses	146 038	- 148 209	- 2 171	120 403	- 118 401	2 002
Autres produits et charges accessoires	3 476	- 4 288	- 812	9 390	- 6 295	3 095
TOTAL	164 802	- 172 830	- 8 028	140 878	- 144 760	- 3 882

(1) Les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) sont présentées en PNB.

Refacturations de charges et produits bancaires

Depuis l'exercice 2021, les refacturations des missions Groupe restent présentées en frais de gestion. Le montant des cotisations en PNB s'élève à 20,3 millions d'euros en 2025 et le montant des cotisations en charges d'exploitation s'élève à 37,7 millions d'euros en 2025 contre 33,4 millions d'euros en 2024.

3.8 Charges générales d'exploitation**Principes comptables**

Les charges générales d'exploitation comprennent les frais de personnel dont les salaires et traitements, la participation et l'intéressement des salariés, les charges sociales, les impôts et taxes afférents aux frais de personnel. Sont également enregistrés les autres frais administratifs dont les autres impôts et taxes et la rémunération des services extérieurs.

Depuis 2025, suite à la suppression de la technique de transfert de charges par le règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les charges précédemment transférées sont présentées directement en déduction des charges d'origine.

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Frais de personnel		
Salaires et traitements	- 236 377	- 244 583
Charges de retraite et assimilées	- 57 971	- 53 009
Autres charges sociales	- 75 997	- 76 571
Intéressement des salariés	- 22 676	- 20 902
Participation des salariés	- 47 571	- 43 118
Impôts et taxes liés aux rémunérations	- 36 015	- 29 029
Total des frais de personnel	- 476 607	- 467 212
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	- 28 477	- 11 556
Autres charges générales d'exploitation	- 217 413	- 214 926
Total des autres charges d'exploitation	- 245 890	- 226 482
TOTAL ⁽¹⁾	- 722 497	- 693 694

(1) Le transfert de charge a bien été opéré. Il reste un montant non significatif à transférer en 2026.

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est de 3 867 salariés : soit 2 724 cadres et 1 142 non-cadres.

3.9 Coût du risque

Principes comptables

Le poste coût du risque comporte uniquement le coût lié au risque de crédit (ou risque de contrepartie). Le risque de crédit est l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de la contrepartie sur les engagements qu'elle a souscrits. Le terme « contrepartie » désigne toute entité juridique bénéficiaire d'un crédit ou d'un engagement par signature d'un instrument financier à terme ou émetteur d'un titre de créance.

Le coût du risque de crédit est évalué lorsque la créance est qualifiée de douteuse c'est-à-dire quand le risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Le risque de crédit est également évalué quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (cf. notes 4.1 et 4.2.1).

Le coût de risque de crédit se compose donc de l'ensemble des dotations et reprises de dépréciations de créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement (en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur), les provisions sur engagements hors bilan (hors instruments financiers de hors bilan) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Toutefois, sont classées aux postes Intérêts et produits assimilés et Autres produits d'exploitation bancaire du compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables ou récupérations de créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses dont le provisionnement est obligatoire. Pour les titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille et pour les instruments financiers à terme, le coût du risque de contrepartie est porté directement aux postes enregistrant les gains et les pertes sur ces portefeuilles, sauf en cas de risque de défaillance avéré de la contrepartie où cette composante peut être effectivement isolée et où les mouvements de provision sur risque de contrepartie sont alors inscrits au poste Coût du risque.

En milliers d'euros	Exercice 2025					Exercice 2024				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupération sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupération sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Clientèle	- 267 891	133 471	- 13 931	701	- 147 650	- 173 807	90 182	- 5 497	318	- 88 804
Titres et débiteurs divers	- 45	58	0	0	13	- 1	798	0	0	797
Provisions										
Engagements hors bilan	- 2 729	1 621	0	0	- 1 108	- 4 982	3 264	0	0	- 1 718
Provisions pour risque clientèle	- 24 775	19 469	0	0	- 5 306	- 98 130	22 173	0	0	- 75 957
Autres	0	168	0	0	168	0	404	0	0	404
TOTAL	- 295 440	154 787	- 13 931	701	- 153 883	- 276 920	116 821	- 5 497	318	- 165 278
<i>Dont :</i>										
• Reprises de dépréciations devenues sans objet		154 787					116 821			
• Reprises de dépréciations utilisées		66 839					61 224			
Total reprises :		221 626					178 045			
• Pertes couvertes par des provisions		- 66 839					- 61 224			
TOTAL REPRISES NETTES		154 787					116 821			

3.10 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Principes comptables

Les gains ou pertes sur actifs immobilisés comprennent :

- les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ;
- les gains ou pertes des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme, sur parts dans les entreprises liées et sur titres d'investissement, issus de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

En milliers d'euros	Exercice 2025				Exercice 2024			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations					- 18 985	0	0	- 18 985
Dotations	0	0	0	0	- 36 379	0	0	- 36 379
Reprises	36 379	0	0	36 379	17 394	0	0	17 394
Résultat de cession	- 36 379	0	0	- 36 379	- 17 397	262	- 24	- 17 159
TOTAL	0	0	0	0	- 36 382	262	- 24	- 36 145

3.11 Résultat exceptionnel

Principes comptables

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

Aucun résultat exceptionnel n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2025.

3.12 Impôt sur les bénéfices

Principes comptables

Les réseaux Caisses d'Épargne et Banques Populaires ont décidé depuis l'exercice 2009 de bénéficier des dispositions de l'article 91 de la Loi de finances rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à partir de 95 %).

BRED Banque Populaire, a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés exigible au titre de l'exercice.

Elle comprend également les dotations/reprises de provision pour impôts sur les financements fiscaux et l'impôt constaté d'avance au titre des crédits d'impôts reçus pour la rémunération des prêts à taux zéro.

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %, transposées en droit français par la loi de finances pour 2024 sont désormais applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. BPCE, en tant qu'entité mère ultime de l'ensemble du groupe BPCE sera l'entité redevable de cette imposition complémentaire. Au regard des dispositions légales et conventionnelles à date, BRED Banque Populaire n'est pas assujettie à cette imposition complémentaire qui sera néanmoins à la charge du groupe BPCE.

A noter toutefois les cas particuliers des juridictions où sont établies des entités dont la réglementation fiscale locale prévoit le paiement auprès de l'administration fiscale de l'éventuelle top-up tax due au titre de cette juridiction. Dans un tel cas, l'entité pourrait être amenée à acquitter, et donc comptabiliser, l'imposition complémentaire au titre de cette juridiction (législation fiscale toujours en cours d'adoption).

Détail des impôts sur le résultat 2025

BRED Banque Populaire est membre du groupe d'intégration fiscale constitué par BPCE.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de Groupe, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

En milliers d'euros

Bases imposables aux taux de	25,00 %	19,00 %	15,00 %	Total
Au titre du résultat courant	371 738	0	0	
Au titre du résultat exceptionnel	0	0	0	
	371 738	0	0	
Imputations des déficits	0	0	0	
Bases imposables	371 738	0	0	
Impôt correspondant	- 92 935	0	0	- 92 935
- contributions 3,3 %				- 3 042
- surtaxe IS 41,2 % acquittée				- 35 496
+ déductions au titre des crédits d'impôts ⁽¹⁾				29 047
Impôt liquidé				- 102 425
Impôt des territoires outre-mer				- 309
Rétrocessions nettes des filiales intégrées au sous-groupe BRED Banque Populaire				12 959
Charges dividendes étrangers ouvrant droit au crédit d'impôt				- 18 420
Rétrocessions aux entités de défiscalisation				- 44 525
Divers				- 442
CHARGES D'IMPOT				- 153 162

(1) La créance liée au crédit d'impôt PTZ imputée dans le cadre de la liquidation s'élève à 13,4 millions d'euros.

La loi de finances pour l'année 2026, adoptée le 2 février 2026, reconduit pour ladite année la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises, dont le taux est fonction du niveau de chiffres d'affaires de l'entreprise. L'assiette de cette contribution est définie comme étant la moyenne de l'impôt sur les bénéfices dû au titre des exercices 2025 et 2026.

Conformément aux principes retenus par le règlement ANC n° 2025-02 du 4 avril 2025, cette contribution sera comptabilisée exclusivement dans les comptes de l'exercice 2026 pour lequel elle est due. La quote-part de cette contribution fondée sur le montant de l'impôt sur les bénéfices 2025 s'élève à 19,1 M€. Cette quote-part est estimée sur la base du niveau de chiffres d'affaires, qui est supérieur à 3milliards d'euros et d'un taux de contribution exceptionnelle de 41,2 %.

La loi de finances pour 2025 a instauré une Contribution Exceptionnelle sur les Bénéfices des Grandes Entreprises (surtaxe IS) dont l'assiette correspond à la moyenne de l'impôt sur les bénéfices dus au titre des exercices 2025 et 2024. La loi de finances pour 2026 n'ayant pas été adoptée à ce stade, seules les contributions instaurées par la loi de finances pour 2025 ont été constatées dans le cadre de cet arrêté.

3.13 Variations du Fonds pour risques bancaires généraux

Le FRBG s'élève au 31 décembre 2025 à 110 millions d'euros.

Note 4 Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques.

4.1 Opérations interbancaires**Principes comptables**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins et six mois au moins pour les créances sur les collectivités territoriales en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n° 575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

| Actif

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Créances à vue	659 427	952 978
Comptes ordinaires	659 427	951 184
Comptes et prêts au jour le jour	0	1 794
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour	0	0
Valeurs non imputées	1 101	1 674
Créances à terme	8 286 201	7 726 528
Comptes et prêts à terme	7 736 701	7 059 782
Prêts subordonnés et participatifs	0	0
Valeurs et titres reçus en pension à terme	549 500	666 746
Créances rattachées	79 986	94 687
Créances douteuses	1	1
<i>Dont créances douteuses compromises</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
Dépréciations des créances interbancaires	- 1	- 1
<i>Dont dépréciation sur créances douteuses compromises</i>	<i>- 1</i>	<i>- 1</i>
TOTAL	9 026 715	8 775 867

Au 31 décembre 2025, les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 126,73 millions d'euros à vue et 4 362,61 millions d'euros à terme.

La centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations de la collecte du Livret A et du LDD représente 2 364,67 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 2 227,42 millions d'euros au 31 décembre 2024, qui sont présentés en déduction du passif en note 4.2.

Les créances sur les établissements de crédit éligibles au refinancement de la Banque Centrale du ou des pays où l'établissement est installé ou au Système européen de Banque Centrale sont nulles au 31 décembre 2025.

| Passif

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dettes à vue	2 827 252	2 382 809
Comptes ordinaires créditeurs	1 091 420	882 703
Comptes et emprunts au jour le jour	1 735 832	1 500 106
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour	0	0
Autres sommes dues	4 890	12 928
Dettes à terme	27 018 726	20 554 486
Comptes et emprunts à terme	21 558 471	15 758 332
Valeurs et titres donnés en pension à terme	5 460 255	4 796 154
Dettes rattachées	100 409	92 440
TOTAL	29 951 277	23 042 663

Au 31 décembre 2025, les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 8,98 millions d'euros à vue et 6 792,48 millions d'euros à terme.

Au 31 décembre 2024, les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 9,27 millions d'euros à vue et 5 301,18 millions d'euros à terme.

4.2 Opérations avec la clientèle

4.2.1 Opérations avec la clientèle

Principes comptables

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Prêts garantis par l'État

Le prêt garanti par l'État (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du ministre de l'Économie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi. Le dispositif a pris fin au 30 juin 2022.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'État.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'État couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la échéance de son terme. La garantie de l'État pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'État sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du ministre de l'Économie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se

voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Concernant la garantie de l'État, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'État est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Le PGE Résilience, ouvert au 6 avril 2022, est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine. Le plafond autorisé est de 15 % du chiffre d'affaires (CA) moyen des trois derniers exercices comptables. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15 % du CA, ce PGE complémentaire Résilience prend la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à six ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a pris fin au 31 décembre 2023.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins et six mois au moins pour les créances sur les collectivités territoriales en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n° 575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les encours classés en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation – ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat de son taux d'intérêt effectif et, pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- taux de perte en cas de défaut ;
- probabilités de défaut jusqu'à la maturité du contrat.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans :

- le scénario central utilisé par le Groupe est celui validé en juin 2025. Il correspond aux prévisions du consensus sur les principales variables économiques ayant un impact sur le calcul des pertes de crédit attendues ;

- un scénario pessimiste, avec une réalisation plus dégradée des variables macro-économiques, correspondant à une variante moins violente du scénario ICAAP « Guerres Commerciales et exacerbation des protectionnismes » ;
- un scénario optimiste, correspondant à une réalisation plus favorable des variables macro-économiques définies dans le cadre du scénario central.

La définition et la revue de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction générale. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité Watchlist et provisions du Groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

Des provisions complémentaires ont été comptabilisées par BRED Banque Populaire pour couvrir les risques spécifiques de ses portefeuilles, en complément des provisions décrites ci-avant et calculées par les outils du groupe BPCE. Ces provisions concernent principalement les secteurs des professionnels de l'immobilier, du BTP, du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de l'agro-alimentaire et du commerce-distribution spécialisé. À la suite du passage du cyclone Chido à Mayotte, BRED Banque Populaire a également constitué une provision sectorielle pour couvrir ses expositions.

Actif

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	1 836 268	1 346 295
Créances commerciales	156 010	202 077
Autres concours à la clientèle	32 345 255	30 199 570
Crédits à l'exportation	0	1 043
Crédits de trésorerie et de consommation	9 324 570	8 763 461
Crédits à l'équipement	10 474 791	9 867 401
Crédits à l'habitat	7 927 126	8 188 461
Autres crédits à la clientèle	443 639	473 140
Valeurs et titres reçus en pension	4 162 808	2 893 792
Prêts subordonnés	12 322	12 272
Autres	0	0
Créances rattachées	290 810	274 062
Créances douteuses	1 662 528	1 445 164
Dépréciations des créances sur la clientèle	- 620 320	- 551 852
TOTAL	35 670 552	32 915 316

Les créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la Banque Centrale ou au Système européen de Banque Centrale s'élèvent à 4 818,03 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 5 457,30 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Les Prêts Garantis par l'État (PGE) s'élèvent à 266,26 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 622,92 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Dettes vis-à-vis de la clientèle
Passif

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Comptes d'épargne à régime spécial	8 055 365	7 733 117
Livret A	2 464 996	2 351 358
PEL / CEL	1 527 777	1 585 555
Autres comptes d'épargne à régime spécial	4 062 592	3 796 204
Créance sur le fonds d'épargne ⁽¹⁾	- 2 364 671	- 2 227 422
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle ⁽²⁾	64 549 576	53 991 061
Dépôts de garantie	100 127	85 889
Autres sommes dues	86 389	77 623
Dettes rattachées	121 550	180 793
TOTAL	70 548 336	59 841 062

(1) Conformément au règlement ANC n° 2020-10, la créance de centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial au passif.

(2) Détail des comptes et emprunts auprès de la clientèle.

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	32 244 112	0	32 244 112	25 376 799	0	25 376 799
Emprunts auprès de la clientèle financière	10 353 298	3 807 699	14 160 997	10 101 990	3 816 221	13 918 211
Valeurs et titres donnés en pension livrée	0	1 942 355	1 942 355	0	2 326 910	2 326 910
Autres comptes et emprunts	0	16 202 112	16 202 112	0	12 369 142	12 369 142
TOTAL	42 597 410	21 952 166	64 549 576	35 478 788	18 512 273	53 991 061

4.2.2 Répartition des encours de crédit par agent économique

En milliers d'euros	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Société non financières	19 955 788	1 100 562	- 441 374	585 265	- 536
Entrepreneurs individuels	1 102 444	103 158	- 33 062	43 177	- 64
Particuliers	8 255 603	453 393	- 142 046	152 165	- 11
Administrations privées	84 049	5 414	- 3 838	3 425	- 1
Administrations publiques et Sécurité Sociale	446 835	0	0	0	0
Autres	608 496	1	0	0	0
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2025	30 453 214	1 662 528	- 620 320	784 032	- 612
Total au 31 décembre 2024	29 115 940	1 445 164	- 551 852	725 992	- 437 124

4.3 Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable

4.3.1 Portefeuille titres

Principes comptables

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.

Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

Titres de transaction

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

À la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM (Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) et de FCP (Fonds Communs de Placement), les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Titres de l'activité de portefeuille

L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

À la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

En milliers d'euros	31/12/2025					31/12/2024				
	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total
Effets publics et valeurs assimilées	1 680 601	18 896 973	140 457	0	20 718 031	1 829 544	18 591 023	140 458	0	20 561 025
Valeurs brutes	1 679 838	18 893 415	140 011	0	20 713 264	1 829 038	18 626 832	140 012	0	20 595 882
Créances rattachées	763	51 870	446	0	53 079	506	36 223	446	0	37 175
Dépréciations	0	-48 312	0	0	-48 312	0	-72 032	0	0	-72 032
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 135 787	12 448 126	44 835	0	13 628 748	1 196 225	10 068 370	0	0	11 264 595
Valeurs brutes	1 135 787	12 400 089	44 418	0	13 580 294	1 196 225	10 036 823	0	0	11 233 048
Créances rattachées	0	71 076	417	0	71 493	0	61 604	0	0	61 604
Dépréciations	0	-23 039	0	0	-23 039	0	-30 057	0	0	-30 057
Actions et autres titres à revenu variable	7 677 506	372 235	0	0	8 049 741	8 681 219	337 474	0	0	9 018 693
Montants bruts	7 677 506	420 675	0	0	8 098 181	8 681 219	425 624	0	0	9 106 843
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépréciations	0	-48 440	0	0	-48 440	0	-88 150	0	0	-88 150
TOTAL	10 493 895	31 717 334	185 292	0	42 396 521	11 706 989	28 996 867	140 458	0	40 844 314

Au 31 décembre 2025, les effets publics et valeurs assimilées, le montant des créances représentatives des titres prêtés s'élèvent à 14 616,23 millions d'euros contre 13 478,50 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Les plus-values latentes de l'ensemble des titres de placement s'élèvent à 274,17 millions d'euros et les moins-values latentes de l'ensemble des titres de placement à 113,06 millions d'euros.

Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe (en valeur nette)

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés	900 529	7 396 284	184 429	8 481 242	1 180 516	7 097 751	140 012	8 418 279
Titres non cotés	907 051	8 803 639	0	9 710 690	802 064	7 099 272	0	7 901 336
Titres prêtés	1 009 741	15 045 250	0	16 054 991	1 043 695	14 395 949	0	15 439 644
Créances douteuses	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	98 993	863	99 856	0	65 915	446	66 361
TOTAL	2 817 321	31 344 166	185 292	34 346 779	3 026 275	28 658 887	140 458	31 825 620
Dont titres subordonnés	2 515	1 036	0	3 551	9 477	37	0	9 514

Sur cette catégorie de titres de placements, les titres en moins-value font l'objet d'une dépréciation.

Au 31 décembre 2025, les moins-values latentes s'élèvent à 69,09 millions d'euros, contre 220,41 millions d'euros au 31 décembre 2024, tandis que les plus-values latentes non comptabilisées s'établissent à 165,41 millions d'euros, contre 35,45 millions d'euros un an plus tôt.

Les titres classés en investissements représentent 184,43 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Les obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élèvent à 920,13 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre 768,24 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Actions et autres titres à revenu variable (en valeur nette)

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Titres cotés	7 673 240	0	0	7 673 240	8 660 715	66 348	0	8 727 063
Titres non cotés	4 267	372 234	0	376 501	20 504	271 126	0	291 630
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	7 677 507	372 234	0	8 049 741	8 681 219	337 474	0	9 018 693

Au 31 décembre 2025, les actions et autres titres à revenu variable incluent 329,58 millions d'euros d'OPCVM contre 325,98 millions d'euros d'OPCVM au 31 décembre 2024.

Sur cette catégorie de titres de placements, les titres en moins-value font l'objet d'une dépréciation.

Au 31 décembre 2025, les moins-values latentes s'élèvent à 43,98 millions d'euros, contre 88,14 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Pour cette même catégorie de titres, les plus-values latentes non comptabilisées s'établissent à 108,76 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre 120,11 millions d'euros au 31 décembre 2024.

4.3.2 Évolution des titres d'investissement

En milliers d'euros	31/12/2024	Achats	Cessions	Rembour- sements	Conversion	Décotes/ surcotes	Autres variations	31/12/2025
Effets publics	140 012	0	0	0	0	0	0	140 012
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	44 418	0	0	0	0	0	44 418
TOTAL	140 012	44 418	0	0	0	0	0	184 430

En 2025, BRED Banque Populaire a augmenté son stock de titres d'investissement de 44,42 millions.

4.3.3 Reclassements d'actifs

Principes comptables

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

Le règlement autorise les établissements à céder tout ou partie des titres reclassés dans la catégorie des « titres d'investissement » dès lors que sont vérifiées les deux conditions suivantes :

- le reclassement a été motivé par une situation exceptionnelle nécessitant un changement de stratégie ;
- le marché est redevenu actif pour ces titres.

Par ailleurs, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sauf exception sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis. Dans ce cas, la cession de ces titres n'est autorisée que dans des cas très limités.

Reclassement en raison de l'illiquidité des marchés (CRC n° 2008-17 remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC))

BRED Banque Populaire n'a réalisé aucun reclassement d'actif en application des dispositions du règlement susmentionné afférent aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

4.4 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

Principes comptables**Titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

À la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

4.4.1 Évolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

En milliers d'euros	31/12/2024	Variation	31/12/2025
Valeurs brutes	2 398 768	- 23 580	2 375 187
Participations et autres titres détenus à long terme	1 272 922	- 7 013	1 265 909
Parts dans les entreprises liées	1 125 845	- 16 567	1 109 278
Dépréciations	- 51 954	38 221	- 13 733
Participations et autres titres à long terme	- 51 954	38 221	- 13 733
Parts dans les entreprises liées	0	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES NETTES	2 346 814	14 641	2 361 454

Les titres BPCE SA dont la valeur nette comptable au 31 décembre 2025 s'élève à 999,1 M€ représentent l'essentiel du poste.

On trouve, parmi les autres titres détenus à long terme, les certificats d'associé au fonds de garantie des dépôts pour un montant de 31,07 millions d'euros.

La valeur des titres de l'organe central a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques jugés raisonnables. Les contraintes prudentielles applicables aux activités concernées ont notamment été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

Ces valorisations sont fondées sur la notion de valeur d'utilité. En conséquence, elles prennent en compte la situation spécifique de BRED Banque Populaire, l'appartenance de ces participations au groupe BPCE et leur intégration au sein du mécanisme de solidarité, leur intérêt stratégique pour BRED Banque Populaire et le fait qu'elles sont détenues dans un objectif de long terme.

Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques fondés sur une vision de détention et d'appartenance au Groupe à long terme et non sur des paramètres de valorisation à leurs bornes.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE et les charges de structure de l'organe central.

Au 31 décembre 2025, la valeur nette comptable s'élève à 999,1 millions d'euros pour les titres BPCE.

6.

4.4.2 Tableau des filiales et participations

Filiales et participations <i>En milliers d'euros</i>	Capital	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant (hors résultat de l'année)	Quote- part du capital détenue <i>(en %)</i>	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI	Montants des cautions et avals donnés par la société	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication										
Filiales détenues par BRED Banque Populaire (plus de 50 %)										
Cofibred	656 015	307 209	100,00 %	985 540	985 540	0	0	198 091	144 771	114 803
BRED Bank Cambodia	123 467	- 18 811	100,00 %	128 199	109 380	0	0	14 665	- 2 961	
Participations détenues par BRED Banque Populaire (inférieur à 50 %)										
BPCE	207 603	20 180 384	4,95 %	999 105	999 105	0	0	1 374 439	947 644	54 381
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication										
Filiales françaises (ensemble)				0	0					
Filiales étrangères (ensemble)										
Certificats d'associations				30	30					
Participations dans les sociétés françaises				61 637	61 627	492				
Participations dans les sociétés étrangères				548	548	90				
Dont participations dans les sociétés cotées				443	443	0				

4.4.3 Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable

Dénomination	Siège	Forme juridique
DIDEROT FINANCEMENT 25	88 avenue de France 75013 Paris	SNC
SYNDICATION RISQUE ET DISTRIBUTION	7 Pro Germaine Sablon 75013 Paris	GIE

4.4.4 Opérations avec les entreprises liées

En milliers d'euros	Établissements de crédit	Autres entreprises	31/12/2025	31/12/2024
Créances	4 706 221	11 324 221	16 030 442	14 799 073
<i>Dont subordonnées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Dettes	1 209 644	414 932	1 624 576	1 904 393
<i>Dont subordonnées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Engagements donnés	185 305	115	185 420	113 799
<i>Engagements de financement</i>	<i>40 000</i>	<i>0</i>	<i>40 000</i>	<i>25 000</i>
<i>Engagements de garantie</i>	<i>145 305</i>	<i>115</i>	<i>145 420</i>	<i>88 799</i>
<i>Autres engagements donnés</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

4.5 Opérations de crédit-bail et de locations simples

Non applicable.

4.6 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC) modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-05 du 10 novembre 2023 sur les solutions informatiques.

4.6.1 Immobilisations incorporelles

Principes comptables

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les solutions informatiques développées en interne sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût de développement dès lors qu'ils remplissent les critères d'immobilisation.

Les solutions informatiques acquises sont amorties sur une durée maximum 5 ans.

Les solutions informatiques développées en interne sont amorties sur leur durée d'utilité ne pouvant excéder 15 ans.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

En milliers d'euros	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2025
Valeurs brutes	130 252	12 802	- 1 551	0	141 503
Droits au bail et fonds commerciaux	41 090	22	0	0	41 112
Solutions informatiques	81 828	5 782	0	0	87 610
Autres	7 334	6 998	- 1 551	0	12 781
Amortissements et dépréciations	- 102 303	- 8 925	0	0	- 111 228
Droits au bail et fonds commerciaux	- 32 443	- 996	0	0	- 33 439
Logiciels Solutions informatiques	- 69 860	- 7 929	0	0	- 77 788
Autres	0	0	0	0	0
TOTAL VALEURS NETTES	27 949	3 877	- 1 551	0	30 275

4.6.2 Immobilisations corporelles

Principes comptables

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Composants Durée d'utilité

Terrain	NA	Ravalement	10-20 ans
Façades non destructibles	NA	Équipements techniques	10-20 ans
Façades /couverture / étanchéité	20-40 ans	Aménagements techniques	10-20 ans
Fondations / ossatures	30-60 ans	Aménagements intérieurs	8-15 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

En milliers d'euros	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2025
Valeurs brutes	475 227	24 423	- 3 375	0	496 275
Immobilisations corporelles d'exploitation	470 631	24 192	- 3 204	0	491 619
Terrains	61 665	0	0	0	61 665
Constructions	138 930	73	0	0	139 003
Parts de SCI	0	0	0	0	0
Autres	270 036	24 119	- 3 204	0	290 951
Immobilisations hors exploitation	4 596	231	- 171	0	4 656
Amortissements et dépréciations	- 290 980	- 23 950	206	0	- 314 723
Immobilisations corporelles d'exploitation	- 288 462	- 23 802	197	0	- 312 066
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions	- 87 680	- 3 538	0	0	- 91 218
Parts de SCI	0	0	0	0	0
Autres	- 200 782	- 20 264	197	0	- 220 848
Immobilisations hors exploitation	- 2 518	- 148	9	0	- 2 657
TOTAL VALEURS NETTES	184 248	473	- 3 169	0	181 553

4.7 Dettes représentées par un titre

Principes comptables

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Bons de caisse et bons d'épargne	0	0
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	8 340 154	7 841 978
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	131 000	75 000
Dettes rattachées	16 924	33 380
TOTAL	8 488 078	7 950 358

4.8 Autres actifs et autres passifs

En milliers d'euros	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres	0	- 3	0	- 2
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	838 248	18 155	887 925	32 897
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres ⁽¹⁾	0	34 740	0	96 899
Créances et dettes sociales et fiscales	117 347	152 304	133 111	146 180
Dépôts de garantie reçus et versés	0	17	0	20
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	2 143 724	1 069 966	1 990 003	1 210 520
TOTAL	3 099 319	1 275 179	3 011 039	1 486 514

(1) Conformément au règlement ANC n° 2020-10, le montant de la dette sur titres empruntés est diminué de la valeur des titres identiques classés par l'établissement parmi les titres de transaction et à concurrence du montant de la dette.

Les autres débiteurs divers comprennent notamment les appels de marges.

Les débiteurs divers incluent des créances CICE et CIR pour un montant de 605,12 millions d'euros au 31 décembre 2025.

4.9 Comptes de régularisation

En milliers d'euros	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	287 195	178 206	974 801	957 347
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture	295 624	36 184	261 924	56 366
Charges et produits constatés d'avance	113 751	304 242	112 181	245 864
Produits à recevoir/Charges à payer	124 836	346 356	179 103	433 766
Valeurs à l'encaissement	59 364	123 194	62 631	194 259
Autres	781	19 923	12 259	29 926
TOTAL	881 551	1 008 104	1 602 899	1 917 528

4.10 Provisions

Principes comptables

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. À moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risque de contrepartie.

Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en quatre catégories :

Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restants dus à la clôture.

Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Provisions épargne logement

Les Comptes épargne logement (CEL) et les Plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour la banque, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

4.10.1 Tableau de variations des provisions

En milliers d'euros	01/01/2025	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2025
Provisions pour risques de contrepartie	316 136	42 440	- 1 940	- 39 580	317 056
Provisions pour engagements sociaux	30 368	1 975	0	- 6 418	25 925
Provisions pour PEL/CEL	16 170	0	- 9 187	0	6 983
Autres provisions pour risques	0	0	0	0	0
Portefeuille titres et instruments financiers à terme	0	0	0	0	0
Immobilisations financières	0	0	0	0	0
Promotion immobilière	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0
Provisions exceptionnelles	0	0	0	0	0
Provisions pour restructurations informatiques	0	0	0	0	0
Autres provisions exceptionnelles	0	0	0	0	0
TOTAL	362 674	44 415	- 11 127	- 45 998	349 964

4.10.2 Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

En milliers d'euros	31/12/2024	Dotations	Utilisations	Reprises	Conversion	31/12/2025
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	812 014	307 324	- 66 729	- 347 047	- 3 637	701 925
Dépréciations sur créances et litiges sur la clientèle	545 156	269 274	- 66 729	- 204 124	0	543 577
Dépréciations sur autres créances	266 858	38 050	0	- 142 923	- 3 637	158 348
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	316 136	42 440	- 1 940	- 39 580	0	317 056
Provisions sur engagements hors bilan	7 033	2 729	- 1 940	- 1 621	0	6 201
Provisions pour risques pays	756	0	0	- 168	0	588
Provisions sectorielles et collectives	257 041	17 239	0	- 14 062	0	260 218
Provisions pour risque de contrepartie clientèle	51 306	22 472	0	- 23 729	0	50 049
Autres provisions	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1 128 150	349 764	- 68 669	- 386 627	- 3 637	1 018 981

4.10.3 Provisions pour engagements sociaux

Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Banques Populaires. L'engagement de BRED Banque Populaire est limité au versement des cotisations.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les engagements de BRED Banque Populaire concernent les régimes suivants :

- le régime de retraite des Banques Populaires géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques

Populaires (CARBP) concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire au 31 décembre 1993 ;

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la Recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables modifiée le 5 novembre 2021.

6.

Provisions - Engagements sociaux

Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Régime CARBP	Retraites	Autres engagements	Total	Régime CARBP	Retraites	Autres engagements	Total
Dette actuarielle	70 389	4 659	36 845	111 894	78 524	5 286	38 483	122 292
Juste valeur des actifs du régime	- 69 699	- 3 370	- 44 000	- 117 069	- 64 492	- 3 653	- 40 852	- 108 996
Juste valeur des droits à remboursement	0	0	0	0	0	0	0	0
Effet du plafonnement d'actifs	0	0	0	0	0	0	0	0
Écarts actuariels non reconnus	18 012	618	12 470	31 100	7 871	351	8 850	17 072
Coûts des services passés non reconnus	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE NET AU BILAN	18 703	1 907	5 315	25 925	21 903	1 984	6 481	30 368
Engagements sociaux passifs	18 703	1 907	5 315	25 925	21 903	1 984	6 481	30 368
Engagements sociaux actifs	0	0	0	0	0	0	0	0

Analyse de la charge de l'exercice

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024	
	Régime CARBP	Retraites	Autres engagements	Total	Total
Coût des services rendus	0	0	- 2 250	- 2 250	- 2 316
Coût des services passés	0	0	0	0	0
Coût financier	- 2 557	- 34	- 1 339	- 3 930	- 4 361
Produit financier	2 173	110	1 368	3 651	3 310
Prestations versées	3 578	0	2 840	6 418	5 806
Cotisations reçues	0	0	0	0	0
Écarts actuariels comptabilisés en résultat	7	0	822	828	39
Autres	0	0	- 275	- 275	72
TOTAL	3 200	76	1 166	4 443	2 551

Ventilation de la juste valeur des actifs du régime

	CAR-BP		Indemnités de fin de carrière	
	Poids par catégorie (en %)	Juste valeur des actifs (en milliers d'euros)	Poids par catégories (en %)	Juste valeur des actifs (en milliers d'euros)
Trésorerie	5,67 %	3 950	0,00 %	0
Actions	35,92 %	25 035	50,65 %	22 285
Obligations	49,81 %	34 718	0,00 %	0
Immobilier	0,00 %	0	0,00 %	0
Dérivés	0,00 %	0	0,00 %	0
Fonds de placement	8,60 %	5 995	49,35 %	21 715
TOTAL	100,00 %	69 699	100,00 %	44 000

Principales hypothèses actuarielles

En pourcentage	Régime CARBP		Autres engagements	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Taux d'actualisation	3,48 %	3,39 %	3,57 %	3,41 %
Rendement attendu des actifs de couverture	2,20 %	2,30 %	2,20 %	2,40 %

Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe « EUR Composite (AA) »).

4.10.4 Provisions PEL / CEL

Encours des dépôts collectés

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
• Ancienneté de moins de 4 ans	230 098	77 549
• Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	211 318	765 715
• Ancienneté de plus de 10 ans	865 917	554 546
Encours collectés au titre des plans épargne logement	1 307 333	1 397 810
Encours collectés au titre des comptes épargne logement	220 444	210 815
TOTAL	1 527 777	1 608 625

Encours des crédits octroyés

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Encours de crédits octroyés		
• Au titre des plans épargne logement	2 307	1 137
• Au titre des comptes épargne logement	282	240
TOTAL	2 589	1 377

Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne logement (PEL et CEL)

En milliers d'euros	01/01/2025	Dotations / reprises nettes	31/12/2025
Provisions constituées au titre des PEL			
• Ancienneté de moins de 4 ans	0	0	0
• Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	0	0	0
• Ancienneté de plus de 10 ans	12 533	- 5 868	6 665
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	12 533	- 5 868	6 665
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	3 626	- 3 358	268
Provisions constituées au titre des crédits PEL	7	40	47
Provisions constituées au titre des crédits CEL	4	- 1	3
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	11	39	50
TOTAL	16 170	- 9 187	6 983

4.11 Dettes subordonnées

Principes comptables

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dettes subordonnées à durée déterminée	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	0	226
Dettes rattachées	0	0
TOTAL	0	226

4.12 Fonds pour risques bancaires généraux

Principes généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité.

Ils comprennent également les montants dotés au Fonds régional de solidarité et aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. note 1.2).

En milliers d'euros	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2025
Fonds régionaux de solidarité	146 471	15 238	0	0	161 709
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	66 437	0	15 238	0	51 199
TOTAL	212 908	15 238	15 238	0	212 908

Au 31 décembre 2025, les fonds pour risques bancaires généraux incluent notamment 110,02 millions d'euros affectés au Fond réseau Banques Populaires, 51,69 millions d'euros affectés au Fonds de Garantie Mutuel et 51,20 millions d'euros affectés au Fonds Régional de Solidarité.

4.13 Capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves/ autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2023	1 893 934	7 482	2 423 771	110 000	548 303	4 983 490
Mouvements de l'exercice	68 407	- 381	483 819	0	- 350 442	201 403
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2024	1 962 341	7 101	2 907 590	110 000	197 861	5 184 893
Impact changement de méthode						
Affectation résultat 2024	0	0	197 861	0	- 197 861	0
Distribution de dividendes	0	0	- 45 577	0	0	- 45 577
Réduction de capital	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital	26 246	0	- 11 151	0	0	15 095
Autres mouvements ⁽¹⁾	0	0	- 2 000	2 000	0	0
Résultat de la période	0	0	0	0	490 254	490 254
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2025	1 988 587	7 101	3 046 723	112 000	490 254	5 644 665

(1) Les autres mouvements : concernent les intérêts sur parts sociales

Le capital social est fixé à 1 988 587 092,70 euros et se compose de cent quatre-vingt-cinq millions huit cent quarante-neuf mille deux cents soixante-et-une (185 849 261) parts sociales pour une valeur nominale de dix euros et soixante-dix centimes (10,70 euros) chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

Une augmentation de capital, par souscription en numéraire, d'un montant de 15 094 925,44 euros a été réalisée aux termes de la délibération du Conseil d'administration du 30 juin 2025 par l'émission au pair de 1 418 696 parts sociales nouvelles de 10,64 euros de valeur nominale chacune.

Le 1^{er} juin 2025, BRED Banque Populaire a procédé à une distribution d'intérêt sur parts sociales pour un montant de 45,577 millions d'euros payés intégralement en numéraire.

4.14 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

En milliers d'euros	31/12/2025						Total
	Inférieur à 1 mois	de 1 mois à 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Non déterminé	
Effets publics et valeurs assimilées	4 767	152 621	28 026	15 494 145	5 038 472	0	20 718 031
Créances sur les établissements de crédit	1 471 773	1 514 501	4 145 413	1 186 244	708 784	0	9 026 715
Opérations avec la clientèle	6 932 453	1 282 216	4 220 620	10 758 195	11 441 251	1 035 817	35 670 552
Obligations et autres titres à revenu fixe	430 437	513 106	421 754	2 973 235	9 290 216	0	13 628 748
Opérations de crédit-bail et de locations simples	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES EMPLOIS	8 839 430	3 462 444	8 815 813	30 411 819	26 478 723	1 035 817	79 044 046
Dettes envers les établissements de crédit	14 013 458	2 967 057	2 126 112	8 470 525	2 374 125	0	29 951 277
Opérations avec la clientèle	59 484 465	2 654 092	7 328 925	977 271	103 583	0	70 548 336
Dettes représentées par un titre	3 294 686	4 081 448	966 449	11 662	133 833	0	8 488 078
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES RESSOURCES	76 792 609	9 702 597	10 421 486	9 459 458	2 611 541	0	108 987 691

Suite à l'application du règlement ANC n° 2020-10, les dettes représentées par un titre sont présentées après déduction des titres empruntés et la créance sur le fonds d'épargne est présentée en déduction de l'épargne réglementée. Se référer aux notes 4.2, 4.3.1 et 4.8.

Note 5 Informations sur le hors bilan et opérations assimilées**5.1 Engagements reçus et donnés****Principes généraux****Engagements de financement**

Les engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés comprennent notamment les accords de refinancement, les acceptations à payer ou les engagements de payer, les confirmations d'ouvertures de crédits documentaires et les autres engagements donnés à des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent notamment les ouvertures de crédits confirmés, les lignes de substitution des billets de trésorerie, les engagements sur facilités d'émission de titres et les autres engagements en faveur d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement reçus recensent notamment les accords de refinancement et les engagements divers reçus d'établissements de crédit et assimilés.

Engagements de garantie

Les engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit recouvrent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie d'ordre de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie reçus recensent notamment les cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit et assimilés.

5.1.1 Engagements de financement

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement donnés		
En faveur des établissements de crédit	178 774	250 199
En faveur de la clientèle	7 211 303	6 124 431
Ouverture de crédits documentaires	88 554	95 010
Autres ouvertures de crédits confirmés	7 110 268	6 008 540
Autres engagements	12 482	20 882
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS	7 390 077	6 374 631
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	5 730 547	4 536 964
De la clientèle	0	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	5 730 547	4 536 964

5.1.2 Engagements de garantie

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit	337 830	432 964
• Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	126 128	162 927
• Autres garanties	211 702	270 037
D'ordre de la clientèle	3 772 344	3 288 264
• Cautions immobilières	165 431	195 659
• Cautions administratives et fiscales	29 829	27 592
• Autres cautions et avals donnés	1 247 677	1 036 228
• Autres garanties données	2 329 407	2 028 785
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	4 110 174	3 721 228
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	5 054 656	4 627 230
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE	9 164 830	8 348 458

5.1.3 Autres engagements ne figurant pas au hors bilan

En milliers d'euros	31/12/2025		31/12/2024	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	4 461 777	0	4 879 769	0
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle	0	0	0	0
TOTAL	4 461 777	0	4 879 769	0

- Au 31 décembre 2025, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement n'incluent plus de titres ou de créances mobilisés auprès de la Banque de France au titre du dispositif TRICP, contre 0,157 million d'euros au 31 décembre 2024.
- BRED Banque Populaire ne détient aucune créance nantie auprès de la SFEF au 31 décembre 2025 comme au 31 décembre 2024.

5.2 Opérations sur instruments financiers à terme

Principes comptables

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. À la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés *prorata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la

dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *prorata temporis* selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision comptabilisée dans la rubrique « Provisions » au passif. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Il sera tenu compte dans l'évaluation des positions ouvertes isolées du coût de liquidité et du risque de contrepartie.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie, coût de liquidité et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation sauf le cas échéant pour le coût de liquidité. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. À la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

5.2.1 Instruments financiers et opérations de change à terme

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur
Opérations fermes								
Opérations sur marchés organisés	0	29 863 958	29 863 958	0	0	13 846 991	13 846 991	0
Contrats de taux d'intérêt	0	63 100	63 100	0	0	65 166	65 166	0
Contrats de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres contrats	0	29 800 858	29 800 858	0	0	13 781 826	13 781 826	0
Opérations de gré à gré	141 129 327	140 510 634	281 639 961	- 1 228 472	138 075 396	122 157 304	260 232 700	- 848 739
Accords de taux futurs (FRA)	0	0	0	0	0	0	0	0
Swaps de taux d'intérêt	138 809 211	6 925 007	145 734 218	- 1 354 792	135 594 470	9 264 205	144 858 675	- 797 771
Swaps financiers de devises	2 320 116	39 642 134	41 962 250	102 138	2 480 925	33 002 589	35 483 514	98 119
Autres contrats à terme	0	93 943 493	93 943 493	24 181	0	79 890 511	79 890 511	- 149 086
Total opérations fermes	141 129 327	170 374 592	311 503 919	- 1 228 472	138 075 396	136 004 296	274 079 691	- 848 739
Opérations conditionnelles								
Opérations sur marchés organisés	0	2 345 140	2 345 140	823 922	0	2 930 140	2 930 140	858 858
Options de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0	0	0
Options de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres options	0	2 345 140	2 345 140	823 922	0	2 930 140	2 930 140	858 858
Opérations de gré à gré	0	7 175 403	7 175 403	- 590	0	6 421 896	6 421 896	- 314
Options de taux d'intérêt	0	6 568 742	6 568 742	1 680	0	5 942 072	5 942 072	2 488
Options de change	0	486 356	486 356	18	0	377 576	377 576	- 766
Autres options	0	120 306	120 306	- 2 287	0	102 249	102 249	- 2 036
Total opérations conditionnelles	0	9 520 543	9 520 543	823 332	0	9 352 036	9 352 036	858 544
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS ET CHANGE À TERME	141 129 327	179 895 135	321 024 462	- 405 140	138 075 396	145 356 332	283 431 727	9 805

5.2.2 Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt et swaps financiers de devises négociés sur un marché de gré à gré

En milliers d'euros	31/12/2025					31/12/2024				
	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total
Opérations fermes	128 146 722	12 982 605	0	46 567 141	187 696 468	126 179 560	11 895 836	0	42 266 794	180 342 189
Accords de taux futurs (FRA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Swaps de taux d'intérêt	125 826 606	12 982 605	0	6 925 007	145 734 218	123 698 634	11 895 836	0	9 264 205	144 858 675
Swaps financiers de devises	2 320 116	0	0	39 642 134	41 962 250	2 480 925	0	0	33 002 589	35 483 514
Autres contrats à terme de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	6 568 742	6 568 742	0	0	0	5 942 072	5 942 072
Options de taux d'intérêt	0	0	0	6 568 742	6 568 742	0	0	0	5 942 072	5 942 072
TOTAL	128 146 722	12 982 605	0	53 135 883	194 265 210	126 179 560	11 895 836	0	48 208 865	186 284 261

5.3 Opérations en devises

Principes comptables

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *prorata temporis* en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises.

6.

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Opérations de change comptant		
Monnaies à recevoir non reçues	762 101	1 062 485
Monnaies à livrer non livrées	646 136	258 019
TOTAL	1 408 237	1 320 503

5.4 Ventilation du bilan par devise

En milliers d'euros	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	96 310 517	93 732 544	80 271 866	79 787 524
Dollar	18 047 811	13 917 534	15 849 342	12 809 677
Livre Sterling	1 493 235	9 030 511	1 648 299	6 680 405
Franco Suisse	207 552	171 755	180 860	177 760
Yen	1 238 696	58 055	1 820 655	67 847
Autres	180 700	568 112	227 804	475 613
TOTAL	117 478 511	117 478 511	99 998 826	99 998 826

Note 6 Autres informations**6.1 Consolidation**

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 111-1 du règlement ANC 2020-01, BRED Banque Populaire établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BRED Banque Populaire.

6.2 Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45 du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'Économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considéré comme

insuffisamment coopératif en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du Groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 18 avril 2025 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au cours de l'année 2025 BRED Banque Populaire a eu une activité avec :

- sa filiale bancaire au Vanuatu : tenue d'un compte ordinaire bancaire, accord d'un prêt au 31 décembre 2025 à hauteur de 49,1 millions d'euros (prêts en devises, équivalent euros donnés ici), accord d'emprunt(s) à hauteur de 30,9 millions d'euros, impact résultat de - 1,5 million d'euros sur le prêt/emprunt, échange de prestations inférieures à 100 milliers d'euros.;
- sa filiale bancaire aux îles Fidji : tenue d'un compte ordinaire bancaire, accord d'emprunt(s) à hauteur de 15,6 millions d'euros, impact résultat de - 1,7 millions d'euros sur emprunt, échange de prestations inférieures à 100 milliers d'euros.

Résultat des cinq derniers exercices

En milliers d'euros	2021	2022	2023	2024	2025
Capital en fin d'exercice					
Parts sociales : montant	1 495 867	1 681 432	1 893 934	1 962 341	1 988 587
Nombre de parts émises	142 871 707	159 680 143	178 841 760	184 430 565	185 849 261
Capitaux propres	3 957 252	4 271 301	4 983 490	5 184 893	5 644 665
Résultat global des opérations					
Produit net bancaire	1 101 117	1 062 294	1 442 268	1 181 930	1 552 687
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	449 698	563 513	736 400	432 334	673 327
Impôts sur les bénéfices	- 92 703	- 61 234	- 105 871	- 55 603	- 153 162
Participation des salariés due au titre de l'exercice	- 45 100	- 51 281	- 32 966	- 42 460	- 46 607
Résultat après impôts et participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	223 904	158 559	548 303	197 861	490 254
Report à nouveau avant affectation du résultat	114 216	110 000	110 000	110 000	112 000
Résultat porté aux réserves	196 431	112 746	468 887	140 391	422 331
Report à nouveau après affectation	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000
Intérêts affectés aux parts sociales	20 494	37 885	52 001	47 577	43 411
Résultat par titre portant jouissance (part sociale)					
Résultat après impôts et participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	2,36	3,16	3,74	1,87	2,57
Résultat après impôts et participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,70	1,11	3,43	1,11	2,66
Intérêts versés à chaque part sociale	0,16	0,26	0,32	0,27	0,25
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3 491	3 594	3 637	3 697	3 867
Montant de la masse salariale de l'exercice	207 144	220 485	233 207	244 584	254 130
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	113 826	117 610	118 498	129 580	140 517

- les 10 845 046 parts nouvelles créées en décembre 2021 portent jouissance à compter du 9 août 2021 ;
- les 27 653 482 parts nouvelles créées en décembre 2022 portent jouissance à compter du 9 août 2022 ;
- les 19 161 617 parts nouvelles créées en juin 2023 portent jouissance à compter du 26 juin 2023 ;
- les 5 588 805 parts nouvelles créées en décembre 2024 portent jouissance à compter du 18 décembre 2024 ;
- les 1 418 696 parts nouvelles créées en décembre 2025 portent jouissance à compter du 17 décembre 2025.

6.4 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes individuels annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux sociétaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de BRED Banque Populaire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 « Changement de méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023 03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014 07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit – dépréciation individuelle et collective

Risque identifié

BRED Banque Populaire est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par le management de la Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.

Par ailleurs, la Banque enregistre, dans ses comptes sociaux, des provisions pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une dégradation significative du risque de crédit. Ces provisions sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, probabilité de défaut, taux perte en cas de défaut, informations prospectives).

Ces provisions pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par la Banque.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations et provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des provisions pour pertes de crédit attendues, que dans l'appréciation du niveau de dépréciation individuel des encours de crédits douteux et douteux compromis.

Au 31 décembre 2025, le stock de dépréciations individuelles sur les encours de crédits s'élève à 620,3 M€ pour un encours net de 35,7 Mds€ (dont un encours brut faisant l'objet de dépréciation de 1,7 Mds€).

*Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à - 153,9 M€ (contre - 165,3 M€ sur l'exercice 2024).
Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 3.9, 4.2 et 4.10 de l'annexe.*

Notre réponse

Provisionnement des encours de crédits non douteux présentant une dégradation significative du risque de crédit :

Le provisionnement des encours non douteux présentant une dégradation significative du risque de crédit depuis l'octroi est déterminé sur les bases des modèles et des outils déployés par BPCE. De ce fait, les procédures d'audit sur ces aspects sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.

Nos travaux ont principalement consisté :

- à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties ;
- en une revue critique des travaux, mis en œuvre à notre demande par les auditeurs de l'organe central qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
 - se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de provisions, les paramètres utilisés pour le calcul des provisions,
 - ont apprécié le caractère approprié des paramètres utilisés pour les calculs des provisions au 31 décembre 2025,
 - ont effectué des contre-calculs sur les principales typologies d'encours de crédits,
 - ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés,
 - ont réalisé des contrôles portant sur l'outil mis à disposition par le Groupe BPCE afin d'évaluer les incidences en pertes de crédits attendues de l'application de dégradations sectorielles.

Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans les comptes de la Banque. A ce titre, nous avons (i) procédé à l'appréciation des critères d'identification par la Banque des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique actuel, (ii) effectué une revue critique des provisions ainsi estimées.

Dépréciation sur encours de crédits douteux et douteux compromis

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de dépréciations.

Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations communiquées dans les notes afférentes de l'annexe aux comptes annuels.

Valorisation des titres BPCE

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.</p> <p>La valeur des titres de l'organe central, classés en titres de participation, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.</p> <p>Leur valorisation est principalement fondée sur les prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model) déterminées à partir des plans d'affaires des principales filiales. Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques tels que le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme et le taux de rémunération des fonds propres.</p> <p>L'actif net réévalué de BPCE intègre également les actifs incorporels détenus par BPCE, qui font l'objet d'un exercice de valorisation périodique par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure prévisionnelles de l'organe central.</p> <p>Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE constitue un point clé de l'audit en raison de la significativité de cette estimation comptable au sein du bilan de la Banque et des jugements intervenant dans le calibrage des paramètres.</p>	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit relatives à ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit mise en œuvre et procédons à une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font également appel à l'expertise de leurs équipes d'experts en évaluation.</p> <p>Les travaux menés ont consisté principalement en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une analyse de la pertinence de la méthodologie retenue pour valoriser les principales entités ; • l'obtention et la revue des plans d'affaires des filiales et principales participations et l'analyse des taux d'actualisation, de croissance et de rémunération des fonds propres retenus en fonction du profil de chaque entité ; • un contre-calcul des valorisations ; • l'appréciation de l'absence d'indices ou d'éléments factuels susceptibles de remettre en cause significativement la valorisation des actifs incorporels. <p>Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations communiquées dans les notes afférentes de l'annexe aux comptes annuels.</p>
<p><i>Les méthodes et principes comptables afférents aux titres de participation et parts dans les entreprises liées sont décrites dans la note 4.4 de l'annexe.</i></p>	

Valorisation des autres instruments financiers

Risque identifié	Notre réponse
<p>Dans le cadre de ses activités financières ou en lien avec son offre de services à la clientèle, BRED Banque Populaire détient un portefeuille de titres (effets publics, obligations, actions...) et contracte des dérivés.</p> <p>Ces instruments sont valorisés selon différentes approches, en fonction de leur nature, de leur classement et de leur complexité.</p> <p>Nous avons considéré que la valorisation des instruments financiers constituait un point clé de l'audit compte tenu de l'importance du jugement dans leur valorisation, qui porte notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'utilisation de modèles de valorisation internes ; • la détermination de paramètres de valorisation non nécessairement observables sur le marché pour les instruments financiers à terme, ou de paramètres de type taux d'actualisation, taux de croissance long terme pour les autres titres non cotés ; • la prise en compte de trajectoires financières ; • l'estimation des ajustements de valorisation permettant de tenir compte des risques de contrepartie ou de liquidité. <p><i>Les méthodes et principes comptables afférents relatifs aux instruments financiers sont décrits dans les notes « Titres » et « Instruments financiers à terme », et illustrées par les notes 4.3 et 5.2 de l'annexe.</i></p>	<p>S'agissant de l'activité propre de BRED Banque Populaire, nous avons évalué les processus et les contrôles mis en place pour identifier et valoriser les instruments financiers détenus, notamment la gouvernance des modèles de valorisation et le contrôle des résultats comptabilisés sur ces opérations.</p> <p>En lien avec nos spécialistes de la modélisation du risque et des techniques quantitatives, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réalisé des valorisations indépendantes sur un échantillon d'instruments dérivés et analysé les écarts éventuels ; • confronté les valeurs de marché avec les cours de cotation observés en date d'arrêté pour les instruments cotés ; • analysé les processus internes d'identification et de validation des principaux ajustements de valeur appliqués sur les instruments financiers et leurs évolutions dans le temps : nos analyses ont notamment porté sur la gouvernance et les méthodologies retenues sur les réserves de marché constituées. <p>Nous nous sommes assurés que les estimations retenues s'appuient sur des méthodes conformes aux principes décrits dans les notes de l'annexe.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires, à l'exception du point ci-après :

- La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bred Banque Populaire par l'Assemblée Générale du 21 mai 1999 pour le cabinet KPMG SA et du 31 mai 2023 pour le cabinet Deloitte & Associés, compte tenu des acquisitions ou fusions de cabinets intervenues depuis ces dates

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG SA était dans la 27^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 3^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 23 avril 2026

KPMG SA
Sophie Meddouri
Associée

Deloitte & Associés
Charlotte Vandeputte
Associée



7.

Assemblées
générales

7.1	Assemblée générale ordinaire du 27 mai 2026	538	7.7	Projet de résolutions	549
7.2	Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale ordinaire	539	7.8	Renouvellement du mandat de huit administrateurs	550
7.3	Projet de résolutions	541	7.9	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'augmentation du capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise (suppression du droit préférentiel de souscription)	552
7.4	Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	544	7.10	Attestation du responsable des informations contenues dans le rapport	553
7.5	Assemblée générale extraordinaire du 27 mai 2026	547			
7.6	Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale extraordinaire	548			

7.1 Assemblée générale ordinaire du 27 mai 2026

Ordre du jour

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025
3. Affectation du résultat de l'exercice 2025 et fixation de l'intérêt aux parts sociales
4. Approbation des conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce
5. Consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux dirigeants effectifs et aux catégories de personnel visées à l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier
6. Fixation du plafond des indemnités compensatrices des membres du Conseil d'administration
7. Renouvellement du mandat d'un administrateur (M. Stève GENTILI)
8. Renouvellement du mandat d'un administrateur (M. François MARTINEAU)
9. Renouvellement du mandat d'un administrateur (M. Benoît BAS)
10. Renouvellement du mandat d'un administrateur (Mme Nathalie BRIOT)
11. Renouvellement du mandat d'un administrateur (Mme Nadine CALVES)
12. Renouvellement du mandat d'un administrateur (Mme Patricia LEWIN)
13. Renouvellement du mandat d'un administrateur (Mme Isabelle PASTORET)
14. Renouvellement du mandat d'un administrateur (M. Raphaël POCHET)
15. Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de permettre à la société d'acquérir ses propres parts sociales
16. Pouvoirs en vue d'effectuer toutes les formalités de publicité et autres prescrites par la loi

7.2 Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale ordinaire

Approbation des comptes de l'exercice 2025 (1^{re} et 2^e résolutions)

Votre Conseil vous demande d'approuver son rapport de gestion ainsi que les comptes annuels sociaux et consolidés de l'exercice 2025.

Il vous est également demandé d'approuver la régularisation intervenue sur le report à nouveau depuis le 31 décembre 2024 du fait de la constatation d'une erreur matérielle sur le montant de l'intérêt aux parts sociales versé au titre de l'exercice 2024. Le montant de cet intérêt s'élève à 45 577 105,11 euros au lieu de 47 577 105,11 euros, soit un écart de 2 000 000 euros augmentant d'autant le report à nouveau.

Affectation du résultat et fixation de l'intérêt aux parts (3^e résolution)

S'agissant de l'affectation du résultat social de l'exercice, qui ressort à 490 254 910,62 euros, il vous est tout d'abord demandé, compte tenu de l'augmentation de capital réalisée en 2025, de doter la réserve légale à hauteur de 5 % du résultat de l'exercice, soit 24 512 745,53 euros.

Compte tenu du report à nouveau positif de 112 000 000 euros, le bénéfice distribuable s'élève à 577 742 165,09 euros.

Sur ce montant, il vous est proposé de :

- servir aux parts sociales un intérêt de 2,30 % du montant nominal moyen de la part sociale en 2025 soit 0,245 euro pour chaque part sociale portant

jouissance à compter du 1^{er} janvier 2025, soit un montant global de 43 411 188,21 euros ;

- doter les autres réserves d'un montant de 422 330 976,88 euros ; et
- reporter à nouveau le solde, soit 112 000 000 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 200 A du Code général des impôts, l'intérêt perçu par les personnes physiques résidant fiscalement en France est soumis de plein droit à un prélèvement forfaitaire unique de 12,8 % auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %, soit une taxation globale à 30 %.

Par dérogation et sur option expresse et globale, cet intérêt est soumis à l'impôt sur le revenu au barème progressif, après un abattement de 40 %, dans les conditions prévues à l'article 158 3.2° du Code général des impôts. L'intérêt servi aux parts sociales est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Une dispense du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8 % (article 117 *quater*, I.-1 du Code général des impôts) est prévue pour les contribuables dont le revenu fiscal de référence n'excède pas un certain seuil, sous réserve qu'ils en aient formulé la demande expresse lors du dépôt de la déclaration des revenus concernés.

Le paiement de l'intérêt aux parts sociales sera effectué à partir du 1^{er} juin 2026. La totalité de l'intérêt aux parts sociales est payable en numéraire.

Il est rappelé que le montant des distributions effectuées au titre des trois exercices précédents est le suivant :

Exercice	Nombre de parts sociales	Montant total de l'intérêt distribué aux parts	Montants éligibles à l'abattement de 40 % ⁽¹⁾
2022	159 680 143	37 884 972,76 €	37 884 972,76 €
2023	178 841 760	52 001 198,10 €	52 001 198,10 €
2024	184 430 565	45 577 105,11 €	45 577 105,11 €

(1) Pour les personnes physiques.

Approbation des conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce (4^e résolution)

La quatrième résolution est relative à l'approbation des conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 255-38 du Code de commerce.

Au cours de l'exercice 2025, le Conseil d'administration n'a pas autorisé d'engagement ou de convention.

Le contrat de bail conclu entre la Banque et la SCI CBP a été renouvelé en date du 25 novembre 2025 pour une durée de 9 ans et a été autorisé par le Conseil d'administration du 23 février 2026.

Ce contrat est décrit dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce.

Il vous est proposé de statuer sur ce rapport et d'approuver les conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution concerne également les conventions et engagements réglementés conclus et autorisés au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Ces conventions ont été examinées à nouveau par le Conseil d'administration lors de sa séance du 23 février 2026, conformément aux dispositions de l'article L. 225-40-1 du Code de commerce, et sont mentionnées dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

Il vous est demandé de prendre acte des informations relatives à ces conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs, dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2025.

Consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux dirigeants effectifs et aux catégories de personnel visées à l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier (5^e résolution)

En application de l'article L. 511-73 du Code monétaire et financier, il vous est demandé un avis consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice écoulé :

- aux membres du Conseil d'administration ;
- aux dirigeants effectifs, à savoir le Directeur général et le Directeur général adjoint en charge de la Direction commerciale ;
- aux catégories de personnels, incluant les preneurs de risques, les personnes exerçant une fonction de contrôle, ainsi que tout salarié qui, au vu de ses revenus globaux, se trouve dans la même tranche de rémunération, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise.

La population régulée du groupe BRED comprend ainsi, au titre de l'exercice 2025, 120 personnes.

Du fait de l'étalement dans le temps de la composante variable de la rémunération de cette population, en application des dispositions de la directive européenne CRD III, l'enveloppe globale des rémunérations effectivement versées en 2025 intègre une part importante de paiements relatifs à des exercices antérieurs.

Après revue par le Comité des rémunérations, l'enveloppe globale des rémunérations effectivement versées durant l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'élève à 21 182 144,33 euros. Ce montant comprend les rémunérations fixes au titre de 2025, les rémunérations variables non différées versées en 2025 au titre de l'exercice 2024, les rémunérations variables différées versées en 2025 au titre des exercices antérieurs.

Fixation du plafond des indemnités compensatrices des membres du Conseil d'administration (6^e résolution)

Il vous est demandé de fixer à 1 070 000 euros le plafond global annuel des indemnités compensatrices de temps passé pour l'année 2026.

Composition du Conseil d'administration (7^e à 14^e résolution)

Les mandats de huit membres de votre Conseil d'administration viennent à échéance avec la présente Assemblée. Nous vous proposons de renouveler pour une durée de six ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2031, les mandats de M. Stève GENTILI, M. François MARTINEAU, M. Benoît BAS, Mme Nathalie BRIOT, Mme Nadine CALVES, Mme Patricia LEWIN, Mme Isabelle PASTORET et de M. Raphaël POCHET.

Les informations sur ces administrateurs figurent ci-après (article R. 225-83 5° du Code de commerce).

En outre, les fonctions et mandats de l'ensemble des mandataires sociaux figurent dans la partie « Gouvernement d'entreprise » du rapport annuel.

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de permettre à la société d'acquies ses propres parts sociales (15^e résolution)

La quinzième résolution a pour objet d'autoriser votre Conseil à faire acheter par BRED Banque Populaire, dans le respect des dispositions de l'article L225-209-2 du Code de commerce, un nombre de parts sociales ne pouvant excéder 10 % du capital de la société, soit 18 584 926 parts sociales. Les parts sociales ainsi rachetées par BRED Banque Populaire devraient, dans les cinq ans de leur acquisition, être proposées aux sociétaires qui manifesteraient l'intention de les acquies à l'occasion d'une procédure de mise en vente organisée par la banque, dans les trois mois qui suivent chaque Assemblée générale annuelle.

Pouvoirs pour les formalités (16^e résolution)

Enfin, la seizième résolution concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publications et des formalités légales relatives à l'Assemblée.

7.3 Projet de résolutions

Première résolution : approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025, approuve lesdits comptes annuels tels qu'ils lui ont été

présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle approuve notamment la régularisation intervenue sur le report à nouveau depuis le 31 décembre 2024 du fait de la constatation d'une erreur matérielle sur le montant de l'intérêt aux parts sociales versé au titre de l'exercice 2024, à savoir :

Solde du report à nouveau après affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 avant correction de l'erreur matérielle	110 000 000 euros
Solde résiduel de l'intérêt aux parts sociales au titre de l'exercice 2024 suite à une erreur matérielle	+ 2 000 000 euros
Solde du report à nouveau au 31 décembre 2025	112 000 000 euros

En conséquence, elle donne quitus aux membres du Conseil d'administration de leur gestion jusqu'au 31 décembre 2025.

Deuxième résolution : approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025, approuve lesdits comptes consolidés tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution : affectation du résultat et fixation de l'intérêt aux parts sociales

L'Assemblée générale constate que l'exercice 2025 présente un résultat bénéficiaire de 490 254 910,62 euros et décide de l'affecter comme suit, conformément aux propositions du Conseil d'administration :

En euros

Bénéfice de l'exercice	490 254 910,62
Dotation à la réserve légale	- 24 512 745,53
Report à nouveau	112 000 000,00
Bénéfice distribuable	577 742 165,09
Intérêts aux parts sociales	- 43 411 188,21
Dotation aux autres réserves	- 422 330 976,88
Le solde, soit étant reporté à nouveau	112 000 000,00

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale décide de servir, au titre de l'exercice 2025, un intérêt de 0,245 euro pour chaque part sociale portant jouissance au 1^{er} janvier 2025.

En application des articles 117 *quater* et 200 A du Code général des impôts, l'intérêt versé aux parts sociales est soumis (pour son montant brut et sauf dispense sous conditions de revenus) à un prélèvement à la source qui est définitif, sauf option pour l'application du barème

progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce second cas, l'intérêt versé aux parts sociales est éligible à l'abattement prévu à l'article 158 3.2° du Code général des impôts et le prélèvement à la source est imputable sur l'impôt dû.

Le paiement de l'intérêt aux parts sociales sera effectué à partir du 1^{er} juin 2026. La totalité de l'intérêt aux parts sociales est payable en numéraire.

Il est rappelé que le montant des distributions effectuées au titre des trois exercices précédents est le suivant :

Exercice	Nombre de parts sociales	Montant total de l'intérêt distribué aux parts	Montants éligibles à l'abattement de 40 % ⁽¹⁾
2022	159 680 143	37 884 972,76 €	37 884 972,76 €
2023	178 841 760	52 001 198,10 €	52 001 198,10 €
2024	184 430 565	45 577 105,11 €	45 577 105,11 €

(1) Pour les personnes physiques.

Quatrième résolution : approbation des conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et statuant sur ce rapport prend acte que les conventions conclues et autorisées antérieurement se sont poursuivies.

Cinquième résolution : consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux dirigeants effectifs et aux catégories de personnel visés à l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et consultée en application de l'article L. 511-73 du Code monétaire et financier, exprime un avis favorable sur le montant de l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux dirigeants effectifs et aux catégories de personnel visés à l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier, s'élevant à 21 182 144,33 euros.

Sixième résolution : fixation du plafond des indemnités compensatrices des membres du Conseil d'administration

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration :

- décide de fixer le plafond global des indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration de la coopérative à la somme de 1 070 000 euros pour l'année 2026 ;
- prend acte que cette somme couvre les indemnités des administrateurs et du Président du Conseil d'administration.

Septième résolution : renouvellement du mandat d'un administrateur

L'Assemblée générale renouvelle, pour une durée de six ans, le mandat d'administrateur de M. Stève GENTILI.

Ce mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2031.

Huitième résolution : renouvellement du mandat d'un administrateur

L'Assemblée générale renouvelle, pour une durée de six ans, le mandat d'administrateur de M. François MARTINEAU.

Ce mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2031.

Neuvième résolution : renouvellement du mandat d'un administrateur

L'Assemblée générale renouvelle, pour une durée de six ans, le mandat d'administrateur de M. Benoît BAS.

Ce mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2031.

Dixième résolution : renouvellement du mandat d'un administrateur

L'Assemblée générale renouvelle, pour une durée de six ans, le mandat d'administrateur de Mme Nathalie BRIOT.

Ce mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2031.

Onzième résolution : renouvellement du mandat d'un administrateur

L'Assemblée générale renouvelle, pour une durée de six ans, le mandat d'administrateur de Mme Nadine CALVES.

Ce mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2031.

Douzième résolution : renouvellement du mandat d'un administrateur

L'Assemblée générale renouvelle, pour une durée de six ans, le mandat d'administrateur de Mme Patricia LEWIN.

Ce mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2031.

Treizième résolution : renouvellement du mandat d'un administrateur

L'Assemblée générale renouvelle, pour une durée de six ans, le mandat d'administrateur de Mme Isabelle PASTORET.

Ce mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2031.

Quatorzième résolution : renouvellement du mandat d'un administrateur

L'Assemblée générale renouvelle, pour une durée de six ans, le mandat d'administrateur de M. Raphaël POCHET.

Ce mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2031.

Quinzième résolution : autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de permettre à la société d'acquérir ses propres parts sociales

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Conseil d'administration ;
- du rapport établi par un expert indépendant désigné par le Président du Tribunal de commerce de Paris ;
- du rapport spécial des Commissaires aux comptes faisant connaître leur appréciation sur les conditions de fixation du prix d'acquisition ;

et statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-209-2 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration à faire acheter par la société, dans les conditions décrites ci-après, un nombre de parts sociales ne pouvant excéder 10 % du capital de la société, soit un nombre maximal de 18 584 926 parts sociales,
2. décide que cette autorisation pourra être utilisée en vue de les offrir, dans les cinq ans de leur rachat, aux sociétaires qui manifesteront à la société l'intention de les acquérir à l'occasion d'une procédure de mise en vente organisée par la société elle-même dans les trois mois qui suivent chaque Assemblée générale ordinaire annuelle,
3. décide que le prix d'acquisition sera égal à la valeur nominale des parts sociales, fixée par les statuts de la société au jour de l'utilisation de la présente autorisation,
4. fixe à douze mois à compter de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation,

5. prend acte que, à défaut d'avoir été utilisées pour la finalité mentionnée au 2° et dans le délai de cinq ans à compter de leur rachat, les parts sociales acquises par la société seront annulées de plein droit,
6. délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, passer tous ordres de vente ou d'achat, conclure tous accords notamment sur la tenue de registres d'achats et de ventes de parts sociales, affecter les parts acquises dans les conditions légales et réglementaires applicables, effectuer toutes démarches, déclarations et formalités, et, de manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour l'exécution des décisions qui auront été prises dans le cadre de la présente autorisation,
7. prend acte que les Commissaires aux comptes présenteront à la prochaine Assemblée générale ordinaire annuelle un rapport spécial sur les conditions dans lesquelles les parts sociales ont été rachetées et utilisées au cours de l'exercice.

Seizième résolution : pouvoirs en vue d'effectuer toutes les formalités de publicité et autres prescrites par la loi

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée générale pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur relatifs à l'ensemble des résolutions qui précèdent.

7.4 Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Aux sociétaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Engagements relatifs à la protection sociale du Directeur Général

Personne concernée

Monsieur Jean-Paul Julia, Directeur Général de BRED Banque Populaire

Nature et objet

En sa qualité de Directeur Général de votre société, Monsieur Jean-Paul Julia bénéficie :

- i) de l'affiliation au régime d'assurance chômage de la Garantie Sociale des Chefs d'Entreprise (GSC) ;
- ii) des dispositifs de protection sociale complémentaire (complémentaire santé, prévoyance complémentaire et retraite complémentaire) mis en place pour l'ensemble des salariés de BRED Banque Populaire selon les conditions applicables au sein de la Banque ;
- iii) du dispositif de maintien de la rémunération pendant une durée de 12 mois en cas d'incapacité temporaire de travail, selon les conditions applicables aux directeurs généraux des Banques Populaires.

Le Conseil d'administration du 31 mai 2023 a autorisé ces engagements.

Modalités

Cette convention a donné lieu au versement d'une somme de 14 836,44 euros au cours de l'exercice 2025.

2. Engagements relatifs au régime de retraite du Directeur Général :**Personne concernée**

Monsieur Jean-Paul Julia, Directeur Général de BRED Banque Populaire

Nature et objet

En sa qualité de Directeur Général de votre société, Monsieur Jean-Paul Julia bénéficie :

- i) du dispositif de retraite supplémentaire « article 82 » applicable aux dirigeants exécutifs du Groupe BPCE, dont la cotisation est à la charge de Monsieur Jean-Paul Julia. Ce dispositif avait été autorisé par le Conseil d'Administration du 31 mai 2023. Le Conseil du 24 mars 2024 a autorisé la conclusion d'un avenant d'adhésion aux conditions du nouveau contrat d'assurance rachetable conclu entre AXA et BPCE au titre de ce dispositif. Cette convention a donné lieu au versement d'une somme de 6 616,08 euros en 2025.
- ii) d'une indemnité en cas de départ contraint ou de départ en retraite, selon les conditions applicables aux Directeurs Généraux des Banques Populaires et Présidents de Directoire des Caisses d'Epargne. Le Conseil d'administration du 31 mai 2023 a autorisé cet engagement. Cet engagement n'a pas eu d'impact sur les comptes de BRED Banque Populaire au cours de l'exercice 2025.

3. Dispositif de rémunération du Directeur Général**Personne concernée**

Monsieur Jean-Paul Julia, Directeur Général de BRED Banque Populaire

Nature et objet

Un plan d'intéressement à long-terme (PILT) a été mis en place dans le cadre du dispositif de part variable des dirigeants exécutifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne défini par BPCE. Ce plan rémunère la création organique de CET1 de chaque établissement et du groupe BPCE, constatée annuellement et in fine pour un versement débutant en 2027, respectant la réglementation CRD et pouvant représenter jusqu'à 60 % de la rémunération fixe annuelle incluant la majoration spécifique à la date de l'attribution pour le Directeur Général. Cette convention a été autorisée par le Conseil d'administration du 24 mars 2024.

Modalités

Le montant acquis au titre de ce plan en 2025 s'élève à 163 200 euros.

4. Convention relative à la protection sociale du Président du Conseil d'Administration**Personne concernée**

Madame Isabelle Gratiant, Présidente du Conseil d'administration de BRED Banque Populaire.

Nature et objet

Les Présidents de Banques Populaires peuvent bénéficier, par décision du Conseil d'administration, du régime de protection sociale complémentaire et supplémentaire spécifique applicable aux salariés de l'entreprise. Ce régime se compose d'une complémentaire santé, d'une prévoyance complémentaire et d'une retraite. Le Conseil d'administration du 28 mai 2020 a autorisé l'extension de ce dispositif de protection sociale spécifique complémentaire à la Présidente du Conseil d'administration.

Modalités

Cette convention a donné lieu au versement d'une somme de 11 458,56 euros en 2025.

5. Renouvellement du contrat de bail conclu avec la S.C.I. CBP

Personne concernée

Monsieur Bruno Blandin, Administrateur de BRED Banque Populaire et Gérant de la S.C.I. CBP.

Nature et objet

Un bail a été consenti par la S.C.I. CBP à votre société pour une durée de neuf années consécutives à compter du 1^{er} octobre 2007, et renouvelé par avenants en date du 1^{er} octobre 2016 et du 25 novembre 2025. Ce contrat de « type 3-6-9 » porte sur la location de divers locaux commerciaux sis ZI Les Manges - Acajou 97232 Le Lamentin (Martinique) à l'agence du Lamentin. Le loyer, d'un montant annuel HT initial de 86,558.76 euros, est automatiquement révisé chaque année en fonction de l'évolution de l'indice de la construction publié par l'INSEE et est susceptible d'être révisé à l'expiration de chaque période triennale.

Modalités

Cette convention a donné lieu au versement d'une somme de 134 760,48 euros en 2025.

En application des articles L. 225-42 et L. 823-12 du code de commerce, nous vous signalons que, par omission, la convention de renouvellement signée le 25 novembre 2025 n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil d'administration. Nous vous précisons que le Conseil d'administration en date 23 février 2026 a autorisé le renouvellement de cette convention a posteriori.

6. Protocole relatif au mécanisme de contribution à la solvabilité du Groupe BPCE

Personne concernée

Madame Isabelle Gratiant, Présidente du Conseil d'administration de BRED Banque Populaire.

Nature et objet

En date du 3 décembre 2012, votre Conseil d'administration a autorisé la signature du protocole relatif au mécanisme de contribution à la solvabilité du Groupe BPCE. Ce protocole prévoit notamment la mise en place d'un dispositif de contribution aux fonds propres prudentiels du groupe fondé sur un système de bonification / compensation.

Modalités

Cette convention n'a pas eu d'impact sur les comptes de BRED Banque Populaire en 2025.

Paris La Défense, le 23 avril 2026

Les Commissaires aux comptes

KPMG SA

Sophie Meddouri

Associée

Deloitte & Associés

Charlotte Vandeputte

Associée

7.5 Assemblée générale extraordinaire du 27 mai 2026

Ordre du jour

1. Délégation de compétence au Conseil d'administration afin d'augmenter le capital social d'un montant maximum de 500 000 000 € par émission de parts sociales en numéraire ou par incorporation de réserves et de modifier l'article 7 des statuts.
2. Délégation au Conseil d'administration à l'effet de réaliser une augmentation de capital social, réservée aux salariés en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription.
3. Pouvoirs en vue d'effectuer toutes les formalités de publicité et autres prescrites par la loi.

7.6 Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale extraordinaire

La présente Assemblée générale a pour objet de soumettre à votre approbation l'octroi d'une nouvelle délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social d'un montant maximum de 500 000 000 euros.

Renouvellement de la délégation de compétence en matière d'augmentation de capital (1^{re} résolution)

Afin de permettre à votre société de soutenir son activité et sa stabilité, comme son autonomie financière, nous vous proposons de déléguer à votre conseil d'administration la compétence nécessaire, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet de décider, avec l'autorisation de BPCE, l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximum de 500.000.000 euros, par émission de parts sociales au nominal à souscrire en numéraire ainsi que, dans les conditions et limites fixées par la réglementation propre aux Banques Populaires, par incorporation de réserves.

L'incorporation de réserves pourra être réalisée par élévation de la valeur nominale des parts sociales ou par création et distribution gratuite de parts sociales nouvelles, ou par emploi simultané et combiné de ces divers procédés.

En ce qui concerne les augmentations de capital par souscription en numéraire, les sociétaires auront, proportionnellement au montant de leurs parts sociales, un droit de préférence à titre irréductible et, si le Conseil le prévoit, à titre réductible, à la souscription des parts sociales émises.

Les parts sociales qui n'auraient pas été souscrites au titre de ce droit préférentiel pourront être souscrites par des personnes qui ne sont pas encore sociétaires, mais qui remplissent les conditions pour le devenir.

En cas de demandes excédentaires, le Conseil pourrait augmenter le nombre de titres dans la limite de 15 % de l'émission initiale.

En cas d'insuffisance des souscriptions, le Conseil pourrait également utiliser la faculté prévue par l'article L. 225-134 du Code de commerce, qui lui permet de limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'augmentation décidée.

En ce qui concerne les éventuelles attributions gratuites de parts sociales par incorporation de réserves, nous vous demandons d'autoriser votre Conseil à décider, s'il le juge souhaitable, que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les parts sociales correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits.

Nous vous demandons également de déléguer à votre Conseil les pouvoirs nécessaires pour fixer les modalités et conditions d'émission, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent et procéder à la modification corrélative des statuts.

Cette délégation prive d'effet à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, les délégations ayant le même objet et qui auraient pu être antérieurement consenties.

Principe d'augmentation de capital réservée aux salariés (2^e résolution)

Selon les dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, lors de toute décision d'augmentation de capital par apport en numéraire, l'Assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail, c'est-à-dire en faveur des salariés de la société.

C'est pour répondre à cette obligation légale que nous vous présentons une résolution tendant à autoriser votre Conseil à procéder, dans un délai maximum de vingt-six mois à compter du jour de l'Assemblée, à une augmentation de capital d'un montant maximum de 0,5 % du capital existant au moment de l'émission réservée aux salariés.

Il convient cependant d'observer que, dans le cas des sociétés coopératives et par conséquent des Banques Populaires, l'actionnariat salarié ne répond pas à sa finalité principale qui est d'associer les salariés à la valorisation boursière de leur entreprise, en d'autres termes à la création de valeur actionnariale.

En effet, les sociétés coopératives ne sont pas cotées et leurs valeurs ne reposent pas sur la recherche du profit maximal pour l'actionnaire mais sur la pérennité, la responsabilité, la solidarité et la proximité : autrement dit, en termes de valeurs d'entreprise, sur la primauté de la satisfaction du client-sociétaire, le développement dans la durée et la compétitivité. Par ailleurs, nous vous rappelons que tout salarié de la banque peut en devenir sociétaire à titre individuel, dans les mêmes conditions que ses clients.

C'est pourquoi, comme cela a toujours été le cas depuis l'entrée en vigueur du texte précité, votre Conseil n'entend pas agréer ce projet de résolution et invite les sociétaires à se prononcer contre. Ce refus d'agrément entraînera automatiquement un décompte des procurations sans indication de mandataire (pouvoirs « en blanc ») parmi les votes défavorables au projet de résolution par application de l'article L. 225-106 III alinéa 5 du Code de commerce.

Pouvoirs pour les formalités (3^e résolution)

La troisième résolution concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publications et des formalités légales relatives à l'Assemblée.

7.7 Projet de résolutions

Première résolution : délégation de compétence au Conseil d'administration afin d'augmenter le capital social d'un montant maximum de 500 000 000 euros par émission de parts sociales en numéraire ou par incorporation de réserves et de modifier l'article 7 des statuts.

L'Assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'administration, délègue au Conseil d'administration, conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, la compétence nécessaire à l'effet de décider, avec l'autorisation préalable de BPCE, l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximal de vingt-six mois à compter de ce jour et dans la limite d'un plafond global de 500 000 000 euros, par création et émission de parts sociales en numéraire ainsi que, dans les conditions et limites fixées par la réglementation propre aux Banques Populaires, par incorporation de réserves.

L'incorporation de réserves pourra être réalisée par élévation de la valeur nominale des parts sociales ou par création et distribution gratuite de parts sociales nouvelles, ou par emploi simultané et combiné de ces procédés.

En ce qui concerne les augmentations de capital par souscription en numéraire, les sociétaires auront, proportionnellement au montant de leurs parts sociales, un droit préférentiel de souscription aux parts sociales émises.

Pour le cas où les souscriptions à titre irréductible et, si le Conseil d'administration l'a prévu, à titre réductible, n'auraient pas absorbé la totalité de l'émission des parts sociales, le Conseil d'administration pourra ouvrir la souscription des parts non souscrites aux personnes qui ne sont pas encore sociétaires mais qui remplissent les conditions pour le devenir.

En cas de souscriptions excédentaires, le Conseil pourrait augmenter le nombre de titres dans la limite de 15 % de l'émission initiale.

En cas d'insuffisance des souscriptions, le Conseil d'administration aura également la faculté, conformément à l'article L. 225-134 du Code de commerce, de limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'augmentation décidée.

En cas d'incorporation de réserves par attribution de parts gratuites, le Conseil d'administration est expressément autorisé par l'Assemblée à décider, s'il le juge souhaitable, que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les parts sociales correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits.

Dans ce cadre et sous ces limites, le Conseil d'administration disposera de tous les pouvoirs pour décider et réaliser la ou les augmentations de capital qui lui paraîtront opportunes et fixer notamment toutes les modalités et conditions d'émission des nouvelles parts sociales à émettre, constater la réalisation de ces augmentations de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts.

Cette délégation prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Deuxième résolution : délégation au Conseil d'administration à l'effet de réaliser une augmentation de capital social, réservée aux salariés en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription.

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription, décide, en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, de réserver aux salariés de la société une augmentation de capital en numéraire dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail.

En cas d'adoption de la présente résolution, l'Assemblée décide d'autoriser le Conseil d'administration à procéder, dans un délai maximum de vingt-six mois à compter de ce jour, à une augmentation de capital d'un montant maximum de 0,5 % du montant du capital social au moment de l'émission qui sera réservée aux salariés de la société dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise et réalisée conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code de travail et à fixer les autres modalités de l'augmentation.

Troisième résolution : pouvoirs

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée générale pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur relatifs à l'ensemble des résolutions qui précèdent.

7.8 Renouvellement du mandat de huit administrateurs

(Article L. 225-115 3° du Code de commerce)

Stève GENTILI

Fonction principale : Vice-Président délégué du Conseil d'administration de BRED Banque Populaire

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026 Nombre de parts sociales détenues : 38 494 Date de naissance : 5 juin 1949	Mandats ou fonctions au sein du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> Administrateur et Vice-Président délégué du Conseil d'administration de BRED Banque Populaire. Président du Conseil d'administration de COFIBRED SA, BIC BRED SA, BIC BRED Suisse SA, IRR INVEST SA, NRJ INVEST SA et de SPIG SA. Président du Conseil d'administration de la Fondation d'entreprise BRED Banque Populaire. Administrateur de PROMEPAR ASSET MANAGEMENT SA, BRED GESTION SA, BCI MER ROUGE SA, PREPAR IARD SA, BRED COFILEASE SA et EPBF SA. Membre du Conseil de surveillance de PREPAR VIE SA. Mandats ou fonctions en dehors du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> Administrateur de FINANCIERE HOCHES LES BAINS SA.
---	--

François MARTINEAU

Fonction principale : Avocat à la Cour

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026 Nombre de parts sociales détenues : 2 438 Date de naissance : 11 juin 1951	Mandats ou fonctions au sein du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> Administrateur et Vice-Président de BRED Banque Populaire. Mandats ou fonctions en dehors du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> Avocat à la Cour au sein de la SCP LUSSAN. Administrateur de CONSERVATEUR FINANCE SA. Membre du Conseil de surveillance et Vice-Président des sociétés d'assurances suivantes : AMC LES ASSURANCES MUTUELLES LE CONSERVATEUR et LES ASSOCIATIONS MUTUELLES LE CONSERVATEUR. Président du Conseil d'administration de la Fondation d'entreprise LE CONSERVATEUR. Vice-Président du Conseil d'administration de l'association SAMA (Société des Amis du Musée de l'Armée).
---	---

Benoît BAS

Fonction principale : Directeur des affaires générales et de la communication au sein de JT International

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026 Nombre de parts sociales détenues : 379 Date de naissance : 16 janvier 1975	Mandats ou fonctions au sein du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> Administrateur et Secrétaire adjoint du Conseil d'administration de BRED Banque Populaire. Administrateur de la Fondation d'Entreprise BRED Banque Populaire. Mandats ou fonctions en dehors du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> Directeur des affaires générales et de la communication au sein de JT International. Administrateur de la société ALCOME (éco-organisme).
--	---

Nathalie BRIOT

Fonction principale : Consultante en relations institutionnelles et lobbying

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026 Nombre de parts sociales détenues : 101 Date de naissance : 11 juillet 1954	Mandats ou fonctions au sein du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> Administrateur de BRED Banque Populaire. Administrateur de la Fondation d'Entreprise BRED Banque Populaire. Mandats ou fonctions en dehors du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> Consultante en relations institutionnelles et lobbying. Co-gérante de la SCI LA TERRASSE et de SCI RABATAU 59.
--	--

Nadine CALVES

Fonction principale : Chargée de gestion au Secrétariat Général du ministère des Finances

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026 Nombre de parts sociales détenues : 496 Date de naissance : 6 avril 1965	Mandats ou fonctions au sein du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de BRED Banque Populaire. • Administrateur de la Fondation d'Entreprise BRED Banque Populaire. Mandats ou fonctions en dehors du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Chargée de gestion au Secrétariat Général du ministère des Finances. • Adjointe au Maire de Parmain.
---	--

Patricia LEWIN

Fonction principale : Déléguée au rayonnement de la DGRIS au ministère des Armées

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026 Nombre de parts sociales détenues : 749 Date de naissance : 24 novembre 1960	Mandats ou fonctions au sein du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de BRED Banque Populaire. Mandats ou fonctions en dehors du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Déléguée au rayonnement de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) au ministère des Armées.
---	---

Isabelle PASTORET

Fonction principale : Contrôleur général au ministère des Finances, du Commerce et de l'industrie

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026 Nombre de parts sociales détenues : 672 Date de naissance : 29 avril 1962	Mandats ou fonctions au sein du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de BRED Banque Populaire. Mandats ou fonctions en dehors du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Contrôleur général au ministère des Finances, du Commerce et de l'Industrie. • Membre du Conseil économique et social de la Région Île de France (CESER).
--	---

Raphaël POCHET

Fonction principale : Consultant en conseil et formation de cadres des métiers de la sécurité

Date de fin de mandat : Assemblée générale 2026 Nombre de parts sociales détenues : 1 220 Date de naissance : 3 février 1953	Mandats ou fonctions au sein du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de BRED Banque Populaire. Mandats ou fonctions en dehors du groupe BRED Banque Populaire <ul style="list-style-type: none"> • Consultant en conseil et formation de cadres des métiers de la sécurité.
---	---

7.9 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'augmentation du capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise (suppression du droit préférentiel de souscription)

Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2026 - Deuxième résolution

A l'Assemblée générale extraordinaire de BRED Banque Populaire,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation du capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés de votre société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du code de commerce, adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, pour un montant maximum de 0,5 % du capital social, opération sur laquelle vous êtes appelé à vous prononcer.

Cette augmentation du capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du code de commerce et L. 3332-18 et suivants du code du travail.

Le Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 26 mois à compter de la présente décision, le pouvoir pour fixer les modalités de cette opération et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires à émettre.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et R. 225-114 du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Le rapport du Conseil d'Administration appelle de notre part l'observation suivante : concernant les modalités de fixation du prix d'émission, ce rapport ne renvoie pas aux dispositions prévues par les articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du code du travail et ne précise pas la méthode qui sera retenue, le cas échéant, parmi les deux prévues par l'article L. 3332-20 dudit code, soit précisée.

Par ailleurs, les conditions définitives de l'augmentation du capital n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'Administration.

Paris La Défense, le 23 avril 2026

Les Commissaires aux comptes

KPMG SA
Sophie Meddouri
Associée

Deloitte & Associés
Charlotte Vandeputte
Associée

7.10 Attestation du responsable des informations contenues dans le rapport

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Paris, le 23 avril 2026

Jean-Paul JULIA

Directeur général de BRED Banque Populaire





www.bred.fr

Siège social : 18 quai de la Rapée, 75012 Paris
Tél. : 01 48 98 60 00

Document réalisé par la direction de la communication

Couverture : Agence Terre de Sienne

Crédits photos : Martin Colombet, Bruno Lévy

BRED Banque Populaire - Société anonyme coopérative de Banque Populaire régie par les articles L.5 12-2 et suivants du Code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit, au capital de 1 988 587 092,70 euros - Siège social : 18 quai de la Rapée - 75604 Paris Cedex 12 - 552 09 1 795 R.C.S - Paris - Ident. TVA FR 09 552 091 795 - Intermédiaire en assurances immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07003608.



GROUPE BPCE